



Relever les défis

Rapport annuel intégré 2020



Table des matières

A propos d'Umicore	3	Réponse d'Umicore au COVID-19	26	Rapport d'activité économique	103
Business groups	4	Performance économique	29	États financiers, F1-F41	110
Umicore en un coup d'œil	5	Chaîne de valeur et société	39	Rapport sur la chaîne de valeur, V1-V5	185
Horizon 2020	6	Éco-efficacité	45	Rapport d'activité environnemental, E1-E8	192
Tendances globales	8	Recherche, Développement & Innovation	49	Rapport d'activité social, S1-S9	203
Relever les défis importants	9	Une entreprise où il fait bon travailler	55	À propos du rapport	216
Modèle d'entreprise	10	Conseil de surveillance	61	Index du contenu GRI	217
Revue du CEO et du président	13	Conseil de direction	66	Déclarations d'assurance	220
Engagement avec les parties prenantes	16	Encadrement Supérieur	71	Références et liens	225
Promouvoir les initiatives positives	21	Approche managériale	72	Chiffres clés	226
Matérialité	22	Gérer les risques efficacement	77		
Contribution à la communauté	25	Rapport de gouvernance d'entreprise, G1-G13	88		

Image de couverture : Reda Malakauskaité, Peter Verholen et Steven Van Hout travaillant au sein de l'équipe des batteries à l'état solide

Ce rapport annuel intégré offre une vue complète et intégrée des performances économiques, financières, environnementales, de la chaîne de valeur et sociales d'Umicore en 2020. Le Rapport est conforme avec les GRI Standards : Core option.

Accédez à tous les éléments de ce rapport, en ligne, sur:

 ANNUALREPORT.UMICORE.COM



A propos d'Umicore

**SPÉCIALISTE MONDIAL EN TECHNOLOGIES DE MATERIAUX & EN RECYCLAGE
LES SOLUTIONS DURABLES DE DEMAIN POUR LA MOBILITÉ PROPRE ET LE RECYCLAGE**



Umicore a une position unique dans tous les aspects des matériaux destinés à la mobilité propre et dans le recyclage. Nous fournissons des solutions de mobilité propre pour tous types de plateforme et nous recyclons ces matériaux en fin de vie utile.

Grâce à notre expertise en science des matériaux, en chimie et en métallurgie, notre modèle en boucle fermée est un puissant facteur de différenciation et restera la base sur laquelle nous menons nos activités et bâtissons notre stratégie.

Nous fournissons des catalyseurs automobiles pour nettoyer les gaz d'échappement émis par les moteurs à combustion interne de véhicules légers et poids lourds utilisant tous types de carburant ainsi que les matériaux pour batteries rechargeables et catalyseurs automobiles requis pour les véhicules hybrides, hybrides rechargeables et tout électrique. Nous produisons également des catalyseurs pour les véhicules à piles à combustible et pour des applications statiques ou industrielles.

Umicore exploite l'une des usines de recyclage de métaux précieux les plus perfectionnées au monde. À travers l'ensemble de nos activités, nous récupérons 28 métaux précieux et non-ferreux à partir de résidus industriels, déchets électroniques, batteries, catalyseurs industriels et automobiles, etc.

Nous proposons également des services de recyclage à nos clients pour les aider à maximiser leur efficacité. Les matériaux récupérés sont ensuite transformés en métaux purs ou en nouveaux produits.

Nous mettons au point des matériaux sur mesure et veillons à ce que nos procédés tiennent compte de la santé et de la sécurité, de la recyclabilité, de la rentabilité, de la réduction des déchets et de l'efficacité énergétique, autant dans nos propres usines qu'à travers la chaîne de valeur.

Nous estimons que notre succès est lié à la manière dont nous équilibrions l'impact social, environnemental et économique de nos activités.

Notre approche intégrée de la durabilité ne concerne pas uniquement la minimisation de l'impact de nos activités industrielles : notre engagement vis-à-vis de l'approvisionnement responsable et éthique nous différencie de nos concurrents tout en créant de la valeur pour tous.

Umicore met tout en œuvre pour avoir un impact positif, en améliorant la qualité de vie à travers nos produits et services, pour réduire les émissions nocives des véhicules, donner une nouvelle vie aux métaux usagés et propulser les voitures du futur.

materials for a better life

Business groups

NOS BUSINESS GROUPS COMPLÉMENTAIRES PERMETTENT UN MONDE PLUS DURABLE
ASSOCIANT DES TECHNOLOGIES DE POINTE AU RECYCLAGE POUR DONNER UNE NOUVELLE VIE AUX MÉTAUX USAGÉS



CATALYSIS

RÉDUIRE LES ÉMISSIONS NOCIVES

AUTOMOTIVE CATALYSTS

Nous sommes l'un des plus grands fabricants de catalyseurs destinés au contrôle des émissions pour les applications routières et non routières fonctionnant au diesel et à l'essence, la production d'électricité et les procédés industriels afin de répondre aux normes environnementales à travers le monde.

PRECIOUS METALS CHEMISTRY

Nous sommes experts dans la catalyse à base de métaux pour des applications visant à améliorer le quotidien. Technologies de traitement des émissions, traitements du cancer, production de produits chimiques raffinés et d'électronique avancée : tout cela est possible grâce à notre savoir-faire technologique organométallique.

FUEL CELLS & STATIONARY CATALYSTS

Nous sommes un des principaux acteurs dans le domaine de la catalyse pour le contrôle des émissions des installations industrielles et l'industrie marine, et nous fournissons des catalyseurs de pointe pour les piles à combustible pour une mobilité sans émission et une production d'hydrogène vert.



ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES

ALIMENTER LE FUTUR

COBALT & SPECIALTY MATERIALS

Nous sommes experts dans l'approvisionnement, la production et la distribution du produits de nickel et du cobalt. Nos matériaux sont au cœur de produits du quotidien, tels que les batteries rechargeables, les outils, les peintures et les pneus. Nos procédés de raffinage et de recyclage, y compris notre technologie brevetée de recyclage des batteries rechargeables lithium-ion, donnent une nouvelle vie au cobalt et à d'autres métaux.

RECHARGEABLE BATTERY MATERIALS

Nous sommes pionniers dans les matériaux pour batteries et un important fournisseur de matériaux pour les cathodes de batteries rechargeables lithium-ion, qui augmentent l'autonomie et la performance des véhicules électriques et allongent la vie des batteries pour l'électronique portable.

ELECTROPLATING

Nous sommes experts dans le développement de produits de revêtement à base de métaux appliqués sur des circuits imprimés, articles de bijouterie et composants industriels. Nos procédés et électrolytes de métaux précieux sont utilisés dans des revêtements destinés aux applications décoratives, fonctionnelles et techniques.

ELECTRO-OPTIC MATERIALS

Nous sommes un important fournisseur de matériaux pour les secteurs de l'électronique, de l'optique et de l'espace : produits pour l'imagerie thermique, tranches pour cellules solaires spatiales, LED de haute luminosité et produits chimiques destinés aux fibres optiques.



RECYCLING

DONNER UNE NOUVELLE VIE AUX MÉTAUX USAGÉS

PRECIOUS METALS REFINING

Notre usine de recyclage de métaux précieux est parmi les plus perfectionnées au monde. Nous sommes experts dans le traitement des matériaux les plus complexes. Notre technologie de recyclage et de raffinage confère une nouvelle vie aux métaux usagés. Nos procédés contribuent à apporter de la valeur à l'économie circulaire.

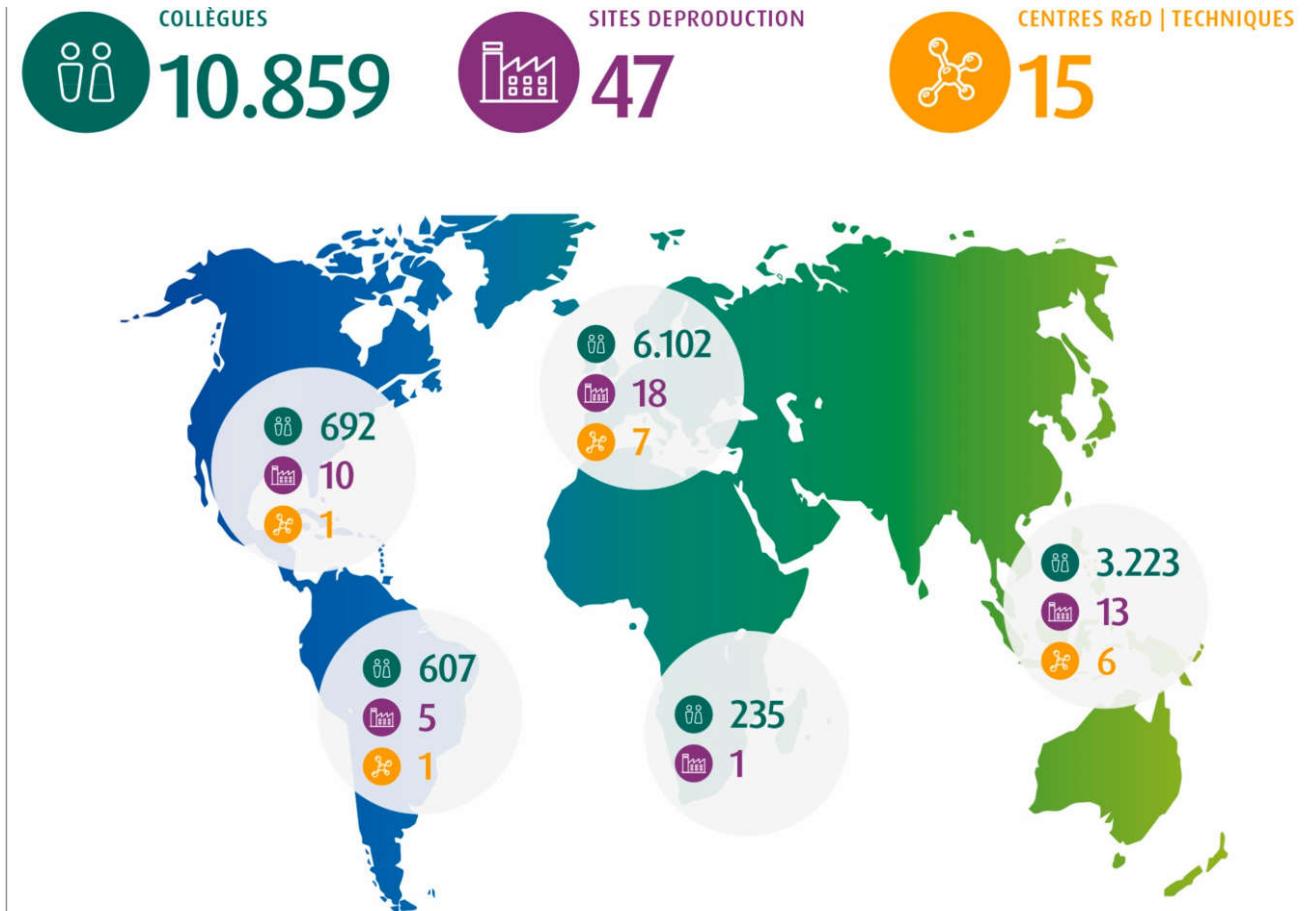
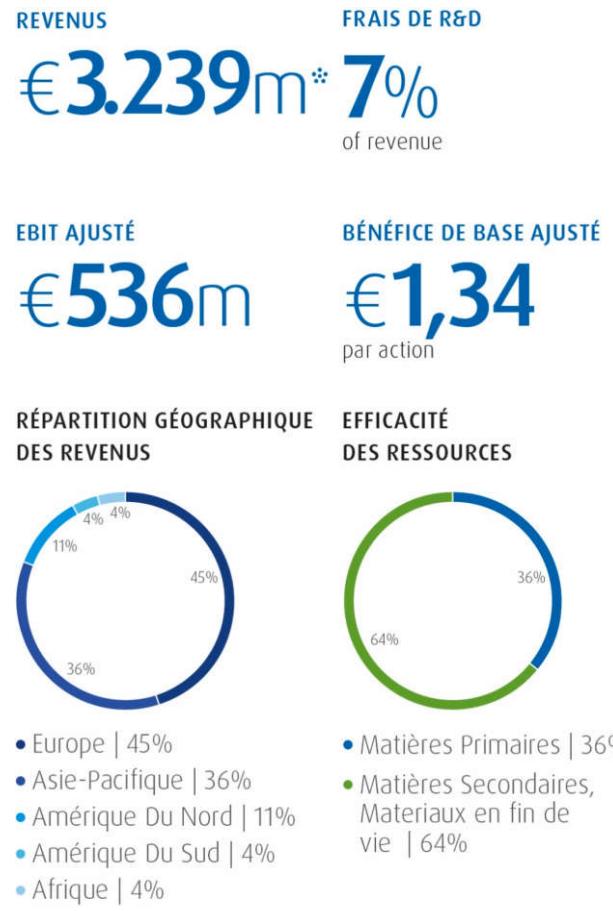
PRECIOUS METALS MANAGEMENT

Nous fournissons et gérons tous les métaux précieux, en assurant une livraison physique grâce à la production de nos raffineries de métaux précieux et de notre réseau de banques et partenaires industriels. Nous offrons à nos clients des solutions sur mesure pour la livraison, la couverture et la négociation de métaux précieux.

JEWELRY & INDUSTRIAL METALS

Nous sommes experts dans le développement de produits et procédés à base de métaux précieux, tels que l'or, l'argent et le platine. Nos clients utilisent ces matériaux pour confectionner des bijoux raffinés, des pièces de monnaie, du verre à haute pureté et des catalyseurs industriels. Nous apportons à nos clients un approvisionnement responsable et durable de ces métaux et une solution de recyclage en boucle fermée.

Umicore en un coup d'œil



*Toutes les références aux revenus dans ce document se réfèrent aux revenus hors métaux (tous les éléments de revenus - valeur des métaux achetés).



Réussite de la stratégie Horizon 2020

NOS OBJECTIFS

POURQUOI ILS SONT IMPORTANTS

INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ

**SUSTAINABLE
DEVELOPMENT
GOALS**

PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

RENFORCER NOTRE LEADERSHIP

Positionner Umicore pour qu'elle puisse prospérer face à l'accélération des mégatendances mondiales que sont le contrôle rigoureux des émissions, l'électrification des transports et la raréfaction des ressources.

DOUBLER LES RÉSULTATS

Assurer le succès et la pérennité d'Umicore en investissant constamment dans la R&D afin de développer et de commercialiser des produits et services innovants, et d'augmenter la capacité afin de répondre à la demande croissante du marché pour les produits et services d'Umicore.

RÉÉQUILIBRER LE PORTEFEUILLE

Renforcer la concentration d'Umicore sur les initiatives de croissance ambitieuses dans le domaine des matériaux de mobilité propre et du recyclage.

CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ

APPROVISIONNEMENT DURABLE

Offrir des avantages environnementaux et éthiques en matière d'approvisionnement en matières premières comparativement rares, afin de favoriser une réussite et une croissance durables.

PRODUITS ET SERVICES DURABLES

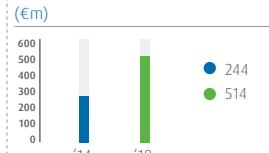
Développer des produits et des services qui créent une valeur durable pour nos clients et la société et augmentent la sécurité des ressources.

CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE TAUX DE CROISSANCE ANNUEL 2015-20

+4,3%

OBJECTIF ATTEINT EN 2018

EBIT AJUSTÉ POUR LE GROUP

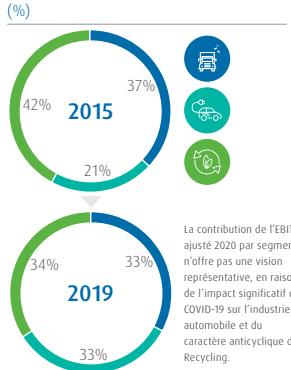


2020 EBIT AJUSTÉ RECORD DE € 536m

OBJECTIF DE ROCE SUPÉRIEUR À 15%
Augmentation régulière du ROCE jusqu'en 2018;
Le capital moyen employé a presque doublé au cours d'Horizon 2020.

OBJECTIF ATTEINT EN 2019

EBIT AJUSTÉ CONTRIBUTION (%)



ENTIÈREMENT CONFORME AUX DIRECTIVES DE L'OCDE EN MATIÈRE DE DILIGENCE RAISONNABLE POUR LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT RESPONSABLES EN MINERAIS PROVENANT DE ZONES AFFECTÉES PAR DES CONFLITS OU À HAUT RISQUE.

77%
DES REVENUS TOTAUX PROVIENNENT DE LA MOBILITÉ PROPRE ET DU RECYCLAGE

UNE GRANDE PARTIE DU RESTE PROVIENT DE SOLUTIONS TELLES QUE L'AMÉLIORATION DE LA CONNECTIVITÉ OU LA RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE.



NOS OBJECTIFS**ÉCO-EFFICACITÉ****UNE ENTREPRISE OÙ IL FAIT BON TRAVAILLER****DES ACTIVITÉS PERFORMANTES****SANTÉ****SÉCURITÉ****ENGAGEMENT DE TOUS****POURQUOI ILS SONT IMPORTANTS**

Faire de la durabilité un avantage concurrentiel irréfutable pour Umicore.

Offrir un lieu de travail sûr et ancrer une culture de la sécurité dans notre personnel.

Contrôler, gérer et protéger des risques d'exposition.

Garantir le statut d'Umicore en tant qu'employeur de choix dans toutes les régions où nous sommes présents.
Gérer les talents comme un moteur pour atteindre la croissance souhaitée de nos activités.

INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ**CONSOMMATION D'ÉNERGIE****-17%**

par rapport à la référence 2015, ajustée en termes d'intensité de production

NOMBRE D'ACCIDENTS**49****DÉPASSEMENTS*****1,6%**

* basé sur les valeurs limites internes

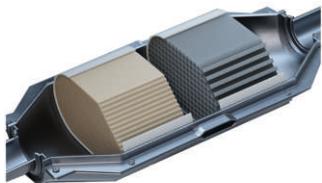
EFFECTIF TOTAL**10.859****TAUX DE RETENTION****96%****NOS ENJEUX MATÉRIELS ET L'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES**

La stratégie Horizon 2020 met l'accent sur des sujets importants pour Umicore dans les années à venir : Performance économique, Chaîne de valeur et société, Éco-efficacité et Une entreprise où il fait bon travailler.

Umicore applique une approche localisée de l'engagement des parties prenantes et gère les relations avec ces dernières conformément à notre approche décentralisée de la gestion des unités opérationnelles.

SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS


Tendances globales



Nous réduisons les émissions nocives des véhicules et industries pour garantir la qualité de l'air



Nous sommes un leader technologique en catalyseurs de contrôle des émissions pour les véhicules légers et poids lourds et pour tous types de carburant



Nous apportons des solutions de stockage d'énergie verte et alimentons les véhicules et technologies du futur



Nous sommes un leader innovant en matériaux cathodiques pour batteries lithium-ion utilisées dans le transport électrique, l'électronique portable et le stockage d'énergie



Nous contribuons au bon usage des ressources en recyclant les métaux et produits en fin de vie dans une boucle fermée



Nous sommes un leader de qualité dans le recyclage des flux de déchets complexes contenant des métaux précieux et d'autres matériaux de valeur

QUALITÉ DE L'AIR

La réglementation des émissions automobiles et l'intérêt public concernant la qualité de l'air continuent d'augmenter. En Europe et en Asie, les législateurs développent des politiques de mobilité propre pour réduire les émissions de CO₂, SOx et NOx et renforcent les normes d'émission afin d'inciter l'industrie à concevoir des systèmes innovants de contrôle des émissions, y compris des catalyseurs et des filtres catalytiques.

ÉLECTRIFICATION DES VÉHICULES

Le secteur des transports est la source mondiale de gaz à effet de serre en plus forte progression, dont la majorité est imputable au transport routier. Le transport électrique est essentiel pour répondre aux ambitions de réduction des émissions et d'amélioration de la qualité de l'air en associant des systèmes efficaces à des sources d'énergie renouvelable. Les mesures d'incitation favorisant les véhicules électriques fleurissent mondialement.

RARÉFACTION DES RESSOURCES

Le développement de technologies pour réduire les impacts environnementaux, telles que les batteries rechargeables de plus en plus puissantes, stimule la demande en métaux précieux et spéciaux. L'extraction de métaux à partir de sources primaires entraîne un coût environnemental important, dont une empreinte carbone élevée. Les gisements miniers faciles à exploiter sont de plus en plus rares et la richesse des minéraux est toujours moindre.

Relever les défis importants

NOTRE MODÈLE D'ENTREPRISE ET NOTRE STRATÉGIE HORIZON 2020 VISENT À FAIRE LA DIFFÉRENCE DANS LES ENJEUX LES PLUS IMPORTANTS DU MONDE ACTUEL

Umicore s'emploie à répondre à la demande croissante de mobilité propre et de qualité de l'air. Nous sommes l'un des principaux fabricants de catalyseurs et de filtres catalytiques utilisés dans les systèmes de réduction des émissions des véhicules légers et poids lourds, en applications routières et non routières. Nos catalyseurs et filtres à particules convertissent les émissions de polluants en gaz inoffensifs et retiennent les particules, permettant à nos clients de respecter les normes environnementales actuelles et futures. Nos produits ont permis d'éviter l'émission dans l'air de centaines de millions de tonnes de polluants.

Nous nous efforçons d'apporter des technologies écologiques garantissant la durabilité et l'efficacité des ressources dans la chaîne d'approvisionnement de l'industrie.

Umicore met tout en œuvre pour fournir des technologies économies en énergie, pour optimiser l'utilisation des ressources et réduire la pollution. Umicore est un important fabricant de matériaux cathodiques pour batteries lithium-ion, fondamentales pour déterminer la puissance et la densité énergétique des batteries rechargeables, afin de maximiser l'autonomie des véhicules électrifiés. Nos matériaux cathodiques NMC (nickel-manganèse-cobalt) sont sans pareil dans ce secteur de l'industrie. Pour répondre à la demande croissante du marché, nous avons annoncé des investissements considérables de 2017 à 2019 en vue d'augmenter davantage notre production de matériaux cathodiques NMC.

Nous apportons des solutions visant à garantir un avenir plus propre et plus durable.

Umicore favorise la croissance durable et défend son modèle d'entreprise circulaire. Notre usine de Hoboken est la plus grande et la plus complexe installation de recyclage de métaux précieux au monde, traitant plus de 200 types de matières premières (exactions minières, résidus industriels ou matériaux en fin de vie, tels que les déchets électroniques et les batteries rechargeables usagées) et récupérant plus de 20 métaux différents. Dans le cadre de notre modèle d'entreprise en boucle fermée, la plupart de nos business units recyclent les résidus industriels de leurs clients. Umicore augmente sa capacité pour répondre à la demande croissante.

Nous offrons des avantages en matière d'approvisionnement éthique et environnemental et une sécurité accrue des ressources.

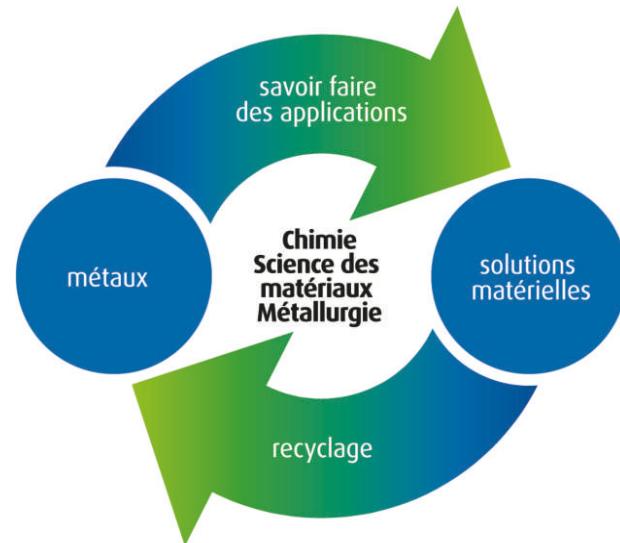
Umicore s'engage à être un employeur attrayant partout où nous sommes présents et à promouvoir le leadership des femmes. Nous sommes en croissance, présents sur les marchés du monde entier. Nous avons obtenu le statut de meilleur employeur pour nos sites en Europe et en Asie et pensons que cela est grâce à nos efforts pour créer un environnement de collaboration favorisant un travail constructif et aux possibilités d'apprentissage et de perfectionnement tout au long des carrières. Nos employés ont une durée de service moyenne de 10 ans et nous avons un taux de rétention 96% pour l'ensemble du groupe.

Nous partageons les mêmes valeurs et le respect mutuel et nous travaillons tous à créer des matériaux pour une vie meilleure.



SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS

Modèle d'entreprise



Nous transformons les métaux en matériaux fonctionnels et les recyclons pour en faire de nouveaux matériaux.

Nos produits apportent des solutions garantissant une meilleure qualité de l'air et la croissance de l'électromobilité, tandis que nous transformons les déchets métalliques en ressources.

Notre approvisionnement éthique et notre approche en boucle fermée nous différencient de nos concurrents.

SOLUTIONS DE MATERIAUX

Nous transformons les métaux en matériaux fonctionnels qui sont intégrés dans des produits par nos clients, généralement des fabricants de produits de consommation ou à usage industriel. Nos matériaux de catalyse fournissent des solutions dans les domaines de la santé et de la qualité de l'air, tandis que nos matériaux pour batterie confèrent une plus grande autonomie et performance aux véhicules électriques et allongent la vie des batteries destinées à l'électronique portable. Nos matériaux se retrouvent également dans les cartes mères d'ordinateurs et dans les satellites et fibres optiques vous permettant de rester connecté.

SAVOIR-FAIRE D'APPLICATION

Nous prenons les métaux et appliquons notre expertise en métallurgie, chimie, ingénierie et science des matériaux, nous ajoutons nos produits, procédés et connaissances du marché et nous offrons des solutions permettant à nos clients de mettre au point des produits à la fois meilleurs, plus sûrs et plus sophistiqués.

RECYCLAGE

Les métaux sont un ingrédient exceptionnel pour la production de matériaux durables car ils peuvent être recyclés à l'infini sans perdre aucune de leurs propriétés physiques ou chimiques.

C'est l'un des piliers de notre modèle d'entreprise. Un gros volume de nos métaux émane de sources recyclées : résidus et déchets de production provenant de clients et d'autres industries ainsi que matériaux en fin de vie obtenus à travers nos services en boucle fermée. Notre activité de recyclage est capable de récupérer 28 métaux. Notre installation de recyclage de métaux précieux à Hoboken en Belgique est destinée à recycler et à raffiner les matériaux les plus complexes afin de récupérer un large éventail de métaux. Sur base de notre Charte d'approvisionnement durable et de notre cadre d'approvisionnement pour le cobalt, nous achetons le reste de notre approvisionnement en métaux auprès de sources primaires contrôlées sur les plans éthique et durable.

De nombreux facteurs – de l'approvisionnement en matières premières à la rétention des talents – soutiennent notre modèle d'entreprise. Nous gérons ces ressources et relations sur le long terme.

COMPÉTENCES ET EXPERTISES

Nos collaborateurs contribuent au succès d'Umicore par leur expertise et leur engagement. Les compétences en métallurgie, chimie, ingénierie et science des matériaux sont d'une importance capitale pour nos principaux domaines de croissance : le recyclage et les matériaux destinés à la mobilité propre.

Le renforcement de notre présence en Asie et en Europe implique de prioriser l'attraction de talents à des postes allant d'opérateurs de production, ingénieurs et chercheurs scientifiques aux fonctions administratives et commerciales.

LA TECHNOLOGIE UMICORE

La technologie est au cœur de notre réussite. Nous sommes engagés dans l'innovation et la recherche et le développement (R&D) sont essentiels à notre croissance par l'innovation. Nous développons une grande partie de notre technologie en nous basant sur les découvertes du département R&D d'Umicore et investissons 6% de nos revenus en R&D. Umicore développe également sa technologie avec des partenaires académiques ou industriels et protège sa propriété intellectuelle par des brevets.

LES ACTIVITÉS UMICORE

Nos activités sont menées dans des usines de recyclage, des installations de production de matériaux et produits chimiques spécialisées et dans des bureaux et centres de recherche dans 30 pays, souvent à proximité de nos clients pour soutenir la collaboration et répondre à leurs exigences spécifiques en matière de produits. Nous visons l'excellence dans la performance sociale et environnementale de toutes nos activités. Nous cherchons à minimiser l'impact des rejets de métaux, à générer des matériaux améliorés, à gérer l'énergie avec efficacité et à offrir un environnement de travail sain et sécurisé. L'excellence opérationnelle est importante à la fois pour sécuriser notre licence d'exploitation et pour contribuer à rendre Umicore plus compétitif.

EFFICACITÉ MAXIMALE

Les matières premières telles que les combustibles et substances chimiques sont indispensables aux activités d'Umicore et sont acquis sur base de notre Charte d'approvisionnement durable. Dans la plupart des pays où nous sommes présents, et étant donné la nature spécifique d'un grand nombre de nos activités, le choix est limité en termes d'approvisionnement d'énergie. C'est pourquoi notre priorité est de maximiser l'efficacité en termes d'énergie et de matériaux auxiliaires.

INVESTISSEMENTS ET FINANCIEMENTS

Investir dans Umicore, c'est investir dans la production de matériaux pour une vie meilleure – notre mission – et soutenir notre stratégie. Umicore a un long palmarès dans le financement d'initiatives de croissance stratégiques par l'allocation de flux de trésorerie d'exploitation. L'endettement est maintenu à un niveau raisonnable car nous visons à conserver une cote de crédit de première qualité à tout moment.

PRODUITS ET SERVICES

Notre ambition est de produire des matériaux pour une vie meilleure.

Les produits d'Umicore peuvent se retrouver dans des applications qui améliorent le confort du quotidien et contribuent à un monde plus efficace et plus propre. Nous travaillons en étroite collaboration avec nos clients pour mettre au point des procédés ou matériaux sur mesure qui tiennent compte de la santé et de la sécurité, de la recyclabilité, de la rentabilité, de la réduction des déchets et de l'efficacité énergétique autant dans nos propres usines que dans la chaîne de valeur.

Nous sommes continuellement en quête de solutions innovantes pour nos clients et travaillons à répondre aux besoins d'un monde en évolution rapide et de plus en plus exigeant.

THE UMICORE WAY

Umicore s'engage aux principes du développement durable. Nous visons l'excellence en matière d'impact social et environnemental et mettons tout en œuvre pour offrir un lieu de travail sain et sécurisé. Nous apportons des solutions aux défis mondiaux : nos services de recyclage répondent à la raréfaction croissante des ressources et réduisent les rejets et déchets industriels. Nos catalyseurs aident à réduire la pollution de l'air et nos matériaux pour batteries rechargeables contribuent à faire du transport électrique une réalité. Umicore offre des emplois de haute qualité avec des salaires compétitifs, des possibilités de formation et d'évolution et des perspectives d'emploi sur le long terme.

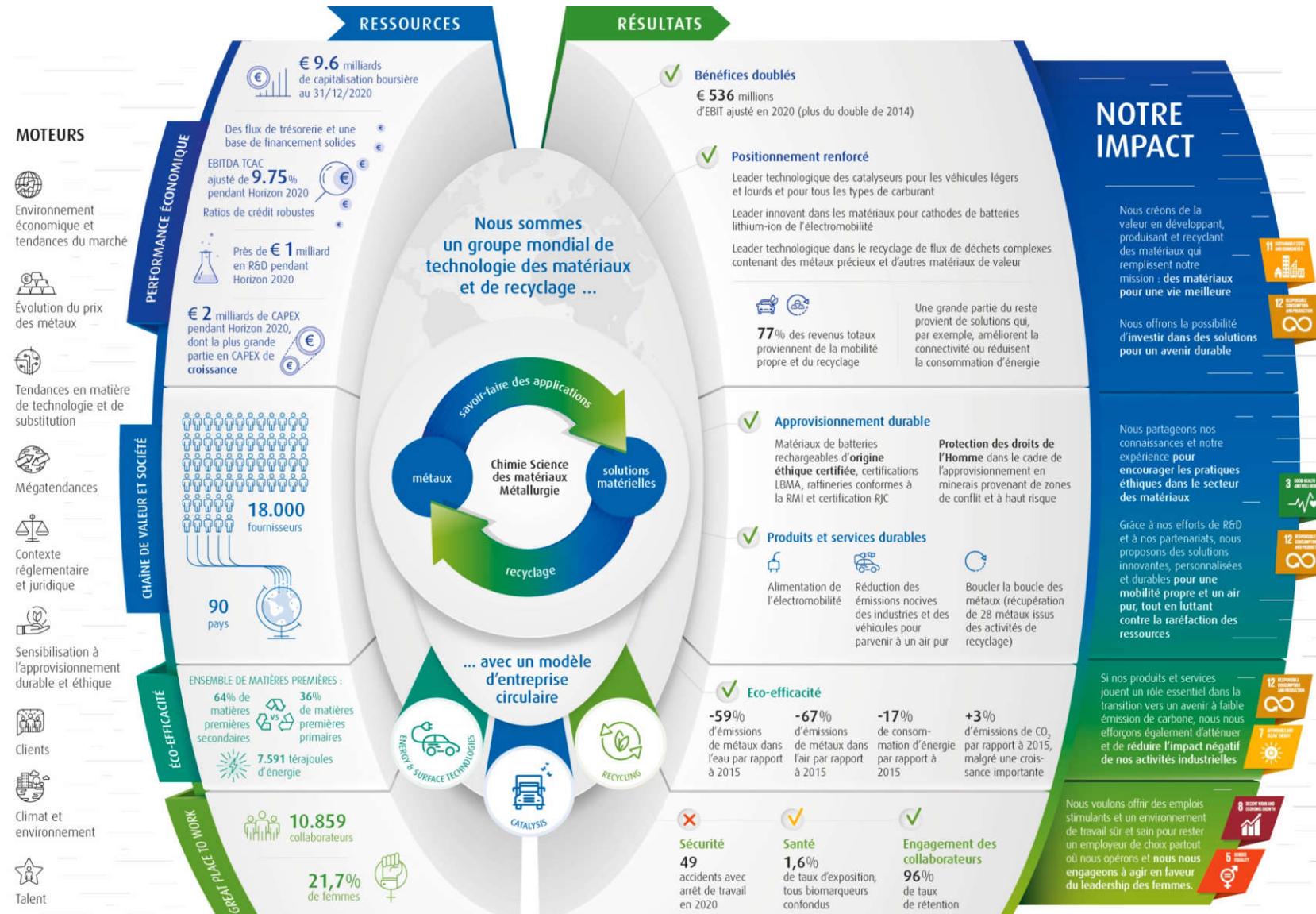
Chaque site vise à être considéré comme un employeur de choix à l'échelle locale. Umicore soutient le principe de la négociation collective et a signé un Accord-cadre international sur le développement durable avec IndustriALL Global Union.

UNE CROISSANCE ET DES RENDEMENTS SUPÉRIEURS

Umicore vise à générer un retour sur capitaux engagés de plus de 15%. L'un de nos objectifs Horizon 2020 est de doubler nos revenus, principalement par la croissance de nos activités de recyclage et de matériaux destinés à la mobilité propre.

Si notre but principal est la croissance organique, nous envisageons également des acquisitions si elles correspondent à notre stratégie et peuvent apporter une valeur ajoutée à nos actionnaires.

APPORTER DE LA VALEUR



Revue du CEO et du président

MARC GRYNBERG ET THOMAS LEYSEN PASSENT EN REVUE 2020, LA REUSSITE DU PLAN HORIZON 2020, ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR D'UMICORE

MARC GRYNBERG CEO
& THOMAS LEYSEN PRÉSIDENT



Réunion virtuelle entre Marc Grynberg et Thomas Leysen

La pandémie de 2020 a engendré des défis inattendus pour notre cadre de vie et de travail. Notre priorité s'est immédiatement portée sur le bien-être de nos employés et des communautés dans lesquelles nous opérons.

Nous tenons à remercier les employés d'Umicore pour leur caractère, leur solidarité et leur courage durant la pandémie.

Nous souhaitons également exprimer notre gratitude envers tout le personnel médical d'Umicore qui ont travaillé dur, dans des conditions difficiles, pour garantir avant tout notre sécurité et pour maintenir nos activités.

Le défi était immense et les efforts nécessaires pour traverser cette période ont été très éprouvants.

Malgré les lourdes perturbations provoquées par la pandémie de COVID-19, Umicore a enregistré en 2020 ses meilleures performances financières à ce jour. Ce résultat reflète les mérites de notre stratégie ainsi qu'une performance spectaculaire chez Recycling - renforcée par une conjoncture des prix exceptionnelle pour les métaux du groupe platine - et la résistance de nos opérations en général. Cela illustre également l'agilité et l'engagement de nos équipes qui se sont adaptées à des conditions difficiles pour continuer de servir nos clients avec assiduité.

Les revenus pour l'exercice complet ont baissé de 4 % pour atteindre € 3,2 milliards, tandis que l'EBITDA ajusté a augmenté de 7 %, atteignant € 804 millions. L'EBIT ajusté a augmenté de 5 % et s'élève à € 536 millions, dépassant ainsi l'objectif d'Horizon 2020 consistant à doubler les bénéfices en cinq ans. Le retour sur capital engagé était de 12,1 %, soit bien supérieur à notre coût du capital malgré la poursuite des investissements de croissance.

Umicore a réalisé de bonnes performances au cours du premier semestre 2020, avec un résultat fort chez Recycling qui a compensé l'impact du ralentissement de l'industrie automobile sur les résultats de Catalysis et d'Energy & Surface Technologies. Le second semestre a été marqué par une forte amélioration séquentielle des revenus et bénéfices du groupe, poussée par la forte reprise chez Catalysis ainsi que par le maintien des solides performances opérationnelles et des prix élevés des métaux chez Recycling. La réponse d'Umicore à la pandémie de COVID-19 a impliqué plusieurs fermetures temporaires d'usines au printemps et certains projets, programmes de développement ou de qualification ont subi des retards en raison des mesures de confinement ou des restrictions de voyage imposées par les gouvernements. La grande majorité des opérations a toutefois été maintenue tout au long de l'année. Tout en poursuivant d'ambitieux programmes de croissance, nous avons continué à rationaliser nos opérations en fermant les usines de Tulsa (Automotive Catalysts) et de Wickliffe (Cobalt & Specialty Materials) aux États-Unis. Cela se traduit en grande partie dans la diminution de 2,7 % de l'effectif total, atteignant 10 859 collaborateurs à la fin de l'année 2020.

Les revenus chez **Catalysis** ont diminué, toutefois moins que le marché mondial de l'automobile, grâce à la forte position d'Umicore sur le marché des technologies essence pour véhicules légers, notamment en Chine et en Europe, ainsi qu'à l'augmentation des ventes de catalyseurs pour poids lourds diesel et pour piles à combustible. Les revenus d'**Energy & Surface Technologies** ont reflété l'impact de la pandémie ainsi que la baisse des ventes de matériaux pour cathodes pour les produits électroniques portables haut de gamme et les applications de stockage d'énergie. Les ventes de matériaux pour cathodes destinés aux batteries pour véhicules électriques ont enregistré une croissance globalement conforme à la demande de batteries pour véhicules électriques. **Recycling** a atteint des résultats spectaculaires en raison des prix élevés des métaux, des niveaux élevés d'activité malgré la crise du COVID-19, et des conditions commerciales favorables.

Les **investissements** dans les projets de croissance stratégiques se sont poursuivis en 2020 avec des dépenses d'investissement totalisant € 403 millions, contre € 553 millions en 2019. Cette diminution reflète la décision prise peu après le début de la crise du COVID-19, consistant à reporter certains projets d'investissement dans l'attente d'une plus grande clarté sur les perspectives du marché, à l'exception des projets liés à la sécurité, la santé et l'environnement et aux programmes de croissance stratégiques. Compte tenu de la poursuite des investissements dans la nouvelle usine de Rechargeable Battery Materials en Pologne, Energy & Surface Technologies a représenté près des deux tiers des dépenses d'investissement du groupe.

Nos opérations ont généré des **flux de trésorerie** de € 603 millions, contre € 549 millions en 2019, permettant à Umicore de continuer de financer ses programmes ambitieux de croissance. Nous avons un bilan solide, avec une dette financière nette de € 1 414 millions au 31 décembre 2020, ce qui correspond à 1,76 fois l'EBITDA ajusté, en dessous du ratio de 1,92 à fin 2019. Au cours du premier semestre, nous avons diversifié davantage nos sources de financement, en réalisant une émission d'obligations convertibles de € 500 millions arrivant à échéance en 2025 et en concluant un prêt de € 125 millions sur huit ans auprès de la Banque européenne d'investissement.

L'une des ambitions définies dans notre stratégie Horizon 2020 était de transformer la **durabilité** en un avantage concurrentiel plus important. En 2020, Umicore a obtenu la note Platinum d'EcoVadis, ce qui nous place parmi les meilleurs 1 % de nos pairs du secteur dans le réseau mondial EcoVadis comptant plus de 65 000 entreprises notées.

Nos performances en termes de **sécurité** se sont améliorées de manière encourageante en 2020 par rapport aux années précédentes. La pandémie nous a poussés à être plus attentifs aux détails et nous sommes convaincus que cette situation a eu un impact positif sur la sécurité. Toutefois, en décembre, un accident mortel a eu lieu sur le site Cobalt & Specialty Materials d'Umicore à Subic, aux Philippines. Cet événement tragique montre que le parcours visant à faire d'Umicore un lieu de travail sans accident est loin d'être achevé, même sur les sites au bilan de sécurité exceptionnel : Subic avait fonctionné plus de 13 ans sans accident avec arrêt de travail. Au total, le groupe a enregistré 49 accidents avec arrêt de travail en 2020, contre 90 en 2019.

Les efforts réalisés en 2020 pour faire d'Umicore une **entreprise où il fait bon travailler** ont principalement porté sur notre réponse à la pandémie de COVID-19, la protection de la santé des employés restant notre priorité absolue. Nous avons introduit des mesures d'hygiène strictes et d'autres mesures de précaution, en commençant par nos installations en Asie, qui ont été les premières touchées. Les mesures ont été rapidement renforcées sur tous les sites d'Umicore à travers le monde, en vue de réduire le risque de transmission au sein de l'organisation, de maintenir nos employés en bonne santé et de leur offrir un lieu de travail sûr. Umicore a fourni des masques chirurgicaux à usage privé au domicile de tous ses employés dans le monde entier, avant qu'ils ne soient disponibles sur le marché libre.

Nous avons constaté une augmentation progressive du nombre de femmes occupant des postes de direction et autres, cependant nous n'avons pas atteint nos objectifs de diversité Horizon 2020. Notre engagement envers la diversité hommes-femmes à tous les niveaux de l'entreprise reste intact et nous avons adapté nos programmes

de recrutement en conséquence. En 2020, la proportion de femmes engagées à des postes de direction a atteint 30%.

Concernant le **profil environnemental de nos opérations**, notre objectif est toujours de réduire au maximum l'impact de nos activités de production. Depuis plusieurs décennies, les autorités contrôlent deux fois par an les analyses sanguines des enfants vivant à proximité de l'usine de recyclage d'Umicore à Hoboken, en Belgique. L'augmentation soudaine du taux de plomb dans le sang de ces enfants en juillet 2020 était inattendue. Une combinaison de facteurs externes, dont les conditions météorologiques exceptionnelles et l'exposition accrue des enfants, qui ont passé plusieurs mois à la maison en raison des mesures de confinement COVID-19, a contribué à ces résultats élevés. Au-delà des mesures nécessaires prises pour revenir à la tendance positive de ces dernières années, et bien que l'enquête sur les causes profondes n'ait révélé aucune source majeure d'émissions de plomb dans notre usine, Umicore s'attèle à la création d'une zone verte afin d'augmenter la distance par rapport à la zone résidentielle, en achetant les maisons les plus proches de l'usine. Ce faisant, Umicore vise une solution structurelle et durable à cette question historique. Une provision de € 50 millions a été constituée pour couvrir les coûts estimés de la création de la zone verte.

Notre **éco-efficacité** est mesurée par rapport à notre objectif Horizon 2020, visant à obtenir des résultats aussi bons ou meilleurs qu'en 2015, avec des valeurs ajustées en fonction des niveaux d'activité. L'impact de nos activités a été considérablement réduit, les métaux rejetés dans l'eau et dans l'air ayant diminué de 59 % et 67 % respectivement, par rapport aux niveaux de 2015. La consommation d'énergie était légèrement supérieure à celle de 2019 en valeur absolue, mais ajustée aux niveaux d'activité de 2015, elle a diminué de 17 % grâce à des améliorations significatives de l'efficacité.

La **valeur ajoutée croissante de nos activités durables** est démontrée par la présence de plus de 60 % de matériaux secondaires et en fin de vie dans notre mix de matières à l'entrée des processus. L'approvisionnement futur pour les catalyseurs, piles à combustible et batteries ne sera possible qu'en fermant la

boucle et en récupérant les métaux rares utilisés dans ces produits lorsqu'ils arrivent en fin de vie. Notre poursuite inébranlable de l'approvisionnement éthique en matières premières est le moteur de l'**approvisionnement durable** chez Umicore. Umicore demeure le premier producteur de matériaux pour cathodes à proposer des matériaux certifiés d'origine propre et éthique à ses clients.

Notre travail avec la **Global Battery Alliance**, dont Umicore était un membre fondateur en 2017, se poursuit. Outre l'initiative du passeport de batterie qui vise à partager des informations et données fiables avec les consommateurs concernant le niveau de durabilité d'une batterie, l'alliance développe une norme relative à l'exploitation minière artisanale responsable dans le cadre du Cobalt Action Partnership, afin d'aborder les risques socio-économiques liés aux activités minières du cobalt en République Démocratique du Congo (RDC) et d'éradiquer le travail des enfants. En 2020, l'alliance a créé un fonds de collaboration pour la prévention du travail des enfants dans les communautés minières, qui vise à renforcer les communautés minières du cobalt en RDC et à s'attaquer aux causes fondamentales du travail des enfants. Ce Fonds, géré et programmé par l'UNICEF, collabore avec des entités gouvernementales locales et des organisations de la société civile en RDC. Umicore est fière d'être le premier contributeur à ce Fonds.

De nombreuses sources de turbulences en 2020, y compris l'impact du COVID-19 et son effet sur l'industrie, en particulier dans le secteur automobile, restent non résolues et limitent la visibilité. Umicore s'est adaptée avec agilité aux défis provoqués par la pandémie. Nous avons mis en œuvre des mesures pour protéger la santé des employés, nos flux de trésorerie et renforcer nos liquidités, et nous avons réévalué notre empreinte de production et la valeur comptable de certains actifs. Nous sommes convaincus que ces mesures ont renforcé notre position dans un environnement incertain et nous continuerons à faire preuve d'agilité face à l'évolution de la dynamique du marché.

L'élan vers une **mobilité propre** est plus fort que jamais, plusieurs gouvernements intégrant des mesures de relance écologiques et des incitations à une mobilité plus propre dans leurs plans de relance

de crise, notamment en Europe et en Chine. Dans ce contexte, nous avons choisi de poursuivre notre stratégie de croissance ambitieuse dans le domaine des matériaux pour cathodes pour **véhicules électriques** et avons réalisé des progrès considérables dans la construction de notre usine de Nysa, en Pologne, qui, une fois mise en service à la fin du premier semestre 2021, sera la première usine de matériaux pour cathodes à l'échelle industrielle en Europe.

De plus, nous poursuivons nos plans de croissance dans le domaine des catalyseurs pour piles à combustible destinés aux applications automobiles et l'expansion de la production de catalyseurs pour voitures et poids lourds en Chine, afin de répondre à la demande croissante à l'égard de nos technologies, au fur et à mesure du renforcement des normes d'émissions. En ce qui concerne la **raréfaction des ressources**, Umicore continue à investir pour améliorer les performances en termes d'environnement et de sécurité de l'usine de recyclage de Hoboken.

L'**innovation technologique** demeure la clé de notre succès et les dépenses en R&D ont augmenté de 6 % en 2020 pour atteindre € 223 millions, soit 7 % de nos revenus. La majeure partie de cette hausse reflète l'augmentation des dépenses en R&D pour les nouveaux produits et technologies de processus chez Rechargeable Battery Materials.

Nous sommes fiers de nos performances et de nos résultats en 2020 et sommes convaincus que notre stratégie de croissance à long terme continuera de générer de la valeur.

L'économie mondiale montre des signes de reprise après l'effondrement sévère provoqué par la pandémie de COVID-19. Toutefois, un degré élevé d'incertitude persiste concernant l'évolution de la pandémie ainsi que la cadence et la vitesse de la relance dans les différentes régions. Dans ce contexte et dans l'hypothèse où le COVID-19 n'entraînerait pas de perturbations importantes ou prolongées supplémentaires de l'économie ou des opérations d'Umicore, Umicore s'attend à une croissance

substantielle de ses revenus et de ses bénéfices en 2021, avec une croissance dans tous les Business Groups.

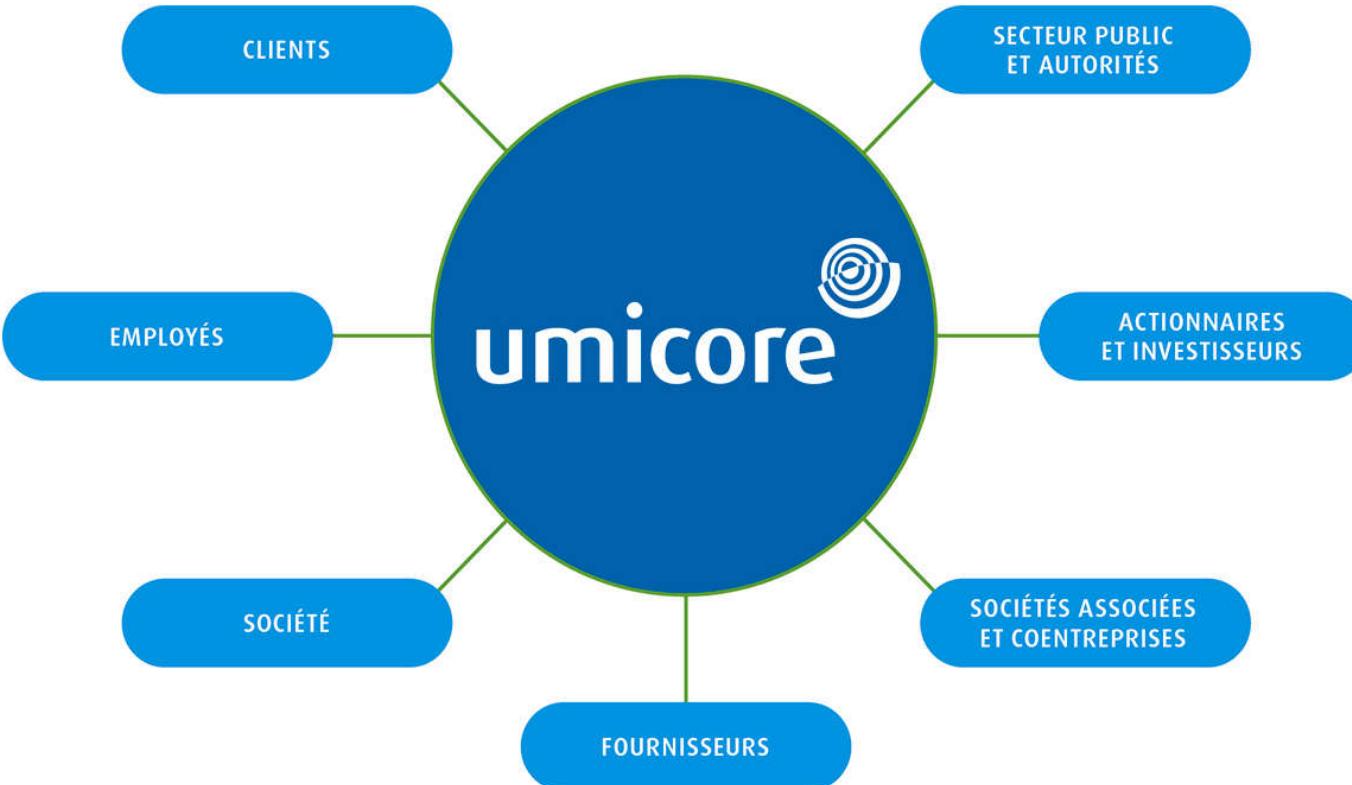
Nous avons mené à bien notre stratégie Horizon 2020 et atteint de nouveaux sommets.

Tout est en place pour qu'Umicore continue à prospérer – des équipes talentueuses, un pipeline d'innovation prometteur, de grandes tendances très favorables et les moyens financiers pour financer notre ambition. Nous pensons ainsi que le moment est propice pour réfléchir au prochain chapitre de la belle réussite d'Umicore et pour commencer à préparer la succession du CEO. Le conseil de surveillance prendra le temps d'identifier un successeur qui s'appuiera sur ces bases solides pour amener Umicore à sa prochaine étape de développement. Marc aidera le conseil à assurer une transition en douceur en temps utile.

Le rapport annuel de cette année offre une clarté supplémentaire sur la valeur apportée par Umicore à la société, tandis que nous nous préparons à entrer dans une nouvelle phase stratégique dès 2021, et s'inscrit dans le cadre de notre transition vers des communications privilégiant le numérique.

Nous tenons à remercier à nouveau toutes les parties prenantes pour leur contribution à nos performances face aux conditions sans précédent de 2020, plus particulièrement tous les employés d'Umicore pour leur caractère et leur réponse rapide, déterminée et efficace à la menace du COVID-19.

**MARC GRYNBERG CEO
& THOMAS LEYSEN PRÉSIDENT**



Engagement avec les parties prenantes

Umicore est une société cotée en Bourse. À ce titre, nous avons des relations avec plusieurs parties prenantes s'intéressant à la façon dont nous exerçons notre activité. La relation que nous nourrissons avec ces parties prenantes influence directement notre succès.

L'implication des parties prenantes se fait selon une approche locale où chaque site est tenu d'identifier ses parties prenantes et d'établir des initiatives de dialogue appropriées. Dans de nombreux cas, dont le dialogue avec les clients et les fournisseurs, les relations avec nos parties prenantes sont gérées par les business units, conformément à notre approche décentralisée en matière de gestion des opérations.

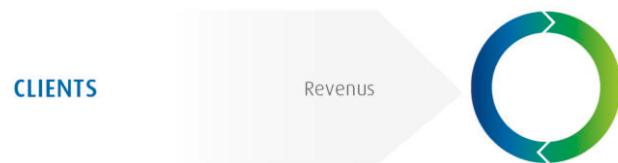
Le comité de direction reçoit de multiples retours d'informations de nos parties prenantes, dont les retours directs lors de visites de clients, de fournisseurs, d'employés ou d'investisseurs, et les informations fournies par les business units, départements ou délégués syndicaux lors de leurs réunions régulières avec l'équipe de direction. Les résultats des enquêtes internes périodiques auprès du personnel sont aussi une source d'informations pour le comité de direction.

La stratégie Horizon 2020 met l'accent sur tout ce qui a une importance significative pour Umicore au cours des années à venir. Le développement de la stratégie a inclus une approche spécifique vers les parties prenantes, décrite dans le processus d'évaluation de matérialité dans ce chapitre.

Umicore est un membre actif de plusieurs associations sectorielles par lesquelles nous dialoguons avec des décideurs politiques afin de les sensibiliser aux enjeux du secteur. Ces associations sont des plateformes essentielles qui nous permettent de mener une action plus élargie, à l'échelle du secteur, en faveur du développement durable.

De manière moins formelle, les membres de notre direction sont régulièrement sollicités, ou se portent volontaires, pour participer à des débats publics sur notre performance et notre approche en matière de développement durable. Ces occasions nous mettent en relation avec différents intervenants, dont des chefs d'entreprise, des universitaires et des membres de la société civile.

Les principales parties prenantes d'Umicore sont regroupées de façon générale, sur base de catégories s'appliquant à la plupart des organisations industrielles. Nous avons aussi indiqué la nature des échanges et avons brièvement décrit le dialogue existant entre Umicore et ses parties prenantes.

CLIENTS

Les matériaux d'Umicore se retrouvent dans diverses applications qui fournissent des solutions pour améliorer la qualité de l'air et développer l'électromobilité. Les services uniques en boucle fermée d'Umicore transforment des déchets métalliques en ressources. Pour être le partenaire privilégié de nos clients, nous travaillons en étroite collaboration avec eux afin de développer, de produire et de recycler des matériaux à base de métaux pour fournir des solutions sur mesure à base de matériaux.

Nous fournissons des produits de pointe qui reposent sur les besoins spécifiques de nos clients en matière de performance, d'environnement et d'approvisionnement durable, dont le développement de solutions sur mesure si nécessaire. Au-delà de cette approche orientée client, nous assurons une collaboration étroite entre toutes les régions afin de garantir un approvisionnement durable et sécurisé de produits et services de haute qualité. Umicore dispose d'un portefeuille de clients internationaux et d'une présence permettant de les soutenir à la fois sur des marchés en croissance et sur des marchés existants. Nos investissements élevés en R&D sont source de technologies de procédés et de production avancées et efficientes qui permettent à nos clients de répondre aux demandes et ambitions les plus exigeantes en termes de durabilité.

Les business units assurent l'interaction continue avec les clients. En marge de ce contact étroit, toutes les business units ont un processus de retour des clients afin d'évaluer périodiquement leur satisfaction.

83PAYS AVEC DES CLIENTS UMICORE**EMPLOYÉS**

Umicore emploie 10 859 personnes dans le monde. Comme nos employés sont les garants de notre succès, nous investissons des ressources considérables pour être un employeur de référence dans toutes les régions où nous sommes présents. En 2020, Umicore a versé € 798 millions en salaires et autres prestations au personnel des sociétés entièrement consolidées, dont € 97 millions en cotisations sociales. Umicore s'engage à offrir un niveau de rémunération compétitif et des conditions de travail optimales à notre personnel, ainsi que des possibilités de formation pratique et professionnelle. Le personnel est tenu d'adhérer aux principes et aux politiques formulées dans « The Umicore Way » et dans le Code de conduite. Nous promouvons un dialogue ouvert, entre autres par un sondage triannuel des employées. Umicore respecte le principe de la négociation collective là où elle est demandée. Umicore a un accord de développement durable avec le syndicat international IndustriALL portant sur la mise en œuvre des politiques d'Umicore en matière de droits de l'Homme, d'égalité des chances, de conditions de travail, de comportement éthique et de protection de l'environnement. Cet accord permet aux syndicats de participer de manière constructive à la poursuite de ces objectifs. Un comité conjoint de suivi veille au déploiement de cet accord. Plusieurs canaux de communication sont utilisés au sein de l'entreprise, dont l'intranet et les bulletins publiés par le groupe ou les business units. Umicore utilise une plateforme de gestion des formations pour l'ensemble du Groupe appelée « MyCampus ».

€798mEN SALAIRES ET AUTRES PRESTATIONS

SOCIÉTÉ**SOCIÉTÉ**

Permis d'exploitation



Prospérité
Produits
et processus
novateurs

UMICORE

Umicore ne peut poursuivre ses activités qu'avec l'autorisation de la société et nous nous efforçons au maximum de mener nos activités dans un souci de développement durable, ce qui va bien au-delà du respect des dispositions légales adoptées pour l'ensemble des entreprises. Nous déterminons nos propres normes, applicables à l'ensemble du Groupe et souvent plus strictes que les réglementations en vigueur dans les zones où nous exerçons nos activités. Outre cet engagement envers le respect de pratiques opérationnelles rigoureuses, Umicore s'efforce aussi de mettre au point des matériaux qui améliorent la qualité de vie et, plus particulièrement, de relever le défi de certains enjeux environnementaux et sociétaux. Le contact avec les communautés où nous exerçons nos activités est la façon la plus directe pour Umicore d'interagir avec la société. Un dialogue franc et transparent avec ces communautés fait partie intégrante de notre engagement envers nos parties prenantes. Grâce aux emplois qu'elle génère, Umicore participe à la création de richesses dans les régions où elle opère. Bien que la production de richesse soit un avantage évident, la manière dont cette richesse est générée revêt également une grande importance. Nous nous efforçons d'être classés parmi les meilleurs employeurs partout où nous opérons. Certaines organisations non-gouvernementales déclarent périodiquement être partie prenante à nos activités et s'intéressent à la façon dont nous les gérons. Nous nous félicitons de cet intérêt et nous efforçons de dialoguer avec ces groupes de façon constructive et ouverte. Sur ses sites et à l'échelle du Groupe, Umicore fait des dons à plusieurs associations caritatives, conformes aux directives et politiques internes. À l'échelle du Groupe ces participations sont gérées par le « Group Donations Committee » qui a la mission de dialoguer avec les groupes issus de la société civile et de fixer la portée des partenariats. Pour plus d'informations sur ces initiatives en 2020, veuillez consulter la section Contribution à la communauté

€1,5mEN DONS À DES
CAUSES CARITATIVES**FOURNISSEURS****FOURNISSEURS**

Matières premières
Transports
Énergie
Autres biens
et services



Revenus

UMICORE

Umicore comprend trois Business Groups, actifs sur 5 continents, qui ont besoin de matériaux, ainsi que d'énergie, de transport et d'un ensemble d'autres services. Umicore compte plus de 18 000 fournisseurs dans plus de 90 pays. Ceux-ci tirent profit de notre présence parmi leurs clients : en 2020, Umicore a payé à ces fournisseurs € 18,7 milliards (dont la valeur des métaux dans les matières premières).

Umicore entretient un dialogue permanent avec ses fournisseurs pour définir les spécifications techniques et pour convenir des conditions contractuelles des partenariats, afin d'assurer des livraisons de matières premières, des prestations promptes et ininterrompues et des paiements ponctuels. Les business units sont responsables des achats de matières premières, tandis que le département Purchasing and Transportation s'occupe des besoins en matière de transport, d'énergie et d'autres provisions.

Notre approche est déterminée par notre Charte d'Approvisionnement Durable. Pour certaines matières premières critiques, cette charte est complétée par des approches ou des dispositifs spécifiques.

Notre stratégie Horizon 2020 comprend un objectif en rapport avec l'approvisionnement durable, fondé sur l'expérience acquise dans le cadre de notre objectif préalable dans ce domaine. Pour plus de détails sur le niveau de réalisation de l'objectif voir Chaîne de valeur et société.

€18.719m

PAYÉS AUX Fournisseurs

SOCIÉTÉS ASSOCIÉES ET COENTREPRISES

SOCIÉTÉS ASSOCIÉES ET COENTREPRISES

Contribution aux bénéfices
Complémentarité technologique
Accès au marché



Investissements
Orientation

UMICORE

Umicore investit dans de nombreuses activités où elle ne gère pas un contrôle à 100%. Les sociétés associées sont celles où Umicore exerce une influence significative sur les politiques financières et opérationnelles, sans en avoir le contrôle. Sa participation y varie généralement de 20% à 50%, tandis que les co-entreprises impliquent généralement une répartition 50/50 de la participation et du contrôle. Ces partenariats permettent d'accélérer les avancées technologiques ou de nous positionner sur des marchés spécifiques.

Quand Umicore ne gère pas le contrôle, notre présence au conseil d'administration nous permet de guider la direction et de suivre l'évolution des activités. Bien que nous ne puissions imposer nos politiques et procédures aux sociétés associées (ou à toute co-entreprise où nous ne détenons pas la majorité des droits de vote), nous affirmons clairement notre volonté de voir les activités menées conformément aux principes de « The Umicore Way ».

Umicore tient à préserver toute propriété intellectuelle que nous partageons avec nos partenaires, qu'il s'agisse de sociétés associées ou de co-entreprises. Pour la liste complète de ces sociétés voir l'annexe F17.

4

SOCIÉTÉS ASSOCIÉES

ACTIONNAIRES ET INVESTISSEURS

ACTIONNAIRES ET INVESTISSEURS

Capitaux
Fonds



Valeur pour
les actionnaires
Rendements
supérieurs

UMICORE

Umicore partage des informations ponctuelles et précises sur sa stratégie, sa performance et ses projets. En 2020, la pandémie de COVID-19 a eu un impact sur les personnes, la société et les industries dans le monde entier et a perturbé la plupart des marchés finaux d'Umicore, le marché automobile en particulier. L'incertitude macroéconomique a entraîné une volatilité extraordinaire sur les marchés boursiers. Umicore a régulièrement informé la communauté financière de sa réponse au COVID-19 et de l'impact de la pandémie sur ses opérations, ses performances et ses perspectives. Outre la publication de communiqués de presse et du rapport annuel, la direction et l'équipe relations investisseurs a communiqué en 2020 avec les investisseurs lors de roadshows virtuels, en participant virtuellement à des conférences d'investisseurs, de webcasts, de téléconférences et lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires. Les principaux sujets abordés étaient : la description de l'impact du COVID-19 sur Umicore et la réponse du Groupe, les ambitions d'Umicore dans le cadre d'Horizon 2020, la position de liquidité et le financement, la rémunération des actionnaires, les plans d'investissement et les perspectives. Umicore a un flottant élevé et une vaste base d'actionnaires internationaux qui, fin 2020, étaient principalement situés en Europe et en Amérique du Nord. L'aperçu des actionnaires détenant des droits de vote supérieurs ou égaux à 3%, ainsi que la liste des analystes et le consensus, sont disponibles sur notre site web (voir: Information sur l'action). 22 sociétés de courtage couvrent et publient des notes de recherche sur Umicore, ce qui reflète l'intérêt des investisseurs au niveau mondial pour l'équity story d'Umicore et ses opportunités de croissance. Les publications d'Umicore couvrent la performance financière, environnementale, sociale et de gouvernance (ESG) et nous sommes régulièrement en contact avec nos investisseurs pour discuter de ces sujets variés.

16

ROADSHOWS AVEC LA DIRECTION

SECTEUR PUBLIC ET AUTORITÉS



En 2020, Umicore a continué à présenter les fondements technologiques des solutions à base de matériaux. Umicore favorise les interactions dans les pays et régions où nous sommes actifs sur le plan opérationnel. Nous nous concentrons sur l'élaboration de politiques favorisant l'introduction d'une mobilité propre et soutenant la transition énergétique mondiale afin de réduire l'impact climatique. En outre, nous contribuons à une meilleure compréhension et à une mise en œuvre plus rapide des modèles d'économie circulaire dans les applications liées aux activités d'Umicore. L'innovation continue est cruciale pour améliorer nos produits et services, c'est pourquoi nous nous engageons également dans des programmes et initiatives (inter)nationaux qui développent des feuilles de route technologiques à plus long terme servant de base à des opportunités de financement collaboratif. Ainsi, Umicore a été approuvée en tant que partenaire du premier projet important d'intérêt européen commun pour les batteries (IPCEI) à partir de début 2020. Une partie des activités d'innovation et d'amélioration pour les matériaux et le recyclage des batteries en Belgique, en Allemagne et en Pologne sera financée par les gouvernements nationaux. Consciente que les prises de position sur certains enjeux d'intérêt public sont délicates, Umicore a développé des directives pour ce faire à travers les associations industrielles dont nous sommes membre. Une science bien développée et les faits constituent la base des positions que nous adoptons. En 2020, Umicore a versé € 79 millions d'impôts sur ses activités et avec son personnel s'est acquitté de € 97 millions de cotisations sociales. Périodiquement, Umicore conclut des partenariats avec des institutions publiques telles que des universités, en vue d'approfondir certains projets de recherche, ou occasionnellement, dans le cadre de subventions de recherche, avec des services publics. Umicore a pour principe d'exclure tout don aux partis ou aux organisations politiques.

€79m

EN IMPÔTS PAYÉS SUR NOS ACTIVITÉS EN 2020

AFFILIATIONS CLE

A3M (L'Alliance des Minérais, Minéraux et Métaux); Agoria (Belgian multi-sector federation for the technology industry); American European Community Association (AECA); Bebat; Belgian Indian Chamber of Commerce and Industry (BICC&I); Belgian industrial Research and Development (BiR&D); Belgium-Japan Association & Chamber of Commerce (BJA); Eurometaux (European Non-Ferrous Metals Association); European Industrial Research Management Association (EIRMA); European Round Table of Industrialists (ERT); ETION; Federation of Belgian Industrial Energy Consumers (FEBELIEC); Flemish Aerospace Group (FLAG); Flemish Network of Enterprises (Voka); Flanders-China Chamber of Commerce (FCCC); Global Legislators for a Balanced Environment (GloBE EU); Metalle pro Klima (WirtschaftsVereinigung Metalle); TransAtlantic Business Council (TABC); Verbond van Belgische Ondernemingen (VBO); Vlaamse Technische Kring (VTK); World Economic Forum (WEF).

Associacao dos Fabricantes de Equipamentos para Controle de Emissões Veiculares da América do Sul (AFEEVAS); Association for Emissions Control by Catalyst (AECC); Catalyst Manufacturers Association, Japan (CMAJ); Committee of Vehicle Emission Control in China (CVEC); Emission Controls Manufacturers Association, India (ECMA); European Precious Metals Association (EPMF); Hydrogen Council; Hydrogen Europe; Manufacturers of Emission Controls Association (MECA); Verband der Automobilindustrie (VDA); Verband der Chemischen Industrie e.V. (VCI).

Battery Europe Partnership Association (BEPA); Cobalt Institute; Cobalt REACH consortium; Deutsche Gesellschaft für Galvano- und OberflächenTechnik (DGO); Energy Materials Industrial Research Initiative (EMIRI); European Association for Battery, Hybrid and Fuel Cell Electric Vehicles (AVERE); Nickel Institute; Nickel REACH consortium.

European Battery Recycling Association (EBRA); European Electronics Recyclers Association (EERA); European Precious Metals Federation; Fachvereinigung Edelmetalle (German Precious Metals Association); Global Battery Alliance (GBA); International Platinum Group Metals Association (IPA); International Precious Metals Institute; Minor Metals Trade Association; Responsible Jewellery Council (RJC); The European Association of Advanced Rechargeable Batteries (RECHARGE); The International Platinum Group Metals Association (IPA); The London Bullion Market Association (LBMA); The London Platinum and Palladium Market (LPPM); Vereniging Nederlandse Metallurgische Industrie (VNMI).

Nous nous axons sur la mobilité propre pour la transition mondiale vers la réduction de l'impact climatique et sur une meilleure compréhension et mise en œuvre plus rapide des modèles d'économie circulaire liés aux activités d'Umicore.

Nous nous engageons également dans des programmes et initiatives nationaux et internationaux qui développent des feuilles de route technologiques à plus long terme.

Des données scientifiques bien développées et les faits constituent la base des opinions et des positions que nous adoptons.

Promouvoir les initiatives positives

CORPORATE

La Global Battery Alliance du World Economic Forum a été lancée en septembre 2017. Ce partenariat public-privé mondial comprenant plus de 40 organisations internationales vise à établir une chaîne de valeur durable pour les batteries afin de permettre la décarbonisation des systèmes d'énergie et de transport du monde. Umicore préside le comité directeur. En collaboration avec nos partenaires en 2019, nous avons travaillé vers l'absence de travail des enfants dans l'industrie de l'extraction du cobalt et la mise à disposition de moyens de subsistance alternatifs pour les ménages dépendant du cobalt, et à évaluer la viabilité d'une économie circulaire pour les batteries. Ce travail s'est porté sur un marché pour les batteries de seconde vie, des passeports de matériaux pour permettre le recyclage de batteries grâce à des réglementations facilitant le transport transfrontalier de batteries usagées, la collecte d'appareils électroniques portables en fin de vie pour augmenter le recyclage des batteries et la création de valeur économique pour les projets innovants soutenant les communautés minières.

CATALYSIS

Face à la croissance continue des craintes vis-à-vis de la qualité de l'air, surtout dans les villes, la législation visant à minimiser l'impact des transports utilisant des moteurs à combustion interne sur la qualité de l'air devient de plus en plus stricte. En tant que producteur de composants clés pour des systèmes catalytiques de contrôle des émissions, Umicore fait partie de diverses associations industrielles réparties dans le monde à travers lesquelles, en collaboration étroite avec des entreprises d'ingénierie automobile, nous visons à enrichir notre portefeuille d'une option de transport ultra propre du futur en utilisant les toutes dernières technologies de contrôle des émissions.

ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES

L'accélération de la transition vers une société à faible émission de carbone nécessite une accélération des technologies de la mobilité propre et de l'énergie verte. Les matériaux avancés représentent une part considérable des coûts de ces technologies propres et sont les principaux leviers pour une société à faible émission de carbones. La procédure de production des matériaux avancés du laboratoire à leur commercialisation est longue, risquée et à forte intensité de capital. L'industrie accueille donc favorablement les initiatives de partage des risques soutenant le leadership industriel européen. Fondée en 2012 par Umicore et d'autres organismes industriels et de recherche, l'EMIRI (initiative de recherche industrielle sur les matières énergétiques) œuvre à faire connaître davantage le rôle des matériaux avancés dans le quotidien et dans l'économie européenne et agit pour que l'innovation bénéficie d'un plus grand soutien au niveau de l'UE. Umicore a également participé activement et soutenu la création de l'European Battery alliance (depuis 2017) et de la Battery European Partnership Association (BEPA) qui est l'entité publique-privée qui soutiendra la Commission européenne dans la définition des feuilles de route technologiques et des priorités de recherche et d'innovation à financer dans la période 2021-2027 (dans le cadre du programme Horizon Europe).

RECYCLING

L'Union européenne met tout en œuvre pour établir une économie circulaire. En tant que précurseur avec son modèle économique en « boucle fermée », Umicore contribue à de nombreuses conférences et groupes de travail d'experts. Plus précisément, nous mettons en évidence les liens entre l'économie circulaire et l'approvisionnement responsable, l'efficacité des ressources, la gestion des déchets et le recyclage de haute qualité. Nous utilisons notre expérience pour promouvoir l'électromobilité comme voie d'accès à l'économie circulaire en Europe.

Matérialité

FIXER LE CAP AVEC NOS PARTIES PRENANTES DE 2015 À 2020

Umicore veille à planifier le meilleur avenir possible en restant dans une position saine et compétitive tout en tenant compte des mégatendances économiques, sociales et environnementales.

Notre stratégie Vision 2015 était fondée sur nos compétences existantes, nos positions sur le marché et notre longue tradition d'expertise en métallurgie, science des matériaux, savoir-faire d'application et recyclage. Elle réunissait tous ces éléments avec notre modèle d'entreprise en boucle fermée afin de générer un fort potentiel de croissance en qualité de l'air, énergie verte, électrification des véhicules et gestion de la raréfaction des ressources.

Le plan Horizon 2020, lancé en 2015, incarne la continuité des orientations stratégiques adoptées par Umicore au cours des dix dernières années et expose de nouveaux défis économiques, environnementaux, de la chaîne de valeur et sociétaux. La définition des objectifs environnementaux, sociétaux et de chaîne de valeur dans le cadre de la stratégie Horizon 2020 comprenait une analyse de matérialité en vue d'identifier les pistes susceptibles de transformer le développement durable en un avantage compétitif accru.

CONFIRMATION DES MÉGATENDANCES ET ANALYSE DES RÉALISATIONS DE VISION 2015

En 2014-2015, le comité de direction a analysé en détail les quatre grandes tendances qui sous-tendent les ambitions de croissance d'Umicore. Les résultats de cette analyse ont clairement montré

un renforcement de trois de ces quatre grandes tendances : la raréfaction des ressources, la qualité de l'air et l'électrification des véhicules (voir pages 10-11 pour de plus amples informations sur ces grandes tendances). Le contexte s'est complètement métamorphosé pour le photovoltaïque. Pour cette quatrième grande tendance, l'ensemble des orientations économiques et technologiques a rendu le marché moins favorable aux solutions haut de gamme d'Umicore. Sur base de ces résultats, le comité Exécutif a choisi d'axer les ambitions de croissance Horizon 2020 d'Umicore sur les activités liées à la qualité de l'air (catalyseurs automobiles), à l'électrification des véhicules (matériaux pour batteries rechargeables) et à l'utilisation efficace des ressources, en assurant le recyclage des métaux précieux et spéciaux grâce à notre modèle d'entreprise en boucle fermée. Ces activités s'inscrivent par conséquent au cœur de notre ambition, à savoir doubler les bénéfices d'Umicore d'ici 2020.

En matière de développement durable, Vision 2015 a donné de bons résultats. Sur le plan environnemental, nous avons enregistré une réduction significative des émissions de CO₂ et de métaux dans l'eau et dans l'air, dépassant nos objectifs dans les trois cas.

Nous avons également réalisé des progrès en matière de développement du personnel et d'engagement envers les parties prenantes. En 2015, la grande majorité des travailleurs d'Umicore avait bénéficié d'un plan d'évaluation et de développement annuel, tandis que nous avions également réduit davantage l'exposition de nos collaborateurs à divers métaux. Notre dernière enquête auprès du personnel en 2018 a confirmé que nous avons atteint plusieurs objectifs de notre plan Horizon 2020.

En matière d'approvisionnement durable, nous avons continué à faire honneur à notre réputation de pionnier du secteur par le biais

de la mise en œuvre de notre Charte d'approvisionnement durable et la recherche de certification 'sans conflit' de nos fonderies.

La sécurité est le seul domaine où les performances n'ont pas répondu aux attentes. Nous avions adopté pour objectif d'accéder au rang d'entreprise « zéro-accident » en 2015 et même si nos résultats en matière de sécurité se sont améliorés, nous n'avons pas réussi à atteindre cet objectif.

Le défi pour Horizon 2020 est de pérenniser les progrès réalisés, de continuer à nous focaliser sur des thèmes tels que la sécurité où nous n'avons pas atteint nos objectifs, et de fixer de nouveaux objectifs visant à améliorer la compétitivité d'Umicore, à savoir :

- **PÉRENNISER NOS RÉALISATIONS** en matière d'émissions de carbone, d'émissions de métaux, d'employeur attrayant et d'engagement envers les parties prenantes. Alors que nous ne fixerons pas de nouveaux objectifs pour ces thèmes, nous continuerons à mesurer et à rendre compte des répercussions et performances lorsque cela sera pertinent du point de vue de la matérialité.
- **AMÉLIORER** la sécurité et réduire l'exposition professionnelle. Nous continuerons à viser les objectifs zéro accident et zéro dépassement des niveaux d'exposition préconisés.
- **GARANTIR L'AVANTAGE COMPÉTITIF** par l'approvisionnement durable. Grâce à la mise en œuvre de la Charte d'approvisionnement durable d'Umicore, nous avons acquis une réputation en matière d'approvisionnement éthique. Cette approche s'inscrit dans les valeurs et l'éthique d'Umicore, mais implique un coût économique que les clients n'acceptent que

progressivement. Horizon 2020 cherche à tirer parti de cette approche d'approvisionnement durable en vue de générer un avantage compétitif accru.

IDENTIFICATION ET SÉLECTION DES THÈMES DE MATÉRIALITÉ

Après avoir défini les activités liées à la qualité de l'air, l'électrification des véhicules et le recyclage comme principaux leviers de la croissance d'Umicore, nous avons analysé un ensemble d'autres enjeux de première importance pour nos business units et nos principales parties prenantes.

Outre l'élaboration de la liste initiale des thèmes pertinents de matérialité, sur la base des enseignements tirés de Vision 2015, d'autres enjeux potentiels ont été identifiés grâce au retour direct d'informations des parties prenantes, y compris les conclusions de l'évaluation annuelle des risques internes, les résultats de l'enquête Personnel 2014 auprès de l'ensemble du personnel, les données collectées suite au déploiement de l'outil APS d'Umicore (Assessment of Product and services Sustainability) entre 2012 et 2015, ainsi que les questions directes soumises à Umicore ou à ses business units par les clients.

Au niveau du groupe, nous avons passé en revue les enjeux de matérialité identifiés par des pairs et des clients, ainsi que des thématiques potentiellement pertinentes pointées par des groupements industriels, des groupes de recherche et des media sur la scène internationale.

Tous les thèmes identifiés au cours de la phase d'analyse des enjeux ont servi à générer une matrice de matérialité. La pertinence de ces thèmes pour Umicore a été évaluée par une équipe de projet et discutée avec les équipes Corporate EHS et HR. La matrice de départ, riche de quelque 65 thèmes, a été soumise aux équipes de management des business units pour un affinage supplémentaire.

Suite au retour d'information reçu, une version révisée de la matrice de matérialité du Groupe Umicore a été compilée, regroupant les thèmes du quartile supérieur. Ces 25 thèmes ont servi de base à la mise à l'essai de la matérialité et, pour simplifier leur référencement,

ont été regroupées en cinq catégories : Approvisionnement, Produits, Excellence opérationnelle, Ressources humaines, Santé et Sécurité.

La liste des thèmes a ensuite été testée dans le cadre d'un sondage en ligne adressé à 48 parties prenantes – investisseurs, clients et employés – qui ont contribué à établir un classement des thèmes.

DÉFINITION DES OBJECTIFS ET DE LA PORTÉE DU RAPPORT

Sur base des résultats de ces deux premières phases, nous avons défini le périmètre des objectifs Horizon 2020, réunis autour de quatre thèmes principaux. Trois thèmes de Vision 2015 ont été conservés (Performance économique, Éco-efficacité et Une entreprise où il fait bon travailler), mais « Engagement envers les parties prenantes » a été remplacé par « Chaîne de valeur et société » afin de souligner notre ambition d'adopter une vision plus globale de la présence et l'impact d'Umicore dans la chaîne de valeur dans son ensemble. Il s'agit de la grande priorité d'Umicore d'ici 2020.

Le processus de définition des objectifs environnementaux, de la chaîne de valeur et sociétaux de Horizon 2020 a impliqué un dialogue structuré avec la direction de chaque business unit afin de déterminer les thèmes sociaux et environnementaux susceptibles de générer un meilleur avantage compétitif. Afin de vérifier la pertinence avec les attentes externes, nous avons aussi mené une enquête en ligne auprès des parties prenantes. Les objectifs ont été débattus et ratifiés par le comité exécutif en février 2016.

Nous avons également identifié une série d'enjeux considérés par Umicore et nos parties prenantes comme importants en matière de management et qui devraient rester partie intégrante du rapport, même s'ils ne s'inscrivent pas dans le cadre d'un objectif Horizon 2020 spécifique.

Prenons l'exemple des émissions de CO₂ : au cours de notre analyse de Vision 2015, nous avons estimé que le niveau absolu de nos émissions de CO₂ dépendait entièrement du mix énergétique des pays où nous exerçons nos activités, ce qui fait obstacle à la

réalisation d'un objectif spécifique de réduction des émissions de CO₂. Nous avons donc choisi de nous concentrer plutôt sur la performance énergétique et opérationnelle et sur l'efficacité matérielle. Nombre de parties prenantes attendent toutefois d'Umicore un compte-rendu des émissions de CO₂. Ces données sont donc maintenues dans le périmètre du rapport.

VALIDATION

Le comité exécutif a validé la matrice et sa transposition en objectifs spécifiques environnementaux, sociétaux et de chaîne de valeur en février 2016. Les objectifs économiques et ambitions de croissance avaient déjà été validés en 2015. Par conséquent, nous estimons que nos objectifs Horizon 2020 et les informations reprises dans le présent document dressent un tableau équilibré des exigences externes et de nos besoins internes et autorisent dès lors une évaluation pertinente de nos performances.

Vous trouverez les objectifs stratégiques associés à cette analyse de matérialité sur la page suivante.

MISES À JOUR

Suite à l'évaluation de 2020, le conseil d'administration a confirmé que l'Excellence opérationnelle, l'Approvisionnement, les Produits, les Ressources humaines et la Sécurité demeurent les thèmes de matérialité prioritaires d'Umicore. Le contenu et les déclarations de ce rapport s'articulent autour de nos objectifs Horizon 2020 et de la matérialité y afférente.

Dans le cadre des préparatifs du prochain cycle stratégique, Umicore a revu la matérialité en 2020. Les conclusions seront utilisées dans les rapports durant le nouveau cycle stratégique, à partir de 2021.

OBJECTIFS HORIZON 2020

PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

RENFORCER LE LEADERSHIP

Confirmer notre bon positionnement et notre offre exceptionnelle en matériaux destinés à la mobilité propre et en processus de recyclage

DOUBLER LE RÉSULTAT NET

Au moins doubler l'EBIT récurrent par rapport à 2014 en excluant les activités non continuées

RÉÉQUILIBRER NOTRE PORTEFEUILLE

Assurer une répartition plus équilibrée des revenus parmi les trois business groups

CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ

APPROVISIONNEMENT DURABLE

Sécuriser nos approvisionnements et promouvoir notre offre en boucle fermée

Principaux aspects pertinents : Criticité des matières premières, Recyclage et capacité à fermer la boucle, Utilisation de matériaux recyclés, Rarefaction des ressources, Sélection des fournisseurs, Interruptions de l'approvisionnement, Durabilité de la chaîne d'approvisionnement / approvisionnement responsable

PRODUITS ET SERVICES DURABLES

Mettre au point des produits qui génèrent une valeur durable pour nos clients ou la société

Principaux aspects pertinents : Pensée cycle de vie, Opportunités et risques associés aux technologies et aux produits, Gestion responsable des produits, Santé publique et sécurité, Produits et production économies en Ressources, Substances toxiques et élimination progressive ou interdiction

Principales parties prenantes : Clients, Investisseurs et bailleurs de fonds, Secteur public et autorités, Société, Fournisseurs

ECO-EFFICACITÉ

DES ACTIVITÉS PERFORMANTES

Accroître la valeur par une utilisation efficace des métaux, de l'énergie et d'autres substances

Principaux aspects pertinents : Consommation et performance énergétiques, opportunités et risques associés aux technologies et aux produits, produits et production économies en ressources

Principales parties prenantes : Clients, Investisseurs et bailleurs de fonds, Secteur public et autorités, Société, Fournisseurs

UNE ENTREPRISE OÙ IL FAIT BON TRAVAILLER

SÉCURITÉ

Objectif zéro accident

Principaux aspects pertinents : Sécurité au travail, Sécurité des procédés

SANTÉ

Réduire l'exposition des employés à certains métaux

Principaux aspects pertinents : Santé au travail

ENGAGEMENT DE TOUS

Réaliser des progrès dans l'engagement de tous en ciblant la gestion des talents, la diversité et l'employabilité

Principaux aspects pertinents : Diversité et inclusion, Formation et développement du personnel, Attirer les talents et les fidéliser

Principales parties prenantes : Clients, Employés, Investisseurs et bailleurs de fonds, Secteur public et autorités, Société, Fournisseurs

D'autres thèmes définis comme pertinents par au moins une partie prenante au cours de l'évaluation de la matérialité mais qui ne constituent pas un objectif Horizon 2020 spécifique (p. ex. les émissions de CO₂ ou rejets de métaux) sont repris dans le rapport d'activité.

Contribution à la communauté

UMICORE S'EFFORCE DE CONTRIBUER AU BIEN-ÊTRE DES COMMUNAUTÉS OÙ ELLE EXERCÉ SES ACTIVITÉS ET D'ÊTRE UNE ENTREPRISE RESPONSABLE ET RESPECTUEUSE DES RÈGLES DE BON VOISINAGE



Enfants à Kolwezi, République démocratique du Congo

Umicore canalise des ressources vers des parrainages et donations, chaque business unit devant allouer un budget annuel de donation sur base d'un cadre interne promouvant des engagements stables et à long terme, indépendamment de la situation économique générale. Au-delà des bénéfices directs qu'elle génère par l'emploi et les impôts locaux, Umicore croit pouvoir apporter une contribution positive aux communautés dans lesquelles elle est présente en donnant aux sites d'Umicore les moyens de prendre des initiatives de donation et de parrainage à l'échelle locale. Le soutien d'Umicore peut prendre la forme de contributions en nature ainsi que la mise à disposition de personnel sur des projets communautaires.

Si les sites déterminent le domaine spécifique de leurs propres initiatives, l'objectif général est de soutenir et de promouvoir un tissu social fort dans la communauté entourant le site, en donnant la priorité aux initiatives ayant trait à l'éducation.

Les initiatives ayant trait à l'éducation sont particulièrement pertinentes pour en tant qu'entreprise technologique et fournissent un excellent moyen d'entrer en contact avec les jeunes de la communauté locale et de renforcer les liens entre et son voisinage.

Au niveau de l'entreprise, l'accent est mis sur des projets à l'échelle internationale. La priorité est donnée aux initiatives présentant une composante éducative claire et liées au développement durable (social, environnemental et/ou technologique).

DES PARTENARIATS FRUCTUEUX

Une éducation de qualité pour tous est l'un des principaux objectifs de l'UNICEF, avec qui Umicore a noué un partenariat à long terme depuis 2011, en s'impliquant dans 2 projets spécifiques d'éducation pour enfants en Inde et à Madagascar. Malgré les avancées impressionnantes et un travail sans relâche, de gros efforts sont encore à fournir pour garantir l'accès de chaque enfant à une éducation de qualité dans ces deux pays. L'UNICEF réalise un travail remarquable en agissant sur le terrain, en collaboration avec les autorités locales. Notre partenariat se traduit par des actions très concrètes telles que la construction de quatre salles de classe par an à Madagascar, dont bénéficient plus de mille garçons et filles, et l'élaboration d'un plan d'action visant à autonomiser les jeunes filles en Inde et à mettre fin aux mariages d'enfants.

En outre, Umicore est un membre fondateur d'Entrepreneurs pour Entrepreneurs qui associe des entreprises donatrices à des œuvres de bienfaisance axées sur la promotion de l'entrepreneuriat dans le monde en voie de développement. Au fil des années, Umicore et Entrepreneurs pour Entrepreneurs ont soutenu des projets en Bolivie, au Cambodge, au Congo, en Équateur, en Haïti, au Mali, au Togo et dans d'autres pays.

Umicore ambitionne de contribuer à l'aide humanitaire partout où il y en a besoin, contribuant à ce titre en 2020 à la Croix Rouge pour aider les victimes des feux de brousse en Australie et au fonds Médecins sans Frontières pour aider les personnes fuyant la violence en Éthiopie.

Grâce à un ensemble d'interventions multisectorielles, les projets soutenus par le Fonds contribueront à la réduction de la pauvreté, au renforcement des services sociaux pour les enfants, au soutien à la production et à la consommation responsables et à sortir les enfants des mines.

En 2020, Umicore a également fait don de machines respiratoires à des hôpitaux et a soutenu les hôpitaux, les maisons de soins et les infirmières à domicile en leur fournissant des masques chirurgicaux et du matériel de nettoyage dans leur lutte contre la COVID.

Ces efforts conjugués aux quatre coins du monde nous soutiennent dans notre ambition d'être une entreprise responsable et de contribuer à la communauté.

Réponse d'Umicore au COVID-19

MAINTENIR NOTRE ACTIVITÉ ET LA SÉCURITÉ DE NOS EMPLOYÉS PENDANT LA PANDÉMIE



Point d'enregistrement à Umicore Hoboken

Quelques semaines seulement après l'apparition du COVID-19 en Chine, la pandémie s'était répandue dans le monde entier, atteignant même les communautés les plus reculées. Il s'est vite avéré que le COVID-19 était bien plus qu'une simple grippe saisonnière et que les conséquences pouvaient être potentiellement graves. Au moment où le COVID-19 a atteint des proportions pandémiques, Umicore prenait déjà des mesures de grande envergure pour protéger ses employés et assurer la continuité de la production, alors qu'il était impossible de prévoir précisément l'évolution de la situation.

UNE RÉPONSE RAPIDE ET DÉTERMINÉE

Dans ces circonstances exceptionnelles et très difficiles, la priorité absolue d'Umicore a toujours été la santé et la sécurité de ses employés dans le monde entier. Dès la fin janvier 2020, nous avons mis en place des mesures d'hygiène strictes et d'autres mesures de

précaution, en commençant par nos sites en Asie, les premiers à être touchés.

Les mesures d'hygiène individuelles et sur le lieu de travail ont vite été renforcées sur tous les sites d'Umicore à travers le monde, en vue de réduire le risque de transmission au sein de l'organisation, de préserver la santé de nos employés et de leur offrir un lieu de travail sûr. Vu la possibilité de contamination dans les espaces publics, Umicore a fourni des masques chirurgicaux à usage privé aux domiciles de tous ses employés dans le monde entier, alors qu'ils n'étaient pas encore disponibles sur le marché libre.

Des réunions hebdomadaires ont été organisées avec le conseil de direction et un groupe de travail composé de professionnels de la santé, afin d'examiner la situation COVID-19 dans toutes les régions du monde et d'évaluer les mesures en place en fonction de chaque situation locale. Même lorsque les politiques nationales étaient moins rigoureuses, Umicore a mis en œuvre une politique d'entreprise stricte pour préserver la santé et la sécurité des employés et limiter la propagation du virus.

INDISPENSABLE POUR LA SOCIÉTÉ

Dans la mesure du possible, Umicore a également dû prendre des mesures pour atténuer l'impact du COVID-19 sur ses performances. Umicore a continué de fonctionner afin d'exercer des activités et de fournir des produits nécessaires à la protection des intérêts et besoins vitaux de la population.

La poursuite de notre production était extrêmement importante étant donné les applications essentielles dans lesquelles nos produits sont utilisés. Nos métaux sont cruciaux dans le secteur médical. Sans nos métaux précieux et autres métaux non ferreux,

aucun produit de haute technologie ne peut être fabriqué pour les soins de santé, y compris les traitements contre le cancer, le traitement des arythmies, la thérapie contre la douleur et la production de respirateurs, de cathétères et de médicaments. Umicore fournit également des matériaux pour la détection précoce et la surveillance du coronavirus. Le dépistage repose souvent sur des composants optiques d'imagerie thermique infrarouge (IR), pour la vérification des lieux où des groupes denses sont rassemblés, comme des aéroports et des gares, visant à fournir des informations supplémentaires lorsque les personnes peuvent être asymptomatiques.

En raison de la fermeture généralisée des lignes d'assemblage par nos clients du secteur automobile, Umicore a également fermé temporairement dix de ses seize usines de catalyseurs automobiles. Toute perturbation dans les usines de production causée par la pandémie était due aux interruptions dans la chaîne d'approvisionnement. Ces sites ont repris leurs activités peu de temps après. Aucun autre site de production dans le monde n'a été fermé pendant la pandémie.

LA RÉSILIENCE DE NOS EMPLOYÉS

Nos employés ont fait preuve d'une grande résilience dans le cadre de cette situation difficile, qui a eu un impact sur tous les aspects de leur vie. Leur détermination, leur agilité et leur travail acharné ont permis à notre environnement de travail de rester sain et sûr. Tout en s'adaptant à des circonstances très éprouvantes afin d'assurer la continuité des activités, bon nombre de nos employés ont également fait du bénévolat pour des initiatives caritatives, notamment des dons de nourriture, de masques, d'argent et d'articles pour enfants.



L'IMAGERIE THERMIQUE UTILISÉE DANS LA LUTTE CONTRE LE COVID-19



Concaténation de la technologie Tessella™ avec des ensembles optiques complets

Dans toutes les phases de la pandémie, il a été crucial de limiter la propagation par une détection précoce. Une des méthodes de détection précoce est le dépistage par caméras thermiques dans les lieux fortement peuplés comme les aéroports, les hôpitaux, les entreprises et les écoles.

Les caméras thermiques peuvent mesurer la température avec une précision de 0,3°C et détecter une température corporelle élevée qui pourrait indiquer de la fièvre. Bien que la température corporelle ne prouve en rien l'existence du COVID-19, et bien qu'une personne atteinte du virus COVID-19 n'ait pas forcément une température corporelle plus élevée, cette mesure est tout de même un excellent moyen de détection précoce pour aider à contenir les épidémies à grande échelle.

De février 2020 à l'été, l'équipe d'optique infrarouge d'Umicore a constaté une augmentation drastique de la demande pour ses produits optiques. Plus de 150 000 produits optiques ont été vendus dans le monde entier pour être intégrés dans des caméras thermiques utilisées pour détecter une température corporelle élevée. L'équipe a pu absorber le pic soudain de la demande, car Umicore est largement intégrée verticalement (à partir des métaux) et donc peu dépendante de fournisseurs tiers. En outre, les niveaux d'activité ont été augmentés dans des circonstances difficiles (par exemple, introduction de règles d'hygiène et augmentation des absences "préventives"). La montée en puissance de la nouvelle optique à plaquettes Tessella™ d'Umicore, récemment introduite à un coût attractif, a aidé ses clients à introduire rapidement des systèmes abordables et performants.



Hisashi Kaga, Program Director

Nouvel incubateur d'entreprises dans le cadre de la stratégie d'innovation d'Umicore

La stratégie d'innovation d'Umicore vise un fort développement de l'activité commerciale pour les années à venir. Afin d'exploiter et d'étendre ses capacités d'innovation, Umicore a créé une nouvelle unité appelée New Business Incubator (NBI). Construit selon un modèle d'exploitation basé sur les startups et bénéficiant du soutien d'une entreprise mondiale dotée d'une organisation à grande échelle, le NBI est à la fois ciblé et agile pour gérer les projets d'innovation à long terme d'Umicore.  UMICORE.COM/STORIES

Performance économique

OBJECTIF 2020

RENFORCER NOTRE LEADERSHIP

Confirmer notre position forte et notre spécificité dans le domaine du recyclage et des matériaux pour la mobilité propre.

DOUBLER LES RÉSULTATS

Au moins doubler l'EBIT récurrent par rapport à 2014 et sans tenir compte des activités non-continuées.

RÉÉQUILIBRER LE PORTEFEUILLE

Assurer une meilleure répartition des contributions entre les 3 segments d'activité.

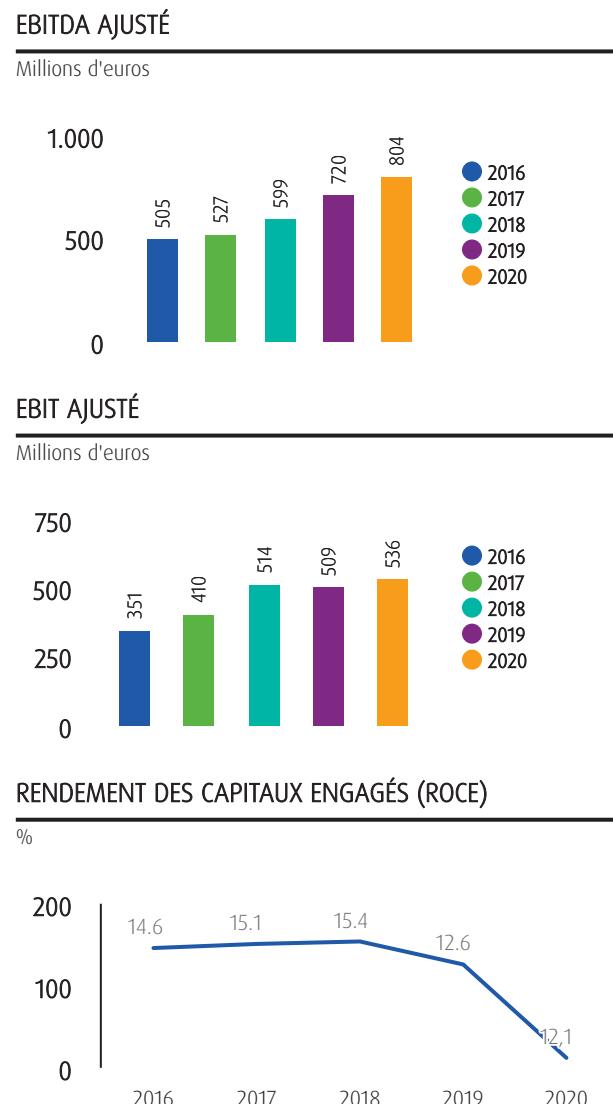
PRINCIPAUX RISQUES ET OPPORTUNITÉS

- ① Contexte réglementaire et législatif
- ② Approvisionnement durable et éthique
- ③ Technologie et substitution
- ④ Cybersécurité
- ⑤ Marché
- ⑥ Prix et disponibilité des métaux

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Performance économique



DES BÉNÉFICES RECORDS

Nous avons sélectionné 3 indicateurs de performance clés pour mesurer notre succès dans l'exécution de notre ambitieuse stratégie de croissance Horizon 2020 et notre progression vers nos objectifs à plus long terme :

- L'EBITDA ajusté donne une indication claire sur les bénéfices et la rentabilité, et est une bonne approximation des flux de trésorerie d'exploitation générés (flux de trésorerie d'exploitation avant variation du fonds de roulement).
- Dans le cadre de notre stratégie Horizon 2020, nous avions fixé un objectif d'EBIT ajusté pour 2020 consistant à doubler le chiffre de 2014 ou, en d'autres termes, à atteindre € 500 millions.
- As part of our Horizon 2020 strategy we had set a 2020 adjusted EBIT target of doubling the 2014 figure or in other words, reaching € 500 million.
- Nous voulons que nos investissements créent de la valeur en générant des rendements attrayants et nous avons fixé un objectif de ROCE du groupe de 15%+.

Malgré les graves perturbations provoquées par la pandémie de COVID-19 sur ses marchés finaux, Umicore a enregistré sa **meilleure performance financière à ce jour**, fortement aidée par les prix exceptionnellement élevés des métaux platinoides. Ces résultats soulignent la résilience d'Umicore et le **bien-fondé de sa stratégie reposant sur la complémentarité de ses activités**.

Après de solides performances au premier semestre 2020, grâce à d'excellents résultats chez Recycling qui ont compensé l'impact du ralentissement de l'industrie automobile sur les résultats de Catalysis et d'Energy & Surface Technologies, le second semestre a été marqué par une forte amélioration séquentielle des revenus et bénéfices du groupe, poussée par la poursuite de solides

performances opérationnelles et par les prix élevés des métaux chez Recycling, ainsi que par la forte croissance chez Catalysis.

Les résultats d'Umicore ont atteint de nouveaux sommets : l'**EBIT ajusté** s'est élevé à **€ 536 millions** (en hausse de 5% par rapport à l'année dernière) et l'**EBITDA ajusté** était de **€ 804 millions** (en hausse de 7% d'un an à l'autre). Le **ROCE** du Groupe s'est élevé à **12,1%** en 2020 (en baisse par rapport à 12,6% en 2019), ce qui reflète une diminution du ROCE chez Catalysis et chez Energy & Surface Technologies.

Les revenus de **Catalysis** ont diminué, cependant moins que pour le marché mondial de l'automobile, en raison de la bonne position d'Umicore sur le marché des technologies essence pour voitures, notamment en Chine et en Europe, ainsi que de l'augmentation des ventes de catalyseurs pour poids lourds diesel et piles à combustible. L'EBIT ajusté a diminué davantage que les revenus pour l'année complète, reflétant l'impact significatif de la pandémie au premier semestre de l'année.

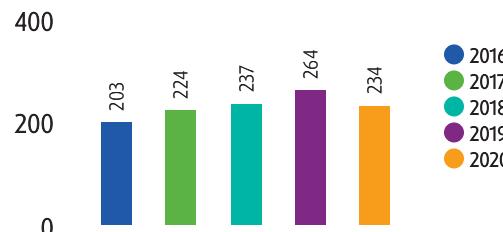
Les revenus d'**Energy & Surface Technologies** ont reflété l'impact de la pandémie ainsi que la baisse des ventes de matériaux pour cathodes pour les produits électroniques portables haut de gamme et pour les applications de stockage d'énergie. La baisse de l'EBIT ajusté a été plus prononcée, reflétant un levier opérationnel négatif important et l'impact d'une conjoncture défavorable des prix en raison d'une capacité excédentaire importante pour le secteur des matériaux pour cathodes en Chine.

Recycling a doublé son EBIT ajusté par rapport à l'année précédente, porté par une forte croissance dans toutes les business units, reflétant des prix élevés des métaux, des niveaux d'activité élevés malgré la crise du COVID-19 et des conditions commerciales favorables.

CATALYSIS

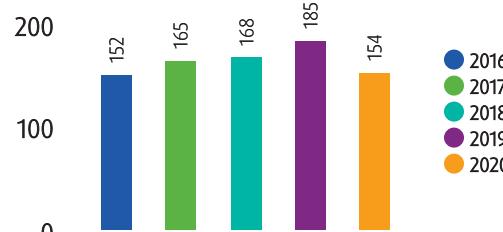
EBITDA AJUSTÉ

Millions d'euros

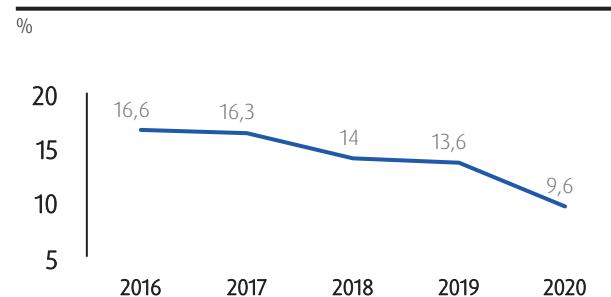


EBIT AJUSTÉ

Millions d'euros



RENDEMENT DES CAPITAUX ENGAGÉS (ROCE)



En 2020, les revenus de Catalysis ont diminué de 7% par rapport à l'année précédente, s'élevant à € 1.364 millions, dans un contexte de contraction de 18 % du marché automobile mondial. **Les revenus d'Umicore ont beaucoup moins souffert que le marché automobile mondial en raison de la solide position de l'entreprise sur le marché des technologies essence pour les voitures, notamment en Chine et en Europe.** Les revenus ont également été soutenus par l'augmentation des ventes de catalyseurs Umicore pour les applications diesel pour poids lourds et de catalyseurs pour piles à combustible.

L'**EBIT ajusté** de Catalysis s'est élevé à **€ 154 millions**, soit une baisse de 17% par rapport à l'année précédente, due au levier opérationnel négatif important au premier semestre 2020 résultant de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'industrie automobile. Au second semestre, l'**EBIT ajusté** a augmenté significativement, tant par rapport au premier semestre que par rapport à la même période l'année précédente, grâce à une forte reprise des volumes d'Automotive Catalysts et aux économies de coûts de fabrication et de frais généraux et administratifs. Pour l'année complète, l'**EBITDA ajusté** s'élevait à **€ 234 millions**, soit une baisse de 11%. Le ROCE a diminué à 9,6% (contre 13,6% en 2019) en raison de la combinaison de rendements inférieurs et d'une base de capital employé plus élevée. La hausse des prix des platinoïdes, en particulier au cours du second semestre, a augmenté les besoins en fonds de roulement de la branche.

L'industrie automobile mondiale a été considérablement impactée par la pandémie de COVID-19 et a connu un déclin de 18 % sur l'année complète, avec un contraste marqué entre le premier et le second semestre. Au cours du premier semestre 2020, les constructeurs automobiles ont dû mettre leurs usines de production à l'arrêt et fermer leurs concessions dans plusieurs régions clés suite aux confinements imposés par les gouvernements. La demande automobile mondiale a commencé à se redresser au second semestre 2020, malgré des écarts entre régions en termes de calendrier, de vitesse et d'intensité de la reprise. Après une contraction de 35 % au premier semestre par rapport à l'année précédente, la production automobile a augmenté de plus de 40 %

au second semestre par rapport au premier semestre (mais a reculé de 2 % par rapport au second semestre 2019), la Chine étant le moteur de la reprise mondiale. D'autres marchés clés ont commencé à se redresser plus tard et plus progressivement, et ont encore enregistré une croissance négative au second semestre.

Dans ce contexte extrêmement difficile, les revenus et l'**EBIT ajusté d'Automotive Catalysts** n'ont été que modérément inférieurs au niveau de l'année précédente, car la business unit a fait preuve d'une ténacité exceptionnelle. **Elle a bénéficié de façon disproportionnée de la forte reprise du marché au second semestre et a dépassé la performance du marché automobile tant en termes de volumes que de revenus grâce à sa solide position sur les marchés chinois et européen des voitures à essence.** Outre le levier opérationnel positif créé par la forte reprise des ventes, les bénéfices ont été soutenus par les économies de coûts résultant des récents ajustements du périmètre des activités de production et des initiatives d'excellence opérationnelle dans les domaines de la fabrication et des frais généraux et administratifs. En Chine, où la production automobile a baissé de 5 % sur l'année complète, les revenus d'Umicore ont enregistré une hausse sensible, reflétant l'exposition d'Umicore à la pénétration croissante des plateformes essence à injection directe qui nécessitent des filtres à particules en vertu des normes d'émission China 6. En Europe, les volumes de ventes et les revenus d'Umicore ont moins diminué que le marché automobile en raison de la bonne position de l'entreprise sur le marché des technologies de catalyseurs essence. En Amérique du Nord, les performances de ventes ont été légèrement inférieures à celles du marché en raison d'un mix client défavorable, tandis qu'en Amérique du Sud, les volumes ont dépassé ceux d'un marché automobile en forte contraction. Au Japon et en Corée, les revenus d'Umicore ont évolué parallèlement à l'ensemble du marché. En Asie du Sud-Est, les volumes et revenus ont nettement dépassé le marché, grâce à des gains de parts de marché en Inde, où Umicore s'est qualifiée sur de nouvelles plateformes conformes à la réglementation Bharat 6.

La forte contraction économique et la baisse de la production industrielle provoquées par le COVID-19 ont également eu un impact significatif et plus prolongé sur le segment du marché des

poids lourds diesel en 2020, sauf en Chine. Malgré ce contexte défavorable, Umicore a augmenté ses volumes et revenus dans ce segment de marché, principalement en raison d'une forte demande pour ses technologies China V au second semestre et d'un mix client favorable.

L'activité des catalyseurs stationnaires d'Umicore a été fortement impactée par les perturbations provoquées par le COVID-19, en particulier sur ses marchés finaux de l'électricité, des produits chimiques et du raffinage du pétrole où plusieurs grands projets ont été reportés.

Les revenus et bénéfices de **Precious Metals Chemistry** ont diminué par rapport à l'année précédente, malgré la hausse de la demande de catalyseurs pour piles à combustible d'Umicore en Corée.

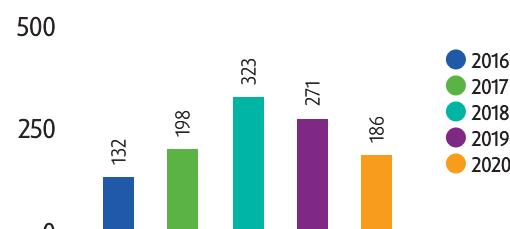
Au premier semestre, la business unit a été touchée par le **ralentissement sévère de l'industrie automobile** et son impact sur la demande pour des produits chimiques inorganiques. La demande de catalyseurs homogènes d'Umicore, utilisés dans les applications pharmaceutiques et de chimie fine, est restée stable.

Dans un contexte d'accélération de la demande de catalyseurs de pointe pour piles à combustible à membrane d'échange de protons (PEM) d'Umicore et pour permettre à cette activité de poursuivre sa stratégie de croissance, Umicore a décidé de l'héberger dans une nouvelle business unit **Fuel Cells & Stationary Catalysts** au sein du business group Catalysis. Depuis le 1^{er} janvier 2021, cette business unit regroupe à la fois les activités de catalyseurs pour piles à combustible d'Umicore, autrefois intégrées dans la business unit Precious Metals Chemistry, et les activités de catalyseurs stationnaires d'Umicore, faisant autrefois partie de la business unit Automotive Catalysts. Ce changement n'a aucun impact sur le reporting au niveau du business group Catalysis. **La nouvelle business unit s'appuiera sur un large portefeuille de technologies pour se développer à l'échelle mondiale à la fois en piles à combustible PEM et en catalyseurs stationnaires.** Pour en savoir plus, voir [les catalyseurs Umicore pour piles à combustible\(p. 37\)](#).

ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES

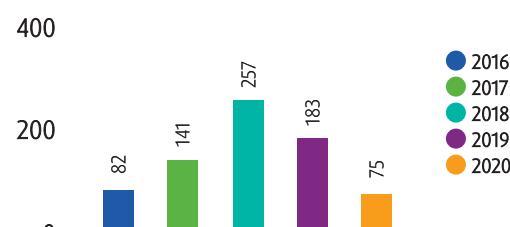
EBITDA AJUSTÉ

Millions d'euros



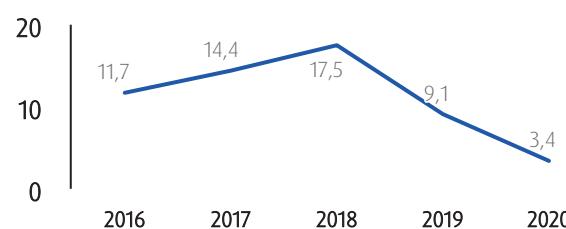
EBIT AJUSTÉ

Millions d'euros



RENDEMENT DES CAPITAUX ENGAGÉS (ROCE)

%



En 2020, les revenus d'**Energy & Surface Technologies** se sont élevés à € 1.045 millions, soit une baisse de 15% par rapport à 2019, en raison de l'**impact négatif de la pandémie sur plusieurs marchés finaux** et reflétant la forte baisse des ventes de matériaux pour cathodes destinés à l'industrie électronique portable haut de gamme et aux applications de stockage d'énergie. Après une forte contraction du marché mondial des véhicules électriques au premier semestre, les volumes de vente de matériaux pour cathodes pour véhicules électriques d'Umicore ont augmenté au second semestre, tant séquentiellement que par rapport à l'année précédente. L'intégration des activités de raffinage du cobalt et de précurseurs de matériaux pour cathodes acquises en Finlande fin 2019 a également contribué à atténuer la baisse des revenus du business group pour l'année complète.

Comme prévu et conformément aux perspectives données, l'**EBIT ajusté** s'est élevé à € 75 millions, soit 59%, de moins qu'en 2019. La sous-utilisation de la capacité de production de la nouvelle usine chinoise de matériaux pour cathodes d'Umicore, associée à des coûts fixes liés aux expansions récentes et en cours, ont eu un effet de levier opérationnel négatif considérable. De plus, la conjoncture des prix défavorable en Chine, due à l'importante capacité excédentaire dans cette région, a lourdement pesé sur les marges. L'**EBITDA ajusté** s'est élevé à € 186 millions, soit une baisse de 31 % par rapport à l'année précédente. Le ROCE pour 2020 a continué à refléter une hausse des investissements chez Rechargeable Battery Materials et s'est élevé à 3,4% (contre 9,1% en 2019).

Les revenus et volumes de **Rechargeable Battery Materials** ont baissé par rapport à 2019 car l'**augmentation des ventes de matériaux pour cathodes NMC utilisés pour alimenter les voitures électriques** a été plus que compensée par la baisse des ventes de matériaux pour cathodes LCO à haute intensité énergétique pour l'électronique portable haut de gamme et par une diminution de la demande en matériaux pour cathodes NMC utilisés dans des applications de stockage d'énergie.

Le marché mondial des voitures électriques a été profondément touché par la pandémie du COVID-19 au premier semestre et a rebondi au second semestre, principalement grâce à la forte croissance des voitures électriques en Europe et, plus tard dans l'année et dans une moindre mesure, grâce à l'augmentation des ventes de voitures électriques en Chine. Pour l'année complète 2020, les ventes de voitures électriques ont augmenté de 50 %, atteignant 3,4 millions de véhicules. Cela s'est traduit par un marché potentiel pour les fabricants de matériaux pour cathodes d'environ 137 GWh, soit une croissance annuelle de 17 %.

Sur l'année complète, les volumes de vente de matériaux pour cathodes d'Umicore utilisés dans les voitures électriques ont moins augmenté que la demande en GWh de batteries vu que l'industrie des matériaux pour cathodes, y compris Umicore, n'a pas pu bénéficier immédiatement du rebond de la demande pour des batteries au second semestre en raison de stocks excédentaires dans la chaîne d'approvisionnement. Ces stocks excédentaires étaient largement épuisés à la fin de l'année. **Si l'on exclut cet effet de stock, les volumes de vente d'Umicore ont enregistré une croissance globalement conforme à la demande de batteries pour voitures électriques.** Comme prévu, les volumes de vente pour voitures électriques d'Umicore ont néanmoins augmenté au second semestre, tant séquentiellement que par rapport à l'année précédente.

En Chine, la demande de batteries pour voitures électriques est restée morose jusqu'à l'été et est devenue positive au second semestre, toutefois en comparaison à un second semestre 2019 en berne. Après des années de forte croissance annuelle, culminant en 2018 avec un doublement de la demande et entraînant des ajouts massifs de capacité dans la chaîne de valeur des matériaux pour batteries, la demande de matériaux pour cathodes pour voitures électriques a été bien inférieure à la croissance prévue pour 2019 et 2020. Ce ralentissement s'est traduit par une capacité excédentaire importante et une pression sur les prix. Umicore n'est pas à l'abri de cet effet et ses performances dans la région ont été également impactées par la sous-utilisation de la capacité de sa nouvelle usine chinoise de matériaux pour cathodes.

En Europe, la demande pour des batteries pour voitures électriques a enregistré une belle hausse tout au long de 2020, en particulier au second semestre, et a doublé par rapport à 2019. Cette croissance a été stimulée par les nouveaux modèles lancés par les constructeurs automobiles pour se conformer à la directive plus stricte relative au CO₂ entrée en vigueur en 2020, par les incitations locales offertes aux acheteurs de voitures électriques dans plusieurs pays dans le cadre de leurs plans de relance et par des choix plus écologiques de la part des consommateurs lors de l'achat d'une nouvelle voiture. Les ventes de matériaux pour cathodes d'Umicore dans la région ont augmenté parallèlement à l'évolution du marché. Umicore utilise actuellement sa capacité de production en Corée pour répondre à cette croissance, en attendant que sa nouvelle usine à Nysa, en Pologne, démarre la production commerciale. **L'usine de Nysa sera la première usine de production industrielle de matériaux pour cathodes en Europe** et sa construction avance bien, la mise en service étant prévue vers la fin du premier semestre 2021. Une fois que les lignes de production auront été qualifiées auprès des clients, les premiers volumes de production commerciale sont attendus au quatrième trimestre de 2021, avec une pleine montée en puissance des volumes en 2022.

Même si le fait de disposer de capacités de production dans trois endroits différents (en Corée, en Chine et en Europe) implique des investissements supérieurs en capitaux et des coûts opérationnels par rapport à la plupart des concurrents, Umicore a la conviction que **sa présence sur plusieurs marchés clés sera un fort différentiateur concurrentiel sur le long terme**, étant donné que les constructeurs automobiles et de batteries exigeront de plus en plus que les composants des voitures électriques soient produits localement afin de minimiser leur empreinte CO₂.

L'effort pour augmenter la mobilité électrique est plus fort que jamais, poussé par des initiatives réglementaires visant à protéger la qualité de l'air et à diminuer les émissions de gaz à effet de serre dans plusieurs régions. L'Europe a récemment reconfirmé son ambition d'aboutir à une mobilité zéro émissions et est toujours résolue à atteindre des objectifs de plus en plus stricts en matière d'émissions de CO₂. Les ambitions et engagements de l'UE en faveur

d'un avenir plus propre impliquent une croissance rapide en GWh de la demande de batteries dans les années à venir. En Chine, le ministère de l'industrie et des technologies de l'information a annoncé une prolongation du plan de subvention des NEV de 2020 à fin 2022. Il a également confirmé son objectif à long terme d'atteindre un taux de pénétration cible de 20 % de NEV en 2025 et de 50 % en 2035. Même s'il faudra un certain temps avant que la capacité excédentaire actuelle en Chine ne soit pleinement utilisée, ces objectifs stimuleront l'électrification dans les prochaines années.

Les revenus de **Cobalt & Specialty Materials** ont été inférieurs à ceux de l'année précédente, reflétant **l'impact majeur du COVID-19 sur les niveaux d'activité de la plupart des marchés finaux de la business unit.**

Bien que la demande de produits chimiques à base de cobalt et de nickel et les niveaux d'activité de distribution se soient progressivement redressés au second semestre de l'année, cela n'a pas permis de compenser les pertes de volume subies au premier semestre 2020. Les commandes de matériaux destinés à l'outillage ont considérablement diminué par rapport à l'année précédente, frappées par la baisse des niveaux d'activité dans les secteurs de la construction et de la fabrication industrielle tout au long de l'année. La diminution de la demande de produits chimiques à base de cobalt et de nickel a également entraîné une baisse du rendement de production et de la contribution des activités de raffinage et de recyclage. Les revenus tirés des carboxylates sont restés stables par rapport à l'année précédente.

Dans le cadre de l'évaluation continue de son périmètre de production mondial, Umicore a annoncé en septembre sa décision de consolider les activités de raffinage et de transformation du cobalt à Kokkola, en Finlande et à Nashville, aux États-Unis, afin de réaliser des synergies et de renforcer la position concurrentielle de l'unité. Le transfert des activités est en bonne voie et devrait être terminé d'ici la mi-2023. Plus tôt dans l'année, la business unit avait fermé son usine de raffinage et de recyclage du cobalt, du nickel et du rhénium à Wickliffe, dans l'Ohio.

Les revenus d'**Electroplating** ont légèrement augmenté par rapport à l'année précédente, reflétant principalement la demande accrue d'électrolytes avancés à base de métaux précieux utilisés dans les produits électroniques portables. Cela a plus que compensé l'impact de la baisse de la demande de composés de métaux précieux et de base en raison du ralentissement lié au COVID sur les marchés finaux de la bijouterie et de l'industrie.

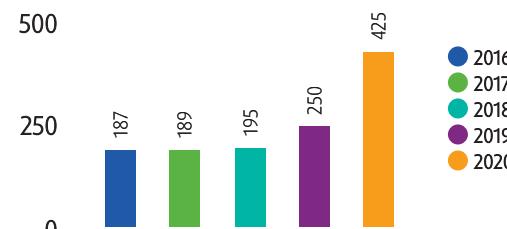
Depuis le 1^{er} janvier 2021, la business unit Electroplating a été rebaptisée **Metal Deposition Solutions**. Outre les activités autrefois reprises dans Electroplating, la nouvelle business unit inclut également l'activité de revêtements à couche mince qui faisait autrefois partie de la business unit Electro-Optic Materials et qui fabrique des matériaux d'évaporation et des cibles de pulvérisation pour les industries de la microélectronique et de l'optique, avec des activités au Liechtenstein et à Taïwan. L'objectif de ce transfert est de regrouper les activités servant des applications et clients similaires dans le domaine de l'électronique et des semi-conducteurs.

Les revenus d'**Electro-Optic Materials** ont diminué par rapport à l'année précédente. Cela s'explique principalement par la baisse de la demande de produits chimiques de haute pureté utilisés dans les fibres optiques, en raison d'un retard de déploiement de la technologie 5G. Les revenus ont augmenté à la fois pour les substrats et pour les produits infrarouges utilisés en optique, suite au lancement fructueux de nouveaux produits et services innovants.

RECYCLING

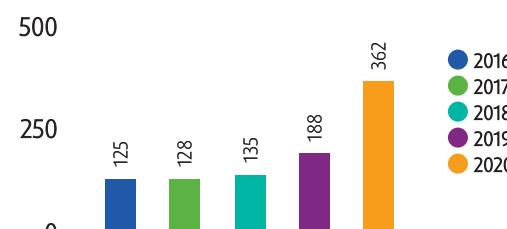
EBITDA AJUSTÉ

Millions d'euros



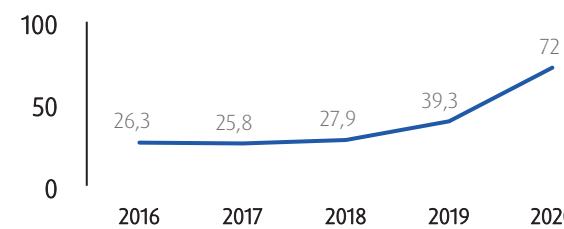
EBIT AJUSTÉ

Millions d'euros



RENDEMENT DES CAPITAUX ENGAGÉS (ROCE)

%



Le business group Recycling a réalisé des performances record en 2020, enregistrant une augmentation de 23 % de ses revenus pour atteindre € 836 millions, et doublant presque son **EBIT ajusté**, qui s'est élevé à **€ 362 millions**. Ces résultats éblouissants sont dus à une forte croissance dans toutes les business units, reflétant des niveaux d'activité élevés malgré la crise du COVID-19, des prix élevés des métaux et des conditions commerciales favorables. L'**EBITDA ajusté** s'est élevé à **€ 425 millions**, soit une augmentation de 70 % par rapport à 2019. Ces résultats records ont entraîné une forte hausse du **ROCE** à **72%** (contre 39,3% en 2019).

Les revenus de **Precious Metals Refining** ont considérablement augmenté par rapport à l'année précédente et l'**EBIT** ajusté a plus que doublé, reflétant principalement la hausse des prix des métaux reçus, en particulier pour les métaux du groupe platinoïde et, dans une moindre mesure, un environnement d'approvisionnement favorable et une hausse des volumes traités.

Les performances de la business unit ont été fortement stimulées par une conjoncture favorable des prix des métaux. Les prix moyens des métaux reçus ont été nettement supérieurs à l'année précédente pour la plupart des métaux précieux et des métaux du groupe platinoïde, en particulier le rhodium. Dans un contexte d'approvisionnement restreint et de demande croissante émanant de l'industrie automobile en raison de normes d'émission de plus en plus strictes, le prix du rhodium a bondi par rapport aux niveaux déjà élevés atteints fin 2019. La business unit a également bénéficié, dans une moindre mesure, des augmentations du prix de l'or, du platine et du palladium, car elle avait auparavant couvert une part significative de son exposition à ces métaux.

L'approvisionnement global de sous-produits industriels est resté favorable au cours de cette période, malgré l'arrêt temporaire de certaines activités minières en raison du COVID-19. L'approvisionnement de matériaux en fin de vie est également resté abondant et l'usine de Hoboken a bénéficié d'un important afflux de catalyseurs automobiles usagés très complexes. La **business unit** a continué à tirer parti de sa technologie de recyclage unique pour traiter efficacement ces matériaux très complexes.

Les volumes traités en 2020 ont été plus élevés qu'en 2019 grâce aux améliorations de procédés introduites en 2019, qui avaient nécessité un arrêt plus long que d'habitude cette année-là. L'augmentation des volumes traités, associée à un approvisionnement de qualité, ont également soutenu les résultats de l'usine de Hoboken.

Dans le cadre de ses efforts visant à améliorer en permanence la solidité des opérations de Hoboken et la performance globale de l'usine en matière de sécurité, un programme d'investissement sur plusieurs années a été lancé, mettant la **priorité sur la prévention des incendies et la planification d'urgence**. Parallèlement, Umicore poursuit l'exécution du programme d'investissement visant à réduire davantage les émissions.

Les revenus de **Jewelry & Industrial Metals** ont augmenté par rapport à l'année précédente. L'impact de la baisse de la demande des secteurs de la bijouterie et de l'industrie a été compensé par une augmentation considérable des commandes pour les produits d'investissement à base de métaux précieux ainsi que par une forte demande pour les matériaux platinéens façonnés. De plus, les revenus et les marges de la business unit ont été soutenus par une contribution plus importante des activités de raffinage et de recyclage, qui ont bénéficié d'une demande solide ainsi que d'une conjoncture des prix des métaux favorable, en particulier pour l'or.

La contribution aux bénéfices de **Precious Metals Management** a considérablement augmenté par rapport à 2019, car la business unit a tiré profit des prix élevés des métaux et de la volatilité exceptionnellement élevée des prix des métaux, ce qui s'est traduit par des conditions commerciales favorables. De plus, la demande pour les lingots d'investissement en or et en argent était élevée.

REVUE FINANCIERE

RÉSULTATS FINANCIERS ET FISCALITÉ

Les **charges financières nettes** se sont élevées à € 104 millions, soit une hausse par rapport à € 83 millions pour la même période l'an dernier, principalement due à une dette financière moyenne plus élevée ainsi que des frais et des coûts liés à l'émission de nouveaux instruments de dette. Cette hausse des charges a été partiellement compensée par une baisse des coûts de change et une réduction des coûts d'actualisation liés aux provisions.

La **charge fiscale ajustée** sur la période s'est élevée à € 103 millions, similaire à l'an dernier malgré des changements importants dans la répartition des résultats régionaux sous-jacents. La base imposable ajustée du groupe et le taux effectif d'imposition sont restés stables d'une année à l'autre. Ce dernier s'est élevé à 24,2%, comparé à 24,7% l'an dernier. Compte tenu des effets fiscaux sur les ajustements à l'EBIT, la **charge fiscale nette** s'est élevée à € 59 millions. La **charge fiscale totale** payée pour l'année s'est élevée à € 79 millions, soit moins que l'an dernier.

FLUX DE TRÉSORERIE

La **trésorerie d'exploitation**, dont les variations de fonds de roulement net, s'est élevée à € 603 millions, comparée à € 549 millions en 2019. Après déduction de € 436 millions pour les dépenses d'investissements et les frais de développement capitalisés, cela correspond à un **flux de trésorerie opérationnel disponible** de € 167 millions pour l'année, comparé à - € 39 millions en 2019, ce qui montre la résilience des flux de trésorerie du Groupe dans un contexte de marché difficile.

L'**EBITDA ajusté** s'est élevé à € 804 millions, comparé à € 753 millions l'année précédente, et correspond à une marge EBITDA ajustée pour le Groupe de 24,6%, en hausse par rapport à 22,1% en 2019 grâce à la bonne performance de Recycling.

Le **fonds de roulement net du Groupe** a augmenté de € 104 millions depuis la fin 2019. Les besoins en fonds de roulement ont augmenté chez Catalysis, et dans une moindre mesure chez Recycling, en

raison d'une forte hausse dans l'année des prix des métaux précieux, en particulier les métaux platinoides,. Energy & Surface Technologies a enregistré une diminution des besoins en fonds de roulement d'une année à l'autre en raison des faibles volumes de ventes et de prix de métaux bas.

Les **dépenses d'investissement** se sont élevées à € 403 millions, par rapport à € 553 millions l'an dernier. Cette réduction reflète la décision prise peu après le début de la pandémie de COVID-19 de reporter certains projets d'investissements ciblés, à l'exception des projets portant sur la sécurité et sur la licence d'exploitation, dans l'attente de plus de clarté sur les perspectives du marché. Compte tenu de l'investissement continu dans l'usine de Rechargeable Battery Materials en Pologne, Energy & Surface Technologies représentait près des deux tiers des investissements du Groupe. Les dépenses pour ce projet stratégique se poursuivront en 2021. Les charges de développement capitalisées se sont élevées à € 32 millions contre € 35 millions l'an dernier.

Les **sorties nettes de trésorerie liées au rachat d'actions propres** pour couvrir les options sur actions et les octrois d'actions se sont élevées à € 27 millions, légèrement moins que l'année précédente.

DETTE FINANCIÈRE

La **dette financière nette** s'est élevée à € 1.414 millions au 31 décembre 2020, en légère baisse par rapport à € 1.443 millions à fin 2019. Elle correspond à 1,76x l'**EBITDA ajusté**, soit légèrement moins que le ratio de 1,92 à fin 2019.

Au premier semestre, Umicore a encore diversifié ses sources de financement en émettant € 500 millions d'obligations convertibles à échéance 2025 et en concluant un prêt de € 125 millions sur 8 ans auprès de la Banque Européenne d'Investissement.

Auparavant, en réponse à l'épidémie de COVID-19, Umicore avait déjà augmenté ses lignes de crédit engagées non utilisées, s'assurant d'une liquidité amplement suffisante pour poursuivre sa stratégie.

Les capitaux propres du groupe s'élevaient à € 2.557 millions à la fin de l'année, y compris la valeur des droits de conversion de l'obligation convertible, ce qui correspond en un ratio d'endettement net / fonds propres (gearing) (dette nette / dette nette + capitaux propres) de 35,0% (35,2% à fin 2019).

AJUSTEMENTS A L'EBIT

Les ajustements ont eu un impact négatif de € 237 millions sur l'EBIT en 2020 dont € 72 millions ont été comptabilisés au premier semestre.

De ce total, € 112 millions étaient liés à Energy & Surface Technologies. Ce dernier montant inclut € 56 millions de charges liées aux initiatives de restructuration de Cobalt & Specialty Materials, une charge de dépréciation de € 34 millions liée à l'ajustement de la taille des inventaires permanents en cobalt dans cette même business unit ainsi qu'une réduction de valeur de € 15 millions chez Rechargeable Battery Materials liée à la reconfiguration d'un site en Corée.

€ 57 millions des charges totales proviennent de Catalysis, dont € 55 millions déjà comptabilisés au premier semestre et principalement liés à la consolidation des activités de production de catalyseurs automobiles nord-américaines ainsi qu'à des réductions de valeur sur certains coûts de développement capitalisés et sur des accords de licence.

Chez Recycling, une charge de € 51 millions a été comptabilisée, y compris une provision de € 50 millions pour couvrir les coûts liés à l'intention d'acheter les maisons les plus proches de l'usine d'Hoboken pour créer une zone verte. Ces coûts incluent une estimation de la valeur d'achat pour les maisons à démolir (basée sur l'analyse d'une tierce partie) ainsi qu'une estimation des frais de démolition et d'aménagement. La concertation avec le conseil communal et les résidents est en cours et pourrait entraîner des ajustements à cette estimation des coûts.

Enfin, les ajustements à l'EBIT comprennent également des charges de € 14 millions liées à la restructuration, aux immobilisations

corporelles et à la dépréciation du goodwill chez Element Six Abrasives, une JV dans laquelle Umicore détient une participation de 40%. Sur le total des ajustements, € 147 millions ont une nature non monétaire. Les charges liées à la restructuration représentent € 128 millions du total, les éléments environnementaux € 56 millions et les dépréciations de certains actifs € 45 millions. Après impôts, les **ajustements au résultat net du groupe** sur l'année s'élèvent à - € 192 millions.

COUVERTURE SUR LES MÉTAUX

Au cours de l'année 2020 et du début de l'année 2021, Umicore a conclu des contrats à terme supplémentaires, afin de sécuriser une partie considérable de son exposition structurelle aux prix de certains métaux précieux, ce qui permet d'accroître la visibilité des bénéfices.

Pour 2021 et 2022, environ deux tiers de l'exposition prévue pour l'or et le palladium et un peu moins de la moitié de l'exposition prévue à l'argent a été couverte.

De plus, près d'un tiers de l'exposition prévue au platine en 2021 a été couvert. Malgré l'absence d'un marché commercial adossé à des actifs, Umicore a conclu ces derniers mois des contrats à terme verrouillant une minorité de son exposition prévue au rhodium pour 2022 et 2023.

INVESTIR DANS UMICORE

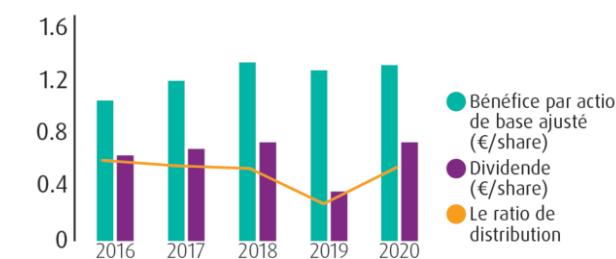
€ 1,34

BENEFICE PAR ACTION DE
BASE AJUSTEE

NOMBRE D'ACTIONS ÉMISES

	2020
Nombre d'actions émises au 31 décembre	246.400.000
dont actions propres	5.733.685
dont actions en circulation	240.666.315
Nombre pondéré moyen d'actions en circulation	240.589.550
Dilution potentielle due aux plans d'options sur actions	1.183.525
Nombre pondéré moyen ajusté d'actions ordinaires	241.773.075

RETOURS AUX ACTIONNAIRES



Investir dans Umicore, c'est investir dans la production de matériaux pour une vie meilleure – notre mission étant Materials for a better life – et soutenir notre stratégie. Nous avons une structure de capital saine avec une marge de financement suffisante pour exécuter notre stratégie de croissance. L'endettement est maintenu à un niveau équivalent au statut de crédit de première qualité.

L'ACTION UMICORE

Les actions Umicore sont cotées sur Euronext. Le nombre total d'actions en circulation et entièrement libérées ainsi que le nombre de droits de vote s'élèvent à 246 400 000. En 2020, aucune nouvelle action n'a été créée à la suite de l'exercice d'options sur actions avec droits de souscription liés. Au cours de l'année, Umicore a utilisé 1 024 435 de ses actions propres dans le cadre de l'exercice d'options sur actions et 66 430 de ses actions propres pour l'attribution d'actions. Au cours de l'année 2020, Umicore a racheté 1 200 000 actions propres. Le 31 décembre 2020, Umicore détenait 5 733 685 actions propres, soit 2,33 % du total des actions en circulation du Groupe.

RETOURS AUX ACTIONNAIRES

Umicore vise à créer de la valeur pour ses actionnaires. Il n'y a pas de ratio de distribution fixe.

Le conseil de surveillance d'Umicore proposera un dividende annuel brut de € 0,75 par action pour l'ensemble de l'exercice 2020. Ceci se compare à un dividende complet de € 0,375 par action versé pour l'exercice 2019. Compte tenu de l'acompte sur dividende de € 0,25 par action versé le 25 août 2020 et sous réserve de l'approbation des actionnaires, un montant brut de € 0,50 par action sera versé le 5 mai 2021. Le Conseil de surveillance a décidé qu'à partir de 2021, l'acompte sur dividende sera un montant fixe de 0,25 € par action. La politique de dividende, qui consiste en un dividende stable à croissant, reste inchangée.

Au cours de sa stratégie Horizon 2020, Umicore a dégagé des rendements solides et durables pour les actionnaires grâce à la croissance de sa valeur intrinsèque et à la distribution de dividendes.

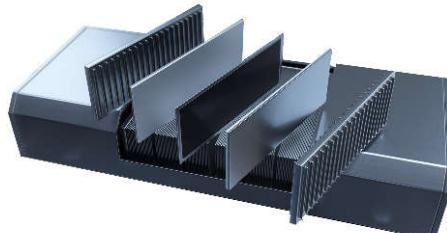
Sur la période 2015-2020, Umicore a largement surperformé l'indice Stoxx Europe 600 Chemicals, avec une performance du cours de l'action de 140,2% contre 60,6% pour l'indice. La performance annualisée du cours de l'action s'élève à 15,7% par an sur la période de 5 ans.

INDICES & NOTATIONS

EURONEXT	BEL20; Euronext 100
ECPI	EMU Ethical Equity; Euro ESG Equity; World ESG Equity
FTSE RUSSELL	FTSE4GOOD; FTSE Environmental Opportunities 100
ISS OEKOM	PRIME ESG Rating
MSCI	ACWI Sustainable Impact Index, ACWI Low Carbon Target, Belgium IMI Index, EMU ESG Enhanced Focus Index, Global Pollution Prevention Index, World ESG Leaders Index, AAA ESG Rating (Leader)
SOLACTIVE	Solactive Europe Corporate Social Responsibility Index
STOXX	STOXX Europe 600; STOXX Europe Mid 200
SUSTAINALYTICS	291 (Low Risk)
VIGEO EIRIS	Benelux 20; Eurozone 120

Visitez: UMICORE.COM/INVESTORS

CATALYSEURS UMICORE POUR PILES À COMBUSTIBLE



Pile à combustible ouverte avec membrane échangeuse de protons Umicore comme catalyseur

Les choix énergétiques évoluent partout dans le monde, délaissant les combustibles fossiles pour se tourner vers des solutions énergétiques plus durables, notamment pour une mobilité plus propre. Umicore fournit des solutions de technologies propres pour tous types de véhicules, y compris les matériaux pour cathodes utilisés dans les batteries lithium-ion pour la mobilité électrique et les électrocatalyseurs pour les véhicules à pile à combustible.

Une pile à combustible ressemble à une batterie dans le sens où elle produit de l'électricité grâce à une réaction électrochimique, et est construite autour d'une anode et d'une cathode. Cependant, les piles à combustible ne se déchargent pas et ne doivent pas être rechargées. La principale différence est qu'une batterie stocke de l'énergie, tandis qu'une pile à combustible génère de l'énergie. Une pile à combustible utilise une source d'énergie (le « combustible »), telle que l'hydrogène, et un agent oxydant, l'air, et leur réaction crée de l'électricité. De cette façon, une pile à combustible peut fonctionner indéfiniment, tant qu'il y a un apport d'air et de combustible. L'assemblage des composants de la pile à combustible est appelé « stack », soit l'unité de production d'énergie d'un système de pile à combustible. Les batteries et les piles à

combustible fonctionnent ensemble, la batterie stockant l'électricité produite par la pile à combustible et la production totale d'énergie étant la combinaison des deux sources d'énergie. Chez Umicore, notre catalyseur sur mesure à membrane électrolytique polymère (PEM) pour piles à combustible offre des performances supérieures permettant d'accélérer le développement des piles à combustible, avec des autonomies plus longues, des temps de recharge plus courts et une densité énergétique plus élevée.

Dans le cadre de l'évolution vers une mobilité plus propre, et grâce à la démonstration récente de la maturité technologique, les piles à combustible prennent de l'élan dans la tendance aux véhicules électrifiés. Depuis 2019, Umicore a enregistré une forte croissance de la demande de catalyseurs pour piles à combustible utilisés dans le secteur du transport. Afin de soutenir la croissance rapide de notre clientèle automobile, nous avons créé une nouvelle Business Unit prometteuse pour les catalyseurs pour piles à combustible et catalyseurs stationnaires (Fuel Cells & Stationary Catalysts) et sommes prêts à accélérer notre production. Avec 30 ans d'expérience dans le développement de catalyseurs PEM pour piles à combustible, couvrant à la fois les applications d'électrodes pour anode et pour cathode, les produits compétitifs d'Umicore sont des composants essentiels des plateformes commerciales de stack que l'on trouve aujourd'hui sur les véhicules. Nous sommes présents sur la plupart des plateformes de développement des plus grands constructeurs automobiles, et nos centres R&D et activités de production industrielle en Allemagne et en Corée sont bien placés pour servir notre clientèle automobile dans le monde entier. Nous avons augmenté notre capacité de production en Corée, à proximité du centre de développement technologique d'Umicore près de Séoul, pour soutenir la croissance du groupe Hyundai Motors et nous allons également soutenir nos autres clients du secteur automobile avec un agrandissement supplémentaire permettant de répondre à la future demande croissante.

Les solutions Umicore de matériaux pour piles à combustible peuvent également être utilisées pour l'électrolyse de l'eau, la production la plus propre d'hydrogène pour les applications à faible émission de carbone. Pour l'avenir, nous partageons la vision

selon laquelle l'hydrogène propre a un rôle essentiel à jouer dans la décarbonisation des systèmes énergétiques, industriels et de mobilité. L'intensification des technologies de l'hydrogène est absolument nécessaire pour améliorer la compétitivité dans de nombreuses applications et atteindre un plein potentiel de déploiement d'ici 2050. Les technologies de l'hydrogène sont donc cruciales pour atténuer le changement climatique tout en créant de la valeur économique et en générant des opportunités massives d'emploi. Par ailleurs Umicore ferme la boucle des piles à combustible en recyclant les déchets de production et les matériaux en fin de vie dans ses opérations de Precious Metals Refining, leader du marché mondial du recyclage éco-efficace des flux de déchets complexes contenant des métaux précieux et autres métaux non ferreux. Chez Umicore, une fois que nous avons récupéré des métaux précieux, nous sommes capables de reconvertis ces métaux rares en matériaux avancés pour la nouvelle technologie de piles à combustible. À l'heure actuelle, des véhicules à pile à combustible circulent déjà sur les routes du monde entier, toutefois en nombre restreint. Le déploiement sur le marché des véhicules à pile à combustible s'intensifiera à condition qu'une infrastructure de ravitaillement soit suffisamment développée. Les bus électriques et les applications pour véhicules utilitaires lourds consommant énormément d'énergie, comme les camions, reposeront fortement sur la technologie des piles à combustible. D'ici 2050, les véhicules électriques à pile à combustible domineront les applications de grande autonomie pour les véhicules de moyen ou fort tonnage.

Les piles à combustible ont un rôle manifeste à jouer dans le mix moteur et énergie, en fournissant l'une des différentes technologies nécessaires pour atteindre l'objectif « zéro émission ». Elles offrent le meilleur des deux mondes en réunissant les avantages environnementaux des groupes motopropulseurs à batterie et l'autonomie et le temps de ravitaillement des moteurs à combustion interne. Par conséquent, en tant que technologie complémentaire, les catalyseurs Umicore pour piles à combustible font partie de notre portefeuille technologique unique offrant une gamme complète de matériaux de mobilité propre. Visitez :

UMICORE.COM/INDUSTRIES



Jens Le Comte reçoit le Prix Prebes virtuellement

Prix Prebes

En novembre, notre collègue du site Cobalt & Specialty Materials de Bruges, Jens Le Comte, a remporté le prix Prebes pour sa thèse visant à obtenir son diplôme de Conseiller en prévention de niveau 3. Chaque année, Prebes, une organisation belge sans but lucratif axée sur la santé, la prévention et l'environnement, récompense un certain nombre de travaux de fin d'étude qui contribuent à améliorer ou à promouvoir le bien-être au travail. Jens a obtenu ce prix pour sa thèse sur le système d'extinction d'incendie au CO₂.

UMICORE.COM/STORIES

Chaîne de valeur et société

OBJECTIF 2020

APPROVISIONNEMENT DURABLE

PRODUITS ET SERVICES DURABLES

Sécuriser nos approvisionnements et promouvoir notre offre en boucle fermée.

Mettre au point des produits qui génèrent une valeur durable pour nos clients ou la société.

PRINCIPAUX RISQUES ET OPPORTUNITÉS

- ① contexte réglementaire et législatif
- ③ Technologie et substitution
- ⑤ Marché
- ② Approvisionnement durable et éthique
- ⑧ Climat et environnement

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Chaîne de valeur et société

Les droits de l'Homme sont fondamentaux pour Umicore.

Umicore vise une position de leader par son aptitude à fournir et à créer des solutions à base de matériaux contribuant à améliorer fondamentalement la qualité de vie.

Les droits de l'Homme sont inscrits dans **The Umicore Way** qui est la pierre angulaire de toutes nos activités à Umicore. L'ensemble du personnel d'Umicore s'engage à respecter ces valeurs sous la déclaration clé :

« Nous soutenons les droits fondamentaux de l'homme et les respectons dans le cadre des activités du Groupe dans le monde entier. Nous engageons le dialogue avec les populations riveraines de nos activités et nous communiquons en toute transparence avec les parties prenantes »

Notre succès se mesure à notre capacité à offrir des bénéfices en matière d'environnement et d'approvisionnement éthique pour les matières premières rares, et à fournir des produits et des services créant une valeur durable pour nos clients et pour la société.

Les objectifs Horizon 2020 d'Umicore reflètent une vision proactive de notre rôle dans la chaîne de valeur globale.

En amont, nous avons mis davantage l'accent sur la gestion des principaux critères d'approvisionnement des matières premières. Nous avons également cherché à garantir que les efforts d'Umicore en matière d'approvisionnement éthique puissent générer un avantage concurrentiel pour l'entreprise.

En aval, nous disposons d'un solide portefeuille de produits et de services qui présentent des avantages spécifiques en termes de développement durable pour nos clients et pour la société. Notre expertise de longue date, en évolution constante, en approvisionnement éthique et en gestion durable des matières premières, est utilisée afin de promouvoir de meilleures pratiques.

Umicore et IndustriALL Global Union ont renouvelé leur accord-cadre mondial sur le développement durable en 2019, pour 4 ans. La convention réaffirme l'engagement d'Umicore envers le développement durable et l'atteinte d'objectifs économiques, environnementaux et sociaux. Elle couvre de manière plus spécifique les droits de l'Homme, comprenant les conventions collectives de travail et l'égalité des chances, des conditions de travail sûres et saines, des questions d'environnement et de chaîne d'approvisionnement et la transformation digitale. Toutes les parties ambitionnent de poursuivre le dialogue constructif initié en 2007 pour assurer une mise en œuvre fructueuse de la convention.

Nous avons adopté des politiques afin de garantir que nos activités sont en phase avec The Umicore Way, dont le Code de conduite d'Umicore, la politique des droits de l'Homme ainsi que notre Charte d'approvisionnement durable. Umicore souscrit à la Déclaration universelle des droits de l'Homme des Nations Unies. Nous nous sommes engagés à défendre les droits fondamentaux de l'homme que nous respectons au cours nos activités partout dans le monde. Notre engagement s'applique à tous les employés d'Umicore, toutes les filiales et coentreprises dont nous avons le contrôle opérationnel, ainsi qu'à tous les sous-traitants qui travaillent sur nos sites.

Notre succès dépend d'une relation de confiance et de professionnalisme avec les employés, les partenaires commerciaux, les actionnaires, les autorités gouvernementales et le public. Ces principes sont inscrits dans notre Code de conduite qui fixe le cadre du comportement éthique et du respect de la Loi, y compris en matière de lutte contre la corruption. Ce Code contient des procédures d'alerte (Integrity Hotline) et soutient notre engagement en faveur de l'égalité des chances et de la diversité. Tous les employés ont accès au Code de conduite et à The Umicore Way et sont tenus de les respecter.



APPROVISIONNEMENT DURABLE & ÉTHIQUE

Nous voulons mettre à profit notre approche à la durabilité dans la chaîne de valeur, tant en amont avec nos fournisseurs qu'en aval avec nos clients.

En tant que groupe mondial spécialisé dans le recyclage et les technologies des matériaux, nous achetons et recyclons des minéraux et métaux destinés à une vaste gamme de produits et de technologies. Les matières premières, le transport, l'énergie et d'autres biens et services sont indispensables à l'exercice de nos activités. L'approvisionnement durable constitue un moteur essentiel de l'aspiration d'Umicore dans le cadre de Horizon 2020 à faire de la durabilité un avantage concurrentiel.

Notre **Charte d'approvisionnement durable** atténue les risques liés à la chaîne d'approvisionnement, y compris les droits de l'homme. La Charte reflète notre engagement envers des pratiques loyales, la transparence et la communication, la santé et la sécurité, et nos efforts visant à inclure, dans la mesure du possible, des fournisseurs locaux, de petite taille, dans nos processus d'approvisionnement en vue de soutenir les économies locales là où nous intervenons.

Nous sommes résolus à assurer de façon éthique et durable un avantage concurrentiel dans notre approche des matières premières critiques. Pour éviter que les métaux et minéraux précieux ne soient utilisés pour financer des conflits armés, porter atteinte aux droits de l'homme, recourir au travail forcé ou au travail infantile ou soutenir la corruption et le blanchiment d'argent, nous veillons à ce que l'approvisionnement en minéraux issus de zones de conflit soit conforme aux valeurs d'Umicore par le biais de notre politique en matière de **Chaîne d'approvisionnement mondial responsable en minéraux issus de zones de conflit ou à haut risque** basée sur les lignes directrices de l'OCDE.

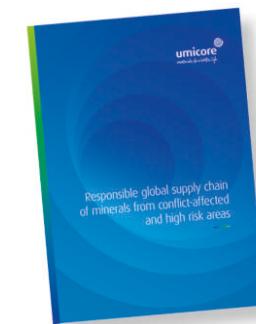
Umicore continue par ailleurs à s'assurer que les activités de production d'or sont certifiées exemptes de lien avec un conflit. Nos clients sont de plus en plus demandeurs de telles garanties et nous leur fournissons la documentation confirmant le statut « sans lien avec un conflit » de nos produits. Les sites d'Umicore sont soumis à des audits et à des certifications pour la London Bullion Market Association (LBMA), le Responsible Jewellery Council (RJC) et la Responsible Minerals Initiative (RMI). Pour plus d'informations sur nos nombreuses accréditations, voir la [note V2](#).

Nous attendons de nos fournisseurs qu'ils s'engagent à faire preuve d'intégrité commerciale, à promouvoir les principes d'approvisionnement durable au sein de leur chaîne d'approvisionnement et à respecter les lois environnementales locales ainsi que la législation internationale sur les droits de l'homme sur leurs propres sites et ceux de leurs fournisseurs, en vue notamment d'abolir le travail forcé et le travail des enfants et de supprimer toute discrimination.

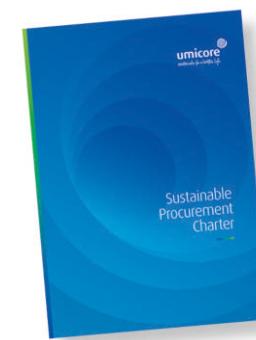
Au total, nous travaillons avec plus de 18 000 fournisseurs à travers le monde, à qui nous avons versé en 2020 plus de € 18,7 milliards (y compris la teneur en métaux des matières premières). Dans le monde entier, les équipes Achats et Transport d'Umicore gèrent les processus d'achats indirects d'énergie et d'autres biens et services (représentant aux alentours de 10 % de nos dépenses). Quant aux achats de matières premières métallifères, ils sont directement effectués par les business units (soit la vaste majorité de nos dépenses).

En 2020, EcoVadis a continué son analyse des procédures d'achats indirects pour Umicore.

Voir notre Charte d'approvisionnement durable en anglais :
UMICORE.COM/SUSTAINABLE-PROCUREMENT-CHARTER



Voir notre Chaîne d'approvisionnement mondial responsable en minéraux issus de zones de conflit ou à haut risque en anglais :
UMICORE.COM/RESPONSIBLE-SUPPLY-CHAIN-POLICY



COBALT DURABLE

Depuis plus d'un siècle, Umicore est leader mondial des produits à base de cobalt présents dans de nombreuses applications, comme l'outillage ou les batteries rechargeables destinées aux voitures électriques. Certaines réserves de minerai de cobalt se trouvent dans des régions présentant de nombreux défis, donnant lieu à des pratiques contraires à l'éthique telles que le travail forcé, des conditions de santé et de sécurité précaires, le travail des enfants et la corruption. À nos yeux, l'approvisionnement durable de cobalt implique la prise en considération de la performance économique, environnementale et sociale de nos fournisseurs, et de l'impact social et environnemental de l'approvisionnement lors de l'achat des matériaux. Pour nous approvisionner en cobalt, nous avons mis en œuvre une Charte innovatrice d'approvisionnement durable du cobalt et avons été les premiers à obtenir une validation externe pour notre approche dans ce domaine.

Les différents aspects de la durabilité de la chaîne d'approvisionnement des batteries incluent les conditions dans lesquelles les matières premières sont extraites et traitées. Umicore est consciente des risques pour la durabilité liés à l'approvisionnement en cobalt, en particulier en République Démocratique du Congo. Souvent, les activités minières artisanales et à petite échelle (ASM) sont liées à des problèmes tels que les violations des droits de l'homme, le travail des enfants, les conditions précaires de santé et de sécurité au travail. En 2004, Umicore a décidé d'exclure de sa chaîne d'approvisionnement le cobalt issu des ASM.

Umicore est la première société au monde à avoir mis en place une **Charte d'approvisionnement durable du cobalt** et à avoir obtenu une validation externe pour son approche en matière d'approvisionnement éthique dans ce domaine. Elle vise à minimiser le risque de lien entre le cobalt dans sa chaîne d'approvisionnement - et plus tard celui de ses clients - et les violations des droits de l'homme ou les pratiques commerciales contraires à l'éthique. Sur la base de l'approvisionnement durable et éthique en cobalt qu'Umicore a introduit en 2004, la Charte a évolué pour traiter les

risques spécifiques liés aux pratiques minières non éthiques, tels que le travail des enfants et les conditions de santé et de sécurité précaires. Des audits indépendants réguliers garantissent que la chaîne d'approvisionnement d'Umicore reste en conformité avec ces politiques.

Pour garantir la traçabilité des matériaux au sein de notre chaîne d'approvisionnement, nous procédons à des recherches détaillées et à des évaluations des risques de nos fournisseurs. Nous visitons notamment des sites, vérifions les politiques et les procédures et, si besoin, développons des programmes d'amélioration. En 2020, Umicore a de nouveau mené des activités de contrôle diligent pour l'ensemble des matériaux à base de cobalt achetés et utilisés dans des batteries rechargeables, des outils, des catalyseurs et plusieurs autres applications. En 2019, nous avons piloté un nouveau protocole tiers d'audit sur site à notre plus grand fournisseur de cobalt, et nous voulions poursuivre ces actions avec d'autres fournisseurs à partir de 2020. En raison de la pandémie de COVID-19, le déploiement de notre nouvel audit tiers n'a pas été possible. Umicore a toutefois assuré le suivi des mesures d'atténuation définies dans l'audit de l'année précédente.

Pour la sixième année consécutive, Umicore a obtenu de la part de la partie tierce PwC, la garantie que nos achats de cobalt effectués en 2020 étaient conformes aux conditions énoncées dans la Charte. La part de cobalt d'origine recyclée a également été examiné dans le cadre du processus d'assurance et s'élevait à 4 % pour 2020, une diminution par rapport à 9 % en 2019, en partie en raison de l'impact du COVID-19 sur la disponibilité des déchets industriels contenant du cobalt et des matériaux en fin de vie pour le recyclage.

Umicore soutient également le développement de projets de traçabilité au sein de l'industrie. En 2019, le Cobalt Institute a lancé la Charte d'évaluation responsable dans le secteur du Cobalt (CIRAF), un cadre de gestion qui renforce la capacité des producteurs et des acheteurs de cobalt à évaluer, atténuer et rendre compte des risques de production et d'approvisionnement responsables dans leurs activités et leur chaîne d'approvisionnement. Umicore rend à nouveau compte de sa chaîne d'approvisionnement à l'aide du

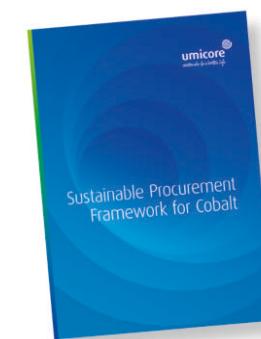
CIRAF, que nous avons contribué à développer. En 2020, l'approche de la chaîne d'approvisionnement d'Umicore est alignée sur les exigences de niveau 3 du CIRAF, une amélioration par rapport au niveau 2 de 2019.

Le rapport de conformité de 2020 sur la diligence raisonnable en matière d'achats de cobalt, ainsi que les rapports des années précédentes sont disponibles en anglais, sur notre site :

 [UMICORE.COM/SUSTAINABLE-COBALT](https://umicore.com/sustainable-cobalt)

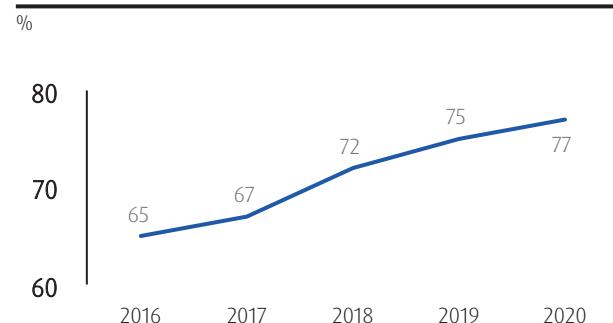
Au sein de la Global Battery Alliance, Umicore soutient le développement d'un passeport de batteries pour garantir la transparence sur l'origine, la transformation, l'utilisation et la fin de vie des matières premières. Le passeport tracera l'origine des matériaux pour batteries et pourra les suivre tout au long de leur cycle de vie sur une plateforme numérique mondiale, pour contribuer à l'éradication de pratiques sociales ou environnementales inacceptables et à l'éviction de matériaux non durables du marché.

Voir notre Charte d'approvisionnement durable du cobalt en anglais :
 [UMICORE.COM/SUSTAINABLE-PROCUREMENT-CHARTER-COBALT](https://umicore.com/sustainable-procurement-charter-cobalt)



PRODUITS ET SERVICES DURABLES

REVENUS EN MOBILITÉ PROPRE & RECYCLAGE



En 2020, 77 % du chiffre d'affaire du Groupe provenait d'activités qui fournissaient des produits ou des services directement liés à l'une de ces mégatendances, en hausse par rapport à 75 % en 2019 et en hausse de 18 % par rapport à 2016, l'année où nous avons commencé à suivre les revenus de cette manière. Une grande partie des matériaux et des services constituant les 23 % restants du chiffre d'affaire répondent à des besoins sociétaux spécifiques tels que l'amélioration de la connectivité (matériaux pour verre de haute qualité, écrans) ou la réduction de la consommation d'énergie (matériaux pour des éclairages moins consommateurs d'énergie, comme les LED).

L'objectif Horizon 2020 d'Umicore est de générer un avantage concurrentiel supplémentaire en développant des produits qui présentent des avantages spécifiques en matière de durabilité. Nous nous concentrons principalement sur les activités qui apportent des solutions à la mobilité propre et à la raréfaction des ressources.

Umicore joue un rôle de pionnier dans la promotion d'une chaîne de valeur durable pour les batteries et a été la première entreprise à fournir à ses clients des matériaux de batteries à l'origine

certifiée durable et éthique. Nous sommes convaincus qu'une plus grande transparence tout au long de la chaîne de valeur permettra d'accroître la durabilité de l'industrie des batteries. C'est pourquoi Umicore a rejoint Glencore, ERG et CMOC dans le consortium Re|Source. Re|Source développe une plateforme blockchain à l'échelle de l'industrie pour retracer l'origine des matières premières et les suivre tout au long de la chaîne de valeur des batteries.

Pour obtenir le statut de **fournisseur durable privilégié**, nous travaillons directement avec nos clients pour répondre à leurs exigences environnementales et divulguer nos propres performances et ambitions. Ces dernières années, certains clients ont opté pour une évaluation des fournisseurs durables par une tierce partie. Pour ces clients, Umicore participe au Carbon Disclosure Project (voir les réponses: CDP). Depuis 1999, Umicore suit et divulgue l'ensemble de ses émissions et a inclus des objectifs de réduction dans son approche stratégique à partir de 2010. Nous avons réduit nos émissions au-delà de nos objectifs à l'époque et, dans le cadre d'Horizon 2020, nous nous sommes engagés à améliorer continuellement nos performances environnementales tout en poursuivant notre croissance.

En 2020, Umicore a reçu la médaille de platine en matière de responsabilité sociale des entreprises de la part d'EcoVadis, ce qui nous place parmi les 1 % supérieurs de nos pairs du secteur dans le réseau mondial d'EcoVadis, qui compte plus de 65 000 entreprises évaluées.

Pour soutenir notre ambition de transformer la durabilité en un plus grand avantage concurrentiel, nous devons développer une parfaite compréhension de l'impact que nos produits ont sur le monde et l'utiliser en tant que levier pour améliorer l'empreinte de nos produits et services. Chez Umicore, les business units travaillent avec les équipes Corporate EHS sur les analyses du cycle de vie (ACV) afin d'identifier l'impact environnemental de leurs produits et services et de fixer une base de référence permettant de mesurer les améliorations. Nous partageons nos apprentissages et participons aux efforts des associations, comme ceux du Nickel Institute, de la International Platinum Association et du Cobalt Institute.

Nous effectuons des ACV sur nos matériaux de manière continue. Grâce aux opportunités identifiées dans ces nouvelles données fiables, Umicore peut tirer parti de sa combinaison unique de chimie des matériaux, de mix énergétique et de matières premières et recyclées pour améliorer l'impact environnemental global et la mobilité à faible émission de carbone. Umicore continuera à développer des produits et services ciblés qui présentent des avantages spécifiques en matière de durabilité afin de répondre aux besoins croissants de nos clients dans ce domaine. Nous développons des solutions de durabilité spécifiques pour nos produits et leurs applications en travaillant en étroite collaboration avec les clients.

Le germanium est un métal qui offre un potentiel considérable pour des applications innovantes telles que les technologies propres et les semi-conducteurs de pointe. Il occupe par conséquent une place déterminante dans les ambitions d'Umicore en matière de circularité. Au cours de ces cinq dernières années, nous avons considérablement progressé vers notre objectif qui est de fournir du germanium 100% durable par le biais d'une série d'initiatives. Le germanium issu de la production du zinc a une empreinte carbone réduite de 85 % par rapport à celui issu du charbon. Le germanium recyclé a quant à lui une empreinte réduite de 95%. A l'heure actuelle, 50% du germanium que nous utilisons est recyclé et plus des deux tiers du reste est récupéré à partir de sous-produits industriels, plutôt qu'à partir du charbon. Nous collaborons également avec des entreprises du monde entier pour mettre au point des méthodes innovantes de récupération du germanium au départ de processus de production et de flux de déchets. Pour plus d'informations sur notre approche au germanium, voir [Pioneering the sourcing & recycling of sustainable germanium\(p. 53\)](#).

Voir : [UMICORE.COM/INDUSTRIES](#)



Stand virtuel Umicore

UMICORE INNOVE AVEC UN SALON VIRTUEL

Chaque année, Umicore participe à plus de 60 salons professionnels où nous rencontrons et discutons en tête-à-tête avec nos clients et clients potentiels. En raison du COVID-19, presque tous les salons professionnels ont été reportés, annulés ou remplacés par des événements virtuels. Bien que nos équipes commerciales continuent de privilégier les événements en direct où une interaction étroite avec le client est possible, nous avons rapidement réalisé que nous ne pouvions pas manquer l'occasion de participer à des salons professionnels virtuels. L'équipe de Group Communications a commencé à développer un nouveau concept de stands virtuels qui peuvent être personnalisés pour les

différentes business units. Très vite, un premier projet est apparu : la conférence e-scrap, un salon professionnel très médiatisé sur les déchets électroniques. En tant qu'acteur mondial dans le domaine du recyclage des déchets électroniques, Precious Metals Refining (PMR) était non seulement l'un des exposants, mais aussi le seul à avoir un stand virtuel. Quand on parle de pionnier !

Comme la décision de convertir la conférence e-scrap en un événement virtuel a été communiquée très tard, ce fut une course contre la montre pour que notre tout premier stand virtuel soit prêt à temps. Werner Appel, responsable des expositions et des événements : "Une équipe internationale composée de représentants des États-Unis, de l'Allemagne, du Brésil et de la

Belgique a travaillé très dur pour que le premier stand d'exposition virtuel de PMR soit prêt à temps. Je suis également fier que nous puissions fournir cette plateforme à toutes nos business units pour présenter virtuellement leurs activités et interagir avec leurs clients".

Pendant les deux jours de la conférence e-scrap, toute une équipe a littéralement travaillé derrière l'écran. Lies Geunens, Junior Supply Manager Recyclables chez PMR, faisait partie de cette équipe. "Le fait que nous étions là avec un stand virtuel montre à quel point Umicore est une entreprise innovante".

Voir: VIRTUAL-BOOTH-U.COM



#ClimateAction

Notre programme d'action climatique

Grâce au programme d'action climatique d'Umicore créé en 2019, nous invitons nos employés à soumettre des idées innovantes pour réduire notre empreinte écologique dans tous les domaines, des gains rapides au bureau aux voyages d'affaires responsables à l'échelle mondiale. Les employés ont répondu à l'appel à idées avec beaucoup d'enthousiasme. En Allemagne, par exemple, plus de 50 idées ont été soumises et 31 sont actuellement mises en œuvre. En Chine, plus de 100 idées ont été soumises, dont 84 ont été retenues pour être mises en œuvre. [UMICORE.COM/STORIES](#)

Eco-efficacité

OBJECTIF 2020

DES ACTIVITÉS PERFORMANTES

Accroître la valeur grâce à une utilisation efficace des métaux, de l'énergie et d'autres substances.

PRINCIPAUX RISQUES ET OPPORTUNITÉS

- ❶ Contexte réglementaire et législatif
- ❷ Technologie et substitution
- ❸ Climat et environnement

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Éco-efficacité

OPTIMISER LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE DE NOS OPÉRATIONS, EN METTANT L'ACCENT SUR L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

-17%

CONSOMMATION D'ÉNERGIE PAR
RAPPORT À 2015

-67%

REJETS DE MÉTAUX DANS L'AIR PAR
RAPPORT À 2015

-59%

REJETS DE MÉTAUX DANS L'EAU PAR
RAPPORT À 2015

64%

DE MATERIAUX SECONDAIRES ET EN
FIN DE VIE DANS LES PRODUITS
ENTRANT DANS LES PROCESSUS

En tant qu'entreprise de technologie des matériaux, nous avons l'ambition de favoriser une utilisation plus efficace des métaux, de l'énergie et d'autres matières dans nos activités afin d'équilibrer les facteurs économiques et environnementaux, et de travailler à la multiplication des relations en boucle fermée avec nos clients.

Notre engagement en faveur du développement durable tient compte de l'impact environnemental de nos activités. Nous nous efforçons d'améliorer constamment nos résultats environnementaux, de mettre en place des stratégies de gestion des risques utilisant des données valides et des principes scientifiques éprouvés, de participer activement à la gestion et à l'assainissement des risques résultant de nos activités passées, et de faciliter et d'encourager la conception, l'utilisation, la réutilisation, le recyclage et l'élimination responsables de nos produits.

Notre succès se mesure par notre capacité à faire de la durabilité un avantage concurrentiel en gagnant en efficacité sur le plan des matériaux et de l'énergie par rapport à notre référence de 2015.

Umicore est un leader mondial dans le recyclage et le raffinage éco-efficaces de matériaux contenant des métaux précieux.

Parmi ces matériaux figurent des sous-produits issus d'autres industries des non-ferreux, des produits de consommation et des produits industriels en fin de vie ainsi que des déchets électroniques. Notre **processus éco-efficace** maximise le recyclage physique des matériaux et le revenu généré tout en minimisant le fardeau environnemental associé et les coûts totaux. Nous récupérons et vendons des métaux précieux, spéciaux, secondaires et de base, et notre **modèle d'entreprise en boucle fermée** maximise la réutilisation des matériaux.

La résolution de la **raréfaction croissante des ressources** mondiales et l'assurance de l'**efficacité des matériaux** sont des ambitions importantes de notre stratégie. Au cours de la période concernée par notre stratégie Horizon 2020, nous avons systématiquement assuré plus de la moitié de notre approvisionnement en matériaux à partir de sources non primaires. En 2020, 64 % des matériaux utilisés étaient en fin de vie ou d'origine secondaire et seulement 34 %, d'origine primaire.

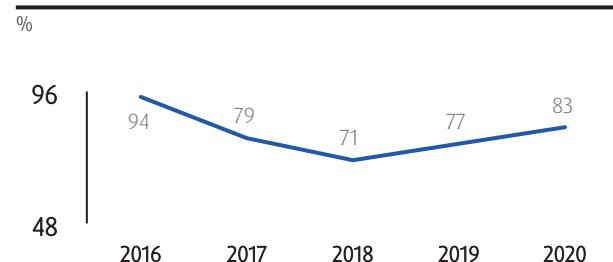
Notre stratégie Horizon 2020 définit l'**efficacité énergétique** et la **réduction des rejets de métaux** comme des indicateurs de performance clés pour l'éco-efficacité. Nous poursuivons des initiatives d'éco-efficacité afin de générer une valeur convaincante et un avantage concurrentiel par la réduction des coûts, la minimisation de notre empreinte carbone et le renforcement de notre licence d'exploitation. En outre, nous croyons qu'il est tout aussi important de suivre et divulguer notre performance relative à d'autres aspects environnementaux. Notre approche d'amélioration continue Horizon 2020 nous a permis d'améliorer notre efficacité et de réduire notre impact.

Nous continuons d'investir dans la recherche pour innover en matière de mobilité propre et de développement durable.

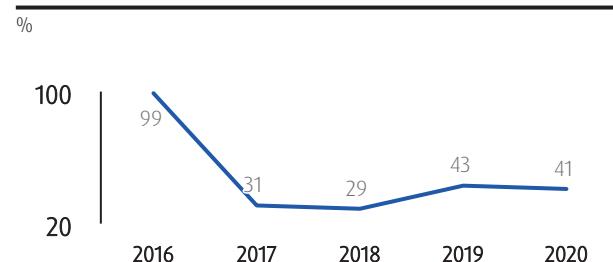
Umicore priorise ses efforts R&D pour soutenir nos ambitions Horizon 2020 par le développement de solutions innovantes pour nos matériaux et nos processus. Notre capacité à créer un flux d'innovations et de solutions constitue un élément important de notre performance à long terme en matière d'éco-efficacité.

ÉCO-EFFICACITÉ

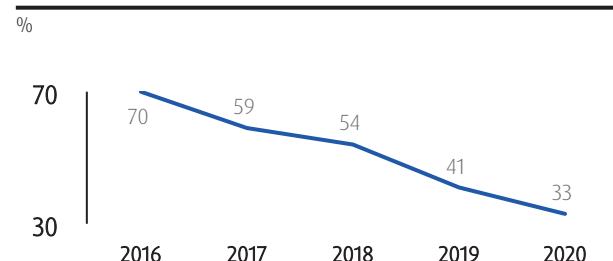
CONSOMMATION D'ÉNERGIE NORMALISÉE



DIMINUTION DES REJETS DE MÉTAUX DANS L'EAU



DIMINUTION DES REJETS DE MÉTAUX DANS L'AIR



EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Umicore joue un rôle clé dans la transition vers une société à faible émission de carbone.

Nous produisons des matériaux pour batteries rechargeables destinées aux VE, des catalyseurs pour réduire les émissions de l'industrie et du transport, et nous contribuons au bon usage des ressources en recyclant en boucle fermée les métaux et produits en fin de vie. Dans le cadre de nos activités propres, nous nous engageons à atteindre une plus grande efficacité énergétique par rapport à nos niveaux de 2015.

La consommation d'énergie est constamment surveillée et régulée sur tous nos sites. Les principaux contributeurs sont en outre invités à développer des projets en matière d'efficacité énergétique et sont tenus d'en rendre compte. Plusieurs sites d'Umicore ont mis en œuvre la norme ISO 50001 relative à l'**efficacité énergétique**, et les deux plus grands sites belges font partie de la Convention de référencement énergétique passée avec le Gouvernement flamand depuis 2004.

En 2020, 26 sites représentaient 95 % de la consommation d'énergie du Groupe, avec un total de 38 projets d'efficacité énergétique mis en œuvre au cours de l'année. À la fin de l'année 2020, Umicore avait réduit de 17 % sa consommation d'énergie par rapport à l'année de référence 2015, compte tenu des corrections pour l'intensité de production. Cette baisse est le résultat de gains de productivité, conjugués à la mise en œuvre permanente de projets de performance énergétique. Au cours des cinq dernières années, 189 projets d'efficacité ont été mis en œuvre, la plupart concernant le chauffage, les systèmes CVC, l'éclairage et l'efficacité des processus.

En ce qui concerne nos **émissions de carbone**, nous enregistrons une baisse de 7 % par rapport à 2019. En 2020, nous avons construit une usine d'acide nitrique sur notre site de Hoboken en Belgique, où nous produisons également de l'acide sulfurique. Le protoxyde d'azote, un sous-produit de la production d'acide sulfurique, également connu

sous le nom de gaz hilarant, est un gaz à effet de serre qui a environ 300 fois plus d'impact sur le réchauffement climatique que le dioxyde de carbone (CO₂). En capturant et en transformant l'oxyde d'azote libéré lors de la production en acide nitrique, nous évitons les émissions d'oxyde d'azote dans l'air. Ce faisant, nous réduisons notre empreinte carbone de près de 40 000 tonnes de CO₂ par an et transformons les déchets en ressources : un pilier du modèle d'entreprise d'Umicore. Par rapport au début de notre stratégie Horizon 2020, nos émissions de carbone ont augmenté de 3 %. Au cours de cette période, Umicore s'est développée en termes d'empreinte opérationnelle et a augmenté ses lignes de production tout en maintenant une approche d'amélioration continue des processus. Pour plus d'informations, voir [note E3](#).

Ces dernières années, dans le cadre de notre engagement en faveur du développement durable, nous avons commencé à analyser la proportion d'**énergie renouvelable** dans nos achats d'énergie. 2019 a été la première année où nous avons systématiquement recueilli des informations de nos sites au sujet de l'électricité achetée provenant de l'énergie éolienne, solaire et/ou de la biomasse, et où nous avons pu rendre compte du résultat. En 2020, la part des énergies renouvelables par rapport au mix énergétique acheté par Umicore était de 15 %. Pour plus d'informations, voir [note E4](#).

Si choisir la proportion des énergies renouvelables dans le mix énergétique que nous achetons n'est pas évident dans certaines des régions où nous opérons, Umicore s'emploie activement à augmenter cette proportion.

REJETS DE MÉTAUX

Nous assurons un suivi et prenons des mesures pour réduire l'impact des rejets de métaux sur l'environnement, aussi bien dans l'air que dans l'eau. Chaque métal que nous rejetons présente un profil de toxicité potentielle spécifique pour l'environnement et la santé humaine. Pour cette raison, nous nous concentrons sur la réduction de l'impact de nos rejets. L'objectif d'Horizon 2020 était de réduire l'impact des rejets de métaux, tout en tenant compte de la croissance des volumes de production. Alors que le suivi se poursuit sur l'ensemble des sites, le reporting se concentre sur les dix sites,

ou moins, à l'origine de 95 % des rejets exprimés en impact. En 2020, l'impact des **rejets de métaux dans l'air** a chuté de 67 % par rapport à 2015, principalement grâce aux efforts consentis pour améliorer la filtration et l'efficacité des processus. Après correction pour les niveaux d'activité, l'impact des **rejets de métaux dans l'eau** en 2020 a chuté de 59 % par rapport à 2015. Pour plus d'informations, voir [note E2](#).

INTENDANCE

Umicore est une entreprise internationale avec une empreinte mondiale. En termes de produits et de services, nous sommes en position unique pour répondre aux grandes tendances mondiales, à savoir le besoin de **purifier l'air** et la **bonne gestion des ressources**.

L'environnement et la sécurité sont au cœur de la conception de nos processus. Umicore continue à fournir des technologies avancées en matière de contrôle des émissions et de matériaux destinés aux batteries, tout en agissant pour une montée en puissance des technologies de mobilité propre et d'énergie verte. Nous mettons également en évidence les liens entre l'**économie circulaire** et l'**approvisionnement responsable**, l'efficacité des ressources, la gestion des déchets et le **recyclage de haute qualité**.

Notre ambition est de transformer le développement durable en un avantage concurrentiel accru à travers notre modèle d'entreprise unique et notre engagement en faveur d'un approvisionnement éthique et responsable. Un élément de notre engagement vis-à-vis de la durabilité est de tenir compte de l'impact environnemental de nos activités dans le contexte de la croissance et de l'expansion de notre capacité. Nous considérons de nombreux facteurs lorsque nous décidons de construire de nouveaux sites ou d'agrandir des sites existants. Par exemple, notre nouveau site de Nysa, en Pologne, a été choisi pour sa proximité avec nos clients européens (ce qui réduit l'impact du transport de nos produits), pour la compétence de son effectif technique et pour son approvisionnement en électricité à faible émission de carbone. Le site de Nysa sera alimenté par de l'énergie éolienne, hydraulique et photovoltaïque.

La participation active à la gestion et à l'assainissement des risques résultant des activités fait partie intégrante de The Umicore Way. Notre programme proactif destiné à évaluer la pollution des sols et de la nappe phréatique et, le cas échéant, à y remédier ne cesse de progresser. Pour en savoir plus, consultez [note E7](#).

Gestion de l'impact à Hoboken



Les plans de la zone verte de Hoboken

Le site d'Umicore à Hoboken est l'une des plus grandes raffineries de métaux précieux au monde, proposant des services de recyclage et de raffinage de matériaux contenant des métaux précieux tels que des sous-produits de l'industrie, des déchets électroniques et des catalyseurs industriels et automobiles usagés. Depuis plusieurs décennies, les autorités surveillent deux fois par an les niveaux de plomb dans le sang des enfants vivant à proximité de la centrale. En juillet 2020, les analyses des enfants vivant à proximité de l'usine de recyclage Umicore à Hoboken, en Belgique, ont révélé des taux de plomb élevés dans le sang après plusieurs années de baisse constante, et des niveaux historiquement bas en 2019. Bien que l'enquête sur les causes profondes n'ait révélé aucune source directe majeure d'émissions de plomb dans l'usine, Umicore est consciente que les risques associés au plomb doivent être bien maîtrisés à tout moment. Diverses mesures ont été prises pour réduire les émissions diffuses et faire en sorte que la communauté locale et l'industrie puissent coexister durablement.  [UMICORE.COM/STORIES](#)

GESTION EXEMPLAIRE DES DÉCHETS RADIOACTIFS HISTORIQUES STOCKÉS À OLEN

L'héritage d'Umicore sur le site d'Olen



Vue aérienne du site Umicore à Olen

De 1922 à la fin des années 1970, les sociétés qui ont précédé Umicore ont fabriqué des produits à base de radium et d'uranium à Olen, en Belgique. Jusque dans les années 1960, le radium était le seul traitement contre le cancer. L'oxyde d'uranium était utilisé dans les barres de combustible pour les centrales nucléaires. Depuis les années 1970, il n'y a plus de production de radium ou d'uranium sur le site d'Olen. Tous les bâtiments et installations où des matières radioactives étaient traitées ont été démantelés. La zone de stockage des résidus a été nettoyée afin d'éliminer tout effet négatif éventuel sur les employés, la population environnante ou l'environnement.

Quelques résidus faiblement radioactifs subsistent de ces activités passées et sont stockés sur le site d'Umicore à Olen en utilisant les meilleures techniques disponibles et en concertation avec les autorités. Ces résidus ne peuvent en aucun cas être comparés aux déchets radioactifs des centrales nucléaires. Les déchets des centrales nucléaires sont des déchets de catégorie C (selon la

classification de l'Agence internationale de l'énergie atomique), hautement radioactifs et dégageant une chaleur importante. Ces déchets doivent être enterrés à une profondeur de plusieurs centaines de mètres. Les résidus présents sur le site d'Umicore (essentiellement des résidus de catégorie A et une petite quantité de catégorie B) sont de très faible radioactivité et sont stockés selon les directives définies par les agences fédérales compétentes.

À Olen, Umicore dispose d'installations de stockage de pointe pour les résidus industriels dont seule une petite fraction est légèrement contaminée. En outre, il existe sur le site une installation spécialisée, construite dans les années 80, pour le stockage des matériaux légèrement radioactifs. Des inspections strictes sont effectuées régulièrement par les autorités compétentes.

DES SOLUTIONS À LONG TERME

Alors qu'une étude réalisée dans les années 1990, toujours d'actualité, affirmait qu'"il n'y a actuellement aucun danger pour la santé publique et l'environnement", Umicore a cherché une solution à long terme pour maximiser la sécurité du stockage des déchets radioactifs historiques. Umicore a dépollué les locaux à l'extérieur de l'usine afin d'améliorer de façon permanente les conditions existantes et d'assurer une protection efficace à long terme des êtres humains et de l'environnement. Nous continuons à travailler avec les autorités sur la surveillance et les solutions à long terme.

Umicore a mis en place un programme de surveillance avec un expert en radiations externe et des rapports périodiques aux autorités. Ce programme comprend une inspection visuelle pour s'assurer de l'intégrité de la couverture végétale externe, des mesures d'émanation de radon, des mesures de stabilité et un contrôle de la qualité des eaux souterraines. Le gouvernement a confirmé qu'il n'y a aucun risque pour la santé des employés, des résidents locaux ou de l'environnement.

«Il n'y a pas de danger pour la santé publique» -- AFCN, Agence fédérale de Contrôle nucléaire

Depuis 2009, les agences fédérales et régionales (AFCN, NIRAS et OVAM) collaborent avec Umicore pour trouver une solution à long terme au stockage des déchets radioactifs historiques. Début 2020, le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire de l'AFCN et de l'ONDRAF, a publié un document de vision dans lequel une destination de stockage définitif des déchets est proposée pour traiter une fois pour toutes l'héritage radioactif historique du site d'Olen. Umicore soutient pleinement l'approche proposée et coopère avec les autorités pour planifier les prochaines étapes de cette avancée majeure vers une solution à long terme, durable et convenue pour l'héritage radioactif d'Olen. Des groupes de travail composés de représentants de l'OVAM, de NIRAS, de FANC et d'Umicore sont en cours de formation pour donner forme à ce programme.

UN DIALOGUE OUVERT ET CONSTRUCTIF

Bien qu'aucune autre action ne soit nécessaire pour le moment, la coopération proactive et constructive entre l'AFCN, la municipalité d'Olen et Umicore a été confirmée publiquement par les voisins et les autorités locales.

«Nous avons toujours eu un dialogue ouvert avec Umicore au sujet de la radioactivité.» -- Seppe Bouquillon, maire d'Olen, Belgique

Le maire d'Olen croit les experts de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire et d'Umicore quand ils disent qu'il n'y a pas de danger immédiat pour la santé publique et l'environnement*. (Source: Belga)

* Burgemeester van Olen: 'Steeds open overleg gehad met Umicore over radioactiviteit' - België - Knack



Margot Neven et Scott Segers dans le laboratoire d'hydrométaux

Recherche, Développement & Innovation

Le succès futur de notre entreprise de technologie des matériaux dépend de notre capacité à développer et à commercialiser des produits et services innovants. Nous nous efforçons de répondre aux besoins d'un monde en évolution rapide et nous cherchons continuellement de nouvelles solutions pour nos clients. Nous focalisons la recherche et le développement (R&D) sur la résolution de certains des plus grands défis sociaux du monde dans les domaines de la mobilité propre et de la qualité de l'air, de la raréfaction des ressources et de la durabilité.

Pour soutenir nos ambitions à court et long terme, nous avons classé nos programmes de recherche et de développement par priorité en fonction de leur importance pour le développement de solutions matérielles en boucle fermée. Nous investissons constamment dans la recherche afin de répondre à la demande croissante à l'égard des matériaux de mobilité propre et du recyclage de qualité des métaux précieux ou d'autres métaux de valeur. Outre nos principaux domaines stratégiques, nous explorons de nouveaux développements dans des marchés adjacents et de nouveaux marchés en fonction de nos domaines d'expertise.

Depuis la production et les technologies des processus, jusqu'à la connaissance approfondie de la métallurgie et de la science des matériaux, une part importante de nos technologies est issue des travaux du département R&D d'Umicore. Umicore développe également des technologies en collaboration avec des partenaires industriels ou universitaires et, le cas échéant, nous protégeons notre propriété intellectuelle par des brevets. 63 brevets ont été déposés en 2020.

Umicore continue à investir dans la R&D et à attirer des talents scientifiques internationaux afin de développer la prochaine génération de produits durables et de technologies de processus pour nos clients. Les employés d'Umicore en R&D sont de 35 nationalités différentes sur 15 sites, et en 2020, 1 sur 4 était une femme. Ces cinq dernières années, les investissements en R&D ont augmenté de plus de 40 %. En 2020, Umicore a investi € 223 millions en R&D, soit 6 % de plus qu'en 2019, essentiellement dans le développement de technologies pour les produits et processus destinés aux matériaux pour batteries rechargeables, dans l'unité New Business Incubation et dans le développement des compétences. Les dépenses en R&D représentaient 7 % du chiffre d'affaires, et les frais de développement immobilisés s'élevaient à € 32 millions.

€ 223m

DÉPENSES R&D en 2020

15

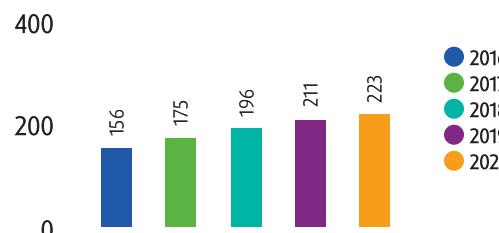
SITES R&D

1.325

EMPLOYÉS EN R&D

DÉPENSES DE R&D

Millions d'euros



INNOVATIONS EN MATIÈRE DE MOBILITÉ PROPRE

La tendance à la mobilité propre, visant des ambitions d'émission zéro « du puits à la roue », s'oriente vers une combinaison de véhicules électriques et hybrides, de véhicules à pile à combustible et de moteurs à combustion interne à bilan carbone neutre.

Umicore occupe une position unique sur le front des matériaux pour la mobilité propre concernant toutes les technologies de transmission. Nous sommes parmi les trois leaders mondiaux de catalyseurs de contrôle des émissions pour les moteurs à combustion interne ; nous sommes parmi les plus grands fournisseurs en matériaux pour batteries rechargeables utilisées dans les véhicules électriques et en catalyseurs pour les applications à base de piles à combustible.

La législation exige de plus en plus que les véhicules à essence soient équipés de filtres à particules. Nous concentrons notre travail sur l'amélioration efficace des technologies de catalyse pour les véhicules à essence et diesel, afin de répondre à ces réglementations de plus en plus strictes. Pour les filtres à particules essence (GPF), Umicore optimise la répartition du matériau catalytique dans les pores du filtre afin d'obtenir un équilibre optimal entre la contre-pression, l'efficacité de la filtration et la réactivité chimique.

En réponse au COVID-19, les projets de relance dans le monde entier ont accéléré l'adoption de technologies durables, telles que les véhicules électriques. La clé pour améliorer le coût total de possession des VE, et l'empreinte environnementale de leurs batteries, est l'augmentation de la densité énergétique. À mesure que les véhicules alimentés par batterie se généralisent, différents segments d'utilisateurs apparaissent, chacun ayant des besoins différents en termes de coût et de performance, représentant des

opportunités pour fournir des solutions matérielles sur mesure. Les programmes de recherche sur des matériaux pour cathodes et anodes avec de nouvelles compositions, ou pour des batteries fonctionnant à une tension plus élevée, répondent à ces futurs besoins. Pour nous assurer de notre synchronisation avec la demande du marché, nous réalisons souvent ce type d'innovation en étroite collaboration avec nos partenaires externes, qui testent des échantillons de nos produits de prochaine génération.

L'hydrogène est prometteur pour l'avenir en tant que vecteur d'énergie convertie en électricité propre par des piles à combustible

Les électrocatalyseurs d'Umicore jouent un rôle crucial dans les piles à combustible à membrane électrolytique polymère (PEM) utilisées dans les applications fixes et mobiles sur la voie mondiale vers zéro émission. Notre gamme de catalyseurs pour piles à combustible couvre toutes les technologies pertinentes pour les applications d'électrodes en anode et en cathode. En travaillant avec du platine et un alliage de platine sur des catalyseurs carbone ainsi qu'avec des additifs spéciaux de protection, Umicore R&D améliore la robustesse de la pile à combustible dans des conditions de fonctionnement critiques pour répondre aux exigences de performance des applications automobiles.

INNOVATIONS EN MATIÈRE DE RECYCLAGE

Umicore est le leader mondial en matière de recyclage de flux de déchets complexes, contenant des métaux précieux et d'autres métaux de valeur, notamment ceux provenant des batteries, des produits électroniques et des catalyseurs. Le modèle économique en boucle fermée d'Umicore sera un puissant facteur de différenciation stratégique à moyen terme. Le recyclage d'Umicore est non seulement la pierre angulaire du développement durable de plusieurs industries, mais avec la fourniture de produits à base



de métaux et le recyclage sous le même toit, Umicore est aussi un partenaire de choix pour la gestion des métaux dans l'ensemble de la boucle, offrant un approvisionnement fiable et une optimisation financière du fonds de roulement et de l'exposition au risque métal dans la chaîne de valeur.

Les projets d'innovation pour le recyclage suivent de près les tendances de l'industrie. En 2020, en ce qui concerne le recyclage des batteries, notre attention s'est portée au-delà du processus de recyclage, portant également sur la sécurité et l'ergonomie des opérations et sur la manière dont elles peuvent être soutenues par l'automatisation et la robotisation. Nous avons commencé à représenter ce à quoi pourrait ressembler la future mine urbaine, et imaginé comment cela pourrait inspirer de nouveaux schémas de traitement.

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Numérisation et Industrie 4.0 sont des outils puissants pour créer de la valeur dans beaucoup de domaines. Trois initiatives ont été prises pour les mettre en œuvre efficacement dans l'ensemble du groupe : premièrement, la définition des rôles en matière de numérisation et des programmes de formation correspondants ; deuxièmement, le choix d'outils standard Umicore pour certains processus opérationnels, comme la planification financière, les achats ou le stockage, et l'analyse en libre service des données opérationnelles ; troisièmement, la mise en place d'une équipe centrale guidant les Business Units dans la rédaction et la mise en œuvre de feuilles de route relatives à la numérisation. Ces feuilles de route visent à dégager de la valeur à travers des projets couvrant un large éventail d'opportunités, allant de l'excellence opérationnelle à la gestion proactive de nos performances EHS, en passant par la volonté de révolutionner la R&D.

UNE R&D ADAPTÉE À LA CROISSANCE FUTURE

D'ici 2050, une économie neutre en carbone nécessitera l'adoption de solutions de mobilité propre et de sources d'énergie renouvelables pour l'électricité, telles que l'hydrogène et d'autres carburants de substitution dont l'empreinte carbone est nulle (carburants synthétiques, e-carburants, biocarburants, etc.) L'objectif ultime est de disposer de villes propres, sans émissions locales ni flux de déchets. L'évolution vers les flux à zéro déchet va renforcer l'accent mis sur l'économie circulaire pour remédier à la raréfaction des ressources dans tous les secteurs des technologies intelligentes (mobilité, IdO, Industrie 5.0, etc.)

L'impulsion vers la décarbonisation de l'industrie donnera lieu à une économie de l'hydrogène offrant de nouvelles opportunités d'innovation chez Catalysis. S'appuyant sur son expertise en termes de technologies des piles à combustible dans les applications fixes et mobiles, Umicore a intensifié ses efforts de développement dans le domaine des catalyseurs d'anodes et de cathodes pour la production d'hydrogène vert.

La création de valeur par l'innovation va plus loin que la R&D. L'unité New Business Incubation créée en 2019 a évolué en 2020 pour devenir l'unité dans laquelle nos projets de recherche à long terme et initiatives internes (recyclage des batteries, anodes de composites silicium ou solutions en matière de dépôts de métaux chimiques) sont préparés pour arriver à maturité dans une échéance de 5 à 10 ans.

INNOVATION OUVERTE

Nous renforçons continuellement notre expertise et nos connaissances internes en métallurgie, chimie et science des matériaux, tout en élargissant constamment notre réseau de collaboration externe. Malgré les restrictions de voyage en 2020, Umicore est restée déterminée à promouvoir l'innovation ouverte ; une équipe dédiée facilite la collaboration avec des dizaines d'instituts de recherche, de start-ups et d'universités du monde entier. La prévoyance est plus cruciale que jamais, et nous avons composé une équipe d'analyse et de réflexion stratégique afin de développer une vision cohérente des scénarios futurs.

Généralement, plusieurs disciplines d'innovation contribuent au résultat. Par exemple, les équipes d'innovation ouverte et de numérisation d'Umicore ont aidé à mettre en place la collaboration avec un partenaire externe pour qu'il apporte son expertise en matière de robotisation au recyclage des batteries. Autre exemple : Umicore, Imec et d'autres partenaires ont commencé à travailler ensemble au développement d'un nouveau capteur pour les environnements industriels difficiles.

Une communauté mondiale Umicore toujours plus diversifiée de plus de 1 300 scientifiques collabore avec des clients, des instituts universitaires et technologiques afin d'affiner nos compétences, d'améliorer la qualité de nos produits, de développer nos processus, d'accélérer le développement, de réduire les coûts, d'améliorer la sécurité et de réduire notre impact environnemental.



Cette expertise à l'échelle mondiale est développée et injectée dans notre moteur d'innovation pour le rendre plus efficace. Les éléments de construction les plus efficaces sont les suivants :

- Métallurgie
- Science des matériaux
- Analyses statistiques, analyse de traces et caractérisation des matériaux
- Chimie et chimie des platinoides
- Science des surfaces
- Science informatique, y compris la science des données
- Test d'application et méthodes de test
- Technologie des processus et adaptation des processus

Ces domaines connaissent tous des développements rapides, créant des opportunités pour améliorer notre technologie. Nous suivons, testons et développons ces tendances scientifiques et technologiques et les intégrons dans notre travail de développement.

Une compréhension plus approfondie de la thermodynamique, de la cinétique et des interactions entre éléments complexes accélère notre développement et nous permet d'éviter un excès de validations expérimentales ou de pilotes. Nous travaillons avec des consortiums mondiaux afin de développer et d'affiner les méthodes applicables aux différents flux métallurgiques d'Umicore.

Les progrès de la modélisation alimentent nos connaissances en termes d'amélioration des matériaux et de compréhension et prévision des performances. L'ingénierie de surface est devenue primordiale pour optimiser les performances des produits, complétant notre expertise en matière de synthèse des matériaux et de chimie des colloïdes. La disponibilité, le développement et le déploiement accrus de méthodes analytiques précises permettent une efficacité opérationnelle et accélèrent à la fois notre processus d'innovation et notre vitesse d'apprentissage.

La science informatique et la science des données sont essentielles à chaque étape du processus d'innovation et jouent un rôle croissant dans l'optimisation de nos flux de travail. Le traitement du langage naturel dans les connaissances en matière de marché et de technologie, la reconnaissance d'images et de formes, l'apprentissage automatique, entre autres, font de la science informatique notre domaine d'expertise à la croissance la plus rapide.

L'innovation et la différenciation technologiques restent la clé de notre croissance future. L'approche prospective d'Umicore est alimentée par notre expertise en pleine expansion. La combinaison de la modélisation détaillée et de l'amélioration croissante des données de processus intégrées, renforcée par l'intelligence artificielle, accélère la compréhension et l'amélioration des processus. Notre ambition est d'accroître notre portefeuille de programmes de collaboration axés sur la mesure et la compréhension de la fonctionnalité des matériaux, afin d'améliorer la conception des produits.

« Nous utilisons le pouvoir de la technologie, de l'innovation et des données pour permettre aux gens d'avoir une vie meilleure et réduire notre impact sur la planète »
-- An Steegen, CTO

PIONNIER DE L'APPROVISIONNEMENT DURABLE ET LE RECYCLAGE DU GERMANIUM



Déchets de production de câbles à fibres optiques contenant du germanium

Nous nous efforçons en permanence de transformer la durabilité en un avantage concurrentiel.

GERMANIUM : PRÉCIEUX ET POLYVALENT – MAIS PAS FACILE À TROUVER

En matière d'innovation high-tech, les caractéristiques uniques du germanium sont précieuses dans toute une série d'applications. De plus, ce semi-conducteur est **reconnu comme étant un matériau essentiel** par les organes directeurs de l'Union européenne et des États-Unis. Pour ne citer que quelques exemples, le germanium est utilisé dans les câbles à fibres optiques nécessaires à la connectivité 5G, dans les cellules solaires qui alimentent les satellites et les rovers de Mars, et dans les semi-conducteurs de pointe.

Comme il n'existe pas à l'état élémentaire dans la nature, le germanium est en majeure partie issu de la combustion du charbon ou est un sous-produit du processus de production du zinc. Cependant, fait essentiel pour Umicore en tant que fournisseur de matériaux durables, le **germanium peut également être recyclé**.

LEADER DE L'ENSEMBLE DU SECTEUR GRÂCE À LA DÉFINITION DE MEILLEURES PRATIQUES DURABLES

Des recherches ont montré que le germanium issu de la production du zinc a une empreinte carbone réduite de 85 % par rapport à celui issu de la combustion du charbon et que le germanium recyclé a une empreinte réduite de 95 %. Le germanium durable est donc **un matériau essentiel pour nos efforts en matière de circularité**.

Nous avons réalisé des progrès significatifs dans notre quête d'un germanium 100 % durable, ce qui nous a permis de fixer des critères de référence très exigeants pour le secteur dans le cadre de nos propres activités. En fait, entre 2015 et 2020, Umicore a réduit de 50 % son approvisionnement en germanium issu du charbon. A l'heure actuelle, 50 % du germanium utilisé par Umicore est recyclé et plus de deux tiers du reste est récupéré à partir de sous-produits industriels. Grâce à ces efforts, nous sommes considérés comme **le producteur de germanium le plus durable** au monde.

Parmi les étapes clés franchies grâce à des partenariats, Umicore :

- a signé plusieurs accords à long terme avec une grande entreprise pour du germanium durable ;
- a établi de multiples accords de licence et de recyclage avec des partenaires internationaux en vue d'extraire du germanium de flux de déchets et de le concentrer ;
- a collaboré avec un partenaire pour mettre au point un procédé innovant et rentable d'extraction du germanium à partir de déchets de production et de ferraille ;
- a encadré une entreprise de technologie photovoltaïque lors de l'utilisation de méthodes d'optimisation de la collecte du germanium dans le cadre de ses nouveaux procédés de fabrication.

FAÇONNER L'AVENIR DE LA CIRCULARITÉ DANS LES HAUTES TECHNOLOGIES – ET AU-DELÀ

Outre l'identification et le développement de nouvelles méthodes d'approvisionnement durable en germanium, ces réalisations ont également permis d'établir des **relations profondes, durables et fructueuses** avec nos clients et partenaires. Les résultats positifs sont nombreux et profitent à toutes les parties. Nous citerons notamment les avantages financiers pour chaque partie de la chaîne d'approvisionnement, une plus grande attention portée au germanium en tant que ressource circulaire à l'échelle mondiale et des processus industriels plus respectueux de l'environnement.

OUVRIR LA VOIE À UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Chez Umicore, nous considérons qu'il est de notre responsabilité, en tant qu'acteur industriel mondial, de nous engager à garantir une planète plus saine pour tous. Nous sommes fiers de ce que nous avons réalisé en collaboration avec nos partenaires et nous réjouissons de pouvoir continuer à boucler la boucle du germanium grâce à des projets innovants et multidisciplinaires.

Pour les produits et services d'Umicore, visitez :

 UMICORE.COM/INDUSTRIES



Thomas Creemers pour le défi batterie de "C'est Génial" - Photographie par ©Frederik Beyens

Umicore soutient "C'est Génial" pour encourager les jeunes vers les filières scientifiques

Stimuler l'intérêt scientifique et inciter les jeunes à réfléchir à l'innovation sont des maillons importants dans la construction d'un avenir durable. L'enseignement des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) donne aux étudiants les outils nécessaires pour construire cet avenir. [UMICORE.COM/STORIES](#)

Une entreprise où il fait bon travailler

OBJECTIF 2020

SÉCURITÉ

Objectif zéro accident.

SANTÉ

Réduire l'exposition des employés à certains métaux.

ENGAGEMENT DE TOUS

Réaliser des progrès dans l'engagement de tous en ciblant la gestion des talents, la diversité et l'employabilité.

PRINCIPAUX RISQUES ET OPPORTUNITÉS

- Attraction et fidélisation des talents

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Une entreprise où il fait bon travailler

**LE SUCCÈS À LONG TERME D'UMICORE DÉPEND DE NOTRE CAPACITÉ
À OFFRIR UN LIEU DE TRAVAIL VALORISANT OÙ IL FAIT BON TRAVAILLER EN TOUTE SÉCURITÉ**

10.859

EFFECTIF TOTAL

21,7%

FEMMES CHEZ UMICORE

96%

TAUX DE FIDÉLISATION

Notre succès se mesure par notre capacité à offrir un espace de travail sécurisé et à ancrer une culture de sécurité au sein de nos effectifs, à surveiller, gérer et protéger nos employés des risques d'exposition, à garantir à Umicore un statut d'employeur de référence dans l'ensemble des régions où nous sommes actifs et à gérer les talents en tant que moteur de la croissance que nous souhaitons atteindre pour notre entreprise.

Nous sommes fiers de notre position de pionnier et de leader mondial dans la technologie des matériaux et dans le développement durable. Toutefois, dans une industrie disruptive, nous devons continuer à innover, à remettre en question le statu quo et à nous développer, à la fois en tant qu'entreprise et en tant qu'employeur.

Nous mettons tout en œuvre pour créer un environnement dans lequel chacun de nos employés peut réussir et qui encourage l'innovation, prospère grâce à la collaboration, récompense la contribution et donne à chaque employé la possibilité d'évoluer.

La diversité des ambitions et intérêts de nos collaborateurs et de nos nouveaux embauchés apporte à Umicore de nouvelles perspectives et de nouvelles manières de travailler ensemble, qui structurent notre avantage concurrentiel.

Nos valeurs et notre respect mutuel restent constants alors que nous œuvrons tous à la même vision : créer des matériaux pour une vie meilleure -- materials for a better life.

Umicore possède un profil réellement mondial, avec des activités sur chaque grand continent. 10.859 employés travaillent actuellement chez Umicore, répartis entre 47 sites de production, 15 centres de recherche et développement ainsi que dans les bureaux de support, y compris notre siège mondial à Bruxelles.

Notre stratégie Horizon 2020 est conçue pour examiner les tendances futures impactant Umicore, le marché de l'emploi et les attentes de la société. Nos objectifs se concentrent sur la santé et la sécurité, l'employabilité, la diversité et la gestion des talents, aspects qui auront la plus grande influence sur la réalisation des objectifs Horizon 2020.

Malgré des marchés concurrencés, nous réalisons d'énormes progrès dans l'engagement des employés, la diversité et la gestion des talents. Nous continuons à poursuivre nos objectifs à long terme d'élimination de tout accident avec arrêt de travail et des problèmes de santé liés à la profession, et à rechercher de nouvelles manières d'engager les collaborateurs en promouvant la sécurité et le bien-être sur le lieu de travail.

SANTÉ ET SÉCURITÉ

49

ACCIDENTS AVEC ARRÊT DE TRAVAIL

83%

SITES SANS ACCIDENT AVEC ARRÊT DE TRAVAIL

1,6%

TAUX DE DÉPASSEMENT TOTAL

La sécurité de nos effectifs est une priorité majeure pour la direction.

ZERO ACCIDENT

En 2020, alors que 83% des sites déclarants n'ont recensé aucun accident avec arrêt de travail, nos résultats globaux en termes de sécurité étaient à nouveau décevants. En décembre 2020, un accident mortel s'est produit sur le site Cobalt & Specialty Materials d'Umicore à Subic, aux Philippines. Cet événement tragique montre une fois de plus que le parcours visant à faire d'Umicore un lieu de travail zéro accident est loin d'être achevé, même sur des sites présentant des antécédents exceptionnels en matière de sécurité, comme celui de Subic qui avait fonctionné plus de 13 ans sans accident avec arrêt de travail.

Le groupe a enregistré 49 accidents avec arrêt de travail en 2020, contre 90 en 2019. Le taux de fréquence était de 2,52 (4,60 en 2019) et le taux de gravité de 0,47 (0,20 en 2019).

Par le passé, nous avons évoqué le fait qu'il était clairement nécessaire de changer les comportements et les mentalités pour instaurer une véritable culture de la sécurité. Si les absences du lieu de travail dues à la crise du COVID n'ont pas eu d'impact sur les accidents avec arrêt de travail, nous avons noté que les précautions sanitaires liées à la crise ont amélioré la culture de la sécurité chez Umicore. Le sentiment d'urgence face à la crise, la prise en charge ciblée de chacun, combinés à un style de communication sur le lieu de travail axé sur le coaching en matière de sécurité, ont permis d'améliorer les performances en matière de sécurité. L'engagement d'Umicore en faveur de la sécurité est inébranlable, et ces résultats ont confirmé que s'attaquer au changement culturel en matière de sécurité est la bonne voie pour créer un lieu de travail sûr et agréable.

En 2020, les activités de sécurité des processus se sont concentrées sur l'exécution d'études d'évaluation des risques liés aux processus. À la fin de l'année, plus de 70% des processus de production avaient reçu des évaluations spécifiques des dangers et des risques liés aux processus, conformes aux normes d'Umicore. Un calendrier détaillé pour l'achèvement des études restantes au cours des prochaines années donne la priorité aux processus présentant des profils de risque élevés.

Umicore poursuit son programme interne de formation de dirigeants HAZOP afin d'accroître et de consolider les connaissances en matière de sécurité des processus.

EXPOSITION PROFESSIONNELLE

Umicore ne ménage pas ses efforts en vue d'éradiquer les problèmes de maladies professionnelles et de promouvoir le bien-être sur le lieu de travail. Les principaux risques en matière de santé au travail sont liés, d'une part, à l'exposition à des substances dangereuses et, d'autre part, à des risques physiques (en particulier les nuisances sonores).

Umicore a une place de leader dans le secteur en se fixant, sur une base volontaire et scientifique, des limites d'exposition potentiellement dangereuse plus strictes que celles qu'imposent les prescriptions légales, lorsque celles-ci existent.

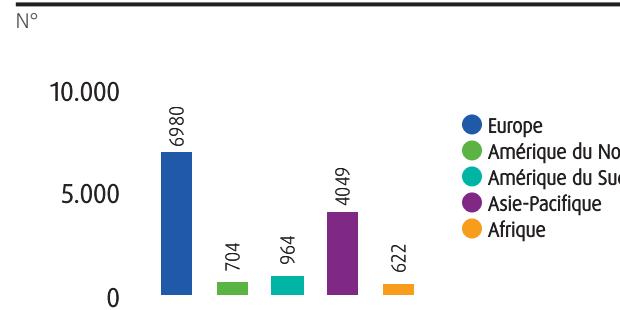
Tous les employés présentant un risque d'exposition professionnelle à n'importe quel métal ciblé (arsenic, cadmium, cobalt, indium, nickel, plomb et sels de platine) ou à d'autres métaux font l'objet d'un suivi dans le cadre d'un programme de santé au travail.

L'objectif Horizon 2020 en matière d'exposition professionnelle est de réduire à zéro le nombre de relevés individuels indiquant une exposition supérieure aux niveaux définis en interne. S'ils ne sont pas nécessairement révélateurs d'un risque pour la personne impliquée, ces dépassements sont des indications importantes de l'exposition, récente ou à long terme, et servent à apporter de nouvelles améliorations sur les sites concernés.

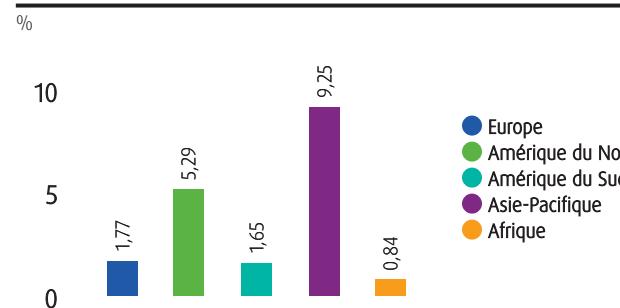
En 2020, un total de 7 406 échantillons biologiques ont été prélevés chez des employés exposés à au moins un des métaux susmentionnés (à l'exception des sels de platine). 122 relevés ont révélé un résultat dépassant la valeur limite interne, ce qui porte le taux de dépassement total à 1,6%, contre 1,8% en 2019 et 3,2% au début de notre stratégie Horizon 2020. Tous les employés exposés professionnellement font l'objet d'un suivi régulier par un médecin du travail.

GESTION DES TALENTS

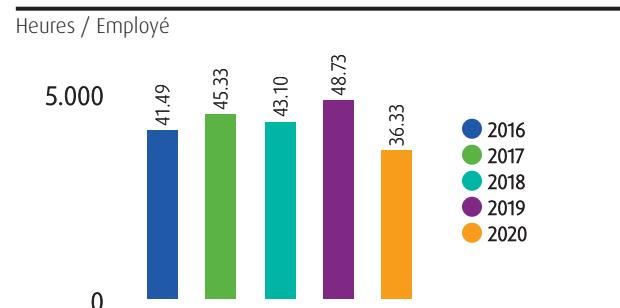
EFFECTIF PAR RÉGION



TAUX DE DÉPARTS VOLONTAIRES PAR RÉGION



NOMBRE MOYEN D'HEURES DE FORMATION PAR EMPLOYÉ



La gestion des talents consiste à trouver les bons éléments et à les fidéliser, à tous les échelons de l'entreprise et dans une large variété de fonctions, y compris les opérateurs d'équipement, les analystes de laboratoire, le personnel de bureau et les ingénieurs de production. Pour Umicore, les principaux moteurs sont liés aux ambitions de croissance d'Horizon 2020 dans les secteurs et les régions où nous opérons.

Le nombre d'employés dans les entreprises entièrement consolidées a diminué, passant de 11 152 à la fin de 2019 à 10 859 à la fin de 2020. Cette diminution reflète entre autres les fermetures d'usines à Tulsa, aux États-Unis (Automotive Catalysts) et à Wickliffe, aux États-Unis (Cobalt & Specialty Materials).

Umicore a l'atout de pouvoir attirer, former et fidéliser des leaders de forte compétence en offrant des postes de leadership attrayants et stimulants.

En 2020, dans le prolongement des résultats de la revue des talents de l'année précédente, Umicore a mis en place des programmes de mentorat pour les nouveaux talents, y compris pour les jeunes talents de haut niveau, avec des programmes de développement ciblés. Ces programmes s'articulent autour du développement de profils et de l'offre d'opportunités de développement multifonctionnelles.

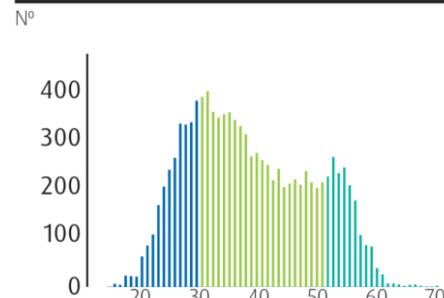
En 2020, notre taux de rétention global a augmenté à 96%, contre 94% en 2019. Les différences régionales significatives dans les taux de rétention se poursuivent, l'Asie-Pacifique rapportant le taux de départs volontaires le plus élevé à 9,25%, une amélioration par rapport à 11,87% en 2019.

Umicore propose aux cadres un programme de formation harmonisé dans toutes les régions et encourage l'évolution de carrière à l'aide d'un outil interne d'offres d'emploi en ligne, favorisant ainsi une plus grande mobilité interne. La formation chez Umicore englobe des modules traditionnels de type présentiel, l'apprentissage en ligne et l'instruction en cours d'emploi.

En 2020, le nombre moyen d'heures de formation par employé a atteint 36 heures, soit moins que les 49 heures de 2019, principalement en raison du COVID-19. En raison de la pandémie, la formation a été organisée différemment : en plus petits groupes et en respectant la distance sociale lorsque la présence en personne était possible, et par le biais de sessions en ligne. Certaines formations ont été reportées ou annulées. En 2020, les heures de formation des managers (27 heures) ont été inférieures à celles des autres employés (39 heures).

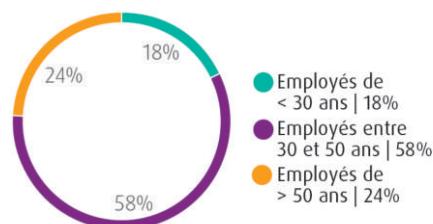
DIVERSITÉ

RÉPARTITION PAR ÂGE

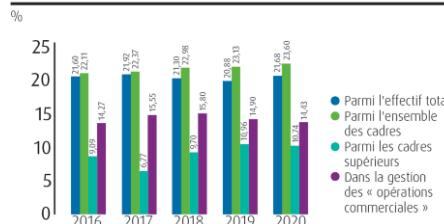


Les employés de moins de 18 ans sont des stagiaires ou des apprentis.

RÉPARTITION PAR ÂGE DE LA MAIN-D'ŒUVRE



LES FEMMES À UMICORE



Umicore cherche à tirer le meilleur parti de la diversité, notamment en matière de genre, de culture et d'origine ethnique. Nous maintenons qu'une plus grande diversité au sein de nos équipes de direction peut améliorer la qualité des processus décisionnels.

Umicore a développé une politique de groupe sur la diversité afin de soutenir une culture de travail inclusive qui offre l'égalité des chances, favorisant ainsi un haut niveau d'engagement pour tous les employés, quelles que soient leurs origines. La diversité s'entend en termes de sexe, religion, race, nationalité ou origine ethnique, contexte culturel, appartenance sociale, handicap, orientation sexuelle, situation de famille, âge ou opinion politique.

Umicore prône surtout une plus grande représentation culturelle au sein de ses équipes de direction. Sachant que 60% de nos revenus sont générés hors Europe et en tenant compte de notre périmètre mondial, nous avons décidé d'agir pour que les non-Européens soient mieux représentés aux postes de direction. Actuellement, 20% des postes de direction d'Umicore sont occupés par des citoyens non-Européens, soit une hausse par rapport à 18,5% en 2019 et 16,7% en 2016. Nous poursuivons nos efforts car une meilleure répartition dans ce domaine nous permettra de prendre des décisions commerciales plus en phase avec les marchés que nous desservons.

Il y a 74 nationalités parmi les employés d'Umicore en 2020, comme en 2019.

Les femmes sont sous-représentées aux postes de direction chez Umicore. Si cette situation s'explique en partie par le fait que les entreprises chimiques attirent moins le public féminin, les perspectives de carrière de femmes talentueuses au sein d'Umicore peuvent encore être améliorées. En 2020, seulement 21,6% des employés d'Umicore étaient des femmes, ce qui représente une légère hausse par rapport à 2019. Ce chiffre s'explique par notre croissance dans les opérations industrielles, où les candidats sont généralement des hommes. Malgré cela, notre engagement en faveur d'un lieu de travail inclusif et diversifié demeure.

Nous continuons à mettre l'accent sur le recrutement et le développement des femmes cadres. En 2020, 30% des cadres recrutés étaient des femmes. Les femmes occupant des postes de direction ont lentement augmenté, passant de 18,6% en 2010 à 23% en 2020. Le nombre de managers dans le monde a encore augmenté en 2020, ce qui a entraîné une légère diminution de la part des femmes dans ces rôles, de 23,1% en 2019 à 23% en 2020, malgré nos efforts de recrutement.

Les femmes dans l'encadrement supérieur ont légèrement diminué pour atteindre 10,7% en 2020, contre 10,9% en 2019, et manquant notre ambition globale de 15% d'ici 2020. Nous restons déterminés à augmenter la représentation féminine dans l'encadrement supérieur le plus tôt possible.

ENGAGEMENT DU PERSONNEL



La culture numérique et la focalisation sur la collaboration, la transparence et l'apprentissage auto-organisé sont cruciaux dans l'environnement dynamique actuel. S'ils sont utilisés correctement, les outils numériques peuvent améliorer l'efficacité, la productivité et l'innovation. Mais fournir des outils et une formation ne suffit pas. Le pas le plus important et le plus difficile à franchir consiste à changer les habitudes et les schémas de pensée. Les salariés ont besoin de sortir de leur zone de confort, de partager leurs réussites comme leurs échecs en toute transparence, d'essayer de nouvelles approches, de constituer des réseaux entre les régions et les services, de prendre des initiatives et des responsabilités, tout cela dans un environnement approprié.

La vision de notre Digital Workplace est de permettre à chacun au sein d'Umicore de collaborer de n'importe où dans le monde.

MAINTENIR LE CONTACT ENTRE COLLÈGUES GRÂCE AU DIGITAL WORKPLACE

Lancé à l'échelle mondiale en décembre 2019, le projet Digital Workplace d'Umicore visait à améliorer l'efficacité, la productivité et l'innovation de nos employés, par le biais d'une utilisation optimale des outils numériques. La vision de notre espace de travail numérique est de permettre à chacun au sein d'Umicore de collaborer depuis n'importe quel endroit dans le monde, en partageant ses expériences et ses connaissances à travers un réseau mondial dans le cadre de ses activités quotidiennes.

Fin 2019, nous n'avions pas conscience que le lancement du Digital Workplace d'Umicore intervenait au bon moment, compte tenu de ce qu'entraînerait la COVID-19 quelques mois plus tard. Au moment où la première vague de la pandémie nous a frappés, les employés d'Umicore utilisaient déjà les outils numériques au quotidien depuis plusieurs semaines. Les réunions et les appels numériques faisaient déjà partie de la routine et la collaboration sur des documents lors des projets devenait de plus en plus courante.

DES DIGITAL HEROES À LA RESCOUSSE

Lorsque la pandémie de COVID-19 n'a plus permis de réunions physiques et que la majorité d'entre nous a dû travailler à la maison, les employés d'Umicore s'étaient déjà familiarisés avec les outils numériques; ils ont pu poursuivre leurs activités et rester connectés avec leurs collègues, presque comme en temps normal. Ceux qui avaient besoin d'aide pouvaient compter sur une communauté d'ambassadeurs composée de « digital heroes » pour les aider de façon individuelle à résoudre leurs problèmes techniques. Nous avons également organisé une série de sessions d'apprentissage spécifiques sur des sujets liés au Digital Workplace, tels que le télétravail, comment faire des réunions en ligne efficaces, le partage de fichiers ou le leadership virtuel.

ALTERNATIVES NUMÉRIQUES

Alors que les incertitudes entourant la COVID-19 et les mesures de sécurité ont perduré tout au long de l'année 2020, de nombreux employés d'Umicore ont commencé à rechercher des solutions innovantes dans l'espace du travail numérique face aux défis quotidiens qu'ils rencontraient: des audits ont par exemple été réalisés à distance; les assemblées générales physiques, lors desquelles des informations sont généralement partagées en personne devant un large public, ont été remplacées avec succès par des assemblées générales virtuelles ; un programme d'accueil numérique a été instauré afin d'accueillir virtuellement les nouveaux employés qui ont rejoint l'entreprise pendant la pandémie ; et pour maintenir la connexion entre collègues, des événements sociaux virtuels ont été organisés, comme des célébrations d'anniversaire par exemple. Dans le cadre de nos activités, des lunettes intelligentes ont permis d'installer des systèmes de production dans certaines de nos usines.

Parmi les nombreux défis de 2020, notre Digital Workplace nous a permis de saisir l'opportunité de rester engagés et connectés à notre communauté mondiale de collègues.

TRAVAILLER CHEZ UMICORE



Saskia Bodvin , Thomas Morias, Kris Tolpe dans le laboratoire de pyrométallurgie, Olen

Notre objectif est de montrer l'exemple à nos clients et à nos employés.

Notre entreprise est en pleine croissance dans plusieurs marchés à travers le monde. L'ampleur de notre travail s'agrandit avec le développement de nos activités, et la palette des talents recherchés se diversifie.

Notre objectif est de montrer l'exemple à nos clients et à nos employés. Nous nous efforçons de créer un environnement de travail collaboratif et de partage d'idées, en développant les expertises et en proposant des évolutions de carrière, en travaillant ensemble sur des technologies qui seront bénéfiques aux futures générations et en instaurant de nouvelles normes dans l'une des industries les plus dynamiques et révolutionnaires au monde.

Dans le cadre de notre production de pointe, nos opérateurs techniques, superviseurs et ingénieurs utilisent leur savoir-faire et leurs idées au bénéfice des générations futures. Nos équipes de support jouent un rôle crucial dans la croissance de notre activité en rendant nos décisions commercialement viables, en renforçant notre réputation, en construisant de nouvelles relations avec nos clients ou en trouvant les bonnes personnes capables de consolider nos acquis.

Chez Umicore, les cadres travaillent sur des projets aussi passionnants qu'exigeants. Nos experts en R&D développent des technologies pour résoudre des enjeux incluant la mobilité propre et la raréfaction des ressources.

Nous offrons à nos employés des possibilités d'apprentissage et de développement tout au long de leur carrière et nous encourageons le transfert des compétences et du savoir à travers Umicore.

Le Junior Management Program (JUMP) est proposé à des jeunes managers sélectionnés, sous forme d'un « twin-coaching », regroupant deux participants issus de régions et business units différentes mais appartenant à la même famille de fonctions,

pour leur permettre de développer une réflexion internationale, d'observer les meilleures pratiques et d'être exposés à d'autres business units.

Leading for Excellence (L4E) est proposé à des cadres sélectionnés en Asie-Pacifique pour stimuler la performance dans la région en favorisant la collaboration et l'engagement dans l'ensemble des sites et en perfectionnant les compétences de leadership.

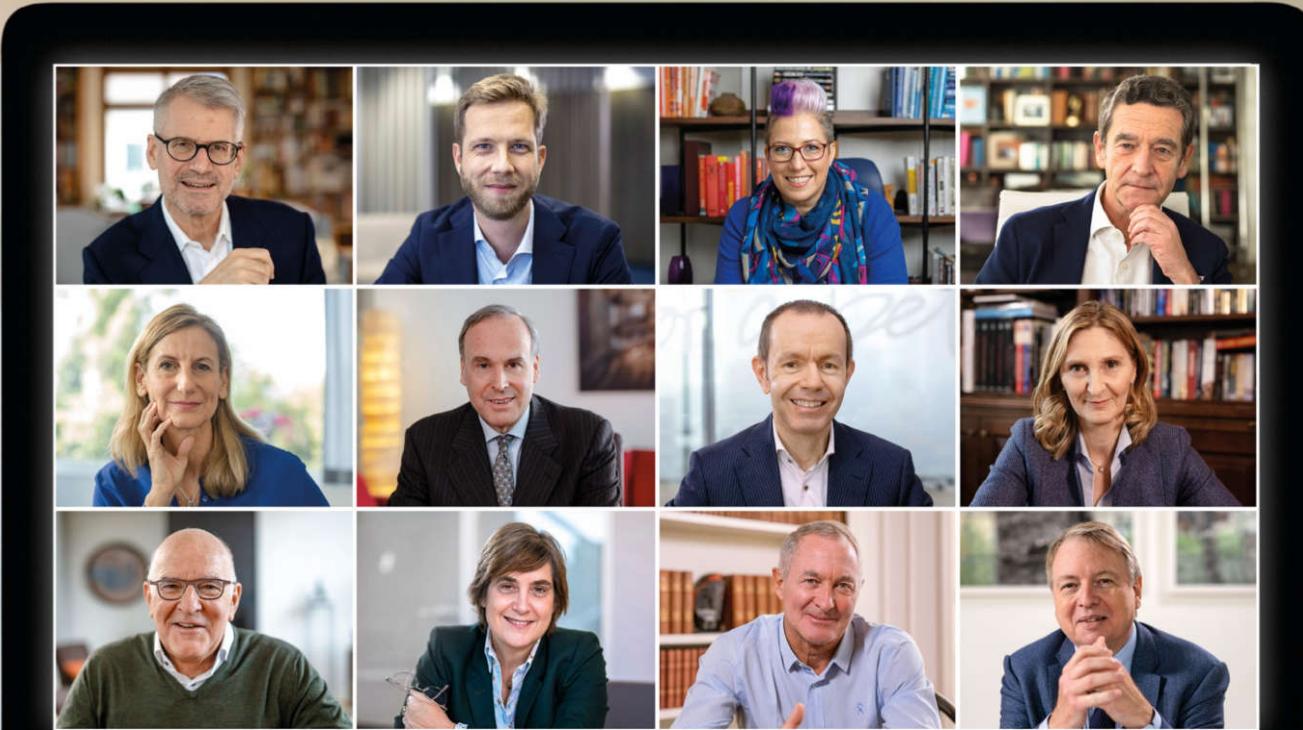
Entrepreneurs for Tomorrow (E4T) s'adresse à un groupe de cadres sélectionnés occupant des postes intermédiaires à supérieurs. Son objectif est de développer une culture d'entreprise avec des cadres très compétents et de promouvoir une intégration interfonctionnelle au sein d'Umicore.

Le Strategic Leadership Program est proposé à un groupe sélectionné de cadres supérieurs et est organisé en collaboration avec l'INSEAD. Les sujets abordés incluent l'exploration du macro-environnement économique, les défis de la création d'une stratégie agile et d'une organisation alignée, le développement d'un style de leadership propre, et la pratique des affaires en Asie.

Les salariés travaillent plus longtemps avant la retraite, surtout en Europe. Umicore veut offrir aux personnes qui poursuivent leur carrière après 60 ans un travail adapté, motivant et enrichissant et leur permettre de transmettre leurs compétences et leurs connaissances à la jeune génération. Elle réalise cet objectif en assurant leur formation, en les aidant à conserver une flexibilité d'esprit pour effectuer de nouvelles tâches, en conciliant travail et vie privée et en les soutenant dans le processus de transition de salarié à retraité.



Conseil de surveillance



DIVERSITÉ DU CONSEIL

Mandat



Mandate Duration	Count
(0-2 années)	2
(3-5 années)	3
(6+ années)	4

Indépendance



Independence Status	Count
Indépendant	6
Non-indépendant	3

Genre



Gender	Count
Homme	6
Femme	3

Nationalités

Nationality	Flag
Australie	
Belgique	
France	
Allemagne	
Suisse	
USA	
Espagne	

De gauche à droite, au 1^{er} rang: Mark Garrett, Laurent Raets, Liat Ben-Zur, Mario Armero. Au 2^{ème} rang: Ines Kolmsee, Thomas Leysen, Marc Grynberg (invité par le Conseil), Géraldine Nolens. Au 3^{ème} rang: Marc Van Sande, Françoise Chombar, Eric Meurice, Koenraad Debackere

THOMAS LEYSEN

PRÉSIDENT

Belge, 60 ans

DATE DE NOMINATION AU CONSEIL

10 mai 2000 (date de nomination, Président : 19 novembre 2008)

ÉDUCATION

Droit – KU Leuven, Belgique

EXPÉRIENCE

Thomas Leysen est devenu Président d'Umicore en novembre 2008 après avoir été Chief Executive Officer d'Umicore depuis 2000. Au cours de ce mandat, il a transformé Union Minière – ancienne société de métaux non ferreux – en un groupe international de technologie des matériaux appelé Umicore. Il a rejoint le groupe en 1993 en tant que membre du comité exécutif et a dirigé successivement plusieurs divisions industrielles.

AUTRES MANDATS

Président, Mediahuis, un groupe Européen d'édition de presse; Président, Fondation Roi Baudouin, Belgique

FIN DE MANDAT

Assemblée générale ordinaire de 2021

PRESIDENT DEPUIS

19 novembre 2008

PRESIDENT DU COMITÉ DE NOMINATION ET REMUNERATION DEPUIS

19 novembre 2008

MARIO ARMERO

MEMBRE

Espagnol, 62 ans

DATE DE NOMINATION AU CONSEIL

30 avril 2020

ÉDUCATION

Droit – Université Complutense de Madrid, Espagne

EXPÉRIENCE

Mario Armero a débuté sa carrière professionnelle au sein du cabinet d'avocats Armero et a ensuite rejoint AT&T Espagne. De 1992 à 1999, il a été secrétaire général de General Electric Plastics Spain. En septembre 1999, il a été nommé président de General Electric Plastics Spain, fonction qu'il a exercée jusqu'en 2001, date à laquelle il a été nommé président-directeur général de General Electric Espagne et Portugal, responsable de toutes les divisions du groupe en Ibérie. En mars 2008, il a quitté GE pour rejoindre Corporación Llorente, un groupe industriel familial diversifié. Il a ensuite rejoint Ezentis en tant que président exécutif. De 2012 à 2020, M. Armero a été vice-président exécutif de l'ANFAC, l'association des constructeurs automobiles espagnols.

AUTRES MANDATS

Conseiller du fonds Global Infrastructure Partners; Président de ENSO; Membre indépendant du conseil d'administration de Bankinter Consumer Finance; Membre du CEDE Foundation (Confédération espagnole des cadres); Membre du conseil d'administration de l'association à but non lucratif Junior Achievement

MEMBRE DU COMITÉ DE NOMINATION & REMUNERATION DEPUIS

9 décembre 2020

FIN DE MANDAT

Assemblée générale ordinaire de 2023

LIAT BEN-ZUR

MEMBRE INDÉPENDANT

Américaine, 44

DATE DE NOMINATION AU CONSEIL

25 avril 2017

ÉDUCATION

Ingénieur électrique – UC Davis, USA Business Administration – UCLA Anderson, USA

EXPÉRIENCE

Liat Bent-Zur est Corporate Vice President for Modern Life and Devices Product Marketing Management chez Microsoft, depuis septembre 2018. Avant de rejoindre Microsoft, elle était SVP Digital Technology Leader chez Royal Philips où elle était responsable de la mise en place de la stratégie Connectivité et Numérique à depuis 2014. Elle a occupé plusieurs postes de direction chez Qualcomm, l'entreprise de télécommunications américaine et a été co-fondatrice et présidente d'AllSeen Alliance, un consortium intersectoriel chargé de développer un langage commun à source ouverte pour « l'Internet des objets ».

AUTRES MANDATS

FIN DE MANDAT

Assemblée générale ordinaire de 2023

FRANÇOISE CHOMBAR

MEMBRE INDÉPENDANT

Belge, 58 ans

DATE DE NOMINATION AU CONSEIL

26 avril 2016

ÉDUCATION

Master études de linguistique appliquée en anglais, espagnol et néerlandais – Université de Gand, Belgique

EXPÉRIENCE

Françoise Chombar est co-fondatrice, Chief Executive Officer et Managing Director de Melexis, un fabricant de semi-conducteurs de capteurs et de pilotes intelligents pour les applications automobiles, industrielles et durables pour les consommateurs et la santé. Auparavant, elle était Planning Manager à Elmos GmbH, ainsi que Operations Manager et directrice de plusieurs sociétés du groupe Elex. Françoise a été mentor dans le réseau pour femmes belges Sofia pendant 17 ans. Elle est engagée auprès de STEM et prône l'égalité des sexes, recevant pour cela en 2019 la reconnaissance de la communauté flamande. En 2012, elle a reçu le titre d'Ambassadrice honoraire d'Etudes de linguistique appliquée par l'Université de Gand. En 2018, elle a reçu le titre de Science Fellow à la VUB, Université de Bruxelles.

AUTRES MANDATS

CEO et Director, Melexis, Belgique; Présidente, plateforme flamande STEM, un comité consultatif pour le gouvernement flamand; Administrateur indépendant, Soitec S. A., France

FIN DE MANDAT

Assemblée générale ordinaire de 2022

MEMBRE DU COMITE DE NOMINATION & REMUNERATION DEPUIS

26 avril 2018

KOENRAAD DEBACKERE

MEMBRE INDÉPENDANT

Belge, 59 ans

DATE DE NOMINATION AU CONSEIL

26 avril 2018

ÉDUCATION

Ingénierie – Université de Gand, Belgique
Gestion – Université de Gand, Belgique
Gestion – MIT Sloan School of Management, USA

EXPÉRIENCE

Prof. Dr. Ir. Koenraad Debackere travaille à la KU Leuven depuis 1995 où il enseigne les technologies et la gestion de l'innovation. Il a remporté de nombreux prix pour ses recherches et son excellence scientifique. En 2010, il a reçu une chaire Francqui Lecture Chair en économie et en affaires. De 2005 jusqu'à septembre 2020 il était directeur général de KU Leuven et membre du conseil d'administration à KU Leuven.

AUTRES MANDATS

Président et administrateur non exécutif, président comité de nomination, président comité de rémunération KBC Group NV, Belgique
Membre du conseil des gouverneurs, RWTH Aachen University, Allemagne

FIN DE MANDAT

Assemblée générale ordinaire de 2021

MEMBRE DU COMITE DE NOMINATION & REMUNERATION DEPUIS

9 décembre 2020

MEMBRE DU COMITE D'AUDIT DEPUIS

26 avril 2018

MARK GARRETT

MEMBRE INDÉPENDANT

Australien/Suisse, 58 ans

DATE DE NOMINATION AU CONSEIL

28 avril 2015

ÉDUCATION

Économie – University of Melbourne, Australie
Informatique appliquée – Royal Melbourne Institute of Technology, Australie

EXPÉRIENCE

Mark Garrett est Chief Executive Officer à Marquard & Bahls AG, une société indépendante basée à Hambourg, spécialisée dans l'approvisionnement, le commerce et la logistique dans le secteur de l'énergie depuis août 2018. Avant Marquard & Bahls AG, il était Chief Executive Officer à Borealis AG, en Autriche depuis 2007. Avant cela, il a fait carrière dans l'industrie chimique, notamment chez Ciba-Geigy et DuPont.

AUTRES MANDATS

CEO, Président du Conseil Exécutif, Marquard & Bahls AG, Allemagne; Président non exécutif du Conseil d'administration, Axalta Coating Systems Ltd., États-Unis; Président non executif, Membre du Conseil d'administration, OMV AG

FIN DE MANDAT

Assemblée générale ordinaire de 2021

MEMBRE DU COMITE DE NOMINATION & REMUNERATION DEPUIS

29 juillet 2017



INES KOLMSEE MEMBRE INDÉPENDANT

Allemande, 50 ans

DATE DE NOMINATION AU CONSEIL

26 avril 2011

ÉDUCATION

Ingénierie procédés énergie – Technische Universität Berlin, Allemagne
Ingénierie Industrielle – École nationale supérieure des Mines de Saint-Étienne, France
Business Administration – INSEAD, France

EXPÉRIENCE

Ines Kolmsee était Chief Executive Officer Services & Solutions chez Aperam d'octobre 2017 jusqu'au septembre 2020. Auparavant, elle était CEO de SKW Stahl-Metallurgie Group, un spécialiste chimique déployant des activités dans le monde entier, COO et CTO d'EWE AG, une entreprise allemande de services publics, et CFO d'Arques Industries AG.

AUTRES MANDATS

-

FIN DE MANDAT

Assemblée générale ordinaire de 2023

MEMBRE DU COMITÉ D'AUDIT DEPUIS

26 avril 2011

PRESIDENT DU COMITÉ D'AUDIT DEPUIS

28 avril 2015

ERIC MEURICE MEMBRE INDÉPENDANT

Français, 64 ans

DATE DE NOMINATION AU CONSEIL

28 avril 2015

ÉDUCATION

Sciences économiques – Paris-Sorbonne, France
Génie mécanique – École Centrale Paris, France
Business Administration – Stanford Graduate School of Business, USA

EXPÉRIENCE

Eric Meurice a été Président et Chief Executive Officer de la société néerlandaise ASML Holding, un important fournisseur de systèmes de technologie de pointe pour l'industrie des semi-conducteurs. Auparavant, il était EVP de la division télévision de Thomson Multimédia. Il a occupé plusieurs postes de direction dans des entreprises du secteur technologique, dont Intel, ITT et Dell Computer.

AUTRES MANDATS

Administrateur non exécutif, Global Blue Group S.A., Suisse;
Administrateur non exécutif, IPG Photonics, Etats-Unis; Président non exécutif, Conseil d'Administration, Soitec, France

FIN DE MANDAT

Assemblée générale ordinaire de 2021

LAURENT RAETS MEMBRE NON EXÉCUTIF

Belge, 41 ans

DATE DE NOMINATION AU CONSEIL

25 avril 2019

ÉDUCATION

Ingénieur Commercial – École de Commerce Solvay, Belgique

EXPÉRIENCE

Laurent Raets rejoint le Groupe Bruxelles Lambert (GBL) en 2006 et devient responsable adjoint des investissements en 2016. Il a débuté sa carrière en 2002 en tant que consultant en fusions et acquisitions chez Deloitte Corporate Finance, où il a été impliqué dans des mandats d'achat et de vente, de due diligence et d'évaluation.

AUTRES MANDATS

Membre, Comité d'audit, Imerys SA, France

FIN DE MANDAT

Assemblée générale ordinaire de 2022

MEMBRE DU COMITÉ D'AUDIT DEPUIS

25 avril 2019



MARC VAN SANDE

CONSEILLER DU CONSEIL

Auparavant, EVP Energy & Surface Technologies

Belge, 69 ans

ÉDUCATION

Physique – Université d'Anvers, Belgique

Business Administration - Antwerp Management School, Belgique

EXPÉRIENCE

Marc Van Sande a été nommé Executive Vice-President du business group Energy & Surface Technologies en juin 2010 après avoir occupé le poste de Chief Technology Officer entre 2005 et 2010 et d'Executive Vice-President Advanced Materials de 1999 à 2005. Marc rejoint Umicore en 1980 où il occupe plusieurs postes dans la recherche, le marketing et la production. Il fut également chargé du business group Energy & Surface Technologies et de la Chine.

GÉRALDINE NOLENS

SECÉTAIRE DU CONSEIL

Belge, 49 ans

(Voir Conseil de direction)

KAREL VINCK

PRESIDENT HONORAIRE

Belge

À PROPOS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

L'expérience sectorielle cumulée du conseil de surveillance est large et couvre les secteurs de l'automobile, de l'électronique, de la chimie, des métaux, de l'énergie, de la finance ainsi que les domaines académiques et scientifiques.

L'expérience dans les secteurs public et privé et dans les régions où Umicore est active est aussi bien représentée.

Dans son ensemble le conseil de surveillance possède une solide expérience dans le domaine de la gestion d'opérations industrielles et compte 8 CEO actifs ou anciens dans ses rangs.

Le conseil de surveillance dispose aussi d'une expérience collective dans des thématiques directement reliées aux objectifs non financiers d'Horizon 2020 telles que santé-sécurité, attraction et fidélisation des talents et approvisionnement durable.

[CONSULTEZ LE RAPPORT DE GOUVERNANCE](#)

Conseil de direction



De gauche à droite, au 1^{er} rang: Marc Grynberg, An Steegen, Ralph Kiessling. Au 2^{ème} rang: Denis Goffaux, Filip Platteeuw, Géraldine Nolens, Stephan Csoma

MARC GRYNBERG
CHIEF EXECUTIVE OFFICER

Belge, 55 ans

ÉDUCATION

Ingénieur Commercial – École de Commerce Solvay, Belgique

EXPÉRIENCE

Marc Grynberg a été nommé Chief Executive Officer d'Umicore en novembre 2008 après avoir été responsable de la business unit Automotive Catalysts entre 2006 et 2008 et Chief Financial Officer d'Umicore de 2000 à 2006. Il rejoint Umicore en 1996 en qualité de contrôleur du Groupe. Avant cela, Marc a travaillé pour DuPont de Nemours à Bruxelles et à Genève.

FILIP PLATTEEUW
CHIEF FINANCIAL OFFICER

Belge, 48 ans

ÉDUCATION

Sciences Économiques – Université de Gand, Belgique
Financial Management – Vlerick Management School, Belgique

EXPÉRIENCE

Filip Platteeuw a été nommé Chief Financial Officer en novembre 2012 après avoir été Vice-Président du département Corporate Development de 2010 à 2012. Il rejoint Umicore en 2004 et contribue à la scission de Cumerio en 2005. Il a ensuite dirigé l'équipe en charge de la création de Nyrstar et de son introduction réussie en bourse en 2007 a occupé le poste de Vice-Président du département Corporate Development de 2010 à 2012 et a joué un rôle déterminant dans la rationalisation du portefeuille d'activités, compris la cession des activités de cuivre et de zinc.

Avant Umicore, Filip a travaillé pour KBC Banque, où il a occupé des postes dans la banque d'entreprise , equity market research et possède une grande expérience financière dans la banque d'investissement, la banque d'entreprise et l'équity research acquise au sein de KBC Banque.

AN STEEGEN
CHIEF TECHNOLOGY OFFICER

Belge, 50 ans

ÉDUCATION

PhD Science des Matériaux & Génie Électrique – KU Leuven, Belgique

EXPÉRIENCE

An Steegen rejoint Umicore en octobre 2018 où elle est nommée Chief Technology Officer, après avoir occupé le poste de Executive Vice President Semiconductor Technology and System R&D chez imec, un centre de recherche axé sur la nanoélectronique et l'innovation en technologie numérique.

Avant de rejoindre imec en 2010, An travaillait au Semiconductor Research & Development Center chez IBM Semiconductor à Fishkill, dans l'État de New York. Au cours des dernières années, elle était responsable du développement en bloc de technologie CMOS.



GÉRALDINE NOLENS

EXECUTIVE VICE-PRESIDENT, CHIEF COUNSEL

Belge, 49 ans

ÉDUCATION

Droit – University of Chicago Law School, USA
Droit économique européen – Julius Maximilians Universität Würzburg, Allemagne

EXPÉRIENCE

Géraldine Nolens rejoint Umicore en tant que Chief Counsel en 2009 et entre au comité conseil de direction d'Umicore en 2015.

Elle a débuté sa carrière au cabinet d'avocats international Cleary Gottlieb Steen & Hamilton, avant de rejoindre GDF Suez (désormais Engie) en 2001 où elle était Chief Legal Officer d'Electrabel pour l'Europe du Sud, la France et les nouveaux marchés européens. Au cours de sa carrière, Géraldine a vécu et travaillé aux États-Unis, en Allemagne, en Italie et en Belgique.

DENIS GOFFAUX

EXECUTIVE VICE-PRESIDENT ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES

Belge, 53 ans

ÉDUCATION

Ingénieur des mines – Université de Liège, Belgique

EXPÉRIENCE

Denis Goffaux été nommé Executive Vice-President Energy & Surface Technologies en 2018. A partir du 1er avril 2021 il sera nommé Executive Vice-President Recycling, après avoir été Chief Technology Officer de 2010 à septembre 2018 et EVP Precious Metals Refining de 2015 à 2018.

Auparavant, il avait occupé diverses, il a occupé successivement des fonctions de direction de business line et de direction en Chine et au Japon. Denis a commencé sa carrière chez Umicore en Recherche & Développement à Olen, avant de rejoindre ce qui était alors notre business unit Cobalt & Energy Products.

STEPHAN CSOMA

EXECUTIVE VICE-PRESIDENT RECYCLING

Belge, 56 ans

ÉDUCATION

Sciences Économiques – UC Louvain, Belgique
Chinois/Mandarin – Fudan University Shanghai, Chine

EXPÉRIENCE

Stephan Csoma a été nommé Executive Vice-President Recycling en 2015 après avoir été Executive Vice-President de l'ancien business group Performance Materials de 2012 à 2015, Senior Vice-President du département Government Affairs entre 2009 et 2012 et Senior Vice-President d'Umicore Amérique du Sud de 2005 à 2009.

Stephan a rejoint Umicore en 1992 et a géré la mise en place des premiers sites industriels d'Umicore en Chine au milieu des années 1990. Il a ensuite dirigé la business unit Zinc Chemicals. Stephan a décidé de prendre sa retraite le 31 mars 2021.

**RALPH KIESSLING**
EXECUTIVE VICE-PRESIDENT CATALYSIS

Allemand, 55 ans

ÉDUCATION

PhD Génie Chimique – Université d’Erlangen, Allemagne

EXPÉRIENCE

Ralph Kiessling a été nommé Executive Vice-President Energy & Surface Technologies au 1er mars 2021. Avant, il était EVP Catalysis depuis février 2019, après avoir occupé le poste de SVP des opérations pour Automotive Catalysts depuis 2015.

Il avait occupé des fonctions diverses de direction dans les domaines de la technologie des procédés, de la production et du contrôle de gestion, dont 5 ans en Chine. En 2012, il s’installe en Inde où il construit l’usine de catalyseurs automobiles d’Umicore. Avant de rejoindre Umicore, Ralph a occupé des postes de direction au sein du groupe Degussa à partir de 1995.

BART SAP
EXECUTIVE VICE PRESIDENT CATALYSIS (au 1er mars 2021)

Belge, 42 ans

ÉDUCATION

Commercial Science – Vlerick Management School, Belgium

EXPÉRIENCE

Bart Sap a été nommé Executive Vice-President Catalysis au 1er mars 2021. Il a rejoint Umicore en 2004 en tant que contrôleur de gestion pour Cobalt & Specialty Materials et, après des missions successives en Corée du Sud et en Belgique couvrant les domaines de la finance, de l’approvisionnement en matières premières, du développement commercial et des opérations de raffinage, il est devenu Senior Vice-President de Cobalt & Specialty Materials and Supply début 2020.

[CONSULTEZ NOTRE APPROCHE MANAGÉRIALE\(p. 72\)](#)

Encadrement Supérieur

à partir de 26 mars, 2021

MARC GRYNBERG
CHIEF EXECUTIVE OFFICER


CÉLINE VAN HAUTE
SVP Human Resources




EVELIEN GOOVAERTS
VP Group
Communications &
Investor Relations



AN STEEGEN
CHIEF TECHNOLOGY OFFICER
Corporate Research & Development



FILIP PLATTEEUW
CHIEF FINANCIAL OFFICER
Finance



GÉRALDINE NOLENS
EXECUTIVE VICE-PRESIDENT
Chief Counsel



DENIS GOFFAUX
EXECUTIVE VICE-PRESIDENT
Recycling
à partir de 1 avril, 2021



STEPHAN CSOMA
EXECUTIVE VICE-PRESIDENT
Recycling
jusqu'au 1er mars



RALPH KIESLING
EXECUTIVE VICE-PRESIDENT
Energy & Surface Technologies
à partir de 1 mars, 2021



BART SAP
EXECUTIVE VICE-PRESIDENT
Catalysis
à partir de 1 mars, 2021



KURT VANDEPUTTE
SVP Government Affairs



THOMAS ENGERT
SVP Metal Deposition Solutions



YVES VAN ROMPAEY
SVP Corporate Research & Development



LOTHAR MUSSMANN
SVP NBI - Catalysis & Connectivity, & IP



THOMAS JANSEUNE
SVP NBI - Battery Materials & Recycling, & Digitalization



WANNES PEFEROEN
SVP Electro-Optic Materials



PATRICK VERMEULEN
SVP Information Systems



ALAIN BYL
VP Group Treasurer



FLAVIA LEONE
VP Group Tax



PIERRE VAN DE BRUAENE
SVP Environment, Health & Safety



MARK CAFFAREY
President Umicore USA



SYBOLT BROUWER
VP Purchasing & Transport



GEERT BENS
VP Strategic Projects



JENS BLECHSCHMIDT
Head of Internal Audit



KRISTL MATTON
Corporate Security



BERNHARD FUCHS
SVP Precious Metals Management & UMS



JOHAN RAMHARTER
SVP Precious Metals Refining



FRANZ-JOSEF KRON
SVP Jewelry & Industrial Metals



ATSUYA HANAZAWA
President Umicore Japan



CARSTEN GERLEMAN
SVP Umicore South America



FRANK STREIGNART
SVP RBM Operations



JUNDONG LU
SVP RBM Sales



DONG-JOON IHM
Executive Chairman Umicore Korea



DAVID FONG
SVP Umicore Greater China



IGNACE DE RUIJTER
SVP CSM



ERIK BRIJS
VP Control & IT



BERNARD TONNON
VP RBM Process Technology & Engineering



GEON-SEO SON
VP RBM Research & Development



STEPHAN JANIS
VP Supply & Refining



WILFRIED MÜLLER
SVP Product Management



JÖRG VON RODEN
SVP AC Global Sales & Marketing



STEPHANIE DAM
VP AC Operations



JOAKIM REIMER THØGERSEN
VP Fuel Cells & Stationary Catalysis



GEERT OLBRECHTS
VP AC Research & Technology



ENRICO CISCO
VP Control & IT



LAWRENCE LI
VP AC China



JENSEN VERHELLE
VP Precious Metals Chemistry

Approche managériale

The Umicore Way est la pierre angulaire de toutes les activités d'Umicore.

Nous croyons que les matériaux ont été un élément clé dans les progrès de l'humanité, qu'ils sont au cœur de notre quotidien et qu'ils continueront à l'avenir à permettre la création de richesses. Nous sommes convaincus que les matériaux à base de métaux ont un rôle vital à jouer, car ils peuvent être efficacement recyclés à l'infini, servant de base aux produits et services durables. Nous souhaitons qu'Umicore soit leader dans la fourniture et la création de solutions à base de matériaux afin de contribuer à améliorer fondamentalement la qualité de vie.

Notre mission « Des matériaux pour une vie meilleure » repose sur les principes généraux suivants :

VALEURS Nous tenons pour essentielles à notre succès les valeurs d'ouverture, de respect, d'innovation, de travail d'équipe et d'engagement.

ENVIRONNEMENT ET SOCIÉTÉ Nous considérons que notre engagement envers un succès financier doit également tenir compte de l'impact de nos opérations en matière économique, environnementale et sociale.

EMPLOYÉS Nous nous efforçons d'être un employeur attractif pour nos employés actuels et futurs.

INTÉGRITÉ COMMERCIALE Partout où nous sommes présents, notre réputation est un actif précieux, dont la valeur est fixée par notre façon d'agir. Nous évitons toute action susceptible de mettre en cause notre réputation.

 UMICORE.COM/EN/ABOUT/THE-UMICORE-WAY

POLITIQUES

The Umicore Way est complété par des chartes d'entreprise détaillées, parmi lesquels figurent :

- Le Code de conduite, un cadre complet pour des pratiques commerciales éthiques ;
- La Charte de gouvernance d'entreprise, qui expose notre philosophie en matière de management et nos principes de gouvernance ;
- La Charte d'approvisionnement durable, qui décrit notre engagement d'aligner notre chaîne d'approvisionnement sur nos propres valeurs et pratiques ;
- Politiques internes élaborées en soutien de nos vision et valeurs, telles que Sécurité, Droits de l'Homme & Conditions de travail, Formation & Développement, Dons & Mécénat.

OBJECTIFS ET PERFORMANCE 2016-2020

The Umicore Way décrit nos valeurs, la manière dont nous souhaitons réaliser nos objectifs stratégiques et notre engagement global envers les principes du développement durable. Nos ambitions Horizon 2020 de croissance économique sont liées aux grandes tendances de raréfaction des ressources, de qualité de l'air et d'électrification des véhicules. Nos objectifs sociaux et environnementaux sont regroupés en trois thèmes : une entreprise où il fait bon travailler, Éco-efficacité et Chaîne de valeur et société. Ces objectifs reflètent notre excellence opérationnelle et les aspects de nos produits et services que nous pouvons encore améliorer pour transformer le développement durable en avantage concurrentiel plus marqué.

Les éléments d'appui de notre stratégie Horizon 2020 décrits dans ce chapitre, y compris les politiques, les responsabilités et l'évaluation, sont garants d'une surveillance étroite de nos performances économiques, environnementales et sociales.

RESPONSABILITÉS

C'est au comité de direction qu'incombe la responsabilité ultime de tous les aspects des activités d'Umicore. Une équipe composée des représentants des départements Environment, Health and Safety (EHS), Human Resources (HR), Finance et Procurement & Transportation orchestre l'approche en matière de développement durable au sens large. Cette équipe est chargée de formuler les objectifs de développement durable, de les faire adopter et d'épauler les business units dans la réalisation de ces objectifs. Au niveau des business groups, la performance économique, financière, environnementale et sociale relève de l'Executive Vice-President de l'entité. Au niveau des business units, ces aspects incombent à leur responsable. Au niveau des sites, chaque directeur est responsable de la performance économique, sociale et environnementale du site.

SUIVI, ÉVALUATION ET AMÉLIORATION CONTINUE

Les départements Corporate EHS et HR ont formulé des notes d'orientation technique détaillées pour que les business units et les sites aient une compréhension collective des concepts, des définitions, des rôles et des responsabilités. Des ateliers et des réunions régulières ont lieu chaque année à différents échelons de l'entreprise pour partager les meilleures pratiques.

L'état d'avancement de nos objectifs est comparé chaque année à un ensemble d'indicateurs de performance clés (KPI) à l'aide d'un système de gestion des données du groupe. Les données sont collectées et communiquées au niveau de l'entité concernée : site, business unit ou business group. Les indicateurs de performance sociale et environnementale pertinents et significatifs pour les activités d'Umicore sont également mesurés et rapportés. Corporate EHS, Corporate HR et Corporate Finance consolident les performances des business units pour évaluer l'état d'avancement vers les objectifs Horizon 2020.

La vérification des données sur le terrain en ce qui concerne la performance sociale et environnementale et l'avancement par rapport aux objectifs est effectuée en interne. En outre, Umicore fait appel à un certificateur tiers pour contrôler ses données sociales et environnementales. Cette certification est assurée par PricewaterhouseCoopers (PwC) depuis 2011. PwC évalue l'exhaustivité et la fiabilité des données ainsi que la robustesse du système de gestion de données utilisé. Le cas échéant, les indicateurs de performance et les processus d'établissement de rapports sont revus et actualisés après chaque cycle de certification, dans le cadre d'un processus d'amélioration continue.

PERFORMANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

OBJECTIFS ET PERFORMANCE 2016-2020

Sur base de l'analyse de la validité des grandes tendances pertinentes pour la stratégie Vision 2015 d'Umicore, nous avons identifié des domaines de croissance spécifiques dans lesquels Umicore peut contribuer à résoudre certains problèmes sociétaux et environnementaux. Ces domaines de croissance constituent la base de la stratégie Horizon 2020 et ont pour objectif de permettre à Umicore de doubler son EBIT ajusté entre 2014 et 2020.

RENDEMENTS OPÉRATIONNELS

Umicore s'attelle à générer de la valeur économique par ses entités existantes et toute acquisition ou initiative de croissance interne que nous engageons en vertu de notre stratégie Horizon 2020. Cela suppose de générer un rendement des capitaux engagés (résultat d'exploitation avant impôts / moyenne des capitaux engagés sur la période) supérieur au coût global de notre capital avant impôts. Ce coût du capital peut varier au fil du temps en fonction de notre profil de risque et de l'état de la dette mondiale et des marchés boursiers. Le rendement des capitaux engagés (ROCE) visé par notre stratégie Horizon 2020 est de plus de 15%.

Les investissements sont évalués au cas par cas : les acquisitions sont supposées doper le résultat net dès le début de leur intégration et ajouter de la valeur par la suite. Des critères similaires s'appliquent aux investissements internes, même si la réalisation de projets de croissance à plus longue échéance exige systématiquement une prévision à plus long terme des rendements escomptés.

En termes de performance opérationnelle, l'accent est mis sur le ROCE. Puisque nous traitons des métaux précieux et d'autres métaux rares, nous disposons d'un fonds de roulement relativement élevé. La direction est donc incitée à optimiser la performance tant du point de vue du résultat que de la limitation au strict minimum des capitaux engagés.

PLUS-VALUE POUR LES ACTIONNAIRES

Umicore entend créer de la valeur pour ses actionnaires. Cela implique le développement d'une stratégie convaincante et d'un palmarès démontrant que nous sommes capables d'atteindre un rendement solide par rapport aux objectifs stratégiques. Nous nous employons à développer nos activités existantes tout en maintenant ou renforçant notre position de leader compte tenu des technologies innovantes. Les plus-values pour les actionnaires dépendent de l'évaluation des actions d'Umicore et sont soutenues par le versement de dividendes.

SANTÉ FINANCIÈRE

Umicore a pour but de protéger ses activités grâce à une gestion financière saine et au maintien d'un bilan solide. Si nous n'avons pas d'objectif fixe concernant le niveau d'endettement, nous nous attelons en permanence à conserver un statut d'investissement de première qualité. Nous nous efforçons également de maintenir un équilibre sain entre les dettes à court et à long terme, ainsi qu'entre les dettes à taux d'intérêt fixe et celles à taux variable. Cette approche, associée à une forte génération de trésorerie, nous permet de financer nous-mêmes la majorité de nos initiatives de croissance.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Notre viabilité et notre réussite en tant qu'entreprise de technologie des matériaux dépendent de notre capacité à mettre au point et à commercialiser des produits et services innovants. Nous investissons donc constamment dans la recherche et le développement (R&D) et y consacrons chaque année entre 5% et 7% de nos revenus.

PRÉSENCE SUR LE MARCHÉ

Dans le cadre de sa stratégie Horizon 2020, Umicore s'emploie à maintenir ses positions de leader sur le marché du recyclage et des matériaux pour la mobilité propre. La nature de nos activités, qui misent sur des produits destinés à des applications très pointues, signifie que nous n'avons pas une présence dans un pays ou une région qui représenterait une part importante de l'économie de ce pays ou de cette région. Notre entreprise est par nature multinationale, avec 50 sites de production dans 33 pays.

POLITIQUE DE PERFORMANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Notre approche de la gestion financière et économique découle de notre vision, de nos valeurs et de nos principes organisationnels, décrits dans The Umicore Way. Nous avons formulé des politiques internes spéciales pour cadrer l'approche de l'entreprise sur certains aspects financiers et économiques, dont : Dividende, Financement, Prix de transfert, Gestion des créances, Couverture, Dépenses d'investissement et Fusions et acquisitions.

RESPONSABILITÉ DE LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

La responsabilité de la performance économique et financière générale d'Umicore incombe au CEO, tandis que chaque Executive Vice-President est responsable de la performance financière de son business group. Le Chief Technology Officer et ses collaborateurs supervisent le portefeuille technologique du groupe et l'ensemble des activités de recherche et de développement. Au niveau des business units, le directeur assume la responsabilité de la performance opérationnelle et financière.

Le Chief Financial Officer supervise l'ensemble de la performance financière et économique d'Umicore et est épaulé dans sa tâche par une équipe Corporate Finance composée de centres d'expertise spécifiques couvrant des aspects tels que fiscalité, trésorerie, comptabilité & audit et contrôle interne. Au niveau des business units, les contrôleurs financiers sont responsables de la gestion des aspects liés aux finances et au reporting de la business unit.

CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ

OBJECTIFS ET PERFORMANCE 2016-2020

La relation entre les clients et les fournisseurs est un élément essentiel de la création de valeur économique et financière et joue un rôle clé dans la promotion des bonnes pratiques sociales et environnementales. The Umicore Way couvre aussi les relations avec nos parties prenantes.

Les objectifs relatifs à la chaîne de valeur et à la société ont trait à la présence et à l'impact d'Umicore, en amont avec les fournisseurs et en aval par la contribution de nos produits et services à une vie meilleure. L'analyse de la performance sur ces thématiques pertinentes est présentée à la section [Chaîne de valeur et société](#).

Si les objectifs d'Umicore concernant la chaîne de valeur et la société constituent une priorité à l'horizon 2020, nous estimons qu'il est tout aussi important de continuellement surveiller, maîtriser et rendre compte de nos relations avec toutes les autres parties prenantes. De plus amples informations sur nos groupes de parties prenantes se trouvent dans la section [Engagement envers les parties prenantes](#).

Le [Rapport d'activités sur la Chaîne de valeur](#) rend également compte des sujets suivants:

- Le suivi de l'évaluation des fournisseurs pour les achats indirects, [note V3](#)
- La conformité des produits aux réglementations, [note V4](#)
- Le suivi des dons, [note V5](#)

L'approche managériale spécifique décrite ci-dessous s'applique à la fois aux thèmes pertinents et aux indicateurs de performance sous-jacents.

POLITIQUE DE PERFORMANCE EN MATIÈRE DE CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ

Notre approche de l'engagement envers les parties prenantes découle de notre vision, de nos valeurs et de nos principes organisationnels, exposés dans The Umicore Way. Des chartes/politiques spécifiques ont été élaborées pour cadrer des éléments spécifiques de notre approche en matière d'engagement envers les parties prenantes, notamment la Charte d'approvisionnement durable, la Politique en matière de chaîne de valeur responsable et minéraux issus des zones de conflit et à haut risque, la Politique en matière de droits de l'Homme et de conditions de travail et la Politique de communication externe.

RESPONSABILITÉ DE LA PERFORMANCE EN MATIÈRE DE CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ

Notre présence et notre impact en amont et en aval reposent sur une approche métier spécifique dans laquelle toutes les business units sont tenues d'identifier leurs fournisseurs, clients et parties prenantes respectifs et d'engager le dialogue avec eux. En outre, une équipe regroupant des membres de divers départements, dont Corporate EHS, Corporate HR, Group Communications, Corporate Finance et Procurement & Transportation, se réunit régulièrement pour cerner les attentes générales des parties prenantes et organiser, si nécessaire, des sessions de discussion interne ou externe.

PORTÉE DE LA PERFORMANCE EN MATIÈRE DE CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ

Le thème Chaîne de valeur et société se concentre sur les conséquences potentielles qu'entraînent nos activités, produits et services sur la société. Toutes les entités sont prises en compte pour le reporting. Alors que nous nous concentrerons sur nos activités directement liées à la mobilité propre et au recyclage, d'autres initiatives ciblant les fournisseurs, les clients ou la société dans son ensemble sont suivies et rapportées de manière appropriée, soit par des communications telles que ce rapport annuel, soit au travers d'autres canaux de communication spécifiques.

PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

OBJECTIFS ET PERFORMANCE 2016-2020

Dans The Umicore Way, Umicore s'engage à améliorer en permanence sa performance environnementale. En tant qu'entreprise de technologie des matériaux, nous avons défini la performance énergétique et la réduction des rejets de métaux comme principaux objectifs environnementaux de notre stratégie Horizon 2020. Ces objectifs représentent selon nous l'aspect environnemental le plus pertinent de nos activités et sont ceux qui revêtent la plus grande importance aux yeux de nos diverses parties prenantes ([voir Matérialité](#)). L'analyse de la performance énergétique est présentée au chapitre [Éco-efficacité](#).

Si les objectifs environnementaux d'Umicore pour 2020 se concentrent sur la performance énergétique et la réduction des rejets de métaux, nous estimons qu'il est tout aussi important de constamment surveiller, maîtriser et rendre compte des performances de notre entreprise sur d'autres aspects environnementaux. Pour ce faire, nous avons recours aux mêmes instruments de mesure que ceux énoncés dans notre Approche générale en matière de management. Ces indicateurs surveillent l'évolution en termes de performance environnementale en corrélation avec les réalisations de Vision 2015.

Ces indicateurs de performance sous-jacents détaillés dans le [Rapport d'activités environnemental](#) comprennent:

- Les rejets dans l'air et dans l'eau, [note E2](#)
- Les gaz à effet de serre, [note E3](#)
- La consommation d'eau, [note E5](#)
- Les volumes de déchets, [note E6](#)
- La maîtrise et l'assainissement de la pollution liée aux activités du passé,[note E7](#)
- Le respect de la réglementation et des systèmes de management, [note E8](#)

L'approche managériale spécifique suivante s'applique à la fois aux thèmes pertinents et aux indicateurs de performance sous-jacents.

POLITIQUE DE PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

Notre approche managériale en matière d'environnement s'appuie sur la vision, les valeurs et les principes organisationnels exposés dans The Umicore Way. Une note d'orientation interne EHS Groupe détaille l'approche à adopter pour mesurer et rendre compte de chaque indicateur environnemental pertinent. Une politique interne spécifique en matière de performance énergétique a été mise en œuvre dans l'ensemble du groupe de 2011 à 2015 et s'est traduite par un niveau élevé de prise de conscience et d'engagement des sites et au sein des business units pour améliorer continuellement la performance énergétique. En outre, Umicore a encouragé toutes les initiatives des business units visant à renforcer le potentiel de recyclage. À l'échelle mondiale, le recyclage des métaux réduit l'empreinte écologique de l'acquisition et de la transformation des métaux en produits.

RESPONSABILITÉ DE LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

La responsabilité de la performance environnementale et de l'empreinte écologique d'Umicore incombe au comité de direction. Au sein du comité de direction, le Chief Counsel (directeur juridique) assume le rôle de l'Executive Vice-President for Environment, Health and Safety, Corporate Security and Internal Audit. Il/elle est

chargé(e) de toutes les affaires environnementales et est épaulé(e) dans sa tâche par le Senior Vice-President Environment, Health & Safety. Les Executive Vice-Presidents sont responsables de la performance environnementale globale de leur propre business group. Au niveau des business units, chaque responsable assume la responsabilité de la performance environnementale globale de sa propre business unit. Le directeur de chaque site a une responsabilité similaire au niveau du site.

PORTÉE DE LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

La performance énergétique et les indicateurs de performance sous-jacents contribuent à réduire notre empreinte écologique, par exemple en allégeant notre empreinte carbone ou en limitant l'impact ou les rejets de métaux dans l'air et dans l'eau.

PERFORMANCE SOCIALE

OBJECTIFS ET PERFORMANCE 2016-2020

Comme énoncé dans The Umicore Way, nous nous efforçons d'être un employeur attrayant, pour nos employés tant actuels que potentiels, et d'agir conformément aux attentes de la société. Nous avons défini trois objectifs sociaux dans le cadre de notre stratégie Horizon 2020 : atteindre zéro accident avec arrêt de travail, limiter davantage l'exposition professionnelle à certains métaux et renforcer notre diversité, notre capacité à attirer et fidéliser les talents ainsi que notre employabilité. Nous avons également formulé des objectifs qui ont trait à notre impact social élargi. Ceux-ci sont exposés dans notre approche managériale de la Chaîne de valeur et société plus loin dans ce chapitre.

Ces objectifs ont été définis comme des thèmes pertinents dans l'analyse de matérialité, par les parties prenantes internes et externes. La gestion des talents est essentielle pour réaliser nos ambitions de croissance. La capacité à attirer, développer et conserver les talents sur des marchés de l'emploi compétitifs soutient les business units dans leurs plans de croissance. En outre, renforcer la diversité de notre main-d'œuvre répond aux attentes de la société et devrait également augmenter nos chances de réussite.

Compte tenu du vieillissement de la population et du recul de l'âge de la retraite, nous mettons également en place des programmes d'amélioration de l'employabilité de notre main-d'œuvre. L'analyse de la performance sur ces thématiques pertinentes, y compris l'objectif zéro accident et la réduction de l'exposition professionnelle, est présentée dans la section [Une entreprise où il fait bon travailler](#).

Si les objectifs sociaux d'Umicore constituent une priorité à l'horizon 2020, nous estimons tout aussi important de continuellement surveiller, maîtriser et rendre compte de nos performances sociales dans d'autres domaines. Pour ce faire, nous avons recours aux mêmes instruments de mesure que ceux énoncés dans notre Approche managériale générale.

Ces indicateurs de performance sous-jacents détaillés dans la section [Rapport d'activité social](#) comprennent:

- Le suivi de l'évolution démographique des effectifs, [note S2](#)
- La surveillance des droits de l'Homme, de la conformité et des risques, [note S4](#)
- La surveillance de la santé des travailleurs (outre l'exposition aux métaux), [notes S5-S7](#)
- La surveillance de la sécurité des sous-traitants, [note S8](#)

L'approche managériale spécifique décrite ci-dessous s'applique à la fois aux thèmes pertinents et aux indicateurs de performance sous-jacents.

POLITIQUE DE PERFORMANCE SOCIALE

Notre approche de la performance sociale découle de notre vision, de nos valeurs et de nos principes organisationnels exposés dans The Umicore Way. Un mémorandum interne intitulé « Reporting social pour le Groupe » fournit des orientations détaillées sur les processus de mesure et d'établissement de rapports concernant la performance sociale. Des politiques internes spécifiques ont été élaborées pour cadrer certains éléments de notre approche en matière de management social, dont la Sécurité, les Droits de l'Homme, les Conditions de travail, ainsi que la Formation et le Développement. Parallèlement, Umicore a mis en place un

Accord-cadre international sur le développement durable avec des syndicats internationaux.

RESPONSABILITÉ DE LA PERFORMANCE SOCIALE

La responsabilité de la performance sociale et de son impact incombe au comité de direction d'Umicore. Au sein du comité de direction, le CEO supervise les questions liées aux ressources humaines d'Umicore et est épaulé dans sa tâche par le Senior Vice President Human Resources. Les Executive Vice-Presidents sont responsables des aspects sociaux de leur propre business group. Au niveau des business units, chaque directeur assume la responsabilité de la performance sociale globale de sa propre business unit. Le directeur général de chaque site a une responsabilité similaire au niveau du site. Une structure Ressources Humaines régionale gère les aspects sociaux à l'échelon régional et national et apporte un soutien structurel aux business units dans tous les aspects de la gestion des ressources humaines.

PORTEE DE LA PERFORMANCE SOCIALE

La performance sociale et les indicateurs de performance sous-jacents ont des conséquences directes sur la main-d'œuvre d'Umicore (amélioration de la motivation et du bien-être à tous les niveaux de l'organisation et attraction et fidélisation des bonnes compétences).

Gérer les risques efficacement



M. Ko and Y. Kang à Cheonan

Chaque business unit évolue dans un environnement présentant des perspectives de croissance spécifiques et différents degrés d'incertitudes économiques et technologiques susceptibles d'influencer nos objectifs stratégiques. La première source d'identification des risques et opportunités se situe dès lors au sein de ces business units.

Chaque business unit est également responsable de l'atténuation de ses propres risques. Les mesures d'atténuation font systématiquement l'objet d'un rapport en fonction des objectifs stratégiques respectifs et des risques identifiés.

Certains départements du Groupe sont également chargés de gérer et d'atténuer certains risques sous les auspices du comité de direction. Ces risques concernent des aspects relatifs à l'ensemble du Groupe et sortent du cadre des business units. Ils comprennent les risques environnementaux, financiers, etc.

NOTRE SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

Umicore s'est dotée de mécanismes de contrôle interne afin d'offrir à la direction une confiance raisonnable en ce qui concerne notre capacité à atteindre nos objectifs. Ils concernent les aspects suivants :

- Efficacité et efficience des activités
- Fiabilité des processus et rapports financiers
- Respect des lois et règlements
- Atténuation des erreurs et des risques de fraude

Umicore a adopté le référentiel COSO pour sa gestion des risques et en a adapté les divers éléments de contrôle à sa structure organisationnelle et ses processus. Le « Umicore Way » et le « Code de conduite » sont les pierres angulaires du contrôle interne. Avec le concept de gestion par objectifs et la mise en place de rôles et responsabilités clairement définis, ils constituent le cadre opérationnel de l'entreprise.

Les mécanismes spécifiques de contrôle interne ont été élaborés par les business units, au niveau de leurs activités, tandis que les fonctions opérationnelles communes et les services corporate donnent des orientations et établissent des contrôles pour les activités transversales de l'entreprise. Ils ont abouti à des politiques, des procédures et des chartes spécifiques dans des domaines comme la gestion de la chaîne d'approvisionnement, les ressources humaines, les systèmes d'information, l'environnement, la santé et la sécurité au travail, le droit, la sécurité interne, ainsi que la recherche et le développement.

Umicore dispose d'un système de conditions minimales de contrôle interne (MICR) visant à réduire les risques financiers et à améliorer la fiabilité des rapports financiers. Dans le cadre des MICR d'Umicore, toutes les entités du Groupe doivent se conformer à un ensemble commun de contrôles internes couvrant 12 processus.

Dans le cadre des contrôles internes, une attention particulière est accordée à la séparation des tâches et à une définition claire des rôles et responsabilités. La conformité aux MICR est surveillée au moyen d'auto-évaluations validées par le senior management. Les résultats sont communiqués au comité de direction ainsi qu'au comité d'audit.

Sur un total de 12 processus, 2 (Procure-To-Pay, gestion de la technologie de l'information) ont été évalués en 2020 par les 99 entités de contrôle actuellement couvertes. Les évaluations des risques et les mesures prises par la direction locale pour atténuer les faiblesses potentielles au niveau du contrôle interne identifiées lors d'évaluations antérieures sont surveillées en permanence. Le département d'audit interne vérifie les évaluations de conformité dans le cadre de ses missions.

Notre système de gestion des risques permet à l'entreprise d'identifier les risques de manière à la fois proactive et dynamique et de gérer ou d'atténuer les risques vers un niveau acceptable, partout où cela est possible.

Notre système de gestion des risques permet à l'entreprise d'identifier les risques de manière à la fois proactive et dynamique et de gérer ou d'atténuer les risques vers un niveau acceptable, partout où cela est possible.



BUSINESS UNITS

Réaliser une analyse en vue d'identifier tous les risques significatifs (financiers et non financiers)

Décrire de façon détaillée chaque risque sur une « feuille d'incertitude » mentionnant l'impact potentiel, la probabilité, l'état d'avancement des mesures de gestion ou d'atténuation et les responsabilités

Rendre compte de manière ascendante au membre du Conseil de direction responsable de la business unit



MEMBRE DU CONSEIL DE DIRECTION

Identifier, évaluer et atténuer les risques



CONSEIL DE DIRECTION

Exploiter efficacement les opportunités commerciales

Evaluer l'impact de la conjoncture, du positionnement des concurrents, des évolutions technologiques ou des changements dans la réglementation sur la réalisation de la stratégie commerciale

Gérer les risques commerciaux et les atténuer



CONSEIL DE SURVEILLANCE

Evaluer le profil de risque de l'entreprise dans le cadre de la stratégie de l'entreprise et de facteurs externes

S'assurer qu'une gestion adéquate des risques et que des procédures de contrôle interne sont en place

COMITÉ D'AUDIT (AU NOM DU CONSEIL DE SURVEILLANCE)

Superviser et évaluer le système de contrôle interne et de gestion des risques, en examinant certains aspects de manière continue

AUDIT EXTERNE

Vérification indépendante

PRINCIPAUX RISQUES ET OPPORTUNITÉS

NOUS ADOPTONS UNE APPROCHE RAISONNÉE POUR GÉRER LES RISQUES ET SAISIR LES OPPORTUNITÉS

RISQUE & OPPORTUNITÉ	1 CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE ET LÉGISLATIF	2 APPROVISIONNEMENT DURABLE ET ÉTHIQUE	3 TECHNOLOGIE ET SUBSTITUTION	4 CYBERSÉCURITÉ	5 MARCHÉ	6 PRIX ET DISPONIBILITÉ DES MÉTAUX	7 ATTRACTION ET FIDÉLISATION DES TALENTS	8 CLIMAT ET ENVIRONNEMENT
DOMAINE D'INTERVENTION STRATÉGIQUE	PERFORMANCE ÉCONOMIQUE CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ ÉCO-EFFICACITÉ	PERFORMANCE ÉCONOMIQUE CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ	PERFORMANCE ÉCONOMIQUE CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ ÉCO-EFFICACITÉ	PERFORMANCE ÉCONOMIQUE	PERFORMANCE ÉCONOMIQUE CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ	PERFORMANCE ÉCONOMIQUE	UNE ENTREPRISE OÙ IL FAIT BON TRAVAILLER	PERFORMANCE ÉCONOMIQUE CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ ÉCO-EFFICACITÉ
CHANGEMENT DE PROFIL DE RISQUE	↑	→	↑	↑	↑	→	↑	↑
CHANGEMENT DU PROFIL D'OPPORTUNITÉ	↑	↑	↑	↑	↑	→	↑	↑

Clé : ↑ En Haussse → Stable

DOMAINES DE PRIORITÉ STRATÉGIQUE

PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ

ÉCO-EFFICACITÉ

1 CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE ET LÉGISLATIF

INFLUENCE POTENTIELLE

Umicore est exposée à des changements dans l'environnement réglementaire des pays ou régions où elle est présente. Les activités d'Umicore peuvent tirer parti de certaines tendances législatives, notamment celles relatives aux contrôles plus rigoureux des émissions pour les véhicules, à la mobilité à faible émission de carbone et au recyclage obligatoire des produits en fin de vie.

Certaines législations, telles que les lois environnementales ou relatives aux produits, peuvent entraîner des défis opérationnels, une augmentation des coûts et un contexte concurrentiel potentiellement inégal. La protection des données, la propriété intellectuelle et les questions relatives à sa protection ont un impact sur les entreprises axées sur la technologie.

CHANGEMENT DU PROFIL DE RISQUE



En hausse

ÉVALUATIONS DU CONTEXT

Partout dans le monde, les changements apportés aux législations existantes concernant les produits et l'entrée en vigueur de nouvelles lois peuvent avoir un impact sur nos activités. Bien que la législation européenne REACH soit toujours la plus pertinente pour Umicore, le REACH coréen gagne en importance. Pour plus d'informations, voir [note V4](#).

La volonté de parvenir à une mobilité propre est plus forte que jamais, une série de gouvernements prévoient donc des mesures de reprise verte et des leviers pour une mobilité plus propre dans leurs plans de sortie de crise, en particulier en Europe et en Chine, ainsi que des initiatives réglementaires pour protéger la qualité de l'air et réduire les émissions de gaz à effet de serre dans plusieurs régions. L'Europe a récemment reconfirmé son ambition de parvenir à une mobilité sans émissions et poursuit ses efforts en faveur d'objectifs de plus en plus exigeants concernant les émissions de CO₂. En Chine, le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information a annoncé en mars une reconduction du plan de subvention des véhicules à nouvelle énergie (VNE) de 2020 jusqu'à fin 2022. Il a également confirmé son engagement à long terme en vue de parvenir à un taux de pénétration cible de 20 % de VNE en 2025 et de 50 % en 2035, ce qui devrait favoriser l'électrification dans les prochaines années.

Le contexte géopolitique, le commerce et les tarifs douaniers sont toujours un facteur dans les activités transfrontalières d'Umicore.

CHANGEMENT DU PROFIL D'OPPORTUNITÉ



En hausse

MESURES PRISES PAR UMICORE

Umicore organise en permanence des formations sur les exigences réglementaires afin de garantir le respect des législations en vigueur.

Pour assurer en permanence la conformité aux lois environnementales de ses sites industriels, Umicore dispose d'un programme d'audit de conformité EHS bien établi et surveille constamment les modifications apportées aux exigences légales dans les régions où elle est active. Pour plus d'informations, voir l'annexe E8.

Umicore continue de jouer un rôle actif dans l'information des législateurs sur les diverses technologies de contrôle des émissions pour les véhicules diesel ou essence, afin de les aider à prendre des décisions avisées sur les futures normes d'émissions et d'essais. Nous veillons à ce que nos produits aient le droit d'être exploités et gérons proactivelement notre portefeuille de brevets. La conformité commerciale d'Umicore suit de près les conditions du commerce international et répond à leurs exigences.

Umicore suit de près tous les changements d'interprétation ainsi que les documents d'orientation qui pourraient impacter sa stratégie de mise en œuvre de REACH. En 2020, nous avons soumis 27 nouvelles substances à l'enregistrement dans le cadre de REACH en raison de nouveaux développements commerciaux. Dans le cadre de notre maintenance régulière, nous avons actualisé 76 dossiers REACH. Umicore a soumis 2 enregistrements en Corée en 2020 pour des substances chimiques prioritaires.

DOMAINES DE PRIORITÉ STRATÉGIQUE

PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ

CHANGEMENT DU PROFIL DE RISQUE



Stable

CHANGEMENT DU PROFIL D'OPPORTUNITÉ



En hausse

2 APPROVISIONNEMENT DURABLE ET ÉTHIQUE

INFLUENCE POTENTIELLE

Umicore a besoin de certains métaux ou matières premières contenant des métaux pour fabriquer ses produits et pour alimenter ses activités de recyclage. Certaines de ces matières premières sont comparativement rares et exigent des stratégies d'approvisionnement très spécifiques. La sécurisation d'un approvisionnement suffisant de ces matériaux est importante pour garantir la continuité du succès et la croissance de notre activité.

Certains métaux se trouvent également dans des régions confrontées à des défis sociaux. Le négoce en minerais et métaux précieux peut être utilisé pour financer des conflits armés, commettre des violations des droits de l'homme, s'appuyer sur le travail forcé ou le travail d'enfants et soutenir la corruption et le blanchiment d'argent. Nous veillons à ce que l'approvisionnement en minerais issus de zones à haut risque et affectées par des conflits soit en phase avec les valeurs d'Umicore, tout en procurant un avantage à nos clients.

ÉVALUATIONS DU CONTEXT

Les lois existantes et à venir visant à promouvoir l'approvisionnement responsable en minerais issus de zones de conflit (étain, tantale, tungstène et or) ont renforcé la visibilité et les inquiétudes dans le discours public concernant les conditions de l'approvisionnement en minerais issus de zones de conflit.

La COVID-19 et les mesures prises pour maîtriser la contagion pourraient avoir un impact sur la disponibilité de certains matériaux et sur la chaîne d'approvisionnement en général.

MESURES PRISES PAR UMICORE

En ce qui concerne la COVID-19, seuls quelques impacts limités et temporaires ont été signalés au niveau de la chaîne d'approvisionnement d'Umicore.

Umicore a mis en place des politiques et mesures couvrant les droits de l'homme, le droit des travailleurs à s'organiser, la négociation collective, l'égalité des chances et la non-discrimination, interdisant le travail des enfants ainsi que le travail forcé et conformes aux normes de l'Organisation internationale du travail (OIT). Ces engagements sont soutenus par un accord-cadre mondial sur le développement durable conclu avec IndustriALL Global Union et renouvelé en 2019.

En plus des politiques et des chartes existantes, telles que le Code de conduite, la Politique des droits de l'homme et la Charte d'approvisionnement durable d'Umicore, Umicore dispose également d'une politique spécifique en matière de « Chaîne d'approvisionnement responsable mondiale des minerais issus de zones de conflit ou à haut risque ».

En 2020, Umicore a de nouveau fait l'objet d'une validation tierce pour l'application de sa Charte d'approvisionnement durable du cobalt, qui s'aligne sur le « Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque ». Umicore continue de s'assurer que ses activités de production sont certifiées « sans lien avec un conflit » et reçoit de la LBMA et du RJC des certifications d'approvisionnement responsable spécifiques aux sites et aux métaux. Pour plus d'informations, voir [note V3](#).

Umicore reste le premier producteur de matériaux cathodiques qui propose des matériaux certifiés d'origine propre et éthique à ses clients.

En 2020, Umicore a décroché une médaille Platine d'EcoVadis, ce qui hisse le Groupe dans le top 1 % des acteurs du secteur.

Nous mettons à profit notre longue expérience croissante en approvisionnement durable pour plaider en faveur de pratiques plus responsables dans notre secteur. Pour en savoir plus sur certaines de nos actions de plaidoyer, voir [Promouvoir les initiatives positives](#).

DOMAINES DE PRIORITÉ STRATÉGIQUE

PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ

ÉCO-EFFICACITÉ

3 TECHNOLOGIE ET SUBSTITUTION**INFLUENCE POTENTIELLE**

Umicore est un groupe de technologie des matériaux qui met l'accent sur le développement de matériaux et de procédés innovants. Le choix et le développement de ces technologies pour des marchés existants et nouveaux représentent à la fois la principale opportunité et le principal risque pour Umicore.

Obtenir le meilleur rapport coût-performance pour les matériaux est une priorité pour Umicore et ses clients. Il existe un risque permanent de voir les clients rechercher des matériaux de substitution pour leurs produits, au cas où Umicore n'offrirait plus cet équilibre idéal. Ce risque est particulièrement présent dans les activités produisant des matériaux à base de métaux onéreux (en particulier ceux soumis à une volatilité historique des prix).

CHANGEMENT DU PROFIL DE RISQUE

En hausse

CHANGEMENT DU PROFIL D'OPPORTUNITÉ

En hausse

ÉVALUATIONS DU CONTEXT

Les tendances observées dans le domaine des matériaux pour batteries rechargeables dans les applications automobiles indiquent que les plateformes de matériaux NMC présentant une teneur augmentée en nickel ainsi qu'une teneur moyenne en nickel et faible en cobalt sont les technologies privilégiées par les clients sur les plateformes automobiles électrifiées actuelles et futures. Outre l'accent mis sur les matériaux pour batteries à haute performance, de nouveaux processus sont en cours de développement pour réduire les coûts et l'impact environnemental à travers l'ensemble de la chaîne de valeur des batteries.

En ce qui concerne le contrôle des émissions de véhicules, les débats réglementaires rappellent la nécessité de disposer d'un large éventail de technologies pour les applications essence et diesel. Les performances et le coût de ces technologies doivent être optimisés.

MESURES PRISES PAR UMICORE

Chaque année, le comité de direction sélectionne des projets d'innovation qui sont essentiels à la réalisation de nos ambitions de croissance à court et à long termes et qui concernent le développement de produits et de processus. La direction suit de très près ces technologies pour garantir la mise sur le marché rapide de nouveaux produits innovants.

Les investissements réalisés au cours des dernières années dans la R&D ont donné d'excellents résultats et ont créé l'espace nécessaire à repositionner la R&D. En 2020, les dépenses globales ont représenté 7 % des revenus. Le programme Innovation Fit for Future axé sur les bonnes pratiques pour l'excellence en matière d'innovation protège le leadership technologique et la croissance future d'Umicore.

Umicore fait breveter des technologies révolutionnaires. En 2020, elle a déposé 63 nouvelles familles de brevets.

Pour plus d'informations, voir [Recherche, Développement & Innovation](#).

DOMAINES DE PRIORITÉ STRATÉGIQUE

PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

4 CYBERSÉCURITÉ**INFLUENCE POTENTIELLE**

Les usines de production et les services d'Umicore dépendent fortement de la disponibilité des services informatiques.

L'indisponibilité des services, la perturbation des chaînes d'approvisionnement ou l'interruption de nos installations de production par des cyberattaques pourrait avoir un impact majeur sur nos clients. Une brèche de la confidentialité de la propriété intellectuelle aurait un impact négatif sur notre avantage concurrentiel. Une modification non autorisée des données financières pourrait mettre en péril l'exactitude des rapports aux actionnaires.

CHANGEMENT DU PROFIL DE RISQUE



En hausse

CHANGEMENT DU PROFIL D'OPPORTUNITÉ



En hausse

ÉVALUATIONS DU CONTEXT

Les cyberattaques peuvent être très ciblées et sophistiquées. Dans cet environnement, les menaces en pleine expansion et une couverture numérique grandissante augmentent les cyberattaques. Diverses entreprises de fabrication industrielle qui ont dû interrompre leurs activités pendant plusieurs semaines à la suite d'un incident cybernétique ont été largement couverts par les médias. Par ailleurs, l'utilisation grandissante d'un environnement de travail numérique (sur site et au domicile) renforce plus que jamais l'importance du rôle des services informatiques qui permettent un accès aisément à toutes les ressources de l'entreprise mais garantissent aussi la sécurité des informations.

MESURES PRISES PAR UMICORE

Umicore continue d'évaluer et d'améliorer régulièrement la sécurité de ses informations et l'état de la cyber-résistance de son paysage informatique face aux cybermenaces en évolution constante.

Une feuille de route sur la cybersécurité est en cours d'implémentation. Elle prévoit des projets destinés à préparer une certification ISO 27001/2 ainsi que des initiatives de sensibilisation à l'échelle du Groupe pour mettre l'accent sur l'importance de la sécurité des informations et de la cybersécurité. Des experts indépendants procèdent à des évaluations de la sécurité tandis que le Groupe agrandit son équipe de cybersécurité. Umicore multiplie ses investissements dans des systèmes et applications informatiques en lien avec la sécurité, notamment des processus de sauvegarde, une protection contre les virus et une sécurisation des accès sans oublier des outils d'authentification et de chiffrement. Les contrôles informatiques de la sécurité sont étendus et testés dans le cadre du processus d'audit externe d'Umicore.

L'état de la cybersécurité fait l'objet d'un rapport qui est soumis chaque semestre au comité de direction et dont le suivi est assuré par le comité d'audit.

DOMAINES DE PRIORITÉ STRATÉGIQUE

PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ

5 MARCHÉ

INFLUENCE POTENTIELLE

Les principaux secteurs desservis par Umicore sont l'automobile (matériaux pour la mobilité propre, recyclage), l'électronique (matériaux pour batteries rechargeables, recyclage, solutions de galvanoplastie et revêtement), ainsi que l'exploitation minière de métaux non-ferreux et le raffinage (activités de recyclage). Umicore est sensible à toute forte croissance ou réduction mondiale des niveaux d'activité ou perturbations de marché dans ces secteurs.

ÉVALUATIONS DU CONTEXT

En 2020, le secteur automobile mondial a été fortement touché par la pandémie du COVID-19, avec un contraste marqué entre la première et la seconde moitié de l'année. Au premier semestre de 2020, les fabricants d'automobiles ont dû mettre à l'arrêt leurs usines de production et fermer leurs concessions dans plusieurs régions clés en raison des confinements imposés par les gouvernements. La demande mondiale pour les voitures a amorcé un redressement au deuxième semestre de 2020, même s'il y avait des écarts entre les régions en termes de calendrier, de vitesse et d'intensité de la reprise.

Sur cette même période, la production automobile a augmenté de plus de 40 % par rapport au premier semestre (elle a néanmoins reculé de 2 % par rapport au deuxième semestre de 2019), la Chine s'affichant clairement comme le moteur de ce redémarrage mondial. D'autres marchés clés ont entamé leur redressement plus tard et plus graduellement et ont encore enregistré une croissance négative au deuxième semestre.

La forte contraction économique et la baisse de la production industrielle provoquées par le COVID-19 ont également eu un impact

CHANGEMENT DU PROFIL DE RISQUE



En hausse

significatif et plus prolongé sur le segment du marché des poids lourds diesel en 2020, sauf en Chine. Le marché mondial des voitures électriques a été profondément touché par la pandémie du COVID-19 au premier semestre et a rebondi au second semestre, principalement grâce à la forte croissance des voitures électriques en Europe et, plus tard dans l'année et dans une moindre mesure, grâce à l'augmentation des ventes de voitures électriques en Chine. En Chine, la demande de batteries pour voitures électriques est restée morose jusqu'à l'été et est devenue positive au second semestre, toutefois en comparaison à un second semestre 2019 en berne.. La demande en matériaux pour cathodes pour les véhicules électriques a été inférieure à la croissance prévue pour 2019 et 2020, ce qui s'est traduit par une capacité excédentaire importante et une pression sur les prix.

En Europe, la demande pour des batteries pour voitures électriques a enregistré une belle hausse tout au long de 2020, en particulier au second semestre, et a doublé par rapport à 2019. Cette croissance a été stimulée par les nouveaux modèles lancés par les constructeurs automobiles pour se conformer à la directive plus stricte relative au CO₂ entrée en vigueur en 2020, par les incitations locales offertes aux acheteurs de voitures électriques dans plusieurs pays dans le cadre de leurs plans de relance et par des choix plus écologiques de la part des consommateurs lors de l'achat d'une nouvelle voiture. Le ralentissement de la demande en matériaux destinés à l'électronique portable haut de gamme s'est accompagné d'une réduction de la demande en matériaux NMC utilisés dans des applications de stockage d'énergie.

En ce qui concerne le recyclage, notre processus reste unique, il a bénéficié du prix élevé des métaux et des niveaux d'activité tout aussi élevés ainsi que des conditions commerciales favorables en 2020, malgré la crise du COVID-19. L'approvisionnement mondial des

CHANGEMENT DU PROFIL D'OPPORTUNITÉ



En hausse

sous-produits industriels est resté favorable pendant toute cette période, malgré la mise à l'arrêt temporaire de certaines activités minières en réaction au COVID-19. Enfin, l'approvisionnement de matériaux en fin de vie est elle aussi restée forte.

MESURES PRISES PAR UMICORE

Umicore met en œuvre sa stratégie de croissance dans les secteurs des matériaux destinés à la mobilité propre et du recyclage. Malgré les graves perturbations provoquées par la pandémie de COVID-19 sur ses marchés finaux, Umicore a enregistré sa meilleure performance financière à ce jour, fortement aidée par les prix exceptionnellement élevés des métaux platinoides. Ces résultats soulignent la résilience d'Umicore et le bien-fondé de sa stratégie reposant sur la complémentarité de ses activités. Après de solides performances au premier semestre 2020, grâce à d'excellents résultats chez Recycling qui ont compensé l'impact du ralentissement de l'industrie automobile sur les résultats de Catalysis et d'Energy & Surface Technologies, le second semestre a été marqué par une forte amélioration séquentielle des revenus et bénéfices du groupe. Celle-ci a été alimentée par des performances opérationnelles solides et durables et par les cours soutenus des métaux, par les activités de Catalysis qui ont également connu une forte croissance grâce à la position de marché d'Umicore dans les technologies essence pour les véhicules légers, particulièrement en Chine et en Europe, et par une hausse des ventes de catalyseurs diesel pour poids lourds et de catalyseurs pour piles à combustible.

Umicore devrait continuer à bénéficier de manière disproportionnée de la pénétration accélérée de l'électromobilité grâce à son vaste portefeuille de technologies de matériaux certifiés conformes aux exigences automobiles les plus strictes et à ses capacités de production à l'échelle industrielle. Pour plus d'informations, voir [Performance économique](#).

DOMAINES DE PRIORITÉ STRATÉGIQUE

PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

6 PRIX ET DISPOBILITÉ DES MÉTAUX**INFLUENCE POTENTIELLE**

Les résultats financiers d'Umicore est exposé à des risques liés aux prix des métaux que nous traitons ou recyclons. Ces risques sont principalement liés à l'impact que les prix des métaux ont sur les bonis de métaux issus de matériaux fournis pour des fins de recyclage. Il s'agit du platine, du palladium, du rhodium, de l'or, de l'argent et d'un large éventail de métaux de base et spéciaux. Pour certains métaux cotés sur les marchés à terme, Umicore couvre une partie de son exposition future aux métaux afin de se prémunir en partie des risques de prix à l'avenir.

Umicore fait également face à des risques de prix de transaction sur les métaux. La majorité de ses transactions basées sur les métaux utilisent les références du marché des métaux mondial. Si les prix sous-jacents des métaux étaient constants, le prix qu'Umicore paye pour le métal contenu dans les matières premières achetées serait transféré au client comme faisant partie du prix facturé pour le produit. Cependant, en raison du laps de temps entre la transformation des matières premières achetées en produits et la vente de ces produits, la fluctuation du prix de référence des métaux crée des différences entre le prix payé pour le métal contenu et le prix reçu. Ainsi, il existe une exposition transactionnelle à toute fluctuation de prix survenant entre le moment de l'achat des matières premières (quand on fixe un « prix d'entrée » pour le métal) et le moment de la vente des produits (quand on fixe un « prix de sortie » pour le métal). La politique du Groupe consiste à couvrir le risque transactionnel autant que possible, principalement à travers des contrats à terme.

CHANGEMENT DU PROFIL DE RISQUE

Stable

Pour plus d'informations sur le risque structurel, les risques transactionnels et les risques liés aux stocks en relation avec les prix des métaux, voir [note F3](#).

Les matériaux produits par Umicore contiennent des métaux rares ou précieux, qui proviennent en partie d'opérations de recyclage en interne ; le reste est acheté à des producteurs de métal primaires. La capacité d'Umicore à se procurer la quantité requise de ce type de métaux est déterminante pour sa capacité à produire les matériaux qui ont été commandés par ses clients.

ÉVALUATIONS DU CONTEXT

Les prix des métaux précieux ont poursuivi leur augmentation en 2020, atteignant des niveaux historiquement hauts pour les métaux précieux et les platinoides. Le prix du rhodium a plus particulièrement augmenté au deuxième semestre, dans le contexte d'une offre tendue et d'une demande élevée du côté du secteur automobile.

La demande pour les produits contenant du cobalt a fluctué en 2020, frappée de plein fouet par la crise de la COVID-19 au premier semestre avant de montrer les premiers signes de reprise au deuxième semestre. Le prix du cobalt est resté stable tout au long de l'année.

CHANGEMENT DU PROFIL D'OPPORTUNITÉ

Stable

MESURES PRISES PAR UMICORE

En 2020 et au début de l'année 2021, Umicore a conclu des contrats à terme supplémentaires, sécurisant une partie substantielle de son exposition structurelle aux prix pour certains métaux précieux en 2021, 2022 et 2023, ce qui lui a procuré une meilleure prévisibilité des résultats. Pour 2021 et 2022, environ deux tiers de l'exposition prévue pour l'or et le palladium et un peu moins de la moitié de l'exposition prévue pour l'argent ont été verrouillés. En outre, près d'un tiers de l'exposition prévue pour le platine en 2021 a été couvert. Malgré l'absence d'un marché liquide à terme, Umicore a conclu des contrats à terme pour verrouiller une petite partie de son exposition prévue pour le rhodium en 2022 et 2023.

Umicore accroît sans cesse sa production de métaux rares et précieux à partir de ses capacités de recyclage, sécurisant ainsi une proportion significative de ses besoins en la matière. De plus, le Groupe cultive des relations commerciales étroites avec des producteurs de métal primaires de premier plan qui lui fournissent des métaux dans le cadre de contrats annuels ou de reconduction tacite.

DOMAINES DE PRIORITÉ STRATÉGIQUE

**UNE ENTREPRISE
OÙ IL FAIT BON
TRAVAILLER**

7 RECRUTEMENT ET FIDÉLISATION DES TALENTS**INFLUENCE POTENTIELLE**

Notre capacité à attirer et à fidéliser des personnes compétentes est essentielle à la réalisation de nos ambitions stratégiques et au développement de notre expertise, de nos connaissances et de nos capacités. Une incapacité à ce faire compromettrait notre aptitude à atteindre nos objectifs.

Horizon 2020 présumait sur une croissance pour Umicore, en particulier en Asie, une région caractérisée par des marchés de l'emploi très compétitifs et fluides. Pour Umicore, le défi consiste à attirer et garder les talents, sur l'ensemble de ses sites et dans toutes les régions, à une échelle suffisante et à un rythme approprié.

CHANGEMENT DU PROFIL DE RISQUE

En hausse

ÉVALUATIONS DU CONTEXT

En 2020, la pandémie de coronavirus (COVID-19) a durement touché les personnes, la société et les industries dans le monde entier.

CHANGEMENT DU PROFIL D'OPPORTUNITÉ

En hausse

MESURES PRISES PAR UMICORE

En réaction à l'épidémie de COVID-19, Umicore a déployé ses plans de continuité des activités et pris des mesures de précaution pour protéger la santé de ses collaborateurs et veiller à ce que leur lieu de travail soit un endroit sûr. Umicore a rapidement ajusté sa capacité de production là où cela s'avérait nécessaire et placé une partie de ses effectifs en chômage temporaire ; lorsque tous les sites de production ont repris leur activité, la plupart des employés en chômage temporaire ont repris le travail. Le télétravail a été instauré pour les fonctions administratives.

Umicore a introduit des mesures d'hygiène strictes et d'autres mesures de précaution dans ses installations à travers le monde et a envoyé des masques chirurgicaux à usage privé à tous ses employés, à leur domicile, à un moment où ces masques étaient indisponibles sur le marché libre. Une taskforce spécifique continue de surveiller ses activités à l'échelle mondiale en mettant l'accent sur la protection de la santé des employés.

Pour répondre à ses besoins de recrutement dans un contexte de COVID-19, Umicore est passée au recrutement et à l'intégration en mode virtuel chaque fois que c'est possible. Des opérateurs ont été recrutés et intégrés dans le respect de mesures de santé et de sécurité maximales.

Umicore a organisé des formations continues à la sécurité, en ligne et en petits groupes pour respecter les mesures sanitaires. D'autres formations, notamment sur le leadership et le développement, ont été reportées, tandis que l'offre a été adaptée pour permettre une présentation numérique dans un contexte virtuel mais s'est poursuivie au second semestre de 2020.

DOMAINES DE PRIORITÉ STRATÉGIQUE

PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

CHAÎNE DE VALEUR ET SOCIÉTÉ

ÉCO-EFFICACITÉ

8 CLIMAT & ENVIRONNEMENT

INFLUENCE POTENTIELLE

Les incidences sur l'environnement et le climat sont principalement liés à notre approvisionnement en matières premières primaires ou à l'extraction de ces matières premières primaires par nos fournisseurs. Les gisements miniers faciles à exploiter se raréfient fortement et la richesse des minerais est toujours moindre. De nombreux métaux spéciaux indispensables aux nouvelles technologies respectueuses de l'environnement ne peuvent être produits qu'en tant que sous-produits d'autres métaux. Il est de plus en plus important de traiter des matériaux complexes issus de sources non minières, telles que les résidus industriels et les matériaux en fin de vie.

Le changement climatique provoque des catastrophes naturelles extrêmes, des fluctuations chroniques des températures moyennes et des régimes de précipitations, et l'élévation du niveau de la mer. Cela pourrait impacter nos sites ou notre chaîne d'approvisionnement. Le renforcement des réglementations concernant la consommation énergétique et les émissions peuvent entraîner une hausse des coûts opérationnels.

Notre licence d'exploitation repose sur notre gestion des impacts de nos activités dans les communautés où nous sommes présents. Les activités industrielles du passé ont besoin d'être activement gérées et réhabilitées.

CHANGEMENT DU PROFIL DE RISQUE



En hausse

ÉVALUATIONS DU CONTEXT

La société civile et le discours politique demandent de plus en plus que l'entreprise joue un rôle actif dans l'atténuation du changement climatique. Dans le contexte de la COVID-19, l'intérêt porté aux performances environnementales et climatiques du secteur privé et de l'industrie a augmenté, tout comme l'intérêt suscité par le développement d'une « reprise verte ».

La transition en cours vers une économie à faible émission de carbone continue d'offrir à Umicore des occasions d'étendre et de développer des processus par des moyens susceptibles d'atténuer le changement climatique et les risques environnementaux et de lutter contre eux.

MESURES PRISES PAR UMICORE

Umicore joue un rôle clé dans la transition vers un futur à faible émission de carbone, nos matériaux répondant aux tendances mondiales en faveur de la qualité de l'air et de la mobilité électrique et notre modèle d'entreprise en boucle fermée assurant une bonne gestion des ressources.

Notre usine de Hoboken est l'installation de recyclage de métaux précieux la plus grande et la plus complexe au monde. Elle traite plus de 200 types de matières premières et valorise une vingtaine de métaux différents. Nous veillons à ce qu'un volume élevé de nos métaux provienne de sources secondaires : déchets de production, résidus et matériaux en fin de vie. Nous pouvons également recycler les résidus et les déchets de production des clients pour les aider à maximiser l'efficacité de leurs matériaux, puis transformer les matériaux récupérés en nouveaux produits. Au total, nous récupérons 28 métaux grâce à nos activités en boucle fermée et adaptons sans cesse nos processus afin de recycler de nouveaux produits en fin de vie, plus complexes. Notre processus de recyclage

CHANGEMENT DU PROFIL D'OPPORTUNITÉ



En hausse

à haut rendement continue de jouer un rôle moteur dans l'efficacité des ressources et contribue à l'économie circulaire.

Notre empreinte mondiale et la localisation de nos divers sites réduisent notre exposition aux risques physiques. Les nouveaux sites ont été choisis en tenant compte de leur proximité par rapport aux clients, de l'accès à de la main-d'œuvre compétente, de l'excellence de la logistique, de l'infrastructure et de l'énergie verte.

Umicore réalise des évaluations du cycle de vie de l'ensemble de ses produits et services sur une base tournante et en continu afin de mieux connaître leur performance environnementale en sélectionnant soigneusement les substances chimiques, le mix énergétique et les matières premières, y compris les matériaux recyclés. Pour son nouveau site de production de batteries en Pologne, Umicore maintient son engagement de se fournir en électricité issue de sources renouvelables.

Nous veillons à ce que nos activités actuelles respectent les normes environnementales les plus strictes en matière de qualité de l'air et de l'eau et travaillons chaque année à l'amélioration de notre efficacité énergétique et de notre empreinte écologique malgré notre croissance et l'augmentation de notre production. Pour plus d'informations, voir [Rapport d'activité environnemental](#).

Umicore gère son héritage environnemental historique, elle garantit des provisions financières adéquates qui sont revues deux fois par an. Pour plus d'informations, voir [E7](#) et [F29](#).

En 2020, Umicore a poursuivi son travail de préparation stratégique relatif aux impacts climatiques et environnementaux.

Rapport de gouvernance d'entreprise

G1 CONTEXTE DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE	89	G6 INFORMATIONS PERTINENTES EN CAS D'OFFRE	92	G9 CODE DE CONDUITE	94
G2 STRUCTURE ORGANISATIONNELLE	89	PUBLIQUE D'ACQUISITION	92	G10 DÉLIT D'INITIÉ ET MANIPULATION BOURSIÈRE	95
G3 ACTIONNAIRES	90	G7 CONFLITS D'INTÉRÊTS (ARTICLES 7:115 ET 7:117 DU CSA - ARTICLES 523-524TER DE L'ANCIEN CODE DES SOCIÉTÉS)	94	G11 Conformité avec le Code GE 2020	95
G4 CONSEIL DE SURVEILLANCE	90	G8 COMMISSAIRE	94	G12 REMUNERATION POLICY	95
G5 CONSEIL DE DIRECTION	92		94	G13 RAPPORT DE RÉMUNÉRATION	95

G1 CONTEXTE DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Pendant l'exercice 2020 Umicore (également la « Société ») était assujettie au Code belge de gouvernance d'entreprise 2020 (le « Code GE 2020 »), qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Le Code GE est disponible en français, en néerlandais et en anglais sur le site internet de la Commission Corporate Governance belge (www.corporategovernancecommittee.be).

Suite à l'entrée en vigueur du Code GE 2020, le conseil de surveillance de la Société a adopté une nouvelle charte de gouvernance d'entreprise d'Umicore (la « Charte GE ») le 30 juillet 2020. La Charte GE a encore été modifiée par le conseil de surveillance le 9 décembre 2020. Elle décrit de manière détaillée la structure de gouvernance de l'entreprise, ainsi que les politiques et les procédures du groupe Umicore. La Charte GE peut être consultée sur le site internet d'Umicore (<https://www.umincore.com/storage/group/2020-07-30-cg-charter-en.pdf>) ou obtenue auprès du département Group Communications d'Umicore.

Umicore a exposé sa mission, ses valeurs et les fondements de sa philosophie organisationnelle dans un document intitulé «The Umicore Way». Ce document décrit la façon dont Umicore envisage sa relation avec ses clients, ses actionnaires, ses collaborateurs et la société en général. L'Umicore Way est étayé par des codes et politiques d'entreprise détaillés, dont la plus importante est le Code de Conduite (voir G9).

En termes de philosophie organisationnelle, Umicore opte pour la décentralisation et pour l'octroi d'une large autonomie à chacune de ses business units. Celles-ci veillent à leur tour à contribuer à la création de valeur pour le groupe et à adhérer aux stratégies, aux politiques, et aux normes de celui-ci, ainsi qu'à sa démarche en faveur du développement durable.

Dans ce contexte, Umicore estime qu'une structure appropriée de gouvernance d'entreprise est une condition essentielle dans une optique de succès à long terme. Ceci suppose un processus décisionnel efficace, basé sur une répartition claire des responsabilités. Ce système doit permettre un équilibre optimal entre la culture d'entrepreneuriat au niveau des business units et des procédés efficaces de pilotage et de contrôle. La Charte GE définit de manière plus détaillée les responsabilités des actionnaires, du conseil de surveillance, du CEO et du conseil de direction ainsi que le rôle spécifique du comité d'audit et du comité de nomination et de rémunération. Le présent rapport fournit des informations sur les enjeux de la gouvernance concernant pour l'essentiel l'exercice 2020.

G2 STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

La structure organisationnelle de la Société a profondément été modifiée en 2020 suite aux résolutions de l'assemblée générale extraordinaire du 30 avril 2020 visant à mettre les statuts de la Société en

conformité avec le nouveau Code belge des sociétés et des associations (le « CSA ») et à adopter une structure d'administration duale.

Avant l'assemblée générale extraordinaire du 30 avril 2020, le conseil d'administration était l'organe décisionnel suprême d'Umicore, sauf pour les questions que l'ancien Code des sociétés ou les statuts d'Umicore réservaient spécifiquement à l'assemblée générale des actionnaires.

Suite à l'adoption d'une structure d'administration duale, telle que prévue dans le CSA, par l'assemblée générale extraordinaire du 30 avril 2020, le conseil de direction de la Société est désormais l'organe décisionnel pour toutes les matières qui ne sont pas explicitement réservées à l'assemblée générale des actionnaires ou au conseil de surveillance en vertu du CSA ou des statuts de la Société.

Le conseil de surveillance est chargé de la politique générale et de la stratégie d'Umicore, ainsi que de tous les actes qui sont réservés spécifiquement au conseil d'administration dans un système d'administration moniste. Il nomme et révoque le CEO et les autres membres du conseil de direction ; il supervise également le conseil de direction. Le conseil de surveillance est assisté dans ses missions par un comité d'audit et un comité de nomination et de rémunération.

La gestion journalière d'Umicore a été déléguée au CEO, qui est également président du conseil de direction.

Le conseil de direction, sous la direction du CEO, est chargé de proposer la stratégie globale de la Société et du groupe Umicore au conseil de surveillance. Le conseil de direction est également responsable de la gestion opérationnelle de la Société et du groupe Umicore. Il approuve les stratégies des différentes business units et contrôle leur mise en œuvre. Le conseil de direction a ensuite la responsabilité d'analyser les différents risques et opportunités que pourrait rencontrer Umicore à court, moyen ou long terme (voir section sur la gestion des risques) et de faire en sorte que des systèmes soient mis en place afin de les gérer. Le conseil de direction est collégialement responsable de la définition et de la mise en œuvre de l'approche d'Umicore en matière de développement durable.

Umicore est organisée en business groups, qui comprennent à leur tour des business units partageant des caractéristiques communes en termes de produits, de technologies et de marchés d'utilisateurs finaux. Certaines business units sont subdivisées en business lines, orientées vers leur marché. Afin d'apporter une structure d'assistance à l'échelle du groupe, Umicore dispose de plates-formes de gestion régionale en Chine, en Amérique du Nord, au Japon et en Amérique du Sud. Le siège du groupe est établi en Belgique (Bruxelles). Il remplit, pour l'ensemble du groupe, une série de fonctions de support, comme les questions juridiques, les finances, les ressources humaines, la fiscalité, l'audit interne et les relations avec le public et les investisseurs.

G3 ACTIONNAIRES

3.1 ACTIONS ÉMISES – STRUCTURE DU CAPITAL

Au 31 décembre 2020, 246.400.000 actions Umicore étaient en circulation.

L'identité des actionnaires ayant déclaré une participation égale ou supérieure à 3% au 31 décembre 2020 est consultable sous la rubrique [Comptes annuels abrégés de la société mère\(p. 182\)](#)

Au 31 décembre 2020, Umicore détenait 5.733.685 actions propres, soit 2,33% de son capital. Les informations concernant l'autorisation des actionnaires pour le rachat d'actions par Umicore et la situation actuelle des rachats sont respectivement consultables dans la Charte GE et sur le site internet d'Umicore.

Pendant l'exercice, 1.024.435 actions propres ont été affectées à l'exercice d'options sur actions du personnel et 66.430 ont servi à l'octroi d'actions, dont 10.000 aux membres du conseil de surveillance, 52.000 aux membres du conseil de direction et 4.430 dans le cadre de la conversion partielle en actions du bonus d'un membre du conseil de direction.

3.2 POLITIQUE ET PAIEMENT DES DIVIDENDES

Umicore a pour objectif de payer un dividende annuel stable ou en progression régulière, sauf en cas de circonstances exceptionnelles.

En 2020, Umicore a payé un dividende brut de € 0,375 par action pour l'exercice 2019, soit une diminution de € 0,375 par rapport au dividende brut payé en 2019 relatif à l'exercice 2018.

En juillet 2020, le conseil de surveillance a décidé de payer un acompte sur dividende brut de € 0,25 par action, qui a été versé le 25 août 2020.

3.3 ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DES ACTIONNAIRES EN 2020

Les assemblées générales (ordinaire, spéciale et extraordinaire) des actionnaires ont eu lieu le 30 avril 2020 avec des modalités de participation réduites, conformément à l'arrêté royal n° 4 du 9 avril 2020 en matière de copropriété et de droit des sociétés et des associations dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19. Par conséquent, les actionnaires n'ont pas eu la possibilité d'assister physiquement à ces réunions, mais seulement par voie de vote par correspondance ou par procuration. Lesdites assemblées ont cependant fait l'objet d'une diffusion en direct (ou en différé) sur internet.

Lors de l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires ont adopté les résolutions classiques concernant les comptes annuels, l'affectation des résultats et la décharge aux administrateurs et au commissaire

¹ Soit membre du conseil de surveillance à partir du 30 avril 2020.

² Soit membres indépendants du conseil de surveillance à dater du 30 avril 2020.

³ Conseil de surveillance à partir du 30 avril 2020.

⁴ Membres du conseil de surveillance à compter du 30 avril 2020.

pour l'exercice de leurs mandats respectifs en 2019. A la même assemblée, Monsieur Mario Armero a été nommé administrateur¹ de la Société pour une durée de 3 ans ; de même, les mandats d'administrateurs indépendants² de Madame Ines Kolmsee et de Madame Liat Ben-Zur ont été renouvelés pour une durée de 3 ans. L'assemblée générale annuelle des actionnaires a également approuvé la rémunération du conseil d'administration³ pour 2020. Les informations détaillées concernant la rémunération des administrateurs⁴ en 2020 peuvent être consultées dans le rapport de rémunération.

L'assemblée générale spéciale des actionnaires a approuvé une clause de changement de contrôle conformément à l'ancien article 556 du Code des sociétés.

Enfin, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a modifié les statuts en vue de les mettre en concordance avec les dispositions du CSA et d'introduire une structure d'administration duale. En conséquence, tous les membres de l'ancien conseil d'administration, à l'exception du CEO, sont devenus membres du conseil de surveillance. Les membres de l'ancien comité de direction, y compris le CEO, sont devenus membres du conseil de direction à la suite des résolutions adoptées par le conseil de surveillance à la même.

G4 CONSEIL DE SURVEILLANCE

4.1 INTRODUCTION

Comme indiqué plus haut, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 30 avril 2020 a adopté la structure d'administration duale, telle que prévue par le CSA. Dès lors, l'ancien conseil d'administration de la Société a été remplacé par un conseil de surveillance à compter de cette date. Tous les membres de l'ancien conseil d'administration, à l'exception du CEO, sont devenus membres du conseil de surveillance, également à partir de cette date.

Toute référence au conseil de surveillance dans le présent chapitre doit être lue comme une référence à l'ancien conseil d'administration, dans la mesure où elle réfère à des événements survenus avant ladite assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 30 avril 2020.

4.2 COMPOSITION

Le conseil de surveillance, dont les membres sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires à majorité simple, sans quorum de présence, doit être composé d'au moins 6 membres. Le mandat des membres du conseil de surveillance ne peut pas dépasser 4 ans. Dans la pratique, ils sont élus pour 3 ans et sont rééligibles. Un membre du conseil de surveillance ne peut pas être en même temps membre du conseil de direction.

Les membres du conseil de surveillance peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires, décidant à la majorité simple. Aucun quorum de présence n'est requis pour la révocation des membres du conseil de surveillance. Le conseil de surveillance a le droit de coopter des membres du conseil de surveillance en cas de poste vacant. L'assemblée générale suivante doit ensuite décider de la nomination définitive du membre du conseil de surveillance concerné. Ce dernier termine le mandat de son prédécesseur.

Au 31 décembre 2020, le conseil de surveillance était composé de 9 membres. À la même date, 6 membres du conseil de surveillance étaient indépendants, au sens de l'article 3.5 du Code GE 2020.

En termes de genre et de diversité culturelle, le conseil de surveillance compte 3 femmes et 6 nationalités parmi ses 9 membres au 31 décembre 2020. La diversité découle aussi des formations universitaires : ingénierat, droit, économie, finance, et langues appliquées. L'expérience sectorielle cumulée du conseil de surveillance est large et couvre les secteurs de l'automobile, de l'électronique, de la chimie, des métaux, de l'énergie, de la finance et du secteur académique/scientifique. L'expérience dans les secteurs public et privé et dans les régions où Umicore est active est aussi bien représentée. Dans son ensemble le conseil de surveillance possède une solide expérience dans le domaine de la gestion d'opérations industrielles et compte 8 membres qui remplissent ou ont rempli la fonction de CEO. Le conseil de surveillance dispose aussi d'une expérience collective dans des thématiques directement reliées aux objectifs non financiers d'Horizon 2020 telles que santé-sécurité, attraction et fidélisation des talents et approvisionnement durable.

En 2020, la composition du conseil de surveillance a subi les modifications suivantes :

- Monsieur Mario Armero a été nommé administrateur (et donc membre du conseil de surveillance) pour un terme de trois ans à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 30 avril 2020 ;
- Monsieur Gérard Lamarche a démissionné en sa qualité d'administrateur en date du 30 avril 2020 ;
- Suite à l'incompatibilité des fonctions de membre du conseil de direction et de membre du conseil de surveillance, Monsieur Marc Grynberg, qui fût membre du conseil d'administration jusqu'à l'adoption de la nouvelle structure d'administration dual par l'assemblée générale extraordinaire du 30 avril 2020, n'a pas été nommé membre du conseil de surveillance par la même assemblée extraordinaire des actionnaires.

Par ailleurs, les mandats d'administrateur indépendant (et donc de membres indépendants du conseil de surveillance) de Madame Ines Kolmsee et de Madame Liat Ben-Zur ont été renouvelés pour une durée de trois ans en date du 30 avril 2020.

Enfin, M. Koenraad Debackere a été nommé vice-président du conseil de surveillance le 30 juillet 2020.

4.3 RÉUNIONS ET THÈMES

Le conseil de surveillance a tenu onze réunions ordinaires en 2020. Dix de ces réunions ont été tenues par voie de vidéoconférence suite à la pandémie Covid-19. À deux reprises, le conseil de surveillance a également pris des décisions par consentement unanime exprimé par écrit.

En 2020, le conseil de surveillance a entre autres abordé les thèmes suivants :

- prestations financières du groupe Umicore ;
- approbation des états financiers annuels et semestriels ;
- arrêté des comptes annuels statutaires et consolidés, et approbation des rapports annuels statutaires et consolidés (y compris le rapport de rémunération ainsi que la politique de rémunération) ;
- approbation de l'ordre du jour des assemblées générales ordinaire, spéciale et extraordinaire des actionnaires et convocation de celles-ci ;
- mises à jour liées au Covid-19 ;
- projets d'investissement et de désinvestissement ;
- émission d'obligations convertibles (et approbation de rapports et documents dans ce contexte) ;
- rapports du comité d'audit ;
- opportunités stratégiques et défis opérationnels ;
- évolutions des affaires et des technologies, et actualisation du marché ;
- gouvernance d'entreprise (y compris l'approbation de la Charte GE) ;
- sensibilité au prix des métaux et évolution du fonds de roulement ;
- projets et mises à jour en matière de fusions et d'acquisitions ;
- évaluation annuelle des performances du CEO et des autres membres du conseil de direction ;
- évaluation du conseil de surveillance et de ses comités ;
- plan de relève du conseil de surveillance et du conseil de direction ;
- distribution d'un acompte sur dividende.

4.4 EVALUATION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET DE SES COMITÉS

Le conseil de surveillance procède, au moins tous les trois ans, à une évaluation de son fonctionnement et de son interaction avec le conseil de direction, ainsi que de sa taille, sa composition et son fonctionnement et de ceux de ses comités. La dernière évaluation a eu lieu en 2020 et y incluait des retours d'information préalables et une discussion de fond lors d'une réunion du conseil de surveillance tenue en juillet 2020.

4.5 COMITÉ D'AUDIT

La composition du comité d'audit ainsi que les qualifications de ses membres sont totalement en accord avec les exigences de l'article 7:99 du CSA ainsi que du Code GE 2020.

Le comité d'audit est composé de trois membres du conseil de surveillance, dont deux sont indépendants. Madame Ines Kolmsee est présidente de ce comité.

La composition du comité d'audit n'a pas été modifiée en 2020.

Tous les membres du comité d'audit ont une expérience significative en matière de comptabilité et d'audit comme le prouve leur curriculum vitae.

Le comité s'est réuni à quatre reprises en 2020, dont trois fois par voie de vidéoconférence. En marge de l'analyse des comptes 2019 et de ceux du premier semestre de 2020, le comité a également abordé divers rapports et thèmes en matière de contrôle interne, d'information financière et de gestion des risques, ainsi que de cybersécurité, du plan de relève du commissaire et d'autres sujets en matière d'audit. Le plan d'audit interne pour 2021 a été approuvé. Le comité s'est réuni avec le commissaire du groupe, et a analysé et approuvé les services non-audit rendus. Les membres du comité d'audit ont également eu des discussions ad hoc avec le senior management.

4.6 COMITÉ DE NOMINATION ET DE RÉMUNÉRATION

La composition du comité de nomination et de rémunération est totalement en accord avec les exigences de l'article 7:100 du CSA ainsi que du Code GE 2020.

Au 31 décembre 2020, le comité de nomination et de rémunération était composé de cinq membres du conseil de surveillance, dont trois étaient indépendants. Il est présidé par le président du conseil de surveillance.

La composition du comité a connu les modifications suivantes en 2020 :

- Monsieur Mario Armero a été nommé membre du comité à dater du 9 décembre 2020 ;
- Monsieur Koenraad Debackere a également été nommé membre du comité à dater du 9 décembre 2020.

En 2020, le comité de nomination et rémunération s'est réuni à cinq reprises, dont trois fois par voie de vidéoconférence. Durant la même période, le comité a examiné la politique de rémunération pour les membres du conseil de surveillance, ceux des comités du conseil de surveillance, et ceux du conseil de direction. Il a également discuté du règlement des plans d'octroi d'actions et d'options sur actions proposés en 2020. Le comité a également discuté du plan de succession au niveau du conseil de surveillance et du conseil de direction.

G5 CONSEIL DE DIRECTION

5.1 INTRODUCTION

Comme indiqué plus haut, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 30 avril 2020 a adopté la structure d'administration duale, telle que prévue par le CSA. Dès lors, l'ancien comité de direction de la Société a été remplacé par un conseil de direction à compter de cette date. Tous les sept membres de l'ancien comité de direction, y compris le CEO, ont été nommés membres du conseil de direction, également à partir de cette date.

Toute référence au conseil de direction dans le présent chapitre doit être lue comme une référence à l'ancien comité de direction, dans la mesure où elle réfère à des événements survenus avant ladite assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 30 avril 2020.

5.2 COMPOSITION

Le conseil de direction doit compter au moins quatre membres. Il est présidé par le CEO. Tous les membres du conseil de direction, y compris le CEO, sont nommés par le conseil de surveillance, sur recommandation du comité de nomination et de rémunération.

La composition du conseil de direction n'a pas été modifiée en 2020.

Au 31 décembre 2020, le conseil de direction était constitué de 7 membres, y compris le CEO.

5.3 EVALUATION

Le conseil de direction revoit et évalue régulièrement son fonctionnement. Cette évaluation est également discutée au sein du comité de nomination et de rémunération et présentée au conseil de surveillance.

La dernière évaluation de la performance du CEO et des autres membres du conseil de direction a eu lieu le 6 février 2020.

G6 INFORMATIONS PERTINENTES EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE D'ACQUISITION

6.1 RESTRICTIONS RELATIVES AUX TRANSFERTS DE TITRES

Les statuts d'Umicore n'imposent aucune restriction en ce qui concerne le transfert d'actions ou d'autres titres.

En outre, la Société n'a connaissance d'aucune restriction imposée par la loi, sauf dans le cadre de la législation en matière d'abus de marché et des obligations de lock-up imposées par le CSA en ce qui concerne certaines attributions d'actions.

Les options sur actions Umicore qui sont octroyées au CEO, aux membres du conseil de direction et à certains employés d'Umicore en vertu de plans d'intéressement ne peuvent pas être transférées entre vifs.

6.2 DÉTENTEURS DE TITRES CONFÉRANT DES DROITS DE CONTRÔLE SPÉCIAUX

Il n'y a pas de détenteurs de titres conférant des droits de contrôle spéciaux.

6.3 RESTRICTIONS RELATIVES AU DROIT DE VOTE

Les statuts d'Umicore n'imposent aucune restriction concernant l'exercice des droits de vote par les actionnaires, pour autant que les actionnaires concernés soient admis à l'assemblée générale des actionnaires et qu'ils ne soient pas déchus de leurs droits. Les conditions d'admission aux assemblées générales sont mentionnées dans l'article 20 des statuts de la Société. Conformément à l'article 7 des statuts, si un titre fait l'objet de droits concurrents, l'exercice des droits y afférents est suspendu jusqu'à la désignation d'une seule personne comme étant, à l'égard de la Société, propriétaire du titre.

À la connaissance du conseil de surveillance, aucun des droits de vote afférents aux actions émises par la Société n'était suspendu au 31 décembre 2020 en vertu de la loi, à l'exception des 5.733.685 actions détenues par la Société elle-même à cette date (article 7:217 §1 du CSA).

6.4 PLANS D'ACTIONNARIAT SALARIÉ OÙ LES DROITS DE CONTRÔLE NE SONT PAS EXERCÉS

DIRECTEMENT PAR LES EMPLOYÉS

Umicore n'a pas lancé de tels plans d'actionnariat salarié.

6.5 CONVENTIONS ENTRE ACTIONNAIRES

À la connaissance du conseil de surveillance, il n'existe pas de convention(s) entre actionnaires de nature à restreindre le transfert de titres et/ou l'exercice de droits de vote.

6.6 MODIFICATIONS DES STATUTS

Excepté pour les augmentations de capital décidées par le conseil de surveillance dans les limites du capital autorisé, seule une assemblée générale extraordinaire des actionnaires est habilitée à modifier les statuts d'Umicore. Une assemblée générale des actionnaires peut seulement délibérer sur des modifications statutaires (y compris les augmentations ou réductions du capital, ainsi que les fusions, les scissions et une mise en liquidation) si au moins 50% du capital souscrit est représenté. Si ce quorum de présence n'est pas atteint, une nouvelle assemblée générale extraordinaire doit être convoquée. Celle-ci

¹ L'autorisation fut à l'origine conférée à l'ancien conseil d'administration, mais elle a été automatiquement transférée au conseil de surveillance suite à l'adoption de la nouvelle structure d'administration duale par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 30 avril 2020.

délibérera quelle que soit la part du capital représentée. En règle générale, les modifications des statuts de la Société ne sont adoptées que si elles recueillent 75% des votes. Le CSA impose une majorité supérieure dans des cas spécifiques, comme la modification de l'objet social ou de la forme juridique de la Société.

Les statuts d'Umicore ont été modifiés une fois en 2020, suite aux résolutions adoptées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 30 avril 2020 en vue de les mettre en concordance avec les dispositions du CSA (y compris l'introduction d'une structure d'administration duale).

6.7 CAPITAL AUTORISÉ – RACHAT D'ACTIONS

La Société peut procéder à une augmentation de capital sur décision du conseil de surveillance dans les limites du capital autorisé. L'autorisation doit être accordée par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires. Le montant et la durée de l'augmentation sont limités. Par ailleurs, l'augmentation est soumise à des restrictions spécifiques en termes de justification et de finalités.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 26 avril 2018 (résolutions publiées le 29 mai 2018) a renouvelé l'autorisation au conseil de surveillance d'augmenter le capital de la Société. Le conseil de surveillance est autorisé à augmenter le capital, en une ou plusieurs fois, d'un montant maximum de € 55.000.000. Elle est valable jusqu'au 28 mai 2023 inclus, mais pourra être renouvelée.

En date du 31 décembre 2020, le conseil de surveillance avait utilisé ses pouvoirs sous le capital autorisé à une reprise, à l'occasion de l'émission, au 15 juin 2020, d'obligations convertibles non garanties et non subordonnées, à échéance 2025 pour un montant total de € 500.000.000. Ces obligations convertibles ont un coupon zéro et leur prix de conversion initial s'élève à € 55,32 par action. Dans le cadre de l'émission de ces obligations convertibles, le conseil de surveillance avait décidé de supprimer le droit de préférence des actionnaires existants conformément à l'article 7:191 *juncto* 7:198 du CSA. Les conditions et modalités des obligations convertibles prévoient que les obligations peuvent être converties en nouvelles actions et/ou en actions existantes ; en cas de conversion en nouvelles actions, celles-ci seront émises dans le cadre du capital autorisé. Les conditions et modalités précitées prévoient également des cas spécifiques de remboursement anticipé au gré de la Société et/ou des obligataires.

Le montant exact à allouer au capital autorisé précité de € 55.000.000 ne pourra être déterminé, le cas échéant, que lors de la conversion (entièbre ou partielle) des obligations convertibles en nouvelles actions.

En vertu d'une résolution de l'assemblée générale extraordinaire du 26 avril 2018, la Société peut acquérir ses actions dans les limites de 10% du capital souscrit, à un prix par action compris entre € 4 et € 100. Cette autorisation est valable jusqu'au 31 mai 2022 inclus. La même autorisation a été accordée

aux filiales directes de la Société. En 2020, la Société a racheté 1.200.000 actions propres en vertu de cette autorisation.

6.8 ACCORDS PASSÉS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET LES ADMINISTRATEURS OU EMPLOYÉS, AYANT POUR BUT D'INDEMNISER CES DERNIERS EN CAS DE DÉMISSION OU DE LICENCIEMENT SANS RAISON VALABLE, OU S'ILS PERDENT LEUR EMPLOI À LA SUITE D'UNE OFFRE PUBLIQUE D'ACQUISITION

En cas de destitution dans les 12 mois suivant une prise de contrôle de la Société, tous les senior vice-présidents du groupe Umicore ont droit à une indemnité équivalant à 36 mois de leur salaire de base. En ce qui concerne les membres du conseil de direction, il est renvoyé au rapport de rémunération ((p. 95)).

G7 CONFLITS D'INTÉRÊTS (ARTICLES 7:115 ET 7:117 DU CSA - ARTICLES 523-524TER DE L'ANCIEN CODE DES SOCIÉTÉS)

Le 6 février 2020, préalablement à toute délibération ou décision à ce sujet, Marc Grynberg, qui à cette date était membre de l'ancien conseil d'administration, a déclaré qu'il avait un conflit d'intérêts direct de nature patrimoniale dans la mise en œuvre des décisions prises par le conseil d'administration au sujet de l'évaluation de sa performance et de sa rémunération (y compris l'octroi d'actions et d'options). En vertu de l'article 523 de l'ancien Code des sociétés, applicable à cette date, Marc Grynberg n'a pris part ni aux délibérations ni au vote du conseil d'administration concernant cette décision.

Ces décisions ont eu/auront les conséquences patrimoniales suivantes :

A - RÉMUNÉRATION FIXE ET VARIABLE :

Le CEO a perçu une rémunération fixe de € 720.000 en 2020. Également en 2020, il a reçu une rémunération variable en espèces de € 87.500 (partie non-différée de sa rémunération variable en espèces pour l'année de référence 2019).

Par ailleurs il a perçu en 2020 un montant brut de € 256.500 à titre de partie différée de sa rémunération variable en espèces pour l'année de référence 2017 basée sur (1) le critère de rentabilité retenu au niveau du groupe Umicore, c'est à dire la moyenne de 3 ans du rendement des capitaux investis (ROCE) pour les années de référence 2017, 2018 et 2019 (soit 14,4% donnant lieu à un paiement de 69%) et (2) la moyenne de croissance de l'EBIT sur une période de 3 ans pour les mêmes années de référence 2017, 2018 et 2019 multipliée par 2 (c'est-à-dire 13,2% donnant lieu à un paiement de 26%).

La fourchette du ROCE est fixée entre 7,5% (= paiement de 0%) et 17,5% au maximum (= paiement de 100% si tous les objectifs sont atteints). Si le ROCE se situe entre l'un des pourcentages susmentionnés, le montant à verser sera calculé au prorata. L'impact de la croissance moyenne de l'EBIT est calculé en multipliant par 2 le pourcentage moyen de croissance de l'EBIT sur les années de référence. Le critère

¹ Soit un membre du conseil d'administration ou du comité de direction jusqu'à l'assemblée générale extraordinaire tenue le 30 avril 2020.

de croissance moyenne de l'EBIT n'est applicable qu'à condition que le pourcentage moyen composé de croissance de l'EBIT récurrent s'élève à au moins 10%.

B - OCTROI D'ACTIONS ET D'OPTIONS SUR ACTIONS :

Les conséquences patrimoniales pour Umicore sont : 1) soit, aussi longtemps qu'Umicore décide de garder les actions qu'elle détient aujourd'hui : le coût de financement et la possibilité de maintenir ces titres dans son portefeuille jusqu'à la date de livraison des actions attribuées ou la date d'exercice des options; ou, 2) si, et dans la mesure où Umicore déciderait de vendre ces actions à une date ultérieure, la différence entre le prix d'exercice des options et la valeur de marché des actions qu'Umicore devrait racheter à cette date.

En 2020, aucune transaction spécifique ou engagement contractuel n'a été établi entre, d'une part, un membre du conseil de surveillance ou du conseil de direction¹ et, d'autre part, Umicore ou une de ses filiales.

G8 COMMISSAIRE

L'assemblée générale annuelle du 30 avril 2020 a renouvelé le mandat de commissaire de PricewaterhouseCoopers Bedrijfsrevisoren/Réviseurs d'Entreprises SRL pour une durée de 3 ans. Le commissaire est représenté pour l'exercice de son mandat par Monsieur Kurt Cappoen.

Les critères d'indépendance du commissaire peuvent être obtenus auprès d'Umicore.

G9 CODE DE CONDUITE

Umicore applique un Code de conduite à tous ses employés, représentants et membres du conseil de surveillance et du conseil de direction. Ce Code de conduite est indispensable si Umicore entend créer et maintenir une relation de confiance et de professionnalisme avec ses principaux partenaires, à savoir ses employés, ses partenaires commerciaux, ses actionnaires, les autorités et le public.

Le principal objectif du Code de conduite d'Umicore est de veiller à ce que toutes les personnes agissant pour le compte d'Umicore exercent leurs activités dans le respect de la déontologie, des lois et règlements, ainsi que des normes fixées par Umicore à travers ses politiques, directives et règles présentes et futures. Le Code de conduite contient une section spécifique consacrée aux plaintes et aux inquiétudes des travailleurs et des dénonciateurs.

Le Code de conduite se trouve à l'Annexe 6 de la Charte GE.

G10 DÉLIT D'INITIÉ ET MANIPULATION BOURSIÈRE

La politique d'Umicore en matière d'abus de marché y compris de délit d'initié est décrite dans l'Umicore Dealing Code, qui peut être consulté dans l'Annexe 7 de la Charte GE.

G11 CONFORMITÉ AVEC LE CODE GE 2020

Durant l'exercice 2020 les systèmes et procédures de gouvernance d'entreprise d'Umicore étaient conformes au Code GE 2020, à une exception près, liée à l'octroi d'options sur actions au CEO. Comme expliqué dans la politique de rémunération, telle qu'approuvée par l'assemblée ordinaire des actionnaires en date du 30 avril 2020, les options sur actions octroyées au CEO sont définitivement attribuées à leur date d'octroi, tel que convenu contractuellement. Ceci dévie de la disposition 7.11 du Code GE 2020. Mais même si ces options sur actions sont immédiatement définitivement attribuées, elles ne peuvent pas être exercées avant trois ans, conformément à ladite disposition 7.11.

G12 REMUNERATION POLICY

Le 6 février 2020, le comité de nomination et de rémunération a présenté la politique de rémunération (la « Politique ») au conseil de surveillance pour discussion et approbation. Cette Politique décrit les principes de rémunération des membres du conseil de surveillance et du conseil d'administration d'Umicore¹ et est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020. La Politique a été approuvée lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires d'Umicore le 30 avril 2020 avec 82,07 % de votes favorables (sans tenir compte des votes d'abstention, conformément à la loi belge des entreprises).

La Politique est disponible sur le site Web d'Umicore:

 UMICORE.COM/EN/INVESTORS/GOVERNANCE/DOCUMENTS/REMUNERATION-POLICY/

G13 RAPPORT DE RÉMUNÉRATION²

RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

La rémunération des membres du conseil de surveillance est conforme à la Politique et n'a pas changé par rapport à l'année précédente, à l'exception d'une petite modification concernant les jetons de présence supplémentaires pour les membres du conseil de surveillance résidant en dehors de la Belgique.

Ces jetons de présence supplémentaires s'appliquent également dès 2020 aux réunions du comité, à condition d'y assister en personne et que celles-ci ne soient pas combinées avec une réunion du conseil de surveillance.

Conseil de surveillance

- **Président** : émoluments fixes annuels : € 60 000 + € 5 000 par présence à chaque réunion + 2 000 actions Umicore + voiture de société
- **Membre** : émoluments fixes annuels : € 27 000 + € 2 500 par présence à chaque réunion + € 1 000 par présence en personne à chaque réunion (pour les membres résidant à l'étranger) + 1 000 actions Umicore

Comité d'audit

- **Président** : émoluments fixes annuels : € 10 000 + € 5 000 par présence à chaque réunion
- **Membre** : émoluments fixes annuels : € 5 000 + € 3 000 par présence à chaque réunion + € 1 000 par présence en personne à chaque réunion (pour les membres résidant à l'étranger)

Comité de nomination et de rémunération

- **Président** : € 5 000 par présence à chaque réunion
- **Membre** : € 3 000 par présence à chaque réunion + € 1 000 par présence en personne à chaque réunion (pour les membres résidant à l'étranger)

Aperçu de la rémunération des membres du conseil de surveillance en 2020

Toutes les composantes de la rémunération des membres du conseil de surveillance pour l'année considérée sont détaillées dans le tableau ci-dessous.

¹ Le conseil d'administration et le comité de direction respectivement pour la période de 1 janvier 2020 à 30 avril 2020.

² Toute référence dans le présent rapport de rémunération au conseil de surveillance ou au conseil d'administration d'Umicore doit être lue comme une référence respectivement au conseil d'administration et au comité exécutif d'Umicore lorsqu'elle se rapporte à des événements ou à des circonstances survenus avant l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 30 avril 2020, comme indiqué dans le rapport sur la gouvernance d'entreprise ci-dessus.

13.1 APERÇU DE LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

en (€)							
Nom Mandat	Date de début de fin	Rémunération fixe	Actions (1) ¹	Jetons de présence	Participation aux réunions En ligne/En personne	Autre (Voiture)	Total
LEYSEN T.							217.385
Président du conseil de surveillance	19-11-2008	60.000	74.660	55.000	10 / 1	2.725	
Président comité de nomination et de rémunération	19-11-2008			25.000	4 / 1		63.548
ARMERO M.							
Membre du conseil de surveillance	30-4-2020	18.074	24.974	17.500	7 / 0		
Membre du comité de nomination et de rémunération	9-12-2020			3.000	1 / 0		99.330
BEN-ZUR L.							
Membre du conseil de surveillance	25-4-2017	27.000	37.330	12.500	5 / 0		
CHOMBAR F.							
Membre du conseil de surveillance	26-4-2016	27.000	37.330	20.000	7 / 1		
Membre du comité de nomination et de rémunération	26-4-2018			15.000	4 / 1		
DEBACKERE K.							
Membre du conseil de surveillance	26-4-2018	27.000	37.330	25.000	9 / 1		
Membre du comité d'audit	26-4-2018	5.000		12.000	3 / 1		
Membre du comité de nomination et de rémunération	9-12-2020			3.000	1 / 0		109.330

en (€)						
GARRETT M. 106.330						
Membre du conseil de surveillance	28-4-2015	27.000	37.330	26.000	9 / 1	
Membre du comité de nomination et de rémunération	25-4-2017			16.000	4 / 1	
KOLMSEE I. 120.330						
Membre du conseil de surveillance	26-4-2011	27.000	37.330	26.000	9 / 1	
Président du comité d'audit	28-4-2015	10.000		20.000	3 / 1	
LAMARCHE G. 32.282						
Membre du conseil de surveillance	25-4-2020	8.926	12.356	11.000	3 / 1	
MEURICE E. 87.830						
Membre du conseil de surveillance	28-5-2015	27.000	37.330	23.500	8 / 1	
RAETS L. 108.830						
Membre du conseil de surveillance	25-4-2019	27.000	37.330	27.500	10 / 1	
Membre du comité d'audit	25-4-2019	5.000		12.000	3 / 1	

1 L'attribution d'actions se rapporte aux services rendus au cours de l'année considérée. Les actions ont été attribuées le 15 mai 2020 et ont été estimées à la juste valeur marchande de l'action à € 37,33, ce qui correspond au cours de clôture de l'action le 14 mai 2020 (la valeur de l'action est fixée selon le cours de clôture de l'action le plus bas la veille de la date de livraison et le cours de clôture moyen des 30 derniers jours civils avant la date de livraison).

RÉMUNÉRATION DU CEO ET DES AUTRES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil de surveillance du 6 février 2020 a revu la rémunération du CEO et des autres membres du conseil d'administration, sur la base des recommandations du comité de nomination et de rémunération à la suite d'une étude comparative avec des entreprises de taille similaire en Europe et cotées par l'indice BEL 20.

La rémunération du CEO et des autres membres du conseil d'administration comprenait en 2020 les éléments suivants : émoluments fixes, rémunération variable, rémunération liée aux actions, plans de retraite et autres avantages.

Rémunération du CEO

Sur proposition du comité de nomination et de rémunération, le conseil de surveillance du 6 février 2020 a décidé d'établir la rémunération fixe du CEO à € 720 000 à compter du 1^{er} janvier 2020, et de maintenir une rémunération variable annuelle potentielle, rétribuée en espèces, de € 700 000 pour l'année considérée.



140 000 options sur actions ont été attribuées pour 2020 dans le cadre du plan annuel « Umicore Incentive Stock Option Plan ».

Le conseil de surveillance du 10 février 2021 a en outre décidé d'attribuer 10 000 actions Umicore pour des services rendus au cours de l'année considérée. Ces actions sont bloquées pendant trois ans et ne sont pas soumises à quelque droit de déchéance.

Toutes les composantes de la rémunération du CEO pour l'année considérée sont détaillées dans le tableau ci-dessous.

Rémunération des autres membres du conseil d'administration

Sur proposition du comité de nomination et de rémunération, le conseil de surveillance du 6 février 2020 a décidé d'établir la rémunération fixe des autres membres du conseil d'administration à € 440 000 à compter du 1^{er} janvier 2020, et de maintenir une rémunération variable annuelle potentielle, rétribuée en espèces, de € 380 000 pour l'année considérée. 30 000 options sur actions par personne ont été attribuées pour 2020 dans le cadre du plan annuel « Umicore Incentive Stock Option Plan ». M. Goffaux a reçu 10 000 options sur actions supplémentaires suite à son affectation en Corée du Sud.

Le conseil de surveillance du 10 février 2021 a en outre décidé d'attribuer 7 000 actions Umicore par personne pour des services rendus au cours de l'année considérée. Ces actions sont bloquées pendant trois ans et ne sont pas soumises à quelque droit de déchéance.

Toutes les composantes de la rémunération des autres membres du conseil d'administration pour l'année considérée sont détaillées dans le tableau ci-dessous.

Rémunération des membres du conseil d'administration – Aperçu 2020

13.2 APERÇU DE LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

en (€)												
Nom Position	Mandat Date de début Date de fin	Rémunération Fixe (1) ¹	Variable non différée 50% (2) ²	Variable différée 50% (3) ³	Actions (4) ⁴	Options sur actions (5) ⁵	Plans de pension (6) ⁶	Autres (7) ⁷	Total	Ratio fixe (8) ⁸	Ratio variable (9) ⁹	
Grynberg M.	19/11/2008	720.000	315.000	159.300	470.800	904.400	214.677	54.332	2.838.509	83%	17%	
CEO												
Csoma S.	01/11/2012	440.000	190.000	88.500	329.560	193.800	128.089	40.447	1.410.396	80%	20%	
EVP												
Goffaux D.	01/07/2010	440.000	95.000	88.500	334.273	258.400	128.196	162.352	1.506.721	88%	12%	
EVP												
Kiessling R.	01/02/2019	440.000	190.000	0	329.627	193.800	91.872	23.306	1.268.605	85%	15%	
EVP												
Nolens G.	01/07/2015	440.000	190.000	88.500	329.560	193.800	131.857	16.517	1.390.234	80%	20%	
EVP												
Platteeuw F.	01/11/2012	440.000	190.000	88.500	329.560	193.800	132.421	23.823	1.398.104	80%	20%	
CFO												
Steegen A.	01/10/2018	440.000	190.000	22.125	329.560	193.800	91.872	21.922	1.289.279	84%	16%	
EVP												
Reymondet P.	01/08/2003	-	-	88.500	-	-	-	-	88.500	0%	100%	
EVP	31/01/2019											
Van Sande M.	01/09/1998	-	-	22.125	-	-	-	-	22.125	0%	100%	
EVP	31/03/2018											

1 La rémunération fixe inclut les rémunérations fixes des entités d'Umicore.

2 La variable non différée a été déterminée conformément à la Politique et se rapporte à l'année considérée 2020. Le paiement a été effectué en espèces en 2021.

3 La variable différée se rapporte à l'année de référence 2018 et tient compte, sur les années 2018-2019-2020, d'un ROCE moyen de 13,4 %, ce qui correspond à un versement de 59 % de l'objectif différé pour 2018, et d'une moyenne de croissance composée de l'EBIT de 9,4 %, ce qui est inférieur au seuil de 10 % et ne donne donc pas lieu à un paiement variable supplémentaire. Le paiement a été effectué en espèces en 2021.

4 L'attribution d'actions se rapporte aux services rendus au cours de l'année considérée 2020. Les actions ont été attribuées le 11 février 2021 et ont été estimées à la juste valeur marchande de l'action à € 47,08, ce qui correspond au cours de clôture de l'action le plus bas la veille de la date de livraison et au cours de clôture moyen des 30 derniers jours civils avant la date de livraison. Dans le cadre de la fiscalité allemande et coréenne, les actions ont été évaluées respectivement à € 47,09 (cours le plus bas du marché des actions à la date de livraison), € 48,00 (cours de clôture des actions à la date de livraison).

5 L'attribution d'options sur actions se rapporte aux services rendus au cours de l'année considérée 2020. Les options sur actions ont été attribuées le 10 février 2020 et ont été estimées à une valeur notionnelle de € 6,46 par option selon l'équation de Black & Scholes. Voir tableau G13.4 pour toutes les transactions d'options sur actions au cours de l'année considérée.

6 Inclut les plans à cotisations définies et à prestations définies (coût des services).

7 Inclut les frais de représentation, l'avantage en nature voiture de société, les avantages assurances et autres avantages pour M. Goffaux D. suite à son affectation en Corée du Sud (logement, prime de mobilité, assurance médicale).

8 (1)+(4)+(5)+(6)+(7)/Rémunération totale

9 (2)+(3)/Rémunération totale

INFORMATIONS COMPARATIVES SUR L'ÉVOLUTION DE LA RÉMUNÉRATION – RATIO DE RÉMUNÉRATION

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de l'évolution annuelle de la rémunération du CEO, des autres membres du conseil d'administration (globalement), des mandats au sein du conseil de surveillance et des comités, de la rémunération moyenne des employés en équivalents temps plein et des performances de l'entreprise. Les années de rémunération incomplètes dues à un début ou une fin de mandat au cours de l'année de référence ont été ajustées sur une base annuelle. Le nombre d'actions dans le tableau représente, pour toutes les années, le nombre d'actions pris en compte lors du fractionnement d'actions du 16 octobre 2017.

La rémunération moyenne des employés se rapporte à Umicore (Belgique), conformément aux dispositions légales en vigueur

13.3 TABLEAU COMPARATIF SUR L'ÉVOLUTION DE LA RÉMUNÉRATION ET LES RÉSULTATS DE L'ENTREPRISE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	Evolution annuelle	2016 vs 2015	2017 vs 2016	2018 vs 2017	2019 vs 2018	2020 vs 2019	Remarques
Rémunération conseil de direction	Composant de la rémunération						
	Fixe	0,0%	3,0%	2,9%	0,0%	2,9%	
	Variable	2,8%	27,0%	-24,8%	-5,6%	37,9%	
CEO	Nombre d'actions	0,0%	0,0%	0,0%	-3,8%	0,0%	
	Nombre d'options sur actions	0,0%	0,0%	0,0%	-6,7%	0,0%	
	Pension + autres	-42,8%	4,8%	1,1%	8,2%	13,0%	
	Fixe	0,1%	2,5%	3,3%	0,4%	4,5%	
Membres du conseil de direction (excl. CEO)	Variable	7,0%	31,1%	-28,0%	18,3%	10,6%	
	Nombre d'actions	0,0%	0,0%	0,0%	-5,4%	0,0%	
	Nombre d'options sur actions	0,0%	0,0%	0,0%	-14,3%	5,6%	(1) ¹
	Pension + autres	-2,1%	-7,4%	-2,3%	1,9%	13,8%	(2) ²
RÉMUNÉRATION CONSEIL DE SURVEILLANCE	Composant de la rémunération						
Président conseil de surveillance	Fixe	0,0%	0,0%	50,0%	0,0%	0,0%	
	Jetons de présence/réunion	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
	Nombre d'actions	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
Président comité d'audit	Fixe	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
	Jetons de présence/réunion	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
	Nombre d'actions	-	-	-	-	-	

	Evolution annuelle	2016 vs 2015	2017 vs 2016	2018 vs 2017	2019 vs 2018	2020 vs 2019	Remarques
		2016 vs 2015	2017 vs 2016	2018 vs 2017	2019 vs 2018	2020 vs 2019	
Président comité de nomination et de rémunération	Fixe	-	-	-	-	-	
	Jetons de présence/réunion	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
	Nombre d'actions	-	-	-	-	-	
Membre conseil de surveillance	Fixe	0,0%	35,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
	Jetons de présence/réunion	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
	Nombre d'actions	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
Membre comité d'audit	Fixe	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
	Jetons de présence/réunion	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
	Nombre d'actions	-	-	-	-	-	
Membre comité de nomination et de rémunération	Vast	-	-	-	-	-	
	Anwezigheidsvergoeding/vergadering	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
	Aantal aandelen	-	-	-	-	-	

LA RÉMUNÉRATION MOYENNE DES SALARIÉS, SUR UNE BASE ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN

% de changement par rapport à l'année précédente	2,5%	5,1%	3,6%	3,7%	2,7%
LA PERFORMANCE DE LA SOCIÉTÉ	2015	2016	2017	2018	2019
ROCE	13,7%	14,6%	15,1%	15,4%	12,6%
EBIT M€	330	351	410	514	509
% de changement ROCE par rapport à l'année précédente	6,6%	3,4%	2,0%	-18,2%	-4,0%
% de changement EBIT par rapport à l'année précédente	6,4%	16,8%	25,4%	-1,0%	5,4%

1 L'augmentation par rapport à 2019 correspond aux options sur actions supplémentaires reçues par M. Goffaux D. suite à son affectation en Corée du Sud.

2 L'augmentation par rapport à 2019 correspond aux avantages liés à l'affectation à l'étranger de M. Goffaux D. pour l'ensemble de l'année considérée (prime de mobilité, logement, assurance médicale).

Le ratio de rémunération 2020 entre le niveau de rémunération le plus élevé et le plus bas chez Umicore (Belgique) équivaut à 62.

TRANSACTIONS ET PLANS D'ACTIONS ET D'OPTIONS SUR ACTIONS EN 2020

Transactions d'options sur actions du conseil d'administration 2020

Le tableau ci-dessous donne un aperçu du nombre d'options sur actions attribuées, exercées et expirées au cours de l'année considérée, ainsi que des dispositions essentielles des plans d'options sur actions en cours.

13.4 TRANSACTIONS D'OPTIONS SUR ACTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Transactions d'options sur actions en 2020					
Nom Position	Options Octroyées		Options Exercées		Options Expirées
Grynsberg M. CEO	ISOP 2020 ISOP 2015	140.000 75.000	ISOP 2014 ISOP 2015	150.000 7.500	0
Csoma S. EVP	ISOP 2020	30.000			0
Goffaux D. EVP	ISOP 2020	40.000	ISOP 2015	7.500	0
Kiessling R. EVP	ISOP 2020	30.000	ISOP 2015 ISOP 2016	9.000 9.000	0
Nolens G. EVP	ISOP 2020	30.000			0
Platteeuw F. CFO	ISOP 2020 ISOP 2016	30.000 5.000	ISOP 2015 ISOP 2016	15.000 5.000	0
Steegen A. EVP	ISOP 2020	30.000			0

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DES PLANS D'OPTIONS SUR ACTIONS EN COURS

ISOP PLAN	Date d'attribution	Prix d'exercice *1	Période d'exercice Début - Fin
2020	10/02/2020	42,050	10/02/2023 - 09/02/2027
2019	11/02/2019	34,080	01/03/2022 - 10/02/2026
2018	09/02/2018	40,900	01/03/2021 - 08/02/2025
2017	13/02/2017	25,500	01/03/2020 - 12/02/2024
2016	05/02/2016	16,632	01/03/2019 - 04/02/2023
2015	09/02/2015	17,289	01/03/2018 - 08/02/2022
2014	10/02/2014	16,143	01/03/2017 - 09/02/2021

1 * Les prix d'exercice tiennent compte du fractionnement d'actions du 16 octobre 2017

Toutes les options exercées et autres transactions liées aux actions sont détaillées sur le site web de la FSMA.

Attribution d'actions au conseil d'administration 2020

Le tableau ci-dessous donne un aperçu du nombre d'actions attribuées en 2020 au CEO et aux autres membres du conseil d'administration pour les services rendus en 2019. Les actions ont été attribuées le 10 février 2020 et ont été estimées à la juste valeur marchande de l'action à € 42,05, ce qui correspond au cours de clôture de l'action le 7 février 2020 (la valeur de l'action est fixée selon le cours de clôture de l'action le plus bas la veille de la date de livraison et le cours de clôture moyen des 30 derniers jours civils avant la date de livraison). Dans le cadre de la fiscalité allemande et coréenne, les actions ont été évaluées respectivement à € 41,41 et € 43,75. Les actions sont bloquées pendant trois ans jusqu'au 9 février 2023 inclus et ne sont pas soumises à quelque droit de déchéance.

M. Goffaux D. a décidé de recevoir une partie de sa rémunération variable en espèces sous forme d'actions Umicore, ce qui représente 4 430 actions supplémentaires, attribuées le 2 mars 2020 et estimées à la juste valeur marchande de l'action à € 37,77, ce qui correspond au cours de clôture de l'action le 28 février 2020 (la valeur de l'action est fixée selon le cours de clôture de l'action le plus bas la veille de la date de livraison et le cours de clôture moyen des 30 derniers jours civils avant la date de livraison). Dans le cadre de la fiscalité coréenne, les actions ont été évaluées à € 38,26. Ces actions sont bloquées pendant deux ans jusqu'au 1^{er} mars 2022 inclus.

13.5 ATTRIBUTION D'ACTIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nom Position	Number of shares received in 2020	Remarque
Grynsberg M. CEO	10.000	
Csoma S. EVP	7.000	
Goffaux D. EVP	11.430	
Kiessling R. EVP	6.417	Au pro rata de la durée du mandat en 2019 depuis 01/02/2019
Nolens G. EVP	7.000	
Platteeuw F. CFO	7.000	
Reymondet P. EVP	583	Au pro rata de la durée du mandat en 2019 jusqu'au 31/01/2019
Steegen A. EVP	7.000	

Conformément à la Politique de rémunération d'Umicore, le CEO est tenu de constituer - dans les 3 ans suivant la date de sa nomination - et de conserver un minimum de 30 000 actions Umicore pendant toute la durée de son mandat. Cette exigence s'applique également aux autres membres du conseil d'administration, pour un minimum de 15 000 actions.

Le 31 décembre 2020, le CEO et les autres membres du conseil d'administration ont atteint cette exigence minimale d'actionnaires, à l'exception de M. Kiessling R. et de Mme Steegen A. qui sont tous deux encore dans le délai des trois ans pour constituer le minimum requis.

Les membres du conseil d'administration détiennent conjointement un nombre total de 1 144 097 actions au 31 décembre 2020.

Attribution d'actions au conseil de surveillance 2020

Le tableau ci-dessous donne un aperçu du nombre d'actions attribuées en 2020 aux membres du conseil de surveillance pour les services rendus en 2020. Les actions ont été attribuées le 15 mai 2020 et ont été estimées à la juste valeur marchande de l'action à € 37,77, ce qui correspond au cours de clôture de l'action le 14 mai 2020 (la valeur de l'action est fixée selon le cours de clôture de l'action le plus bas la veille de la date de livraison et le cours de clôture moyen des 30 derniers jours civils avant la date de livraison). Les actions doivent être conservées pendant au moins un an après que le membre a quitté le conseil de surveillance et au moins trois ans après la date de livraison.

13.6 ATTRIBUTION D'ACTIONS AU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Nom Mandat au conseil de surveillance	Nombre d'actions reçues en 2020	Remarque
Leysen T. Président	2.000	
Armero M. Membre	669	Au pro rata de la durée du mandat en 2020 depuis 30/04/2020
Ben-Zur L. Membre	1.000	
Chombar F. Membre	1.000	
Debackere K. Membre	1.000	
Garrett M. Membre	1.000	
Kolmsee I. Membre	1.000	
Lamarche G. Membre	331	Au pro rata de la durée du mandat en 2020 depuis 30/04/2020
Meurice E. Membre	1.000	
Raets L. Membre	1.000	

Les membres du conseil de surveillance détiennent conjointement un nombre total de 960 387 actions au 31 décembre 2020.

MODIFICATION RELATIVE À LA RÉMUNÉRATION DEPUIS LA FIN DE L'ANNÉE 2020

Le rapport de rémunération 2019 a été approuvé avec 81% de votes favorables.

Rémunération des membres du conseil de surveillance

Après examen de la rémunération globale des membres du conseil de surveillance et de chaque composante de la rémunération, le comité de nomination et de rémunération a conclu le 5 février 2021 que la rémunération était appropriée.

Rémunération du CEO

Le comité de nomination et de rémunération du 5 février 2021 a revu la rémunération du CEO sur la base d'une étude comparative avec entreprises de taille similaire en Europe et cotées par l'indice BEL 20.

Sur proposition du comité de nomination et de rémunération, le conseil de surveillance du 10 février 2021 a décidé de maintenir la rémunération annuelle fixe et la rémunération variable annuelle potentielle, rétribuée en espèces, au même niveau. 80 000 options sur actions ont été attribuées pour 2021 dans le cadre du plan annuel « Umicore Incentive Stock Option Plan ». Les modifications susmentionnées sont conformes à la Politique.

Rémunération des autres membres du conseil d'administration

Le comité de nomination et de rémunération du 5 février 2021 a revu la rémunération des autres membres du conseil d'administration sur la base d'une étude comparative avec des entreprises de taille similaire en Europe et cotées par l'indice BEL 20.

Sur proposition du comité de nomination et de rémunération, le conseil de surveillance du 10 février 2021 a décidé de maintenir la rémunération annuelle fixe à € 440 000, mais d'augmenter la rémunération variable annuelle potentielle, rétribuée en espèces, de € 380 000 à € 400 000 à compter de l'année de résultats 2021. Le nombre d'options sur actions attribuées pour 2021 dans le cadre du plan annuel « Umicore Incentive Stock Option Plan » a été maintenu au même niveau. Les modifications susmentionnées sont conformes à la Politique.

Rapport d'activité économique

1 GROUPE
2 Catalysis

104 3 Energy and Surface Technologies
106 4 Recycling

107 5 RÉPARTITION DES BÉNÉFICES
108

109

1 GROUPE

CHIFFRES CLÉS

en millions d'euros sauf mention contraire

	Annexe	2016	2017	2018	2019	2020
Chiffre d'affaires		11.086	12.277	13.717	17.485	20.710
Revenus (hors métaux)		2.667	2.916	3.271	3.361	3.239
EBITDA ajusté	F9	527	599	720	753	804
EBIT ajusté	F9	351	410	514	509	536
dont sociétés associées	F9	18	30	5	11	8
Ajustements EBIT	F9	(110)	(46)	(14)	(30)	(237)
EBIT Total	F9	232	343	500	479	299
Marge EBIT ajustée		12.5	13.1	15.5	14.8	16,3
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (en %)	F31	14.6	15.1	15.4	12.6	12,1
Taux d'imposition ajusté (en %)	F13	25	25.7	24.4	24.7	24,2
Résultat net ajusté, part du Groupe	F9	233	267	326	312	322
Résultat net, part du Groupe	F9	131	212	317	288	131
Frais de recherche & développement	F9	156	175	196	211	223
Investissements	F34	287	365	478	553	403
Cash-flow net avant financement	F34	141.9	(381)	(604)	(271)	99
Total des actifs, fin de période		4,146	5,116	6,053	7,023	8,341
Capitaux propres, part du Groupe, fin de période	F24	1,790	1,803	2,609	2,593	2,557
Capitaux propres						298,3
Dette financière nette consolidée, fin de période		296	840	861	1,443	1,414
Ratio d'endettement, fin de période		13,8	31,1	24,4		35,2
Dette nette / EBITDA ajusté sur les 12 derniers mois		0.56x	1.40x	1.19x		1.92x
Capitaux engagés, fin de période		2397	3.003	3.802	4.442	4,457
Capitaux engagés, moyenne		2399	2710	3.344	4.048	4,451

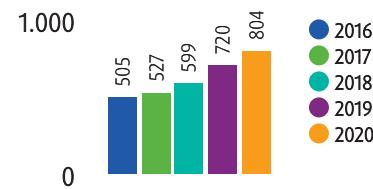
DONNÉES PAR ACTION

(en euros/action)

	Annexe	2016	2017	2018	2019	2020
Bénéfice par action de base ajusté	F39	1.07	1.22	1.36	1.30	1,34
Bénéfice par action de base	F39	0.60	0.97	1.33	1.20	0,54
Bénéfice par action dilué	F39	0.60	0.96	1.31	1.19	0,54
Dividende brut pour l'année		0.65	0.70	0.75	0.375	0,75
Cash-flow net avant financement, de base	F34	0.65	(1.74)	(2.53)	(1.13)	0,41
Total des actifs, fin de période		18.96	23.31	25.11	29.17	34,66
Capitaux propres, part du Groupe, fin de période		8.18	8.21	10.83	10.77	10,63
Cours de bourse						
Maximum		29.36	39.88	53.14	43.85	47,49
Minimum		16.19	24.28	34.17	25.11	29,76
Moyenne		23.89	31.45	45.01	34.24	39,02
Cours de clôture		27.08	39.46	34.86	43.36	39,29

EBITDA AJUSTÉ

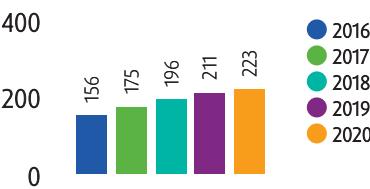
Millions d'euros

**REVENUS (HORS MÉTAL)**

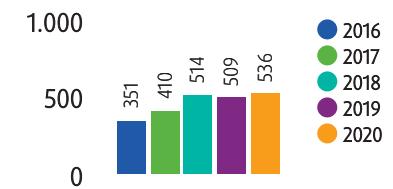
Millions d'euros

**FRAIS DE R&D**

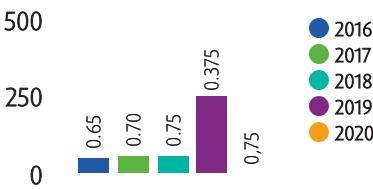
Millions d'euros

**EBIT ADJUSTÉ**

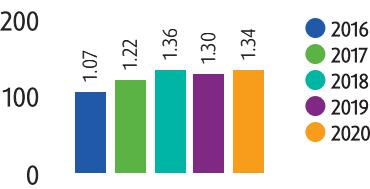
Millions d'euros

**DIVIDENDE BRUT**

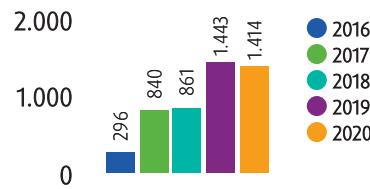
Euros

**BÉNÉFICE DE BASE AJUSTÉ**

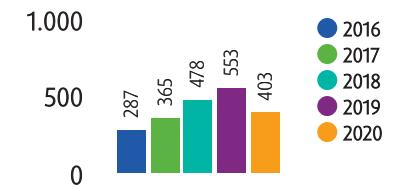
Euros

**DETTES FINANCIÈRES NETTES**

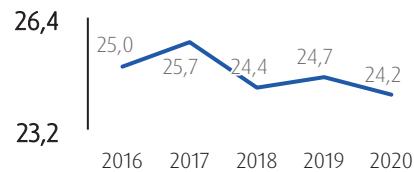
Millions d'euros

**INVESTISSEMENTS**

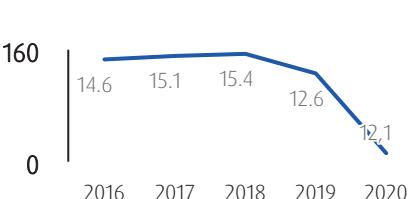
Millions d'euros

**TAUX D'IMPOSITION AJUSTÉ**

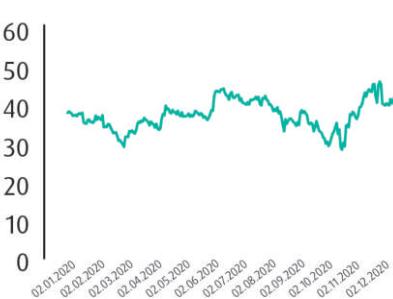
%

**RENDEMENT DES CAPITAUX ENGAGÉS (ROCE)**

%

**COURS DE L'ACTION**

Euros

**RATIO D'ENDETTEMENT, FIN DE PÉRIODE**

%



2 Catalysis

CHIFFRES CLÉS

en millions d'euros sauf mention contraire

	2016	2017	2018	2019	2020
Chiffre d'affaires total	2.779	3.091	3.311	4.539	5.917
Revenus totaux (hors métal)	1.163	1.253	1.360	1.460	1.364
EBITDA ajusté	203	224	237	264	234
EBIT ajusté	152	165	168	185	154
dont sociétés associées	9,2	0,4	0	0	0
EBIT total	126	161	162	185	96
Marge EBIT ajustée	12,3	13,2	12,4	12,7	11,3
Frais de recherche & développement	102	120	135	147	139
Investissements	46	45	79	104	64
Capitaux engagés, fin de période	911	1.150	1.265	1.537	1.727
Capitaux engagés, moyenne	918	1.014	1.200	1.358	1.596
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (en %)	16,6	16,3	14	13,6	9,6
Effectifs, fin de période (entreprises globalement consolidées)	2.464	2.952	3.070	3.190	3.073
Effectifs, fin de période (entreprises associées)	177	-	-	-	-

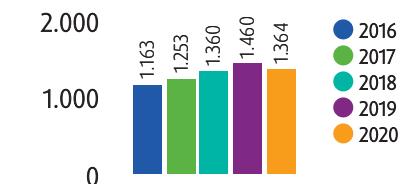
EBITDA AJUSTÉ

Millions d'euros



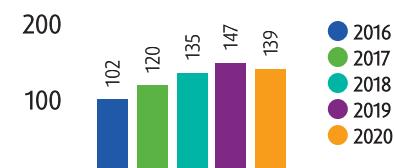
REVENUS (HORS MÉTAL)

Millions d'euros



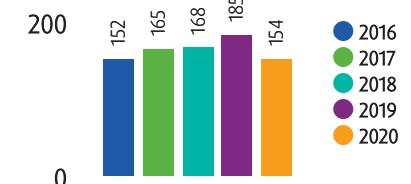
FRAIS DE R&D

Millions d'euros



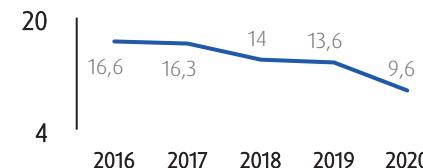
EBIT ADJUSTÉ

Millions d'euros



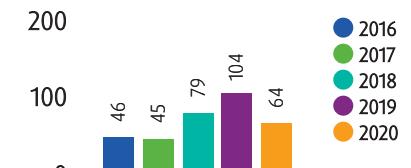
RENDEMENT DES CAPITAUX ENGAGÉS (ROCE)

%



INVESTISSEMENTS

Millions d'euros



3 Energy and Surface Technologies

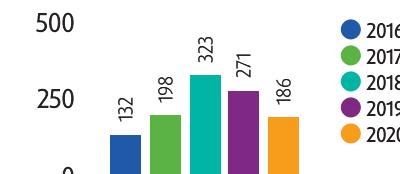
CHIFFRES CLÉS

en millions d'euros sauf mention contraire

	2016	2017	2018	2019	2020
Total turnover	1.469	2.392	3.650	2.938	2.811
Total revenues (excluding metal)	610	894	1.289	1.225	1.045
Adjusted EBITDA	132	198	323	271	186
Adjusted EBIT	82	141	257	183	75
of which associates	1,0	10,5	0,9	5	5
Total EBIT	74	110	251	154	(36,2)
Adjusted EBIT margin	13,2	14,6	19,8	14,5	6,7
R&D expenditure	20	30	39	46	58
Capital expenditure	144	225	316	348	252
Capital employed, end of period	752	1.206	1.769	2.324	2.133
Capital employed, average	695	978	1.469	2.014	2.209
Return on Capital Employed (ROCE) (in %)	11,7	14,4	17,5	9,1	3,4
Workforce, end of period (fully consolidated)	2.357	2.716	3.447	3.997	3.761
Workforce, end of period (associates)	847	917	782	751	727

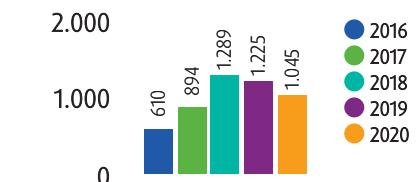
EBITDA AJUSTÉ

Millions d'euros



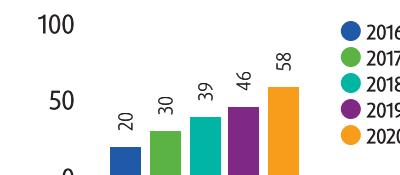
REVENUS (HORS MÉTAL)

Millions d'euros



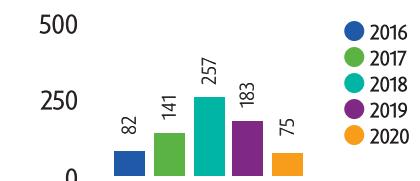
FRAIS DE R&D

Millions d'euros



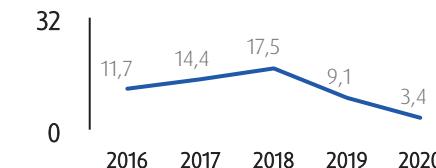
EBIT ADJUSTÉ

Millions d'euros



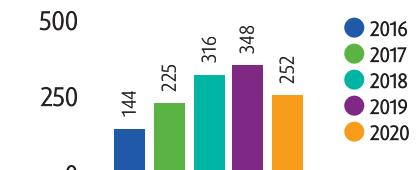
RENDEMENT DES CAPITAUX ENGAGÉS (ROCE)

%



INVESTISSEMENTS

Millions d'euros



4 Recycling

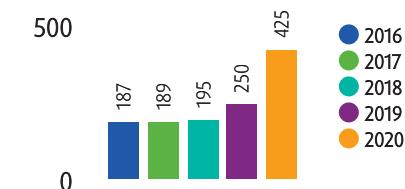
CHIFFRES CLÉS

en millions d'euros sauf mention contraire

	2016	2017	2018	2019	2020
Total turnover	6.886	7.327	7.625	11.320	13.904
Total revenues (excluding metal)	641	650	626	681	836
Adjusted EBITDA	187	189	195	250	425
Adjusted EBIT	125	128	135	188	362
Total EBIT	115	121	126	190	311
Adjusted EBIT margin	19,5	19,7	21,5	27,6	43,3
R&D expenditure	23	19	15	8	10
Capital expenditure	72	79	68	82	72
Capital employed, end of period	498	474	546	405	447
Capital employed, average	474	495	483	479	502
Return on Capital Employed (ROCE) (in %)	26,3	25,8	27,9	39,3	72
Workforce, end of period (fully consolidated)	3.170	3.092	2.832	2.849	2.769

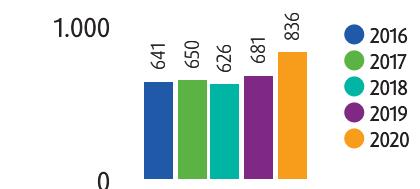
EBITDA AJUSTÉ

Millions d'euros



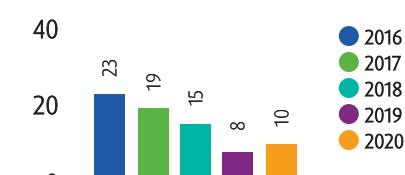
REVENUS (HORS MÉTAL)

Millions d'euros



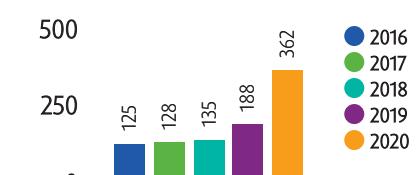
FRAIS DE R&D

Millions d'euros



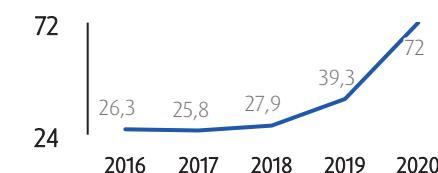
EBIT ADJUSTÉ

Millions d'euros



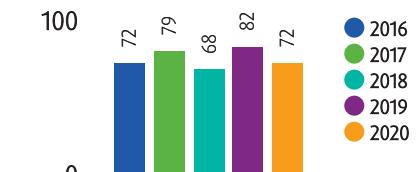
RENDEMENT DES CAPITAUX ENGAGÉS (ROCE)

%



INVESTISSEMENTS

Millions d'euros



5 RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

La majeure partie du chiffre d'affaires total d'Umicore a été utilisée pour obtenir la partie métallique des matières premières (dont les coûts sont imputés aux clients). Après déduction des autres frais relatifs aux matières premières, les coûts relatifs à l'énergie et les amortissements, le bénéfice à répartir était de € 1,13 milliards.

La majeure partie (€ 798 millions) a été distribuée aux travailleurs. La plupart des avantages sociaux ont été attribuée sous forme de salaires, le solde étant constitué de cotisations sociales et de retraite, ainsi que d'autres avantages.

Les intérêts nets payés aux crébiteurs se sont élevés à € 57 millions, tandis que les impôts aux administrations et pouvoirs publics des lieux où nous exerçons nos activités ont atteint € 79 millions.

Les bénéfices attribués aux actionnaires minoritaires se sont élevés à € 4,8 millions. Sous réserve de l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée Générale en avril 2021, le Conseil d'Administration proposera un dividende brut annuel de € 0,75 par action, lors de l'Assemblée générale ordinaire du 29 avril 2021. Cela se compare à un dividende de € 0,375 par action payé pour l'année 2019. En tenant compte de l'acompte sur dividende de € 0,25 par action versé le 25 août 2020 et sous réserve d'approbation par les actionnaires, un montant brut de € 0,50 sera versé le 5 mai 2021. Ceci est conforme à la politique d'Umicore, qui consiste à payer un dividende stable ou en augmentation progressive.

Umicore a versé € 1,5 millions en dons à des œuvres caritatives en 2020.

RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

	unité	2020
Valeur économique distribuée (contribution des sociétés associées incluse)		20.785,4
Coûts des matières premières (sauf eau, gaz & électricité)	MILLION D'EUROS	18.719,6
Frais d'eau, de gaz et d'électricité	MILLION D'EUROS	99,7
Amortissements & réductions de valeur	MILLION D'EUROS	362,5
Autres charges (nettes)	MILLION D'EUROS	532,8
Valeur économique directement générée		1.131,9
Impôts totaux	MILLION D'EUROS	78,5
Créditeurs	MILLION D'EUROS	57,9
Intérêts minoritaires	MILLION D'EUROS	4,8
Actionnaires (dividendes seuls)	MILLION D'EUROS	60,2
Allocations à l'entreprise	MILLION D'EUROS	130,5
Dons	MILLION D'EUROS	1,5
Rémunerations et avantages	MILLION D'EUROS	798,5

États financiers

COMpte de résultats consolidé		111	F11 COÛTS FINANCIERS NETS		143	F27 PROVISIONS POUR AVANTAGES SOCIAUX		161
ETAT CONSOLIDÉ DES PROFITS ET PERTES RECONNUS DIRECTEMENT DANS LES CAPITAUX PROPRES		111	F12 PRODUITS DES INVESTISSEMENTS FINANCIERS		143	F28 PLANS D'OPTIONS SUR ACTIONS ACCORDÉS PAR LA SOCIÉTÉ		166
BILAN CONSOLIDÉ		112	F13 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT		144	F29 PROVISIONS ENVIRONNEMENTALES		166
ETAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES		112	F14 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES AUTRES QUE GOODWILL		145	F30 PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES		167
TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ		113	F15 GOODWILL		146	F31 CAPITAUX ENGAGÉS		168
Annexes aux comptes consolidés		114	F16 IMMOBILISATIONS CORPORELLES		147	F32 INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE		169
F1 BASE DE LA PRÉPARATION		115	F17 PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE		149	F33 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (DÉRIVÉS)		174
F2 PRINCIPES COMPTABLES		115	F18 ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR LES AUTRES RÉSERVES ET PRÊTS OCTROYÉS		150	F34 ANNEXES AU TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ		178
F3 GESTION DES RISQUES FINANCIERS		126	F19 STOCKS		150	F35 DROITS ET ENGAGEMENTS HORS-BILAN		179
F4 HYPOTHÈSES CLÉS ET ESTIMATIONS COMPTABLES		129	F20 CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES CRÉANCES		150	F36 PASSIFS LATENTS		180
F5 ENTREPRISES DU GROUPE		131	F21 IMPÔTS ACTIFS ET PASSIFS		151	F37 PARTIES LIÉES		180
F6 CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS LIBELLÉS EN DEVISES ÉTRANGÈRES		133	F22 LIQUIDITÉS ET QUASI-LIQUIDITÉS		152	F38 ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE		180
F7 INFORMATION SECTORIELLE		134	F23 ÉCARTS DE CONVERSION ET AUTRES RÉSERVES		154	F39 BÉNÉFICE PAR ACTION		181
F8 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES		138	F24 DETTES FINANCIÈRES		155	F40 ÉVOLUTION DES NORMES IFRS		181
F9 RÉSULTAT D'EXPLOITATION		139	F25 DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES		156	F41 RÉMUNÉRATION DU COMMISSAIRE RÉVISEUR		181
F10 RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES SOCIAUX		142	F26 LIQUIDITÉ DES DETTES FINANCIÈRES		158	COMPTES ANNUELS ABRÉGÉS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE		182
					159	DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION		184

COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ

Milliers d'euros	Annexes	2019	2020
Chiffre d'affaires	F9	17.485.080	20.710.116
Autres produits d'exploitation	F9	121.078	80.602
PRODUITS D'EXPLOITATION		17.606.158	20.790.718
Approvisionnements et matières premières	F9	(15.639.139)	(18.819.323)
Rémunérations et avantages sociaux	F10	(775.919)	(798.481)
Amortissements et réductions de valeur	F9	(307.567)	(362.497)
Autres charges d'exploitation	F9	(413.795)	(506.587)
CHARGES D'EXPLOITATION		(17.136.420)	(20.486.887)
Produits / pertes des investissements financiers	F12	706	761
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		470.444	304.592
Produits financiers	F11	4.808	4.044
Charges financières	F11	(56.427)	(77.801)
Résultat de change	F11	(31.618)	(30.445)
Résultat des sociétés mises en équivalence	F17	8.705	(5.332)
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS		395.912	195.058
Impôts sur le résultat	F13	(96.692)	(59.131)
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS CONTINUÉES		299.220	135.928
Résultat de l'exercice		299.220	135.927
dont part des minoritaires		11.429	5.397
dont part du Groupe		287.791	130.530
(EUR)			
Bénéfice par action, de base, pour activités continuées	F39	1,20	0,54
Bénéfice par action, dilué, pour activités continuées	F39	1,19	0,54
Dividende payé par action		0,75	0,25

* Le 30 avril 2020, l'assemblée Générale des actionnaires a approuvé la réduction du dividende pour 2019 à € 0,375 par action, ce qui correspond au montant de l'acompte sur dividende pour 2019 qui avait déjà été payé au second semestre 2019. En conséquence, il n'y a pas eu de paiement de dividende au premier semestre 2020. Le Conseil de Surveillance proposera un dividende brut annuel de € 0,75 par action, lors de l'Assemblée générale ordinaire du 29 avril 2021. Cela se compare à un dividende de € 0,375 par action payé pour l'année 2019. En tenant compte de l'acompte sur dividende de € 0,25 par action versé le 25 août

2020 et sous réserve d'approbation par les actionnaires, un montant brut de € 0,50 sera versé le 5 mai 2021. Les annexes F1 jusqu'à [COMPTES ANNUELS ABRÉGÉS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE](#) font partie intégrante des états financiers consolidés.

ETAT CONSOLIDÉ DES PROFITS ET PERTES RECONNUS DIRECTEMENT DANS LES CAPITAUX PROPRES

Milliers d'euros	Annexes	2019	2020
Résultat des activités continuées		299.220	135.927
Autres éléments du résultat global non reclassifiables par le résultat			
Mouvements des avantages postérieurs à l'emploi, découlant de changements d'hypothèses actuarielles		(71.921)	(25.198)
Mouvements des impôts différés reconnus directement dans les autres éléments du résultat global dans les capitaux propres		19.869	7.258
Autres éléments du résultat global potentiellement reclassifiables par le résultat			
Mouvements des réserves pour actifs financiers à juste valeur		(9)	(4.193)
Mouvements des réserves de couvertures stratégiques		(27.958)	17.321
Mouvements des impôts différés reconnus directement dans les autres éléments du résultat global dans les capitaux propres		8.897	(3.456)
Mouvements des écarts de conversion		9.444	(122.258)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL DES ACTIVITÉS CONTINUÉES	F23	(61.678)	(130.525)
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE		237.541	5.402
dont part du Groupe		225.312	2.952
dont part des minoritaires		12.230	2.450

Les impôts différés reconnus directement en capitaux propres sont dus aux réserves pour couvertures stratégiques pour € -3,5 millions et aux avantages postérieurs à l'emploi pour € 7,3 millions. Les annexes F1 jusqu'à [COMPTES ANNUELS ABRÉGÉS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE](#) font partie intégrante des états financiers consolidés.

BILAN CONSOLIDÉ

Milliers d'euros	Annexes	31/12/2019	31/12/2020
Actifs long terme		2.810.228	2.895.694
Immobilisations incorporelles	F14, F15	370.859	346.888
Immobilisations corporelles	F16	2.094.672	2.163.661
Participations mises en équivalence	F17	150.642	139.839
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des profits et pertes reconnus directement dans les capitaux propres	F18	10.897	8.352
Prêts octroyés	F18	2.192	3.252
Créances commerciales et autres créances	F20	12.038	11.765
Impôts différés actifs	F21	168.927	221.938
ACTIFS COURT TERME		4.213.162	5.445.199
Prêts octroyés	F18	2	80
Stocks	F19	2.462.330	2.718.092
Créances commerciales et autres créances	F20	1.433.659	1.677.167
Impôts à récupérer	F21	45.447	39.553
Liquidités et quasi-liquidités	F22	271.724	1.010.307
TOTAL DE L'ACTIF		7.023.390	8.340.893

Milliers d'euros	Annexes	31/12/2019	31/12/2020
CAPITAUX PROPRES		2.660.464	2.621.856
Capitaux propres - Part du Groupe		2.593.474	2.557.182
Capital et primes d'émission		1.384.273	1.384.273
Résultats reportés et réserves		1.678.355	1.749.655
Ecart de conversion et autres réserves	F23	(284.453)	(367.825)
Actions détenues en propre		(184.701)	(208.921)
Intérêts minoritaires		66.998	64.674
PASSIFS LONG TERME		1.686.801	2.359.901
Provisions pour avantages sociaux	F27	392.651	426.356
Dettes financières	F24	1.151.083	1.705.154
Dettes commerciales et autres dettes	F25	24.120	23.505
Impôts différés passifs	F21	11.461	22.846
Provisions	F29, F30	107.487	182.040
PASSIFS COURT TERME		2.676.124	3.359.136
Dettes financières	F24	564.063	719.177
Dettes commerciales et autres dettes	F25	1.916.348	2.418.929
Impôts à payer	F21	131.483	160.734
Provisions	F29, F30	64.230	60.296
TOTAL PASSIF		7.023.390	8.340.893

Les annexes F1 jusqu'à COMPTES ANNUELS ABRÉGÉS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE font partie intégrante des états financiers consolidés.

ETAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

Milliers d'euros	Capital & primes d'émission	Résultats reportés	Ecart de conversion & autres réserves	Action détenus en propre	Intérêts minoritaires	Total des activités continuées
Solde au début de la période 2019	1.384.273	1.610.882	(227.644)	(158.103)	49.927	2.659.336
Modifications des règles comptables	-	(34.110)	-	-	544	(33.566)
SOLDE RETRAITÉ AU DÉBUT DE LA PÉRIODE 2019	1.384.273	1.576.772	(227.644)	(158.103)	50.471	2.625.770
Résultat de la période	-	287.791	-	-	11.428	299.220
Autres éléments du résultat global	-	-	(62.480)	-	802	(61.678)
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE	-	287.791	(62.480)	-	12.231	237.543
Mouvements des réserves pour paiements en actions	-	-	8.211	-	-	8.211
Augmentation de capital	-	-	-	-	15.541	15.541
Dividendes	-	(186.394)	-	-	(11.246)	(197.640)
Transferts	-	179	(2.540)	2.361	-	-
Mouvements sur actions détenues en propre	-	-	-	(28.959)	-	(28.959)
SOLDE À LA FIN DE LA PÉRIODE 2019	1.384.273	1.678.348	(284.453)	(184.701)	66.997	2.660.464
Résultat de la période	-	130.530	-	-	5.397	135.927
Autres éléments du résultat global	-	-	(127.578)	-	(2.947)	(130.525)
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE	-	130.530	(127.578)	-	2.450	5.402
Mouvements des réserves pour paiements en actions	-	-	10.108	-	-	10.108
Dette convertible - droit de conversion*	-	-	37.743	-	-	37.743
Augmentation de capital	-	-	-	-	27	27
Dividendes	-	(60.141)	-	-	(4.800)	(64.941)
Transferts	-	917	(3.645)	2.727	-	-
Mouvements sur actions détenues en propre	-	-	-	(26.947)	-	(26.947)
SOLDE À LA FIN DE LA PÉRIODE 2020	1.384.273	1.749.655	(367.825)	(208.921)	64.674	2.621.856

La réserve légale de € 55,0 millions, incluse dans les résultats reportés, n'est pas distribuable. Le capital social du Groupe au 31 décembre 2020 était composé de 246.400.000 actions sans valeur nominale.

* Les droits de conversion incorporés dans l'obligation convertible de € 500 millions émise le 23 juin 2020 ont été évalués à € 37,7 millions nets des frais de transaction et des impôts différés. Cette valeur ne sera pas réévaluée, ni à la conversion ni à la maturité, comme requis par IFRS.

Les annexes F1 jusqu'à [COMPTES ANNUELS ABRÉGÉS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE](#) font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ

Milliers d'euros	Annexes	2019	2020
Résultat des activités continuées		299.220	135.927
Ajustement pour résultat des sociétés mises en équivalence		(8.705)	5.332
Ajustement pour transactions non-cash	F34	207.302	449.023
Ajustement pour éléments à présenter séparément ou à reclasser en trésorerie d'investissement ou en trésorerie de financement	F34	129.568	116.051
Variation du besoin en fonds de roulement	F34	(78.441)	(103.756)
Cash-flow d'exploitation		548.946	602.576
Dividendes reçus		11.454	2.026
Taxes payées durant la période		(86.661)	(78.955)
Subsides perçus		5.444	2.673
VARIATION DE LA TRÉSORERIE D'EXPLOITATION NETTE	F34	479.182	528.320
Acquisition d'immobilisations corporelles	F16	(529.487)	(391.475)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	F14	(58.362)	(44.060)
Acquisition de participations consolidées, net des liquidités acquises	F8	(188.138)	(156)
Acquisition d'immobilisations financières	F18	(2.375)	(1.633)
Nouveaux prêts accordés	F18	(126)	(752)
SOUS-TOTAL DES ACQUISITIONS		(778.489)	(438.076)
Cession d'immobilisations corporelles		11.777	1.475
Cession d'immobilisations incorporelles		9.329	6.619
Cession des participations consolidées et sociétés associées (net des liquidités cédées)		910	518
Remboursement de prêts	F18	6.442	0
SOUS-TOTAL DES CESSIONS		28.457	8.613
VARIATION DE LA TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT	F34	(750.032)	(429.463)

Milliers d'euros	Annexes	2019	2020
Changement de capital des minoritaires		15.541	27
Ventes (achats) d'actions détenues en propre		(28.959)	(26.947)
Remboursement de leasing	F24	(16.536)	(19.801)
Intérêts reçus		4.608	3.392
Intérêts payés		(44.158)	(59.689)
Nouveaux emprunts et remboursements	F24	517.106	806.036
Dividendes versés aux actionnaires Umicore		(186.387)	(60.141)
Dividendes versés aux minoritaires		(11.246)	(4.800)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE DE FINANCEMENT	F34	249.969	638.076
Impact des variations de change		2.997	25.465
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		(17.884)	762.399
Situation nette de trésorerie à l'ouverture des activités continuées	F22	257.114	239.230
Situation nette de trésorerie à la clôture des activités continuées	F22	239.230	1.001.630
dont liquidités et quasi-liquidités		271.724	1.010.307
dont découverts bancaires		(32.493)	(8.678)

Les annexes F1 jusqu'à **COMPTE ANNUELS ABRÉGÉS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE** font partie intégrante des états financiers consolidés.

Annexes aux comptes consolidés

La publication des comptes annuels consolidés, ainsi que du rapport de gestion préparé conformément à l'article 3:33 du code belge des sociétés et des associations repris dans les chapitres [A propos d'Umicore](#) jusqu'à [DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION](#) pour la période comptable se terminant le 31 décembre 2020 a été autorisée par le conseil de surveillance d'Umicore le 12 mars 2021. Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux réglementations et aux lois applicables aux états financiers consolidés des sociétés belges. Ils comprennent les états financiers de la société consolidante et de ses filiales ainsi que ses intérêts dans les sociétés mises en équivalence.

F1 BASE DE LA PRÉPARATION

Le Groupe présente ses états financiers conformément à tous les IFRS adoptés par l'Union Européenne (UE).

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'EUR, arrondis au millier le plus proche. Ils sont préparés sur base du coût historique, à l'exception de ce qui est mesuré à la juste valeur.

F2 PRINCIPES COMPTABLES

2.1 PRINCIPES DE CONSOLIDATION ET DE SEGMENTATION

2.1.1 FILIALES

Les filiales sont toutes les entités (y compris les entités structurées) pour lesquelles le groupe détient le contrôle. Le Groupe détient le contrôle lorsque celui-ci est exposé à, ou a droit à, des rendements variables en raison de son implication dans l'entité et à la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influer sur le montant de ces rendements. Les filiales sont consolidées par intégration globale dès la date de transfert du contrôle au Groupe. Celles-ci sont déconsolidées dès que le contrôle cesse.

Une liste des principales filiales du Groupe à la date de clôture est fournie à l'annexe F5.

Le Groupe applique la méthode de l'acquisition lors de regroupements d'entreprises. La contrepartie transférée pour l'acquisition d'une filiale est la juste valeur des actifs transférés, des dettes contractées à l'égard des détenteurs antérieurs de l'entreprise acquise et des parts de capitaux propres émises par le Groupe. La contrepartie transférée inclut la juste valeur de tout actif ou passif résultant d'un accord de

contrepartie conditionnel. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels assumés lors d'un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Le Groupe reconnaît tout intérêt minoritaire dans l'entreprise acquise au cas par cas, soit à la juste valeur soit à la part proportionnelle de la participation minoritaire des montants comptabilisés des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise. Les coûts liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

Si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, la valeur comptable à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue de l'acquéreur dans l'entreprise acquise est réévaluée à sa juste valeur à la date d'acquisition ; les gains ou pertes résultant de cette réévaluation sont comptabilisés en résultat.

Toute contrepartie éventuelle transférée par le Groupe est comptabilisée à la juste valeur à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle qui est un actif ou un passif sont comptabilisées en résultat. Une contrepartie éventuelle qui est classée en fonds propres n'est pas réévaluée et son règlement ultérieur est comptabilisé en capitaux propres.

Les transactions intra-groupe, soldes et gains non réalisés sur les transactions entre sociétés du Groupe sont éliminés. Les pertes non réalisées sont aussi éliminées. Au besoin, les règles comptables des filiales ont été adaptées pour assurer la cohérence avec celles du Groupe Umicore. Les lignes « Autres produits d'exploitation » et « Autres produits financiers » du compte de résultats incluent, en fonction de la nature des transactions sous-jacentes, des écarts de conversion relatifs à des transactions intra-groupe converties d'une devise de transaction vers une devise fonctionnelle qui pourrait différer de l'euro pour certaines entités et régions.

IFRS 5 (Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités non-continuées) ne spécifie pas le traitement relatif à l'élimination des transactions intra-groupe entre les opérations continuées et non-continuées. Umicore a adopté comme principe comptable de ne pas éliminer les transactions intra-groupe dans le compte de résultats entre les opérations continuées et non-continuées. En ce qui concerne le bilan cependant, IFRS 10 (Etats financiers consolidés) contourne IFRS 5 et requiert que toutes les transactions intra-groupe soient éliminées, y compris entre les activités continuées et non-continuées.

2.1.2 MODIFICATION DU POURCENTAGE D'INTERÉTS DANS DES FILIALES SANS CHANGEMENT DE CONTRÔLE

Les transactions avec des intérêts minoritaires qui ne résultent pas en perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions en fonds propres c'est- à-dire comme des transactions avec les propriétaires en leur qualité de propriétaires. La différence entre la juste valeur de la contrepartie payée et la part correspondante acquise de la valeur comptable de l'actif net de la filiale est enregistrée dans les capitaux propres. Les gains ou pertes sur cessions d'intérêts minoritaires sont également comptabilisés en capitaux propres.

2.1.3 CESSION DE FILIALES

Lorsque le Groupe cesse d'avoir le contrôle, toute participation résiduelle est réévaluée à sa juste valeur à la date de la perte du contrôle, avec le changement de la valeur comptable reconnu en résultats. La juste valeur est la valeur comptable initiale pour une comptabilisation future des intérêts résiduels comme société associée, coentreprise ou actif financier. En outre, les montants précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global à l'égard de cette entité sont comptabilisés comme si le Groupe avait directement vendu les actifs ou passifs correspondants. Cela pourrait signifier que des montants précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global soient reclassés dans le compte de résultats.

2.1.4 ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les entreprises associées concernent toutes les entités sur lesquelles le Groupe a une influence notable mais pas le contrôle. C'est en général le cas si la société détient entre 20 et 50% des droits de vote. Les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Selon la méthode de mise en équivalence, l'investissement est initialement reconnu à son coût et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour reconnaître la part de l'investisseur dans le résultat net de l'entreprise associée après la date d'acquisition. L'investissement du Groupe dans une entreprise associée inclut le goodwill identifié lors de l'acquisition. Si le pourcentage d'intérêt dans une entreprise associée est réduit mais que l'influence notable est maintenue, seule une quote-part des montants précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global est reclassée dans le compte de résultats si approprié. La part du Groupe dans les résultats après acquisition est comptabilisée dans le compte de résultats, et la part des mouvements après acquisition dans les autres éléments du résultat global est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global avec un ajustement correspondant de la valeur comptable de l'investissement. Lorsque la part du Groupe dans les pertes d'une société associée est égale ou supérieure à sa participation dans l'entreprise associée, y compris les autres créances non garanties, le Groupe ne reconnaît pas d'autres pertes, sauf s'il a contracté des obligations juridiques ou implicites ou effectué des paiements au nom de l'associé. Le groupe détermine à chaque date de clôture s'il existe une preuve objective que l'investissement dans l'entreprise associée est réduit de valeur. Si c'est le cas, le groupe calcule le montant de la réduction de valeur comme étant la différence entre la valeur recouvrable et la valeur comptable et reconnaît le montant dans la part du Groupe du résultat des sociétés associées dans le compte de résultats.

Les profits et pertes résultant des transactions upstream et downstream entre le Groupe et ses entreprises associées sont comptabilisés dans les états financiers du groupe que pour la partie des intérêts de l'investisseur indépendants des entreprises associées. Les pertes non réalisées sont éliminées sauf si la transaction indique une réduction de valeur de l'actif transféré. Les règles comptables des entreprises associées ont été adaptées si nécessaire pour assurer la cohérence avec les règles adoptées par le Groupe. Les gains et pertes de dilution découlant des investissements dans des entreprises associées sont comptabilisés dans le compte de résultats.

2.1.5 PARTENARIATS

Le Groupe applique IFRS 11 pour tous ses partenariats. Selon IFRS 11, les partenariats sont classifiés soit en activités communes soit en coentreprises. Le Groupe a évalué la nature de ses partenariats et conclut que ceux-ci sont uniquement des coentreprises. Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Selon la méthode de mise en équivalence, les intérêts dans des coentreprises sont initialement comptabilisés au coût et ajustés par après pour reconnaître la part du Groupe dans le résultat après acquisition et les mouvements dans les autres éléments du résultat global.

Lorsque la part du Groupe dans les pertes d'une coentreprise est égale ou supérieure à ses intérêts dans les coentreprises (qui comprend les intérêts à long terme qui, en substance, font partie de l'investissement net du groupe dans les coentreprises), le Groupe ne reconnaît pas de nouvelles pertes, sauf si elle a contracté des obligations ou effectué des paiements au nom des coentreprises. Les gains non réalisés sur les transactions entre le Groupe et ses coentreprises sont éliminés à hauteur de la participation du groupe dans les coentreprises. Les pertes latentes sont également éliminées sauf si la transaction indique une réduction de valeur de l'actif transféré. Les règles comptables des coentreprises ont été adaptées si nécessaire pour assurer la cohérence avec les règles adoptées par le Groupe.

2.1.6 INFORMATION SECTORIELLE

L'annexe F7 présente l'information sectorielle conformément à IFRS 8. Umicore est organisé en business units.

Les secteurs d'activités sous IFRS 8 chez Umicore sont différenciés selon des facteurs de croissance dans les activités de Catalysis, Energy & Surface Technologies et Recycling.

Le secteur d'activités Catalysis fournit des catalyseurs automobiles pour les applications essence et diesel, y compris pour les moteurs diesel routiers et non-routiers. Le business group propose également des catalyseurs stationnaires pour le contrôle des émissions industrielles et fabrique des composés et des catalyseurs à base de métaux précieux, destinés aux industries de la pharmaceutique et de la chimie fine. Le secteur d'activités Energy & Surface Technologies se focalise sur des produits qui sont mis en œuvre dans des applications utilisées pour la production et le stockage d'énergie propre, et dans une gamme d'applications pour les technologies de traitement des surfaces qui confèrent des propriétés et des fonctionnalités spécifiques aux produits finis. Toutes les activités de ce business group proposent un service en boucle fermée aux clients. Le secteur d'activités Recycling traite des déchets complexes contenant des métaux précieux et autres métaux spéciaux. Recycling est capable de récupérer 20 de ces métaux à partir d'un large éventail de matériaux, allant des résidus industriels aux matériaux en fin de vie. Les autres activités comprennent la production de matériaux à base de métaux précieux, matériaux qui sont essentiels pour des applications aussi diverses que la production de verre de haute technologie, l'électricité et l'électronique.

Corporate couvre les activités corporate, les fonctions opérationnelles partagées ainsi que les activités Recherche et Développement du Groupe. Les parts minoritaires du Groupe dans Element Six Abrasives et leqsa font aussi partie de Corporate.

Les secteurs d'activités rapportés sont cohérents avec ceux utilisés dans le reporting interne fourni au Conseil de Surveillance et au Conseil de direction.

Les résultats, actifs et passifs d'un secteur d'activités incluent des éléments directement attribuables au secteur ainsi que des éléments qui peuvent être raisonnablement alloués à celui-ci. La tarification des ventes intersectorielles repose sur un système de prix de transfert entre sociétés indépendantes. En l'absence de références de prix de marché pertinents, des mécanismes de prix coûtant majoré ont été utilisés.

Les sociétés associées sont allouées au secteur d'activité qui correspond le mieux à leur activité.

2.2 COMPTABILITÉ D'INFLATION

Pour l'exercice en cours, le Groupe Umicore comprend une filiale en Argentine dont les comptes sont établis dans la devise d'une économie hyper-inflationniste. Cependant, au vu de la matérialité pour le Groupe, IAS 29 n'a pas été appliquée.

2.3 CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS EN DEVISES ÉTRANGÈRES

Devise fonctionnelle : les états financiers de chaque entité du Groupe sont établis dans la devise représentant au mieux la substance économique des événements et circonstances sous-jacents à cette entité (la devise fonctionnelle). Les états financiers consolidés sont présentés en EUR, devise fonctionnelle de la société mère. Pour les besoins de la consolidation du Groupe et de ses filiales, les états financiers sont convertis comme suit :

- les actifs et passifs au taux de clôture, publié par la Banque Centrale Européenne;
- les produits et les charges au taux moyen de l'année ;
- les éléments des capitaux propres au taux de change historique.

Les différences de change résultant de la conversion des investissements nets dans les filiales, joint-ventures et entreprises associées étrangères au taux de clôture sont comptabilisées dans les capitaux propres, sous la rubrique "Écarts de conversion".

Lorsqu'une entité est liquidée ou vendue, les différences de change qui étaient enregistrées dans les capitaux propres sont reconnues dans le compte de résultats comme faisant partie du gain ou de la perte sur la vente.

Le goodwill et la mise à leur juste valeur des actifs et passifs provenant de l'acquisition d'entités étrangères sont traités comme des actifs et passifs en devise locale de l'entité concernée et sont convertis au taux de clôture.

2.4 TRANSACTIONS EN DEVISES ÉTRANGÈRES

Les transactions en devises étrangères sont d'abord comptabilisées dans la devise fonctionnelle de chaque entité au taux de change en vigueur à la date de la transaction. La date de transaction est la date à laquelle la transaction peut être reconnue. Pour des raisons pratiques, un taux qui s'approche du taux actuel à la date de la transaction est utilisé pour certaines opérations, par exemple un taux moyen pour la semaine ou le mois dans lequel la transaction se déroule.

Ensuite, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au taux en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les gains et pertes résultant des transactions en devises étrangères et de la conversion des actifs et passifs monétaires en devises étrangères sont comptabilisés comme résultats financiers dans le compte de résultats.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, la société a conclu certains contrats à terme et options (voir point F2.21. Instruments de couverture).

2.5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont reprises au bilan à leur coût historique, déduction faite des amortissements cumulés et des réductions de valeur. Les coûts comprennent tous les coûts directs ainsi qu'une part adéquate des coûts indirects encourus pour mettre l'actif en état de remplir la fonction qui lui est impartie.

Conformément à l'IAS 23, les coûts d'emprunt directement associés à des investissements sont capitalisés avec l'actif concerné. Les coûts d'emprunt qui ne peuvent être liés directement à un investissement sont pris en charge au moment où ils sont encourus.

La méthode de l'amortissement linéaire est appliquée pendant la durée de vie utile estimée des actifs. La durée de vie est la période de temps pendant laquelle l'entreprise s'attend à utiliser l'actif.

Les coûts de réparation et d'entretien qui ne permettent pas d'augmenter les avantages économiques futurs des actifs sont pris en charge lorsqu'ils sont encourus. Dans le cas contraire, ils sont incorporés comme éléments séparés dans les immobilisations corporelles. Les éléments qui sont régulièrement remplacés sont comptabilisés séparément vu que leur durée de vie est différente de celle des autres rubriques reprises dans les immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent. Les installations

d'Umicore étant des installations industrielles très complexes et très spécifiques, elles ne possèdent pas de valeur résiduelle de vente en tant qu'équipement isolé. Pour cette raison, les montants d'amortissement sont déterminés en se basant sur une valeur résiduelle en fin de vie nulle.

Les durées de vie utilisées sont définies pour chaque type d'immobilisation comme ci-après. Dans le cas d'acquisition ou de construction de nouveaux actifs, la durée de vie résiduelle est évaluée séparément au moment de la demande d'investissement et peut être différente des valeurs standard reprises ci-dessus.

La direction détermine la durée de vie résiduelle estimée des immobilisations corporelles et par conséquent, le niveau des charges d'amortissements. Elle utilise des estimations standard, basées sur une combinaison de durabilité physique et de cycle de vie des produits. La durée de vie résiduelle peut varier de manière importante en fonction d'innovations technologiques, d'évolutions du marché ou d'actions des concurrents. La direction augmente la charge d'amortissement des actifs dont la durée de vie a été réduite et réduit la valeur des actifs techniquement obsolètes ou non stratégiques qui ont été abandonnés ou vendus.

Les droits d'usage de terrains sont inclus dans les immobilisations corporelles et amortis linéairement sur la durée du contrat.

	ans
Terrains	Non amortissables
Bâtiments	
- Bâtiments industriels	20
- Améliorations aux Bâtiments	10
- Autres Bâtiments, tels que bureaux et laboratoires	40
- Maisons et immeubles d'habitation	40
Installations, machines et outillage	10
- Fours	7
- Petit outillage	5
Mobilier et matériel roulant	
- Matériel roulant	5
- Matériel de manutention Mobile	7
- Matériel informatique	3 - 5
- Mobilier et Matériel de bureau	5 - 10

2.6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET COÛTS DES TRANSACTIONS EN CAPITAL

2.6.1 COÛTS DES TRANSACTIONS EN CAPITAL

Les frais de constitution et d'augmentation de capital sont déduits des fonds propres.

2.6.2 GOODWILL

Le goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition d'une filiale, entreprise associée ou entité contrôlée conjointement par rapport à la part du Groupe dans la juste valeur de l'actif et du passif identifiables de celle-ci à la date d'acquisition. Les goodwills sont reconnus à leur valeur historique déduction faite d'éventuelles réductions de valeur cumulées.

Dans le bilan, le goodwill sur entreprises associées et joint-ventures figure au poste "Participations mises en équivalence", avec l'investissement lui-même.

Pour l'évaluation de la réduction de valeur, le goodwill est alloué à une unité génératrice de trésorerie. À chaque clôture du bilan, les unités génératrices de trésorerie sont examinées pour y détecter des indices de réductions de valeur potentielles. Cela signifie qu'une analyse est faite pour déterminer si la valeur comptable du goodwill alloué à une unité génératrice de trésorerie est entièrement récupérable. Si tel n'est pas le cas, une réduction de valeur sera prise et reconnue en compte de résultats. Ces réductions de valeur ne sont jamais extournées.

L'excédent de la part de l'acquéreur dans la juste valeur de l'actif net acquis sur le coût d'acquisition est reconnu immédiatement dans le compte de résultats.

2.6.3 RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les coûts de recherche exposés dans le but d'acquérir de nouvelles connaissances scientifiques ou technologiques sont comptabilisés en charges, dans la période où ils sont encourus.

Les coûts de développement représentent le coût de la conception de produits nouveaux ou substantiellement améliorés ainsi que des procédés préalables à la production ou l'utilisation commerciale. Ils sont portés au bilan si, entre autres choses, les conditions suivantes sont remplies:

- l'immobilisation incorporelle est à même de générer des bénéfices économiques futurs, ou, en d'autres termes, son potentiel commercial est clairement démontré ;
- les coûts liés au procédé ou au produit sont clairement identifiables et mesurables de façon fiable.

S'il est difficile de distinguer clairement les coûts de recherche et de développement, ils sont considérés comme coûts de recherche. Si les coûts de développement sont immobilisés, ils font l'objet d'un amortissement linéaire sur la période de bénéfice escomptée, généralement 5 ans.

2.6.4 DROIT D'ÉMISSION DE CO2

Dans le cadre du protocole de Kyoto, une troisième période relative aux droits d'émission a débuté, couvrant la période 2013-2020. De ce fait, le gouvernement flamand a octroyé des droits d'émissions aux sites flandriens de certaines sociétés, dont Umicore. Chaque année, fin février, un cinquième de ces

droits d'émission est enregistré dans un registre officiel. Les mouvements sur ces droits d'émission sont enregistrés en immobilisations incorporelles suivant une procédure émise par la commission des normes comptables belges. Les gains enregistrés lors de la reconnaissance de ces droits d'émission à leur juste valeur sont différés et maintenus au bilan jusqu'à ce que les certificats soient utilisés ou vendus. Si, à la date de clôture, la valeur de marché des droits est inférieure à la valeur nette comptable, une réduction de valeur est comptabilisée. A chaque clôture, le groupe évalue l'utilisation réelle de droits et enregistre une provision en conséquence. Les charges relatives à ces réductions de valeurs et/ou provisions sont compensées par la reconnaissance en parallèle d'une partie du produit différé lors de l'enregistrement original des droits d'émission. Umicore dispose historiquement des droits d'émissions nécessaires à la continuité de ses activités opérationnelles.

2.6.5 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles reprises ci-dessous sont enregistrées à leur coût historique, déduction faite des amortissements cumulés et des réductions de valeur :

- brevets et licences : amortis sur la période de protection légale avec un minimum de 5% (en général en 5 ans) ;
- portefeuille clients : généralement amortis en 5 ans;
- logiciels ERP : amortis en 10 ans;
- petits logiciels: amortis en 5 ans ;

Dans le cas d'un complément de prix variable (earn-out), une réévaluation est prévue, ajustant la valeur brute de l'actif et les amortissements.

Umicore n'a actuellement aucune immobilisation incorporelle avec une durée de vie infinie.

2.7 LEASING

IFRS 16 détermine les principes de reconnaissance, d'évaluation et de présentation des contrats de location et requiert des locataires d'enregistrer la plupart des locations selon un modèle unique au bilan, comme c'était le cas pour les leasings financiers sous IAS 17. Au début du contrat de leasing, le locataire reconnaît une obligation locative (passif relatif aux futurs paiements du leasing) et un droit d'utilisation de l'actif (droit d'utiliser l'actif pendant la durée du leasing). Le passif est reconnu à la valeur actualisée des paiements de location restants (voir note F24). L'actif relatif au droit d'utilisation est amorti sur la période de ce leasing (voir note F16). Une charge d'intérêt est reconnue sur le passif relatif au leasing (voir note F11). Le passif est remesuré lorsque certains événements surgissent (changement de la durée ou changement des remboursements en fonction d'un index). De tels ajustements du passif engendrent généralement un ajustement de l'actif (droit d'utilisation).

Umicore a appliqué les exemptions relatives à la comptabilisation des contrats de location pour les contrats de location à court terme et les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent est de faible valeur. Umicore a choisi, par classe d'actifs sous-jacents, de ne pas séparer les composants non relatifs à des contrats de location des composants de contrat de location, mais de comptabiliser chaque composant de contrat de location et tout composant non associé en tant que composant unique.

Le groupe met et prend en leasing des métaux auprès de tiers pour des périodes spécifiques. Le groupe reçoit et paye des primes liées à ses transactions.

Les contrats de leasing de métaux sont conclus pour des périodes toujours inférieures à un an. Ces contrats sont toujours repris dans les droits et engagements hors bilan car ils ne font pas partie de la définition d'IFRS 16.

2.8 ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR LES AUTRES RÉSERVES, EMPRUNTS ET CRÉANCES LONG TERME

Tous les mouvements dans les actifs financiers à la juste valeur par les autres réserves (OCI), les emprunts et les créances long terme sont comptabilisés à la date de l'opération.

Les actifs financiers à la juste valeur par les autres réserves (OCI) sont enregistrés à leur juste valeur. Les gains et pertes non réalisés dus aux changements de juste valeur sont reconnus dans les capitaux propres en autres réserves (Profits et pertes reconnus directement dans les capitaux propres). Lorsque ces actifs sont vendus ou réduits de valeur, le cumul des changements de juste valeur comptabilisés en capitaux propres est également reconnu dans les fonds propres. Les actifs financiers sont déreconnus lorsque les droits de recevoir des flux de liquidités des investissements ont expiré ou ont été transférés et que le Groupe a transféré tous les risques et rétributions liés à la propriété.

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'éventuelles réductions de valeur.

Les réductions de valeur sont enregistrées dans des comptes séparés et sont compensées avec la valeur brute dès qu'il n'y a plus aucune chance de récupérer la valeur de l'actif. Les actions propres sont déduites des capitaux propres.

2.9 STOCKS

Les stocks se divisent en :

1. Produits de base (valeurs brutes)
- a) Les stocks de métaux permanents (non couverts)

b) Les stocks métaux disponibles à la vente (couverts)
c) Les autres produits de base (non couverts)

2. Consommables (valeurs brutes)
3. Réductions de valeur
4. Acomptes payés
5. Commandes en cours d'exécution.

Les stocks sont comptabilisés au coût. Le coût comprend les coûts directs d'achat ou de fabrication et une allocation appropriée des frais généraux.

Les produits de base (valeurs brutes) sont principalement des produits contenant du métal pour lesquels Umicore est exposé à des risques de fluctuations de prix. La plupart de ces stocks suivent les règles de comptabilité métal d'Umicore et sont classifiés en deux catégories d'inventaire qui reflètent leur nature spécifique et leur utilisation commerciale : les stocks de métaux permanents et les stocks métaux disponibles à la vente. Ces derniers sont sujets à un processus de couverture actif et systématique afin de minimiser les effets des fluctuations de prix du marché sur la performance financière du Groupe. Inversement, les stocks de métaux permanents ne sont pas couverts. A coté de ces deux catégories, les autres produits de base sont utilisés dans le processus de fabrication pour obtenir des produits de base commercialisables. Ceux-ci non plus ne sont pas couverts. De plus amples détails sur les mécanismes de couverture se trouvent à la note F3.

Une évaluation individualisée ou à moyenne pondérée est appliquée à l'évaluation initiale au coût par catégorie de stocks complétée par les principes de juste valeur suivants :

- Pour les stocks métaux permanents : compte tenu de leur nature permanente, Umicore a décidé d'appliquer les règles d'évaluation et de comptabilisation des Immobilisations Corporelles (IAS 16) et de réduction de valeur des actifs (IAS 36). Le principe de valorisation est passé du principe LOCOM au principe de « coût historique diminué des amortissements et réductions de valeur cumulés ». Les stocks étant considérés comme ayant une durée de vie illimitée, aucun amortissement n'est appliqué. Au lieu de cela, ils sont soumis à un test annuel de réduction de valeur de l'unité génératrice de cash qui détient ces stocks. Les réductions de valeur sont classifiées sous la catégorie « Réductions de valeur ».
- Pour les stocks de métaux disponibles à la vente : comme ils ne sont pas couverts (voir note F3), Umicore applique le principe de mise au marché. La classification de ces mises au marché dépend de l'obtention de la comptabilité de couverture de juste valeur selon IFRS 9 (voir note F2.21.1 Risques transactionnels – couverture en juste valeur).
- Pour les autres produits de bases, la valorisation LOCOM (valeur la plus basse du coût ou de la valeur de réalisation nette, c'est-à-dire le prix de vente estimé diminué des coûts estimés d'exécution

du produit et de ceux nécessaires pour les commercialiser) et les principes de faible rotation sont appliqués. Les réductions de valeur sont classifiés sous la catégorie « Réductions de valeur ».

Les consommables (valeurs brutes) sont des produits qui ne sont pas directement utilisés dans le processus de fabrication (par exemple des produits d'emballage). Ils sont valorisés au coût moyen pondéré et sont soumis à un LOCOM. Les réductions de valeur sont classifiés sous la catégorie « Réductions de valeur ».

La ligne des réductions de valeur sur stock reprend les réductions de valeur enregistrées sur les Produits de base ou les Consommables.

Les acomptes payés sont des paiements aux fournisseurs sur des transactions pour lesquelles la livraison physique des biens n'a pas encore eu lieu. Ils sont comptabilisés à la valeur nominale.

Les commandes en cours d'exécution sont évaluées selon l'état d'avancement des travaux.

2.10 CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES CRÉANCES

Les créances commerciales et autres créances sont valorisées au coût amorti c'est-à-dire à la valeur actualisée nette du montant à recevoir. Si l'impact de l'actualisation n'est pas matériel, le montant reste évalué à sa valeur historique. Les créances non recouvrables sont réduites de valeur. Les réductions de valeurs sont enregistrées dans des comptes séparés et sont compensées avec la valeur brute dès qu'il n'y a plus aucune chance de récupérer la créance. Les créances commerciales pour lesquelles substantiellement tous les risques et bénéfices ont été transférés ne sont pas reconnues au bilan. Cette rubrique comprend également la juste valeur positive des produits financiers dérivés.

Les créances commerciales et autres créances sont visées par la nouvelle méthodologie de réduction de valeur, à savoir le modèle des pertes sur créances attendues (Expected Credit Loss model). Ce modèle mesure les pertes de crédit attendues sur les créances en cours en fonction de caractéristiques de risque de crédit partagées. Umicore a établi une matrice de provisions basée sur des cotations de clients et de secteurs, sur des balances âgées, sur des facteurs macro-économiques et régionaux et des évolution historiques de pertes.

Le Groupe pourrait conclure des contrats liés pour vendre et acheter du métal et s'engager à racheter ou vendre le métal dans le futur. Un actif représentant le métal que le Groupe s'est engagé à vendre ou un passif représentant l'obligation de racheter le métal sont respectivement reconnus en créances commerciales et autres créances ou en dettes commerciales et autres dettes. Par conséquent, les principaux flux de trésorerie liés aux ventes et aux rachats sont présentés comme flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles dans le tableau de financement plutôt que comme flux de trésorerie provenant des activités de financement tant que le financement est à court terme dans le

temps et que les transactions sous-jacentes ne sont pas reconduites. Les intérêts payés et reçus sont présentés de façon cohérente en flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et présentés en autres produits dans le compte de résultats au même titre que les frais de leasing et de factoring. Aucun chiffre d'affaires du côté des ventes ni coût des matières premières du côté de l'achat ne sont comptabilisés si cela concerne les mêmes métaux et quantités engagées avec la même partie.

2.11 LIQUIDITÉS ET QUASI-LIQUIDITÉS

La trésorerie comprend la caisse et les comptes à vue. Les quasi-liquidités sont des placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de cash, qui ont une échéance inférieure ou égale à trois mois, et qui ne présentent pas un risque important de changement de valeur.

Ces éléments sont portés au bilan à leur valeur nominale ou au coût amorti. Les découverts bancaires sont inclus dans le passif court terme du bilan.

2.12 RÉDUCTIONS DE VALEUR DES ACTIFS

Les immobilisations corporelles, ainsi que les autres actifs à long terme, y compris les actifs financiers non détenus à des fins de transaction et les immobilisations incorporelles, sont revus afin de déterminer la nécessité d'enregistrer une réduction de valeur lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être entièrement récupérée. En présence d'une telle indication, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

La valeur recouvrable est le prix de vente net de l'actif ou sa valeur d'usage si celle-ci est plus élevée. Pour estimer le montant récupérable d'un actif individuel, la société détermine souvent le montant récupérable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Une réduction de valeur est immédiatement prise en charge lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse la valeur recouvrable.

Une reprise de réduction de valeur est comptabilisée lorsqu'il apparaît que la réduction de valeur de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie n'est plus justifiée ou a diminué. Une réduction de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif ne dépasse pas le montant tel qu'il serait apparu, après amortissements, si la réduction de valeur n'avait pas été prise en compte.

2.13 CAPITAL SOCIAL ET BÉNÉFICE REPORTÉ

A. Rachat de capital: Lorsqu'une des sociétés du groupe rachète des actions de la société (actions détenues en propre), le montant versé en contrepartie, y compris les coûts marginaux directement attribuables nets d'impôt sur le résultat, est déduit des fonds propres dans la rubrique "actions détenues en propre". Aucun résultat n'est reconnu lors de l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation d'actions propres. En cas de vente ou de réémission ultérieure de ces actions, les produits perçus, nets des coûts

marginaux directement attribuables à la transaction et de l'incidence fiscale afférente, sont inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société.

B. Les coûts marginaux attribuables à l'émission de nouvelles actions sont enregistrés nets d'impôts dans les capitaux propres en déduction de la valeur d'émission.

C. Les dividendes de la société mère ne sont reconnus en dettes qu'après approbation par l'assemblée générale des actionnaires.

2.14 INTÉRÊTS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires représentent la quote-part des tiers dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables, comptabilisés lors de l'acquisition d'une filiale et attribuables à un tiers, ainsi que la proportion appropriée des profits et pertes ultérieurs.

Dans le compte de résultats, la participation minoritaire dans le bénéfice ou la perte de la société figure séparément de la part du Groupe dans le résultat consolidé.

2.15 PROVISIONS

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque :

- une obligation (légitime ou implicite) résulte d'un événement passé ;
- il est probable que des ressources devront être affectées à l'exécution de cette obligation ;
- il est possible de procéder à une estimation fiable du montant de l'obligation.

Une obligation implicite est une obligation qui résulte des actes de l'entreprise qui, sur base d'un modèle établi de pratiques passées ou de politiques affichées, a manifesté son intention d'accepter certaines responsabilités, suscitant en conséquence l'attente de la voir assumer ces responsabilités.

Le montant de la provision est la meilleure estimation possible de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle, à la clôture du bilan, en tenant compte de la probabilité de survenance de l'événement. Lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est matériel, le montant de la provision est égal à la valeur actualisée de la dépense considérée comme nécessaire pour éteindre l'obligation. Le résultat de l'actualisation annuelle éventuelle de la provision est comptabilisé en résultat financier.

Les principaux types de provision comprennent :

1. PROVISIONS POUR AVANTAGES SOCIAUX (VOIR POINT F2.16 AVANTAGES SOCIAUX)

2. OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES

Les provisions environnementales sont établies sur base des obligations légales et implicites résultant d'événements passés, conformément à la politique environnementale affichée par la société et la législation en vigueur. Le montant total de la provision est comptabilisé au moment où l'événement sous-jacent surgit. Lorsque l'obligation est liée à la production/activité, la provision est reconnue progressivement en fonction de l'usage normal ou du niveau de production.

3. AUTRES PROVISIONS

Il s'agit ici des provisions pour litiges, contrats déficitaires, garanties, risques sur investissements en titres, et restructurations. Une provision pour restructuration est constituée lorsque la société a approuvé un plan de restructuration formel et détaillé, et que la restructuration a commencé ou a été annoncée publiquement avant la clôture du bilan. Toute provision pour restructuration comprend uniquement les coûts directement liés à la restructuration, nécessairement occasionnés par la restructuration et non liés à l'activité poursuivie par l'entreprise.

2.16 AVANTAGES SOCIAUX

2.16.1 AVANTAGES À COURT TERME

Il s'agit ici des rémunérations et charges sociales, des vacances annuelles payées et des congés de maladie, des bonus et des avantages non financiers, pris en charge dans l'exercice. Les bonus sont octroyés à tous les cadres de la société, en fonction de la performance personnelle et d'indicateurs clés de performance financière. Le montant du bonus est comptabilisé en tant que charge, suivant une estimation à la clôture du bilan.

2.16.2 AUTRES AVANTAGES POSTÉRIEURS À LA PENSION (PENSIONS, SOINS MÉDICAUX)

La société a mis en place plusieurs plans de pension et de soins médicaux, conformément aux conditions et pratiques des pays où elle opère. Ces régimes sont généralement financés par des paiements à des compagnies d'assurance ou à d'autres fonds de pension.

2.16.2.1 RÉGIMES À PRÉSATIONS DÉFINIES

La société a pris en compte toutes ses obligations légales et implicites, tant dans le cadre des régimes à prestations définies que des pratiques informelles de la société.

Le montant inscrit au bilan est le résultat de calculs actuariels (en appliquant la méthode dite "projected unit credit"). Il représente la valeur actualisée des obligations liées aux régimes à prestations définies compensée avec la juste valeur des actifs du régime.

Le coût des prestations passées est directement enregistré dans le compte de résultats depuis IAS 19 révisée.

Toutes les réévaluations relatives à des changements d'hypothèses actuarielles de régimes à prestations définies postérieurs à la pension, sont enregistrées dans l'état consolidé des profits et pertes reconnus directement en capitaux propres.

En Belgique, en ligne avec la législation belge s'appliquant à tous les plans de pension du 2ème pilier (loi Vandenbroucke), tous les plans à titre de contributions définies, pour lesquels un rendement minimum garanti est appliqué, doivent être considérés sous IFRS comme des plans à titre de prestations définies. Les obligations et coûts y relatifs ont donc été calculés selon la méthode PUC (Projected Unit Credit).

En Allemagne, deux régimes de pension à cotisations définies existent, financés en externe par la « Pensionskasse Degussa » (PKD) ou le fond de soutien « Unterstützungskasse Degussa » (RUK). Les plans PKD et RUK sécurisent l'inflation et garantissent les ajustements des taux d'intérêts des prestations. Ces dernières années, en raison des taux d'intérêt très bas, un risque de déficit d'auto-financement de PKD et RUK pour honorer ces ajustements existe. Pour cette raison, les régimes PKD et RUK sont reconnus comme des régimes à prestations définies selon IFRS. Le management a appliqué une méthode simplifiée basée sur la meilleure estimation pour calculer le risque de déficit et l'a reconnu comme une obligation supplémentaire.

2.16.2.2 RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

La société paie des cotisations dans le cadre de plans d'assurance du régime public ou privé. Les cotisations sont prises en charge lorsqu'elles sont encourues et sont incluses dans les frais de personnel.

2.16.3 AUTRES AVANTAGES À LONG TERME OCTROYÉS AU PERSONNEL (PRIMES D'ANCIENNETÉ)

Ces avantages sont provisionnés, à concurrence du coût escompté, sur la durée de l'emploi, suivant une méthode de comptabilisation semblable à celle des régimes de pension à prestations définies. Les obligations sont évaluées annuellement par des actuaires qualifiés et indépendants. Toutes les réévaluations relatives à des changements d'hypothèses actuarielles sont immédiatement inscrites au compte de résultats.

2.16.4 AVANTAGES EN CAS DE DÉPART (PLANS DE PRÉRETRAITE, AUTRES OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE FIN DE CONTRAT)

Ces avantages naissent lorsque la société décide de mettre fin au contrat d'un membre du personnel avant la date normale de sa retraite, ou lorsque l'employé accepte volontairement de partir en échange de ces avantages. Lorsqu'elles sont raisonnablement prévisibles suivant les conditions et pratiques des pays où la société opère, les obligations futures sont également comptabilisées.

Ces avantages sont provisionnés, à concurrence du coût escompté, sur la durée de l'emploi, suivant une méthode de comptabilisation semblable à celle des régimes de pension à prestations définies. Ces obligations sont évaluées annuellement par des actuaires qualifiés et indépendants. Toutes les réévaluations relatives à des changements d'hypothèses actuarielles sont immédiatement inscrites au compte de résultats.

2.16.5 RÉMUNÉRATIONS EN ACTIONS OU LIÉES AUX ACTIONS (PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS IFRS 2)

Différents programmes d'options sur actions et de plans d'actions permettent au personnel de la société et à ses cadres supérieurs d'acquérir ou d'obtenir des parts de la société.

Le prix d'exercice des options ou des actions est égal à la valeur de marché des actions (sous-jacentes) à la date d'octroi des options. Lorsque des options sont exercées, des actions détenues en propre sont délivrées au bénéficiaire. Pour les plans d'actions, les actions sont données au bénéficiaire à partir d'actions détenues en propre existantes. Dans les deux cas, les fonds propres sont augmentés à concurrence des montants reçus correspondant au prix d'exercice.

Les options et actions sont irrévocablement acquises dès leur date d'octroi. Leur juste valeur est reconnue comme une charge sociale avec une augmentation correspondante de la réserve pour paiements fondés sur des actions. Pour les options, la charge à reconnaître est calculée par un actuaire suivant un modèle tenant compte de toutes les caractéristiques des options, de la volatilité de l'action sous-jacente et d'une estimation du calendrier d'exercice.

Tant que les options octroyées n'ont pas été exercées, la juste valeur est reconnue dans "l'État de l'Évolution des Fonds Propres" sous la ligne "Réserve pour paiements en actions". La valeur des options exercées pendant la période est transférée en réserves.

2.16.6 PRÉSENTATION

L'impact des avantages du personnel sur le résultat est comptabilisé en résultat opérationnel sauf les intérêts et les effets de l'actualisation qui sont repris en résultats financiers.

2.17 DETTES FINANCIÈRES

Tous les mouvements dans les dettes financières sont comptabilisés à la date de l'opération.

Les emprunts sont initialement enregistrés à la valeur des montants perçus, nets des coûts de transaction encourus. Ensuite, ils sont valorisés à leur coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en tenant compte des frais d'émission éventuels, ristournes et primes d'émission. Toute différence entre le coût et la valeur de rachat est inscrite au compte de résultats à partir du remboursement.

A partir de 2019, les dettes financières contiennent également les dettes relatives au leasing selon IFRS 16 (voir Annexe F2.23.1).

L'obligation convertible est considérée comme un instrument composé. Il contient une composante dette et une composante capitaux propres. Cet instrument est convertible en actions au gré du détenteur. Chaque composante est donc comptabilisée séparément. L'élément dette est déterminé en évaluant à la juste valeur les flux de trésorerie à l'exclusion de toute composante capitaux propres. Le résidu est affecté aux capitaux propres. La composante « capitaux propres » n'est pas réévaluée, ni à la conversion ni à l'échéance. Notons enfin que l'obligation convertible est un instrument à coupon zéro.

2.18 DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES

Les dettes commerciales et autres dettes sont valorisées au coût amorti c'est-à-dire à la valeur actualisée nette du montant à payer. Si l'impact de l'actualisation n'est pas matériel, le montant reste évalué à sa valeur historique.

Le Groupe pourrait conclure des contrats liés pour vendre et acheter du métal et s'engager à racheter ou vendre le métal dans le futur. Un actif représentant le métal que le Groupe s'est engagé à vendre ou un passif représentant l'obligation de racheter le métal sont respectivement reconnus en créances commerciales et autres créances ou en dettes commerciales et autres dettes. Par conséquent, les principaux flux de trésorerie liés aux ventes et aux rachats sont présentés comme flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles dans le tableau de financement plutôt que comme flux de trésorerie provenant des activités de financement tant que le financement est à court terme dans le temps et que les transactions sous-jacentes ne sont pas reconduites. Les intérêts payés et reçus sont présentés de façon cohérente en flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et présentés en autres produits dans le compte de résultats au même titre que les frais de leasing et de factoring. Aucun chiffre d'affaires du côté des ventes ni coût des matières premières du côté de l'achat ne sont comptabilisés si cela concerne les mêmes métaux et quantités engagées avec la même partie.

Cette rubrique comprend également la juste valeur négative des produits financiers dérivés.

2.19 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

L'impôt sur le résultat de l'exercice comprend l'impôt courant et différé. Ces impôts sont calculés conformément aux règles fiscales en vigueur dans chaque pays où la société opère.

L'impôt courant est le montant des impôts à payer sur les revenus imposables de l'année écoulée ainsi que tout ajustement aux impôts payés (ou à récupérer) relatifs aux années antérieures. Il est calculé en utilisant le taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

Les impôts à payer sont déterminés sur base des lois et règlements fiscaux en vigueur dans chaque juridiction dans laquelle le Groupe opère. Les positions fiscales prises sont considérées comme supportables par le Groupe et sont conçues pour résister aux défis des autorités fiscales. Toutefois, il est clair que certaines positions fiscales peuvent être incertaines et peuvent inclure des interprétations de lois fiscales complexes.

Des provisions fiscales sont comptabilisées lorsque l'impact précis de la loi fiscale et des réglementations sur les impôts à payer sur les bénéfices générés dans cette juridiction, n'est pas clair et pourrait entraîner un ajustement fiscal représenté par un flux futur de fonds vers une administration fiscale ou un ajustement consécutif d'un actif d'impôt différé. Les incertitudes relatives aux traitements fiscaux sont évaluées périodiquement, impliquant une évaluation détaillée selon l'interprétation d'IFRIC 23, en considérant les incertitudes individuellement ou collectivement, en fonction de l'approche qui a fourni les meilleures prédictions de résolution des incertitudes avec les autorités fiscales ; en assumant également que l'administration fiscale examinera la position (si elle y est autorisée) et aura connaissance de toutes les informations pertinentes ; et en reconnaissant une position fiscale incertaine ou une (UTP ou groupe d'UTP) en utilisant soit le montant le plus probable, soit la valeur attendue, en fonction de ce qui est censé donner une meilleure prévision de la résolution de chaque (groupe d') UTP, pour refléter la probabilité qu'un ajustement soit réalisé à l'examen. L'estimation et les jugements relatifs à des positions fiscales incertaines sont réévalués si les faits et circonstances sur lesquels ces estimations et jugements étaient fondés ont changé ou à la suite de nouvelles informations qui affectent les appréciations initiales. Dans l'évaluation des positions fiscales incertaines, le Groupe prend en compte le délai de prescription applicable dans chaque juridiction, en plus des intérêts et des pénalités qui sont inclus dans l'évaluation.

L'impôt différé est calculé suivant la méthode du report variable (liability method) sur les différences temporaires entre la base fiscale de l'actif et du passif et leur valeur comptable telle qu'elle figure dans les états financiers. Ces impôts sont déterminés suivant les taux d'imposition en vigueur à la date de clôture ou au taux futur annoncé formellement par le gouvernement.

L'impôt différé actif n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que des produits futurs imposables seront disponibles pour y imputer les différences temporaires.

Les impôts différés actifs et passifs sont soldés et présentés nets uniquement lorsqu'ils concernent des sommes exigées par les mêmes autorités fiscales de la même entité taxable.

2.20 PRODUITS

2.20.1 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DES CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

Malgré la complexité de certains processus dans chaque secteur d'activités, les différentes obligations de performance sont relativement claires :

- Catalysis : la livraison des produits selon les spécifications du contrat. Ces spécifications sont prédéfinies et validées par des échantillons. Ces derniers ne sont pas considérés comme flux significatif et n'ont pas engendré d'analyses plus détaillées selon IFRS 15.
- Recycling : le retour du métal raffiné chez le client selon le contrat soit comme métal pur soit comme partie d'un produit (semi)fini et la vente de métal (incluant les bonus) vers les clients.
- Energy and Surface Technologies : la livraison du produit selon les spécifications du bon de commande reçu.

Umicore a attentivement considéré la satisfaction des obligations de performance et en a conclu que pour les ventes chez Catalysis, le produit était reconnu à une date donnée dans le temps lors du transfert du contrôle du produit au client (at a point in time). Malgré la personnalisation des produits, les considérations de la reconnaissance de manière continue (over time) n'ont pas été rencontrées étant donné que le client ne contrôle pas le processus de production et le Groupe n'a pas le droit d'être payé avant la livraison des marchandises. Le contrôle est donc transféré sur base des conditions de livraisons habituelles (incoterms) et lorsque le client accepte les marchandises livrées.

Pour les ventes chez Recycling, le produit de la vente est reconnu à une date donnée (point in time) lorsque le contrôle du produit rafiné est transféré au client ou lorsque le métal est à nouveau entre les mains du client (rafinage) ou dans les mains des clients (vente de métal y compris bonus), à la livraison.

Pour les ventes chez Energy and Surface Technologies, le produit est reconnu à une date donnée (point in time) lorsque le contrôle est transféré au client, c'est-à-dire au moment de la livraison des produits selon les incoterms.

Certains contrats contiennent des remises commerciales et rabais mais leur fréquence est faible et leur montant est négligeable. Si applicable, ceux-ci sont comptabilisés en même temps que l'établissement de la vente. Il n'existe pas de contrats de garantie supplémentaires vendus aux clients et par conséquent, ceux-ci ne sont pas considérés comme une obligation de performance distincte. Par conséquent, le prix de transaction identifié dans le contrat est intégralement alloué à l'obligation de performance. Il n'existe pas de solde de contrat significatif pour lequel le Groupe a réalisé une obligation de performance pour laquelle aucune facturation n'a encore été faite ou pour lequel à contrario le Groupe a reçu des avances pour lesquelles l'obligation de performance n'a pas été satisfaite.

Les produits des contrats avec les clients sont détaillés dans les note F7 et F9. L'évaluation des réductions de valeur est considérée dans le modèle des pertes sur créances attendues, comme indiqué en note F20.

2.20.2 SUBSIDES

Un subside est d'abord comptabilisé au bilan comme revenu à recevoir lorsque l'on est raisonnablement sûr de le percevoir et de remplir les conditions y afférant. Les subsides sont comptabilisés dans le compte de résultats sur la période correspondant aux coûts qu'ils doivent compenser.

2.21 INSTRUMENTS DE COUVERTURE

La société utilise des produits dérivés dans le but de réduire l'exposition aux fluctuations des taux de change, des prix des métaux, des taux d'intérêts et des autres risques du marché. La société utilise principalement des contrats au comptant et à terme pour couvrir les risques liés aux métaux et aux devises, tandis que des swaps couvrent les risques liés aux taux d'intérêts. Les opérations effectuées sur les marchés à terme ne sont pas de nature spéculative.

2.21.1 RISQUES TRANSACTIONNELS – COUVERTURE EN JUSTE VALEUR

Les produits dérivés sont utilisés afin de couvrir la juste valeur des éléments qu'ils couvrent (actifs, passifs et engagements fermes) et sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de l'opération. Les éléments couverts (essentiellement les engagements physiques et les stocks disponibles à la vente) sont, selon les politiques de couverture économiques d'Umicore, initialement valorisés à la juste valeur en appliquant la mise au marché.

Lorsque c'est possible, Umicore documente la comptabilité de couverture conformément aux critères définis par IFRS 9. L'approche des couches inférieures (bottom layer approach) ou de la position nette, pour la couverture de juste valeur sur des groupes de portefeuilles fermés comportant des expositions au risque de change et au risque relatif aux matières premières, est appliquée. Selon l'approche des couches inférieures, une couche représentant le montant nominal d'une exposition historiquement présente de façon constante et continue est définie. Cette couche est ensuite divisée en sous-couches qui sont désignées comme des éléments couverts. Les sous-couches sont ensuite couvertes par des instruments de couverture qui sont désignés comme des multiples de couverture de ces sous-couches.

Dans l'approche de la position nette, la couverture est appliquée sur la base d'un groupe d'éléments présentant des positions de risques qui se compensent, la position nette étant l'élément couvert par un instrument de couverture.

Dans les deux approches, on considère des portefeuilles fermés couverts dans lesquels des éléments ne peuvent pas être ajoutés, supprimés ou remplacés sans considérer chaque changement comme une transition vers un nouveau portefeuille. Dans les deux approches, les expositions couvrent un groupe de positions devises et matières premières bilan et hors-bilan qui sont soit des dettes commerciales, du stock et des engagements d'achat soit des créances commerciales et des engagements de vente exposés à la variabilité des devises et des prix des matières premières.

En l'absence de l'obtention des critères de la couche inférieure selon IFRS 9 ou de la position nette pour des portefeuille fermés ou en l'absence d'un marché de dérivés et donc de la comptabilité de couverture en juste valeur à la création selon IFRS 9, les éléments couverts sont maintenus au coût et sont sujets aux principes d'IAS 37. En pratique, cela signifie qu'Umicore compense toute mise au marché matérielle enregistrée initialement avec des provisions pour contrats déficitaires et reclasse les mises au marché négatives en provisions pour contrats déficitaires.

Lorsqu'une filiale ou une unité génératrice de trésorerie du Groupe acquière des matières premières via un contrat dans le but de les revendre dans un délai très court, après la livraison, pour tirer profit de la fluctuation des prix des métaux, le stock est alors revalorisé à sa juste valeur via le compte de résultats et les engagements physiques ou papiers associés sont considérés comme produits dérivés et également revalorisés à leur juste valeur via le compte de résultats.

2.21.2 RISQUES STRUCTURELS – COUVERTURE DES FLUX DE TRÉSORERIE

Les instruments financiers et produits dérivés destinés à la protection de flux de trésorerie futurs, sont désignés comme "cash flow hedges" dans la comptabilité de couverture. La partie efficace des variations de la juste valeur d'instruments financiers satisfaisant aux critères de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les capitaux propres. Les montants cumulés dans les capitaux propres sont recyclés en compte de résultats au cours des périodes durant lesquelles l'élément couvert affecte le résultat.

Si l'occurrence de la transaction couverte n'est plus probable ou si la couverture devient inefficace, l'instrument de couverture correspondant est immédiatement clôturé. Tous les profits et pertes y afférant, en ce compris ceux qui étaient jusque-là maintenus en capitaux propres, sont enregistrés immédiatement au compte de résultats.

En l'absence de l'obtention de la comptabilisation de la couverture des flux de trésorerie à la création telle que définie par IFRS 9, la juste valeur des instruments de couverture sous-jacent est reconnue dans le compte de résultat au lieu des capitaux propres et cela avant la réalisation de l'opération sous-jacente prévue ou engagée.

2.21.3 DÉRIVÉS INCORPORÉS

Les contrats exécutoires (le "contrat hôte") peuvent parfois contenir des dérivés incorporés. Les dérivés incorporés peuvent avoir pour conséquence de modifier les flux de trésorerie initialement prévus dans le contrat hôte en fonction du taux d'intérêt, du prix de l'instrument financier, du prix des matières, des taux de change ou de toute autre variable. Si le dérivé incorporé n'est pas fermement lié au contrat hôte, il est extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément selon IFRS 9. Le contrat hôte est comptabilisé selon la règle applicable au contrat exécutoire, ce qui signifie qu'il n'est reconnu au bilan ou au compte de résultats qu'au moment de la réalisation du contrat.

2.22 AJUSTEMENTS

Les ajustements du résultat résultent de mesures de restructuration, de réductions de valeur d'actifs relatives à des mesures de restructuration et d'autres profits ou pertes provenant d'activités ou d'événements ne faisant résolument pas partie de l'activité ordinaire de la société tels que la cession d'activités et les provisions environnementales liées à des pollutions historiques ou des sites non-actifs.

F3 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Toutes les activités du Groupe sont exposées à divers risques qui sont par nature financiers ou non financiers mais qui peuvent potentiellement impacter la performance financière du Groupe. Les risques financiers incluent la variation du prix des métaux, les taux de change, certaines conditions commerciales dictées par le marché et les taux d'intérêts, ainsi que les risques de crédit et les risques de liquidités. Le programme général de gestion des risques du Groupe vise à minimiser les effets de ces facteurs sur la performance financière de l'entreprise par l'utilisation d'instruments de couverture et d'assurance.

3.1 RISQUES LIÉS AUX DEVISES

Pour Umicore, les risques liés aux devises sont de trois types distincts : structurel, transactionnel et de conversion.

3.1.1 RISQUE STRUCTUREL

Une partie des revenus d'Umicore est structurellement liée au dollar américain (USD) alors que la majorité des opérations se situent à l'extérieur de la zone USD (en particulier en Europe et en Asie). Tout changement dans le taux de change entre l'USD et l'EUR ou toute autre devise non liée à l'USD a un impact sur les résultats de la société.

La grande partie de cette exposition structurelle provient du fait que le prix des métaux, relatifs aux opérations de raffinage et de recyclage, est fixé en USD.

Une autre partie de plus en plus importante de cette exposition provient de revenus non liés au prix des métaux fixés en USD, tels que le raffinage et les primes produits. Cette augmentation est principalement liée à la croissance des activités « Battery Materials » en Asie.

A côté de la sensibilité USD par rapport à l'EUR, il existe également une certaine sensibilité structurelle et grandissante pour d'autres couples de devises, notamment l'USD et l'EUR par rapport au KRW, au CNY, au CAD, au ZAR et au BRL.

Couverture structurelle des devises

Umicore a pour politique de couvrir son exposition structurelle au risque de change, soit en combinaison avec la couverture du risque métal, soit isolément, lorsque les taux de change ou le prix des métaux exprimés en euro sont historiquement élevés et que des marges attrayantes peuvent ainsi être assurées.

En ce qui concerne le risque structurel, le Groupe évalue l'efficacité de la couverture en appliquant une concordance critique entre l'élément couvert (flux de trésorerie futurs probables) et l'instrument de couverture, en autres du montant et de l'échéance. Le Groupe adopte une approche prudente dans l'application de la couverture structurelle, jamais jusqu'à 100%, évitant ainsi l'inefficacité résultant de la différence de maturité entre l'élément couvert et l'instrument de couverture ou de la variation du montant de l'exposition.

A fin décembre 2020, Umicore a certaines couvertures structurelles en place concernant la sensibilité devises non liée au prix des métaux pour notamment les paires de devises suivantes : EUR/USD, USD/KRW, USD/CNY, EUR/CNY, EUR/ZAR et USD/CAD.

3.1.2 RISQUE TRANSACTIONNEL

L'entreprise est par ailleurs sujette à des risques transactionnels liés aux devises. Les taux de change peuvent en effet fluctuer entre le moment où le prix est fixé avec un client ou un fournisseur et celui du règlement de la transaction. La politique du Groupe est de couvrir le risque transactionnel de la manière la plus étendue possible, principalement par le biais de contrats à terme.

En ce qui concerne le risque transactionnel, le Groupe évalue l'efficacité de la couverture en appliquant une concordance critique entre l'élément couvert (éléments du bilan et engagements) et l'instrument de couverture, en autres du montant et de l'échéance. Le Groupe couvre au maximum les risques transactionnels jusqu'au maximum de 100%. L'inefficacité peut résulter de la différence de maturité entre l'élément couvert et l'instrument de couverture ou de la variation du montant de l'exposition, mais ne devrait pas être significative.

3.1.3 RISQUE DE CONVERSION

Umicore, entreprise internationale, possède des entités dont les résultats ne sont pas exprimés en euro. Lorsque les résultats et les bilans de ces entités sont consolidés dans les comptes du Groupe Umicore, la conversion de ces montants est exposée aux variations dans la valeur des devises locales contre l'EUR, principalement le KRW, le CNY, l'USD, le BRL et le ZAR. Bien qu'Umicore ne couvre pas systématiquement ces risques de conversion, il pourrait conclure des couvertures de façon ad hoc.

3.2 RISQUES LIÉS AUX PRIX DES MÉTAUX

Les risques liés aux prix des métaux peuvent être répartis en trois catégories distinctes : structurels, transactionnels et les risques liés aux stocks.

En ce qui concerne le risque structurel et transactionnel, et ce dans le but d'évaluer notre efficacité de couverture, nous appliquons une concordance critique entre l'élément couvert et l'instrument de couverture, par exemple en terme de quantité et de maturité. Le ratio de couverture est de 100%, nos sources d'inefficacité pouvant être une différence de maturité entre l'élément couvert et l'instrument financier ou un changement d'exposition.

3.2.1 RISQUE STRUCTUREL

Umicore encourt des risques structurels liés aux prix des métaux. Ces risques résultent principalement de l'impact qu'exercent les prix des métaux sur les frais de traitement ou tout autre composant du revenu qui fluctue avec le prix des métaux. La politique d'Umicore permet de couvrir son exposition au risque métal lorsque les prix des métaux exprimés dans la devise fonctionnelle des secteurs concernés sont historiquement élevés et que des marges attrayantes peuvent ainsi être assurées. L'ampleur de la couverture dépend de la liquidité des marchés concernés.

Le segment Recycling recycle du platine, palladium, rhodium, or et argent, mais également une série d'autres métaux spéciaux et de base. Dans ce segment, la sensibilité à court terme des revenus et du résultat opérationnel au prix des métaux précieux est particulièrement matérielle. Cependant, étant donné la variabilité de l'approvisionnement en matières premières dans le temps et la durée variable des contrats de livraison négociés, il n'est pas approprié de fournir une sensibilité fixe à un métal en particulier. De manière générale, un prix des métaux plus élevé tend à améliorer les revenus du secteur d'activité Recycling (et vice versa). Umicore rencontre également une sensibilité au prix des métaux dans ses autres secteurs d'activités (Catalysis, Energy & Surface Technologies) liée principalement aux composants revenus liés au prix des métaux et dépendant des métaux utilisés dans ces segments. Aussi dans les cas où un prix des métaux plus élevé apporte des bénéfices à court terme au profit de chacune des activités (et vice versa). Cependant, d'autres conditions commerciales, largement indépendantes du prix des métaux tels que les marges sur les produits, sont également d'importants et d'indépendants générateurs de revenus et de rentabilité. Enfin, des prix des métaux élevés et durables pourraient dans certains cas accroître d'autres risques tels que le risque de substitution ou le risque d'interruption de la chaîne d'approvisionnement.

Couverture structurelle des métaux

Pour certains métaux cotés sur les marchés de produits dérivés, Umicore couvre une partie de son exposition métal future. Cette couverture est basée sur une documentation démontrant une grande probabilité des flux de trésorerie futurs basés sur le prix des métaux et découlant des contrats commerciaux conclus. Umicore a couvert une partie de son exposition métal future. Au cours de 2020 et début 2021, Umicore a conclu des contrats à terme supplémentaires, garantissant ainsi une part substantielle de son exposition structurelle future aux prix de certains métaux précieux et améliorant la visibilité sur ses bénéfices. Pour 2021 et 2022, environ les deux tiers de l'exposition attendue pour l'or et le

palladium et un peu moins de la moitié de l'exposition pour l'argent ont été fixés. De plus, près d'un tiers de l'exposition attendue au platine pour 2021 a été couvert. Malgré l'absence de marché à terme liquide, Umicore a conclu ces derniers mois des contrats à terme fixant une minorité de son exposition au rhodium prévue pour 2022 et 2023. Enfin, Umicore a aussi couvert la majorité de son exposition au plomb attendue pour 2021 et 2022.

En ce qui concerne le risque structurel, le Groupe évalue l'efficacité de la couverture en appliquant une concordance critique entre l'élément couvert (flux de trésorerie futurs probables) et l'instrument de couverture, en autres du montant et de l'échéance. Le Groupe adopte une approche prudente dans l'application de la couverture structurelle, jamais jusqu'à 100%, évitant ainsi l'inefficacité résultant de la différence de maturité entre l'élément couvert et l'instrument de couverture ou de la variation du montant de l'exposition.

3.2.2 RISQUE TRANSACTIONNEL

Le Groupe est confronté à des risques transactionnels liés aux prix des métaux. La majorité de transactions liées aux métaux utilise des références externes du marché des métaux comme le London Metal Exchange. Si le prix sous-jacent des métaux était constant, le prix payé par Umicore pour les métaux contenus dans les matières premières serait imputé au client comme faisant partie du prix du produit. Cependant, suite au délai entre la conversion de matières premières achetées en produits et la vente de ces produits, la volatilité dans le prix de référence du métal créé des différences entre le prix payé pour le métal contenu et le prix reçu. Par conséquent, un risque transactionnel existe pour toutes variations du prix entre le moment où la matière première est achetée (le métal est "priced in") et le moment où le produit est vendu (le métal est "priced out").

Le Groupe a pour politique de couvrir le plus largement possible le risque transactionnel, essentiellement par des contrats à terme.

En ce qui concerne le risque transactionnel, le Groupe évalue l'efficacité de la couverture en appliquant une concordance critique entre l'élément couvert (éléments du bilan et engagements) et l'instrument de couverture, en autres du montant et de l'échéance. Le Groupe couvre au maximum les risques transactionnels jusqu'au maximum de 100%. L'inefficacité de telles couvertures peut résulter de la différence de maturité entre l'élément couvert et l'instrument de couverture ou de la variation du montant de l'exposition, mais ne devrait pas être significative.

La croissance importante des matériaux pour batteries les dernières années augmente la volatilité associée des prix et, dans le cas de certains métaux tels que le cobalt, l'absence de marché de contrats à terme liquide entraîne une augmentation des risques liés aux métaux. Pour le cobalt, la politique de couverture transactionnelle d'Umicore vise à aligner au maximum les prix d'achat et de vente du métal.

Une telle couverture physique back-to-back permet de gérer les risques transactionnels liés au cobalt dans un marché volatile.

La politique économique de couverture transactionnelle des métaux du Groupe prescrit que les principes de valorisation à la valeur de marché sont initialement appliqués sur tous les éléments de la position de couverture transactionnelle, les instruments de couverture ainsi que les éléments couverts. Lorsque cela est possible, cela se produit selon les critères de comptabilité de couverture IFRS 9. Lorsque la comptabilité de couverture IFRS 9 ne peut pas être appliquée ou obtenue, Umicore compense toute évaluation à la valeur de marché positive significative par des provisions pour contrats déficitaires et reclasse la valeur de marché négative dans les provisions pour contrats déficitaires.

3.2.3 RISQUE LIÉ AUX STOCKS MÉTAL

Le Groupe fait face à des risques liés aux prix des métaux sur ses stocks permanents de métaux. Ce risque est lié à la valeur de marché du métal qui pourrait être devenir inférieure à la valeur comptable de ces stocks. Umicore ne se couvre pas contre ces risques.

3.3 RISQUES LIÉS AUX TAUX D'INTÉRÊTS

Les risques relatifs aux taux d'intérêts proviennent d'évolution des taux d'intérêt du marché, qui peuvent entraîner des variations de la juste valeur des instruments de dette à taux fixe et des variations des paiements d'intérêt pour les dettes à taux variable. Ce risque est géré en évaluant régulièrement le profil d'endettement du Groupe et en concluant des contrats de swap d'intérêts. Fin décembre 2020, la dette financière brute du Groupe se chiffrait à € 2.424 millions, dont € 1.609 millions à taux fixe. Les contrats de swap d'intérêts ouverts totalisent € 40 millions à la fin de la période et expirent en 2023.

3.4 RISQUES DE CRÉDIT

Risque de crédit et concentration du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de non-paiement par une quelconque contrepartie suite à la vente de produits ou d'opérations de prêts de métaux. Pour la gestion de ce type de risque, Umicore a mis en place une politique de crédit basé sur des demandes de limites de crédit, des procédures d'approbation, un monitoring permanent de l'exposition et des procédures de rappel en cas de retard de paiement. Le risque de crédit provenant des ventes est en partie couvert par une assurance-crédit, par des lettres de crédit ou par des moyens de paiement sécurisés similaires. Umicore a conclu plusieurs accords d'assurance-crédit avec différents assureurs. Un contrat d'assurance-crédit global mondial a été mis en place. Ce contrat protège les activités concernées contre les risques d'insolvabilité, les risques politiques et commerciaux avec une franchise individuelle de 5% par facture et prévoit une limite globale de décaissement établie par région ou par pays. Umicore a déterminé que, dans un certain nombre de cas où le coût de l'assurance-crédit était disproportionné par rapport au risque couvert, aucune couverture par assurance-crédit ne devait être prévue. Pour les activités caractérisées par un niveau de concentration des

clients significatif ou par une relation avec le client proche et particulière, certains contrats d'assurance pourraient être mis en place pour une période déterminée. Il faut également noter que certaines transactions importantes, notamment les ventes de métaux précieux par la division Recycling, ont un risque de crédit limité puisque le paiement avant livraison est une pratique très répandue. De plus, Umicore peut souhaiter réduire certains risques de crédit en faisant usage de conventions d'escompte sans recours, ceci s'appliquant également aux traites émises par des clients en Chine. Concernant le risque lié aux institutions financières comme les banques et les brokers, Umicore utilise également des lignes de crédits internes. Des limites spécifiques sont établies par instrument financier, de manière à couvrir les différents risques auquel le Groupe est exposé lors des transactions avec ces institutions financières. Conformément à IFRS 9, les réductions de valeurs relatives à des pertes de crédit attendues sur les créances sont évaluées et comptabilisées selon une approche simplifiée.

3.5 RISQUES DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est lié à la capacité à rembourser et refinancer la dette (y compris les traites émises) et à financer les opérations. Le Groupe gère le risque de liquidité en maintenant des sources de financement adéquates, en assurant une diversification suffisante des sources de financement, en alignant au mieux les profils de maturité des actifs et passifs financiers et en échelonnant les échéances des sources de financement. Ces sources de financement incluent entre autres les flux de trésorerie d'exploitation, des lignes de crédit bancaire engagées et non-engagées, y compris les traites bancaires émises en Chine, des lignes de leasing pour le métal, l'émission de papiers commerciaux et des placements de dette privée à long terme.

3.6 RISQUES LIÉS À LA FISCALITÉ

La charge fiscale figurant dans les comptes annuels (états financiers) est la meilleure estimation de la dette fiscale du Groupe. Il existe toutefois un degré d'incertitude relative à la charge fiscale définitive pour la période aussi longtemps que les autorités fiscales n'ont pas terminé leurs contrôles. La politique du Groupe est de déposer les déclarations fiscales dans les délais et de discuter ouvertement avec les autorités fiscales afin de s'assurer que les problèmes fiscaux sont traités d'une manière aussi sereine que possible et que toute différence dans l'interprétation de la législation et de la réglementation fiscale est résolue le plus vite possible. Tout comme pour d'autres groupes internationaux, la TVA, les sales tax et les prix de transfert intra-Groupe sont des risques fiscaux inhérents au caractère international du Groupe. Des changements de lois fiscales ou de leur interprétation en matière de prix de transfert, de TVA, de dividendes d'origine étrangère, de soutiens fiscaux à la Recherche et Développement et d'autres déductions fiscales, pourraient augmenter le taux effectif d'imposition du Groupe et avoir un impact négatif sur son résultat net. Sur base de ces risques fiscaux, le management a réalisé une évaluation détaillée des incertitudes relatives aux traitements fiscaux et des provisions ont été enregistrées pour faire face à ces incertitudes en ligne avec IFRIC 23.

3.7 RISQUES LIÉS AU CAPITAL

L'objectif du Groupe dans sa gestion du capital est de protéger la continuité des activités, d'octroyer un rendement aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes ainsi que de maintenir une structure optimale du capital afin de réduire les coûts du capital.

Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe peut par exemple ajuster le montant des dividendes payés aux actionnaires, leur restituer du capital, racheter des actions propres ou émettre de nouvelles actions.

Le Groupe contrôle sa structure du capital sur base du ratio d'endettement et du ratio de la dette financière nette sur l'EBITDA ajusté. Le ratio d'endettement est calculé en divisant la dette financière nette par la somme de la dette financière nette et des fonds propres totaux du Groupe. La dette financière nette est calculée en ajoutant aux dettes financières long terme, les dettes financières court terme et en y soustrayant les liquidités et quasi-liquidités. Le détail chiffré pour les périodes concernées est présenté dans la note F24 relatif aux dettes financières. Dans un environnement opérationnel normal, le Groupe vise à maintenir une structure du capital équivalente au statut de l'"Investment Grade". Le Groupe pourrait considérer de dépasser temporairement ce niveau de l'endettement équivalent si un évènement exceptionnel tel qu'une acquisition majeure survenait.

3.8 RISQUES STRATÉGIQUES ET TRANSACTIONNELS

Le groupe Umicore est confronté à un certain nombre de risques stratégiques et transactionnels qui ne sont pas nécessairement de nature financière mais qui peuvent influencer la performance financière du Groupe. Cela inclut entre autres, les risques technologiques, les risques d'approvisionnement, les risques de substitution de produits par les clients, les risques relatifs à la sécurité d'approvisionnement (comme pour certains métaux critiques), les risques opérationnels liés à des installations de production critiques, la disponibilité du système d'information ainsi que les risques de cybersécurité, les risques liés aux litiges et procédures judiciaires, les risques liés aux activités de négoce de métaux, les risques de réductions de valeur d'actifs suite à un changement de contexte commercial et des perspectives sous-jacents à cet actif. Dans certains cas, il existe un lien direct entre les risques financiers et opérationnels. Par exemple, un risque potentiel de continuité de l'approvisionnement pour certaines matières premières ou métaux critiques en raison d'une limitation d'approvisionnement physique soudaine ou extrême pourrait accroître considérablement les risques financiers et en particulier les risques liés aux prix des métaux. Dans le passé, certains métaux comme par exemple le rhodium ou le cobalt ont montré une forte volatilité des prix liée à des considérations de limitation de l'offre. Veuillez vous reporter au chapitre [Gérer les risques efficacement](#) pour une description de ces risques ainsi qu'une description générale de l'approche d'Umicore dans la gestion des risques.

Umicore ne s'attend pas à un impact financier direct matériel suite au Brexit.

3.9 RISQUES RELATIFS AU COVID-19

L'épidémie de COVID-19 en 2020 a entraîné des risques financiers plus élevés pour Umicore. En réponse à la baisse des volumes dans certains segments d'activité, les valeurs recouvrables de certains actifs long-terme individuels (PPE, propriété intellectuelle et frais de développement capitalisés) au sein de ces segments ont été évaluées et des réductions de valeur sur ces actifs individuels ont été comptabilisées. En outre, Umicore a évalué son empreinte de production, ce qui a conduit à certaines mesures de restructuration. Nous renvoyons à la section Ajustements de la note F9 pour plus de détails. Le COVID-19 a également déclenché des risques de liquidité et de crédit potentiellement plus élevés que le Groupe a gérés efficacement en 2020. Les sources de financement d'Umicore ont été augmentées et diversifiées et nous nous référerons à la note F24 Dette financière pour plus de détails. Les risques de crédit ont été étroitement surveillés et le Groupe n'a subi aucune perte de crédit significative en 2020; nous renvoyons à la note F20 Créances et autres créances pour plus de détails. Alors que la pandémie du COVID-19 se prolonge jusqu'en 2021, les risques associés restent pertinents.

F4 HYPOTHÈSES CLÉS ET ESTIMATIONS COMPTABLES

Les hypothèses et estimations utilisées afin de préparer les états financiers consolidés sont évaluées continuellement et sont basées sur l'expérience et sur d'autres facteurs, dont, certaines prévisions raisonnables d'évènements futurs qui auraient un impact financier sur l'entité. Les estimations comptables en découlant seront, par définition, rarement égales au résultat réel.

Des hypothèses sont posées et des estimations sont faites dans les cas suivants :

- estimation de la nécessité d'enregistrer une réduction de valeur et estimation de son montant ;
- comptabilisation de provisions pour pensions ;
- comptabilisation de provisions pour taxes, environnement, garanties et litiges, retour de produits, contrats déficitaires et restructurations ;
- estimation d'éventuelles réductions de valeur sur stocks ;
- évaluation du caractère recouvrable des impôts différés actifs ;
- évaluation de la durée de vie résiduelle des immobilisations corporelles et incorporelles à l'exception des goodwill.

Les hypothèses et estimations comptables susceptibles d'engendrer un risque significatif d'ajustement de la valeur comptable d'actifs et de passifs dans les périodes futures sont détaillées ci-dessous.

4.1 TEST DE RÉDUCTION DE VALEUR

Le Groupe effectue des tests de réduction de valeur comptable de ses unités génératrices de trésoreries à chaque fois qu'un événement déclencheur interne ou externe laisse sous-entendre qu'il y a un risque pour cette unité. Le Groupe effectue des tests de réductions de valeur chaque année sur les goodwill

inclus dans les unités génératrices de trésorerie. Une réduction de valeur est reconnue lorsque la valeur comptable excède la valeur recouvrable de façon structurelle. La valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie est déterminée en prenant le maximum de la juste valeur de l'actif moins les coûts liés à la vente et de sa valeur d'usage selon les règles comptables du Groupe. Cette valeur d'usage est calculée en actualisant les flux futurs de trésoreries disponibles associés (modèle DCF) afin de déterminer la valeur actualisée. Ces calculs nécessitent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sur les taux d'actualisation, les taux de change, le prix des matières, les besoins futurs en capital ainsi que sur les performances opérationnelles futures. Les estimations des performances futures sont basées sur l'analyse de différents facteurs dont les projections de croissance des marchés, les estimations de parts de marché, l'environnement concurrentiel et l'évolution des coûts et des prix. Cette analyse combine des estimations d'éléments internes et des données de sources externes. En date du 31 décembre 2020, la valeur comptable du goodwill des entités consolidées globalement était de € 156,0 millions (€ 156,7 millions en 2019). Nous référions à la note F15 Goodwill pour plus de détails relatifs aux tests de réductions de valeur annuels sur goodwill.

4.2 PROVISIONS POUR RÉHABILITATION DE SITES

Des provisions sont prises afin d'anticiper les coûts liés à la réhabilitation future de sites de production et de leurs environs, dans la mesure où des obligations légales et constructives existent selon le principe comptable 2.15. Ces provisions incluent des estimations des coûts futurs engendrés par le drainage des sols, des fermetures d'usines, le suivi, la démolition, la décontamination, la purification de l'eau et le stockage des résidus du passé. Ces estimations de coûts sont actualisées. Le calcul de ces provisions est basé sur des hypothèses telles que l'application de lois environnementales, les dates de fermeture d'usine, les technologies disponibles et les estimations de coûts de mise en œuvre et spécifiquement relatif à la Green Zone à Hoboken, le prix d'achat des maisons. Une modification des hypothèses de base pourrait avoir un impact matériel sur la valeur comptable des provisions pour réhabilitation. En date du 31 décembre 2020, la valeur comptable des provisions pour réhabilitation était de € 108,2 millions (€ 58,0 millions en 2019). Nous référions à la note F29 Provisions Environnementales pour plus de détails.

4.3 RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Un actif ou un passif lié à des régimes à prestations définies est reconnu au bilan selon le principe comptable 2.16. La valeur actualisée de ces obligations à prestations définies dépend d'un certain nombre de facteurs déterminés par un actuari. Le Groupe détermine le taux d'actualisation à utiliser au terme de chaque année comptable. Les provisions pour avantages sociaux du Groupe sont détaillées à l'annexe F27. En date du 31 décembre 2020, une provision pour avantages sociaux de € 426,4 millions a été reconnue (€ 392,6 millions en 2019).

4.4 RECONNAISSANCE DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS

Des impôts différés actifs sont reconnus pour les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales non utilisées lorsqu'il est probable que des profits taxables futurs (basés sur les plans opérationnels du

Groupe) soient réalisés permettant l'utilisation de ces actifs. Les résultats fiscaux futurs pourraient être différents des estimations effectuées lors de la reconnaissance des impôts différés.

D'autres hypothèses et estimations sont expliquées dans les annexes relatives aux éléments auxquels elles se rapportent.

4.5 PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES

Comme indiqué dans les annexes 2.21.1 et 3.2.2, la politique d'Umicore est de couvrir un maximum le risque transactionnel lié aux métaux, en appliquant la comptabilité de couverture en juste valeur d'IFRS 9 pour autant qu'il existe des instruments dérivés sur le marché. En l'absence de tels dérivés sur le marché ou en l'absence d'obtention de la comptabilité de couverture, les éléments couverts sont comptabilisés au coût et sont soumis aux principes d'IAS 37 en particulier au jugement pour les contrats déficitaires.

La décision de prendre de telles provisions pour contrats déficitaires, liée à la volonté de répliquer au maximum la valorisation à juste valeur d'IFRS 9 sur les positions transactionnelles en métal d'Umicore, repose d'une part sur une évaluation du niveau d'engagement attendu d'un tiers pour honorer ses obligations contractuelles envers Umicore (dans le cas où le prix du métal à la clôture serait substantiellement plus élevé (plus bas) que le prix métal contracté dans le cas d'achats (ventes) d'Umicore) et, d'autre part, de l'engagement d'Umicore à honorer ses obligations contractuelles transactionnelles métal « out of the money ».

La volatilité de marché du prix du cobalt 2019 et 2020 et la volatilité du prix du nickel en 2020 a engendré cette évaluation de risques.

Le montant de ces provisions pour contrats déficitaires était de € 20,0 millions fin 2020 (€ 24,1 millions fin 2019).

La croissance rapide des ventes de matériaux de batterie d'Umicore pour les moyens de transport en particulier accroît l'exposition du Groupe au marché final du secteur automobile. Ce secteur a pour habitude d'appliquer des garanties et des possibilités de rappel des produits suite à des contrôles qualité (qu'il existe ou non une obligation légale). Afin d'en tenir compte, Umicore a continué en 2020 le modèle de provisions pour couvrir ces coûts éventuels tel qu'introduit en 2018.

Au 31 décembre 2020, le montant des provisions pour autres risques et charges était de € 80,1 millions (€ 80,7 millions en 2019).

4.6 PROVISIONS POUR INCERTITUDES FISCALES

Comme mentionné dans la note F2.19, Umicore évalue de façon détaillée les incertitudes fiscales au sein du Groupe selon IFRIC 23. Dans cette évaluation des positions fiscales incertaines, le Groupe a

examiné le délai de prescription en tenant compte de la législation fiscale et réglementaire en vigueur dans le pays correspondant, ce qui donne une fourchette de trois à sept ans. La résolution des positions fiscales prises par le Groupe peut prendre longtemps avant d'être conclue et donc dans certains cas, il est difficile d'en prédire l'issue. Les estimations effectuées reflètent la situation dans laquelle le Groupe : est impliqué dans des contrôles fiscaux routiniers ; a identifié des risques fiscaux potentiels liés aux prix de transfert ; ou participe à des discussions avec les autorités fiscales. L'estimation de la dette fiscale et de la charge d'impôts comprend les pénalités et les intérêts de retard correspondants. La plupart des positions fiscales incertaines sont mesurées en utilisant la valeur attendue, consistant en la somme des probabilités pondérées d'une série de résultats potentiels. Cependant, le montant le plus probable a aussi été utilisé dans un certain nombre de cas d'évaluation de positions fiscales incertaines. La provision pour incertitudes fiscales du Groupe en décembre 2020 se chiffrait à € 114,9 millions (2019 : € 91,4 millions), une augmentation de € 23,5 millions par rapport à 2019. Cette provision est enregistrée sous les impôts à payer au bilan. Le mouvement de l'année correspond à des réévaluations et à la reconduction des positions fiscales existantes ; des extournes de positions fiscales incertaines suite à des actions de mitigation prises et l'expiration du délai de prescriptions ; et la reconnaissance de nouvelles positions fiscales incertaines.

F5 ENTREPRISES DU GROUPE

La liste ci-dessous reprend les principales sociétés opérationnelles incluses dans les états financiers consolidés :

		% intérêts en 2019	% intérêts en 2020
Activités continuées			
Argentine	Umicore Argentina S.A.	100,00	100,00
Australie	Umicore Marketing Services Australia Pty Ltd.	100,00	100,00
Autriche	Oegussa GmbH	91,29	91,29
Belgique	Todini (BE 0834.075.185)	100,00	100,00
-	Umicore Financial Services (BE 0428.179.081)	100,00	100,00
-	Umicore Marketing Services Belgium (BE 0402.964.625)	100,00	100,00
-	Umicore Specialty Materials Brugge (BE 0405.150.984)	100,00	100,00
-	Umicore Holding Belgium (BE 0731.571.921)	100,00	100,00
Brésil	Coimpa Industrial Ltda	100,00	100,00
-	Umicore Brasil Ltda	100,00	100,00
-	Clarex	100,00	100,00
-	Umicore Shokubai Brasil Industrial Ltda	60,00	60,00
-	Umicore Catalisadores Ltda.	100,00	100,00
Canada	Umicore Canada Inc.	100,00	100,00
-	Umicore Autocat Canada Corp.	100,00	100,00
-	Umicore Precious Metals Canada Inc.	100,00	100,00
Chine	Umicore Marketing Services (Shanghai) Co., Ltd.	100,00	100,00
-	Umicore Marketing Services (Hong Kong) Ltd.	100,00	100,00
-	Umicore Autocat (China) Co. Ltd.	100,00	100,00
-	Umicore Changxin Surface Technology (Jiangmen) Co., Ltd.	80,00	80,00
-	Jiangmen Umicore Changxin New Materials Co., Ltd.	90,00	90,00
-	Umicore Shokubai (China) Co Ltd	60,00	60,00
-	Umicore Platinum Engineered Materials (Suzhou) Co., Ltd.	100,00	100,00
-	Umicore Catalyst (China) Co., Ltd.	100,00	100,00
Danemark	Umicore Denmark ApS	100,00	100,00
Finlande	Umicore Finland OY	100,00	100,00

		% intérêts en 2019	% intérêts en 2020
France	Umicore France S.A.S.	100,00	100,00
-	Umicore IR Glass S.A.S.	100,00	100,00
-	Umicore Autocat France S.A.S.	100,00	100,00
-	Umicore Specialty Powders France S.A.S.	100,00	100,00
-	Umicore Marketing Services France	100,00	100,00
-	Todini France S.A.S.	100,00	100,00
Allemagne	Umicore AG & Co. KG (*)	100,00	100,00
-	Allgemeine Gold- und Silberscheideanstalt AG	91,21	91,21
-	Umicore Galvanotechnik GmbH	91,21	91,21
-	Todini Deutschland GmbH	100,00	100,00
-	Umicore Shokubai Germany GmbH	60,00	60,00
Italie	Todini and CO. S.P.A.	100,00	100,00
Inde	Umicore Autocat India Pvt LTD	100,00	100,00
-	Umicore India Private Limited	100,00	100,00
-	Todini Metals and Chemicals India Private Limited	70,00	70,00
Japon	Umicore Japan KK	100,00	100,00
-	Umicore Shokubai Japan Co Ltd	60,00	60,00
Corée du Sud	Umicore Korea Ltd.	100,00	100,00
-	Umicore Marketing Services Korea Co., Ltd.	100,00	100,00
-	Ordeg Co.,Ltd.	100,00	100,00
Liechtenstein	Umicore Thin Film Products AG	100,00	100,00
Luxembourg	Umicore International	100,00	100,00
-	Umicore Autocat Luxembourg	100,00	100,00
Mexique	Todini Atlántica S.A. de C.V.	70,00	70,00
Pays-Bas	Schöne Edelmetaal BV	91,21	91,21
Philippines	Umicore Specialty Chemicals Subic Inc.	78,20	78,20
Pologne	Umicore Autocat Poland sp. z o.o.	100,00	100,00
-	Todini Europe sp. z o.o.	70,00	70,00
-	Umicore Poland Sp. z o.o.	100,00	100,00

		% intérêts en 2019	% intérêts en 2020
Portugal	Umicore Marketing Services Lusitana Metais Lda	100,00	100,00
Afrique du Sud	Umicore Marketing Services Africa (Pty) Ltd.	100,00	100,00
-	Umicore Catalyst South Africa (Pty) Ltd.	65,00	65,00
Espagne	Todini Quimica Ibérica, S.L.	100,00	100,00
Suède	Umicore Autocat Sweden AB	100,00	100,00
Suisse	Allgemeine Suisse SA	91,21	91,21
Taiwan	Umicore Thin Film Products Taiwan Co Ltd	100,00	100,00
Thaïlande	Umicore Precious Metals Thailand Ltd.	91,21	91,21
-	Umicore Autocat (Thailand) Co., Ltd.	100,00	100,00
-	Umicore Shokubai (Thailand) Co., Ltd.	60,00	60,00
Royaume-Uni	Umicore Coating Services Ltd.	100,00	100,00
-	Umicore Marketing Services UK Ltd	100,00	100,00
Etats-Unis	Umicore USA Inc.	100,00	100,00
-	Umicore Autocat USA Inc.	100,00	100,00
-	Umicore Precious Metals NJ LLC	100,00	100,00
-	Umicore Precious Metal Chemistry USA LLC	100,00	100,00
-	Umicore Precious Metals USA Inc.	100,00	100,00
-	Umicore Optical Materials USA Inc.	100,00	100,00
-	Umicore Shokubai USA Inc	60,00	60,00
-	Palm Commodities International	100,00	100,00
-	Umicore Electrical Materials USA Inc.	100,00	100,00
-	Umicore Specialty Materials Recycling, LLC.	100,00	100,00
-	Umicore Catalyst USA, LLC	100,00	100,00

(*) Umicore AG & Co. KG dont le siège social se trouve à Hanau en Allemagne, est dispensé de son obligation de préparer, de contrôler et de publier des états financiers annuels et des rapports de gestion financière conformément à l'article 264b et 291 du Code Commercial allemand (HGB).

F6 CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS LIBELLÉS EN DEVISES ÉTRANGÈRES

Les principaux taux de change utilisés pour la conversion en euro des comptes des sociétés du Groupe rapportant en devises étrangères sont détaillés ci-dessous. Toutes les filiales, entreprises associées et joint-ventures ont pour devise fonctionnelle la devise du pays où elles sont situées, sauf Element Six Abrasives (Royaume-Uni) dont la devise fonctionnelle est le dollar américain.

		Taux de clôture		Taux moyens	
		2019	2020	2019	2020
Dollar américain	USD	1,123	1,227	1,119	1,142
Livre sterling	GBP	0,851	0,899	0,878	0,890
Dollar canadien	CAD	1,460	1,563	1,485	1,530
Franc suisse	CHF	1,085	1,080	1,112	1,071
Yen japonais	JPY	121,940	126,490	122,006	121,846
Réal brésilien	BRL	4,528	6,377	4,416	5,889
Rand sud-africain	ZAR	15,777	18,022	16,176	18,765
Yuan chinois	CNY	7,821	8,023	7,735	7,875
Baht thaïlandais	THB	33,415	36,727	34,757	35,708
Won sud-coréen (100)	KRW	12,963	13,360	13,053	13,456

F7 INFORMATION SECTORIELLE

INFORMATION PAR BUSINESS GROUP 2019

Milliers d'euros	Annexes	Catalysis	Energy & Surface Technologies	Recycling	Corporate & non alloué	Eliminations	Total Activités Continuées
Chiffre d'affaires total		4.539.213	2.938.485	11.319.935	58.778	(1.371.330)	17.485.081
Chiffre d'affaires externe		4.444.620	2.877.280	10.104.403	58.778	-	17.485.081
Chiffre d'affaires intersectoriel		94.593	61.205	1.215.532	-	(1.371.330)	-
Revenus totaux (hors métal)		1.459.902	1.225.408	680.981	-	(5.667)	3.360.624
Revenus externes		1.458.227	1.225.242	677.155	-	-	3.360.624
Revenus intersectoriels		1.675	166	3.826	-	(5.667)	-
Résultat d'exploitation	F9	184.884	149.065	190.086	(53.588)	-	470.447
Ajusté		185.270	177.164	188.069	(52.371)	-	498.131
Ajustements		(386)	(28.099)	2.017	(1.217)	-	(27.684)
Entreprises mises en équivalence	F9	-	5.382	-	3.323	-	8.705
Ajusté		-	5.382	-	5.407	-	10.789
Ajustements		-	-	-	(2.084)	-	(2.084)
EBIT	F9	184.884	154.447	190.086	(50.265)	-	479.152
EBIT ajusté		185.270	182.546	188.069	(46.964)	-	508.920
Ajustements à l'EBIT		(386)	(28.099)	2.017	(3.301)	-	(29.768)
Amortissements	F9	78.507	88.300	62.313	14.918	-	244.038
Amortissement ajusté		78.507	88.300	62.313	14.918	-	244.038
EBITDA	F9	263.390	242.747	252.399	(35.346)	-	723.190
Ajusté		263.776	270.846	250.382	(32.045)	-	752.959
Actif total consolidé		2.747.773	3.781.786	1.345.517	808.926	(1.660.612)	7.023.390
Actif des secteurs		2.747.773	3.747.271	1.345.517	692.799	(1.660.612)	6.872.748
Participations dans les entreprises associées		-	34.515	-	116.127	-	150.642
Passif total consolidé		1.254.284	1.435.241	947.340	2.386.672	(1.660.612)	4.362.925
Capitaux engagés au 31/12 de l'année précédente	F31	1.264.885	1.769.135	546.396	221.997	-	3.802.413
Capitaux engagés au 30/06	F31	1.314.779	1.982.482	481.776	195.514	-	3.974.551
Capitaux engagés au 31/12	F31	1.536.950	2.323.770	405.422	175.849	-	4.441.991
Capitaux engagés moyens au 1er semestre	F31	1.289.832	1.875.809	514.086	208.756	-	3.888.482
Capitaux engagés moyens au 2ème semestre	F31	1.425.864	2.153.126	443.599	185.682	-	4.208.271
Capitaux engagés moyens de l'année	F31	1.357.848	2.014.467	478.842	197.219	-	4.048.377
ROCE	F31	13,64%	9,06%	39,28%	-23,81%	0,00%	12,57%
Investissements	F34	103.960	348.217	82.023	18.990	-	553.189
Total dépenses R&D	F9	146.624	45.619	8.313	9.989	-	210.546
R&D reconnus dans les charges d'exploitation	F9	132.011	30.687	8.313	4.875	-	175.885
R&D capitalisées en immobilisation incorporelle	F34	14.614	14.933	-	5.114	-	34.660

INFORMATION PAR BUSINESS GROUP 2020

Milliers d'euros	Annexes	Catalysis	Energy & Surface Technologies	Recycling	Corporate & non alloué	Eliminations	Total Activités Continuées
Chiffre d'affaires total		5.916.870	2.811.050	13.903.640	25.676	(1.947.120)	20.710.116
Chiffre d'affaires externe		5.783.840	2.750.410	12.150.190	25.676	-	20.710.116
Chiffre d'affaires intersectoriel		133.030	60.640	1.753.450	-	(1.947.120)	-
Revenus totaux (hors métal)		1.364.210	1.045.040	836.000	-	(6.530)	3.238.720
Revenus externes		1.362.640	1.044.940	831.140	-	-	3.238.720
Revenus intersectoriels		1.570	100	4.860	-	(6.530)	-
Résultat d'exploitation	F9	96.338	(41.118)	310.900	(61.528)	-	304.592
Ajusté		153.688	70.422	361.815	(57.894)	-	528.030
Ajustements		(57.350)	(111.539)	(50.915)	(3.634)	-	(223.438)
Entreprises mises en équivalence	F9	-	4.874	-	(10.206)	-	(5.332)
Ajusté		-	4.874	-	3.457	-	8.331
Ajustements		-	-	-	(13.663)	-	(13.663)
EBIT	F9	96.338	(36.244)	310.900	(71.734)	-	299.260
EBIT ajusté		153.688	75.295	361.815	(54.437)	-	536.361
Ajustements à l'EBIT		(57.350)	(111.539)	(50.915)	(17.297)	-	(237.101)
Amortissements	F9	80.496	110.457	62.949	14.040	-	267.941
Amortissement ajusté		80.496	110.457	62.949	14.040	-	267.941
EBITDA	F9	176.834	74.213	373.849	(57.694)	-	567.201
Ajusté		234.184	185.752	424.764	(40.397)	-	804.302
Actif total consolidé		3.447.098	3.376.191	1.643.894	1.568.336	(1.694.627)	8.340.892
Actif des secteurs		3.447.098	3.337.762	1.643.894	1.466.927	(1.694.627)	8.201.054
Participations dans les entreprises associées		-	38.429	-	101.410	-	139.839
Passif total consolidé		1.814.687	1.260.177	1.215.316	3.123.485	(1.694.627)	5.719.038
Capitaux engagés au 31/12 de l'année précédente	F31	1.536.950	2.323.770	405.422	175.849	-	4.441.991
Capitaux engagés au 30/06	F31	1.560.188	2.189.523	578.205	124.696	-	4.452.611
Capitaux engagés au 31/12	F31	1.727.443	2.133.138	446.861	149.138	-	4.456.580
Capitaux engagés moyens au 1er semestre	F31	1.548.569	2.256.646	491.813	150.273	-	4.447.301
Capitaux engagés moyens au 2ème semestre	F31	1.643.815	2.161.330	512.533	136.917	-	4.454.596
Capitaux engagés moyens de l'année	F31	1.596.192	2.208.988	502.173	143.595	-	4.450.948
ROCE	F31	9,63%	3,41%	72,05%	-37,91%	0,00%	12,05%
Investissements	F34	63.798	251.688	71.577	16.105	-	403.169
Total dépenses R&D	F9	138.742	58.269	10.186	15.766	-	222.964
R&D reconnus dans les charges d'exploitation	F9	125.275	43.636	10.186	11.499	-	190.596
R&D capitalisées en immobilisation incorporelle	F34	13.468	14.633	-	4.267	-	32.368

INFORMATION GÉOGRAPHIQUE 2019

Milliers d'euros	Annexes	Europe	dont Belgique	Asie- Pacifique	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Afrique	Total
Chiffre d'affaires total		8.061.295	149.183	4.850.973	3.862.500	528.751	181.563	17.485.081
Actif long terme total		1.311.600	576.778	1.115.273	144.541	48.186	7.438	2.627.038
Investissements	F34	206.051	156.049	316.729	18.012	12.395	2	553.189

INFORMATION GÉOGRAPHIQUE 2020

Milliers d'euros	Annexes	Europe	dont Belgique	Asie- Pacifique	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Afrique	Total
Chiffre d'affaires total		11.115.296	156.181	5.016.465	3.881.278	561.411	135.667	20.710.116
Actif long terme total		1.389.895	564.209	1.109.045	112.075	45.590	4.726	2.661.333
Investissements	F34	274.403	100.914	104.880	8.829	14.750	306	403.169

EBITDA AJUSTÉ PAR BUSINESS GROUP

%



- Catalysis | 27.7
- Energy & Surface Technologies | 22
- Recycling | 50.3

REVENUS (HORS METAL) PAR BUSINESS GROUP

%



- Catalysis | 42
- Energy & Surface Technologies | 32.2
- Recycling | 25.8

EBIT AJUSTÉ PAR BUSINESS GROUP

%



- Catalysis | 26
- Energy & Surface Technologies | 12.7
- Recycling | 61.2

INVESTISSEMENTS PAR BUSINESS GROUP

%



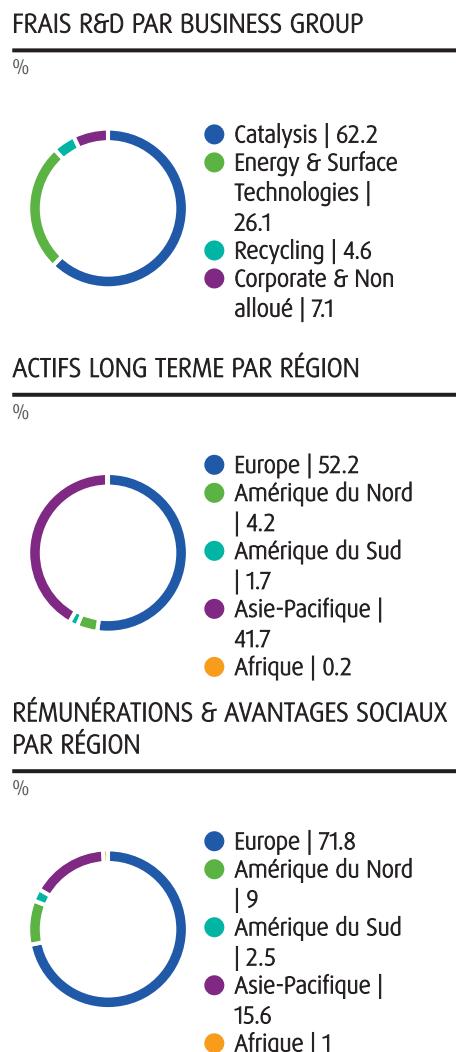
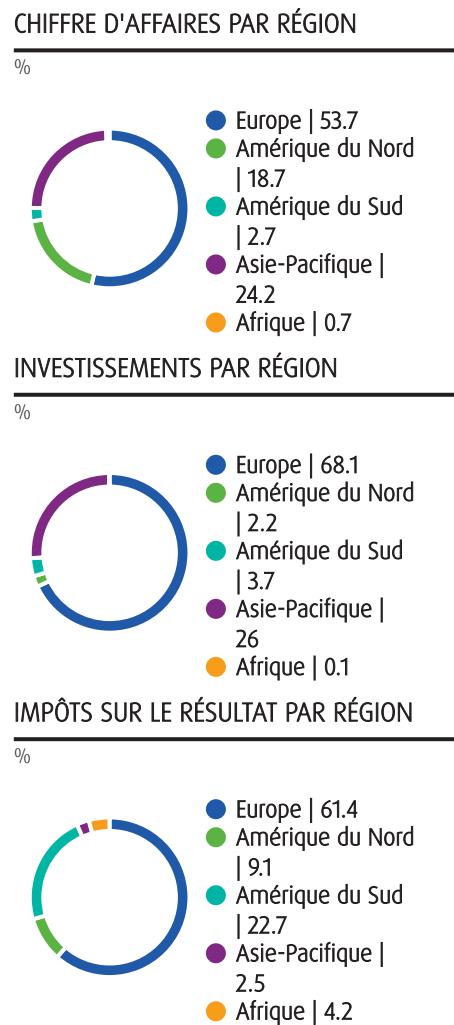
- Catalysis | 15.8
- Energy & Surface Technologies | 62.4
- Recycling | 17.8
- Corporate & Non alloué | 4

CAPITAUX ENGAGÉS, MOYENS PAR BUSINESS GROUP

%



- Catalysis | 35.9
- Energy & Surface Technologies | 49.6
- Recycling | 11.3
- Corporate & Non alloué | 3.2



Les informations sectorielles sont présentées selon une dimension de type "business" comme définie ci-dessous.

Les résultats d'un segment ainsi que ses actifs et passifs comprennent tous les éléments qui lui sont directement attribuables ainsi que les rubriques qui peuvent raisonnablement être allouées à celui-ci.

La tarification des ventes intersectorielles repose sur un système de prix de transfert entre sociétés indépendantes. En l'absence de références de prix de marché pertinents, des mécanismes de prix coûtant majoré ont été utilisés. Le chiffre d'affaires et les revenus (hors métal) prennent en considération les opérations intra-groupe. Celles-ci sont principalement relatives aux activités de recyclage et aux ventes de métaux raffinés du secteur d'activités Recycling vers les autres secteurs d'activités et doivent être estimées afin de déterminer la performance du secteur d'activités concerné. Vu que ces transactions ne peuvent pas être considérées comme externes, elles sont éliminées au niveau du Groupe afin de présenter une vue nette.

Les secteurs d'activités du Groupe n'ont pas de client unique externe qui représente 10 pourcents ou plus des revenus du Groupe.

Umicore a déterminé les segments comme le niveau de détail adéquat pour répartir les ventes de produits, car l'activité sous-jacente, les compétences et technologies, les caractéristiques des applications et des produits et le portefeuille de clients au sein de chaque segment individuel sont similaires. De plus, obtenir des informations à un niveau plus désagrégé entraînerait des coûts et des efforts excessifs par rapport à la valeur ajoutée pour un lecteur externe des états financiers consolidés.

BUSINESS GROUPS

Le Groupe s'articule autour des secteurs d'activité suivants :

CATALYSIS

Ce segment en 2020 comprend les business units Automotive Catalysts et Precious Metals Chemistry. Catalysis fournit des catalyseurs automobiles pour les applications essence et diesel, y compris pour les moteurs diesel routiers et non-routiers. Le business group propose également des catalyseurs stationnaires pour le contrôle des émissions industrielles et fabrique des composés et des catalyseurs à base de métaux précieux, destinés aux applications de piles à combustibles et aux industries de la pharmaceutique et de la chimie fine.

ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES

Ce segment comprend les business units Cobalt & Specialty Materials, Electro-Optic Materials, Electroplating et Rechargeable Battery Materials. Les produits d'Energy & Surface Technologies sont mis en œuvre dans des applications utilisées pour la production et le stockage d'énergie propre, et dans

une gamme d'applications pour les technologies de traitement des surfaces qui confèrent des propriétés et des fonctionnalités spécifiques aux produits finis. Toutes les activités de ce segment proposent un service en boucle fermée aux clients. Ce segment inclut les sociétés mises en équivalence suivantes : Ganzhou Yi Hao Umicore Industries et Jiangmen Chancsun Umicore Industry.

RECYCLING

Ce segment comprend les business units Precious Metals Refining, Jewelry & Industrial Metals et Precious Metals Management. Les opérations Recycling traitent des déchets complexes contenant des métaux précieux et autres métaux spéciaux. Recycling est capable de récupérer 20 de ces métaux à partir d'un large éventail de matériaux, allant des résidus industriels aux matériaux en fin de vie. Les autres activités comprennent la production de matériaux à base de métaux précieux, matériaux qui sont essentiels pour des applications aussi diverses que la production de verre de haute technologie, l'électricité et l'électronique.

CORPORATE

Corporate couvre les activités corporate, les fonctions opérationnelles partagées ainsi que les activités Recherche et Développement du Groupe. Les parts minoritaires du Groupe dans Element Six Abrasives et leqsa font aussi partie de Corporate.

Dans l'information selon la dimension géographique, les montants présentés sous la ligne "Actifs long terme" n'incluent pas les investissements long terme, les prêts octroyés à long terme, les impôts différés actifs ainsi que les avantages sociaux comme stipulé par la norme IFRS 8. La performance des segments est revue par les décideurs opérationnels sur base de l'EBIT/résultat d'exploitation récurrent. Comme illustré dans le tableau ci-dessus, la différence entre le résultat d'exploitation récurrent et le résultat d'exploitation tel que présenté dans le compte de résultat, consiste en le résultat d'exploitation non récurrent dont la définition se trouvent dans le glossaire.

Les sociétés associées sont allouées au secteur d'activité qui correspond le mieux à leur activité.

F8 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Fin novembre 2019, Umicore concluait l'acquisition à Freeport Cobalt de la raffinerie et de la production de précurseurs de matériaux cathodiques de Kokkola (Finlande). Un bilan d'ouverture préliminaire avait été préparé au 1^{er} décembre 2019 mais était toujours sujet à une certains nombres d'ajustements et réévaluation au cours des 11 mois suivants. Selon le bilan d'ouverture final à fin novembre 2019, la valeur nette des actifs achetés représentait € 226,6 millions (€ 227,3 millions en 2019) et le prix d'acquisition final a été ajusté à € 242,6 millions (€241,9 millions en 2019). Ceci résulte en un goodwill de € 16,0 millions (€ 14,5 millions en 2019). Les principales lignes du bilan mises à jour depuis 2019 sont les « Immobilisations corporelles » (voir note F16), les « Stocks », les « Liquidités », les « Provisions environnementales » (voir note F29) ainsi que les « Dettes commerciales ». Celles-ci sont reflétées sous les lignes « Acquisitions par regroupement d'entreprises » des notes impactées.

F9 RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Milliers d'euros	2019	2020
Ventes	17.336.517	20.565.648
Prestations de services	148.564	144.468
Chiffre d'affaires	17.485.081	20.710.116
Refacturation de coûts à des tiers	39.283	42.654
Subsides d'exploitation	10.262	19.865
Royalties et licences	9.003	6.168
Produits de droits d'émission	5.468	5.207
Récupérations des assurances	27.025	21.580
Divers intérêts et pénalités de retard	1.209	1.167
Gains sur vente d'actifs	9.744	2.647
Ecarts de conversion liés aux éliminations des transactions intra-groupe	9.578	(25.567)
Incitants fiscaux	1.645	4.247
Autres	7.862	2.633
Autres produits d'exploitation	121.078	80.602
PRODUITS D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS CONTINUÉES	17.606.159	20.790.718
Approvisionnements et matières premières	(15.639.139)	(18.819.323)
Rémunérations et avantages sociaux	(775.919)	(798.481)
Amortissements sur actifs immobilisés	(244.038)	(267.941)
Réductions de valeur sur actifs immobilisés	(23.602)	(87.543)
Réductions de valeur sur stocks et créances douteuses	(39.926)	(7.013)
Amortissements et réductions de valeur	(307.567)	(362.497)
Services, raffinage sous-traité et coûts de production	(404.292)	(370.526)
Royalties, licences, consulting et commissions	(41.347)	(41.606)
Autres taxes d'exploitations	(20.769)	(19.332)
Augmentation (diminution) et utilisations des provisions	54.871	(74.128)
Moins-values sur cessions d'actifs	(2.258)	(996)
Autres charges d'exploitation	(413.795)	(506.588)
CHARGES D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS CONTINUÉES	(17.136.420)	(20.486.888)

Le chiffre d'affaires est relatif aux produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients selon IFRS 15. La désagrégation du chiffre d'affaires est détaillée dans la note F7. Comme détaillé dans la règle comptable 2.20, le chiffre d'affaires d'Umicore est reconnu à une date précise dans le temps (at a point in time). L'augmentation du chiffre d'affaires en 2020 est principalement liée à l'augmentation des prix des métaux.

Les prestations de services comprennent principalement les produits de contrats de travail à façon. Certaines reclassifications ont été faites entre les prestations de services et les ventes en 2019 afin de s'aligner par rapport à la reclassification faite en 2020.

Les autres produits d'exploitation incluent des écarts de conversion relatifs à des transactions intra-groupe converties d'une devise de transaction vers une devise fonctionnelle qui pourrait différer de l'euro pour certaines entités et régions. Ces effets d'écarts de conversion sur les éliminations des transactions intra-groupe ont fort évolué cette année, principalement du fait de la variation de l'USD par rapport à l'EUR.

L'augmentation des approvisionnements et matières premières est également principalement liée à l'augmentation des prix des métaux. Les approvisionnements et matières premières incluent de l'eau du gaz et de l'électricité pour € 99,7 millions en 2020 (€ 100,2 millions en 2019) pour les activités continuées.

Les réductions de valeur des immobilisations ont augmenté par rapport à 2019. Ces réductions de valeur sont principalement liées aux initiatives de restructuration chez Cobalt & Specialty Materials et à la consolidation des activités de productions de catalyseurs automobiles nord-américaines chez Catalysis.

La ligne « Provisions » contient les mouvements sur les provisions environnementales et pour autres risques et charge tels que détaillés dans les notes F29 et F30.

DÉPENSES R&D

Milliers d'euros	Annexes	2019	2020
R&D reconnues dans "autres charges d'exploitation"		175.885	190.596
R&D capitalisées en immobilisation incorporelle	F14	34.660	32.368
DÉPENSES TOTALES R&D DES OPÉRATIONS CONTINUÉES		210.546	222.964

Les dépenses totales en R&D des activités continuées sont d'€ 223,0 millions pour les sociétés consolidées globalement en 2020 (€ 210,6 millions en 2019) desquelles € 190,6 millions sont reconnus dans les autres charges d'exploitation des activités continuées (€ 175,9 millions en 2019).

AJUSTEMENTS INCLUS DANS LE RÉSULTAT

Milliers d'euros	Annexes	2019		2020	
		Total	Ajusté	Ajustements	Total
Chiffre d'affaires		17.485.080	17.485.080	-	20.710.116
Autres produits d'exploitation		121.078	118.217	2.861	80.602
Produits d'exploitation		17.606.158	17.603.297	2.861	20.790.718
Approvisionnements et matières premières		(15.639.139)	(15.639.139)	-	(18.819.323)
Rémunérations et avantages sociaux		(775.919)	(775.701)	(218)	(798.481)
Amortissements et réductions de valeur		(307.567)	(283.690)	(23.877)	(362.496)
dont amortissements		(244.038)	(244.038)	-	(267.941)
Autres charges d'exploitation		(413.795)	(407.708)	(6.087)	(506.587)
Charges d'exploitation		(17.136.420)	(17.106.238)	(30.182)	(20.486.887)
Produits des investissements financiers		706	1.069	(363)	761
Résultat d'exploitation		470.444	498.129	(27.684)	304.592
Contribution nette des entreprises mises en équivalence		8.705	10.789	(2.084)	(5.332)
EBIT		479.152	508.920	(29.768)	299.260
EBITDA		723.190	752.959	(29.768)	567.201
Coûts financiers	F11	(83.238)	(83.238)	-	(104.202)
Impôts sur le résultat	F13	(96.692)	(102.538)	5.846	(59.131)
Résultat net		299.219	323.142	(23.923)	135.927
dont part des minoritaires		11.428	11.428	-	5.397
dont part du Groupe		287.791	311.714	(23.923)	130.530
					322.407
					(191.877)

AJUSTEMENTS PAR SEGMENT ET NATURE INCLUS DANS LE RÉSULTAT

Milliers d'euros	2019					2020				
	Total	Catalysis	Energy & Surface Technologies	Recycling	Corporate & Non alloué	Total	Catalysis	Energy & Surface Technologies	Recycling	Corporate & Non alloué
Autres produits d'exploitation	2.861	-	-	48	2.813	1.108	-	1.108	-	-
Produits d'exploitation	2.861	-	-	48	2.813	1.108	-	1.108	-	-
Approvisionnements et matières premières	-	-	-	-	-	(37.451)	-	(37.451)	-	-
Rémunérations et avantages sociaux	(218)	-	-	(218)	-	(350)	-	(350)	-	-
Amortissements et réductions de valeur	(23.877)	(386)	(24.217)	726	-	(88.062)	(36.565)	(51.161)	27	(362)
Autres charges d'exploitation	(6.087)	-	(3.882)	1.461	(3.666)	(99.102)	(20.785)	(23.781)	(50.942)	(3.594)
Charges d'exploitation	(30.182)	(386)	(28.099)	1.969	(3.666)	(224.964)	(57.350)	(112.743)	(50.915)	(3.957)
Produits des investissements financiers	(363)	-	-	-	(363)	419	-	96	-	322
Résultat d'exploitation	(27.684)	(386)	(28.099)	2.017	(1.217)	(223.438)	(57.350)	(111.539)	(50.915)	(3.634)
Contribution nette des entreprises mises en équivalence	(2.084)	-	-	-	(2.084)	(13.663)	-	-	-	(13.663)
EBIT	(29.768)	(386)	(28.099)	2.017	(3.301)	(237.101)	(57.350)	(111.539)	(50.915)	(17.297)
Ajustements pour restructurations	(26.414)	(386)	(28.099)	2.017	54	(128.190)	(22.702)	(99.960)	-	(5.528)
Ajustements liés à l'environnement	(907)	-	-	-	(907)	(55.788)	-	-	(50.915)	(4.873)
Ajustements pour réductions de valeur sur actifs	-	-	-	-	-	(45.303)	(28.628)	(8.219)	-	(8.456)
Ajustements autres	(2.447)	-	-	-	(2.447)	(7.820)	(6.020)	(3.360)	-	1.560

Les ajustements ont eu un impact négatif de € 237 millions sur l'EBIT en 2020 dont € 72 millions ont été comptabilisés au premier semestre. De ce total, € 112 millions étaient liés à Energy & Surface Technologies. Ce dernier montant inclut € 56 millions de charges liées aux initiatives de restructuration de Cobalt & Specialty Materials, une charge de dépréciation de € 34 millions liée à l'ajustement des quantités d'inventaires permanents en cobalt dans cette même business unit ainsi qu'une réduction de valeur de € 15 millions chez Rechargeable Battery Materials liée à la reconfiguration d'un site en Corée. € 57 millions des charges totales proviennent de Catalysis, dont € 55 millions déjà comptabilisés au premier semestre et principalement liés à la consolidation des activités de production de catalyseurs automobiles nord-américaines ainsi qu'à des réductions de valeur sur certains coûts de développement capitalisés et sur des accords de licence. Chez Recycling, une charge de € 51 millions a été comptabilisée, y compris une provision de € 50 millions pour couvrir les coûts liés à l'intention d'acheter les maisons les plus proches de l'usine d'Hoboken pour créer une zone verte. Ces coûts incluent une estimation de la valeur d'achat pour les maisons à démolir (basée sur l'analyse d'une tierce partie) ainsi qu'une estimation des frais de démolition et d'aménagement. La concertation avec le conseil communal et les résidents est en cours et pourrait entraîner des ajustements à cette estimation des coûts. Enfin, les ajustements à l'EBIT comprennent également des charges de € 14 millions liées à la restructuration, aux immobilisations corporelles et à la dépréciation du goodwill chez Element Six Abrasives, une JV dans laquelle Umicore détient une participation de 40%. Sur le total des ajustements, €147 millions ont une

nature non monétaire. Les charges liées à la restructuration représentent € 128 millions du total, les éléments environnementaux € 56 millions et les dépréciations de certains actifs € 45 millions. Après impôts, les ajustements au résultat net du groupe sur l'année s'élèvent à - € 192 millions.

F10 RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES SOCIAUX

Milliers d'euros	2019	2020
Salaires et avantages sociaux directs	(576.097)	(589.707)
Autres charges de personnel	(40.318)	(50.594)
Personnel temporaire	(10.781)	(7.607)
Paiement en actions	(8.211)	(10.108)
Rémunérations	(635.407)	(658.016)
<i>Contributions de l'employeur à la sécurité sociale</i>	(102.364)	(97.698)
Contributions à des avantages déterminés	(36.692)	(21.438)
Contribution à un régime de pension à cotisation déterminée	(11.805)	(10.299)
Contributions volontaires de l'employeur - autres	(4.120)	(4.381)
Pensions versées directement aux bénéficiaires	(3.974)	(3.486)
Provisions pour avantages sociaux (-dotation / +utilisation et reprises)	18.444	(3.164)
Pensions et autres avantages sociaux	(38.147)	(42.768)
RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES SOCIAUX DES ACTIVITÉS CONTINUÉES	(775.919)	(798.481)

EFFECTIFS MOYENS DANS LES SOCIÉTÉS ENTIÈREMENT CONSOLIDÉES

	2019	2020
Cadres	1.934	2.009
Non-cadres	8.852	8.997
Total des activités continuées	10.786	11.006

PAIEMENTS EN ACTIONS

Milliers d'euros	Notes	2019	2020
Date d'attribution		11-02-2019	10-02-2020
Prix de l'action à la date d'attribution (Belgique & Autre)	F28	34,08	42,05
Prix de l'action à la date d'attribution (France)	F28	36,78	NA
Nombre d'options octroyées	F28	1.221.000	1.168.375
Modèle de valorisation		Present Economic Value	
Volatilité estimée (% pa)		25,00	25,00
Taux sans risque (% pa)		(0,370)	(0,620)
Augmentation monétaire du dividende (% pa)		10,00	10,00
Probabilité de départ avant le droit d'exercer (% pa)		NA	NA
Probabilité de départ après avoir le droit d'exercer (% pa)		7,50	7,50
Seuil minimum de gain (% pa)		15,00	15,00
Proportion qui exerce étant donné que le seuil minimal de gain est atteint (% pa)		100,00	100,00
Juste valeur par option déterminée à la date d'octroi (EUR)		5,09	6,46
JUSTE VALEUR TOTALE D'OPTIONS OCTROYÉES		6.211	7.548
52.000 actions octroyées à 42,05 EUR		-	2.187
10.000 actions octroyées à 37,33 EUR		-	373
43.700 actions octroyées à 34,08 EUR		1.489	-
7.400 actions octroyées à 33,30 EUR		246	-
10.000 actions octroyées à 26,43 EUR		264	-
JUSTE VALEUR TOTALE DES ACTIONS OCTROYÉES		2.000	2.560
PAIEMENT EN ACTIONS		8.211	10.108

Le Groupe a reconnu une charge pour les paiements fondés sur des actions d'€ 10,1 millions au cours de cette année pour les activités continuées.

La partie de ce montant liée à l'octroi d'options sur actions est calculée par un actuarié externe, en utilisant le modèle de Present Economic Value qui prend en compte l'ensemble des composantes du paiement fondé sur des actions ainsi que la volatilité des actions sous-jacentes. Cette volatilité a été déterminée en utilisant la volatilité historique du rendement des actionnaires du Groupe sur différentes périodes moyennes et sous différentes conditions. Pour la valorisation de l'option sur base de ce modèle, des échelons hebdomadaires ont été introduits, se concentrant donc sur une durée hebdomadaire de

la volatilité. La volatilité observée sur une période de 5 ans s'élève à environ 25% malgré une hausse récente. L'hypothèse de volatilité retenue a donc été maintenue à 25%. Aucune autre condition de marché n'a été prise en compte dans la base de calcul de la juste valeur.

La partie du coût liée à l'octroi d'actions est valorisée en tenant compte de la valeur réelle des actions octroyées, à la date de l'octroi. Courant 2020, des actions supplémentaires ont été proposées à la direction, résultant en une charge pour la période d'€ 2,6 millions pour les activités continuées.

Les régimes à cotisation définie du Groupe dans certains pays comme les USA, le Canada, l'Afrique du sud et l'Allemagne sont directement reconnus dans le compte de résultats sous la ligne « Contribution à un régime de pension à cotisation déterminée ».

Les remises sur les contributions de sécurité sociale octroyées par les autorités à Umicore Belgique relatives à des incitants liés entre autres à des primes d'équipe, des heures supplémentaires et des frais de R&D, sont publiés sous la rubrique "Sécurité sociale" dans les rémunérations et avantages sociaux.

F11 COÛTS FINANCIERS NETS

Milliers d'euros	2019	2020
Produits d'intérêts	4.585	3.749
Charges d'intérêts	(45.627)	(61.659)
Actualisation des provisions	(5.942)	(3.146)
Résultat de change	(31.618)	(30.445)
Autres produits financiers	222	295
Autres charges financières	(4.858)	(12.996)
TOTAL DES ACTIVITÉS CONTINUÉES	(83.238)	(104.202)

En 2020, la charge d'intérêts nette est d'€ 57,9 millions, en ligne avec l'augmentation du niveau d'endettement moyen ainsi que les frais et coûts liés à l'émission de nouveaux instruments de dette. La charge d'intérêts nette contient également € 0,8 million d'intérêts relatifs à des leasings selon IFRS 16 ainsi que € 5,2 millions relatifs à la composante fictive des intérêts de l'obligation convertible. Ces charges d'intérêts nettes plus élevées ont été en partie compensées par des résultats de change et d'actualisation plus bas.

L'actualisation des provisions concerne principalement les provisions pour avantages sociaux et dans une moindre mesure les provisions environnementales. Ce montant est influencé par la valeur actualisée de ces provisions dépendant elle-même de changements éventuels du taux d'actualisation, de l'échéance des sorties de liquidités futures et de la comptabilisation de nouvelles provisions long terme. La plupart

de ces actualisations en 2020 ont été comptabilisées en Allemagne et dans une moindre mesure en Belgique.

Les résultats de change comprennent les gains et pertes de change réalisés ainsi que les résultats non réalisés provenant de la conversion au taux de clôture de la période des éléments monétaires du bilan. En 2020, le résultat de change s'explique principalement par le coût des points à terme sur les instruments de couverture et par l'impact des fixations des métaux. Ils comprennent également les gains et pertes liés aux ajustements de juste valeur des instruments financiers en devises étrangères (voir Annexe F33). Les autres charges financières incluent des ristournes sur paiement comptant, des charges bancaires et des autres honoraires financiers.

F12 PRODUITS DES INVESTISSEMENTS FINANCIERS

Milliers d'euros	2019	2020
Plus et moins-values sur cessions d'immobilisations financières	547	517
Dividendes	133	230
Produits d'intérêts sur immobilisations financières	26	14
TOTAL DES ACTIVITÉS CONTINUÉES	706	761

F13 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Milliers d'euros	2019	2020
Impôt sur le résultat		
Repris au compte de résultats		
Impôt courant	(113.229)	(115.672)
Charge d'impôts différés (produits)	16.537	56.542
CHARGE FISCALE TOTALE DES ACTIVITÉS CONTINUÉES	(96.692)	(59.131)
RELATION ENTRE CHARGE FISCALE ET RÉSULTAT AVANT IMPÔTS		
Résultat d'exploitation	470.444	304.592
Coûts financiers nets	(83.238)	(104.202)
Résultat avant impôts des sociétés consolidées globalement	387.206	200.390
Taux d'imposition théorique moyen pondéré (%)	24,81	25,48
IMPÔT THÉORIQUE AU TAUX MOYEN PONDÉRÉ DES ACTIVITÉS CONTINUÉES	(96.076)	(51.055)
Ajustements :		
Dépenses non déductibles	(4.276)	(4.383)
Revenus exonérés	4.797	3.457
Dividendes des sociétés consolidées et associées	(1.596)	(267)
Profits et pertes taxés à taux réduit	-	37
Incitants fiscaux déductibles et exonérations fiscales	15.758	14.563
Impôts calculés sur d'autres bases	(1.377)	(1.657)
Utilisation de pertes fiscales non reconnues précédemment	1.443	4.349
Réductions de valeur des actifs d'impôts différés	(3.817)	6.050
Changement de taux de taxation applicable	3.720	(31)
Autres crédits d'impôts (à l'exclusion des crédits R&D)	585	958
Précomptes mobiliers étrangers retenus à la source non imputables	(11.552)	(12.003)
Ajustements d'exercices précédents	(114)	988
Autres (inclus IFRIC 23)	(4.187)	(20.135)
CHARGE FISCALE DE L'ANNÉE	(96.692)	(59.129)

Le taux d'imposition théorique moyen pondéré du groupe a légèrement évolué de 24,8% en 2019 à 25,5% en 2020, pour les activités continuées. Si l'on exclut l'impact des ajustements, le taux de taxation effectif ajusté pour l'année 2020 est de 24,2% pour les activités continuées (24,7% en 2019).

F14 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES AUTRES QUE GOODWILL

Milliers d'euros	Frais de développement	Concessions, brevets, licences, etc.	Logiciels	Droits d'émission CO2	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au début de l'exercice précédent						
Valeur d'acquisition	131.273	107.319	140.054	11.106	60.584	450.336
Amortissements cumulés	(83.920)	(37.639)	(114.124)	-	(19.839)	(255.522)
Valeur comptable nette au début de l'exercice précédent	47.353	69.680	25.930	11.106	40.745	194.814
. Acquisition par regroupement d'entreprises	-	-	-	-	8.223	8.223
. Acquisitions	34.660	1.495	1.115	4.925	16.167	58.362
. Cessions	-	(6.483)	-	-	-	(6.483)
. Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(11.129)	(9.878)	(9.464)	-	(5.742)	(36.214)
. Réductions de valeur (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(2.771)	-	(497)	-	-	(3.268)
. Droits d'émission	-	-	-	3.184	-	3.184
. Ecarts de conversion	282	5	82	(2)	251	619
. Autres mouvements	(14.627)	(90)	9.783	(0)	(150)	(5.085)
AU TERME DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	53.768	54.730	26.949	19.213	59.494	214.154
Valeur d'acquisition	151.880	101.229	149.792	19.213	85.216	507.329
Amortissements cumulés	(98.113)	(46.499)	(122.842)	-	(25.721)	(293.176)
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	53.768	54.730	26.949	19.213	59.494	214.154
. Acquisition par regroupement d'entreprises	-	82	40	-	(23)	98
. Acquisitions	13.784	50	5.404	-	24.821	44.060
. Cessions	-	(2.336)	(3)	(4.009)	(217)	(6.564)
. Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(12.708)	(9.334)	(8.267)	-	(4.901)	(35.209)
. Réductions de valeur (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(17.299)	(8.529)	(1.485)	-	-	(27.313)
. Droits d'émission	-	-	-	697	-	697
. Ecarts de conversion	(450)	(6)	(346)	(3)	(908)	(1.712)
. Autres mouvements	1.422	50	4.401	(0)	(3.186)	2.687
AU TERME DE L'EXERCICE	38.517	34.707	26.694	15.898	75.081	190.897
Valeur d'acquisition	157.704	98.840	150.989	15.898	103.637	527.068
Amortissements cumulés	(119.187)	(64.134)	(124.295)	-	(28.556)	(336.172)
VALEUR COMPTABLE NETTE POUR LES ACTIVITÉS CONTINUÉES	38.517	34.707	26.694	15.898	75.081	190.897

Les "acquisitions" pour € 44,1 millions incluent principalement la capitalisation de frais de développement générés en interne pour € 32,4 millions (voir note F9) dont € 18,6 millions sont relatifs à la rubrique « Autres immobilisations incorporelles » en tant qu'« Immobilisations incorporelles en cours ». Les acquisitions contiennent également des frais relatifs à des logiciels pour environ € 10,3 millions. Les acquisitions relatives aux regroupements d'entreprises sont relatives aux ajustements subséquents du bilan d'ouverture en Finlande (voir note F8). Les réductions de valeur ont été prises principalement chez Catalysis et sont relatives à certains coûts de développement capitalisés et des accords de licence. La ligne "Autres mouvements" montre principalement des transferts entre immobilisations incorporelles en cours (incluses dans les « Autres immobilisations incorporelles ») et les autres catégories d'immobilisations incorporelles et dans une moindre mesure avec les immobilisations corporelles. La catégorie des autres immobilisations incorporelles contient des encours pour € 53,9 millions (principalement des frais de développement capitalisés et des frais relatifs à des logiciels) mais également des portefeuilles d'activités et des listes de client acquis lors de regroupements d'entreprises pour € 20,6 millions. Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les immobilisations corporelles, autre que ce qui est mentionné dans l'annexe F35.

F15 GOODWILL

Milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2020
Au terme de l'exercice précédent		
Valeur d'acquisition	158.457	169.915
Réductions de valeur cumulées	(15.966)	(13.210)
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	142.491	156.705
. Acquisition par regroupement d'entreprises	14.549	1.499
. Réductions de valeur (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(1.422)	-
. Ecart de conversion	1.087	(2.214)
AU TERME DE L'EXERCICE	156.705	155.990
Valeur d'acquisition	169.915	165.627
Réductions de valeur cumulées	(13.210)	(9.637)
VALEUR COMPTABLE NETTE DES ACTIVITÉS CONTINUÉES	156.705	155.990

Ce tableau détaille le goodwill relatif aux sociétés consolidées globalement. Le goodwill relatif aux sociétés mises en équivalence est explicité dans l'annexe F17.

Les variations de la période sont liées aux ajustements du goodwill consécutif à la finalisation du bilan d'ouverture en Finlande (voir note F8)

Les goodwills ont été alloués aux segments primaires comme suit :

Milliers d'euros	Catalysis	Energy & Surface Technologies	Recycling	Total
31/12/2019	50.037	88.357	18.311	156.705
31/12/2020	49.999	87.737	18.254	155.990

La direction teste annuellement si les goodwills doivent être réduits de valeur conformément au principe comptable décrit dans l'annexe F2. Ces tests sont effectués au niveau des unités génératrices de trésorerie, qui peuvent varier d'une business unit complète à un site individuel mais jamais être un segment dans son entièreté. Le montant recouvrable des unités génératrices de trésorerie auxquelles les goodwills ont été alloués est calculé sur base de leur valeur d'usage, et ce à l'aide de modèles d'actualisation des flux de trésorerie futurs, eux-mêmes basés sur les plans opérationnels du Groupe établis sur une période de 5 ans. Les indicateurs macro-économiques et externes utilisés – tels que les

taux de change des devises et le prix des métaux – sont basés sur les conditions de marché en vigueur au moment où les plans opérationnels sont effectués. Les taux utilisés sont typiquement ceux observés sur les bourses internationales durant le dernier trimestre de l'année sauf si une normalisation est considérée comme appropriée. Les tests de réduction de valeur du goodwill en 2020 indiquent qu'il y a une marge de manœuvre suffisante dans les unités génératrices de trésorerie respectives et donc aucune réduction de valeur n'a été reconnue. Le test de réduction de valeur 2020 utilise des taux de taxation moyens de 25,0% (inchangé par rapport à 2019) et un coût moyen pondéré du capital après taxes (wacc) de 7% qui a été revu à la baisse par rapport au 8,5% utilisé les années précédentes et ce pour refléter la baisse du coût de financement moyen pondéré du Groupe, entre autres en raison de la baisse des taux d'intérêt du marché ces dernières années. Un taux WACC uniforme a été appliqué à toutes les unités génératrices de trésorerie, les facteurs de risque spécifiques à l'unité étant considérés comme reflétés dans les projections de flux de trésorerie sous-jacentes. Le taux de croissance de perpétuité utilisé pour déterminer la valeur terminale est de 2% en moyenne (tel que 2019). Les taux d'intérêts sont basés sur des informations fournies par des organismes internationaux tels que la BNB ou la BCE.

F16 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Milliers d'euros	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes versés	Total
Au début de l'exercice précédent hors leasing						
Valeur d'acquisition	973.873	2.090.262	226.496	14.678	388.791	3.694.100
Amortissements cumulés	(491.424)	(1.431.137)	(158.858)	(13.715)	-	(2.095.133)
VALEUR COMPTABLE AU DÉBUT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT HORS LEASING	482.450	659.125	67.638	964	388.791	1.598.967
. Acquisition par regroupement d'entreprises	31.638	75.142	517	-	20.426	127.724
. Acquisitions	16.393	36.164	9.535	69	467.326	529.487
. Cessions	(1.509)	(2.772)	(419)	(10)	(2.369)	(7.079)
. Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(37.030)	(135.690)	(18.086)	(228)	-	(191.035)
. Réductions de valeur nettes (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(2.454)	(16.169)	(289)	-	-	(18.911)
. Ecart de conversion	1.642	944	71	12	(1.844)	825
. Autres mouvements	168.212	231.710	16.534	314	(410.962)	5.809
AU TERME DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT HORS LEASING	659.342	848.457	75.500	1.120	461.368	2.045.788
 Au début de l'exercice hors leasing						
Valeur d'acquisition	1.189.490	2.402.378	242.362	15.070	461.369	4.310.669
Amortissements cumulés	(530.148)	(1.553.922)	(166.862)	(13.950)	-	(2.264.881)
VALEUR COMPTABLE AU DÉBUT DE L'EXERCICE HORS LEASING	659.343	848.457	75.500	1.120	461.369	2.045.788
. Acquisition par regroupement d'entreprises	3.510	(798)	548	-	876	4.136
. Acquisitions	20.663	32.588	7.852	364	330.009	391.475
. Cessions	(10)	(938)	(176)	(20)	(134)	(1.278)
. Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(43.501)	(148.434)	(19.154)	(194)	-	(211.282)
. Réductions de valeur nettes (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(15.053)	(44.416)	(654)	(312)	-	(60.435)
. Ecart de conversion	(18.017)	(20.505)	(2.321)	(54)	(16.266)	(57.164)
. Autres mouvements	88.832	154.714	20.807	-	(267.820)	(3.466)
AU TERME DE L'EXERCICE HORS LEASING	695.767	820.668	82.403	903	508.033	2.107.775
Valeur d'acquisition	1.242.294	2.478.662	260.590	23.522	508.033	4.513.101
Amortissements cumulés	(546.526)	(1.657.994)	(178.187)	(22.619)	-	(2.405.326)
VALEUR COMPTABLE NETTE POUR ACTIVITÉS CONTINUÉES HORS LEASING	695.767	820.668	82.403	903	508.033	2.107.775

Milliers d'euros	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes versés	Total
Valeur d'acquisition	3.300	43	31	-	-	3.374
Amortissements cumulés	(399)	(20)	(31)	-	-	(450)
VALEUR COMPTABLE AU DÉBUT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT POUR LEASING	2.901	23	-	-	-	2.924
.Modifications des règles comptables	25.788	77	11.396	-	-	37.262
. Acquisition par regroupement d'entreprises	2.681	-	-	500	-	3.181
. Acquisitions	15.466	21	6.780	-	-	22.266
. Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(11.063)	(44)	(5.722)	-	-	(16.829)
. Ecart de conversion	72	0	8	-	-	80
AU TERME DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT POUR LEASING	35.845	77	12.462	500	-	48.884
 Leasing au début de l'exercice						
Valeur d'acquisition	47.341	135	18.175	500	-	66.152
Amortissements cumulés	(11.496)	(58)	(5.713)	-	-	(17.268)
VALEUR COMPTABLE AU DÉBUT DE L'EXERCICE POUR LEASING	35.845	77	12.462	500	-	48.884
. Acquisitions	17.901	1.034	8.578	144	-	27.657
. Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(12.726)	(724)	(6.765)	(142)	-	(20.357)
. Ecart de conversion	(1.133)	(10)	(99)	(0)	-	(1.242)
. Transferts	979	(35)	-	-	-	944
AU TERME DE L'EXERCICE POUR LES LEASING	40.866	342	14.176	502	-	55.886
Valeur d'acquisition	67.193	1.055	24.865	637	-	93.750
Amortissements cumulés	(26.327)	(713)	(10.689)	(135)	-	(37.864)
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE POUR LEASINGS	40.865	342	14.176	502	-	55.886
 Immobilisations corporelles y compris leasing						
Valeur d'acquisition	1.309.486	2.479.718	285.456	24.159	508.033	4.606.851
Amortissements cumulés	(572.854)	(1.658.707)	(188.876)	(22.754)	-	(2.443.190)
VALEUR COMPTABLE NETTE POUR ACTIVITÉS CONTINUÉES Y COMPRIS LEASING	736.633	821.010	96.580	1.405	508.033	2.163.661

Les dépenses d'investissement (ligne « Acquisitions) en baisse reflètent la décision prise peu après le début de la pandémie de COVID-19 de reporter certains projets d'investissements ciblés, à l'exception des projets portant sur la sécurité et sur la licence d'exploitation, dans l'attente de plus de clarté sur les perspectives du marché. Compte tenu de l'investissement continu dans l'usine de Rechargeable Battery Materials en Pologne, Energy & Surface Technologies représentait près des deux tiers des investissements du Groupe. Les dépenses pour ce projet stratégique se poursuivront en 2021.

Les acquisitions relatives aux regroupements d'entreprises sont relatives aux ajustements subséquents du bilan d'ouverture des activités de raffinerie et de production de précurseurs de matériaux cathodiques de Kokkola à fin décembre 2019 (Finlande) (voir note F8). Les changements relatifs aux modifications des règles comptables en 2019 sont liés à l'introduction d'IFRS 16.

Les réductions de valeur sur les immobilisations corporelles sont liées principalement aux initiatives de restructuration chez Cobalt & Specialty Materials et chez Catalysis à la consolidation du site de production de catalyseurs automobiles en Amérique du Nord. La ligne "Autres mouvements" comprend essentiellement des transferts entre les encours et les autres catégories d'immobilisations et dans une moindre mesure vers les immobilisations incorporelles.

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les immobilisations corporelles, autre que ce qui est mentionné à l'Annexe F35.

F17 PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE

Les participations mises en équivalence sont constituées essentiellement des entreprises associées et joint ventures suivantes :

	Pays	Devise fonctionnelle	Pourcentages 2019	Pourcentages 2020
Activités continuées				
Sociétés associées				
IEQSA	Pérou	PEN	40,00	40,00
Ganzhou Yi Hao Umicore Industries	Chine	CNY	40,00	40,00
Element Six Abrasives	Royaume-Uni	USD	40,22	40,22
Jiangmen Chancsun Umicore Industry Co.,LTD	Chine	CNY	40,00	40,00

Les éléments reconnus dans les Autres Eléments du Résultat Global pour les sociétés mises en équivalence sont principalement relatifs à des provisions pour pension et des écarts de conversion.

Les investissements dans des sociétés associées sont comptabilisés en utilisant la méthode de mise en équivalence et représentent environ 1,7% du bilan consolidé total d'Umicore. Umicore n'a pas d'investissement matériel individuel dans des sociétés associées. En considérant les objectifs d'exigence de publication d'IFRS 12, la société associée la plus significative concerne Element Six Abrasives, dans laquelle Umicore détient 40,22%. Element Six Abrasives est un groupe fabriquant des diamants synthétiques faisant partie du groupe De Beers, l'actionnaire principal. Le groupe opère de façon internationale avec des usines de production en Chine, en Irlande, en Allemagne, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et en Afrique du Sud. Element Six est un groupe profitable sur base des résultats ajustés, générant des flux de trésorerie positifs. La devise fonctionnelle de ce groupe est l'USD. Umicore est représenté au Conseil d'Administration et au comité audit d'Element Six Abrasives. En dehors de cette participation dans cette société, Umicore n'a pas d'autres engagements, garanties ou obligations provenant de son implication dans celle-ci. Les ajustements et les passifs latents matériels, s'il y a, sont publiés spécifiquement dans les rubriques distinctes des comptes consolidés d'Umicore (voir note F36 pour dossier considéré comme passif latent chez Element Six Abrasives et la note F9 pour les ajustements).

Milliers d'euros	Valeur comptable nette	Goodwill	Total
Au terme de l'exercice précédent	104.653	45.989	150.642
. Résultat de l'exercice	(5.332)	-	(5.332)
. Dividendes	(1.796)	-	(1.796)
. Autres réserves	1.536	-	1.536
. Ecarts de conversion	(4.379)	(833)	(5.210)
AU TERME DE L'EXERCICE POUR OPÉRATIONS CONTINUÉES	94.683	45.156	139.839

La part d'Umicore dans les postes du bilan et de compte de résultats des sociétés associées et joint-ventures aurait été la suivante:

Milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2020
Actifs	231.747	214.719
Passifs	108.620	101.894
Chiffre d'affaires	251.313	195.889
Résultat net	8.705	(5.332)

Dans le tableau ci-dessus, il n'y a plus d'actifs et de dettes relatifs aux joint-ventures.

F18 ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR LES AUTRES RÉSERVES ET PRÊTS OCTROYÉS

Milliers d'euros	Actifs financiers à juste valeur par autres réserves	Prêts octroyés
Immobilisations financières long terme		
AU DÉBUT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	8.028	2.627
. Augmentations	2.375	126
. Diminutions	-	(114)
. Ecart de conversion	3	72
. Juste valeur reconnue dans les fonds propres	(9)	-
. Autres mouvements	500	(520)
AU TERME DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	10.897	2.192
. Augmentations	1.633	753
. Reprises de réductions de valeur (inclus dans "Produits des investissements financiers")	2	-
. Ecart de conversion	(45)	(79)
. Juste valeur reconnue dans les fonds propres	(4.193)	-
. Autres mouvements	59	386
AU TERME DE L'EXERCICE	8.352	3.252
IMMOBILISATIONS FINANCIERES COURT TERME		
. Augmentations	-	92
. Diminutions	-	(1)
. Ecart de conversion	-	(12)
AU TERME DE L'EXERCICE	-	80

L'augmentation et la juste valeur reconnue en fonds propre des actifs financiers à la juste valeur par les réserves sont liées à des mouvements dans des participations non consolidées. Les nouveaux prêts octroyés sont des prêts convertibles à des participations non consolidées.

F19 STOCKS

Milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2020
Analyse des stocks		
Produits de base (valeur brute)	2.469.632	2.706.918
Stock permanent de métaux (non couvert)	862.215	775.213
Stock de métaux disponible à la vente (couvert) (*)	1.176.095	1.477.096
Stock d'autre produits de base (non couvert)	431.322	454.609
Consommables (valeur brute)	87.030	102.163
Réductions de valeur	(101.960)	(105.715)
Avances	6.173	7.222
Contrats en cours	1.454	7.503
TOTAL DES STOCKS	2.462.330	2.718.092

* par application des instruments de couvertures - voir note F2.21.1 et F3.2.2

Les stocks ont augmenté d'€ 255,8 millions par rapport à décembre 2019. Cette augmentation est principalement liée à des prix des métaux plus élevés impactant la valeur des stocks disponibles à la vente. La diminution des stocks permanents est principalement liée au réajustement des stocks permanents de cobalt suite aux initiatives de restructuration chez Cobalt & Specialty Materials. Ce réajustement a entraîné une charge d'€ 34 millions classifiée en Ajustements.

La valeur comptable brute des stocks permanents d'Umicore au 31 décembre 2020 peut être comparée à la valeur de € 3.008 millions si les prix du marché au 31 décembre étaient appliqués (€ 2.135 millions fin décembre 2019)

Au vu des règles comptables relatives au stock métal permanent (voir chapitre F2.9), les stocks permanents sont considérés comme ayant une durée de vie illimitée et aucun amortissement n'est appliqué. Au lieu de cela, ils sont soumis à un test annuel de réduction de valeur de l'unité génératrice de cash qui détient ces stocks. Si le principe de LOCOM avait été appliqué sur les stocks permanents au 31 décembre 2020, cela aurait entraîné une réduction de valeur non-cash d'€ 110,5 millions pour le Groupe.

La variation de stock reconnue dans les Approvisionnements et matières premières dans le compte de résultats est un montant positif de € 378 millions (représentant le mouvement cash des comptes de stock).

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les stocks.

F20 CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES CRÉANCES

Milliers d'euros	Annexes	31/12/2019	31/12/2020
A long terme			
Dépôts et garanties en espèces		8.893	8.370
Autres créances à plus d'un an		1.972	2.574
Avantages sociaux		1.173	820
TOTAL DES ACTIVITÉS CONTINUÉES		12.038	11.764
A court terme			
Créances commerciales (brutes)		1.171.835	1.366.686
Créances commerciales (réduction de valeur)		(22.983)	(22.319)
Autres créances (brutes)		180.336	177.008
Autres créances (réductions de valeur)		(207)	(207)
Intérêts à recevoir		156	495
Juste valeur des créances - instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	F33	19.699	45.091
Juste valeur des créances- instruments financiers relatifs à la couverture de juste valeur	F33	47.495	23.442
Comptes de régularisation		37.327	86.973
TOTAL DES ACTIVITÉS CONTINUÉES		1.433.658	1.677.167

Par rapport au 31 décembre 2019, les créances commerciales ont augmenté substantiellement principalement sous l'effet d'une forte hausse chez Catalysis, alimentée par la hausse des prix des métaux.

Milliers d'euros	Total	Non dû	0-30 jours	30-60 jours	60-90 jours	> 90 jours
Balance agée au début de l'exercice						
Créances commerciales (hors créances douteuses et créances titrisées)						
- brutes	1.131.666	928.369	160.856	22.261	5.549	14.632
Autres créances (brutes)	180.336	179.925	595	(340)	-	157
Pertes attendues	12.794	5.431	901	17	1.497	4.948
Taux de perte attendu	0,98%	0,49%	0,56%	0,08%	26,98%	33,46%
Balance agée de l'exercice						
Créances commerciales (hors créances douteuses et créances titrisées)						
- brutes	1.328.476	1.161.303	137.088	21.569	4.384	4.131
Autres créances (brutes)	177.007	176.020	(0)	-	223	765
Pertes attendues	14.888	9.412	1.291	334	240	3.611
Taux de perte attendu	0,99%	0,70%	0,94%	1,55%	5,21%	73,75%

RISQUES DE CRÉDIT - CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES CRÉANCES

Milliers d'euros	Créances commerciales (réductions de valeur)	Autres créances (réductions de valeur)	Total
Au début de l'exercice précédent	(22.577)	(247)	(22.824)
. Réductions de valeur reconnues en résultat	(9.373)	-	(9.373)
. Reprises de réductions de valeur	9.705	39	9.744
. Réductions de valeur nettoyées avec le montant brut	83	-	83
. Autres mouvements	(850)	(0)	(850)
. Ecart de conversion	30	1	31
AU TERME DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	(22.983)	(207)	(23.190)
AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(22.983)	(207)	(23.190)
. Réductions de valeur reconnues en résultat	(3.943)	342	(3.602)
. Reprises de réductions de valeur	4.328	-	4.328
. Réductions de valeur nettoyées avec le montant brut	48	-	48
. Autres mouvements	(408)	(346)	(755)
. Ecart de conversion	639	5	644
AU TERME DE L'EXERCICE POUR LES ACTIVITÉS CONTINUÉES	(22.320)	(207)	(22.526)

Le Groupe applique l'approche simplifiée d'IFRS 9 pour mesurer les pertes sur créances attendues qui utilise une provision pour les pertes attendues sur la durée de vie de toutes les créances commerciales. Pour mesurer les pertes sur créances attendues, les créances commerciales ont été regroupées en fonction des caractéristiques de risque de crédit communes et des échéances. Les taux de perte attendus sont basés sur les profils de paiement historiques et sur les pertes de crédit historiques enregistrées. Le taux de pertes historiques sont ajustés pour refléter les informations actuelles et futures sur les facteurs macroéconomiques affectant la capacité des clients à payer les créances. Le Groupe a identifié des facteurs macroéconomiques, des probabilités de défaut (PD) et de perte par défaut (LGD) et a ajusté en conséquence les taux de perte historique en fonction des changements attendus de ces facteurs.

En principe, Umicore utilise l'assurance-crédit comme moyen de limiter le risque crédit lié aux créances commerciales. En 2020, deux politiques de crédit sont en place avec deux assureurs différents. A la clôture, € 355 millions des créances commerciales du Groupe sont couverts par une politique pour laquelle l'indemnité en cas de non-paiement s'élève à 95% avec une limite annuelle établie par région ou par pays. L'autre politique couvrait € 272 millions des créances commerciales avec un déductible global annuel d'€ 5 millions, une indemnité maximum par année de € 70 millions et une indemnité en cas de non-paiement de 90%. Le Groupe gère aussi son risque crédit en vendant des factures à des institutions financières sans recours (et donc décomptabilisées) (€ 301 millions en 2020 et € 213 millions en 2019) partiellement couvert par les politiques d'assurance-crédit décrites ci-dessus.

Plus spécifiquement en Chine, Umicore réduit certains risques de crédit en faisant usage de conventions d'escompte sans recours émises par des clients (et donc décomptabilisées) (€ 245 millions en 2020 et € 185 millions en 2019).

Enfin, certains secteurs d'activité travaillent sans assurance-crédit mais mettent en place des limites de crédit internes sur base de l'information financière et de la connaissance de l'entreprise qui sont revues et approuvées par le management.

F21 IMPÔTS ACTIFS ET PASSIFS

Milliers d'euros	31/12/2019		31/12/2020	
Impôts différés				
Impôts à recevoir		45.447		39.553
Impôts différés actifs		168.927		221.938
Impôts dus		(131.483)		(160.734)
Impôts différés passifs		(11.461)		(22.846)
Milliers d'euros	Actifs	Passifs	Net	
	2019	2020	2019	2020
Au terme de l'exercice précédent	132.855	168.927	(6.225)	(11.461)
Modifications des règles comptables	(39)	-	-	-
Impôts différés reconnus dans le compte de résultats	15.207	59.688	1.330	(3.146)
Impôts différés reconnus dans les fonds propres	21.502	(12.208)	7.276	3.632
Acquisition par regroupement d'entreprises	-	-	(14.972)	(359)
Ecarts de conversion	142	(6.199)	(152)	218
Transferts	(1.201)	11.722	1.201	(11.722)
Autres mouvements	461	8	81	(8)
AU TERME DE L'EXERCICE POUR ACTIVITÉS CONTINUÉES	168.927	221.938	(11.461)	(22.846)
			157.466	199.092

Milliers d'euros	Actifs		Passifs		Net	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Impôts différés par catégories de différences temporaires						
Immobilisations incorporelles	16.412	22.144	(17.894)	(11.043)	(1.482)	11.101
Goodwill des sociétés consolidées globalement	-	-	(561)	(514)	(561)	(514)
Immobilisations corporelles	11.554	11.506	(33.516)	(29.644)	(21.962)	(18.138)
Créances long terme	1.087	1.371	(31)	(181)	1.056	1.190
Stocks	72.552	41.534	(37.403)	(33.159)	35.149	8.375
Créances court terme	8.424	8.212	(11.930)	(25.600)	(3.506)	(17.388)
Fonds propres - part du Groupe	-	-	(4.032)	(6.148)	(4.032)	(6.148)
Dettes financières long terme et autres dettes	9.109	11.688	(5.172)	(18.023)	3.937	(6.335)
Provisions pour avantages sociaux long terme	81.392	89.764	(8.245)	(8.267)	73.147	81.497
Provisions pour environnement long terme	12.697	26.150	(384)	(378)	12.313	25.772
Provisions pour autres risques et charges long terme	9.480	12.968	(463)	(583)	9.017	12.385
Dette financière court terme	539	40	(344)	(1.080)	195	(1.040)
Provisions pour environnement court terme	2.323	1.969	-	-	2.323	1.969
Provisions pour autres risques et charges court terme	9.079	9.952	(8)	(8)	9.071	9.944
Dettes commerciales et autres dettes	36.431	67.076	(5.262)	(1.309)	31.169	65.767
IMPÔTS DIFFÉRÉS TOTAL LIÉS AUX DIFFÉRENCES TEMPORAIRES	271.079	304.374	(125.245)	(135.937)	145.834	168.437
Perthes fiscales à reporter	56.598	70.257	-	-	56.598	70.257
Déductions pour investissements	1.156	867	-	-	1.156	867
Autres	5.002	3.389	-	-	5.002	3.389
Impôts différés actifs non reconnus	(51.124)	(43.858)	-	-	(51.124)	(43.858)
TOTAL ACTIF/PASSIF D'IMPÔTS DIFFÉRÉS	282.711	335.029	(125.245)	(135.937)	157.466	199.092
Compensation d'actifs et de passifs au sein de mêmes entités fiscales	(113.784)	(113.091)	113.784	113.091	-	-
SITUATION NETTE	168.927	221.938	(11.461)	(22.846)	157.466	199.092

Milliers d'euros	2019 Base	2020 Base	2019 Tax	2020 Tax
Date d'expiration sans limite de temps	187.883	158.635	51.124	43.858

Les variations de différences temporaires de la période sont enregistrées en compte de résultats, sauf celles provenant d'éléments reconnus directement dans les autres éléments du résultat global.

Les mouvements principaux des impôts différés reconnus dans les autres éléments du résultat global sont des impôts différés générés par des différences temporaires incluses sous les lignes « créances commerciales et autres créances » pour un montant négatif d'€ 6,1 millions, des « dettes financières long-terme » pour un montant négatif de € 12,6 millions, des "provisions pour avantages sociaux long terme" pour un montant positif d'€ 8,0 millions et « dettes commerciales et autres dettes » pour un montant positif d'€ 2,8 millions.

Les impôts différés actifs ne sont reconnus que si leur utilisation est probable c'est-à-dire si un résultat positif est prévu dans les périodes futures. Le Groupe estime que la période d'utilisation des impôts différés actifs est de 5 à 10 ans. L'impôt réel des périodes futures peut être différent des estimations faites lors de l'enregistrement des impôts différés.

Durant la période, un montant d'impôts différés actifs de € 43,9 millions n'a pas été reconnu et est essentiellement lié à des pertes fiscales (€ 39,6 millions).

En application de l'IAS 12, un impôt différé passif sur les réserves immunisées des sociétés belges, qui pourrait potentiellement s'élever à € 37,5 millions, n'a pas été reconnu car la direction confirme que ce passif ne sera pas encouru dans un avenir prévisible.

Les impôts dus à fin décembre 2020 chiffront à € 160,7 millions (2019 : € 131,5 millions) et incluent des positions pour incertitudes fiscales pour € 114,9 millions (€ 91,4 millions en 2019).

F22 LIQUIDITÉS ET QUASI-LIQUIDITÉS

Milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2020
Liquidités et quasi-liquidités		
Dépôts à terme auprès des banques	25.524	373.904
Autres dépôts à terme	7	5
Etablissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités	246.192	636.397
TOTAL LIQUIDITÉS ET QUASI-LIQUIDITÉS	271.724	1.010.307
Découverts bancaires	32.493	8.678
SITUATION NETTE DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE POUR ACTIVITÉS CONTINUÉES (VOIR TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ)	239.231	1.001.629

Tous les montants de trésorerie sont entièrement disponibles pour le Groupe.

La gestion prudente du risque de liquidité implique le maintien de dépôts monétaires et de titres négociables et l'accès au financement grâce à la disponibilité de lignes de crédit confirmées et non confirmées ainsi que par la possibilité de dénouer des positions de marché. Il est en effet impératif que - suite à la nature dynamique de ses opérations - le Groupe puisse disposer de la flexibilité en matière de sources de financement par l'existence de lignes de crédit confirmées. Les liquidités excédentaires sont investies pour de très courtes périodes et sont réparties dans un nombre limité d'institutions financières disposant d'une notation de crédit satisfaisante.

L'augmentation des dépôts à terme provient essentiellement des liquidités relatives à l'émission de l'obligation convertible (€ 500 millions en valeur nominale).

F23 ÉCARTS DE CONVERSION ET AUTRES RÉSERVES

Le détail de la part du Groupe dans les écarts de conversion et autres réserves est repris ci-dessous :

Milliers d'euros	Droits de conversion reconnus dans les fonds propres	Réserves pour actifs financiers à juste valeur	Réserves de couverture stratégique - Matières	Réserves de couverture stratégique - Devises	Réserves de couverture stratégique - Instruments de taux d'intérêts	Impôts différés reconnus directement dans les autres éléments du résultat global	Avantages postérieurs à l'emploi, découlant de changements d'hypothèses actuarielles	Réserves pour paiements fondés sur des actions	Écarts de conversion	Total
Solde au 1er janvier de l'exercice précédent	-	1.150	(3.925)	3.411	(586)	58.663	(226.884)	31.600	(91.073)	(227.644)
Profits et pertes reconnus dans les autres éléments du résultat global	-	(129)	(28.728)	1.937	(101)	28.587	(70.605)	8.211	-	(60.828)
Profits et pertes sortis des autres éléments du résultat global	-	-	(1.212)	174	-	(145)	-	-	-	(1.183)
Transferts de/vers réserves	-	-	-	-	-	-	-	(2.540)	-	(2.540)
Autres mouvements	-	120	-	-	-	-	-	-	-	120
Ecarts de conversion	-	-	-	(29)	-	(11)	(539)	-	8.200	7.621
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	-	1.141	(33.865)	5.493	(687)	87.094	(298.028)	37.271	(82.873)	(284.454)
Solde au 1er janvier de l'exercice	-	1.141	(33.865)	5.493	(687)	87.094	(298.028)	37.271	(82.873)	(284.454)
Profits et pertes reconnus dans les autres éléments du résultat global	50.324	(4.198)	(20.951)	7.972	(84)	(513)	(27.632)	10.108	-	15.026
Profits et pertes sortis des autres éléments du résultat global	-	-	27.054	2.707	-	(8.057)	-	-	-	21.704
Transferts de/vers réserves	-	-	-	-	-	-	-	(2.737)	-	(2.737)
Autres mouvements	-	-	-	-	-	868	(1.775)	-	-	(908)
Ecarts de conversion	-	5	74	549	-	(204)	2.403	-	(119.284)	(116.457)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE DE L'EXERCICE	50.324	(3.052)	(27.688)	16.721	(771)	79.187	(325.033)	44.642	(202.157)	(367.826)

Les pertes nettes reconnues en réserves de couverture stratégique (€ 13,1 millions) sont les changements de juste valeur des instruments de couverture stratégique nouveaux ou présents à l'ouverture et pas encore parvenus à maturité à la fin de la période. Les pertes nettes sorties des réserves (€ 29,8 millions) sont les changements de juste valeur des instruments de couverture stratégique présents à l'ouverture et parvenus à maturité durant la période. L'impact total encouru à l'expiration des couvertures stratégiques est une perte de € 54,8 millions, enregistrée dans le compte de résultats. Ce montant inclut les pertes nettes mentionnées sorties des réserves (€ 29,8 millions) et les variations dans l'année des justes valeur sur les couvertures stratégiques existantes arrivées à expiration et sur les nouveaux instruments contractés pendant l'année (€ 25,0 millions).

Des réévaluations relatives à des changements d'hypothèses actuarielles sur des plans à prestation définie postérieurs à la pension ont été reconnues en réserves pour avantages postérieurs à l'emploi pour € -27,6 millions. En 2020, les plans d'actions et d'options sur actions ont généré une augmentation d'€ 10,1 millions sur la réserve pour paiements fondés sur des actions (voir l'Annexe F10 sur les rémunérations et avantages sociaux). Un montant de € 2,7 millions a été transféré vers les réserves suite à l'exercice d'options pendant la période et aux anciens plans d'action.

Les droits de conversion incorporés dans l'obligation convertible de € 500 millions émise le 23 juin 2020 ont été évalués à € 50,3 millions nets des frais de transaction et sont reconnus en fonds propres (voir note F2.17).

F24 DETTES FINANCIÈRES

Milliers d'euros	Prêts bancaires à long terme	Dettes de leasing	Autres prêts à long terme	Total
Long terme				
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	705.004	3.843	708.846	
. Modifications des règles comptables	-	37.262	-	37.262
. Acquisition par regroupement d'entreprises	-	3.181	-	3.181
. Augmentation	400.579	22.266	6	422.851
. Diminution	-	(16.536)	(291)	(16.827)
. Ecarts de conversion	37	89	-	126
. Transferts	(4.354)		1	(4.353)
SOLDE AU TERME DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	1.101.266	46.262	3.555	1.151.083
. Augmentation	125.000	27.657	494.360	647.017
. Diminution	-	(19.801)	(304)	(20.105)
. Ecarts de conversion	(146)	(1.251)	5	(1.392)
. Transferts	(21.120)	-	(4)	(21.124)
. Droits de conversion reconnus dans les fonds propres	-	-	(50.324)	(50.324)
SOLDE AU TERME DE L'EXERCICE POUR LES ACTIVITÉS CONTINUÉES	1.205.000	52.865	447.289	1.705.154
Dettes à long terme écheant dans l'année				
Au terme de l'exercice précédent	3.545	-	154	3.700
. Augmentations / diminutions	(12.151)	-	0	(12.151)
. Ecarts de conversion	(526)	-	(0)	(526)
. Transferts	30.922	-	4	30.926
AU TERME DE L'EXERCICE	21.790	-	158	21.948
Milliers d'euros	Prêts bancaires à court terme	Découverts bancaires	Papiers commerciaux	Autres prêts
Court terme				
AU TERME DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	244.933	32.493	282.936	- 560.363
. Augmentations / diminutions	346.873	(22.392)	(148.654)	914 176.742
. Transferts	(9.802)	-	-	(9.802)
. Ecarts de conversion	(27.738)	(1.424)	-	(910) (30.072)
AU TERME DE L'EXERCICE POUR LES ACTIVITÉS CONTINUÉES	554.266	8.678	134.282	4 697.230

La dette nette au 31 décembre 2020 était de € 1.414,0 millions, en légère diminution par rapport aux € 1.443,4 millions de début de l'année

Le 15 juin 2020, Umicore et la Banque Européenne d'Investissement (BEI) ont conclu un accord de prêt de € 125 millions (juste valeur de € 126 millions). Le produit du prêt, qui a une échéance de huit ans, financera une partie de l'investissement d'Umicore dans l'usine de matériaux pour cathodes à Nysa en Pologne. Quand la construction sera terminée, cette toute nouvelle usine desservira les opérations européennes des clients d'Umicore présents dans le secteur des batteries et de l'automobile au niveau mondial.

Le 16 juin 2020, Umicore a annoncé le lancement d'une offre d'obligations convertibles non garanties et de rang non subordonnées (les « Obligations »), avec une maturité contractuelle de cinq ans, dans le cadre du capital autorisé, pour un montant nominal agrégé de € 500 millions. Le produit net de l'émission sera utilisé pour les besoins généraux de la société et pour financer le développement stratégique d'Umicore dans les matériaux de mobilité propre et dans le recyclage. A moins qu'elles ne soient préalablement converties, remboursées ou rachetées et annulées, les Obligations seront remboursées à 100% de leur montant principal le 23 juin 2025. Lors de la création, Umicore a déterminé que les obligations répondent à la définition IFRS d'un instrument financier composé. A la date d'émission, la part des obligations reconnue en fonds propres, représentant l'option de convertir l'instrument en action ordinaire, est évaluée à € 50,3 millions (nets des frais de transaction).

Les coûts de transaction liés à l'émission des Obligations ont été alloués aux composants de dette et de fonds propres de l'instrument au prorata de l'allocation. La juste valeur de la composante de dette financière de l'obligation financière à fin décembre 2020 était de € 444,1 millions.

Le 2 octobre 2020, Umicore a reçu confirmation de la banque de France, comme le prévoit l'art. D.213-2 du « Code monétaire et financier » de la loi française, que les conditions telles que décrites dans la documentation financière de son papier commercial NEU (maturité maximale de 3 ans), pour un montant maximum de € 600 millions chacun, répondent aux exigences de la loi.

Au 31 décembre 2020, le programme NEU CP montrait un en-cours de € 45 millions, le programme NEU MTN ne montrait aucun en-cours.

Le programme de Belgian Commercial Paper montrait un en-cours d'€ 89,75 millions (sur € 600 millions disponibles dans le cadre de ce programme).

La dette financière comprend des placements de dette privés aux Etats-Unis émis en 2019 (€ 390 million ; juste valeur d'€ 413,8 millions) et en 2017 (€ 360 millions ; juste valeur de € 394,0 millions) et aussi le Schuldschen émis en 2017 (€ 330 million ; juste valeur d'€ 342,2 millions).

Au 31 décembre 2020, il n'y avait pas d'avances en cours relatives aux € 300 millions de l'emprunt bancaire syndiqué échéant en octobre 2022 et aucune avance relative aux € 495 millions de l'emprunt bancaire syndiqué échéant en avril 2025.

Les emprunts bancaires syndiqués ainsi que les instruments financiers à long terme mentionnés ci-dessus requièrent que la société se conforme à certaines conventions. Umicore n'a dû faire face à aucune violation de ces conventions d'emprunt que ce soit en 2020 ou lors des années précédentes.

Les dettes à long-terme incluent principalement des dettes en EUR.

Le taux d'intérêt moyen sur la dette brute moyenne était de 1,91% pour l'année 2020 (2,11% pour l'année 2019).

La ligne « Nouveaux emprunts et remboursement » du tableau de financement consolidé ne contient pas les mouvements sur les découverts bancaires ainsi que les écarts de conversion.

Le ratio d'endettement net de 35,0% à fin 2020 (35,2% à fin 2019) et le ratio d'endettement net sur EBITDA ajusté de 1,76x (contre 1,92x fin 2019) positionnent le Groupe bien endéans les limites de structure de capital visées.

Milliers d'euros	Type d'intérêts	Moins d'un an	entre 1 et 5 ans	au-delà de 5 ans	Total
Dette Financière Brute de l'année précédente					
Dette de Leasing	-	38.087	8.174	46.262	
Institutions de crédits	Fixe/Flottant	281.126	24.820	-	305.946
Papiers commerciaux	Flottant	282.936	-	-	282.936
Schuldschein	Fixe/Flottant	-	287.000	43.000	330.000
US Private Placement	Fixe	-	-	750.000	750.000
TOTAL		564.062	349.907	801.174	1.715.144

Milliers d'euros	Type d'intérêts	Moins d'un an	entre 1 et 5 ans	au-delà de 5 ans	Total
Dette Financière Brute de l'année en cours					
Dette de Leasing	-		40.478	12.387	52.865
Institutions de crédits	Fixe/Flottant	584.895	3.190	-	588.085
Papiers commerciaux	Flottant	134.282	-	-	134.282
Schuldschein	Fixe/Flottant	-	287.000	43.000	330.000
US Private Placement	Fixe	-	-	750.000	750.000
Emprunt EIB	Fixe	-	-	125.000	125.000
Emprunt convertible	Fixe	-	444.100	-	444.100
TOTAL		719.177	774.768	930.387	2.424.332

Milliers d'euros	EUR	Autres devises	Total
Analyse des dettes à long terme par devises, en ce compris la tranche échéant à moins d'un an			
Prêts bancaires	1.205.000	21.790	1.226.790
Autres prêts	447.445	2	447.447
DETTES FINANCIÈRES À LONG TERME, EN CE COMPRISES LA TRANCHE ÉCHÉANT À MOINS D'UN AN			
	1.652.445	21.792	1.674.237

Milliers d'euros	2019	2020
Dettes financières à long terme	1.151.083	1.705.154
Dettes financières à long terme échéant dans l'année	3.700	21.948
Dettes financières à court terme	560.363	697.230
Liquidités et quasi-liquidités	(271.724)	(1.010.307)
DETTE FINANCIÈRE NETTE	1.443.422	1.414.024

Dette brute	
Emprunts bancaires à court terme	23,8%
Emprunts bancaires à long terme	49,7%
Papiers commerciaux	5,5%
Découverts bancaires	0,4%
Dettes de leasing	2,2%
Emprunt convertible	18,3%
Autres lignes de crédit bancaire	0,1%

Millions d'euros	2019	2020
Dette financière nette	1.443,4	1.414,0
Fonds propres	2.660,5	2.621,9
Total	4.103,9	4.035,9
Ratio d'endettement (%)	35,2	35,0

F25 DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES

Milliers d'euros	Annexes	31/12/2019	31/12/2020
Long terme			
Dettes commerciales à plus d'un an		2.579	-
Autres dettes à plus d'un an		5.520	5.682
Subsides en capital		16.021	17.823
TOTAL DES ACTIVITÉS CONTINUÉES		24.120	23.505
Court terme			
Dettes commerciales à un an au plus		1.466.140	1.896.099
Acomptes reçus sur commandes		15.448	32.180
Impôts dus autres que les impôts de société		26.190	38.317
Dettes salariales et sociales		125.252	135.835
Autres dettes		56.399	39.733
Dividendes dus		11.657	11.618
Intérêts dus		7.856	9.109
Juste valeur des dettes - instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	F33	48.829	57.957
Juste valeur des dettes - instruments financiers relatifs à la couverture de juste valeur	F33	18.670	38.296
Comptes de régularisation		139.907	159.784
TOTAL DES ACTIVITÉS CONTINUÉES		1.916.348	2.418.928

Par rapport au 31 décembre 2019, les dettes commerciales ont augmenté, principalement sous l'effet d'une forte augmentation chez Catalysis, alimentée par une hausse des prix des métaux. Les dettes fournisseurs comprennent les traites d'acceptation bancaires (bank acceptance drafts) émis par Umicore en Chine. Les traites d'acceptation bancaires sont un mode de paiement couramment utilisé en Chine, souvent préférées par les fournisseurs en raison de leur transférabilité, de leur utilisation comme garantie de financement ou de leur capacité à être escomptées. Fin 2020, Umicore a émis € 280 millions de traites d'acceptation bancaires en Chine (contre € 196 millions fin 2019). Les dettes fournisseurs fin 2020 comprennent les métaux à racheter sous contrat pour un montant d'€ 230 millions (contre € 206 millions fin 2019). Les dettes fiscales autres que les impôts de société sont principalement relatives à la TVA.

F26 LIQUIDITÉ DES DETTES FINANCIÈRES

EXERCICE PRÉCÉDENT

Milliers d'euros	Maturité contractuelle					Total
	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	
Dettes financières	153.186	192.344	218.525	349.908	801.174	1.715.137
COURT TERME	153.186	192.344	218.525	-	-	564.055
Prêts bancaires à court terme	130.764	56.370	57.799	-	-	244.933
Découverts bancaires	21.188	-	11.305	-	-	32.493
Papiers commerciaux	-	134.155	148.781	-	-	282.936
Autres prêts	(7)	-	0	-	-	(7)
Prêts bancaires long terme échéant dans l'année	1.229	1.793	523	-	-	3.545
Autres prêts long terme échéant dans l'année	13	26	116	-	-	154
LONG TERME	-	-	-	349.908	801.174	1.151.082
Prêts bancaires long terme	-	-	-	308.267	793.000	1.101.267
Dette de leasing	-	-	-	38.087	8.174	46.261
Autres prêts long terme	-	-	-	3.554	-	3.555
DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES	1.343.059	323.292	231.717	29.510	12.891	1.940.469
COURT TERME	1.343.059	323.292	231.717	18.281	-	1.916.349
Dettes commerciales à un an au plus	1.113.438	216.335	136.367	-	-	1.466.140
Acomptes reçus sur commandes	5.092	8.720	1.636	-	-	15.448
Impôts des autres que les impôts de société	22.491	3.700	(0)	-	-	26.190
Dettes salariales et sociales	43.063	26.409	55.780	-	-	125.252
Autres dettes	25.106	16.656	14.638	-	-	56.400
Dividendes dus	11.657	-	-	-	-	11.657
Intérêts dus	6.165	1.390	300	-	-	7.856
Juste valeur des dettes - instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	399	9.372	20.778	18.281	-	48.829
Juste valeur des dettes - instruments financiers relatifs à la couverture de juste valeur	8.198	8.252	2.219	-	-	18.670
Comptes de régularisation	107.450	32.457	0	-	-	139.907
LONG TERME	-	-	-	11.229	12.891	24.120
Dettes commerciales à plus d'un an	-	-	-	-	2.579	2.579
Autres dettes à plus d'un an	-	-	-	1.192	4.328	5.520
Subsides en capital	-	-	-	10.037	5.984	16.021

EXERCICE ACTUEL

(EUR thousand)	Maturité contractuelle					Total
	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	
Dettes financières	274.765	90.870	353.542	774.766	930.387	2.424.330
Court terme	274.765	90.870	353.542	-	-	719.177
Prêts bancaires à court terme	231.384	55.590	267.293	-	-	554.266
Découverts bancaires	8.678	-	-	-	-	8.678
Papiers commerciaux	25.000	35.250	74.032	-	-	134.282
Autres prêts	-	4	-	-	-	4
Prêts bancaires long terme échéant dans l'année	9.691	-	12.099	-	-	21.790
Autres prêts long terme échéant dans l'année	13	26	119	-	-	158
Long terme	-	-	-	774.766	930.387	1.705.153
Prêts bancaires long terme	-	-	-	287.000	918.000	1.205.000
Dette de leasing	-	-	-	40.478	12.387	52.865
Autres prêts long terme	-	-	-	447.288	0	447.288
Dettes commerciales et autres dettes	1.377.057	362.626	659.330	32.008	11.409	2.442.430
Court terme	1.377.057	362.626	659.330	19.912	-	2.418.925
Dettes commerciales à un an au plus	1.105.279	246.622	544.198	-	-	1.896.099
Acomptes reçus sur commandes	13.586	18.199	395	-	-	32.180
Impôts dus autres que les impôts de société	35.188	2.591	539	-	-	38.317
Dettes salariales et sociales	38.663	41.765	55.407	-	-	135.835
Autres dettes	28.760	4.627	6.346	-	-	39.733
Dividendes dus	11.618	-	-	-	-	11.618
Intérêts dus	6.960	1.653	496	-	-	9.109
Juste valeur des dettes - instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	471	9.324	28.631	19.527	-	57.953
Juste valeur des dettes - instruments financiers relatifs à la couverture de juste valeur	16.119	17.902	3.890	385	-	38.296
Comptes de régularisation	120.413	19.943	19.428	-	-	159.784
Long terme	-	-	-	12.096	11.409	23.505
Autres dettes à plus d'un an	-	-	-	1.182	4.500	5.682
Subsides en capital	-	-	-	10.914	6.909	17.823

F27 PROVISIONS POUR AVANTAGES SOCIAUX

Le Groupe a diverses obligations légales et implicites de buts à atteindre, dont la majorité se situe dans les activités belges et allemandes, la plupart étant des régimes de fin de carrière.

Milliers d'euros	Avantages postérieurs à l'emploi - pensions et autres	Avantages postérieurs à l'emploi - autres	Prestations de préretraite et autres	Autres avantages sociaux à long terme	Total
Au terme de l'exercice précédent	347.160	3.806	26.546	15.137	392.650
. Dotations (inclus dans "Rémunérations et avantages sociaux")	27.668	(106)	6.157	1.335	35.054
. Reprises (inclus dans "Rémunérations et avantages sociaux")	(63)	-	-	(7)	(70)
. Utilisations (inclus dans "Rémunérations et avantages sociaux")	(25.943)	(170)	(4.985)	(723)	(31.820)
. Impact taux d'intérêt et actualisation (inclus dans "Coûts financiers nets")	3.175	9	23	110	3.317
. Ecart de conversion	(72)	(282)	(444)	(24)	(822)
. Transferts	747	(467)	(210)	(26)	44
. Reconnus dans les autres éléments du résultat global	28.162	(159)	(0)	0	28.004
AU TERME DE L'EXERCICE POUR LES ACTIVITÉS CONTINUÉES	380.834	2.633	27.087	15.802	426.356

Milliers d'euros	31/12/2019	Mouvements 2020	31/12/2020
Belgique	67.478	28.095	95.573
Allemagne	297.653	3.090	300.743
SOUS-TOTAL	365.131	31.185	396.316
Autres entités	27.519	2.522	30.040
TOTAL DES ACTIVITÉS CONTINUÉES	392.650	33.707	426.356

Le premier tableau indique les soldes et les mouvements sur les provisions pour avantages sociaux uniquement pour les entreprises consolidées.

Les prestations de pré-retraite et autres concernent principalement des plans de prépension en Belgique et certains régimes d'indemnités de départ en Corée. Les autres avantages sociaux à long-terme concernent principalement des primes de jubilé en Belgique et en Allemagne.

Les lignes « Dotations », « Reprises » et « Utilisations » des provisions pour avantages sociaux peuvent être alignées avec la ligne « Provisions pour avantages sociaux » de la note F10. La variation des éléments reconnus dans les autres éléments du résultat global provient d'une diminution des taux d'actualisation utilisés pour les plans de pension. Une réconciliation avec la note F23 et l'État consolidé des profits et pertes reconnus directement dans les capitaux propres est fournie dans les tableaux ci-dessous.

Les régimes à cotisation définie du Groupe dans certains pays comme les USA, le Canada, l'Afrique du sud et l'Allemagne ne font pas partie de cette note et sont directement reconnus dans le compte de résultats sous la ligne « Contribution à un régime de pension à cotisation déterminée » (voir note F10).

Le tableau suivant, présenté en vertu de la version amendée d'IAS 19, a été établi sur base des rapports d'actuaires externes pour quasi la totalité des plans.

Les plans à prestations définies pour les deux principaux pays sont les suivants :

BELGIQUE**Caractéristiques des plans à prestations définies**

Les sociétés Umicore en Belgique opèrent avec des plans à prestations définies qui prévoient des prestations de retraite et autres avantages sociaux à long terme liées au salaire et à l'âge ou aux années de service. Ces plans de pension et avantages sociaux à long terme représentent une obligation à titre de prestations définies de € 314,0 millions et des actifs pour € 218,5 millions. Ceux-ci prévoient le paiement d'une somme forfaitaire à la pension et des avantages en cas de décès ou d'invalidité avant la pension.

Les provisions nettes pour avantages sociaux de € 95,5 millions se composent de régimes à prestation définies postérieurs à l'emploi (€ 67,2 millions dont € 172,9 million d'obligations et € 105,7 million au titre d'actifs), des indemnités de départ (€ 6,3 millions d'obligations, non financées), de primes de jubilé (€ 3,5 millions, non financées) et les régimes postérieurs à l'emploi à cotisations définies à rendement garanti et les plans d'épargne-bonus traités comme des régimes à prestations définies (€ 18,6 millions dont € 131,3 millions d'obligation et € 112,7 millions relatifs aux actifs).

Financement

Les plans postérieurs à l'emploi sont financés de façon externe soit par des sociétés d'assurances soit par des fonds privés indépendants qui gèrent des plans de pension ("IOPR"). Pour ces IOPR, les processus de gouvernance nécessaires pour la gestion des risques sont mis en place. Une des mesures consiste à réaliser régulièrement un "test de continuité" lors duquel les politiques d'investissements stratégiques sont analysées sur le plan des profils risques-rendements et de la solvabilité. Un relevé des principes d'investissements et de la politique de financement en est dérivé.

Juste valeur des actifs du régime

La juste valeur des actions et parts et des instruments de dettes est déterminée sur base des prix de marchés côtés sur des marchés actifs (classification niveau 1). Les plans ne contiennent aucune position directe dans des actions Umicore ou obligations et ne disposent pas d'actes de propriété dans une entité d'Umicore. Les investissements sont diversifiés de manière à ce que la faillite d'un seul investissement n'ait pas d'impact matériel sur le niveau global des actifs.

ALLEMAGNE**Caractéristiques des plans à prestations définies**

Les bénéfices postérieurs à l'emploi sont principalement des plans de pension non financés à titre de prestations définies octroyant des avantages à la pension, en cas d'invalidité et de décès. Tous les plans sont basés sur le salaire final ou sur la moyenne finale excluant des plans à compensation différée. Les avantages des plans à compensation différée sont basés sur le salaire annuel converti et procure un intérêt garanti de 3,0% p.a. (6,0% p.a. pour les conversions de salaire avant 2014). L'ensemble des plans postérieurs à l'emploi représentent une obligation à titre de prestations définies d'€ 308,3 millions et des actifs d'€ 7,6 millions.

Les provisions nettes pour avantages sociaux de € 300,7 millions comprennent principalement les plans de pension à prestations définies Degussa, y compris le plan de cotisations pour lequel l'inflation et les ajustements de taux d'intérêt sont garantis (€ 224,1 millions), les plans de compensations fermés et ouverts (€ 62,0 millions), les primes de jubilé (€ 7,0 millions) et les autres indemnités de départ (€ 7,8 millions).

Financement

Comme mentionné ci-dessus, les avantages postérieurs à l'emploi sont principalement des plans non financés. Une toute petite partie est financée par des contrats de réassurance mis en gage.

Juste valeur des actifs du régime

Tous les actifs du plan sont des contrats d'assurance gagé et n'ont pas de prix de marchés côtés.

Les risques les plus significatifs relatifs aux plans à prestations définies sont:

- **Volatilité des actifs:** l'obligation est calculée en utilisant le taux d'actualisation en référence au taux d'obligations des sociétés. Si l'actif sous-performe ce taux, ceci engendrera un déficit.
 - **Changement du taux obligataire:** une diminution du taux obligataire des sociétés entraînerait une augmentation de l'obligation. Cependant, celle-ci sera partiellement compensée par une augmentation de la valeur des avoirs obligataires du plan.
 - **Risque lié au salaire:** la plupart des plans à prestations définies sont calculés par rapport au salaire des membres du plan. Dès lors, une augmentation salariale des membres du plan plus importante que prévue engendrerait une obligation plus importante.
 - **Risque de longévité:** tous les plans à côté du nouveau plan à compensations différées à partir de 2014 engendrent des annuités de vie qui impliquent une risque de longévité c'est-à-dire le risque que la période de paiement s'allonge en raison de l'amélioration de l'espérance de vie. La société utilise des taux de mortalité qui dépendent de l'année de naissance pour inclure le risque dans l'obligation.
 - **Risque de sortie de liquidités:** en raison des cas de décès pendant la période active de l'employé ainsi que des cas d'invalidité, un risque de sortie de liquidité avant la pension existe.
 - **Risque légal:** si la loi qui détermine les avantages à prestations définies change, une modification de l'obligation pourrait avoir lieu.
- Certains risques supplémentaires sont relatifs à l'Allemagne uniquement:
- En Allemagne, deux régimes de pension à cotisations définies existent, financés en externe par la « Pensionskasse Degussa » (PKD) ou le fond de soutien « Unterstützungskasse Degussa » (RUK). En ce qui concerne les ajustements de pension requis pour les pensions versées par ces régimes, il existe un risque que ces ajustements ne puissent pas être entièrement supportés par la PKD ou la RUK et peuvent donc entraîner des obligations de pension non financées supplémentaires. Cette partie des plans PKD et RUK est donc considérée comme un régime à prestations définies et le risque de l'obligation supplémentaire attendue jusqu'à fin 2023 a été inclus dans l'obligation au titre des prestations définies et est revu annuellement (obligation supplémentaire de € 5,1 millions pour PKD et € 0,9 million pour RUK fin 2020).
 - Le plan à compensations différées fermé engendre un taux d'intérêts garanti de 6% qui augmente le risque lié aux coûts de la pension en plus du salaire converti. Le plan a été clôturé au 31 décembre 2013 et est remplacé par un plan sans risque similaire significatif

Certains risques sont relatifs à la Belgique uniquement:

- En raison de la législation belge s'appliquant à tous les plans de pension du 2ème pilier (loi Vandenbroucke), tous les plans à titre de contributions définies doivent être considérés sous IFRS comme des plans à titre de prestations définies. La loi Vandenbroucke établit que dans un contexte de plans à titre de contributions définies, l'employeur doit garantir un rendement minimum garanti de 3,75% sur les contributions des employés et de 3,25% sur les contributions des employeurs. Cependant, peu avant fin 2015, une modification de la loi belge a été promulguée. Celle-ci entraîne une diminution du rendement minimum garanti de 3,25% à un taux d'intérêt minimum défini basé sur le taux d'intérêt belge à 10 ans, endéans l'intervalle 1,75%-3,25%. Le nouveau taux (actuellement 1,75%) s'applique pour les années postérieures à 2015 pour les contributions futures et aussi aux contributions passées accumulées au 31 décembre 2015 si l'organisme de financement ne garantit pas un certain résultat sur les contributions jusqu'à l'âge de la retraite. Si l'organisme ne garantit pas de tels résultats, les taux 3,25/3,75% sont toujours d'application. De par ce rendement minimum garanti, l'employeur est exposé à un risque financier : des contributions supplémentaires pourraient être nécessaires si le rendement de l'actif n'est pas suffisant pour atteindre la prestation minimum à payer. Le groupe a des plans qui sont financés par des contrats d'assurance ainsi qu'un plan financé par un IORP. Les obligations à prestations définies y relatives ont été agrégées avec les autres obligations à prestations définies. La méthode PUC (Projected Unit Credit) a été utilisée. L'obligation à prestations définies totale relative à ces plans est d'€ 131,3 millions à fin décembre 2020 et l'actif correspondant d'€ 112,7 millions.

Milliers d'euros	2019	2020
Variation des obligations au titre de prestations définies		
Obligations au titre de prestations définies au début de l'exercice	549.052	651.685
Coût des services rendus	32.958	34.591
Charge d'intérêts	9.908	6.246
Cotisations des participants au régime	946	905
Pertes (Gains) actuariels - dus aux actualisations des hypothèses démographiques	1.133	1.556
Pertes (Gains) actuariels - dus aux actualisations des hypothèses financières	81.769	29.185
Pertes (Gains) actuariels - dus aux ajustements d'expériences du passé	3.032	2.942
Prestations versées par le régime/l'entreprise	(24.272)	(26.873)
Charges payées	(3.773)	(1.819)
Combinaisons de plans	74	157
Variation de taux de change	858	(1.353)
OBLIGATIONS AU TITRE DE PRESTATIONS DÉFINIES EN FIN D'EXERCICE	651.685	697.222

Milliers d'euros	2019	2020
Variation des actifs du régime		
Juste valeur des actifs au début de l'exercice	216.101	259.952
Rendement attendu des actifs du régime	3.740	2.349
Gains/(Pertes) actuariels générés sur les actifs	17.138	5.398
Cotisations versées par l'entreprise	49.291	32.473
Cotisations versées par les participants au régime	946	905
Prestations versées par le régime/l'entreprise	(24.272)	(26.873)
Charges payées	(3.823)	(1.870)
Transfert net (+/-) (y compris impact de regroupement / cession d'entreprises)	87	(76)
Ecart de conversion	744	(568)
JUSTE VALEUR DES ACTIFS EN FIN D'EXERCICE	259.952	271.690

Les régimes de retraite en Belgique, en Corée, au Liechtenstein et au Japon sont partiellement ou totalement financés par des actifs couvrant une part importante des obligations. Tous les autres régimes sont peu financés ou non financés.

Milliers d'euros	2019	2020
Montants comptabilisés au bilan		
Valeur actualisée des obligations	651.685	697.222
Juste valeur des actifs de couverture	259.952	271.690
DÉFICIT (SURPLUS) RÉSULTANT DES RÉGIMES	391.733	425.532
PASSIF (ACTIF) NET	391.733	425.532
Composantes du coût des services		
Montants comptabilisés dans le compte de résultats		
Coût des services rendus	32.958	34.591
Charge d'intérêts	9.908	6.246
Rendement des actifs du régime	(3.740)	(2.349)
Actualisations des autres avantages à long termes	(1.890)	277
Frais administratifs et taxes	51	51
CHARGE TOTALE DU RÉGIME RECONNUE DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS	37.287	38.816
Charges comptabilisées dans les autres éléments du résultat global		
Montant cumulé des gains et pertes actuariels comptabilisés à l'ouverture	199.949	270.082
Gains et pertes actuariels de la période	70.882	28.004
Minorités	(772)	37
Autres mouvements	-	1.775
Ecarts de conversion	23	(69)
CHARGE TOTALE DU RÉGIME RECONNUE DANS LE SOCI DES FILIALES CONSOLIDÉES GLOBALEMENT	270.082	299.829
Gains et pertes actuariels de la période, sociétés associées et joint-ventures	27.944	25.202
TOTAL RECONNU DANS LE SOCI	298.026	325.030
Effets des actualisations reconnues dans les autres éléments du résultat global sans les minoritaires (Note F23)	(70.605)	(27.632)
Ecarts de conversion selon note F23	(539)	2.403
Effets des actualisations reconnues dans les autres éléments du résultat global relatif aux minoritaires (inclus les écarts de conversion)	(776)	32
TOTAL DES EFFETS DES ACTUALISATIONS RECONNUES DANS LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	(71.921)	(25.198)
Ecarts de conversion selon note F23	539	(2.403)
Ecarts de conversion relatifs aux minoritaires	4	5
Ecarts de conversion relatifs aux sociétés mises en équivalence	496	(409)
TOTAL DES EFFETS DES ACTUALISATIONS RECONNUES DANS LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL DANS LA NOTE F27	(70.882)	(28.004)
Effets des actualisations reconnues dans les autres éléments du résultat global		
Effets des actualisations des hypothèses démographiques	1.070	1.433
Effets des actualisations des hypothèses financières	80.772	29.124
Effets des ajustements d'expériences du passé	5.859	2.677
Revenus des actifs du régime (hors intérêts)	(17.015)	(5.230)
TOTAL DES ACTUALISATIONS INCLUSES DANS LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	70.686	28.004

La charge d'intérêts et le rendement de l'actif de régime de retraite ainsi que l'impact du taux d'actualisation sur les régimes non relatifs à des avantages postérieurs à l'emploi sont enregistrés au compte de résultats dans la rubrique "Coûts financiers" (cf. Annexe F11). Tous les autres éléments des dépenses de l'année sont repris en résultat d'exploitation, plus particulièrement sous la rubrique "Salaires et avantages sociaux directs".

Les réévaluations relatives à des changements d'hypothèses actuarielles de l'année reconnues dans les capitaux propres (OCI) sont expliquées principalement par une variation du taux d'actualisation sur les plans de pensions ainsi que par la différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs du régime.

	2019	2020
HYPOTHÈSES ACTUARIELLES PRINCIPALES		
Hypothèses moyennes pondérées pour déterminer le coût des services à la fin de l'année		
Taux d'actualisation (%)	0,95	0,78
Taux d'augmentation des salaires (%)	2,60	2,55
Taux d'inflation (%)	1,78	1,75
Taux d'augmentation des pensions (%)	1,30	1,30
Hypothèses moyenne-pondérées utilisées pour déterminer le coût net		
Taux d'actualisation (%)	1,85	0,95
Taux d'augmentation des salaires (%)	2,85	2,60
Taux d'inflation (%)	1,78	1,78
Taux d'augmentation des pensions (%)	1,36	1,30

	2020	Juste valeur des actifs du régime cotés en bourse
Actifs du régime		
Valeurs disponibles et autres liquidités		
	25.629	25.624
Actions et parts	37.215	37.204
Titres de créance	104.902	104.786
Titres immobilier	6.083	6.078
Actifs détenus par des sociétés d'assurance	92.047	79.106
Autres	5.814	4.542
TOTAL DES ACTIFS	271.690	257.340

Les hypothèses utilisées sont recommandées par les actuaires locaux. La référence pour la zone Euro est l'indice IBOXX AA. Des indices similaires sont utilisés dans les autres pays. Les tables de mortalité utilisées sont spécifiques aux pays concernés.

Les autres actifs de régime sont principalement investis dans des contrats d'assurance et dans des dépôts bancaires à terme. Le rendement à long terme attendu sur les hypothèses d'actifs est documenté pour les régimes individuels comme recommandé par les actuaires locaux.

	2020	Sensibilité +0,25%	Sensibilité -0,25%
Sensibilité aux variations d'hypothèses du taux d'actualisation			
Valeur des obligations au titre de prestations définies	658.818	709.792	
Durée moyenne pondérée de la dette nette (en année)	14,18	15,63	
Sensibilité aux variations d'hypothèses du taux d'inflation			
Valeur des obligations au titre de prestations définies	672.805	642.411	
Sensibilité aux variations d'hypothèses d'augmentation salariale			
Valeur des obligations au titre de prestations définies	691.403	670.934	
Milliers d'euros			
RÉCONCILIATION DES ÉLÉMENTS DE BILAN			
Passif (actif) au bilan à l'ouverture	332.951	391.734	
Charge comptabilisée dans le compte de résultats	37.287	38.816	
Montants comptabilisés directement en capitaux propres au cours de l'exercice	70.686	28.004	
Cotisations de l'employeur versées à des fonds au cours de l'exercice	(37.964)	(20.633)	
Cotisations de l'employeur versées directement au cours de l'exercice	(11.327)	(11.840)	
Montants reconnus suite à la combinaison de plans	(13)	233	
Ajustement de taux de change - (gains)/pertes	114	(785)	
PASSIF / (ACTIF) À LA CLÔTURE DU BILAN	391.734	425.529	
Provisions pour avantage sociaux au passif du bilan	392.651	426.356	
Avantages sociaux à l'actif du bilan (note F20)	(744)	(820)	
Autres	(173)	(7)	
OBLIGATION NETTE AU BILAN	391.734	425.529	

Au 31 décembre	2016	2017	2018	2019	2020
Milliers d'euros					
Valeur des obligations au titre de prestations définies	521.153	552.021	549.052	651.685	697.222
Juste valeur des actifs du régime	183.246	209.774	216.101	259.952	271.690
DÉFICIT (SURPLUS) DU RÉGIME	337.907	342.247	332.951	391.733	425.532
Ajustement expérience actifs du régime	(16.036)	(5.286)	4.410	(17.138)	(5.398)
Ajustement expérience obligations du régime	14.861	4.611	5.967	3.032	2.942

Milliers d'euros	2020
DÉCAISSEMENTS ESTIMÉS POUR PROCHAINS EXERCICES	
Estimation des contributions de l'employeur	34.132
Estimation des paiements aux bénéficiaires des droits	
Année 1	31.359
Année 2	25.960
Année 3	25.600
Année 4	20.150
Année 5	29.209
Les 5 années suivantes	160.840

F28 PLANS D'OPTIONS SUR ACTIONS ACCORDÉS PAR LA SOCIÉTÉ

Plan	Échéance	EXERCICE	Prix d'exercice (EUR) (le prix d'exercice peut être plus élevé dans certains pays)	Nombre d'options à exercer
ISOP 2014	10/02/2021	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	16,14	101.750
			15,80	3.000
			16,49	7.875
				112.625
ISOP 2015	09/02/2022	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	17,29	344.315
			18,90	10.000
			19,50	24.750
				379.065
ISOP 2016	04/02/2023	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	16,63	720.750
				720.750
ISOP 2017	13/02/2024	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	25,50	977.000
			27,04	23.750
				1.000.750
ISOP 2018	08/02/2025	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	40,90	1.182.625
				1.182.625
ISOP 2019	10/02/2026	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	34,08	1.216.000
			36,78	5.000
				1.221.000
ISOP 2020	09/02/2027	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	42,05	1.168.375
				1.168.375
TOTAL				5.785.190

ISOP signifie "Incentive Stock Option Plan" (plan international pour les cadres).

Les plans d'options sur actions accordés sont octroyés immédiatement sans conditions. Au moment où l'action est exercée, des actions détenues en propre sont utilisées. Les options non exercées à la date d'expiration expirent automatiquement.

	2019	2020		
	Nombre d'options sur actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice	Nombre d'options sur actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice
DÉTAILS DES OPTIONS EN CIRCULATION				
Au début de l'année	5.356.854	24,14	5.641.250	27,42
Octroyées dans l'année	1.221.000	34,09	1.168.375	42,05
Exercées dans l'année	936.604	17,37	1.024.435	18,25
FIN DE LA PÉRIODE	5.641.250	27,42	5.785.190	32,00
Exercables fin d'année	5.641.250	27,42	5.785.190	32,00

Les options en circulation fin de l'année ont une durée de vie résiduelle moyenne pondérée se terminant en janvier 2025.

Les détails concernant le calcul des juste-valeurs des options octroyées se trouvent dans la note F10 sur les Rémunérations et Avantages Sociaux.

F29 PROVISIONS ENVIRONNEMENTALES

Milliers d'euros	Provisions pour assainissement du sol et réhabilitation du site	Autres provisions environnementales	Total
Au terme de l'exercice précédent	57.992	10.089	68.081
. Acquisition par regroupement d'entreprises	-	2.079	2.079
. Dotations (inclus dans "Autres charges d'exploitation")	54.479	7.703	62.182
. Reprises (inclus dans "Autres charges d'exploitation")	(353)	(197)	(550)
. Utilisations (inclus dans "Autres charges d'exploitation")	(1.777)	(6.501)	(8.278)
. Actualisation (inclus dans "Coûts financiers nets")	53	-	53
. Ecarts de conversion	(2.156)	-	(2.156)
. Autres mouvements	(0)	(38)	(38)
AU TERME DE L'EXERCICE POUR LES ACTIVITÉS CONTINUÉES	108.238	13.136	121.374
Dont: - A long terme	105.093	7.165	112.258
Dont: - A court terme	3.145	5.971	9.116

Les provisions environnementales légales et constructives sont reconnues et mesurées sur base d'une estimation de la probabilité des sorties futures de liquidités ainsi que de données historiques fondées

sur des faits et circonstances connus à la date de clôture. La charge effective pourra différer des montants reconnus.

Les provisions pour environnement ont augmenté de € 53,3 millions, les nouvelles dotations étant supérieures aux utilisations et reprises de provisions existantes.

Les acquisitions relatives aux regroupements d'entreprises sont relatives aux dernières corrections du bilan d'ouverture en Finlande au cours de 2020 (voir note F8).

De nouvelles provisions pour assainissement des sols et des eaux ont été prises principalement en Belgique sur le site d'Hoboken et Olen. Chez Recycling, une charge de € 50,9 millions a été comptabilisée, y compris une provision de € 50 millions pour couvrir les coûts liés à l'intention d'acheter les maisons les plus proches de l'usine d'Hoboken pour créer une zone verte. Ces coûts incluent une estimation de la valeur d'achat pour les maisons à démolir (basée sur l'analyse d'une tierce partie) ainsi qu'une estimation des frais de démolition et d'aménagement. La concertation avec le conseil communal et les résidents est en cours et pourrait entraîner des ajustements à cette estimation des coûts.

La plupart des utilisations de provisions pour l'assainissement des sols et des eaux de la période sont liées à la réalisation de programmes de réhabilitation de sites en France, aux USA et en Belgique.

Début 2020, l'Agence fédérale de contrôle nucléaire a publié des principes directeurs pour la dépollution et le stockage permanents des matières radioactives héritées du site d'Umicore à Olen en Belgique. Des groupes de travail conjoints ont été créés, comprenant des agences gouvernementales telles que NIRAS / ONDRAF, OVAM, FANC et Umicore pour élaborer une feuille de route décrivant les différentes étapes à franchir pour parvenir à une solution de stockage permanente. Cet exercice comprendra une mise à jour des futurs coûts de dépollution et de stockage estimés et des provisions environnementales dédiées existantes une fois les aspects techniques déterminés. L'élaboration et la mise en œuvre de cette feuille de route détaillée devraient actuellement prendre plusieurs années. Dans l'intervalle, Umicore poursuivra les travaux de surveillance pour garantir qu'aucun risque n'émane de ces déchets, ni pour les travailleurs sur place, ni pour la population environnante.

Le mouvement des autres provisions environnementales est principalement lié au besoin et à l'utilisation des droits d'émission CO₂ en Belgique.

La direction s'attend à ce que la sortie de liquidités découlant de la mise en œuvre de ces projets à long terme se produise essentiellement endéans les 10 prochaines années.

F30 PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES

Milliers d'euros	Provisions pour restructuration et réorganisation	Provisions pour litiges	Provisions pour contrats déficitaires relatives à IFRS 9	Provisions pour autres risques et charges	Total
Au terme de l'exercice précédent	22.945	3.288	24.105	53.293	103.631
. Dotations (inclus dans "Autres charges d'exploitation")	39.590	-	-	24.819	64.409
. Reprises (inclus dans "Autres charges d'exploitation")	(3.111)	-	(2.650)	(16.552)	(22.313)
. Utilisations (inclus dans "Autres charges d'exploitation")	(9.888)	(569)	(528)	(9.190)	(20.175)
. Ecarts de conversion	(2.100)	(32)	(964)	(1.489)	(4.585)
. Transferts	(6.581)	-	-	6.572	(9)
AU TERME DE L'EXERCICE POUR LES ACTIVITÉS CONTINUÉES	40.856	2.686	19.963	57.454	120.958
Dont: - A long terme	29.154	945	-	39.683	69.782
Dont: - A court terme	11.703	1.741	19.963	17.773	51.180

Les provisions pour restructuration et réorganisation et autres risques et charges sont reconnues et mesurées sur base d'une estimation de la probabilité des sorties futures de liquidités ainsi que de données historiques fondées sur des faits et circonstances connus à la date de clôture. La charge effective pourra différer des montants reconnus.

Les provisions ont augmenté de € 17,3 millions.

De nouvelles provisions pour réorganisation et restructuration ont été prises suite aux initiatives de restructuration chez Cobalt & Specialty Materials en Belgique, aux USA et en France pour € 9,4 millions. € 14,7 millions ont aussi été enregistrés chez Rechargeable Battery Materials pour la reconfiguration du site en Corée et € 13,9 millions chez Catalysis pour la consolidation de la production nord-américaine de catalyseurs automobiles.

Les utilisations de provisions pour réorganisation et restructuration concernent l'exécution de plans de restructuration annoncés précédemment aux USA et en Allemagne.

Les provisions pour litiges n'incluent pas les provisions fiscales relatives à IFRIC 23 qui sont enregistrées en impôts dus.

Les provisions pour contrats déficitaires relatives à IFRS 9 sont liées à l'introduction d'IFRS 9 pour les couvertures à juste valeur. La politique économique du Groupe en matière de couverture transactionnelle des métaux prévoit que le principe de valorisation de mise au marché soit initiallement appliquée sur tous les éléments de la position de couvertur transactionnelle c'est-à-dire les instruments de couverture ainsi que les instruments couverts. Lorsque cela est possible, cela se réalise selon les critères de comptabilité de couverture IFRS 9. Lorsque la comptabilité de couverture ne peut être appliquée ou obtenue, Umicore compense selon les principes d'IAS 37 toute mise au marché positive matérielle avec des provisions pour contrats déficitaires et reclasse les mises au marché négatives sous les provisions pour contrats déficitaires (voir Notes F2.21.1, F3.2.2 et F4.5). Les mouvements en 2020 relatifs à ces provisions pour contrats déficitaires relatives à IFRS 9 se sont élevés à une diminution nette de € 4,1 millions.

Les autres provisions pour autres risques et charges incluent d'autres provisions pour contrats déficitaires pour € 12,7 millions (augmentation nette de € 9,5 millions par rapport à 2019) et des provisions pour des risques de garantie et de rappel qualité de € 32,8 millions (diminution nette de € 10,3 millions par rapport à 2019) qui sont principalement liées à des risques relatifs aux applications dans le secteur automobile chez Catalysis et Energy & Surface Technologies (ce dernier faisant référence au modèle de provisions mis en place pour les matériaux pour batteries en 2018).

Aucune estimation fiable ne peut être réalisée en ce qui concerne la période de sortie de liquidités relative aux provisions pour autres risques et charges à long terme.

F31 CAPITAUX ENGAGÉS

Milliers d'euros	Annexes	31/12/2019	30/06/2020	31/12/2020
Immobilisations incorporelles	F14,F15	370.859	345.630	346.888
Immobilisations corporelles	F16	2.094.672	2.082.292	2.163.661
Participations mises en équivalence	F17	150.642	144.233	139.839
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des profits et pertes reconnus directement dans les capitaux propres	F18	10.897	10.480	8.352
Stocks	F19	2.462.330	2.516.570	2.718.092
Créances commerciales et autres créances à long terme (hors avantages sociaux)	F20	10.865	9.815	10.945
Créances commerciales et autres créances à court terme ajustées		1.405.810	1.281.869	1.611.461
Impôts à récupérer		45.447	39.076	39.553
ACTIFS INCLUS DANS LES CAPITAUX ENGAGÉS		6.551.521	6.429.964	7.038.790
Dettes commerciales et autres dettes à long terme	F25	24.120	21.246	23.505
Dettes commerciales et autres dettes à court terme ajustées		1.867.518	1.807.704	2.360.975
Ecart de conversion	F23	(82.870)	(154.151)	(202.148)
Provisions à long terme	F29,F30	107.487	106.666	182.040
Provisions à court terme	F29,F30	64.230	50.721	60.296
Impôts à payer		131.483	147.874	160.734
PASSIFS INCLUS DANS LES CAPITAUX ENGAGÉS		2.111.969	1.980.060	2.585.401
Capitaux engagés		4.439.552	4.449.904	4.453.389
Eliminations		2.439	2.707	3.191
CAPITAUX ENGAGÉS TELS QUE PUBLIÉS		4.441.991	4.452.611	4.456.580
Capitaux engagés moyens 2eme semestre		4.208.271		4.454.596
Capitaux engagés moyens de l'année		4.048.377		4.450.948
EBIT ajusté	F9	508.920		536.361
ROCE		12,57%		12,05%

Les créances commerciales ajustées incluses dans les capitaux engagés ne prennent pas en compte les margin calls (€ 20,6 millions à fin 2020) ainsi que les gains de mises au marché des instruments financiers de couverture stratégique (€ 45,1 millions en 2020). Les dettes commerciales ajustées incluses dans les capitaux engagés ne prennent pas en compte les pertes de mises au marché des instruments financiers de couverture stratégique (€ 58,0 millions à fin 2020). Les capitaux engagés moyens des semestres sont calculés par la moyenne des capitaux engagés fin de période et fin de la période précédente. Les capitaux engagés moyens de l'année sont calculés par la moyenne des moyennes des capitaux engagés des deux semestres.

F32 INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE

A LA FIN DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Milliers d'euros	Niveau	Juste valeur	Comptabilité de couverture	Juste valeur (*)	Cash Flow Hedge - avec comptabilité de couverture	Prêts, créances et dettes commerciales	Actifs financiers à la juste valeur par autres réserves	Valeur comptable
ACTIFS								
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DES PROFITS ET PERTES RECONNUS DIRECTEMENT DANS LES CAPITAUX PROPRES								
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des profits et pertes reconnus directement dans les capitaux - actions propres	1	10.897	-	-	-	-	-	10.897
PRÊTS OCTROYÉS PAR L'ENTREPRISE								
Prêts octroyés par l'entreprise		2.192	-	-	-	2.192	-	
CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES CRÉANCES								
Long terme		1.445.696	47.495	19.699	1.378.502		-	
Dépôts et garanties en espèces		8.893	-	-	-	8.893	-	
Autres créances à plus d'un an		1.972	-	-	-	1.972	-	
Avantages sociaux		1.173	-	-	-	1.173	-	
Court terme								
Créances commerciales (brutes)		1.171.835	-	-	-	1.171.835	-	
Créances commerciales (réduction de valeur)		(22.983)	-	-	-	(22.983)	-	
Autres créances (brutes)		180.336	-	-	-	180.336	-	
Autres créances (réductions de valeur)		(207)	-	-	-	(207)	-	
Intérêts à recevoir	2	156	-	-	-	156	-	
Juste valeur des créances - instruments financiers détenus à des fins de "cash-flow hedge"	2	19.699	-	-	19.699	-	-	
Juste valeur des créances- instruments financiers relatifs à la couverture de juste valeur		47.495	47.495	-	-	-	-	
Comptes de régularisation		37.327	-	-	-	37.327	-	
LIQUIDITÉS ET QUASI-LIQUIDITÉS								
Dépôts à terme auprès des banques		25.524	-	-	-	25.524	-	
Autres dépôts à terme		7	-	-	-	7	-	
Etablissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités		246.192	-	-	-	246.192	-	
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS (ACTIFS)		1.730.508	47.495	19.699	1.652.417		10.897	

Milliers d'euros	Niveau	Juste valeur	Comptabilité de couverture	Juste valeur (*)	Cash Flow Hedge avec comptabilité de couverture	Prêts, créances et dettes commerciales	Actifs financiers à la juste valeur par autres réserves	Valeur comptable
Passifs								
DETTES FINANCIÈRES		1.753.145				1.715.146		
Long terme								
Prêts bancaires		1.139.266		-	-	1.101.266		-
Dettes de leasing		46.262		-	-	46.262		-
Autres prêts		3.555		-	-	3.555		-
Court terme								
Prêts bancaires court terme		248.478		-	-	248.478		-
Découverts bancaires		32.493		-	-	32.493		-
Papiers commerciaux		282.936		-	-	282.936		-
Autres prêts		155		-	-	155		-
DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES		1.940.468		18.670		48.829		1.872.969
Long terme								
Dettes commerciales à plus d'un an		2.579		-	-	2.579		-
Autres dettes à plus d'un an		5.520		-	-	5.520		-
Subsides en capital		16.021		-	-	16.021		-
Court terme								
Dettes commerciales à un an au plus		1.466.140		-	-	1.466.140		-
Acomptes reçus sur commandes		15.448		-	-	15.448		-
Impôts dus autres que les impôts de société		26.190		-	-	26.190		-
Dettes salariales et sociales		125.252		-	-	125.252		-
Autres dettes		56.399		-	-	56.399		-
Dividendes dus		11.657		-	-	11.657		-
Intérêts dus		7.856		-	-	7.856		-
Juste valeur des dettes - instruments financiers détenus à des fins de "cash-flow hedge"	2	48.829		-	48.829	-	-	-
Juste valeur des dettes- instruments financiers relatifs à la couverture de juste valeur	2	18.670		18.670	-	-	-	-
Comptes de régularisation		139.907		-	-	139.907		-
TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS (PASSIFS)		3.693.613		18.670		48.829		3.588.115

(*) voir note F33.2 §1 pour la classification des intruments financiers de couverture des devises et des matières de base.

A LA FIN DE L'EXERCICE

Milliers d'euros	Niveau	Juste valeur	Comptabilité de couverture	Cash Flow Hedge avec comptabilité de couverture	Prêts, créances et dettes commerciales	Actifs financiers à la juste valeur par autres réserves	Valeur comptable
Actifs							
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DES PROFITS ET PERTES RECONNUS DIRECTEMENT DANS LES CAPITAUX PROPRES		8.352	-	-	-	-	8.352
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des profits et pertes reconnus directement dans les capitaux - actions propres	1	8.352	-	-	-	-	8.352
PRÊTS OCTROYÉS PAR L'ENTREPRISE		3.332	-	-	-	3.332	-
Prêts octroyés par l'entreprise		3.332	-	-	-	3.332	-
CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES CRÉANCES		1.688.931	23.442	45.091	1.620.398	-	-
Long terme							
Dépôts et garanties en espèces		8.370	-	-	8.370	-	-
Autres créances à plus d'un an		2.574	-	-	2.574	-	-
Avantages sociaux		820	-	-	820	-	-
Court terme							
Créances commerciales (brutes)		1.366.686	-	-	1.366.686	-	-
Créances commerciales (réduction de valeur)		(22.319)	-	-	(22.319)	-	-
Autres créances (brutes)		177.008	-	-	177.008	-	-
Autres créances (réductions de valeur)		(207)	-	-	(207)	-	-
Intérêts à recevoir		495	-	-	495	-	-
Juste valeur des créances - instruments financiers détenus à des fins de "cash-flow hedge"	2	45.091	-	45.091	-	-	-
Juste valeur des créances- instruments financiers relatifs à la couverture de juste valeur	2	23.442	23.442	-	-	-	-
Comptes de régularisation		86.973	-	-	86.973	-	-
LIQUIDITÉS ET QUASI-LIQUIDITÉS		1.010.306	-	-	1.010.306	-	-
Dépôts à terme auprès des banques		373.904	-	-	373.904	-	-
Autres dépôts à terme		5	-	-	5	-	-
Etablissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités		636.397	-	-	636.397	-	-
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS (ACTIFS)		2.710.921	23.442	45.091	2.634.036	8.352	

Milliers d'euros	Niveau	Juste valeur	Comptabilité de couverture	Juste valeur (*)	Cash Flow Hedge avec comptabilité de couverture	Prêts, créances et dettes commerciales	Actifs financiers à la juste valeur par autres réserves	Valeur comptable
Passifs								
DETTES FINANCIÈRES		2.495.431				2.424.331		-
Long terme								
Prêts bancaires		1.276.100		-	-	1.205.000		-
Dettes de leasing		52.865		-	-	52.865		-
Autres prêts		447.289		-	-	447.289		-
Court terme								
Prêts bancaires court terme		576.056		-	-	576.056		-
Découverts bancaires		8.678		-	-	8.678		-
Papiers commerciaux		134.282		-	-	134.282		-
Autres prêts		162		-	-	162		-
DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES		2.442.433		38.296		57.957		2.346.180
Long terme								
Autres dettes à plus d'un an		5.682		-	-	5.682		-
Subsides en capital		17.823		-	-	17.823		-
Court terme								
Dettes commerciales à un an au plus		1.896.099		-	-	1.896.099		-
Acomptes reçus sur commandes		32.180		-	-	32.180		-
Impôts dus autres que les impôts de société		38.317		-	-	38.317		-
Dettes salariales et sociales		135.835		-	-	135.835		-
Autres dettes		39.733		-	-	39.733		-
Dividendes dus		11.618		-	-	11.618		-
Intérêts dus		9.109		-	-	9.109		-
Juste valeur des dettes - instruments financiers détenus à des fins de "cash-flow hedge"	2	57.957		-	57.957	-	-	-
Juste valeur des dettes- instruments financiers relatifs à la couverture de juste valeur	2	38.296		38.296	-	-	-	-
Comptes de régularisation		159.784		-	-	159.784		-
TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS (PASSIFS)		4.937.864		38.296		57.957		4.770.511

(*) voir note F33.2 §1 pour la classification des intruments financiers de couverture des devises et des matières de base.

Les emprunts et les dettes ont été émises au taux du marché ce qui ne crée pas de différences majeures avec les dépenses effectives d'intérêt. Toutes les catégories d'instruments financiers d'Umicore sont à la juste valeur à l'exception des prêts bancaires et autres prêts à long terme pour lesquels la valeur comptable est différente de la juste valeur (voir l'Annexe F24). La juste valeur des instruments financiers échangés sur des marchés actifs est basée sur la cotation de ces instruments à la date du bilan. La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas échangés sur un marché actif est déterminée en utilisant des méthodes d'estimation, principalement les flux de trésorerie actualisés, sur base d'hypothèses de marché existant à la date du bilan. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est calculée comme la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés. La juste valeur des contrats à terme de risques de change et de contrats métal et énergie est déterminée en utilisant les valeurs de change et de prix des métaux et de l'énergie à terme à la date du bilan. La juste valeur des actifs financiers cotés détenus par le groupe est le prix du marché. La juste valeur des passifs financiers est estimée en actualisant les flux de trésorerie contractuels futurs au taux d'intérêt du marché disponible pour des instruments financiers similaires. La valeur comptable diminuée des réductions de valeur des créances commerciales et des dettes commerciales doit donner une valeur proche de la juste valeur.

32.1 HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Le Groupe a adopté l'amendement IFRS 7 sur les instruments financiers qui sont mesurés au bilan à leur juste valeur, avec effet au 1er janvier 2009. Cet amendement requiert la publication des mesures de juste valeur par niveau, basée sur la hiérarchie de mesure suivante :

- Niveau 1 : juste valeur basée sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs semblables.
- Niveau 2 : juste valeur basée sur d'autres éléments que des prix cotés et observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 3 : juste valeur des actifs et passifs non basée sur des données observables.

Dans le Groupe, les justes valeurs des actifs financiers à juste valeur par les autres réserves sont mesurées sur base du niveau 1.

Les instruments dérivés métal, énergie et devises sont mesurés sur base du niveau 2.

32.2 ANALYSE DE SENSITIVITÉ SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

Umicore est exposé au prix des marchandises, aux devises étrangères et risque de taux d'intérêt.

32.2.1 PRIX DES MARCHANDISES

La juste valeur des instruments financiers de couverture stratégique liés aux ventes aurait été € 18,2 millions plus basse/éllevée si le prix des métaux avait augmenté/diminué de 10%.

La juste valeur des instruments financiers de couverture stratégique liés aux achats aurait été € 3,0 millions plus basse/ élevée si le prix de l'énergie avait augmenté/diminué de 10%. La juste valeur des instruments financiers de couverture stratégique liés aux achats aurait été € 7,9 millions plus basse/ élevée si le prix des métaux avait augmenté/diminué de 10%.

La juste valeur des autres instruments financiers liés aux ventes aurait été de € 32,3 millions plus basse/éllevée et la juste valeur des autres instruments financiers liés aux achats aurait été € 3,6 millions plus basse/éllevée si le prix des métaux avait augmenté/diminué de 10%.

32.2.2 DEVISES ÉTRANGÈRES

La juste valeur des contrats à terme de devises liés aux instruments financiers de couverture stratégique aurait été € 11,7 millions plus élevée si l'EUR avait augmenté de 10% par rapport au dollar américain et aurait été € 16,1 millions plus basse si l'EUR avait diminué de 10% par rapport au dollar américain.

La juste valeur des contrats à terme de devises liés aux instruments financiers de couverture stratégique aurait été € 0,9 millions plus basse si l'EUR avait augmenté de 10% par rapport au ZAR et aurait été € 1,1 millions plus élevée si l'EUR avait diminué de 10% par rapport au ZAR.

La juste valeur des contrats à terme de devises liés aux instruments financiers de couverture stratégique aurait été € 4,0 millions plus basse si l'USD avait augmenté de 10% par rapport au KRW et aurait été € 4,9 millions plus élevée si l'USD avait diminué de 10% par rapport au KRW.

La juste valeur des contrats à terme de devises liés aux instruments financiers de couverture stratégique aurait été € 3,8 millions plus élevée si l'EUR avait augmenté de 10% par rapport au CNY et aurait été € 4,2 millions plus basse si l'EUR avait diminué de 10% par rapport au CNY.

La juste valeur des contrats à terme de devises liés aux instruments financiers de couverture stratégique aurait été € 9,0 millions plus basse si l'USD avait augmenté de 10% par rapport au CNY et aurait été € 10,6 millions plus élevée si l'USD avait diminué de 10% par rapport au CNY.

La juste valeur des contrats à terme de devises liés aux instruments financiers de couverture stratégique aurait été € 5,4 millions plus basse si l'USD avait augmenté de 10% par rapport au BRL et aurait été € 6,9 millions plus élevée si l'USD avait diminué de 10% par rapport au BRL.

La juste valeur des contrats à terme de devises liés aux instruments financiers de couverture stratégique aurait été € 2,0 millions plus basse si l'USD avait augmenté de 10% par rapport au CAD et aurait été € 2,5 millions plus élevée si l'USD avait diminué de 10% par rapport au CAD.

La juste valeur des contrats à terme de devises vendus liés aux autres instruments financiers aurait été € 56,3 millions plus élevée si l'EUR avait augmenté de 10% par rapport à l'USD et aurait été € 68,8 millions plus basse si l'EUR avait diminué de 10% par rapport à l'USD.

La juste valeur des contrats à terme de devises achetés liés aux autres instruments financiers aurait été € 11,6 millions plus basse si l'EUR avait augmenté de 10% par rapport à l'USD et aurait été € 14,1 millions plus élevée si l'EUR avait diminué de 10% par rapport à l'USD.

La juste valeur de la position nette des actifs et passifs court-terme exposés à l'USD aurait été € 18,9 millions plus basse si l'EUR avait augmenté de 10% par rapport à l'USD et aurait été € 23,2 millions plus élevée si l'EUR avait diminué de 10% par rapport à l'USD.

La juste valeur des contrats à terme de devises vendus liés aux autres instruments financiers aurait été € 36,7 millions plus élevée si l'EUR avait augmenté de 10% par rapport au CNY et aurait été € 44,9 millions plus basse si l'EUR avait diminué de 10% par rapport au CNY.

La juste valeur de la position nette des actifs et passifs court-terme exposés au CNY aurait été € 29,8 millions plus basse si l'EUR avait augmenté de 10% par rapport au CNY et aurait été € 36,4 millions plus élevée si l'EUR avait diminué de 10% par rapport au CNY.

La juste valeur des contrats à terme de devises vendus liés aux autres instruments financiers aurait été € 18,1 millions plus élevée si le CNY avait augmenté de 10% par rapport à l'USD et aurait été € 22,1 millions plus basse si le CNY avait diminué de 10% par rapport à l'USD.

La juste valeur des contrats à terme de devises achetés liés aux autres instruments financiers aurait été € 12,0 millions plus basse si l'EUR avait augmenté de 10% par rapport au PLN et aurait été € 14,6 millions plus élevée si l'EUR avait diminué de 10% par rapport au PLN.

La juste valeur de la position nette des actifs et passifs court-terme exposés au PLN aurait été € 12,3 millions plus basse si l'EUR avait augmenté de 10% par rapport au PLN et aurait été € 15,0 millions plus élevée si l'EUR avait diminué de 10% par rapport au PLN.

La juste valeur des contrats à terme de devises vendus liés aux autres instruments financiers aurait été € 7,7 millions plus élevée si l'EUR avait augmenté de 10% par rapport au HKD et aurait été € 9,4 millions plus basse si l'EUR avait diminué de 10% par rapport à l'HKD.

La juste valeur des contrats à terme de devises achetés liés aux autres instruments financiers aurait été € 9,6 millions plus basse si le KRW avait augmenté de 10% par rapport à l'USD et aurait été € 7,9 millions plus élevée si le KRW avait diminué de 10% par rapport à l'USD.

La juste valeur de la position nette des actifs et passifs court-terme exposés au KRW aurait été € 10,0 millions plus basse si l'EUR avait augmenté de 10% par rapport au KRW et aurait été € 12,2 millions plus élevée si l'EUR avait diminué de 10% par rapport au KRW.

F33 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (DÉRIVÉS)

Umicore couvre ses risques structurels et transactionnels sur les matières premières (métaux et énergie), les devises et les taux d'intérêts en utilisant respectivement des instruments dérivés sur les matières premières (cotés principalement au London Metal Exchange), des instruments dérivés sur devises et sur les swaps de taux d'intérêts avec des brokers réputés et des banques.

33.1 INSTRUMENTS FINANCIERS DE COUVERTURE STRATÉGIQUE

Milliers d'euros	Montant contractuel ou notionnel		Juste valeur	
	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2020
Contrat à terme : marchandises vendues	186.117	131.855	(41.403)	(49.786)
Contrat à terme : marchandises achetées	(76.930)	(86.877)	7.538	22.099
Contrats à terme: devises vendues	319.897	641.320	(829)	12.606
Contrats à terme: devises achetées	(64.264)	(79.688)	6.250	2.986
Contrats de swap d'intérêts	40.000	40.000	(687)	(771)
IMPACT TOTAL JUSTE VALEUR (SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES GLOBALEMENT)			(29.130)	(12.866)
Reconnu en créances commerciales et autres créances			19.699	45.091
Reconnu en dettes commerciales et autres dettes			(48.829)	(57.957)
Impact total juste valeur pour les sociétés associées et les joint-ventures			72	1.114
TOTAL			(29.058)	(11.752)

Les principes et documentation des risques couverts ainsi que le timing lié aux opérations de couverture stratégique sont détaillés dans l'annexe F3 Gestion des risques financiers

La juste valeur des instruments de couverture effectifs est tout d'abord reconnue dans les réserves pour juste valeur dans les fonds propres et sont sortis des fonds propres dès que la transaction prévue ou conclue a lieu (voir l'annexe F23).

Les contrats à terme de marchandises vendues sont établis pour couvrir les métaux suivants : or, argent, palladium, platine, nickel, plomb et cuivre. Les contrats à terme de marchandises achetées sont établis pour couvrir principalement les risques liés au prix de l'électricité, du gaz et du mazout et au nickel.

Les contrats à terme de devises sont établis pour couvrir entre autres l'USD vis-à-vis de l'EUR, du KRW, du CNY, du BRL et du CAD ainsi que l'EUR vis-à-vis du ZAR et du CNY.

Les termes et conditions des contrats à terme sont les conditions habituelles du marché.

Dans les cas où une documentation sur la comptabilité de couverture telle que définie par IFRS 9 n'est pas disponible, les instruments dérivés utilisés pour couvrir les risques structurels sur le métal et les devises sont comptabilisés comme s'ils étaient détenus à des fins de trading. Cependant, de tels instruments sont utilisés pour couvrir des futurs flux de trésorerie probables et ne sont pas spéculatifs par nature.

Umicore n'a dû faire face à aucune inefficacité sur les couvertures stratégiques dans le compte de résultat tant en 2019 qu'en 2020.

Les justes valeurs des instruments de couverture reflètent la différence entre les taux contractuels et les taux de clôture. La juste valeur totale des instruments financiers de couvertures stratégiques a un impact négatif sur les réserves en juste valeur des capitaux propres à fin 2020. Cet impact négatif est plus important pour les matières premières vendues, tandis que les matières premières achetées et les contrats de change à terme compensent une partie de cet impact négatif. La majorité des instruments de couverture arrivent à échéance dans les deux prochaines années.

33.2 INSTRUMENTS FINANCIERS RELATIFS AUX COUVERTURES DE JUSTE VALEUR

Milliers d'euros	Montant contractuel ou notionnel		Juste valeur	
	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2020
Contrat à terme : marchandises vendues	389.955	303.729	28.666	(19.549)
Contrat à terme : marchandises achetées	(390.761)	(33.687)	(937)	1.891
Contrats à terme: devises vendues	1.346.766	1.532.188	2.818	5.342
Contrats à terme: devises achetées	(613.466)	(536.554)	(1.723)	(2.539)
IMPACT TOTAL JUSTE VALEUR (SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES GLOBALEMENT)		28.824	(14.854)	
Reconnu en créances commerciales et autres créances		47.495	23.442	
Reconnu en dettes commerciales et autres dettes		(18.670)	(38.296)	
TOTAL		28.824	(14.854)	

Les principes et la documentation liés aux couvertures transactionnelles du Groupe sont inclus dans l'annexe F3 Gestion des risques financiers. Dans le cadre de la politique économique de couverture d'Umicore, les instruments financiers de couverture des devises et matières sont utilisés pour couvrir la juste valeur des éléments couverts sous-jacents (actifs, passifs et engagements fermes) et sont reconnus à juste valeur à la date de clôture. Umicore a obtenu pour la couverture de juste valeur de son exposition

devise, la comptabilité de couverture selon les critères d'IFRS 9 (voir annexe F2.21.1). Pour la couverture de juste valeur de son exposition au risque sur matières premières, Umicore n'a pas obtenu la comptabilité de couverture selon IFRS 9. Dans ce dernier cas, les instruments financiers sont mesurés à juste valeur comme s'ils étaient détenus à des fins de trading. Cependant, de tels instruments sont utilisés pour couvrir des transactions existantes, considérées comme des éléments couverts selon la politique de couverture des risques transactionnels d'Umicore (principalement les stocks et engagements fermes) et ces instruments de couverture des matières ne sont donc pas spéculatifs par nature. Le traitement comptable des éléments couverts en l'absence de comptabilité de couverture selon IFRS 9 est décrit plus en détail dans la note F30 sur les provisions pour autres risques et charges.

La juste valeur est immédiatement reconnue dans le compte de résultats dans les "Autres produits d'exploitation" pour les instruments de couverture des marchandises et dans les "Coûts financiers nets" pour les instruments de couverture des devises.

Les justes valeurs des instruments de couverture reflètent la différence entre les taux contractuels et les taux de clôture. L'enregistrement des mouvements des justes valeurs des instruments financiers dans le cas de couvertures en juste valeur a eu un impact négatif sur le résultat opérationnel fin 2020. La plupart des justes valeurs des instruments de couvertures ne sont pas significatives étant donné que le taux de clôture ne diffère pas significativement du taux d'exercice. Les justes valeurs sont significatives uniquement pour les marchandises vendues. Elles concernent des instruments de couverture métal qui ont pour la plupart une maturité endéans l'année. Cependant, si l'on considère la politique du Groupe en matière de couverture, l'impact net sur le résultat opérationnel de la juste valeur des instruments de couvertures et des éléments couverts est neutre. Les contrats de vente à terme de marchandises sont établis pour couvrir principalement les matières suivantes : or, argent, palladium, platine, nickel, plomb et cuivre. Les contrats d'achat à terme de marchandises sont établis pour couvrir les risques liés à l'or, au nickel, au plomb et au cuivre. Les contrats de change à terme sont établis de manière à couvrir les USD par rapport à l'EUR, le KRW, le CNY, le BRL et le CAD et les EUR par rapport au CNY, ZAR, CAD, CHF, JPY, THB, DKK et PLN.

A LA FIN DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Milliers d'euros	Maturité contractuelle - montant notionnel					Maturité contractuelle - juste valeur				
	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	Total	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	Total
INSTRUMENTS DÉRIVÉS ACTIFS (JUSTE VALEUR)										
Risque lié au prix des métaux										
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	1.099	2.078	9.231	2.286	14.694	119	245	1.002	25	1.391
Contrat à terme : marchandises achetées (CFH)	-	-	-	64.264	64.264	-	-	-	9.764	9.764
Contrat à terme : marchandises vendues (Couverture juste valeur)	49.076	59.043	131.159	-	239.279	8.620	10.327	14.812	-	33.760
Contrat à terme : marchandises achetées (Couverture juste)	16.865	270.499	-	-	287.364	233	7.370	-	-	7.603
Risques liés aux devises										
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	3.828	7.480	33.933	67.372	112.613	77	153	680	1.383	2.294
Contrats à terme : devises achetées (CFH)	-	-	-	64.264	64.264	-	-	-	6.250	6.250
Contrats à terme : devises vendues (Couverture juste valeur)	621.600	85.064	170.640	-	877.304	3.608	760	1.053	-	5.421
Contrats à terme : devises achetées (Couverture juste valeur)	244.968	9.171	593	-	254.732	567	140	4	-	711
INSTRUMENTS DÉRIVÉS PASSIFS (JUSTE VALEUR)										
Risque lié au taux d'intérêts										
Swap d'intérêts	-	-	-	40.000	40.000	-	-	-	(687)	(687)
Risque lié au prix des métaux										
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	-	26.944	53.907	90.572	171.423	-	(8.634)	(16.467)	(17.694)	(42.795)
Contrat à terme : marchandises achetées (CFH)	-	-	10.372	2.295	12.667	-	-	(2.125)	(101)	(2.226)
Contrat à terme : marchandises vendues (Couverture juste valeur)	20.221	82.057	48.397	-	150.676	(372)	(3.303)	(1.418)	-	(5.094)
Contrat à terme : marchandises achetées (Couverture juste)	45.294	38.073	20.030	-	103.397	(4.700)	(3.849)	9	-	(8.540)
Risques liés aux devises										
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	15.419	30.481	125.662	35.723	207.284	(399)	(738)	(2.186)	200	(3.123)
Contrats à terme : devises vendues (Couverture juste valeur)	313.853	145.539	10.071	-	469.462	(1.543)	(949)	(110)	-	(2.603)
Contrats à terme : devises achetées (Couverture juste valeur)	237.483	22.170	98.779	301	358.733	(1.582)	(151)	(701)	(0)	(2.434)

A LA FIN DE L'EXERCICE

Milliers d'euros	Maturité contractuelle - montant notionnel					Maturité contractuelle - juste valeur				
	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	Total	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	Total
Instruments dérivés actifs										
Risque lié au prix des métaux										
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	-	249	661	743	1.653	-	6	7	(4)	9
Contrat à terme : marchandises achetées (CFH)	2.719	5.547	35.851	42.760	86.877	1.007	2.081	10.155	8.855	22.099
Contrat à terme : marchandises achetées (Couverture juste)	15.741	14.752	-	-	30.493	1.151	780	-	-	1.931
Risques liés aux devises										
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	32.269	55.116	260.213	204.150	551.748	1.452	2.436	11.856	4.254	19.997
Contrats à terme : devises achetées (CFH)	3.336	6.807	28.824	33.226	72.194	103	210	1.042	1.632	2.986
Contrats à terme : devises vendues (Couverture juste valeur)	594.604	522.845	173.820	-	1.291.269	6.530	5.360	5.008	-	16.897
Contrats à terme : devises achetées (Couverture juste valeur)	98.242	10.145	1.786	630	110.803	4.478	124	4	8	4.614
Instruments dérivés passifs										
Risque lié au taux d'intérêts										
Swap d'intérêts	-	-	-	-	40.000	40.000	-	-	-	(771) (771)
Risque lié au prix des métaux										
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	288	15.247	46.867	67.800	130.202	(13)	(8.268)	(24.383)	(17.131)	(49.795)
Contrat à terme : marchandises vendues (Couverture juste valeur)	44.004	162.083	97.642	-	303.729	(6.675)	(11.827)	(1.047)	-	(19.549)
Contrat à terme : marchandises achetées (Couverture juste)	3.195	-	-	-	3.195	(40)	-	-	-	(40)
Risques liés aux devises										
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	3.148	8.156	34.112	39.750	85.167	(458)	(927)	(4.381)	(1.626)	(7.391)
Contrats à terme : devises vendues (Couverture juste valeur)	92.962	56.711	91.247	-	240.920	(7.111)	(3.228)	(1.216)	-	(11.555)
Contrats à terme : devises achetées (Couverture juste valeur)	211.408	144.148	51.452	18.743	425.751	(2.293)	(2.847)	(1.628)	(385)	(7.153)

F34 ANNEXES AU TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ

34.1 DÉFINITIONS

Le tableau de financement identifie les activités d'exploitation, d'investissement et de financement pour la période. La méthode indirecte a été utilisée pour les cash-flows d'exploitation.

Le résultat net est corrigé en fonction des éléments suivants :

- l'impact d'opérations sans effet sur la trésorerie telles que les provisions, les amortissements, les mises au marché, etc. et la variation du besoin en fonds de roulement ;
- des éléments reclassés en cash-flows d'investissement ou de financement.

	2019	2020
Milliers d'euros		
Ajustements pour transactions non-cash		
Amortissements	244.038	267.941
(Reprises de) Pertes de valeur	23.602	87.543
Mises au marché des stocks et engagements	(38.277)	464
Déférence de change sur prêts long terme	(1.946)	(4.169)
Réductions de valeurs sur stock et créances	39.926	7.012
Amortissements des subsides en capital	(904)	(199)
Paiements en actions	8.211	10.108
Variation des provisions	(67.349)	80.323
TOTAL	207.302	449.023
Ajustements pour éléments à présenter séparément ou à reclasser en trésorerie d'investissement ou en trésorerie de financement		
Impôts sur le résultat de la période	96.691	59.131
Charges (produits) d'intérêts	41.042	57.910
(Plus) moins-values sur cession d'actifs immobilisés	(8.033)	(760)
Dividendes reçus	(133)	(230)
TOTAL	129.568	116.051
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement		
Stocks	(154.236)	(255.762)
Créances commerciales et autres créances	(271.357)	(237.694)
Dettes commerciales et autres dettes	383.700	531.216
VARIATION SELON LE BILAN CONSOLIDÉ	(41.893)	37.760
Transactions non cash (*)	(10.329)	17.742
Transactions publiées sous une autre rubrique (**)	(79.639)	(37.822)
Impact des regroupements d'entreprises	56.050	(3.136)
Ecart de conversion	(2.630)	(118.300)
VARIATION SELON LE TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ	(78.441)	(103.756)

(*) Les transactions non cash sont essentiellement liées aux mises au marché des stocks et des engagements, aux couvertures stratégiques et transactionnelles et aux réductions de valeurs sur stocks et créances.

(**) Les transactions publiées sous une autre rubrique sont liées aux variations des soldes de dividendes, intérêts et taxes à recevoir et à payer et subsides.

Milliers d'euros	Liquidités et quasi-liquidités nettes	Emprunts (sans découverts bancaires)	Dette financière nette
Au terme de l'exercice précédent	239.231	1.682.653	1.443.422
Cash flow de la période	762.398	733.001	(29.397)
AU TERME DE L'EXERCICE	1.001.629	2.415.654	1.414.025

34.2 VARIATION DE LA TRÉSORERIE D'EXPLOITATION

La variation de la trésorerie d'exploitation après impôts des activités continuées est positive de € 528,3 millions. Les besoins en fonds de roulement nets des activités continuées ont augmenté de € 103,8 millions en 2020 par rapport à 2019, reflétant une augmentation marquée des besoins en fonds de roulement chez Catalysis et dans une moindre mesure chez Recycling, résultant d'une augmentation des prix des métaux, les PGM's en particulier. Energy & Surface Technologies enregistre une diminution des besoins en fonds de roulement par rapport à l'année passée en raison de volumes de ventes modérés et des prix des métaux.

34.3 VARIATION DE LA TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT

Les liquidités utilisées à des fins d'investissement des activités continuées ont diminué de € 320,6 millions en 2020. Les dépenses d'investissement pour les activités continuées atteignent € 403,2 millions (€ 553,2 millions en 2019) si les coûts de R&D capitalisés sont exclus tels que prévu dans la définition des dépenses d'investissement d'Umicore (voir Glossaire). Les dépenses d'investissement en baisse reflètent la décision prise peu après le début de la pandémie de COVID-19 de reporter certains projets d'investissements ciblés, à l'exception des projets portant sur la sécurité et sur la licence d'exploitation, dans l'attente de plus de clarté sur les perspectives du marché. Compte tenu de l'investissement continu dans l'usine de Rechargeable Battery Materials en Pologne, Energy & Surface Technologies représentait près des deux tiers des investissements du Groupe. Les dépenses pour ce projet stratégique se poursuivront en 2021. Les coûts de développement capitalisés sont de € 32 millions en 2020 (€ 35 millions en 2019).

34.4 VARIATION DE LA TRÉSORERIE DE FINANCEMENT

Les liquidités générées dans des activités de financement sont principalement la conséquence de l'endettement (€ 806,0 millions). Les liquidités utilisées dans les activités de financement sont relatives à l'utilisation des actions propres pour couvrir l'exercice d'options (€ 26,9 millions) et du paiement de

dividendes (€ 65,0 millions) et d'intérêts nets (€ 56,3 millions) ainsi que le remboursement de la dette de leasing (€ 19,8 millions).

Milliers d'euros	2019	2020
Acquisition d'immobilisations corporelles	529.487	391.475
Acquisition d'immobilisations incorporelles	58.362	44.060
ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS	587.849	435.535
Investissements en R&D	34.660	32.368
INVESTISSEMENTS DES ACTIVITÉS CONTINUÉES	553.189	403.168

F35 DROITS ET ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Milliers d'euros	2019	2020
Garanties constituées par des tiers pour le compte du Groupe	24.802	30.999
Garanties constituées par le Groupe pour compte de tiers	10.903	6.940
Garanties reçues	130.005	68.596
Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais au risque du Groupe	515.254	1.513.704
Engagement d'acquisition et de cession d'immobilisations	567	288
Engagements commerciaux pour marchandises achetées (à recevoir)	679.569	701.475
Engagement commerciaux pour marchandises vendues (à livrer)	1.213.465	1.667.126
Biens et valeurs de tiers détenus par le Groupe	3.635.638	4.930.583
Droits et engagements divers	567	288
TOTAL	6.210.203	8.919.711

35.1 GARANTIES CONSTITUÉES PAR DES TIERS POUR LE COMPTE DU GROUPE

Celles-ci sont des garanties sécurisées ou non, données par des tiers à des créanciers du Groupe, garantissant la décharge des dettes et engagements du Groupe, actuelles ou potentielles.

35.2 GARANTIES CONSTITUÉES PAR LE GROUPE POUR LE COMPTE DE TIERS

Celles-ci sont des garanties ou des engagements irrévocables constitués par le Groupe ou par ses filiales pour compte de tiers afin de garantir la décharge satisfaisante de dettes ou d'engagements existants ou potentiels d'un tiers à un créateur.

Aucun engagement de prêt n'a été fait vis-à-vis de tiers.

35.3 GARANTIES REÇUES

Celles-ci sont des gages ou des garanties reçus garantissant la décharge satisfaisante de dettes et d'engagements existants ou potentiels de tiers vis-à-vis du Groupe ou ses filiales, à l'exception des garanties ou des valeurs en cash.

Les garanties reçues sont liées à des garanties de fournisseurs couvertes par des institutions bancaires. Ces garanties sont établies afin de couvrir la bonne exécution du travail effectué par ces fournisseurs.

D'autres parties de ces garanties reçues sont aussi liées à des garanties de clients reçues des maisons mères au nom de l'une de leurs filiales. Un montant non matériel de ces garanties est lié aux garanties locatives.

Ces garanties sont prises aux conditions normales du marché et la juste valeur est égale à la valeur comptable. Aucune garantie n'a été remise en gage.

35.4 BIENS ET VALEURS DÉTENUS PAR DES TIERS EN LEUR NOM MAIS AUX RISQUES DU GROUPE

Ce sont les biens et les valeurs inclus dans le bilan du Groupe, qui ne sont pas présents sur les sites du Groupe mais pour lesquels le Groupe ou ses filiales prennent les risques mais aussi le bénéfice. Il s'agit essentiellement de prêts de métaux et de stocks en consignation ou détenus sous forme de travail à façon par des tiers.

35.5 ENGAGEMENTS COMMERCIAUX

Ce sont des engagements de livraison ou de réception à des clients ou à des fournisseurs de métaux à prix fixe.

35.6 BIENS ET VALEURS DE TIERS DÉTENUS PAR LE GROUPE

Ce sont des biens et des valeurs temporairement détenus par le Groupe et ses filiales, qui ne sont pas la propriété du Groupe. Il s'agit essentiellement d'inventaires de tiers pris en leasing, en consignation ou pour travail à façon par le Groupe. Cette rubrique inclut aussi dans une bien moindre mesure des leasings opérationnels non liés au métal qui ne sont pas repris sous IFRS 16 au vu de la matérialité et du caractère court terme.

Le Groupe a des contrats de leasing métal (surtout or, argent, platine et palladium) vis-à-vis de banques (in/out) et de tiers pour des périodes déterminées, généralement à court terme, et pour lesquels le Groupe paye ou reçoit des droits. En date du 31 décembre 2020, le Groupe a une position de leasing nette d'€ 846 millions (€ 1.088 millions en 2019). Cette diminution est principalement due à des volumes plus bas combinés à des prix des métaux plus importants. Comme précisé dans la note F2.7, les leasing de métaux ne sont pas inclus dans l'exercice IFRS 16.

F36 PASSIFS LATENTS

Comme publié précédemment, le Groupe a un dossier en attente qui peut être qualifié de passif latent sous la définition IFRS. Une filiale d'Element Six Abrasives a reçu un avis d'imposition locale d'un montant de € 25 millions auquel des intérêts pourraient être ajoutés, estimés à environ € 12,5 millions au 31 décembre 2020. Après avoir consulté des experts, le management de la société a introduit un recours en contestation de cette évaluation et a reconnu ce cas comme un passif latent. Umicore détient 40,22% d'Element Six Abrasives qui est comptabilisé selon la méthode de mise en équivalence.

Le Groupe est aussi confronté à une série d'autres actions et procédures connexes à son exploitation normale. De l'avis de la direction, ces actions et procédures ne risquent pas globalement d'entamer la situation financière d'Umicore.

F37 PARTIES LIÉES

Milliers d'euros	2019	2020
Transactions avec sociétés associées et joint-ventures		
Produits d'exploitation	109.636	100.444
Charges d'exploitation	(208.746)	(148.888)
Dividendes reçus	(11.321)	(1.796)
 Milliers d'euros		
Balances avec sociétés associées et joint-ventures		
Créances commerciales et autres court terme	24.457	32.685
Dettes commerciales et autres court terme	34.855	38.779

Les transactions avec les sociétés mises en équivalence sont principalement des transactions commerciales, des ventes et des achats de biens et de services.

Il n'y a pas de transactions avec des sociétés détenues par le key management.

Milliers d'euros	2019	2020
Conseil de surveillance		
Salaires et autres compensations	897	1.022
Partie fixe	296	296
Partie variable (jetons de présence)	334	373
Valeur des actions octroyées	264	350
Avantage en nature voiture de société du président	2	3

Aucun élément variable ou autre avantage (excepté les jetons de présence) ne sont associés aux postes d'administrateur. La société n'a accordé aucun prêt ni garantie aux membres du Conseil de Surveillance.

Milliers d'euros	2019	2020
Conseil de direction		
Salaires et autres avantages	11.565	7.522
Avantages sociaux à court terme	5.072	1.496
Autres avantages postérieurs à la pension	1.002	1.052
Autres avantages à long terme	1.773	492
Rémunération en actions ou liée aux actions	3.718	4.483

Les chiffres liés aux rémunérations et autres avantages du Conseil de Surveillance et du Conseil de direction repris ci-dessus sont présentés suivant les normes comptables et par conséquent diffèrent de l'information communiquée dans le rapport de rémunération inclus dans la section de Déclaration de Gouvernance.

Les cotisations patronales de sécurité sociale, si d'application, sont reprises ci-dessus dans la rubrique avantages à court terme. Cette information ne figure pas dans le rapport de rémunération.

En ce qui concerne les intérêssements liés aux actions, les chiffres relatifs aux actions octroyées figurent dans la rubrique rémunérations en actions ou liées aux actions et représentent la valeur des actions octroyées en 2020 pour les services rendus en 2019. Par contre, dans le rapport de rémunération figure la valeur des actions octroyées en 2020 pour les services rendus dans l'année sous revue c'est à dire 2020.

Les chiffres comptabilisés pour la partie non différée du bonus variable en espèce liés aux performances individuelles 2020 sont repris dans la rubrique « autres avantages sociaux à court terme » et représentent la partie provisionnée à la date du bilan. Le Rapport de rémunération présente les montants effectivement payés par rapport à l'année de référence 2020.

Les provisions enregistrées pour la partie différée du bonus en espèces de 2020 sont repris sous la rubrique « autres avantages sociaux à long terme ». Les montants à payer en 2023 dépendront des mesures de performance à long terme et les montants exacts payés seront inclus dans le Rapport de rémunération 2022.

F38 ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE

Le Conseil de Surveillance proposera un dividende brut annuel de € 0,75 par action, lors de l'Assemblée générale ordinaire du 29 avril 2021. Cela se compare à un dividende de € 0,375 par action payé pour

l'année 2019. En tenant compte de l'acompte sur dividende de € 0,25 par action versé le 25 août 2020 et sous réserve d'approbation par les actionnaires, un montant brut de € 0,50 sera versé le 5 mai 2021.

Le 11 février 2021, il a été annoncé que le Conseil de Surveillance allait commencer un processus d'identification d'un successeur à Marc Grynberg, CEO.

F39 BÉNÉFICE PAR ACTION

BÉNÉFICE PAR ACTION

(EUR)	2019	2020
Bénéfice par action, de base	1,2	0,54
Bénéfice par action, dilué	1,19	0,54
Bénéfice de base par action ajusté	1,3	1,34

Les chiffres suivants ont servi de numérateur dans le calcul du bénéfice par action en circulation et dilué :

ELÉMENTS DANS LE NUMÉRATEUR

Milliers d'euros	Annexes	2019	2020
Bénéfice net consolidé, part du Groupe	F9		
Des activités continuées		287.791	130.530
Bénéfice net consolidé ajusté, part du Groupe	F9	311.714	322.407

Les nombres d'actions suivants ont servi de dénominateur dans le calcul du bénéfice par action en circulation et dilué :

ELÉMENTS DANS LE DÉNOMINATEUR

	2019	2020
Nombre d'actions émises au 31 décembre	246.400.000	246.400.000
dont actions propres	5.624.550	5.733.685
dont actions en circulation	240.775.450	240.666.315
NOMBRE PONDÉRÉ MOYEN D'ACTIONS EN CIRCULATION	240.558.659	240.589.550
Dilution potentielle due aux plans d'options sur actions	1.354.110	1.183.525
Nombre pondéré moyen ajusté d'actions ordinaires	241.912.769	241.773.075

Les actions détenues en propre en vue de couvrir les plans d'options sur actions, ou disponibles à la revente, ne sont pas comprises dans le nombre d'actions en circulation. Le dénominateur utilisé pour le calcul du bénéfice par action dilué tient compte de l'ajustement pour plans d'options sur actions.

En 2020, aucune nouvelle action n'a été émise dans le cadre de l'exercice d'options sur actions avec droits de souscription. Pendant l'année, Umicore a utilisé 1.024.435 actions propres dans le cadre de l'exercice d'options sur actions et 66.430 pour l'octroi d'actions. Umicore a racheté 1.200.000 actions propres. Fin décembre 2020, Umicore détenait 5.733.685 de ses actions propres représentant 2,33% du nombre total d'actions émises à cette date.

F40 ÉVOLUTION DES NORMES IFRS

Il n'y a pas eu de nouvelles normes et amendements aux normes publiés et obligatoires pour les exercices comptables débutant au 1er janvier 2020 avec un impact matériel sur les états financiers consolidés du Groupe.

Si matériels, les impacts de ces normes et amendements sont développés au sein du chapitre Principes Comptables.

Pour toutes les autres nouvelles interprétations et normes pas encore obligatoires au 1er janvier 2020, la direction les évalue activement et s'attend pour l'instant à aucun impact matériel.

F41 RÉMUNÉRATION DU COMMISSAIRE RÉVISEUR

La rémunération globale du commissaire lié à ses tâches d'audit des comptes statutaires et des filiales s'est élevée à € 2,9 millions, dont € 1,8 millions pour la révision des comptes statutaires (€ 0,5 million pour la société mère) et € 1,2 million pour des missions d'audit non statutaires. Ce dernier montant comprend € 0,2 million pour des services d'audit et autres services d'attestation et € 1,0 million pour d'autres services non relatifs à l'audit.

COMPTE ANNUEL ABRÉGÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Les comptes annuels d'Umicore sont présentés ci-après dans un schéma abrégé.

Conformément au code des sociétés, les comptes annuels d'Umicore et le rapport de gestion ainsi que le rapport du commissaire seront déposés à la Banque Nationale de Belgique.

Ces documents sont également disponibles sur demande à :

UMICORE
Rue du Marais 31
B-1000 Brussels
(Belgium)

Le commissaire a exprimé une opinion sans réserve sur les comptes annuels d'Umicore.

La réserve légale d'EUR 55,0 millions qui est incluse dans les réserves n'est pas distribuable.

	Milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
Bilan abrégé au 31 décembre				
1. Actif				
ACTIFS IMMOBILISÉS		2.121.852	2.885.295	3.172.625
I. Frais d'établissement	8.256	6.066	14.685	
II. Immobilisations incorporelles	114.447	114.726	99.032	
III. Immobilisations corporelles	425.814	467.458	452.430	
IV. Immobilisations financières	1.573.335	2.297.045	2.606.478	
ACTIFS CIRCULANTS		1.696.083	1.748.153	2.060.640
V. Créances à plus d'un an	362.679	449.366	476.214	
VI. Stocks	641.452	534.771	617.346	
VII. Créances à un an au plus	502.354	519.135	620.119	
VIII. Placements de trésorerie	158.103	184.701	290.395	
IX. Valeurs disponibles	3.937	2.190	4.565	
X. Comptes de régularisation	27.558	57.990	52.001	
TOTAL DE L'ACTIF		3.817.935	4.633.448	5.233.265
2. Passif				
Capitaux propres		2.148.879	2.268.310	2.177.834
I. Capital	550.000	550.000	550.000	
II. Primes d'émission	848.130	848.130	848.130	
III. Plus-value de Réévaluation	91	91	91	
IV. Réserves	363.257	389.855	414.075	
V. Résultat reporté	152.409	262.604	267.163	
Vbis. Résultat de la période	227.001	209.258	86.475	
VI. Subsides en capital	7.991	8.372	11.900	
Provisions et impôts différés				
VII.A. Prov. Pour Risques Et Charges	125.326	123.600	206.053	
DETTES		1.543.730	2.241.539	2.849.378
VIII. Dettes à plus d'un an	692.996	1.082.864	1.707.729	
IX. Dettes à un an au plus	758.721	1.076.244	1.063.641	
X. Comptes de régularisation	92.013	82.431	78.008	
TOTAL DU PASSIF		3.817.935	4.633.449	5.233.265

Milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
Compte de résultats			
I. Ventes et prestations	2.960.635	3.628.486	3.489.297
II. Coût des ventes et des prestations	(2.900.861)	(3.532.944)	(3.494.693)
III. Résultat d'exploitation	59.774	95.542	(5.396)
IV. Produits financiers	161.063	193.305	259.275
V. Charges financières	(69.747)	(59.393)	(41.210)
VI. Résultat courant avant impôts	151.090	229.454	212.669
X. Impôts sur le résultat	(1.274)	(2.453)	(3.411)
XI. Résultat de l'exercice	149.816	227.001	209.258
XIII. Résultat de l'exercice à affecter	149.816	227.001	209.258

Milliers d'euros	2018	2019	2020
Affectations et prélevements			
A. Résultat à affecter	568.719	641.302	588.668
1. Bénéfice - Perte de l'exercice	149.816	227.001	209.258
2. Bénéfice - Perte reportée	418.903	414.301	379.410
C. Affectations aux capitaux propres	7.862	(81.349)	(26.598)
2. A la réserve légale	-	(5.000)	-
3. A la réserve pour actions détenues en propre	7.862	(76.349)	(26.598)
D. Résultat à reporter (1)	414.301	379.410	471.862
2. Bénéfice - Perte (-) à reporter	414.301	379.410	471.862
F. Bénéfice à distribuer (1)	(162.280)	(180.543)	(90.208)
1. Dividendes			
actions ordinaires	(162.280)	(180.543)	(90.208)

(1) Le montant total de ces deux postes sera adapté pour tenir compte du nombre d'actions propres détenues par Umicore à la date de l'assemblée générale des actionnaires du 29 avril 2021, le dividende de EUR 0,75 brut par action sera proposé.

Milliers d'euros	Nombre d'actions		
Etat du capital			
A. Capital social			
1. Capital souscrit			
Au terme de l'exercice précédent	550.000		
Au terme de l'exercice	550.000		
2. Représentation du capital			
2.1. Catégories d'actions			
Actions ordinaires	550.000		
Actions nominatives ou au porteur			
Nominatives	48.472.816		
Au porteur	197.927.184		
E. Capital autorisé non souscrit	55.000		
	% capital	Nombre d'actions	Date de notification
G. Structure de l'actionnariat (1)			
Family Trust Desmarais, Albert Frère and Groupe Bruxelles Lambert S.A.	18,62	45.871.052	07/12/2018
BlackRock Investment Management	4,95	12.193.030	08/05/2020
Baillie Gifford & Co and Baillie Gifford Overseas Ltd.	6,46	15.918.969	07/10/2019
Autres	67,65	166.683.264	31/12/2019
Actions propres détenues par Umicore	2,33	5.733.685	31/12/2020
	100,00	246.400.000	
dont flottant	100,00	246.400.000	

(1) Au 31 décembre 2020, 5.785.190 options sur actions Umicore sont encore à exercer. Ces options incluent 5.785.190 droits d'acquisition sur les actions existantes détenues par Umicore.

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

Par la présente, nous attestons qu'à notre connaissance, les états financiers consolidés clos le 31 décembre 2020, établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'adoptées dans l'Union européenne, et aux dispositions légales applicables en Belgique, donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats du Groupe et des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion contient un exposé fidèle sur l'évolution des affaires, les résultats et la situation de l'émetteur et des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

15 mars 2021,

MARC GRYNBERG
CHIEF EXECUTIVE OFFICER

Rapport sur la chaîne de valeur

V1 PÉRIMÈTRE DU RAPPORT SUR LA CHAÎNE DE VALEUR
V2 ATIÈRES PREMIÈRES CRITIQUES

186 V3 ACHATS INDIRECTS
186 V4 PRODUITS ET SERVICES

188 V5 DONATIONS
189

190

V1 PÉRIMÈTRE DU RAPPORT SUR LA CHAÎNE DE VALEUR

Le thème « chaîne de valeur et société » se concentre sur les conséquences potentielles sur la société, que nous ressentons en tant qu'entreprise par le biais de nos activités, produits et services. Pour le *reporting*, toutes les entités du Groupe sont prises en compte.

V2 ATIÈRES PREMIÈRES CRITIQUES

Obtenir des volumes suffisants de matières premières est essentiel à la viabilité actuelle de notre offre de produits et de services, et à la réalisation de nos objectifs de croissance Horizon 2020. Les risques et les opportunités varient considérablement d'une Business Unit à l'autre. C'est pourquoi nous avons adopté une approche décentralisée pour notre gestion des risques et opportunités. Nous avons décidé de viser un avantage concurrentiel en ce qui concerne notre accès à des matières premières critiques et notre capacité à obtenir ces matières premières de façon éthique et durable.

En 2016, nous avons demandé à chaque Business Unit d'identifier les matières premières critiques pour la réalisation de nos objectifs Horizon 2020, par le biais d'un processus en trois étapes. Ce processus se composait des éléments suivants :

1. Définition des critères applicables aux matières premières spécifiques à l'activité de la Business Unit considérée
2. Identification des matières premières présentant une forte probabilité de restrictions en matière d'approvisionnement, en tenant compte des critères sélectionnés
3. Calcul de l'impact du risque d'approvisionnement identifié sur les objectifs Horizon 2020

Pour procéder à cette analyse, les Business Units ont reçu 21 critères d'approvisionnement, recouvrant divers aspects de la durabilité. Ces critères peuvent être regroupés en différents thèmes, à savoir :

- EHS ou aspects réglementaires des matières premières
- Concentration sur le marché ou restrictions dans le pays de provenance
- Aspects éthiques et conflits possibles avec le Code de conduite lié aux matières premières
- Indisponibilité due à la fin de vie de la source de minéral
- Contraintes physiques à la source

Les risques et opportunités d'approvisionnement étant susceptibles de changer, l'identification des matières premières critiques est un processus dynamique. En 2020, toutes les Business Units ont mis à jour leur analyse. Durant la mise en œuvre d'Horizon 2020, 11 matières premières ont été identifiées

comme étant critiques pour la réalisation des objectifs Horizon 2020. Le type de risques englobe tous les thèmes cités ci-dessus.

Il est essentiel de définir des actions afin d'atténuer le risque de perturbation de l'approvisionnement en matériaux critiques. Ces actions d'atténuation peuvent varier selon les matières considérées et la position de la Business Unit sur le marché. Les plans d'action et les mesures d'atténuation dédiées doivent être adaptés aux opportunités et risques identifiés. C'est pourquoi ils sont régulièrement mis à jour. La fréquence et le processus de révision de ces derniers varient d'une Business Unit à l'autre, en fonction des conditions d'approvisionnement qui leur sont spécifiques. Les mesures d'atténuation autres que l'approvisionnement responsable comprennent les actions liées au devoir de diligence, le fait de s'assurer que les matières premières critiques peuvent être obtenues auprès de différents fournisseurs fiables, la recherche de sources de matières premières secondaires et la garantie du caractère responsable des matières premières. D'autres détails sur les actions d'atténuation mises en œuvre pour certaines matières premières critiques spécifiques figurent aux pages suivantes.

Les Business Units qui achètent l'un des quatre minéraux provenant de zones de conflit pour fabriquer leurs produits utilisent le *Conflict Mineral Reporting Template* de la *Responsible Minerals Initiative* pour leur devoir de diligence dans l'achat des matières premières.

Le 1^{er} janvier 2021, le Règlement 2017/821 relatif aux minéraux provenant de zones de conflit a été mis en œuvre dans toute l'UE. Cette législation présente une portée similaire à celle du Dodd Frank Act américain de 2012. La nouvelle législation vise à aider à endiguer le commerce de quatre minéraux (étain, tantalum, tungstène et or - les 3TG) qui financent parfois les conflits armés, sont extraits dans des conditions inacceptables et/ou par le travail forcé. La manière dont Umicore a géré les risques d'approvisionnement au cours des années écoulées est parfaitement conforme aux critères de cette nouvelle législation.

En plus des politiques et des chartes existantes, telles que son Code de conduite, sa Politique des droits de l'homme et sa Charte d'approvisionnement durable, Umicore dispose d'une politique spécifique en matière de « Chaîne d'approvisionnement responsable mondiale des minéraux issus de zones de conflit ou à haut risque ».

 UMICORE.COM/RESPONSIBLE-SUPPLY-CHAIN-POLICY

À l'heure actuelle, l'approvisionnement responsable en minéraux ne concerne pas seulement les minéraux provenant de zones de conflit. Umicore compte obtenir un certificat d'approvisionnement responsable à chaque fois que cela s'avère approprié, pour mettre en avant ses meilleures pratiques et pour fournir la documentation nécessaire au nombre croissant de clients souhaitant une certaine garantie concernant nos produits. Le groupe de travail interne d'Umicore « Metals and Minerals » harmonise et optimise les efforts requis pour cette demande croissante des clients, en partageant les bonnes pratiques.

La London Bullion Market Association (LBMA) gère le processus d'accréditation pour toutes les raffineries figurant sur la liste « Good Delivery » pour l'or et l'argent. Le Critère de Chaîne de Garantie d'Origine (CoC) du Conseil pour les Pratiques Responsables en Bijouterie-Joaillerie (RJC) s'applique aux métaux du groupe or et platine (platine, palladium et rhodium).

De nombreux clients utilisent la *Responsible Minerals Initiative* pour harmoniser leur processus afin de garantir des produits sans lien avec un conflit dans leurs chaînes d'approvisionnement complexes. Un exemple typique est l'industrie automobile, qui a mis en place une structure visant à garantir que chaque pièce individuelle d'une voiture puisse être certifiée comme ne contenant pas de minéraux provenant de zones de conflit aux origines non certifiées. Cette procédure ne constitue pas une interdiction de recourir à ces matériaux (étain, tantale, tungstène et or), mais un processus visant à instaurer de la transparence dans la chaîne d'approvisionnement afin d'assurer l'approvisionnement en minéraux non issus de zones de conflit. D'autres industries, telles que l'industrie électronique, appliquent des processus identiques ou similaires.

	LBMA Gold	LBMA Silver	RJC Chain of Custody Recycled gold, platinum, palladium and/or rhodium	RMI-Conformant Cobalt Refiners	RMI- Conformant Gold smelters and refiners
Bangkok		X			X
Hoboken	X	X			X
Kokkola				X	
Olen				X	
Pforzheim	X	X	X		X
Vienna			X		X

La Chaîne de Garantie d'Origine du RJC et les accréditations de Good Delivery de la LBMA qualifient les sites accrédités comme étant à même de figurer sur la liste des fonderies et raffineries conformes à la *Responsible Minerals Initiative*.

Pour plus d'informations, veuillez consulter:

 [LBMA.ORG.UK/GOOD-DELIVERY-LIST-REFINERS-GOLD-CURRENT](https://lbma.org.uk/good-delivery-list-refiners-gold-current)

 [LBMA.ORG.UK/GOOD-DELIVERY-LIST-REFINERS-SILVER-CURRENT](https://lbma.org.uk/good-delivery-list-refiners-silver-current)

 [RESPONSIBLEJEWELLERY.COM](https://responsiblejewellery.com)

 [RESPONSIBLEMINERALSINITIATIVE.ORG/GOLD-REFINERS-LIST](https://responsiblemineralsinitiative.org/gold-refiners-list)



[RESPONSIBLEMINERALSINITIATIVE.ORG/RESPONSIBLE-MINERALS-ASSURANCE-PROCESS/SMELTER-REFINER-LISTS/COBALT-REFINERS-LIST/CONFORMANT-COBALT-REFINERS](https://responsiblemineralsinitiative.org/responsible-minerals-assurance-process/smelter-refiner-lists/cobalt-refiners-list/conformant-cobalt-refiners)

2.1 COBALT

Umicore emploie notamment du cobalt pour ses batteries rechargeables, ses outils, ses catalyseurs et plusieurs autres applications. La Charte d'approvisionnement durable en cobalt couvre les achats de cobalt d'Umicore dans le monde entier. Cette Charte s'aligne sur le Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minéraux provenant de zones de conflit ou à haut risque. Pour la sixième année consécutive, Umicore a obtenu de la partie tierce PwC la garantie que nos achats de cobalt effectués en 2020 étaient conformes aux conditions énoncées dans la charte. PwC a également examiné la part de cobalt d'origine recyclée dans le cadre du processus d'assurance. Celle-ci s'élevait à 4,1 % pour 2020. Ce chiffre figure dans le rapport de conformité.

Un comité dédié à l'approvisionnement en cobalt, nommé le Comité d'approbation, a pour tâche de définir les principes et lignes directrices de la charte et dispose d'un pouvoir général de contrôle et de décision. Ce Comité d'approbation compte un membre du Comité de direction d'Umicore, ainsi que les cadres supérieurs de Sustainability and Supply.

En mai 2019, Umicore Olen a été certifiée première raffinerie de cobalt au monde à respecter la *Responsible Minerals Initiative*. Nos activités de cobalt nouvellement acquises à Kokkola ont été la deuxième raffinerie reconnue. Ces raffineries doivent faire l'objet d'un processus de certification annuel. En raison de la pandémie de COVID-19 en 2020, nous avons dû postposer l'audit, mais les deux sites restent sur la liste des raffineries conformes à la RMI. L'audit aura lieu dès que les circonstances le permettront. Comme nous l'avons précisé précédemment, l'audit lié à la Charte d'approvisionnement durable du cobalt, qui s'aligne sur le « Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minéraux provenant de zones de conflit ou à haut risque », a eu lieu. Cet audit couvre l'approvisionnement en cobalt pour Olen et Kokkola.

En 2020, Umicore a procédé au suivi des actions d'atténuation définies suite à l'audit tiers effectué en 2019 chez l'un de ses fournisseurs en cobalt. Aucun nouvel audit tiers n'a pu avoir lieu en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. Chez nos fournisseurs de la RDC, nous avons procédé au suivi des mesures mises en place pour garantir des conditions de travail sûres dans le cadre du contrôle de la pandémie de COVID-19.

Umicore a appuyé le développement de la Charte d'évaluation responsable dans le secteur du Cobalt (CIRAF) au sein du *Cobalt Institute*. La CIRAF est un cadre de gestion pour l'évaluation et l'atténuation des risques, qui vise à assurer le caractère responsable de la production et de l'approvisionnement en cobalt. Dans le cadre de la CIRAF, nous nous devons d'analyser les risques relatifs à nos activités et à notre

chaîne d'approvisionnement. Conformément aux recommandations de cette charte, Umicore a procédé à une analyse des risques de ses huit activités liées au cobalt, en considérant les risques identifiés par la CIRAF et les résultats de notre propre analyse de matérialité et de notre évaluation des risques interne. Les risques matériels pour nos activités concernent (1) La pollution de l'air-de l'eau-des sols et l'efficacité énergétique ; (2) Les conditions de travail et la santé et la sécurité au travail ; (3) Les conflits et les crimes financiers ; (4) Les violations de droits humains. Umicore a mis en place des politiques et des mesures pour couvrir les risques relevant de ces domaines (voir Approche de la gestion). Les indicateurs clés de performance font l'objet d'un rapport annuel (voir Rapport environnemental et social). Concernant sa « chaîne d'approvisionnement », l'approche d'Umicore est conforme aux critères de niveau 3 de la CIRAF, et non plus de niveau 2 comme en 2019, car tous les risques, y compris les risques relatifs à la biodiversité et à la réinstallation, sont à présent couverts.

Le rapport de conformité pour 2020, incluant le rapport de la CIRAF, est disponible en ligne.

UMICORE.COM/SUSTAINABLE-COBALT

Umicore a poursuivi son engagement avec la *Global Battery Alliance* et appuyé la transformation de celle-ci en entité indépendante. À travers son engagement dans le *Cobalt Action Partnership*, Umicore soutient une approche coordonnée pour les interventions locales au sein des communautés minières en République démocratique du Congo.

Umicore a participé au projet *Battery Passport* (passeport de batterie) de la *Global Battery Alliance*, qui vise à fournir un bilan de durabilité numérique pour les batteries. Avec de nombreux acteurs de la chaîne de valeur des batteries, Umicore a soutenu le développement d'indicateurs clés de performance pour représenter la durabilité de la chaîne d'approvisionnement des batteries (notamment en matière d'environnement et de droits humains).

En 2018, Umicore a instauré, outre son engagement soutenu à l'égard d'un approvisionnement en cobalt durable, un devoir de diligence pour l'approvisionnement des autres matières premières pour batteries, à savoir le nickel, le manganèse et le lithium. Cette approche s'inspire directement de notre expérience avec le cobalt et suit les étapes fondamentales de la Charte d'approvisionnement durable du cobalt. Nous avons défini des actions d'atténuation spécifiques pour ces métaux, en fonction du risque identifié.

2.2 OR ET ARGENT

En 2020, Umicore a continué de s'assurer que ses activités de production d'or étaient certifiées « exemptes de lien avec un conflit ». Les activités d'Umicore à Hoboken et à Pforzheim sont des fonderies pour l'or, certifiées exemptes de lien avec un conflit par la *London Bullion Market Association* (LBMA). La LBMA décerne également une certification pour la production responsable d'argent et nos sites de Hoboken, Pforzheim et Bangkok sont des raffineries accréditées par la LBMA. Nos activités de Jewelry & Industrial

Metals à Pforzheim, à Vienne et à Bangkok sont certifiées comme s'inscrivant dans le programme de Chaîne de Garantie d'Origine du Conseil pour les Pratiques Responsables en Bijouterie-Joaillerie (RJC), pour l'or.

2.3 PLATINE, PALLADIUM ET RHODIUM

Depuis 2020, l'audit de la LBMA visant à contrôler la conformité au *Responsible Platinum and Palladium Guidance* est obligatoire pour les producteurs de plaques et lingots de platine et de palladium accrédités du *London Platinum and Palladium Market* (LPPM). Étant donné l'absence de système officiel de certification diligent pour la mousse de platine et de palladium, UPMR a opté pour ces métaux précieux pour un audit volontaire basé sur les critères du programme d'approvisionnement responsable de la LBMA. Nos activités de Jewelry & Industrial Metals à Pforzheim, à Vienne et à Bangkok sont certifiées comme s'inscrivant dans le programme de Chaîne de Garantie d'Origine du Conseil pour les Pratiques Responsables en Bijouterie-Joaillerie (RJC), pour la production de platine, palladium et/ou rhodium recyclé(s).

V3 ACHATS INDIRECTS

Alors que nos Business Units achètent directement les matières premières contenant des métaux (achats directs, voir Note V2 pour les actions spécifiques liées à l'approvisionnement durable), les équipes internationales d'achat et de transport d'Umicore se chargent de l'énergie et des autres biens et services désignés comme achats indirects. En 2020, bien que les achats indirects soient restés stables par rapport à l'année passée, leur pourcentage est tombé à 5 % de nos dépenses totales. La moitié des achats indirects est gérée par nos équipes Procurement & Transportation de Belgique et d'Allemagne.

3.1 PORTÉE

Les indicateurs présentés reposent sur les données de 2020 de nos équipes Procurement & Transportation de Belgique, d'Allemagne et de Pologne. Notre équipe d'achat locale du Brésil utilise également EcoVadis, une plateforme collaborative connue, qui décerne des évaluations de durabilité aux fournisseurs.

3.2 ÉVALUATION DES FOURNISSEURS

Depuis 2017, nous procédons systématiquement à une analyse rapide basée sur des critères tels que la taille, l'emplacement géographique et le type de produit ou de service fourni afin d'évaluer nos nouveaux fournisseurs. Cet outil nous permet de déterminer si une évaluation EcoVadis est nécessaire. Cet outil a d'abord été déployé par nos équipes de Belgique et d'Allemagne, ainsi que par notre équipe de Pologne en 2020. En 2020, 484 analyses rapides ont été lancées. Notre but à terme est de déployer cette analyse au sein d'autres équipes dans le monde.

C'est EcoVadis qui évalue les performances de durabilité de certains fournisseurs spécifiques.

En 2020, 101 scores d'évaluation ont été mis à la disposition des équipes, notamment en réponse aux demandes des équipes Procurement & Transportation du Brésil. Au total, ces équipes ont reçu 417 scores depuis le début de notre collaboration avec EcoVadis. Ce chiffre représente le nombre de fournisseurs uniques ayant été évalués et ne tient pas compte de la réévaluation régulière d'un même fournisseur.

3.3 SCORE MOYEN DES FOURNISSEURS PAR SUJET EN 2019

82 % des fournisseurs évalués en 2020 ont atteint un score de 45 ou plus, appelés fournisseurs « engagés dans la RSE » (Responsabilité Sociale des Entreprises).

Aucun des scores reçus en 2020 n'indiquait de « risque élevé ».

Score des fournisseurs à l'évaluation Ecovadis

1-24: risque relatif au développement durable élevé	0%
25-44: quelques mesures de bases ont été prises pour le développement durable	18%
45-64: systèmes de gestion du développement durable convenables	52%
65-84: pratiques de développement durable avancées	30%
85-100: systèmes de gestion du développement durable excellents	0%

SCORE DES FOURNISSEURS DANS L'ÉVALUATION D'ECOVADIS



SCORE DES FOURNISSEURS DANS L'ÉVALUATION D'ECOVADIS

	Group
Environnement	58,9
Travail et droits de l'homme	58,8
Intégrité	52,0
Chaîne d'approvisionnement	50,1
Total	56,6

Le score global constitue la moyenne pondérée des scores pour chacun des quatre thèmes.

Vous trouverez plus d'informations sur la relation d'Umicore avec ses fournisseurs dans [Engagement avec les parties prenantes](#) et dans [Chaîne de valeur et société](#).

V4 PRODUITS ET SERVICES

4.1 SCORE CSR D'ECOVADIS

EcoVadis a réévalué le Groupe Umicore et lui a décerné sa première médaille de platine en responsabilité sociale des entreprises (CSR), avec un score de 73/100. Avec ce résultat, notre entreprise compte parmi le top 1 % des meilleures entreprises évaluées par EcoVadis.

Pour consulter le tableau de bord RSE EcoVadis d'Umicore, voir : [ECOVADIS-SCORECARD-2020.PDF](#)

Notre score de 2020 constitue une amélioration par rapport à notre médaille d'or précédente (parmi les 5 % des meilleurs de notre industrie), prouvant l'engagement permanent d'Umicore et ses efforts en vue d'améliorer ses performances pour chacun des thèmes de durabilité (environnement, travail et droits humains, éthique et durabilité des achats). EcoVadis évalue Umicore depuis 2013.

4.2 EFFICACITÉ DES RESSOURCES

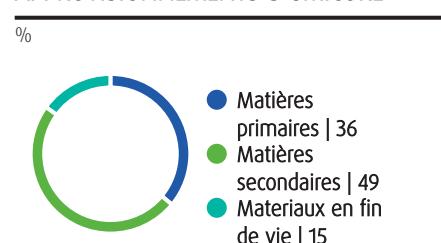
Matières premières primaires : matières ayant un lien direct avec la première phase de leur existence ; les flux de produits dérivés ne sont donc pas inclus

Matières premières secondaires : produits dérivés de flux de matières primaires

Matières en fin de vie : matières parvenues à la fin d'au moins un premier cycle de vie et qui seront à nouveau traitées par recyclage, menant à un deuxième, troisième... cycle de vie de la substance

Les matières entrantes sont considérées par défaut comme primaires si leurs origines sont inconnues. Les données rassemblées s'expriment en termes de tonnage total de matière entrante.

APPROVISIONNEMENTS D'UMICORE



En 2020, 64 % des matières utilisées étaient en fin de vie ou d'origine secondaire, et 36 % d'origine primaire, respectivement contre 60 % et 40 % en 2019.

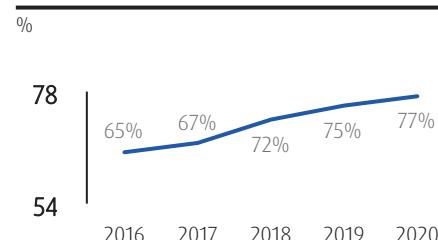
Ces taux sont dus à l'impact combiné du COVID-19 sur l'industrie automobile mondiale et à la hausse des volumes traités chez Recycling.

4.3 PRODUITS ET SERVICES CONTRIBUANT À CERTAINS ASPECTS DE DURABILITÉ

En termes de produits et services durables, nous cherchons principalement à mettre en œuvre des activités qui apportent des solutions aux sujets brûlants que sont la mobilité propre et la raréfaction des ressources. Pour plus d'informations, voir [Chaîne de valeur et société](#).

Nous avons conçu un indicateur afin de souligner notre attention à l'égard de la mobilité propre et du recyclage.

REVENUS ISSUS DES ACTIVITÉS LIÉES À LA MOBILITÉ PROPRE ET AU RECYCLAGE



Les Business Units continuent de développer des solutions spécifiques pour les aspects de durabilité de nos produits et leurs applications, et ce en relation étroite avec nos clients. Ces développements portent typiquement sur des sujets tels que la réduction des risques liés à l'utilisation de nos produits, la réduction des dangers que présente un produit ou l'amélioration de l'efficacité matérielle en termes de livraison ou d'utilisation de nos produits.

4.4 GESTION DE LA RÈGLEMENTATION SUR LES PRODUITS

Umicore fait en sorte que les produits qu'elle commercialise dans le monde entier soient conformes aux règlements. Les changements apportés aux législations existantes relatives aux produits et l'entrée en vigueur de nouvelles lois peuvent avoir un impact sur nos activités. En ce qui concerne la législation REACH et les concepts récemment proposés, tels que la *Chemical Strategy on Sustainability* de l'UE, Umicore surveille de près tout changement dans la réglementation, tant en termes d'interprétation qu'en documents directeurs qui pourraient affecter sa stratégie de mise en œuvre de REACH. Umicore

est activement impliquée dans des groupes de travail d'associations liées à l'industrie, afin de s'assurer qu'une approche consistante est appliquée et que les régulateurs et les sociétés comprennent les spécificités des métaux.

Umicore soutient activement l'engagement du secteur des métaux avec l'ECHA dans le cadre de la *Metals/inorganics sectorial approach* (MISA, approche sectorielle des métaux/des matières inorganiques).

Umicore s'est engagée avec l'industrie du cobalt pour gérer la classification européenne harmonisée du cobalt métallique et poursuit son engagement dans la proposition d'Annexe XV sur la restriction imposée à 5 sels de cobalt. Ce processus n'a pas encore produit de résultat définitif et se poursuivra en 2021.

En 2020, nous avons soumis 27 nouvelles substances à l'enregistrement dans le cadre de REACH, en raison de nouveaux développements commerciaux.

Dans le cadre de notre maintenance régulière, nous avons actualisé 76 dossiers REACH, notamment pour modifier la fourchette de quantité, pour répondre aux demandes d'ECHA et pour inclure de nouvelles informations.

En Corée, Umicore est activement impliquée dans les préparations en vue de la première échéance d'enregistrement REACH du pays, fin 2021. Ces préparations concernent notamment les rôles des Déclarant Principal. Umicore a soumis deux enregistrements en Corée en 2020 pour des substances chimiques prioritaires.

Umicore s'est préparée aux réglementations internationales à venir, notamment pour la Turquie et la Russie, en soumettant des pré-enregistrements/notifications. Elle se prépare également pour la conformité à REACH au Royaume-Uni.

V5 DONATIONS

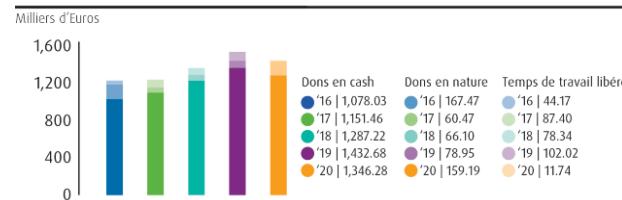
PORTEE

Les indicateurs présentés se basent sur les données de sociétés entièrement consolidées. Les chiffres historiques (de 2016 et antérieurs) n'ont pas été ajustés.

DONNÉES DU GROUPE

	unité	2016	2017	2018	2019	2020
Dons en cash	milliers €	1.078,03	1.151,46	1.287,22	1.432,68	1.346,28
Dons en nature	milliers €	167,47	60,47	66,10	78,95	159,19
Temps de travail libéré	milliers €	44,17	87,40	78,34	102,02	11,74
Total des dons	milliers €	1.289,68	1.299,34	1.431,66	1.613,65	1.517,21

DONS



Les donations sont divisées en donations péquénaires, donations en nature et temps libéré pour le personnel.

Chaque Business Unit est invitée à allouer un budget annuel aux dons et au parrainage dans le cadre du programme d'engagement communautaire sur leur site. À titre de critère, ce budget devrait être égal à un montant correspondant à un tiers d'un pourcent de la moyenne de l'EBIT annuel consolidé et ajusté (associés non inclus) de la Business Unit pour les trois années précédentes. La plupart des donations qui émanent des Business Units sont destinées à des évènements caritatifs organisés à proximité de leurs sites, afin de soutenir la communauté locale.

Au niveau du Groupe, le budget est fixé par le CEO et les dons sont coordonnés et gérés par le *Group Donations Committee* qui rend compte au CEO. Les dons au niveau du Groupe, ont une portée mondiale et donnent la priorité aux initiatives en lien avec le développement durable et avec une composante éducative.

DONNÉES RÉGIONALES

Total des dons	unité	Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie-Pacifique	Afrique	Umicore Group
milliers €		1.215,05	86,34	92,19	87,50	36,13	1.517,21

DONNÉES PAR BUSINESS GROUP

	unité	Catalysis	Energy & Surface Technologies	Recycling	Corporate	Umicore Group
Total des dons	milliers €	202,57	244,81	297,27	772,56	1.517,21

En 2020, les dons au niveau du Groupe incluent une contribution substantielle au *Fund for the Prevention of Child Labour in Mining Communities* - Une collaboration avec la *Global Battery Alliance*. D'autres dons faits en 2020 au niveau du Groupe ont eu trait au soutien à des projets éducatifs de l'UNICEF à Madagascar et en Inde, à des projets coordonnés par Entrepreneurs pour Entrepreneurs au Mali, en Équateur et en Bolivie et à des projets de mobilité durable pour les étudiants.

En 2020, Umicore a versé € 1,5 million en dons. La légère baisse par rapport au montant des dons de 2019 est due à un niveau plus faible d'activité de collectes de fonds au niveau local dans le contexte de la pandémie COVID-19. On observe également une diminution du temps de personnel par suite de la demande faite aux citoyens de rester chez eux. Les dons en nature ont quant à eux augmentés grâce à des dons de respirateurs à des hôpitaux, des dons de masques chirurgicaux et de matériel de nettoyage à des hôpitaux, des maisons de soins et des services de soins à domicile pour les soutenir dans leur lutte contre la COVID-19, et par des dons de paniers repas aux communautés locales.

Rapport d'activité environnemental

Chiffres clés environnementaux	193	E4	ÉNERGIE	197	E8	CONFORMITÉ AUX RÈGLEMENTATIONS ET SYSTÈME DE MANAGEMENT	202
E1 PÉRIMÈTRE DU RAPPORT D'ACTIVITÉ ENVIRONNEMENTAL	193	E5	UTILISATION D'EAU	199			
E2 REJETS DANS L'EAU ET L'AIR	193	E6	DÉCHETS	199			
E3 GAZ À EFFET DE SERRE	196	E7	Pollution liée aux activités du passé	200			

chiffres clés environnementaux

	unité	annexes	2016	2017	2018	2019	2020
Métaux rejetés dans l'eau (charge)	kg	E2	3.738	1.437	1.861	2.052	2.695
Métaux rejetés dans l'eau (unités d'impact)		E2	339.001	125.688	144.657	174.725	296.432
Métaux rejetés dans l'air (charge)	kg	E2	1.761	1.829	1.564	864	984
Métaux rejetés dans l'air (unités d'impact)		E2	86.098	84.463	88.044	52.492	57.696
Emissions de SOx	tonnes	E2	892	661	657	531	389
Emissions de NOx	tonnes	E2	365	320	304	280	239
Emissions de CO2e (champ d'application 1+2) - méthode basée sur le marché 1	tonnes	E3	662.059	633.704	767.702	791.896	732.543
Emissions de CO2e (champ d'application 1+2) - méthode basée sur la localisation ¹	tonnes	E3	735.065	663.307	785.789	815.175	747.964
Consommation d'énergie	térajoules	E4	6.737	6.532	7.458	7.476	7.591
	%	E4	-	-	-	14	15
Utilisation d'eau	milliers m ³	E5	4.851	4.755	5.885	6.208	7.813
Production totale de déchets	tonnes	E7	77.625	72.804	78.778	68.317	99.434
Déchets dangereux	tonnes	E7	59.437	55.442	58.759	47.589	78.055
dont recyclés	%	E7	3,8	4,3	5,3	7,9	5,0
Déchets non dangereux	tonnes	E7	18.188	17.373	20.018	20.728	21.379
dont recyclés	%	E7	57,8	58,2	62,2	59,4	64,7
Taux de non-conformité	%	E9	0,95	0,10	0,14	0,10	0,15
Plaintes environnementales	nombre	E9	19	34	29	33	80
Sites certifiés ISO 14001	%	E9	88	92	91	95	96

¹ Les données relatives aux émissions de CO2 pour 2015 représentent la somme des émissions selon les méthodes du champ d'application 2 basées sur le marché et sur la localisation. Une comparaison avec les données de 2016-2019 n'est pas possible. S'il fallait en faire une, le chiffre fondé sur les émissions selon la méthode basée sur le marché pour 2016-2019 donnerait l'approximation la plus fidèle (voir l'annexe E3 pour plus de détails).

Les données pour 2015 tiennent compte de la business unit cédée Zinc Chemicals, alors que les données de 2016-2020 ne l'incluent pas. Les données pour 2016 et les années précédentes tiennent compte de la business unit cédée Building Products, alors que les données de 2017-2020 ne l'incluent pas.

E1 PÉRIMÈTRE DU RAPPORT D'ACTIVITÉ ENVIRONNEMENTAL

Les chiffres clés environnementaux comprennent des données provenant de sites industriels consolidés dont Umicore a la maîtrise opérationnelle. Par rapport à 2019, les sites suivants ne font plus l'objet d'un reporting : Pékin (Chine ; Electro-Optic Materials) et Rheinfelden (Allemagne ; Automotive Catalysts). Les sites suivants ont été ajoutés au périmètre de reporting environnemental en 2020 : Songdo (Corée du Sud ; Precious Metals Chemistry) et Kokkola (Finlande ; Rechargeable Battery Materials). Comme en 2019, le nombre total de sites industriels consolidés rapportant leurs données environnementales en 2020 s'élève à 55.

Dans le cadre de la procédure de reporting en vigueur chez Umicore, la plupart des sites rapportent leurs données environnementales à la fin du troisième trimestre, en même temps que des prévisions pour le quatrième trimestre. En janvier, les valeurs prévues sont vérifiées par les sites pour détecter les écarts importants et, le cas échéant, les corriger. Nous avons particulièrement insisté sur cette vérification des données en 2020 en raison de l'impact potentiel de la COVID-19 sur les taux de production tout au long de l'année. Les 7 sites ayant eu l'impact environnemental le plus important en 2020 sont : Hanau (Allemagne ; Catalysis, Recycling), Olen (Belgique ; Energy & Surface Technologies, Corporate R&D), Hoboken (Belgique ; Recycling), Jiangmen (Chine ; Energy & Surface Technologies), Cheonan Site 1, Cheonan Site 2/3 (tous deux en Corée ; Energy & Surface Technologies) et Kokkola (Finlande ; Energy & Surface Technologies). À l'exception de Kokkola, ces sites publient leurs résultats pour toute l'année 2020. Le site de Kokkola publiera lui aussi ses données par année entière à partir de 2021. Une analyse de sensibilité, réalisée pour les données de 2020 sur les données de consommation d'énergie, indique que l'écart potentiel de la performance environnementale du Groupe serait inférieur à 2 % en cas d'erreur de 20 % dans les données prévisionnelles.

Notez qu'en raison de l'amélioration des méthodes d'analyse et de reporting, certaines données publiées dans le rapport annuel 2019 ont été ajustées dans le rapport 2020. Sauf mention contraire, les indicateurs clés de performance environnementale (ICP) pour 2015 tiennent compte de la business unit Zinc Chemicals qui a été cédée en 2016, alors que les ICP pour 2016-2020 ne l'incluent pas. De même, les ICP environnementaux pour 2015-2016 tiennent compte de la business unit Building Products qui a été cédée en 2017, alors que les ICP pour 2017-2020 ne l'incluent pas.

E2 REJETS DANS L'EAU ET L'AIR

Les réalisations de la Vision 2015 d'Umicore, qui consistent à réduire nos rejets de métaux de sources ponctuelles dans l'eau et dans l'air de 26% et 37% respectivement en termes d'impact, ont marqué un jalon important dans notre progression vers des opérations durables. Nous considérons que les niveaux de rejets atteints en 2015 constituent notre cadre de référence dans le contexte de nos opérations durables, qui incluent la gestion des rejets dans l'eau et dans l'air.

L'objectif d'Horizon 2020 consistait à poursuivre sur la lancée des réalisations de la Vision 2015 en réduisant l'impact des rejets de métaux tout en tenant compte d'une augmentation des volumes de production. En pratique, cela signifie que nous visions au moins à maintenir le même niveau de métaux dans l'eau et dans l'air en termes d'impact que celui que nous avions atteint dans le cadre de la Vision 2015.

Les rejets de métaux dans l'eau sont définis comme étant la quantité totale de métaux rejetés après traitement dans les eaux de surface par l'effluent ou les effluents, exprimé(s) en kg/an. Si les sites utilisent une station externe d'épuration des eaux usées, l'efficacité de ce traitement est prise en compte si elle est connue du site.

Les rejets de métaux dans l'air sont définis comme étant la quantité totale de métaux rejetés dans l'air en fraction solide par toutes les sources ponctuelles, exprimée en kg/an. Pour le mercure et l'arsenic, des fractions supplémentaires de vapeur/fumée sont également comptées.

Pour chacun des métaux rejetés dans l'eau et dans l'air, un facteur d'impact est appliqué pour tenir compte des différents niveaux de toxicité et d'écotoxicité des différents métaux lorsqu'ils sont rejetés dans l'environnement. Plus le facteur d'impact est élevé, plus la toxicité est importante pour la masse d'eau réceptrice (pour les rejets dans l'eau) ou pour la santé humaine (pour les rejets dans l'air).

Les facteurs d'impact des rejets dans l'eau sont basés sur des données scientifiques générées (« concentration prévisible sans effet » ou PNEC) pour la réglementation REACH. Un facteur d'impact de 1 a été attribué à la PNEC de l'antimoine, égale à 113 µg/l. Les facteurs d'impact des rejets dans l'air sont basés sur les valeurs limites d'exposition professionnelle (VLE) (référence : American Conference of Industrial and Governmental Hygienists, 2011). Un facteur d'impact de 1 a été attribué à l'OEL du zinc (oxyde), égale à 2 mg/m³. Par la suite, un facteur d'impact pour tous les métaux concernés a été calculé sur la base de ces références. L'impact des rejets de métaux dans l'air et dans l'eau s'exprime en « unités d'impact/an ».

Nous avons identifié les sites dont la contribution accumulée équivaut au moins à 95 % en termes de charge (pour les SOx et les NOx) ou d'unités d'impact (pour les rejets de métaux dans l'eau et dans l'air) du total des chiffres du Groupe pour 2015 (à l'exclusion de la Business unit cédée Zinc Chemicals). Pour les rejets dans l'eau et dans l'air, la collecte des données pour 2020 s'est limitée aux sites importants identifiés (10 ou moins). Tous les autres sites ont été invités à ne soumettre des données qu'en cas d'écart importants à la hausse par rapport à la base de référence de 2015 pour le site.

L'amélioration par rapport aux niveaux de 2015 des rejets de métaux dans l'eau et dans l'air se mesure en comparant les rejets de l'année de référence actuelle (c'est-à-dire 2020) avec ceux de l'année de référence 2015, en considérant le périmètre d'activités de 2015 pour les sites importants.

Pour calculer la variation des rejets de métaux dans l'eau et dans l'air par rapport à l'année de référence 2015, une base de référence a été établie pour chaque site du périmètre. La base de référence se définit en multipliant le niveau d'activité effectif de l'année de référence en cours (c'est-à-dire 2020) par l'intensité des rejets de 2015 (voir exemple ci-dessous). La base de référence 2015 est ensuite calculée en additionnant toutes les bases de référence de tous les sites repris dans le périmètre. Exemples de paramètres d'activité sur les sites : tonnes produites par an, heures machine par an, tonnes de matières entrant dans le procédé de recyclage par an.

Exemple

En 2015, le site A a fabriqué 20 t de produit X et a rejeté 5 kg de métal Y dans l'air (facteur d'impact de Y = 8 unités d'impact/kg), ce qui donne une intensité de rejet de métaux de 2 unités d'impact/t de produit X. En 2020, le site A a produit 22 t de produit X et a émis 5 kg de métal Y, soit une intensité de rejet des métaux de 1,8 unité d'impact/tonne de produit X.

La base de référence de 2015 rapportée en 2020 est donc : niveau d'activité de 2020 (22 t) x intensité des rejets de 2015 (2 unités d'impact/t) = 44 unités d'impact.

Ainsi, les 5 kg mesurés – soit l'équivalent de 40 unités d'impact – émis en 2020 représentent une réduction de 10 % par rapport aux tonnages qui auraient été rejetés dans les conditions d'exploitation de 2015.

La base de référence de 2015 est recalculée chaque année (2016-2020). Elle correspond aux rejets de métaux escomptés en tenant compte des volumes d'activité de l'année de référence (c'est-à-dire 2020), mais avec l'intensité des rejets de métaux de l'année de référence 2015. Les résultats de chaque année sont exprimés en pourcentage par rapport à la base de référence 2015 calculée pour le Groupe et applicable à chaque exercice.

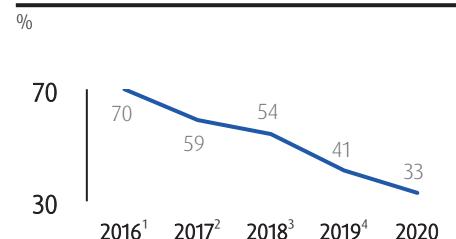
Le calcul des rejets de métaux dans l'eau et dans l'air concerne les activités et sites entièrement consolidés qui font partie du Groupe durant l'année de référence (2016-2020) et qui en faisaient également partie en 2015. Le résultat déclaré ne porte que sur les sites importants pour chaque ICP.

Les rejets de SOx et de NOx sont exprimés en chiffres absolus, en tonnes/an.

2.1 DONNÉES DU GROUPE – PÉRIMÈTRE DES REJETS DE MÉTAUX DANS L'AIR ET DANS L'EAU

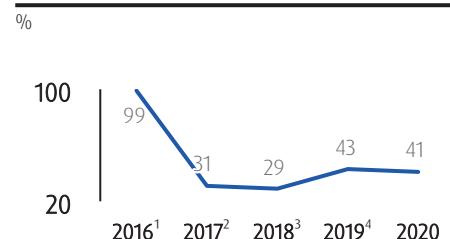
	unité	base de référence 2015 par rapport à 2020					
			2016	2017	2018	2019	2020
Métaux rejetés dans l'eau	unités d'impact	352.638	339.001	125.688	131.723	152.105	143.788
Métaux rejetés dans l'air	unités d'impact	121.392	86.098	84.463	87.664	51.541	40.626

PERFORMANCE DE RÉDUCTION DES REJETS DE MÉTAUX DANS L'AIR



- 1 Baseline 2015 in relation to 2016 was 123,831, leading to a reduction of 30% in 2016 in comparison with 2015.
- 2 Baseline 2015 in relation to 2017 was 144,049, leading to a reduction of 41% in 2017 in comparison with 2015.
- 3 Baseline 2015 in relation to 2018 was 163,101, leading to a reduction of 46% in 2018 in comparison with 2015.
- 4 Baseline 2015 in relation to 2019 was 124,403, leading to a reduction of 59% in 2019 in comparison with 2015.

PERFORMANCE DE RÉDUCTION DES REJETS DE MÉTAUX DANS L'EAU



- 1 La base de référence 2015 par rapport à 2016 était de 343 649, ce qui entraîne une réduction de 1 % en 2016 par rapport à 2015.
- 2 Le niveau de référence 2015 par rapport à 2017 était de 409 691, ce qui a entraîné une réduction de 69 % en 2017 par rapport à 2015.
- 3 Le niveau de référence 2015 par rapport à 2018 était de 453 075, ce qui a entraîné une réduction de 71 % en 2018 par rapport à 2015.
- 4 Le niveau de référence 2015 par rapport à 2019 était de 356 940, entraînant une réduction de 57 % en 2019 par rapport à 2015.

2.2 REJETS DE MÉTAUX DANS L'EAU

Les rejets des métaux dans l'eau en 2020 se chiffraient à 143 788 unités d'impact, selon le périmètre défini. Les rejets des métaux dans l'eau en 2015 se chiffraient à 290 714 unités d'impact, selon le périmètre défini. Pour évaluer les progrès réalisés quant à notre engagement, ce niveau de rejets de métaux de 2015 normalisé pour les niveaux d'activité de 2020 était de 352 638 unités d'impact. En 2020, nous avons donc réduit de 59 % l'impact de nos rejets de métaux dans l'eau pour le périmètre défini par rapport à 2015.

Cette évolution entre 2015 et 2020 peut être largement attribuée à notre usine de Hoboken (Belgique, Recycling), où l'efficacité accrue de la station d'épuration des eaux usées du site, grâce aux investissements consentis dans des projets d'optimisation au cours des dernières années, a porté ses fruits. En outre, certaines améliorations de l'efficacité et des effets d'échelle - après une nouvelle augmentation de la capacité de production de précurseurs sur notre site de Cheonan Site 2/3 (Corée, Energy & Surface Technologies) - ont contribué à réduire l'intensité des rejets en matière d'impact des rejets de métaux dans l'eau.

En termes de total absolu de charge et d'impact du Groupe (sans correction basée sur l'activité) les niveaux de rejets de métaux dans l'eau en 2020 par rapport à 2019 ont connu une augmentation sensible de 31 % et 70 % respectivement. Cette hausse s'explique essentiellement par l'ajout du site de Kokkola (Finlande ; Rechargeable Battery Materials). Si le site se situe bien dans les limites légales de décharge, la nature de ses procédés industriels et le débit de l'eau entraînent une augmentation importante de la charge et de l'impact absolus des métaux pour le Groupe Umicore. En cette première année de reporting sous l'autorité d'Umicore pour le site de Kokkola, les données quant à l'efficacité de l'épuration de ses eaux usées et à la charge de métaux effectivement déchargée dans l'environnement sont pour l'instant limitées. C'est pourquoi nous avons opté pour une approche très conservatrice, qui a mené à une surestimation de la charge et de l'impact des métaux de ce site en 2020. Des efforts sont en cours pour améliorer les données sous-jacentes et parvenir à un calcul plus réaliste des rejets de métaux dans l'eau sur le site, ce qui devrait déboucher sur des charges de métaux moindres en 2021 et par après pour le site de Kokkola.

2.3 REJETS DE MÉTAUX DANS L'AIR

Les rejets des métaux dans l'air en 2020 étaient de 40 626 unités d'impact, selon le périmètre défini. Les rejets des métaux dans l'air en 2015 étaient de 117 918 unités d'impact, selon le périmètre défini. Pour évaluer les progrès réalisés quant à notre engagement, ce niveau de rejets de métaux de 2015 normalisé pour les niveaux d'activité de 2020 était de 121 392 unités d'impact. En 2020, nous avons donc réduit de 67 % l'impact de nos rejets de métaux dans l'air pour le périmètre défini.

On observe ces réductions sur de nombreux sites concernés, à des degrés divers. Elles peuvent être attribuées pour la plupart à des efforts supplémentaires qui ont amélioré l'efficacité des filtres à air, ainsi qu'à des améliorations de l'efficacité globale des procédés.

2.3.1 REJETS DE PLOMB À HOBOKEN (BELGIQUE, RECYCLING)

En 2015, des travaux d'infrastructure sur le toit de la raffinerie de plomb ont entraîné une augmentation des dépôts de plomb dans la zone résidentielle environnante de Moretusburg. En conséquence, les résultats de la surveillance biologique ont révélé une hausse du nombre d'enfants avec des niveaux de plomb dans le sang supérieurs au niveau de référence recommandé de 5 microgrammes/dl de sang

(Centre pour le contrôle et la prévention des maladies, États-Unis). Cette campagne de surveillance biologique est menée 2 fois par an par les autorités locales.

Au cours de la campagne de prélèvements sanguins du printemps 2020, les niveaux moyens de plomb chez les enfants du quartier ont grimpé à 6,01 microgrammes/dl de sang, une moyenne qui est ensuite retombée durant la campagne d'automne à 4,12 microgrammes/dl de sang. Si l'on compare les campagnes de surveillance biologique automnales, en 2020, 26 % des enfants présentaient encore des niveaux de plomb dans le sang supérieurs à la valeur de référence de 5 µg/dl, contre 18 % en 2019. Le site poursuit son plan d'action de réduction des rejets pour réduire davantage le nombre d'enfants qui présentent des niveaux de plomb dans le sang supérieurs à la valeur de référence, en collaboration avec les autorités locales et régionales.

2.4 DONNÉES DU GROUPE – AUTRES REJETS

unité	2016	2017	2018	2019	2020
Emissions de SOx	tonnes	892	661	657	531
Emissions de NOx	tonnes	365	320	304	280

Les rejets de SOx du Groupe ont diminué de 27 %, passant de 531 t en 2019 à 389 t en 2020, principalement grâce aux améliorations et modifications apportées à la configuration des procédés à Hoboken (Belgique, Recycling). Les rejets de NOx ont diminué de 280 t en 2019 à 239 t en 2020, soit une réduction de 15 %.

E3 GAZ À EFFET DE SERRE

L'instauration de notre politique d'efficacité énergétique et d'empreinte carbone en 2011 nous a permis de réduire de 26 % les rejets d'équivalent CO₂ (CO₂e) dans le périmètre défini dans la Vision 2015 et de nous montrer en permanence attentifs et sensibles à l'efficacité énergétique sur les sites et dans les processus de gestion des business units.

Dans le cadre d'Horizon 2020, Umicore se concentre sur l'amélioration de son efficacité énergétique. Les efforts visant à accroître l'efficacité énergétique devraient contribuer à réduire davantage notre empreinte carbone.

Umicore rend compte de ses rejets de CO₂e absolus conformément au périmètre défini dans E1. Les volumes absolus de rejets de CO₂e sont calculés conformément au Protocole relatif aux gaz à effet de serre et à la méthodologie de reporting pour les périmètres 1 et 2 (WBCSD et WRI 2004 et amendement pour le périmètre 2 de 2015). Pour Umicore, le périmètre 2 comprend non seulement l'électricité achetée, mais aussi les achats de vapeur et d'air comprimé auprès de tiers (p. ex. parcs industriels). Le CO₂e comprend les gaz à effet de serre CO₂, CH₄ et N₂O pour le périmètre 1 et les rejets des principaux procédés.

Les autres gaz à effet de serre ne sont pas pertinents dans les opérations d'Umicore. Les rejets du périmètre 2 ne tiennent compte que du CO₂.

Le calcul des rejets du périmètre 2 pour chaque site s'effectue selon 2 méthodes : d'une part avec les facteurs de rejet de CO₂ basés sur le marché, et d'autre part, avec les facteurs de rejet de CO₂ basés sur la localisation. Les facteurs de rejet basés sur le marché permettent de calculer les rejets de CO₂ sur la base des contrats spécifiques que les sites ont conclus avec leurs fournisseurs d'énergie, en tenant compte du mix énergétique pertinent pour ces contrats (y compris les composants d'énergie verte, le cas échéant). Les facteurs de rejet de CO₂ basés sur la localisation facilitent le calcul des rejets de CO₂ basé sur le mix énergétique résiduel dans un pays/région (lorsque ces données sont disponibles), excluant ainsi explicitement les composants d'énergie verte vendus par les producteurs d'électricité sous des contrats d'approvisionnement dédiés. Le total des rejets de CO₂ du Groupe est ensuite présenté sous la forme de 2 valeurs distinctes basées sur cette différenciation, et les mesures sont abrégées comme suit : CO₂e basé sur le marché et CO₂e basé sur la localisation.

Le Groupe de travail du secteur chimique du WBCSD sur la mesure et le reporting des GES a instauré des lignes directrices supplémentaires pour faire face aux anomalies observées dans le reporting des GES. Umicore a déjà mis en œuvre ces lignes directrices depuis son rapport de 2012. Les lignes directrices du secteur sont consultables sur le site internet du WBCSD.

3.1 DONNÉES DU GROUPE

unité	2016	2017	2018	2019	2020
Emissions de CO ₂ e (champ d'application 1+2) - méthode basée sur le marché	tonnes	662.059	633.704	767.702	791.896
Emissions de CO ₂ e (champ d'application 1+2) - méthode basée sur la localisation	tonnes	735.065	663.307	785.789	815.175

En 2020, le total des rejets de CO₂e basés sur le marché s'élevait à 732 543 t. Le total des rejets de CO₂e basés sur la localisation s'élevait à 747 964 t. La différence entre ces 2 chiffres - 15 421 t - est due à des contrats énergétiques spécifiques avec un mix énergétique favorable que nos sites ont mis en place, ce qui se traduit par une empreinte carbone inférieure au mix énergétique résiduel pour le pays ou la région où est implanté le site.

Le total des rejets de CO₂e basés sur le marché en 2019 s'élevait à 791 896 t et le total des rejets de CO₂e basés sur la localisation en 2019 s'élevait à 815 175 t.

Pour les rejets de CO₂e basés sur le marché, les niveaux de 2020 ont diminué de 7 % par rapport à 2019. Ce résultat s'explique en grande partie par l'installation d'une usine d'acide nitrique à Hoboken (Belgique ; Precious Metals Refining), qui réduit les rejets directs de N₂O. De plus, la baisse des niveaux d'activité dans l'unité commerciale Rechargeable Battery Materials a également entraîné une réduction des émissions de CO₂. Les modifications de configurations de procédés et le passage à des contrats d'énergie verte sur plusieurs sites ont également contribué à cette tendance. Par rapport à 2015, nous observons une hausse de 3 % du total des rejets de CO₂e basés sur le marché, ce qui s'explique par une conjonction complexe de nombreux facteurs sur cette période de 5 ans. Y figurent notamment l'acquisition et l'aménagement de nouveaux sites, la cession de business units entières, les modifications apportées aux procédés et à la capacité de production, ainsi que les fluctuations des facteurs de rejet de CO₂ pour l'énergie acquise.

3.2 DONNÉES DES BUSINESS GROUPS

unité	Catalysis	Energy & Surface Technologies	Recycling	Umicore Group
Emissions de CO ₂ e (champ d'application 1+2) - méthode basée sur le marché	tonnes	133.127	323.829	274.973
Emissions de CO ₂ e (champ d'application 1+2) - méthode basée sur la localisation	tonnes	151.360	349.276	246.714
				732.543
				747.964

E4 ÉNERGIE

Dans le cadre d'Horizon 2020, Umicore s'est engagée à utiliser l'énergie de manière encore plus efficace dans ses activités. En pratique, nous visons à augmenter encore le niveau de performance énergétique atteint dans le cadre de la Vision 2015.

Le Groupe de travail du secteur chimique du WBCSD sur la mesure et le reporting des GES a instauré des lignes directrices supplémentaires pour faire face aux anomalies observées dans le reporting des GES et de l'énergie. Umicore a déjà mis en œuvre ces lignes directrices depuis son rapport de 2012. Les directives du secteur sont consultables sur le site web du WBCSD.

Dans le cadre d'Horizon 2020, l'accent est davantage mis sur les sites qui contribuent le plus à la consommation totale d'énergie d'Umicore, et certains paramètres, tels que les indicateurs d'activité, ont été passés au crible pour ces sites et mis à jour le cas échéant. Le suivi et le reporting de la consommation d'énergie ont toujours lieu sur tous les sites. Les principaux contributeurs sont en outre encouragés et tenus de rendre compte de leurs projets en matière de performance énergétique.

Une analyse des contributions des sites à la consommation d'énergie au niveau du Groupe a permis d'identifier 26 sites ayant contribué à plus de 95 % du total de 2020.

4.1 DONNÉES DU GROUPE – DANS LE CADRE DE L'OBJECTIF DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE

L'objectif consistant à améliorer les niveaux de performance énergétique de 2015 est mesuré en comparant la consommation d'énergie de l'année de référence en cours (c'est-à-dire 2020) avec la consommation d'énergie de l'année de référence 2015, en tenant compte du même périmètre d'activités que celui de 2015.

Pour calculer la variation de la consommation d'énergie par rapport à l'année de référence 2015, une base de référence a été établie pour chaque site du périmètre. La base de référence s'établit en multipliant le niveau d'activité effectif de l'année de référence en cours (c'est-à-dire 2020) par l'intensité énergétique de 2015 (voir exemple ci-dessous). La base de référence 2015 est ensuite calculée en additionnant toutes les bases de référence de tous les sites repris dans le périmètre. Exemples de paramètres d'activité sur les sites : tonnes produites par an, heures machine par an, tonnes de matières entrant dans le procédé de recyclage par an.

Exemple

En 2015, le site A a fabriqué 200 t de produit X et a consommé 80 000 GJ, soit une intensité énergétique de 400 GJ/t de produit X. En 2020, le site A a produit 220 t de produit X et a consommé 80 000 GJ, soit une intensité énergétique de 364 GJ/t de produit X.

La base de référence de 2015 rapportée en 2020 équivaut donc au niveau d'activité de 2020 (220 t) x intensité énergétique de 2015 (400 GT/t) = 88 000 GJ.

Ainsi, les 80 000 GJ consommés en 2020 représentent une amélioration de 10 % par rapport à la consommation qui aurait eu cours dans les conditions d'exploitation de 2015.

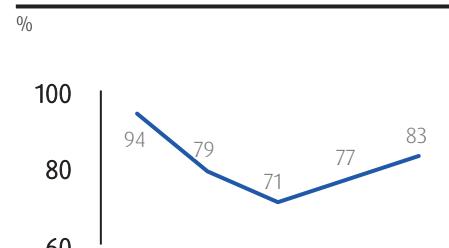
La base de référence de 2015 est recalculée chaque année (2016-2020). Elle correspond à la consommation énergétique escomptée en tenant compte des volumes d'activité de l'année rapportée (c'est-à-dire 2020), mais avec l'intensité énergétique de l'année de référence 2015. Les résultats de chaque année sont exprimés en pourcentage par rapport à la base de référence 2015 calculée pour le Groupe et applicable à chaque exercice.

Le calcul de cet ICP couvre les activités et sites entièrement consolidés qui font partie du Groupe durant l'année de référence (2016-2020) et qui en faisaient également partie en 2015. Par conséquent, les sites des anciennes business units Zinc Chemicals et Building Products et quelques autres sites particuliers ne relevant plus d'Umicore, ne figurent pas dans le périmètre de reporting de cet ICP. De même, plusieurs sites qui ont rejoint Umicore en 2016-2020 ne sont pas inclus dans le périmètre de reporting de cet ICP. Les données relatives à la consommation d'énergie comprennent également notre Siège social à Bruxelles (Belgique).

4.2 OBJECTIF DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE

	unité	base de référence 2015 par rapport à 2020	2016	2017	2018	2019	2020
Consommation d'énergie	terajoules	6.900	6.241	6.082	6.183	6.138	5.697

CONSOMMATION D'ÉNERGIE NORMALISÉE



1 La base de référence 2015 par rapport à 2016 était de 6 664 TJ, ce qui entraîne une réduction de 6 % en 2016 par rapport à 2015.

2 Le scénario de référence 2015 par rapport à 2017 était de 7 720 TJ, soit une réduction de 21 % en 2017 par rapport à 2015.

3 Le scénario de référence 2015 par rapport à 2018 était de 8 692 TJ, soit une réduction de 29 % en 2018 par rapport à 2015.

4 Le scénario de référence 2015 par rapport à 2019 était de 7 946 TJ, soit une réduction de 23 % en 2019 par rapport à 2015.

La consommation énergétique en 2020, calculée à l'aide du périmètre défini, s'élevait à 5 697 TJ. La consommation énergétique en 2015, calculée à l'aide du périmètre défini, s'élevait à 5 487 TJ. Pour évaluer les progrès réalisés quant à notre engagement, ce niveau de consommation énergétique de 2015 normalisé pour les niveaux d'activité de 2020 s'élevait à 6 900 TJ. Cela signifie qu'à des niveaux de production équivalents, notre consommation d'énergie a baissé de 17%. En d'autres termes, notre performance énergétique s'est améliorée de 17 % en 2020 par rapport à l'année de référence 2015.

Cette amélioration s'explique principalement par les effets d'échelle liés à l'augmentation continue de la capacité du site de Rechargeable Battery Materials en Corée. D'autres améliorations et consolidations apportées à l'efficacité de quelques autres sites ont également contribué à la diminution globale de l'intensité énergétique.

Depuis 2006, des projets d'efficacité énergétique ont été mis en œuvre sur les sites les plus importants, conformément aux objectifs de développement durable susmentionnés. En 2020, 26 sites représentaient plus de 95% de la consommation d'énergie du Groupe. Sur 15 de ces sites, 38 projets d'efficacité

énergétique ont été déclarés comme ayant été mis en œuvre en 2020 et ont permis de réaliser d'importantes économies d'énergie.

4.3 CONSOMMATION D'ÉNERGIE ABSOLUE

CONSOMMATION D'ÉNERGIE (ABSOLUE)

terajoules



En 2020, la consommation totale d'énergie s'élevait à 7 591 TJ contre 7 476 TJ en 2019, soit une légère hausse de 2%. Divers changements apportés à la capacité de production, aux niveaux d'activité et aux procédés ont conduit à un équilibrage net des tendances à la hausse et à la baisse de la consommation d'énergie sur plusieurs sites. Par rapport à 2015, nous observons une baisse de 2% du total de la consommation d'énergie, ce qui s'explique par une conjonction complexe de nombreux facteurs sur cette période de 5 ans. Y figurent notamment l'acquisition et l'aménagement de nouveaux sites, la cession de business units entières, les modifications apportées aux procédés et à la capacité de production.

La consommation d'énergie indirecte de sources d'énergie primaire (électricité, vapeur et air comprimé achetés) pour les sites de production et les bâtiments administratifs en 2020 s'élevait à 3 916 TJ. La consommation d'énergie directe de sources d'énergie primaire (carburant, mazout, gaz naturel, GPL, charbon et cokes) était de 3 675 TJ.

4.4 DONNÉES DES BUSINESS GROUPS

Consommation d'énergie	unité	Catalysis	Energy & Surface Technologies	Recycling	Umicore Group
	terajoules	1.306	3.831	2.446	7.591

4.5 ÉNERGIE RENOUVELABLE

Dans le cadre de ses efforts continus pour réduire son empreinte écologique et rendre ses activités plus durables, Umicore suit la contribution des sources d'énergie renouvelables dans l'énergie achetée. Si certains indicateurs relatifs aux énergies renouvelables ont été utilisés ces dernières années pour

l'évaluation interne, 2019 était la première année où nos sites nous ont systématiquement fourni des informations sur la part d'énergie renouvelable dans le mix énergétique utilisé pour l'électricité achetée, sur la base du contrat d'achat spécifique en place dans chaque entité déclarante.

La définition de l'énergie renouvelable telle qu'elle figure dans le Guide du Périmètre 2 du Greenhouse Gas Protocol (amendement de 2015) nous a aidés à définir le périmètre de cet indicateur. Seules les sources d'énergie suivantes sont prises en compte dans le cadre de cet ICP : énergie éolienne, énergie solaire, énergie issue de la biomasse (y compris le biogaz et autres gaz produits naturellement), énergie hydraulique (y compris l'hydroélectricité marine) et énergie géothermique.

En 2020, la part des énergies renouvelables par rapport à l'électricité achetée s'élevait à 15%, contre 14% en 2019. Nous suivrons et rendrons compte de cet ICP dans les prochaines années.

E5 UTILISATION D'EAU

5.1 DONNÉES DU GROUPE

UTILISATION D'EAU

Milliers m³



L'utilisation d'eau se définit comme étant le volume total d'eau, exprimé en milliers de m³/an, provenant du réseau d'eau domestique, des puits d'eau souterraine, des eaux de surface et des eaux pluviales.

Les prélevements d'eau souterraine à des fins d'assainissement et l'eau de refroidissement réacheminée jusqu'à son plan d'eau d'origine ne sont pas comptabilisés.

La consommation totale d'eau pour le Groupe est passée de 6 208 000 m³ en 2019 à 7 813 000 m³ en 2020, soit une augmentation de 26 %. Cette hausse de la consommation d'eau s'explique essentiellement par l'ajout du site de Kokkola (Finlande ; Rechargeable Battery Materials).

5.2 DONNÉES DES BUSINESS GROUPS

	unité	Catalysis	Energy & Surface Technologies	Recycling	Umicore Group
Utilisation d'eau	milliers m ³	561	5.565	1.686	7.813

E6 DÉCHETS

6.1 DONNÉES DU GROUPE

DÉCHETS DANGEREUX

tonne



Les déchets se définissent comme étant le volume total de déchets produits, exprimé en tonnes/an. Le taux de recyclage des déchets est le rapport entre les déchets récupérés par des tiers (y compris les déchets récupérés sous forme d'énergie par incinération) et le volume total des déchets. La distinction entre les déchets dangereux et non dangereux est basée sur la réglementation locale de la région où se trouve l'entité déclarante.

En 2020, un total de 99 434 tonnes de déchets a été généré contre 68 317 tonnes en 2019, soit une augmentation de 46%. Cette augmentation s'explique par l'ajout du site de Kokkola (Finlande ; Rechargeable Battery Materials), dont le procédé industriel produit des quantités importantes de résidus classés comme des déchets dangereux et éliminés en tant que tels.

Le volume total de déchets dangereux est passé de 47 589 tonnes en 2019 à 78 055 tonnes en 2020, soit une augmentation de 64%, en raison de l'ajout déjà mentionné du site de Kokkola. Le taux de recyclage des déchets dangereux a diminué, passant de 8 % en 2019 à 5% en 2020.

Le volume total de déchets non dangereux a légèrement augmenté, passant de 20 728 tonnes en 2019 à 21 379 tonnes en 2020, soit une hausse de 3%. Le taux de recyclage des déchets non dangereux a également augmenté, passant de 59% en 2019 à 65% en 2020.

6.2 DONNÉES PAR BUSINESS GROUP

	unité	Catalysis	Energy & Surface Technologies	Recycling	Umicore Group
Production totale de déchets	tonnes	6.332	58.427	34.675	99.434
Déchets dangereux	tonnes	3.396	47.263	27.396	78.055
dont recyclés	%	21,66%	1,95%	8,10%	4,97%
Déchets non dangereux	tonnes	2.935	11.164	7.280	21.379
dont recyclés	%	50,67%	48,60%	95,10%	64,72%

E7 POLLUTION LIÉE AUX ACTIVITÉS DU PASSÉ

L'histoire d'Umicore remonte à plus de 200 ans. Tout a commencé avec la fusion d'un certain nombre de sociétés minières et de fonderie, qui ont progressivement évolué vers la société de technologie et de recyclage des matériaux qu'est Umicore aujourd'hui. Au milieu des années 1990, Umicore a entamé un processus de cession des droits miniers qu'elle détenait alors, dans le cadre de sa réorientation stratégique vers les matériaux à valeur ajoutée et le recyclage.

Les sociétés antérieures à Umicore ont opéré dans le cadre de la législation minière nationale et des normes environnementales en vigueur à l'époque où ces mines étaient exploitées. La fermeture des mines et la restitution des concessions minières aux autorités publiques compétentes ont été menées systématiquement en collaboration avec les autorités compétentes et les intervenants locaux. Ce processus tient compte des circonstances spécifiques de chaque site. En ce qui concerne les installations industrielles de fonderie et de raffinage en aval, des projets de réhabilitation sont mis en œuvre en étroite concertation avec d'autres parties prenantes, afin de réduire les risques à un niveau acceptable, tel que prescrit par les autorités.

La participation active à la gestion et à l'assainissement des risques résultant des opérations historiques, fait partie intégrante de The Umicore Way. Le programme proactif d'Umicore servant à évaluer la contamination des sols et de la nappe phréatique et, si nécessaire, à y remédier a fait des avancées importantes. Le chapitre suivant commente les principaux programmes en cours et les progrès accomplis au cours de l'année 2020. Cependant, en raison de la pandémie de coronavirus, certains projets présentent de sérieux retards.

7.1 BELGIQUE

Les sites d'exploitation minière en Belgique ont posé les fondements de notre plus ancien prédecesseur, Vieille Montagne. La concession minière du même nom a été octroyée par l'Empereur Napoléon Bonaparte en 1805, et cinq autres concessions ont été ajoutées au fil du temps, toutes situées dans l'est de la Wallonie. Les activités minières en Belgique ont cessé dans les années 1950, et de vastes travaux de réhabilitation visant à sécuriser le site ont été effectués dans toutes les concessions en étroite concertation avec les autorités compétentes. Quatre concessions ont été officiellement rétrocédées au Gouvernement, la rétrocession des autres étant en cours.

En outre, plus d'un siècle de production de métaux non ferreux à Hoboken, Olen, Balen et Overpelt a eu un impact sur les sols et les eaux souterraines sur les sites industriels et les terres avoisinantes. En novembre 1997, Umicore a conclu un accord volontaire avec la Région flamande de Belgique pour s'attaquer au problème de cette contamination liée aux activités du passé. Le 23 avril 2004, Umicore a signé un addendum à la Convention de 1997 avec les autorités régionales chargées des déchets (OVAM) et le ministre régional de l'environnement de la Région flamande de Belgique, dans lequel Umicore s'engageait à dépenser € 62 millions sur 15 ans pour assainir la pollution historique sur quatre sites, dont deux - Balen et Overpelt - appartiennent désormais à Nyrstar, une entreprise cédée par Umicore en 2007. En outre, l'OVAM et Umicore ont uni leurs forces pour remédier à la pollution historique d'autres zones entourant les sites industriels, définies sur un périmètre de 9 km, et ce pendant 10 ans. Les deux parties ont contribué à hauteur de € 15 millions à un nouveau fonds dédié aux travaux d'assainissement. En 2014, l'OVAM et Umicore ont convenu de prolonger le programme de cinq années supplémentaires. La convention a pris fin en 2019, mais les efforts d'assainissement des sites d'Umicore se poursuivront aussi longtemps que nécessaire.

À Hoboken, l'activité de raffinage de plomb et d'argent commencée en 1887 s'est transformée en usine industrielle dédiée à l'extraction de métaux précieux provenant de déchets. Au fil des ans, Umicore a remplacé la terre superficielle fortement contaminée et a assaini la contamination historique dans le quartier résidentiel avoisinant. En 2017, un accord a été conclu avec les autorités locales en vue d'étendre la capacité de stockage du site, afin que les travaux d'assainissement de la terre superficielle du site puissent reprendre en 2021. Un nouveau système d'assainissement des eaux souterraines est prévu pour 2021. Les actions à Hoboken ont souffert de retards dus à la pandémie de coronavirus.

À Olen, la pollution au sein du site et dans ses environs est la conséquence d'anciennes activités de production, principalement de cuivre et de cobalt. Les travaux d'assainissement du site d'Olen ont commencé dès la signature de la Convention. Un programme de dépollution des eaux souterraines entamé en 2007 est toujours en cours. En 2020, les sols contaminés et les déchets enfouis ont été davantage excavés à divers endroits, là où des travaux d'infrastructure étaient nécessaires. Entre 1922 et 1980, du radium et de l'uranium ont également été produits à Olen. Le radium produit sur ce site pour traiter le cancer a été offert à la lauréate du Prix Nobel, Marie Curie, pour ses premières expériences avec

des matières radioactives. L'usine de production de radium a été démolie dans les années 1970, et les déchets issus de la production de radium ont été confinés dans une installation de stockage hors sol, suivant la norme de l'époque. Début 2020, l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire a émis une proposition pragmatique pour l'élimination définitive des matières radioactives encore présentes sur le site d'Olen. Des groupes de travail ont été créés, incluant l'ONDRAF/NIRAS, l'OVAM, l'AFCN et Umicore, afin d'élaborer une feuille de route décrivant les différentes étapes à suivre pour aboutir à une solution d'assainissement définitive. Comme l'exécution du projet d'assainissement devrait prendre plusieurs années, Umicore poursuivra entre-temps les travaux de surveillance pour s'assurer que ces restes ne présentent aucun risque, ni pour les ouvriers du site ni pour la population environnante.

7.2 FRANCE

Les sociétés qui ont précédé Umicore ont exploité des mines en France à partir du milieu des années 1800. Les dernières activités minières se sont arrêtées à la fin des années 1960 et au début des années 1970, et d'importants travaux de réhabilitation ont été engagés sur les anciens sites miniers, tous situés dans le sud de la France, au cours des années 1990. Toutes les anciennes concessions minières en France ont été restituées au gouvernement français, la dernière ayant été actée par décret ministériel en 2005.

L'activité minière à Saint-Félix-de-Pallières a commencé au XIX^e siècle pour exploiter un sous-sol riche en zinc et en métaux dérivés du zinc. Cette ancienne concession minière a été fermée en 1971 et sécurisée conformément à la législation en vigueur. La renonciation à cette concession a été acceptée en 2004 suite à la reconnaissance par les autorités françaises que toutes les mesures prescrites avaient été respectées. Malgré l'arrêt de son activité minière, Umicore n'a jamais quitté la région et surveille régulièrement l'état d'un site de dépôt de résidus de flottation dont Umicore est toujours propriétaire. Pour garantir à long terme la sécurité et la stabilité de ce site, Umicore a lancé des travaux de rénovation importants en 2020, lesquels accusent toutefois un sérieux retard dû à la pandémie de coronavirus. Ces dernières années, diverses parties prenantes ont porté une attention accrue sur les éventuels effets sur la santé liés aux anciennes activités minières. Bien qu'ayant respecté toutes les exigences de l'administration au moment de l'arrêt des activités minières, Umicore a reçu, en 2018, des injonctions officielles lui demandant de traiter trois autres zones à Saint-Félix, lesquelles ne sont pas la propriété d'Umicore. Bien qu'Umicore ait fait appel de ces avis, elle a présenté fin novembre 2019 une étude de faisabilité pour traiter les trois zones, comme demandé. Fin 2020, le Tribunal administratif de Nîmes a annulé toutes les injonctions au motif qu'Umicore s'était conformée à toutes les dispositions légales au moment du transfert des concessions minières. Le tribunal a ajouté que toutes les responsabilités incombaient désormais à l'État.

À Viviez, la pollution au sein du site et dans ses environs est la conséquence des anciennes activités de production de zinc qui ont débuté en 1855. Umicore a investi € 40 millions pour mener à bien un programme d'assainissement à grande échelle de 2011 à fin 2016, et a transféré à un tiers les obligations de gestion du site après dépollution. Bien que la contamination des sols ait des origines multiples, Umicore, avec d'autres partenaires, a adhéré à un programme volontaire en 2017 pour remédier à la

contamination des sols identifiée dans les jardins privés entourant le site de Viviez. Une collecte de données a été réalisée en 2017 et 2018, et des mesures appropriées ont été définies par un groupe d'experts dédié mis en place par les autorités compétentes. Umicore prépare actuellement les travaux qui seront réalisés en 2021.

7.3 USA

En 1980, la société antérieure à Umicore a acquis une mine d'argent et d'or abandonnée à Platoro dans les montagnes Rocheuses du Colorado. Les forages d'exploration qui ont suivi ont été infructueux et toute tentative d'exploitation de la mine a été stoppée. Les travaux de dépollution ont commencé dans les années 1990 et consistent à recouvrir et à aménager des stériles et à installer une station d'épuration pour capter et traiter les eaux d'exhaure acides qui s'écoulaient continuellement de la mine. Le site minier se trouve dans une zone de loisirs naturelle. Umicore continue de gérer le site et traite les eaux d'exhaure pour répondre à des exigences environnementales sévères. Umicore a construit une installation moderne de traitement des eaux usées en 2018 afin de réduire davantage les concentrations de métaux dans les effluents et de diminuer ainsi le volume de déchets solides produits. En 2019, Umicore/Union Gold a reçu une proposition pour un nouveau permis de rejet d'effluents, incluant des limites très strictes pour l'arsenic, à atteindre en 2024. Union Gold a immédiatement pris des mesures pour contester la proposition en faisant valoir qu'il n'était techniquement pas possible d'atteindre ces limites. Les autorités compétentes ont accepté les arguments et ont recommandé de demander une modification de permis moins stricte. Dans le même temps, Union Gold a testé des étapes de polissage supplémentaires dans la station d'épuration des eaux usées en vue de l'application d'une dérogation au permis d'ici 2023. De 1980 à 2010, Umicore a exploité une installation de production de cobalt à Maxton, en Caroline du Nord. Après la fermeture et la démolition de l'usine de Maxton, une pollution des sols et des eaux souterraines a été constatée. Umicore s'est engagée dans un programme d'assainissement volontaire avec les autorités afin de régler complètement le problème d'ici 2033. Un assainissement complet des eaux souterraines par pompage et traitement a été mis en place et montre son efficacité pour atteindre la date de fin prévue.

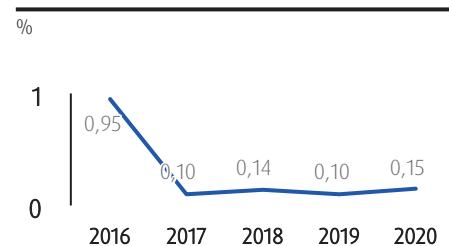
7.4 BRÉSIL

Umicore a acquis des unités industrielles dans les villes d'Americana (SP), Guarulhos (SP) et Manaus (AM) au Brésil en 2003. Au cours d'une évaluation environnementale réalisée après l'acquisition, une pollution des eaux souterraines a été détectée sur le site de Guarulhos. Cette pollution historique date d'avant l'achat des activités par Umicore. Umicore a pris des mesures immédiates pour arrêter la propagation de cette pollution aux zones voisines en installant une barrière hydraulique qui fonctionne à plein régime depuis 2011. Des systèmes d'extraction ciblée ont été mis en place sur le site pour accélérer l'assainissement. La fermeture des activités industrielles du site de Guarulhos et la démolition partielle des bâtiments en 2021, permettront de traiter encore mieux le cœur de la pollution. En raison de la pandémie de coronavirus, le déménagement à Americana a été retardé, ce qui a également mis un frein à la démolition du bâtiment à Guarulhos et à l'accélération de l'assainissement des eaux souterraines.

E8 CONFORMITÉ AUX RÈGLEMENTATIONS ET SYSTÈME DE MANAGEMENT

8.1 DONNÉES DU GROUPE

TAUX DE NON-RESPECT



Le taux de non-respect s'exprime par le rapport entre le nombre total de non-conformités et le nombre total de conformités. Une non-conformité correspond à un résultat de surveillance qui enfreint une valeur limite définie dans un permis, une réglementation ou toute autre norme réglementaire pertinente.

Le nombre total de mesures est le nombre total de mesures d'impact environnemental tel que requis par le permis d'exploitation, permis d'environnement ou autre norme comparable dans la région où l'entité déclarante exerce ses activités. Le nombre total correspond au nombre de mesures multiplié par le nombre de paramètres par mesure. En 2020, environ 54 000 mesures environnementales ont été effectuées sur l'ensemble des sites industriels d'Umicore, contre environ 49 000 l'année précédente. La proportion de mesures non conformes aux exigences réglementaires ou des permis est très faible : 0,15 % pour le Groupe, contre 0,13 % en 2019.

Sur les 55 sites industriels consolidés, 53 ont mis en place un système de gestion environnementale certifié ISO 14001. L'un des 2 sites restants est une acquisition qui a rejoint le reporting d'Umicore en 2018 et ce site prévoit la mise en œuvre d'un système de gestion environnementale au cours de l'année 2021. L'autre site a été fermé dans le courant de 2020 et n'a pas fait l'objet d'une recertification dans les mois qui ont précédé sa fermeture. Tous les grands sites ayant des impacts environnementaux significatifs disposent d'un système de gestion environnementale certifié ISO 14001.

Au total, 80 plaintes environnementales ont été reçues en 2020, dont la plupart concernaient du bruit et des odeurs. 44 de ces plaintes sont toujours en cours.

Rapport d'activité social

CHIFFRES CLÉS SOCIAUX	204	S3	ENGAGEMENT DE TOUS	207	S7	SANTÉ AU TRAVAIL	210
ANNEXES AUX CHIFFRES CLÉS SOCIAUX	204	S4	RELATIONS AVEC LES EMPLOYÉS	209	S8	SÉCURITÉ AU TRAVAIL	213
S1 PÉRIMÈTRE DU RAPPORT D'ACTIVITÉ SOCIAL	204	S5	CODE DE CONDUITE	209	S9	SÉCURITÉ DES PROCÉDÉS	215
S2 EFFECTIFS	204	S6	APPROCHE DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ	209			

CHIFFRES CLÉS SOCIAUX

	unité	Annexe	2016	2017	2018	2019	2020
Effectif (entreprises consolidées)	nombre	S2	9.921	9.769	10.420	11.152	10.859
Contrats temporaires	% de l'effectif	S2	3,45	3,86	3,13	3,31	3,19
Femmes parmi l'ensemble de l'effectif	% de l'effectif	S2	21,6	21,92	21,30	20,88	21,68
Femmes parmi l'ensemble des cadres	% de l'effectif	S2	22,11	22,37	22,98	23,13	23,06
Femmes parmi le senior management	% de l'effectif	S2	9,09	6,77	9,70	10,96	10,74
Femmes parmi les cadres dans les fonctions opérationnelles	%	S2	14,27	15,55	15,08	14,90	14,43
Ressortissants non-européens parmi le senior management	%	S2	16,67	18,05	17,91	18,49	20,13
Nombre moyen d'heures de formation par employé	heures/employé	S3	41,49	45,33	43,10	48,73	36,33
Employés ayant une évaluation annuelle	% de l'effectif	S3	96,03	98,29	96,15	94,00	93,42
Taux de départs volontaires	% de l'effectif	S3	4,10	5,03	7,18	5,99	4,20
Employés représentés par un syndicat ou couverts par une convention collective de travail	% de l'effectif	S4	69,41	65,41	64,49	65,60	66,38
Taux d'exposition 'tous biomarqueurs agrégés' ¹	%	S7	3,2	2,7	2,8	1,8	1,6
Nombre de maladies professionnelles	nombre	S7	12	11	12	18	6
Travailleurs avec sensibilisation aux sels de platine	nombre	S7	1	1	3	1	1
Accidents mortels	nombre	S8	1	0	1	0	1
Accidents avec arrêt de travail	nombre	S8	59	51	61	90	49
Accidents avec arrêt de travail sous-traitants	nombre	S8	15	22	21	25	17
Taux de fréquence	accident/million d'heures de travail	S8	3,3	3,0	3,4	4,6	2,5
Taux de sévérité	jour perdu/milliards d'heures de travail	S8	0,6	0,1	0,1	0,2	0,5

¹ Ratio entre le nombre de résultats de surveillance dépassant la valeur cible d'Umicore, définie pour les substances dangereuses concernées, et le nombre total de résultats de surveillance.

S1 PÉRIMÈTRE DU RAPPORT D'ACTIVITÉ SOCIAL

Globalement, 86 sites consolidés sont inclus dans les annexes du rapport social relatives aux ressources humaines (S2 à S5). Il s'agit d'une diminution de 4 sites par rapport à 2019, correspondant à la fermeture de 4 sites : Pékin (TFP), Wickliffe, Bagnolet, qui a été relocalisé vers le site actif de Paris, et Brentwood, qui a été relocalisé vers le site actif de Hertford. Pour les indicateurs sociaux, les sites rapportent les données sur l'année entière. Les indicateurs présentés se basent sur les données de sociétés entièrement consolidées.

S2 EFFECTIFS

DONNÉES DU GROUPE

	unité	2016	2017	2018	2019	2020
Effectif (entreprises consolidées)	nombre	9.921	9.769	10.420	11.152	10.859
Effectif des sociétés associées	nombre	3.196	3.360	3.180	2.976	2.460
Employés masculins	nombre	7.778	7.628	8.201	8.823	8.505
Employés féminins	nombre	2.143	2.141	2.219	2.329	2.354
Equivalent temps plein	nombre	9.716	9574	10.224	10.956	10.576
Employés de < 30 ans	nombre	1.620	1697	1.980	2141	1.893
Employés entre 30 et 50 ans	nombre	5.605	5504	5.939	6363	6.339
Employés de > 50 ans	nombre	2.696	2568	2.501	2648	2.627
Contrats temporaires	% de l'effectif	3,45	3,86	3,13	3,31	3,19
Femmes parmi l'ensemble de l'effectif	% de l'effectif	21,60	21,92	21,30	20,88	21,68
Femmes parmi l'ensemble des cadres	% de l'effectif	22,11	22,37	22,98	23,13	23,06
Femmes parmi le senior management	% de l'effectif	9,09	6,77	9,70	10,96	10,74
Femmes parmi les cadres dans les fonctions opérationnelles	%	14,27	15,55	15,08	14,90	14,43
Ressortissants non-européens parmi le senior management	%	16,67	18,05	17,91	18,49	20,13

Effectifs : nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel d'Umicore à la fin de la période dans les sociétés entièrement consolidées. Ces statistiques tiennent compte des employés à temps partiel et sous

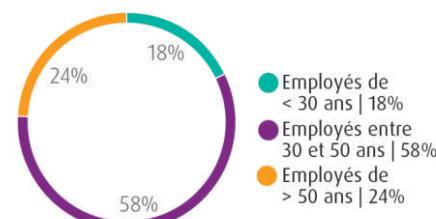
contrat temporaire, mais excluent les contrats passifs, les employés en congé maladie de longue durée et les sous-traitants.

Contrats temporaires : employés d'Umicore sous contrat à durée déterminée, inclus dans les effectifs des entreprises entièrement consolidées.

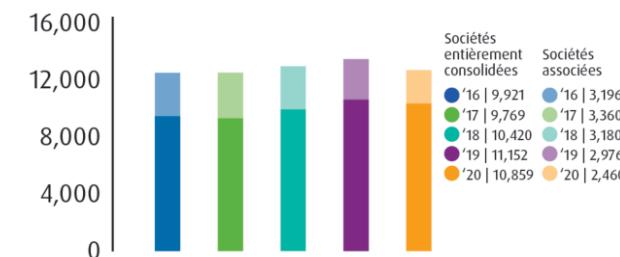
Équivalent temps plein : l'ETP d'un employé est calculé en divisant le régime de travail, les heures travaillées et le travail posté réels par le régime, les heures travaillées et le travail posté d'un employé à temps plein à la fin de la période dans les sociétés entièrement consolidées.

Ce principe s'applique à tout le personnel payé au salaire horaire, au personnel payé au salaire mensuel, aux managers et aux stagiaires inscrits au registre du personnel d'Umicore à la fin du semestre de référence, y compris les employés à temps partiel et sous contrat temporaire, mais à l'exclusion des contrats passifs (interruption de carrière, congé parental, etc.), des employés en congé maladie de longue durée (durée d'absence continue spécifique au pays) et des employés en retraite anticipée.

RÉPARTITION PAR ÂGE DE LA MAIN-D'ŒUVRE



EFFECTIF TOTAL



Effectif total

L'effectif total a diminué de 809 salariés pour atteindre 13 319. Dans les sociétés entièrement consolidées, l'effectif a diminué de 293 personnes pour atteindre 10 859, principalement suite à une baisse dans les régions Asie-Pacifique et Amérique du Nord.

Dans les sociétés associées, on a assisté à un repli de 516 employés, principalement en raison des réductions de personnel sur certains sites en Allemagne, en Irlande, en Afrique du Sud et au Royaume-Uni chez Element Six.

Le chiffre de 10 576 ETP (consolidés) est très proche des effectifs déclarés (10 859), démontrant que la plupart des employés d'Umicore sont employés à temps plein.

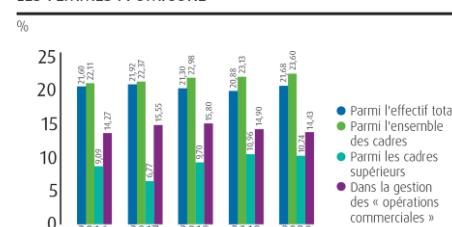
Contracts Temporaires

Les contrats temporaires en tant que pourcentage des effectifs des sociétés entièrement consolidées ont légèrement diminué pour atteindre 3,19 % en 2020.

Répartition par genre

La proportion de femmes dans les effectifs des sociétés entièrement consolidées était de 21,68 %, soit une légère augmentation par rapport à 2019.

LES FEMMES À UMICORE



Répartition par genre des cadres

Si le pourcentage total des femmes salariées est resté relativement stable par rapport à 2016, la proportion de femmes cadres est en augmentation, passant de 22,11 % en 2016 à 23,06 % en 2020. Le pourcentage de femmes au sein de l'encadrement supérieur a légèrement diminué par rapport à 2019. Globalement, ce pourcentage a augmenté au cours des cinq dernières années, passant de 9,09 % en 2016 à 10,74 % en 2020. Même si nous n'avons pas réalisé notre ambition consistant à atteindre 15 % de femmes dans les fonctions d'encadrement supérieur à la fin de 2020, l'augmentation du nombre de femmes dans l'encadrement supérieur reste un objectif pour les prochaines années.

Cadres féminins dans des fonctions opérationnelles

Afin de suivre l'évolution des carrières, nous avons défini la notion de cadre dans les « fonctions opérationnelles » pour désigner les activités de terrain, les fonctions commerciales et la direction générale. Il s'agit de fonctions qui représentent un bassin de talents pour l'encadrement supérieur. Au sein du groupe d'encadrement supérieur, les fonctions opérationnelles représentent 52 % du groupe en 2020.

Nous suivons la proportion de femmes managers dans les fonctions opérationnelles depuis 2016. En 2020, le pourcentage de femmes exerçant des fonctions dirigeantes opérationnelles a légèrement diminué pour atteindre 14,43 %, contre 14,9 % en 2019. Globalement, par rapport aux 14,27 % en 2016, il a légèrement augmenté.

Répresentation Non Européene à des postes d'encadrement supérieur

Depuis 2016, nous suivons le pourcentage de représentation des ressortissants non européens à des fonctions d'encadrement supérieur, en guise d'indicateur de la diversité. En 2020, ce pourcentage s'est accru pour atteindre 20,13 %, contre 18,49 % en 2019. Sur les cinq dernières années, ce pourcentage a augmenté constamment, passant de 16,67 % en 2016 à 20,13 % en 2020.

DONNÉES PAR RÉGION

	unité	Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie-Pacifique	Afrique	Umicore Group
Effectif total	nombre	6.980	704	964	4.049	622	13.319
Effectif (entreprises consolidées)	nombre	6.102	692	607	3.223	235	10.859
Effectif des sociétés associées	nombre	878	12	357	826	387	2.460
Employés masculins	nombre	4.808	529	454	2.567	147	8.505
Employés féminins	nombre	1.294	163	153	656	88	2.354
Equivalent temps plein	nombre	5.828,05	686,33	607,00	3.219,50	235,00	10.576
Contrats temporaires	% de l'effectif	3,98	2,46	2,14	2,26	0,00	3,19

DONNÉES PAR BUSINESS GROUP VUE D'ENSEMBLE DES SITES ET DES EFFECTIFS

	unité	Catalysis	Energy & Surface Technologies	Recycling	Corporate	Umicore Group
Effectif total	nombre	3.073	4.488	2.769	2.989	13.319
Effectif (entreprises consolidées)	nombre	3.073	3.761	2.769	1.256	10.859
Effectif des sociétés associées	nombre		727		1.733	2.460
Employés masculins	nombre	2.428	3.002	2.321	754	8.505
Employés féminins	nombre	645	759	448	502	2.354
Equivalent temps plein	nombre	3.042,44	3.758,97	2.707,67	1.066,80	10.576
Contrats temporaires	% de l'effectif	5,79	2,29	2,06	1,99	3,19

VUE D'ENSEMBLE DES SITES ET DES EFFECTIFS

	Sites de production	Centres R&D techniques	Autres sites	Effectifs
Europe				
Autriche	1	-	-	142
Belgique	3	1	1	3.196
Danemark	1	1	-	115
	1	1	-	266
France	3	-	1	257
Allemagne	4 (1)	3	1	1692 (331)
Irlande	(1)	-	-	(405)
Italie	-	-	2	38
Liechtenstein	1	1	-	77
Luxembourg	-	-	1	10
Pays-Bas	-	-	1	8
Pologne	2	-	1	201
Portugal	-	-	1	6
Russie	-	-	1	6
Espagne	-	-	1	5
Suède	1	-	(1)	39 (1)
Royaume-Uni	1	(1)	2 (1)	44 (141)
ASIE-PACIFIQUE				
Australie	-	-	1	7
Chine	4 (3)	1	5 (1)	1499 (813)
Inde	1	-	2	88
Japon	2	3	2 (1)	181 (9)
Philippines	1	-	-	89
Corée du Sud	3	2	1	1.170
Taiwan	-	-	2	26
Thaïlande	2	-	1	163
Émirats arabes unis	-	-	(1)	(4)
AMÉRIQUE DU NORD				
Canada	3	-	-	253
Mexique	-	-	1	1
Etats-Unis	7	1	3 (1)	438 (12)
AMÉRIQUE DU SUD				
Argentine	1	-	-	67
Brésil	4	1	-	540
Pérou	(1)	-	-	(357)
AFRIQUE				
Afrique du Sud	1 (1)	-	1	235 (387)
TOTAL	47 (7)	15 (1)	32 (6)	10,859 (2,460)

Les chiffres entre parenthèses font référence aux « sociétés associées et coentreprises ». Quand un site dispose à la fois de sites de production et de bureaux (p. ex. Hanau, Allemagne), il est uniquement repris dans les sites de production. Certains sites de production et centres R&D/techniques se situent sur le même site, mais sont comptés séparément.

S3 ENGAGEMENT DE TOUS

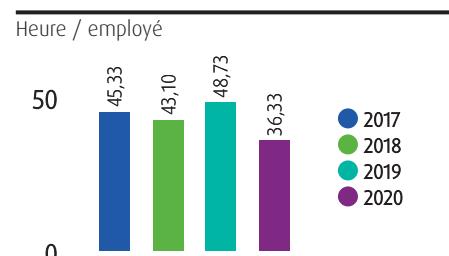
DONNÉES DU GROUPE

unité	2016	2017	2018	2019	2020
Employés ayant une évaluation annuelle	% de l'effectif	96,03	98,39	96,15	94,00
Nombre moyen d'heures de formation par employé	heures/employé	41,49	45,33	43,10	48,73
Nombre moyen d'heures de formation par employé	heures/employé	42,38	46,53	44,68	48,26
- Hommes					37,11
Nombre moyen d'heures de formation par employé	heures/employé	38,28	41,01	37,29	50,48
- Femmes					33,49
Nombre moyen d'heures de formation par employé	heures/employé	41,03	38,54	37,59	43,01
- Cadre					26,98
Nombre moyen d'heures de formation par employé	heures/employé	41,52	46,44	42,94	49,51
- Autre catégorie du personnel					38,62
Taux de départs volontaires	% de l'effectif	4,10	5,03	7,18	5,99
Départs volontaires	nombre	309	404	619	521
- hommes					372
Départs volontaires	nombre	97	70	110	126
- femmes					86

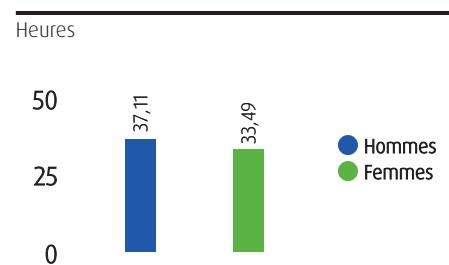
Heures de formation : nombre moyen d'heures de formation par employé, incluant tous les types de formations (formelle, sur le terrain, apprentissage en ligne, etc.) auxquels l'entreprise apporte un appui et qui sont pertinents pour la Business Unit ou l'entreprise. Le nombre total d'heures de formation est divisé par le total des effectifs des sociétés entièrement consolidées.

Départs volontaires : nombre d'employés qui quittent l'entreprise de leur plein gré (hors retraite et échéance d'un contrat à durée déterminée). Ce chiffre concerne les effectifs des sociétés entièrement consolidées.

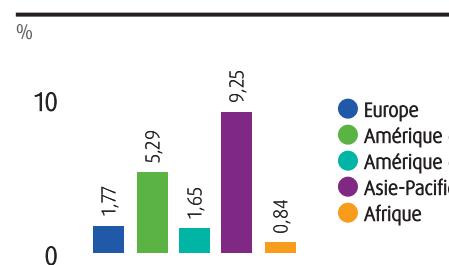
NOMBRE MOYEN D'HEURES DE FORMATION PAR EMPLOYÉ



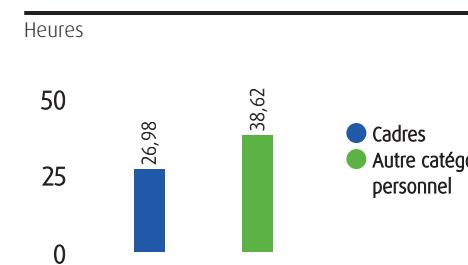
NOMBRE MOYEN D'HEURES DE FORMATION PAR EMPLOYÉ – PAR GENRE



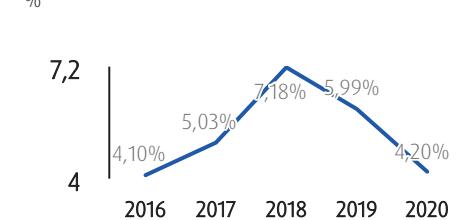
TAUX DE DÉPARTS VOLONTAIRES, PAR RÉGION



NOMBRE D'HEURES MOYEN DE FORMATION PAR CATÉGORIE DE PERSONNEL



TAUX DE DÉPARTS VOLONTAIRES



DONNÉES PAR RÉGION

	unité	Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie-Pacifique	Afrique	Umicore Group
Nombre d'heures moyen de formation par employé	heures/employé	28,94	24,20	95,80	43,26	14,83	36,33
Employés ayant une évaluation annuelle	% de l'effectif	91,71	94,42	100,00	94,80	98,74	93,42
Taux de départs volontaires	% de l'effectif	1,77	5,29	1,65	9,25	0,84	4,20

DONNÉES PAR BUSINESS GROUP

	unité	Catalysis	Energy & Surface Technologies	Recycling	Corporate	Umicore Group
Nombre moyen d'heures de formation par employé	heures/employé	32,73	40,11	38,45	28,32	36,33
Employés ayant une évaluation annuelle	% de l'effectif	97,84	92,43	89,10	95,40	93,42
Taux de départs volontaires	% de l'effectif	4,22	6,72	1,73	1,76	4,20

Heures de formation

En 2020, le nombre d'heures de formation moyen par employé a diminué par rapport à l'année précédente, atteignant 36,33 heures. Globalement, les heures de formation ont principalement été impactées par la COVID-19. Les formations ont été organisées différemment dans la mesure du possible : en petits groupes respectant la distanciation sociale, et via des formations en ligne. Une partie des formations a été reportée ou annulée. Les heures de formation ont diminué dans toutes les régions, sauf en Amérique du Sud où elles ont augmenté au Brésil. C'est principalement dû à un nombre élevé d'heures de formation « sur le terrain » pour les employés qui ont été engagés, ont changé de fonction ou ont assumé des responsabilités supplémentaires sur certains sites. Le nombre d'heures « sur le terrain » varie selon la fonction, la complexité des procédés et des tâches. Les heures de formation pour la « formation sur le terrain » ne sont pas collectées ni enregistrées de manière systématique sur tous les sites.

Les données indiquent que les heures de formation des managers (26,98 heures) sont inférieures à celles des autres catégories de personnel (38,62 heures).

Évaluation Annuelle

En 2020, 93,42 % des employés des sociétés entièrement consolidées ont passé au moins une fois sur l'année un entretien d'évaluation pour évoquer leur évolution de carrière.

Départs volontaires

En 2020, le taux de départs volontaires est tombé à 4,20 % (5,99 % en 2019). Malgré une baisse dans toutes les régions, on observe toujours des différences régionales significatives, l'Asie-Pacifique affichant le taux de départs volontaires le plus élevé (9,25 %) et l'Afrique le plus bas (0,84 %). Le taux élevé de départs volontaires en Asie-Pacifique n'est pas propre à Umicore. Il s'explique notamment par la grande compétitivité et souplesse du marché de l'emploi.

Départs volontaires - Par genre

Parmi les 4,20 % de départs volontaires dans le monde, 18,78 % concernaient des femmes, contre 19,47 % en 2019.

S4 RELATIONS AVEC LES EMPLOYÉS

DONNÉES DU GROUPE

	unité	2016	2017	2018	2019	2020
Employés représentés par un syndicat ou couverts par une convention collective de travail	% de l'effectif	69,41	65,41	64,49	65,60	66,38

DONNÉES PAR RÉGION

	unité	Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie-Pacifique	Afrique	Umicore Group
Employés représentés par un syndicat ou couverts par une convention collective de travail	% de l'effectif	86,14	3,32	90,61	40,18	35,74	66,38

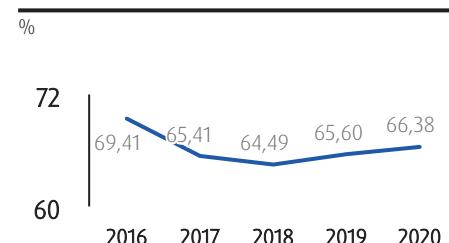
DONNÉES PAR BUSINESS GROUP

	unité	Catalysis	Energy & Surface Technologies	Recycling	Corporate	Umicore Group
Employés représentés par un syndicat ou couverts par une convention collective de travail	% de l'effectif	48,29	61,18	87,69	79,22	66,38

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL ET SYNDICATS

Au total, 66,38 % des employés d'Umicore sont syndiqués et/ou leurs salaires sont négociés dans le cadre d'une convention collective de travail. À l'échelon régional, on observe des disparités notables en termes de représentation syndicale, la représentation la plus élevée revenant à l'Amérique du Sud et à l'Europe, la plus faible à l'Amérique du Nord.

EMPLOYÉS REPRÉSENTÉS PAR UN SYNDICAT OU COUVERTS PAR UNE CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL



CONVENTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

En 2007, Umicore a signé une Convention de développement durable avec le syndicat international IndustriALL, qui a été renouvelée en 2015 et en 2019 pour une période de quatre ans. Dans ce cadre, Umicore s'engage à respecter une série de principes, dont l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé, la liberté d'association des travailleurs et le droit de négocier des conventions collectives de travail.

Tous les sites font l'objet d'un contrôle annuel interne. Selon ce dernier, aucun des sites d'Umicore ne présente un risque particulier de non-respect des principes dudit accord.

S5 CODE DE CONDUITE

Depuis 2011, Umicore établit un rapport interne systématique à l'échelle du Groupe, concernant le non-respect des principes du Code de conduite. Au total, 35 cas ont été signalés en 2020, impliquant 45 employés. Le type d'action prise varie de la lettre d'avertissement au licenciement.

S6 APPROCHE DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ

La note d'orientation EHS du Groupe (ci-après " note d'orientation EHS ") constitue le système central de gestion EHS d'Umicore. Elle décrit les exigences et les attentes du Groupe en matière d'environnement, de santé et de sécurité. Elle est basée sur " The Umicore Way " et fournit un cadre aux business units et aux sites pour sa mise en œuvre. La structure de la note d'orientation est cohérente avec les systèmes de gestion ISO 14001 et OHSAS 18001 et fait explicitement référence à ces cadres. La note d'orientation EHS sert de base au programme d'audit EHS de l'entreprise, qui se concentre à la fois sur la conformité à la note d'orientation et sur la conformité aux lois et réglementations locales pertinentes en matière d'environnement, de santé et de sécurité. Les unités opérationnelles (BU) et les sites élaborent un plan

d'action clair sur les domaines d'amélioration identifiés et le Corporate EHS **assure le suivi de ce plan d'action** pour garantir une progression adéquate et une réalisation dans les délais.

Comme stipulé dans la note d'orientation EHS :

- Les BU et les sites d'Umicore sont responsables de la traduction de la note d'orientation EHS **dans leurs propres systèmes et procédures de gestion EHS tout en respectant les exigences et les attentes définies dans la note d'orientation EHS.**
- Les BU et les sites d'Umicore sont responsables de l'identification des risques et des impacts de leurs activités, dans des conditions opérationnelles normales et dans des situations d'urgence potentielles. Ces évaluations comprennent le potentiel de symptômes et de maladies liés à l'activité professionnelle, les dangers, les blessures dues à des accidents et la toxicité ou l'écotoxicité des substances chimiques. Chaque site doit disposer d'un processus permettant d'évaluer et de documenter les aspects et les impacts de ses activités qui sont liés à la fois au lieu de travail et à l'environnement, y compris les activités des sous-traitants travaillant sur les sites d'Umicore.
- Le personnel EHS d'Umicore Corporate, en consultation avec les BU et les sites, donne des conseils sur les normes EHS spécifiques à l'entreprise, y compris les valeurs cibles biologiques, les objectifs de sécurité et d'exposition professionnelle.
- Chaque BU et site développe une politique de sécurité en accord avec la politique de sécurité du groupe. Le système de gestion de la santé et de la sécurité doit garantir que les employés, les sous-traitants et les visiteurs sont protégés contre les effets nocifs du travail avec des produits chimiques, des procédés ou des machines. Le système comprend l'évaluation des risques potentiels sur le lieu de travail, des procédures opérationnelles pour les employés et les sous-traitants, des programmes de formation sur les risques liés aux produits chimiques, aux processus, à la prévention et à la sécurité, la communication des risques pour les employés et les sous-traitants concernant les potentiels d'exposition, les systèmes de contrôle, les situations d'urgence et les risques spécifiques pour la santé, le besoin d'équipements de protection individuelle, l'ergonomie, le stockage, le chargement et le déchargement de produits dangereux, les programmes de protection des machines pour protéger les travailleurs contre l'exposition aux pièces mobiles, la sécurité électrique, les permis de travail et les programmes de verrouillage et d'étiquetage pour protéger les employés ou les sous-traitants travaillant à proximité d'équipements pendant les activités de réparation ou de maintenance, etc.
- Umicore a mis en place sur ses sites une pratique de compétence en matière de risques conçue pour permettre aux travailleurs d'évaluer les dangers et les risques sur le lieu de travail et d'en faire part à leur superviseur. Les travailleurs, en coordination avec le superviseur, peuvent suggérer des options de gestion des risques qui peuvent inclure l'arrêt d'un travail, sa réévaluation et l'ajout de nouvelles mesures avant de reprendre le travail si nécessaire.
- Tous les sites doivent disposer d'un programme écrit d'hygiène du travail et de santé au travail. Les sites sont encouragés à mettre en œuvre des programmes préventifs spécifiques, par exemple autour

de l'arrêt du tabac ou de la prévention des risques professionnels résultant de la consommation de drogues et d'alcool, et doivent fournir un accès aux services de santé au travail par l'intermédiaire d'un médecin du travail agréé ou d'une autre organisation de santé au travail.

- Tous les nouveaux employés suivent une formation d'initiation à la santé et à la sécurité du Groupe pendant la phase initiale de leur emploi. Des plans de formation spécifiques sont élaborés pour les nouveaux employés et les employés temporaires (y compris les cadres et les employés des sous-traitants).
- Chaque accident, incident ou quasi-accident important doit faire l'objet d'une enquête et des mesures de contrôle doivent être prises pour éviter qu'il ne se reproduise. En outre, l'enquête doit indiquer où et pourquoi le système de gestion EHS a échoué et consigner les mesures appropriées recommandées. Les sous-traitants sont tenus d'enquêter sur les accidents et incidents survenus dans les locaux d'Umicore, lorsqu'ils ne sont pas traités par le site d'Umicore. La politique de sécurité du Groupe prévoit une enquête sur les incidents dans une "atmosphère sans reproche".

Umicore s'est également engagée à assurer la santé et la sécurité des travailleurs dans le contexte de l'accord-cadre mondial d'IndustriALL. Pour l'accord-cadre mondial IndustriALL d'Umicore, consultez :

 UMICORE.COM/INDUSTRIALL

S7 SANTÉ AU TRAVAIL

Tous les sites industriels consolidés dont Umicore a le contrôle opérationnel sont inclus dans le champ d'application du rapport sur la santé au travail. En 2020, conformément à la procédure du système d'information interne d'Umicore, 56 sites ont été tenus de communiquer leurs données de santé au travail.

Les informations figurant dans cette annexe ne concernent que les employés d'Umicore. Les données relatives à la santé au travail des sous-traitants n'y figurent pas. Pour en savoir plus sur l'approche d'Umicore en matière de santé au travail, rendez-vous au chapitre [Approche managériale](#) et dans la note ci-dessus S6.

DONNÉES DU GROUPE

	unité	2016	2017	2018	2019	2020
Taux d'exposition 'tous biomarqueurs agrégés' ¹	%	3,2	2,7	2,8	1,8	1,6
Taux d'exposition plomb (sang) ²	%	0,5	0,5	2,0	0,9	0,6
Taux d'exposition arsenic (urine) ²	%	2,0	1,0	1,2	0,8	0,8
Taux d'exposition cobalt (urine) ²	%	9,0	6,0	5,0	3,4	2,7
Taux d'exposition cadmium (urine) ²	%	1,4	0,7	0,5	0,2	0,2
Taux d'exposition nickel (urine) ²	%	2,0	1,4	2,6	1,8	2
Taux d'exposition indium (sang) ²	%	11,3	14,2	2,8	1,9	1,6
Travailleurs avec sensibilisation aux sels de platine	nombre	1	1	3	1	1
Travailleurs avec une perte auditive due au bruit	nombre	4	0	0	5	3
Travailleurs avec dermatites de contact	nombre	0	2	3	4	0
Travailleurs avec asthme professionnel dû à d'autres substances	nombre	0	0	0	0	1
Travailleurs avec troubles musculosquelettiques	nombre	7	8	6	8	1

1 Rapport entre le nombre de résultats de surveillance dépassant la valeur cible d'Umicore, définie pour les substances dangereuses concernées, et le nombre total de résultats de surveillance.

2 Le ratio d'exposition d'un métal spécifique est défini comme le rapport entre le nombre de travailleurs dont le résultat de la surveillance biologique dépasse la valeur cible d'Umicore pour ce métal spécifique et le nombre total de travailleurs exposés à ce métal. Les valeurs cibles d'Umicore sont basées sur des données scientifiques récentes évaluées par des pairs et régulièrement réévaluées dans le contexte de nouvelles preuves.

L'objectif d'Umicore pour 2020 était de n'enregistrer aucun dépassement des biomarqueurs d'exposition pour les métaux ci-dessous. Les valeurs limites suivantes ont été définies :

- **Cadmium** : 2 microgrammes par gramme de créatinine dans les urines.
- **Plomb** : 30 microgrammes par 100 millilitres de sang.
- **Cobalt** : 15 microgrammes par gramme de créatinine.
- **Indium** : 1 microgramme par litre de plasma sanguin.
- **Arsenic et nickel** : 30 microgrammes par gramme de créatinine dans les urines.
- **Sels de platine** : aucun nouveau cas de sensibilisation.

Le nombre de maladies professionnelles correspond au nombre d'employés chez qui, pendant l'année rapportée, on a diagnostiqué une nouvelle maladie professionnelle ou des symptômes liés au travail.

Même si la pandémie de la COVID-19 a retardé certaines campagnes de contrôle biologique au cours du 1^{er} semestre, tous les employés avaient été soumis, fin 2020, à un programme complet, comme l'exigent les principes directeurs internes d'Umicore en matière de santé.

En 2020, 7 406 procédures d'échantillonnages biologiques ont été réalisées au total chez des employés exposés à au moins un des métaux susmentionnés (à l'exception des sels de platine). 122 relevés ont révélé un résultat dépassant la valeur limite interne, ce qui porte le taux de dépassement total à 1,6 %, contre 1,8 % en 2019. Tous les employés exposés professionnellement font l'objet d'un suivi régulier par un médecin du travail, conformément aux exigences réglementaires et aux directives d'Umicore en matière de santé au travail.

PLOMB

L'exposition professionnelle au plomb représente un risque sanitaire potentiel, principalement au sein du business group Recycling. Au total, 8 des 1 385 employés exposés professionnellement ont dépassé la valeur limite de 30 µg/100 ml, ce qui porte le taux de dépassement pour le plomb à 0,6 %, contre 0,9 % en 2019.

La baisse des dépassements est le fruit de mesures d'hygiène améliorées en permanence sur le lieu de travail à l'usine de Hoboken (Belgique, Recycling). Le site a amélioré ses systèmes de ventilation, tandis que les instructions et formations ont conduit à une meilleure conformité aux exigences en matière d'équipement de protection individuelle.

ARSENIC

L'exposition professionnelle à l'arsenic est possible dans les business groups Energy & Surface Technologies et Recycling. Au total, 8 employés, soit 0,8 % des 967 travailleurs exposés professionnellement, ont dépassé la valeur limite en 2020, le même taux de dépassement qu'en 2019.

Tous les travailleurs exposés professionnellement à l'arsenic sont soumis à un programme de suivi médical visant à contrôler de près leur état de santé.

COBALT

Dans l'ensemble, 2 034 employés sont exposés professionnellement au cobalt, principalement au sein du business group Energy & Surface Technologies. Le nombre d'employés dépassant la valeur limite a encore été réduit en 2020 pour atteindre 55, soit un taux de dépassement de 2,7 %, contre 3,4 % en 2019.

Dans la Business Unit Rechargeable Battery Material, nous avons observé un taux de dépassement de 1,2 % en 2020, soit le même qu'en 2019.

Les dépassements dans la Business Unit Cobalt & Specialty Materials ont diminué, passant de 11,1 % en 2019 à 10,5 % en 2020.

Les sites de Cheonan (Corée, Rechargeable Battery Materials) et de Jiangmen (Chine, Rechargeable Battery Materials) ont poursuivi et maintenu leur plan de gestion complet « zéro poussière ». Au cours du dernier trimestre 2020, le site de Cheonan a atteint un taux zéro de dépassement lors de la campagne de contrôle biologique. Ce programme « zéro poussière » se concentre sur des améliorations de l'équipement et le comportement des employés. Citons parmi les actions concrètes des programmes de sensibilisation, des campagnes régulières sur l'hygiène industrielle, un excellent entretien ménager et une amélioration de la maintenance des équipements critiques.

La Business Unit Cobalt & Specialty Materials continue à développer son programme de réduction des poussières axé sur les améliorations techniques, l'encapsulation des équipements, l'amélioration des systèmes de ventilation et l'application stricte des procédures d'équipement de protection individuelle, y compris les essais d'ajustement des masques respiratoires pour chaque employé exposé. Même si des progrès ont été réalisés ces dernières années, les sites d'Olen (Belgique, Energy & Surface Technologies), de Fort Saskatchewan (Canada, Energy & Surface Technologies) et de Grenoble (France, Energy & Surface Technologies) continuent d'afficher les taux de dépassement les plus élevés.

Pour les travailleurs exposés au cobalt, les Business Units Cobalt & Specialty Materials et Rechargeable Battery Materials ont toutes les deux mis en place les principes directeurs d'Umicore en matière de santé au travail pour le cobalt, en incluant un contrôle biologique et un suivi médical. Pour le site de Jiangmen (Chine, Energy & Surface Technologies), le personnel médical du nouveau centre de santé au travail a été affecté, et a mis en œuvre un programme de santé et d'hygiène relatif au cobalt, conformément aux directives internes d'Umicore et dans le respect des exigences réglementaires chinoises.

CADMIUM

L'exposition professionnelle au cadmium représente un risque sanitaire potentiel dans les business groups Energy & Surface Technologies et Recycling. La concentration de cadmium dans les urines est un excellent biomarqueur de l'exposition à long terme. En 2020, 449 employés ont été professionnellement exposés au cadmium.

Seul un employé a présenté un dépassement de la valeur limite de cadmium dans les urines. Cela revient donc à un taux de dépassement de 0,2 %, comme en 2019.

NICKEL

Les business groups Energy & Surface Technologies et Recycling présentent une exposition professionnelle au nickel. En 2020, 2 380 employés ont été exposés au nickel. En 2020, 47 des travailleurs exposés ont dépassé la valeur limite, ce qui a donné un taux de dépassement de 2,0 %, contre 1,8 % en 2019.

Au sein de la Business Unit Rechargeable Battery Materials, nous avons enregistré une hausse des dépassements de 0,9 % en 2019 à 2,4 % en 2020, qui s'explique principalement par l'exposition accrue sur le site de Jiangmen (Chine, Energy & Surface Technologies). L'augmentation des volumes de production et une conformité moindre à la politique du site en matière d'équipements de protection individuelle ont contribué à l'augmentation du nombre de dépassements. Le site intensifie ses programmes de formation pour les nouvelles recrues et continue à investir dans les améliorations techniques.

Les dépassements dans la Business Unit Cobalt & Specialty Materials ont diminué considérablement, passant de 12,2 % en 2019 à 5,5 % en 2020. Même si la fermeture du site de Wickliffe (États-Unis, Energy & Surface Technologies) a contribué significativement à cette diminution, les programmes de gestion des poussières sur les sites de Subic (Philippines, Energy & Surface Technologies) ont encore renforcé cette tendance.

Pour les employés exposés au nickel, les Business Units Cobalt & Specialty Materials et Rechargeable Battery Materials ont toutes les deux mis en place les principes directeurs d'Umicore en matière de santé au travail pour le nickel, en incluant un contrôle biologique et un suivi médical. Pour le site de Jiangmen (Chine, Energy & Surface Technologies), le personnel médical du nouveau centre de santé au travail a été affecté, et a mis en œuvre un programme de santé et d'hygiène relatif au nickel, conformément aux directives internes d'Umicore et dans le respect des exigences réglementaires chinoises.

INDIUM

Le business group Energy & Surface Technologies présente un risque d'exposition à l'indium. La concentration d'indium dans le plasma est un excellent biomarqueur de l'exposition à long terme.

En 2020, 191 employés ont été exposés à l'indium. 3 employés affichaient un dépassement de la valeur limite d'indium dans le plasma sur le site de Balzers (Liechtenstein, Energy & Surface Technologies), soit un taux de dépassement de 1,6 %, contre 1,9 % en 2019. L'ensemble de ces travailleurs avait une exposition actuelle ou antérieure à un poste de soudure. Les conditions de travail à ces postes ont été améliorées et un programme de surveillance médicale poussé a été mis en œuvre, conformément aux directives sur la santé au travail d'Umicore.

SELS DE PLATINE

Les business groups Catalysis et Recycling ont des postes de travail qui présentent une exposition aux sels de platine.

En 2020, un nouveau diagnostic de sensibilisation aux sels de platine a été posé sur le site de Hoboken (Belgique, Recycling). L'employé a été écarté du poste. Tous les employés exposés aux sels de platine font l'objet d'une surveillance dans le cadre d'un programme de santé au travail suivant les principes directeurs d'Umicore, et passent régulièrement des examens pour détecter la sensibilisation aux sels de platine.

AUTRES MALADIES LIÉES À L'EXPOSITION PROFESSIONNELLE

En 2020, un employé a développé des troubles musculosquelettiques d'origine professionnelle. 3 employés ont développé une perte auditive due au bruit. Tous les individus concernés font l'objet d'un suivi par le médecin du travail.

Ces dernières années, Umicore a été confrontée à plusieurs cas de burn-out (épuisement au travail) qui ont entraîné des congés de maladie de longue durée ayant un impact autant sur l'individu que sur l'organisation. Les sites Umicore belges poursuivent leur programme qui consiste en une prévention primaire du burn-out conjuguée à un diagnostic précoce des symptômes et à une assistance pour la gestion des cas. Citons parmi les actions concrètes des campagnes de sensibilisation par le biais de dépliants, des e-learnings, des ateliers, des formations pour superviseurs et managers, et un coaching individuel en cas de symptômes de burn-out. Des programmes similaires ont été mis en place sur les sites d'Umicore dans d'autres pays, tels que l'Allemagne.

Au cours des périodes de confinement qui ont suivi la pandémie, bon nombre d'employés de bureau ont dû télétravailler pendant de plus longues périodes. De nombreux sites ont pris des mesures pour assurer le bien-être de leurs employés. Ces mesures comprenaient des contacts virtuels réguliers entre les membres d'une équipe, des dépliants sur l'intranet de l'entreprise avec des conseils et astuces pour organiser le télétravail, des événements sociaux en ligne, etc.

S8 SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Pour 2020, 92 sites consolidés, dont 58 sites industriels, sont inclus dans le rapport sur la sécurité. Ce chiffre inclut également les bureaux commerciaux.

Pour en savoir plus sur l'approche d'Umicore en matière de sécurité, rendez-vous au chapitre [Approche managériale](#) et dans la note ci-dessus S6.

Les informations figurant dans cette annexe ne concernent que les employés d'Umicore. Les données relatives à la sécurité au travail des sous-traitants sont communiquées séparément. Umicore a pour objectif d'éradiquer les accidents de travail.

DONNÉES DU GROUPE

	unité	2016	2017	2018	2019	2020
Accidents mortels	nombre	1	0	0	0	1
Accidents mortels sous-traitants	nombre	0	0	1	0	0
Accidents avec arrêt de travail	nombre	59	51	61	90	49
Accidents avec arrêt de travail sous-traitants	nombre	15	22	21	25	17
Taux de fréquence		3,34	3,01	3,36	4,6	2,5
Jours calendaires perdu	nombre	9.848	1.590	1.830	3.893	9.176
Taux de sévérité		0,56	0,09	0,10	0,2	0,5
Blessures déclarables (RI)	nombre	127	138	158	158	119
Taux de fréquence RI		6,78	8,15	8,70	8,07	6,13
Taux des sites sans accidents avec arrêt de travail / total des sites ayant rapporté	%	84	84	84	83	83
Sites certifiés OHSAS 18001	%	41,7	51,0	51,9	52,6	54,4

Employé d'Umicore : individu qui fait partie de l'effectif total d'Umicore. Un employé d'Umicore peut être employé à temps plein, à temps partiel ou sous contrat temporaire.

Sous-traitant : individu ne faisant pas partie de l'effectif total d'Umicore, qui fournit des services à cette dernière sur l'un de ses sites, conformément à un contrat.

Accident mortel : accident du travail ayant entraîné la mort.

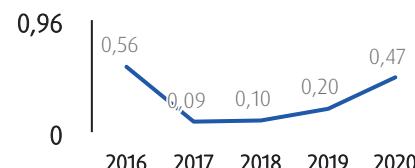
Accident avec arrêt de travail : accident de travail entraînant plusieurs jours d'incapacité de travail.

Blessure déclarable : accident de travail nécessitant plusieurs interventions de premiers soins ou un programme de travail adapté, à l'exclusion des accidents avec arrêt de travail.

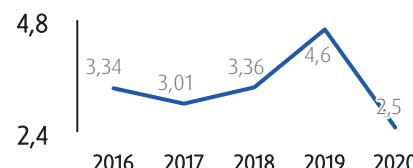
Taux de fréquence : nombre d'accidents avec arrêt de travail par million d'heures travaillées.

Taux de gravité : nombre de jours civils d'incapacité découlant d'un accident avec arrêt de travail par millier d'heures travaillées. Les accidents durant les déplacements vers et depuis le lieu de travail ne sont pas pris en compte dans les données de sécurité.

TAUX DE SÉVÉRITÉ



TAUX DE FRÉQUENCE



DONNÉES PAR RÉGION

unité	Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie-Pacifique	Afrique	Umicore Group
Accidents avec arrêt de travail	38	4	1	6	0	49

DONNÉES PAR BUSINESS GROUP

unité	Catalysis	Energy & Surface Technologies	Recycling	Corporate	Umicore Group
Accidents mortels	nombre	0	1	0	0
Accidents avec arrêt de travail	nombre	7	8	34	0
Jours calendrier perdus	nombre	82	7.768	1.326	0
					9.176

Une analyse de sensibilité des chiffres de sécurité a démontré que les périodes de confinement ne modifiaient pas de manière significative le nombre d'heures d'exposition, un indicateur utilisé pour calculer les taux de fréquence et de gravité du groupe.

En 2020, 49 accidents avec arrêt de travail ont été enregistrés, contre 90 en 2019. Le taux de fréquence est donc passé de 4,62 en 2019 à 2,52 en 2020.

La satisfaction que nous aurions pu tirer de la réduction du nombre d'accidents avec arrêt de travail est anéantie par l'accident mortel survenu sur le site de Subic (Philippines, Energy & Surface Materials). Un employé a été grièvement blessé lors de l'utilisation d'un chariot élévateur. Il a été transféré à l'hôpital pour une opération chirurgicale d'urgence, mais il a succombé à ses blessures une semaine plus tard. Des mesures immédiates ont été prises pour empêcher ce type de manipulation de chariots élévateurs et une alerte de sécurité mondiale a été envoyée à toutes les Business Units avec des instructions claires et des échéances pour la mise en œuvre d'un plan d'amélioration détaillé sur les chariots élévateurs motorisés, les machines fixes et les équipements.

Au total, 9 176 jours civils ont été perdus en raison d'accidents avec arrêt de travail, y compris les 7 500 jours perdus par défaut à la suite de l'accident mortel, ce qui a donné un taux de gravité de 0,47, soit plus du double par rapport à 2019.

119 accidents déclarables ont été notés, contre 158 en 2019. Le taux de fréquence des blessures déclarables a atteint 6,13 en 2020, contre 8,07 en 2019. 17 accidents avec arrêt de travail ont été enregistrés pour les sous-traitants, contre 25 en 2019.

En 2020, 83 % des sites déclarants opérationnels toute l'année n'ont recensé aucun accident avec arrêt de travail. 54,4 % des sites sont certifiés OHSAS 18001, le système de gestion de la santé et de la sécurité au travail, ou ISO 45001.

38 accidents avec arrêt de travail, soit 77 % de leur total, se sont produits en Europe. Sur ce total, 28 ont eu lieu sur des sites belges et 6 sur des sites allemands. Les sites d'Asie-Pacifique ont fait l'objet de 6 accidents. 4 accidents avec arrêt de travail ont eu lieu sur des sites nord-américains et 1 sur un site sud-américain.

Umicore n'a enregistré que 14 accidents avec arrêt de travail au cours du 1^{er} semestre (du 1^{er} janvier au 30 juin). Nous pensons que la pandémie de la COVID-19 a pu conduire à une surveillance accrue des conditions de travail par tous les employés afin de se protéger et de protéger leurs collègues contre une éventuelle infection sur le lieu de travail. De plus, le style de communication cohérent et plus éducatif sur les mesures de santé et d'hygiène devant être prises par les sites peut également avoir contribué à une prise de conscience accrue des risques.

En 2020, le business group Catalysis a enregistré 7 accidents avec arrêt de travail, contre 11 en 2019. Suite à une enquête sur la culture de sécurité à la fin de 2019, la Business Unit Automotive Catalysts a mis en œuvre des actions supplémentaires de comportement en matière de sécurité, notamment des projets de compétence en matière de risques sur plusieurs de ses sites. Tous les sites de production d'Automotive Catalysts doivent avoir la certification ISO 45001 ou le système de management certifié OHSAS 18001. À la fin de l'année, le site de Tsukuba (Japon) a enregistré plus de 10 ans sans accident.

avec arrêt de travail ni accident déclarable impliquant du personnel Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants sur site. Les sites de Port Elizabeth (Afrique du Sud), Himeji (Japon) et Rayong (Thaïlande) n'ont connu aucun accident avec arrêt de travail ou accident déclarable impliquant du personnel Umicore et aucun accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants depuis plus de 5 ans. Les sites d'Auburn Hills (États-Unis), de Karlskoga (Suède), de Shirwal (Inde) et de Tokoname n'ont plus connu d'accident avec arrêt de travail ou d'accident déclarable impliquant du personnel d'Umicore, ni d'accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants depuis plus de 3 ans.

Le business group Energy & Surface Technologies a enregistré 8 accidents avec arrêt de travail, contre 14 en 2019. Les sites ont poursuivi le déploiement de leurs actions de sécurité autour de 3 piliers principaux : « les hommes », « les machines » et « les méthodes ». À la fin de l'année, les sites de Dundee (Royaume-Uni) et de Tsukuba (Japon) se sont distingués par des résultats excellents et constants en matière de sécurité, puisqu'ils affichent plus de 10 ans sans accident avec arrêt de travail ou accident déclarable impliquant du personnel Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants. Le site de Balzers (Liechtenstein) a enregistré plus de 5 ans sans accident avec arrêt de travail ni accident déclarable impliquant du personnel Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants. Les sites de Manaus (Brésil), Hsinchu Hsien (Taïwan), La Vergne et Quapaw (États-Unis) ont enregistré plus de 3 ans sans accident avec arrêt de travail ni accident déclarable impliquant du personnel Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants.

Le business group Recycling a enregistré 34 accidents avec arrêt de travail, contre 62 en 2019. Le site de Hoboken (Belgique, Recycling) a enregistré 27 accidents avec arrêt de travail, contre 57 en 2019. Le site a poursuivi la mise en œuvre du plan d'action « Safety @ Precious Metals Refining » dirigé par un comité de pilotage composé de cadres supérieurs. En 2020, le site a notamment intensifié les visites d'observation de la sécurité par tous les responsables et superviseurs. À la fin de l'année, le site de Markham (Canada) et le site UMS de Bangkok (Thaïlande) ont enregistré 3 ans sans accident avec arrêt de travail ni accident déclarable impliquant du personnel Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants.

Il n'y a pas eu d'accidents avec arrêt de travail dans les services généraux et dans les bureaux, dont fait partie Corporate Research & Development.

Umicore est en train de revoir sa stratégie et ses actions de sécurité mondiales sous la direction d'un Group Safety Director récemment engagé.

S9 SÉCURITÉ DES PROCÉDÉS

En 2020, les activités de sécurité des procédés du Groupe Umicore se sont concentrées sur l'exécution d'études d'évaluation des risques des procédés afin de s'assurer que l'ensemble de nos procédés se situent dans la zone de risque acceptable. À la fin de l'année, plus de 70% des procédés de production avaient fait l'objet d'évaluations spécifiques des risques et dangers liés aux procédés, conformes aux normes d'Umicore, contre 60% en 2019. Un calendrier détaillé a été établi pour la réalisation des études restantes dans les années à venir, la priorité étant accordée aux procédés assortis de profils à haut risque.

En raison des restrictions de voyage et de rassemblement en 2020, un programme alternatif d'audits à distance pour la conformité de la sécurité des procédés et l'examen de la qualité des évaluations des risques des procédés a été mis en place.

Umicore a poursuivi son programme de formation en matière de sécurité des procédés en 2020, organisant des sessions de formation en ligne pour les dirigeants HAZOP et des webinaires sur la sécurité de l'hydrogène.

Suite à un incendie majeur sur le site de production à Hoboken, un plan d'investissement incendie a été mis en place en collaboration avec des experts indépendants en matière de risques d'incendie et la compagnie d'assurance incendie. Le site a intensifié les inspections en matière d'incendie et la planification des interventions d'urgence en étroite collaboration avec les autorités locales.

À propos du rapport

Ce rapport annuel offre une vue complète et intégrée des performances économiques, financières, environnementales, de la chaîne de valeur et sociales d'umicore en 2020.

Ce rapport se présente en 2 parties : une revue annuelle qui se concentre sur les aspects clés de notre performance par rapport à notre stratégie Horizon 2020 et les états financiers, socio-environnementaux, de la chaîne de valeur et de gouvernance, ainsi que les annexes. Tous les éléments du Rapport annuel sont consultables sur annualreport.umincore.com

APPROCHE INTÉGRÉE

Ce rapport annuel a pour principale mission d'illustrer notre approche stratégique intégrée, qui réunit des objectifs économiques, de la chaîne de valeur et socio-environnementaux. Cette approche est axée sur les éléments du cadre de référence international portant sur le reporting intégré développé par l'International Integrated Reporting Council (IIRC), exigeant une publication et analyse plus détaillée des facteurs importants qui influencent nos activités, ainsi que les risques et possibilités liées à notre stratégie Horizon 2020.

Umicore a aligné le rapport d'entreprise sur les exigences en matière de rapport non-financier énoncées à l'article 3:32, §2 du Code belge des sociétés et des associations.

PÉRIMÈTRE DE REPORTING

Ce rapport rend compte de nos activités pour l'exercice financier correspondant à l'année civile 2020, faisant état des progrès à l'aune des objectifs de notre stratégie Horizon 2020. Les chapitres dans le rapport de gouvernance et d'activité décrivent l'envergure de l'ensemble des objectifs et la méthodologie utilisée dans la formulation des indicateurs de performance. Quand les données sont disponibles, les indicateurs de performance sont présentés avec un historique de 5 ans. Au niveau économique, le rapport porte sur les activités intégralement consolidées. Les états financiers tiennent aussi compte des contributions financières de l'ensemble des sociétés associées et des co-entreprises. Au niveau socio-environnemental, le rapport se limite aux entités entièrement consolidées. Les écarts éventuels sont commentés dans le chapitre correspondant ou dans les annexes.

DONNÉES

Les données économiques et financières sont recueillies dans le cadre de notre processus de gestion et consolidation financière. Les données socio-environnementales sont recueillies par des systèmes de

gestion de ces données et intégrées dans un outil de reporting centralisé, avec les données économiques et financières.

CERTIFICATION

Ce rapport a été vérifié en toute indépendance par PwC Réviseurs d'Entreprises (PwC).

L'audit des informations financières réalisé par PwC se fonde sur l'ensemble des états financiers consolidés IFRS, sur lesquels elle a émis une opinion sans réserve. Voir les [états financiers consolidés IFRS\(p. 110\)](#) et le [rapport du commissaire aux comptes\(p. 220\)](#). Les données sociales, de la chaîne de valeur et environnementales reprises dans ce document sont préparées sur base des mêmes principes de celles qui ont été utilisées pour préparer les rapports [d'activité social\(p. 203\)](#), [d'activité environnemental\(p. 192\)](#) et [d'activité de la chaîne de valeur\(p. 185\)](#). Le rapport du commissaire indépendant établi par PwC sur les rapports sociaux et environnementaux figure en page [\(p. 220\)](#) de ce rapport. Le Rapport fait l'objet d'une vérification externe et a été établi en conformité avec les normes GRI Standards : critères essentiels. Un index GRI peut être consulté en page [\(p. 217\)](#). La Global Reporting Initiative (GRI) est une organisation en réseau, pionnière dans l'élaboration du cadre de reporting socio-environnemental le plus utilisé au monde.

PRESENTATION & FEEDBACK

Umicore souhaite améliorer son reporting moyennant l'implication et le dialogue continu avec les parties prenantes. Les principaux éléments sociaux du rapport sont présentés aux syndicats internationaux lors du comité de contrôle commun organisé en mars. Le document complet est présenté aux actionnaires lors de l'Assemblée Générale annuelle, fin avril. Umicore s'engage aussi à tenir compte, dans ses cycles de reporting à venir, de tous les points d'amélioration relevés par le commissaire indépendant (PwC). Nous encourageons les lecteurs à nous faire part de leurs commentaires à propos des versions imprimées et électroniques du rapport. Les commentaires reçus concernant nos rapports antérieurs ont été pris en compte dans la préparation de ce rapport.

Pour donner votre avis sur ce rapport, visitez: [!\[\]\(93496360eb28e7393d5a5ac6ba40cfee_img.jpg\) UMICORE.COM/AR-FEEDBACK](http://UMICORE.COM/AR-FEEDBACK)

Index du contenu GRI

RÉFÉRENCE DU INDICATEUR	PAGES DE RÉFÉRENCE DANS LE RAPPORT ANNUEL 2020
STANDARD GRI	
GRI 102 : INFORMATIONS GÉNÉRALES	
102-1 Nom de l'organisation	Couverture avant
102-2 Activités, marques, produits et services	A propos d'Umicore(p. 3) ; Umicore en un coup d'œil(p. 5) ; Modèle d'entreprise(p. 10)
102-3 Localisation du siège	Intérieur de la couverture arrière ; couverture arrière
102-4 Lieu des opérations	Umicore en un coup d'œil(p. 5) ; Rapport d'activité social : S2(p. 204)
102-5 Propriété et forme juridique	Couverture arrière
102-6 Marchés desservis	A propos d'Umicore(p. 3) ; Umicore en un coup d'œil(p. 5) ; Performance économique(p. 29)
102-7 L'échelle de l'organisation	Umicore en un coup d'œil(p. 5) ; Rapport d'activité social : S2(p. 204) ; Etats financiers : bilan consolidé(p. 112)
102-8 Informations sur les employés et autres travailleurs	Rapport d'activité social : S2(p. 204) ;
102-9 Chaîne d'approvisionnement	Chaîne de valeur et société(p. 39) , Rapport d'activité sur la chaîne de valeur : V2(p. 186) - V4(p. 189)
102-10 Changements significatifs de l'organisation et de sa chaîne d'approvisionnement	Performance économique(p. 29) , Rapport d'activité sur la chaîne de valeur : V4(p. 189)
102-11 Principe ou approche de précaution	Gestion des risques(p. 77)
102-12 Initiatives externes	COSO ; Principes directeurs de l'OCDE ; ILO Human Rights; SRI, FTSE; PACI; GRI; IIRC
102-13 Adhésion à des associations	Engagement des parties prenantes(p. 16)
STRATEGIE	
102-14 Une déclaration du plus haut décideur de l'organisation.	Revue du CEO et du président(p. 13)
102-15 Principaux impacts, risques et opportunités	Gestion des risques(p. 77)
ÉTHIQUE ET INTÉGRITÉ	
102-16 Valeurs, principes, standards et normes de comportement	The Umicore Way ; Code de conduite ; Gestion des risques(p. 77) ; Engagement des parties prenantes(p. 16) ; Rapport de gouvernance d'entreprise : G1(p. 89) , G9(p. 94) ; Rapport d'activité social : S5(p. 209)
102-17 Mécanismes pour les conseils et les préoccupations en matière d'éthique	Code de conduite ; Rapport d'activité social : S5(p. 209)
GOUVERNANCE	
102-18 Structure de gouvernance	Rapport de gouvernance d'entreprise : G2(p. 89) , G4(p. 90) , G5(p. 92) ; Approche managériale(p. 72)

102-19	Délégation de pouvoirs	Approche managériale(p. 72)
102-20	Responsabilité au niveau de la direction pour les sujets économiques, environnementaux, sociaux et sociétaux.	Conseil de direction ; Approche managériale(p. 72)
102-21	Consulter les parties prenantes sur des sujets économiques, environnementaux, sociaux et sociétaux.	Engagement des parties prenantes(p. 16) ; matérialité(p. 22)
102-22	Composition de l'organe supérieur de gouvernance et de ses comités	Conseil de surveillance(p. 61) ; Rapport de gouvernance d'entreprise : G2(p. 89)
102-23	Président de la plus haute instance de gouvernance	Conseil de surveillance(p. 61) ; Rapport de gouvernance d'entreprise : G2(p. 89)
102-24	Nomination et sélection de l'organe supérieur de gouvernance	Rapport de gouvernance d'entreprise : G4(p. 90)
102-25	Conflits d'intérêts	Rapport de gouvernance d'entreprise : G7(p. 94) , G9(p. 94) - G11(p. 95) ; Code de conduite ; Charte de gouvernance d'entreprise ; Code de conduite .
102-26	Rôle de la plus haute instance de gouvernance dans la définition de l'objectif, des valeurs et de la stratégie	Rapport de gouvernance d'entreprise : G2(p. 89)
102-27	Connaissance collective de la plus haute instance de gouvernance	Rapport de gouvernance d'entreprise : G4(p. 90)
102-28	Évaluer les performances de la plus haute instance de gouvernance	Rapport de gouvernance d'entreprise : G4(p. 90)
102-29	Identifier et gérer les impacts économiques, environnementaux, sociaux et sociétaux.	Engagement des parties prenantes(p. 16) ; matérialité(p. 22) ; gestion des risques(p. 77) ; principaux risques et opportunités(p. 79) ; Approche managériale(p. 72) .
102-30	Efficacité des processus managériale des risques	gestion des risques(p. 77)
102-31	Revue des sujets économiques, environnementaux et sociaux et sociétaux	principaux risques et opportunités(p. 79) ; Approche managériale(p. 72) ; Rapport de gouvernance d'entreprise : G4(p. 90)
102-32	Rôle de l'organe de gouvernance le plus élevé dans le rapport de durabilité	Approche managériale(p. 72)
102-33	Communiquer les préoccupations critiques	Engagement des parties prenantes(p. 16) ; Rapport de gouvernance d'entreprise : G1(p. 89) , G3(p. 90) , G9(p. 94) - G11(p. 95) ; Charte de gouvernance d'entreprise ; Code de conduite .
102-34	Nature et nombre total des préoccupations critiques	non rapporté
102-35	Politiques de rémunération	Rapport de rémunération(p. 95) ; Charte de gouvernance d'entreprise ; Code de conduite .

102-36	Processus de détermination de la rémunération	Rapport de rémunération(p. 95) ; Charte de gouvernance d'entreprise ; Code de conduite.
102-37	Participation des parties prenantes à la rémunération	Rapport de rémunération(p. 95) ; Charte de gouvernance d'entreprise ; Code de conduite.
102-38	Ratio de la rémunération totale annuelle	non rapporté
102-39	Pourcentage d'augmentation du ratio de la rémunération totale annuelle	non rapporté
IMPLICATION DES PARTIES PRENANTES		
102-40	Liste des groupes de parties prenantes	Engagement des parties prenantes(p. 16)
102-41	Conventions collectives	Rapport d'activité social : S4(p. 209)
102-42	Identifier et sélectionner les parties prenantes	Engagement des parties prenantes(p. 16)
102-43	Approche de l'engagement des parties prenantes	Engagement des parties prenantes(p. 16)
102-44	Principaux sujets et préoccupations soulevés	Engagement des parties prenantes(p. 16) ; matérialité(p. 22)
PRATIQUE DE DÉCLARATION		
102-45	Entités incluses dans les états financiers consolidés	A propos d'Umicore(p. 3) ; Umicore en un coup d'œil(p. 5) ; Performance économique(p. 29) ; Rapport de gouvernance d'entreprise : G2(p. 89) ; États financiers : F5(p. 131), F17(p. 149)
102-46	Définir le contenu du rapport et les limites des sujets	matérialité(p. 22) ; Approche managériale(p. 72)
102-47	Liste des sujets importants	matérialité(p. 22) ; Approche managériale(p. 72)
102-48	Retraitements de l'information	Approche managériale(p. 72) ; Rapport d'activité environnementales : E1(p. 193) ; Rapport d'activité social : S1(p. 204), S6(p. 209), S7(p. 210) ; Rapport d'activité sur la chaîne de valeur : V4(p. 189) ; A propos du rapport(p. 216)
102-49	Changements dans les rapports	A propos d'Umicore(p. 3) ; Umicore en un coup d'œil(p. 5) ; Rapport d'activité environnemental : E1(p. 193), E2(p. 193), E3(p. 196) ; Rapport d'activité sur la chaîne de valeur : V1(p. 185), V2(p. 186), V4(p. 189) ; A propos du rapport(p. 216)
102-50	Période de référence	Couverture avant ; Couverture avant intérieure ; A propos du rapport(p. 216)
102-51	Date du rapport le plus récent	Site web du rapport annuel
102-52	Cycle de rapport	Couverture avant ; Couverture avant intérieure ; Site web du rapport annuel
102-53	Point de contact pour les questions concernant le rapport	Intérieur de la couverture arrière ; natalia.agueros@eu.uminco.com
102-54	Revendications de rapports conformes aux normes de la GRI	Couverture avant intérieure ; A propos du rapport(p. 216)
102-55	Index du contenu de la GRI	Cette section ; A propos du rapport(p. 216)
102-56	Assurance externe	Rapports d'assurance(p. 220)
GRI 103 : APPROCHE DE LA GESTION		
103-1	Explication du sujet matériel et de ses limites	matérialité(p. 22) ; Approche managériale(p. 72)
103-2	L'approche managériale et ses composantes	Approche managériale(p. 72)
103-3	Évaluation de l'approche managériale	Approche managériale(p. 72)

GRI 201 : PERFORMANCE ÉCONOMIQUE		
201-1	Valeur économique directe générée et distribuée	Umicore en un coup d'œil(p. 5) ; Engagement des parties prenantes(p. 16) ; Distribution des avantages économique(p. 109) ; États financiers : F8(p. 138), F9(p. 139), F39(p. 181) ; Chiffres clés(p. 226)
201-3	Obligations au titre des régimes à prestations définies et autres régimes de retraite	États financiers : F27(p. 161)
201-4	Aide financière reçue du gouvernement	Tableau bilan consolidé(p. 112)
GRI 202 : PRÉSENCE SUR LE MARCHÉ		
202-2	Proportion de cadres supérieurs recrutés dans la communauté locale	Périmètre similaire couvert dans le Rapport d'activité social : S2(p. 204) ;
GRI 203 : IMPACTS ÉCONOMIQUES INDIRECTS		
203-1	Soutien aux investissements et aux services d'infrastructure	Engagement des parties prenantes(p. 16) ; Rapport d'activité environnemental : E7(p. 200); Rapport d'activité sur la chaîne de valeur : V5(p. 190) ; Chiffres clés(p. 226)
GRI 205 : ANTI-CORRUPTION		
205-1	Opérations évaluées pour les risques liés à la corruption	gestion des risques(p. 77)
205-2	Communication et formation sur les politiques et procédures anti-corruption	Tous les travailleurs reçoivent une formation informelle sur le Code de conduite lors de leur entrée en service
GRI 206 : COMPORTEMENT ANTI-CONCURRENTIEL		
206-1	Actions en justice pour comportement anticoncurrentiel, antitrust et pratiques monopolistiques	États financiers : F36(p. 180)
GRI 301 : MATÉRIAUX		
301-2	Matériaux d'entrée recyclés utilisés	Umicore en un coup d'œil(p. 5) ; Rapport d'activité sur la chaîne de valeur : V4(p. 189)
GRI 302 : ENERGIE		
302-1	Consommation d'énergie au sein de l'organisation	Rapport d'activité environnemental : E4(p. 197)
302-3	Intensité énergétique	Rapport d'activité environnemental : E4(p. 197)
302-4	Réduction de la consommation d'énergie	Rapport d'activité environnemental : E4(p. 197)
GRI 305 : ÉMISSIONS		
305-1	Émissions directes de GES du champ d'application 1	Rapport d'activité environnemental : E3(p. 196)
305-2	Émissions indirectes de GES du champ d'application 2 de l'énergie	Rapport d'activité environnemental : E3(p. 196)
305-7	Oxydes d'azote NOx, oxydes de soufre SOx, et autres émissions atmosphériques importantes	Rapport d'activité environnemental : E2(p. 193)

GRI 308 : ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES FOURNISSEURS		
308-2	Impacts environnementaux négatifs dans la chaîne d'approvisionnement et actions entreprises	Chaîne de valeur et société(p. 39) ; Rapport d'activité sur la chaîne de valeur :V2(p. 186)- V4(p. 189)
GRI 401 : EMPLOI		
401-1	Embauche de nouveaux employés et rotation du personnel	Umicore en un coup d'œil(p. 5) ; Une entreprise où il fait bon travailler(p. 55) ; Rapport d'activité social : S2(p. 204); S3(p. 207) ; Chiffres clés(p. 226)
GRI 403 : SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL		
403-1	Système managériale de la santé et de la sécurité au travail	Approche managériale(p. 72) ; santé et sécurité(p. 56) ; gestion des risques(p. 77) ; Rapport d'activité social S6(p. 209) - S9(p. 215) ;  Global framework Agreement on Sustainable Development ;  EcoVadis CSR Scorecard
403-2	Identification des dangers, évaluation des risques et enquête sur les incidents	gestion des risques(p. 77) ; Rapport d'activité social S6(p. 209)
403-3	Services de santé au travail	Rapport d'activité social S6(p. 209) ,
403-4	Participation, consultation et communication des travailleurs en matière de santé et de sécurité au travail	Rapport d'activité social S6(p. 209)
403-5	Formation des travailleurs à la santé et à la sécurité au travail	Santé et sécurité(p. 56) ; Attraction et rétention des talents - mesures prises par Umicore(p. 86) ; Rapport d'activité social S6(p. 209) - S9(p. 215) ;
403-6	Promotion de la santé des travailleurs	Rapport d'activité social S6(p. 209)
403-7	Prévention et atténuation des impacts sur la santé et la sécurité au travail directement liés aux relations d'affaires	 Charte de l'approvisionnement durable Rapport d'activité sur la chaîne de valeur : V3(p. 188),V4(p. 189) Rapport d'activité social S6(p. 209)
403-8	Travailleurs couverts par un système managériale de la santé et de la sécurité au travail	Rapport d'activité social S6(p. 209) Les heures d'exposition ne sont pas rapportées. Le nombre de LTA pour les employés et les contractants est plus pertinent pour soutenir l'objectif de zéro LTA d'Umicore.
403-9	Accidents du travail	Une entreprise où il fait bon travailler(p. 55) ; Rapport d'activité social S6(p. 209) , S7(p. 210) ; Chiffres clés(p. 226)
403-10	Maladie professionnelle	Rapport d'activité social S6(p. 209) - S9(p. 215)
GRI 404 : FORMATION ET ÉDUCATION		
404-1	Nombre moyen d'heures de formation par an et par employé	Une entreprise où il fait bon travailler(p. 55) ; Rapport d'activité social : S3(p. 207) ; Chiffres clés(p. 226)
404-2	Programmes d'amélioration des compétences des employés et programmes d'aide à la transition	Une entreprise où il fait bon travailler(p. 55) ; Rapport d'activité social : S3(p. 207)
404-3	Pourcentage d'employés bénéficiant d'un examen régulier de leurs performances et de leur évolution de carrière	Rapport d'activité social : S3(p. 207)

GRI 405 : DIVERSITÉ ET ÉGALITÉ DES CHANCES		
405-1	Diversité des organes de gouvernance et des employés	Une entreprise où il fait bon travailler(p. 55) ; Rapport de gouvernance d'entreprise : G4(p. 90) ; Rapport d'activité social : S2(p. 204);
GRI 408 : TRAVAIL DES ENFANTS		
408-1	Opérations et fournisseurs présentant un risque important d'incidents liés au travail des enfants	Cet élément est pris en compte dans le cadre de l'objectif "Approvisionnement durable" ; voir Chaîne de valeur et société(p. 39) , Rapport d'activité sur la chaîne de valeur : V2(p. 186)- V4(p. 189) ;  Assurer un approvisionnement durable en cobalt : étude de cas en ligne .
GRI 409 : TRAVAIL FORCÉ OU OBLIGATOIRE		
409-1	Opérations et fournisseurs présentant un risque important d'incidents liés au travail forcé ou obligatoire	Cet élément est pris en compte dans le cadre de l'objectif "Approvisionnement durable" ; voir Chaîne de valeur et société(p. 39) , Rapport d'activité sur la chaîne de valeur : V2(p. 186)- V4(p. 189) ;  Assurer un approvisionnement durable en cobalt : étude de cas en ligne .
GRI 414 : ÉVALUATION SOCIALE DES FOURNISSEURS		
414-2	Impacts sociaux et sociétaux négatifs dans la chaîne d'approvisionnement et mesures prises	Chaîne de valeur et société(p. 39) , Rapport d'activité sur la chaîne de valeur : V2(p. 186)-V4(p. 189)
GRI 416 : SANTÉ ET SÉCURITÉ DES CLIENTS		
416-1	Évaluation des impacts sur la santé et la sécurité des catégories de produits et de services	Rapport de la chaîne de valeur : V4(p. 189)
GRI 417 : COMMERCIALISATION ET ÉTIQUETAGE		
417-1	Exigences en matière d'information et d'étiquetage des produits et services	Rapport de la chaîne de valeur : V4(p. 189)
D'AUTRES SUJETS D'IMPORTANCE RAPPORTÉS		
	Criticité des matières premières	Pour compléter les rapports sur la GRI 308 : Évaluation environnementale des fournisseurs et la GRI 414 : Évaluation sociale des fournisseurs. Voir Chaîne de valeur et société(p. 39) , Rapport d'activité sur la chaîne de valeur : V2(p. 186)- V3(p. 188)
	Produits et services durables	Pour compléter les rapports sur la GRI 301 : Matériaux, voir Chaîne de valeur et société ; Rapport d'activité sur la chaîne de valeur : V4(p. 189)
	Sécurité des procédés	Pour compléter les rapports sur la GRI 403 : Santé et sécurité au travail, voir Rapport d'activité social : S9(p. 215)
	Émissions de métaux dans l'air et dans l'eau	Pour compléter le rapport sur la GRI 305 : Emissions, voir Rapport d'activité environnemental : E2(p. 193)

RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ UMICORE SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

Dans le cadre du contrôle légal des comptes consolidés d'Umicore (la « Société ») et de ses filiales (conjointement « le Groupe »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes consolidés ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Ce tout constitue un ensemble et est inséparable. Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 30 avril 2020, conformément à la proposition du conseil de surveillance émise sur recommandation du comité d'audit et sur présentation du conseil d'entreprise. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2022. Nous avons débuté le contrôle légal des comptes annuels de la Société antérieurement à 1993.

Rapport sur les comptes consolidés

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes consolidés du Groupe, comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2020, ainsi que le compte de résultats consolidé, et l'état consolidé des profits et pertes reconnus directement dans les capitaux propres, l'état consolidé de l'évolution des capitaux propres et le tableau de financement consolidé de l'exercice clos à cette date, ainsi que des notes reprenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Ces comptes consolidés font état d'un total du bilan consolidé qui s'élève à EUR 8.340.893 milliers et d'un compte de résultats consolidé qui se solde par un bénéfice de l'exercice (part du Groupe) d'EUR 130.530 milliers. À notre avis, ces comptes consolidés donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2020, ainsi que de ses résultats consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB et applicables à la date de clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « *Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes consolidés* » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes consolidés en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance. Nous avons obtenu du conseil de surveillance et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit. Nous

estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des comptes consolidés de la période en cours. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points.

Provision pour couvrir les coûts liés à l'intention d'acheter les maisons les plus proches de l'usine de Recycling à Hoboken (Belgique) pour créer une zone verte.

Description du point clé de l'audit

En référence à la note F29, une provision de EUR 50 millions a été comptabilisée pour couvrir les coûts liés à l'intention d'acheter les maisons les plus proches de l'usine d'Hoboken pour créer une zone verte. Ces coûts incluent une estimation de la valeur d'achat pour les maisons à démolir (basée sur l'analyse d'une tierce partie) ainsi qu'une estimation des frais de démolition et d'aménagement. La concertation avec le conseil communal et les résidents est en cours et pourrait entraîner des ajustements à cette estimation des coûts. La provision est un point particulièrement important car le processus d'évaluation est complexe et inclut les estimations clés du management. Les hypothèses et estimations utilisées pour évaluer la provision « zone verte » sont, entre-autres, liées

- au nombre attendu de maisons qui seront vendues dépendant de l'acceptation des offres et/ou des nouveaux propriétaires qui pourraient offrir leur maison par rapport à la situation actuelle ;
- aux sorties de ressource attendues pour régler les obligations avec les propriétaires des maisons ;
- aux sorties de ressource liées à la démolition et l'aménagement, pour la création de la zone verte.

Les changements d'hypothèses et estimations utilisées pour la détermination de la provision peuvent avoir un impact significatif sur les comptes consolidés.

Nos procédures d'audit relatives au point clé de l'audit

Dans le cadre de notre audit, nous avons évalué le processus du management pour déterminer les sorties de ressource attendues pour la création d'une provision « zone verte » à Hoboken respectant les critères selon la norme IAS 37. Nous avons évalué la précision, l'évaluation et l'exhaustivité de la provision au 31 décembre 2020. Cette évaluation y compris :

- Une réunion avec le manager de l'usine ;
- Une analyse de la communication envoyée aux propriétaires des maisons à Hoboken ;

- Une analyse de la communication envoyée aux parties externes, y compris les rapports d'évaluations d'un expert d'évaluation assigné par le conseil communal d'Anvers et la liste des maisons offertes et confirmé par le conseil communal ;
- Une analyse des devis de fournisseurs ou des analyses techniques internes pour déterminer l'estimation des frais de démolition et d'aménagement ;
- • Évaluation de la cohérence des hypothèses et des estimations comptables appliquées par la direction ;
- L'analyse et calculs des projections de sorties de ressource créées par management.

Par ailleurs, nous avons également évalué l'adéquation des informations fournies inclus à la note F29 dans les comptes consolidés

Nos résultats

Nous avons constaté que les estimations du management sont raisonnables et que les informations relatives aux provisions environnementales et incluses dans les comptes consolidés sont adéquates.

Traitements comptables des opérations de couverture

Description du point clé de l'audit

Umicore utilise différents instruments financiers dérivés pour couvrir les risques de change et de prix des métaux liés aux activités commerciales ordinaires. La politique de couverture du management est documentée dans des directives internes correspondantes et sert de base à ces opérations. Le risque de change ainsi que les risques liés aux prix des métaux découlent essentiellement d'opérations de ventes et d'achats (de métaux en particulier). Les couvertures de flux de trésorerie (également dénommées couvertures stratégiques dans le rapport annuel) respectent les critères de la comptabilité de couverture selon la norme IFRS 9; par conséquent, la quote-part effective des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés sous-jacents est comptabilisée directement dans les capitaux propres jusqu'au moment où les flux de trésorerie sous-jacents se réalisent. À la date de clôture, un montant cumulé d'EUR 12,8 millions a été comptabilisé en réserves de juste valeur au sein des capitaux propres, comme indiqué dans la note F 33.1. Une partie des couvertures de juste valeur (également dénommées couvertures transactionnelles dans le rapport annuel) respectent les critères de la comptabilité de couverture de juste valeur selon la norme IFRS 9, tel qu'il ressort des principes comptables repris à l'annexe F2.21.1. L'élément couvert et les instruments sous-jacents sont comptabilisés à leur juste valeur dans le compte de résultats. Il reste une partie de la couverture transactionnelle relative aux risques de prix des métaux pour laquelle la comptabilité de couverture de juste valeur selon la norme IFRS 9 ne peut pas être appliquée. Il s'agit principalement de relations de couverture physique réciproques n'impliquant aucun instrument financier dérivé. Comme l'illustre la note F 2.21.1, une approche de la valeur la plus basse entre le prix d'acquisition et la valeur du marché est appliquée aux obligations d'opérations futures de vente et d'achat physiques avec les clients et les fournisseurs. Le traitement comptable des opérations de couverture est un point particulièrement important en raison de leur grande complexité et du nombre

d'opérations de couverture, ainsi que des exigences en matière de comptabilité et d'information à fournir selon IFRS 9.

Nos procédures d'audit relatives au point clé de l'audit

Dans le cadre de notre audit et avec l'aide de nos experts internes en trésorerie, nous avons évalué les paramètres contractuels et financiers et avons examiné le traitement comptable, y compris l'impact sur les capitaux propres et le compte de résultats, des différentes opérations de couverture. Avec ces experts, nous avons également évalué le système de contrôle interne de Umicore en ce qui concerne les instruments financiers dérivés, y compris les procédures internes afin de surveiller la conformité avec la politique de couverture. Nous avons en outre utilisé des données de marché pour valider la méthode appliquée afin d'évaluer la juste valeur des instruments financiers. De plus, nous avons obtenu des confirmations des banques et des courtiers afin d'évaluer le caractère complet et correct des justes valeurs des opérations de couverture enregistrées. Concernant les flux de trésorerie prévus et l'évaluation de l'efficacité des couvertures, nous avons essentiellement réexaminé les tests prospectifs. Nous nous sommes assuré que les couvertures ont effectivement été comptabilisées et évaluées conformément à la norme IFRS 9. Quant aux couvertures transactionnelles, nous avons vérifié l'exactitude et le caractère complet des instruments financiers dérivés via des confirmations externes et la méthode appliquée afin de déterminer la juste valeur, était examinée via des données de marché. En outre, en ce qui concerne la partie pour laquelle la comptabilité de couverture de juste valeur ne peut pas être appliquée, l'utilisation de la valeur la plus basse entre le prix d'acquisition et la valeur de marché, appliquée aux obligations d'opérations futures de vente et d'achat physiques avec les clients et les fournisseurs, a été vérifiée sur base d'un échantillon.

Nos résultats

Les principales hypothèses et la documentation comptable de couverture étaient étayées par des documents probants. Les méthodes d'évaluation appliquées pour déterminer la juste valeur ont été jugées acceptables et les communications dans les notes F 33.1 et F. 33.2 sont adéquates.

Positions fiscales incertaines

Description du point clé de l'audit

La Société a des activités internationales étendues et est présente dans de nombreuses juridictions fiscales et juridiques où la fixation des prix de transfert pourrait faire l'objet de remises en question par les administrations fiscales concernées. La comptabilité de ces positions fiscales incertaines comprend des évaluations importantes faites par le management, essentiellement dans la nécessité de reconnaître ces positions fiscales incertaines et dans la détermination adéquate des provisions. En référence à la note F2.19, F 3.6 et F 4.6, le management a évalué de manière détaillée les positions fiscales incertaines, ce qui a donné lieu à l'enregistrement de provisions pour ces incertitudes d'un montant de EUR 114,9 millions. Le traitement comptable des positions fiscales incertaines est un point particulièrement important car le processus d'évaluation est complexe et en raison de l'impact significatif sur les comptes consolidés.

Nos procédures d'audit relatives au point clé de l'audit

Nous avons évalué le processus d'Umicore pour recueillir des informations sur les positions fiscales incertaines de toutes les entités légales du Groupe. Avec l'aide de nos experts fiscaux, nous avons également évalué l'analyse de probabilité préparée par Umicore pour chaque nouvelle position significative identifiée. De plus, nous avons analysé les méthodes appliquées par le management, étant le montant le plus probable ou la valeur attendue du traitement fiscal dans la détermination du bénéfice (ou perte) imposable, des montants de base, des pertes fiscales non utilisées, des crédits d'impôt non utilisés et des taux d'imposition s'il n'est pas probable qu'une situation fiscale incertaine ne soit intégralement maintenue. Dans ce contexte, nous avons évalué des mémorandums fiscaux des experts consultés par le management sur les cas et positions respectifs en collaboration avec nos spécialistes fiscaux. Par ailleurs, nous avons analysé la cohérence des traitements fiscaux entre filiales et sur la base des expériences d'Umicore dans le passé. Nous avons également vérifié le caractère complet et l'exactitude des montants déclarés pour les impôts, y compris l'évaluation des audits par les autorités fiscales. Dans ce domaine, nos procédures d'audit comprennent, entre autres, une revue de la correspondance avec les autorités fiscales compétentes.

Nos résultats

Les positions fiscales incertaines ont été traitées correctement lors d'évaluations des provisions fiscales dans les comptes consolidés, conformément aux exigences d'IFRIC 23.

Responsabilités du conseil de surveillance relatives à l'établissement des comptes consolidés

Le conseil de surveillance est responsable de l'établissement des comptes consolidés donnant une image fidèle conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe au conseil de surveillance d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le conseil de surveillance a l'intention de mettre le Groupe en liquidation ou de cesser ses activités, ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire comprenant notre opinion. Une assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on

peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci. Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes consolidés en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future du Groupe ni quant à l'efficience ou l'efficacité avec laquelle le conseil de surveillance a mené ou mènera les affaires du Groupe. Nos responsabilités relatives à l'application par le conseil de surveillance du principe comptable de continuité d'exploitation sont décrites ci-après. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le conseil de surveillance, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par le conseil de surveillance du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire le Groupe à cesser son exploitation ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes consolidés et évaluons si ces derniers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle ;



- nous recueillons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit au niveau du Groupe. Nous assumons l'entièvre responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons au comité d'audit notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne. Nous fournissons également au comité d'audit une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles déontologiques pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les éventuelles mesures de sauvegarde y relatives. Parmi les points communiqués au comité d'audit, nous déterminons les points qui ont été les plus importants lors de l'audit des comptes consolidés de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport du commissaire, sauf si la loi ou la réglementation n'en interdit la publication.

Autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités du conseil de surveillance

Le conseil de surveillance est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mission et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion sur les comptes consolidés.

Aspects relatifs au rapport de gestion sur les comptes consolidés

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion sur les comptes consolidés, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes consolidés pour le même exercice, et a été établi conformément à l'article 3:32 du Code des sociétés et des associations. Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion sur les comptes consolidés comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer. L'information non-financière requise par l'article 3:32, §2 du Code des sociétés et associations a été reprise dans le rapport de gestion sur les comptes consolidés. Pour l'établissement de cette information non-financière, la Société s'est basée sur le référentiel Global Reporting Initiative (GRI) Standards. Conformément à l'article 3:80, §1, 5° du Code des sociétés et associations, dans le présent rapport, nous ne nous prononçons toutefois *pas* sur

la question de savoir si cette information non-financière est établie conformément au Global Reporting Initiative (GRI) Standards.

Mentions relatives à l'indépendance

Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes consolidés et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis du Groupe au cours de notre mandat.

- Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes consolidés visées à l'article 3:65 du Code des sociétés et des associations ont correctement été valorisés et ventilés dans l'annexe des comptes consolidés.

Autres mentions

Le présent rapport est conforme au contenu de notre rapport complémentaire destiné au comité d'audit visé à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.

Sint-Stevens-Woluwe, le 22 mars 2021

Le commissaire PwC Reviseurs d'Entreprises SRL
représentée par Kurt Cappoen, Réviseur d'Entreprises

RAPPORT D'ASSURANCE LIMITÉE DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LES SECTION DECLARATIONS ENVIRONNEMENTALES, DECLARATIONS SOCIALES ET DECLARATIONS SUR LA CHAÎNE DE VALEUR DU RAPPORT ANNUEL INTÉGRÉ 2020 D'UMICORE ET SES FILIALES

Ce rapport a été établi conformément aux termes de notre lettre de mission datée du 3 juin 2020 (le "Contrat"). Cette dernière stipule que nous avons été engagés afin de fournir un rapport indépendant d'assurance limitée sur le développement durable présentées dans les sections déclarations environnementales, déclarations sociales et déclarations sur la chaîne de valeur du rapport annuel intégré d'Umicore et ses filiales pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020 (le "Rapport").

Responsabilité du Conseil de Surveillance

L'établissement des informations et des données dans les sections déclarations environnementales, déclarations sociales et déclarations sur la chaîne de valeur du rapport annuel intégré 2020 d'Umicore et ses filiales, ainsi que les affirmations que le Rapport adhère aux lignes directrices de l'initiative "Global Reporting Initiative" ("GRI") Standards – Core comme indiqué aux pages 185 à 215 (l'"Information Sur Le Sujet Considéré"), en conformité avec les critères cités dans les sections déclarations environnementales, déclarations sociales et déclarations sur la chaîne de valeur et les recommandations du GRI Standards (les "Critères"), relève de la responsabilité du Conseil de Surveillance d'Umicore (la "Société").

Cette responsabilité comprend la sélection et l'utilisation de méthodes appropriées par rapport à l'établissement de l' "Information Sur Le Sujet Considéré", la fiabilité des informations sous-jacentes ainsi que l'utilisation d'hypothèses et d'estimations pour l'établissement d'informations particulières à fournir, qui sont raisonnables dans les circonstances, sur le développement durable. En outre, la responsabilité du Conseil de Surveillance comprend également la définition, la mise en place et le suivi de systèmes et procédures appropriés permettant l'établissement de l' "Information Sur Le Sujet Considéré", qui est exempt d'anomalies significatives, provenant de fraudes ou résultant d'erreurs.

Notre indépendance et contrôle qualité

Nous avons respecté les dispositions légales en matière d'indépendance, et plus particulièrement les règles reprises dans les articles 12, 13, 14, 16, 20, 28 et 29 de la Loi belge du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises, ainsi que les dispositions relatives à l'indépendance et aux autres exigences éthiques du Code of Ethics for Professional Accountants tel que publié par l'International Ethics Standards Board for Accountants qui se base sur les principes fondamentaux relatifs à l'intégrité, à l'objectivité, à la compétence professionnelle et au soin nécessaire, à la confidentialité et au comportement professionnel. Notre cabinet de révision applique l'International Standard on Quality Control (ISQC) n°1 et maintient un système élaboré de contrôle qualité, y inclus des politiques et procédures documentées concernant les règles d'éthique, les normes professionnelles et les dispositions légales et réglementaires applicables.

Responsabilité de l'auditeur indépendant

Notre responsabilité est d'exprimer, sur la base de nos travaux et les éléments probants obtenus, un avis indépendant sur l' "Information Sur Le Sujet Considéré". Notre rapport a été établi conformément aux termes décrits dans notre lettre de mission. Nos travaux ont été réalisés conformément aux principes de la Norme Internationale de Mission d'Assurance (ISAE) 3000 (Revised) "Assurance Engagements other than Audits or Reviews of Historical Financial Information". Cette norme requiert que nous nous soumettions aux règles d'éthiques et de planifier et d'exécuter nos procédures afin d'obtenir l'assurance limitée qu'aucun élément n'a été porté à notre connaissance nous laissant à penser que l'"Information Sur Le Sujet Considéré" n'ait pas été établie, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux Critères déterminés par la Société. Les procédures mises en œuvre dans une mission d'assurance limitée ont une étendue moins large, en comparaison avec une mission d'assurance raisonnable. Par conséquent, le niveau d'assurance obtenu dans une mission d'assurance limitée est sensiblement inférieur au niveau d'assurance qui serait obtenue dans le cadre de la mise en œuvre d'une mission d'assurance raisonnable. Le choix de ces procédures relève de notre jugement, de même que l'évaluation du risque que les assertions du Conseil de Surveillance contiennent des anomalies significatives. L'ensemble des procédures que nous avons mises en œuvre comprenait entre autres les procédures suivantes:

- Évaluer et tester la conception et le fonctionnement des systèmes et des processus utilisés pour la collecte de données, le classement, la consolidation et la validation, y compris les méthodes utilisées pour le calcul et l'estimation de l'information Sur Le Sujet Considéré;
- mener des entretiens avec les personnes responsables, y compris les visites de sites;
- inspecter les documents internes et externes.

L'ensemble de nos procédures se limite à l'assurance sur l'Information Sur Le Sujet Considéré. Notre assurance ne s'étend pas aux informations relatives à des périodes antérieures ou à toute autre information incluse dans le rapport annuel intégré 2020 de la Société.

Conclusion

Sur la base de nos procédures d'assurance limitée, aucun fait n'a été porté à notre connaissance nous laissant à penser que les sections déclarations environnementales, déclarations sociales et déclarations sur la chaîne de valeur du rapport annuel intégré 2020 d'Umicore et ses filiales pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020 aux pages 185 à 215 ainsi que les affirmations d'Umicore selon lesquelles le rapport répond aux exigences GRI Standards – Core, n'ont pas été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux Critères.

Restriction sur l'utilisation et la distribution de notre rapport

Notre rapport est uniquement destiné à l'usage de la Société dans le cadre de leurs sections déclarations environnementales, déclarations sociales et déclarations sur la chaîne de valeur du rapport annuel intégré 2020, et ne peut être utilisé à d'autres fins. Nous n'acceptons aucune responsabilité ou obligation de dommage à l'égard de tiers pour ce rapport ou les conclusions faites dans celui-ci.

Sint-Stevens-Woluwe, 22 mars 2021

Reviseurs d'Entreprises SRL représentée par
Kurt Cappoen, Réviseur d'Entreprise

Références et liens

UMICORE  www.umincore.com

ANNUAL REPORT  annualreport.umincore.com

ANNUAL REPORT GLOSSARY  annualreport.umincore.com/glossary

THE UMICORE WAY  umincore.com/en/about/the-umincore-way

CODE OF CONDUCT  umincore.com/en/governance/code-of-conduct

HORIZON 2020  umincore.com/en/cases/horizon-2020

GLOBAL FRAMEWORK AGREEMENT ON SUSTAINABLE DEVELOPMENT  umincore.com/industriALL

SUSTAINABLE PROCUREMENT CHARTER  umincore.com/sustainable-procurement-charter

RESPONSIBLE GLOBAL SUPPLY CHAIN OF MINERALS FROM CONFLICT-AFFECTED AND HIGH-RISK AREAS
 umincore.com/responsible-supply-chain-policy

SUSTAINABLE PROCUREMENT FRAMEWORK FOR COBALT  umincore.com/sustainable-procurement-charter-cobalt

DUE DILIGENCE COMPLIANCE REPORT COBALT PROCUREMENT  umincore.com/sustainable-cobalt
CORPORATE GOVERNANCE CHARTER

 umincore.com/en/governance/corporate-governance-charter

UMICORE CAREERS  umincore.com/careers

INVESTOR RELATIONS  umincore.com/investors

SHAREHOLDER RIGHTS  umincore.com/en/governance/shareholder-rights

UMICORE NEWS  umincore.com/en/investors/news-results/press-releases

BELGIAN CORPORATE GOVERNANCE COMMITTEE  www.corporategovernancecommittee.be

ECOVADIS  www.ecovadis.com

FINANCIAL SERVICES AND MARKETS AUTHORITY  www.fsma.be

OECD DUE DILIGENCE GUIDANCE FOR RESPONSIBLE SUPPLY CHAINS OF MINERALS FROM CONFLICT-AFFECTED AND HIGH-RISK AREAS  www.oecd.org/daf/inv/mne/OECD-Due-Diligence-Guidance-Minerals-Edition3.pdf

RESPONSIBLE MINERALS INITIATIVE, FORMERLY CONFLICT-FREE SOURCING INITIATIVE

 www.responsiblemineralsinitiative.org

 www.responsiblemineralsinitiative.org/gold-refiners-list

 www.responsiblemineralsinitiative.org/responsible-minerals-assurance-process/smelterrefiner-lists/cobalt-refiners-list/conformant-cobalt-refiners

WBCSD GUIDANCE FOR ACCOUNTING AND REPORTING CORPORATE GHG EMISSIONS IN THE CHEMICAL SECTOR VALUE CHAIN  www.wbcsd.org/contentwbc/download/2831/35596

GLOBAL BATTERY ALLIANCE : A VISION FOR A SUSTAINABLE BATTERY VALUE CHAIN IN 2030
 umincore.com/globalbatteryalliance-report-2019

LONDON BULLION MARKET ASSOCIATION (LBMA)  www.lbma.org.uk/good-delivery-list-refiners-gold-current

 www.lbma.org.uk/good-delivery-list-refiners-silver-current

RESPONSIBLE JEWELLERY COUNCIL  www.responsiblejewellery.com/members/chain-of-custody-certified-entities

ENTREPRENEURS FOR ENTREPRENEURS  ondernemersvoordonernemers.be

chiffres clés

(en € millions sauf mention contraire)	2016	2017	2018	2019	2020
Performance économique					
Revenus (hors métal)	2.667,5	2.915,6	3.271	3.361	3.239
EBIT ajusté	350,7	410,3	514	509	804
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (en %)	14,6	15,1	15,4	12,6	12,1
Frais de recherche & développement	155,9	175,2	196	211	223
Investissements	287,3	365,3	478	553	403
Bénéfice par action ajusté (en €)	1,07	1,22	1,36	1,30	1,34
Dividende brut (en €/action)	0,65	0,70	0,75	0,375	0,75
Performance sociale et environnementale					
Revenus issus des activités liées à la mobilité propre et au recyclage (en %)	65	67	72	75	77,00
Total des dons, temps de travail libéré inclus (en milliers d'euros)	1.290	1.299	1.432	1.614	1.467
Emissions de CO2e (champ d'application 1+2) - méthode basée sur le marché (en tonnes)	662.059	633.704	767.702	791.816	732.543
Emissions de CO2e (champ d'application 1+2) - méthode basée sur la localisation (en tonnes)	735.065	663.307	785.789	815.175	747.964
Consommation d'énergie (en térajoules)	6.737	6.532	7.458	7.476	7.591
Effectif (entreprises consolidées)	9.921	9.769	10.420	11.152	10.859
Accidents avec arrêt de travail	59	51	61	90	49
Taux de fréquence	3,34	3,01	3,36	4,60	2,50
Taux de sévérité	0,56	0,09	0,10	0,20	0,47
Taux d'exposition 'tous biomarqueurs agrégés' (en %)	3,2	2,7	2,8	1,8	1,60
Nombre moyen d'heures de formation par employé	41,49	45,33	43,10	48,73	36,33
Taux de départs volontaires	4,10	5,03	7,18	5,99	4,20



SI MON ORIGINALITÉ
ET MES IDÉES PEUVENT
FAÇONNER NOTRE
AVENIR DURABLE

IMAGINEZ
VOTRE
IMPACT.



CALENDRIER FINANCIER⁽¹⁾

29 AVRIL 2021

Assemblée générale ordinaire des actionnaires (exercice 2020)

30 JUILLET 2021

Half year results 2021



UMICORE.COM/INVESTORS

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

COTATION EN BOURSE

Euronext Brussels

À PROPOS DE CE RAPPORT

Natalia Agüeros-Macario
+32 2 227 71 02
natalia.agueros@eu.umincore.com

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES

Saskia Dheedene
+32 2 227 78 38
Saskia.Dheedene@eu.umincore.com

INFORMATIONS RESOURCES HUMAINES

Céline Van Haute
+32 2 227 72 67
celine.vanhaute@eu.umincore.com

INFORMATIONS SANTÉ & SÉCURITÉ

Bert Swennen
+32 2 227 74 45
bert.swennen@eu.umincore.com

INFORMATIONS CHAÎNE DE VALEUR & ENVIRONNEMENT

Wouter Ghyoot
+32 2 227 75 41
wouter.ghyoot@eu.umincore.com

ÉTHIQUE DES AFFAIRES & SÉCURITÉ

Kristl Matton - Baudouin Caeymaex
+32 2 227 78 37 - +32 2 227 73 32
grievances@umincore.com

LANGUES

Ce rapport est également disponible en Anglais et Néerlandais.

ÉDITEUR RESPONSABLE

Umicore Group Communications & Investor Relations

Evelien Goovaerts

+32 2 227 72 21
evelien.goovaerts@eu.umincore.com

CONCEPTION & RÉALISATION

Radley Yeldar - ry.com
MachMedia - machmediagroup.com
Tangelo Software - tangelo-software.com

PHOTOS

Jean-Michel Byl, Umicore

INTERNET

Consultez le site web du rapport dans les trois langues à l'adresse suivante:



ANNUALREPORT.UMICORE.COM

RETOUR

Faites-nous savoir ce que vous pensez de ce rapport à:



UMICORE.COM/AR-FEEDBACK

Pour toute demande ou information complémentaire veuillez contacter

Siège Social

Umicore

Société anonyme - Naamloze vennootschap
Rue du Marais 31 Broekstraat
B-1000 Brussels
Belgium

Numéro d'entreprise : 0401574852
Numéro de TVA : BE 0401 574 852

Téléphone: +32 2 227 71 11



UMICORE.COM/EN/CONTACT



(1) Dates sous réserve de modification. Pour les mises à jour, veuillez consulter le site internet d'Umicore.

umicore.com